



La protection du renseignement britannique, américain et allemand pendant la Seconde Guerre mondiale

Mona de Witte Parra

► To cite this version:

Mona de Witte Parra. La protection du renseignement britannique, américain et allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. Sciences de l'Homme et Société. Université Reims Champagne Ardenne, 2016. Français. <NNT: >. <tel-03248415>

HAL Id: tel-03248415

<https://hal.science/tel-03248415v1>

Submitted on 3 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



**UNIVERSITÉ
DE REIMS
CHAMPAGNE-ARDENNE**

UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE – ARDENNE

ÉCOLE DOCTORALE SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ (555)

T H E S E

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE

Langues et littératures étrangères

présentée et soutenue publiquement

par

Mona DE WITTE PARRA

le 9 décembre 2016

**La protection du renseignement britannique, américain et allemand
pendant la Seconde Guerre mondiale**

JURY

M. Gildas LE VOGUER, Professeur, Université de Rennes 2, Président et Rapporteur

M. Richard DAVIS, Professeur, Université de Bordeaux 3, Directeur de Thèse

M. Thomas NICKLAS, Professeur, URCA, Directeur de Thèse

M. Trevor HARRIS, Professeur, Université d'Amiens, Rapporteur

Mme Catherine HEYRENDT-SHERMAN, Maître de Conférences, URCA, Examinatrice

M. Sébastien-Yves LAURENT, Professeur, Université de Bordeaux 4, Examineur

À la mémoire de ma mère.

Et à mes merveilleux grands-parents à qui je dois tant.

Remerciements

Je tiens à remercier mes directeurs de thèse, les Professeurs Thomas Nicklas et Richard Davis, d'avoir accepté d'encadrer cette recherche. Leur grande disponibilité, leurs encouragements et leurs conseils précieux ont été d'une valeur inestimable.

Je remercie l'ensemble des membres du Jury, Messieurs Thomas Nicklas et Richard Davis, Messieurs Trevor Harris et Gildas Le Voguer, rapporteurs de cette thèse et Madame Catherine Heyrendt et Monsieur Sébastien-Yves Laurent, examinateurs de la thèse.

Claire Sanderson m'a permis de découvrir le monde de la recherche et d'y prendre goût. Elle m'a amenée à étudier les services de renseignement pour lesquels je me suis passionnée.

Le personnel des Archives britanniques à Kew, de l'*Imperial War Museum* à Londres et de *Bletchley Park*, en particulier Stephen Ovens, a répondu patiemment à toutes mes questions. Les archivistes de *College Park*, à Washington, m'ont guidée dans mes recherches sur les fonds américains. Nos discussions m'ont beaucoup appris. L'expertise d'Eric Van Slander a été particulièrement utile.

Je tiens également à remercier Geoffrey Pidgeon. Ce vétéran des services secrets a été chargé de communiquer *Ultra* aux commandants sur les théâtres de guerre et est l'auteur de *The Secret Wireless War*. Depuis près de huit ans il répond à toutes mes questions et partage son expérience avec beaucoup de gentillesse et d'humilité. Il m'a accompagnée pendant toute la préparation de cette thèse et nos nombreux échanges m'ont beaucoup apporté.

La cryptanalyste Mavis Batey, qui a contribué directement au déchiffrement d'Enigma et a apporté une contribution capitale à l'effort de guerre, a accepté de répondre à mes questions malgré sa santé déclinante, avec une grande modestie.

Les discussions avec mes collègues pendant toutes ces années m'ont permis d'enrichir mon approche sur le sujet et d'adopter de nouvelles perspectives.

Je remercie ma famille et mes proches pour leur patience et leur compréhension pendant la préparation de cette thèse, pour toutes les fois où je n'ai pas été assez présente. Je les remercie aussi pour leur aide dans leurs différentes spécialités, en particulier mon oncle Jean-Paul et mon cousin Romain. Marie a eu l'extrême gentillesse de relire de longues sections du manuscrit et de m'apporter de nombreuses suggestions sur le texte. Mon amie Pauline a partagé ce parcours de doctorante avec moi, et sa présence m'a été très précieuse. Mes beaux-parents, Martine et Jean-Paul, m'ont accueilli dans leur famille avec une très grande affection. Leur intérêt pour mon travail m'a beaucoup touchée. Ils m'ont beaucoup aidée pendant les derniers mois de la thèse.

Je dois tout à mes grands-parents, Monique et Pierre. L'intérêt de ma grand-mère pour les langues étrangères, en particulier l'anglais et l'allemand, et de mon grand-père, ancien résistant, pour l'histoire, m'a amenée naturellement à m'intéresser à la Seconde Guerre mondiale et aux trois pays au cœur de cette analyse. Comme ils l'ont toujours fait, ils ont continué à m'encourager pendant la préparation de cette thèse, et ont également apporté des remarques constructives sur mon manuscrit.

Depuis que nous nous connaissons, Lionel a fait preuve d'une immense patience, que ce soit pendant les années de classe préparatoire ou de thèse. Son soutien sans faille a été un véritable pilier sur lequel m'appuyer, pour cette recherche et pour tout le reste. Ses encouragements et ses conseils m'ont beaucoup aidée. Surtout, notre fille Jade et lui m'apportent tous les jours un bonheur immense.

Sommaire

Glossaire	9
Noms des principaux protagonistes de la protection du renseignement	14
Introduction	18
Première partie. Les services de renseignement et la transition à une période de guerre. La protection des sources jusqu'à la fin de l'année 1939.	40
I.A. Des services britanniques très réputés qui n'ont pas su se préparer a la guerre	42
I.B. Des services britanniques que la guerre force à se réorganiser	66
I.C. Débats sur le succès des agences allemandes affectées par la défaite de 1918	89
I.D. Renseignement et neutralité : le retard chronique des services de renseignement américains longtemps négligés	107
Deuxième partie. 1940-fin 1942 : Adaptation au contexte de guerre et tractations sur les termes d'éventuelles coopérations.	124
II.A. Le Royaume-Uni, modèle pour la protection des sources ?.....	126
II.B. Controverse sur le degré de sécurité des sources allemandes de 1940 à 1942.....	165
II.C. Une gestion imprudente des sources par les Américains	182
II.D. Partage des sources britanniques avec les Américains et inquiétude pour leur sécurité – l'exemple des sources cryptanalytiques	195
II.E. La coopération avec les Français, entre nécessité et menace	216
II.F. Vers un échange de renseignements avec les Soviétiques après l'opération Barbarossa?.....	230
Troisième partie. 1943-début 1945 : Consécration de l'expertise des agences de renseignement britanniques et américaines, aux dépens de l'Allemagne.	242
III.A. Le Royaume-Uni en 1943-1945 : Offensive et protection des sources	244
III.B. La débâcle du renseignement allemand	266
III.C. Des services américains désormais chevronnés.....	282
III.D. Relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis : l'élève devient le maître (1943-début 1945)	298
Épilogue	329
Conclusion.....	341
Sources et bibliographie	359
Index	410
Table des matières	418

Glossaire

Dans toute la thèse, je me suis efforcée de conserver la même graphie pour une même organisation. Cependant, dans les citations, je conserve l'orthographe choisie par l'auteur. Ceci s'applique également dans le traitement des majuscules.

* * *

Abwehr : unité de l'état-major de la *Wehrmacht* chargée d'espionnage, de contre-espionnage et de sabotage. Elle est dirigée pendant la Seconde Guerre mondiale par l'amiral Wilhelm Canaris, jusqu'à ce qu'il soit désavoué par les autorités allemandes.

Agent double : agent qui semble travailler pour un service de renseignement mais est en réalité sous le contrôle d'un autre.

Analyse du trafic : étude des communications radio non déchiffrées.

ANCIB (*Army Navy Communications Intelligence Board*, Commission de l'armée de terre et de la marine pour le renseignement issu des communications) : commission créée en mars 1945 pour coordonner le renseignement de la marine et de l'armée de terre américaines.

ANCICC (*Army-Navy Communications Intelligence Coordinating Committee*, Comité de coordination du renseignement issu des communications pour l'armée de terre et la marine) : comité créé en avril 1944 pour coordonner le renseignement de la marine et de l'armée de terre américaines.

Arlington Hall : par dérivation d'un nom de lieu, terme employé pour désigner le centre de cryptanalyse de l'armée de terre américaine.

B1a : section du MI5 qui s'occupe du contrôle des agents doubles.

B-Dienst (*Beobachtungs-Dienst*, Service d'observation) : service de la marine de guerre allemande chargé du renseignement issu des communications (cryptanalyse et analyse du trafic).

Baraquement 3 (*Hut 3*) : unité de *Bletchley Park* en charge du traitement des messages décryptés dans le Baraquement 6.

Baraquement 4 (*Hut 4*) : unité de *Bletchley Park* en charge du traitement des messages navals décryptés dans le Baraquement 8.

Baraquement 6 (*Hut 6*) : unité de *Bletchley Park* en charge de la cryptanalyse des messages chiffrés sur Enigma par l'armée de terre et l'aviation allemande.

Baraquement 8 (*Hut 8*) : unité de *Bletchley Park* en charge de la cryptanalyse des messages chiffrés sur Enigma par la marine allemande.

BCRA (« Bureau central de renseignement et d'action ») : service de la France Libre créé en 1940 qui se consacre notamment au renseignement.

Besoin d'en connaître : principe qui consiste à ne mettre dans le secret que les personnes qui doivent impérativement l'être, et à ne leur révéler que ce qu'elles doivent absolument savoir.

Bletchley (Park)/ BP : demeure située à environ 80 km au nord de Londres, entre Oxford et Cambridge, qui abrite l'agence de cryptanalyse et de cryptographie pendant la Seconde Guerre mondiale.

« Bombe » : appareil aidant à découvrir les « clés » nécessaires pour déchiffrer les messages codés sur Enigma.

Boniface : nom d'un espion fictif qui sert de couverture pour *Ultra*.

BRUSA : accord de 1943 sur le partage du renseignement technique entre l'armée de terre américaine et la GC&CS.

Bureau 40 (*Room 40*) : unité britannique de cryptanalyse navale pendant la Première Guerre mondiale, aussi appelée NID25.

Bureau du chiffre (*Cipher Bureau*) surnommée « Chambre noire » : agence de cryptanalyse américaine de l'entre-deux-guerres, sous la direction de Herbert O. Yardley, qui ferme en 1929. Elle succédait au MI-8, bien que son cadre administratif soit un peu différent.

« C » ou « CSS » : c'est ainsi que l'on désigne le directeur du SIS. Il est également responsable des activités de cryptanalyse.

CCM : machine de chiffage de très haut niveau.

« Chambre noire » : voir « Bureau du chiffre ».

Chiffre : système cryptographique dans lequel chaque lettre ou chiffre est codé.

Code : système cryptographique dans lequel des groupes de lettres ou des chiffres se substituent à des mots ou à des expressions.

« Code noir » ou code 11 : code utilisé par le colonel Bonner Fellers, l'attaché de l'armée américaine au Caire, pour relayer à ses supérieurs aux États-Unis des renseignements secrets fournis par les Britanniques. Il est lu par les Italiens et les Allemands.

COI (*Coordinator of Information*, Coordinateur de l'information) : agence de renseignement humain et de sabotage créée en juillet 1941, à laquelle succède l'OSS en 1942. Son directeur est William J. Donovan.

COMINT : renseignement tiré des communications.

Comité vingt (*Twenty Committee*) : comité qui supervise les opérations des agents doubles britanniques.

Cloisonnement : séparation de différentes activités, notamment pour des motifs de sécurité.

Combined Chiefs of Staff (CCS, Conseil suprême interallié) : réunion des chefs d'état-major américains et britanniques.

Commission du renseignement technique de Londres (*London Signals Intelligence Board/ London Sigint Board*, LSIB) : conseil créé en 1941 pour superviser les opérations de renseignement technique, dirigé par le chef du SIS et réunissant tous les directeurs du renseignement britannique.

Cream : nom de code pour le résultat de la cryptanalyse, utilisé dans l'accord UKUSA de 1946.

Cryptanalyse : déchiffrement des messages codés dont on ne connaît pas la clé.

Cryptographie : processus de cryptage de messages. Ce terme est souvent employé pendant la Seconde Guerre mondiale pour signifier « cryptanalyse ».

Cryptologie : science des communications codées.

Double Cross : réseau d'agents doubles organisé par les Britanniques.

ECM : machine de cryptage très sophistiquée développée par les Américains.

Enigma : machine très complexe destinée à coder des communications, utilisée en particulier par l'Allemagne et l'Italie. De nombreuses variantes existent.

FBI (*Federal Bureau of Investigation*) : agence chargée de la lutte contre la criminalité du ressort de l'État fédéral, sous la direction de J. Edgar Hoover.

FHO (*Fremde Heere Ost*) : section de l'armée allemande consacrée au renseignement sur le front russe et en Europe de l'est. Reinhard Gehlen devient son directeur en 1942.

Fortitude : nom de code du projet visant à induire les Allemands en erreur sur le site du débarquement en Normandie.

GC&CS (*Government Code and Cypher School*, École gouvernementale du code et du chiffre) : nom donné à l'agence de cryptanalyse et de sécurité cryptographique du Royaume-Uni pendant la Seconde Guerre mondiale.

GCHQ (*Government Communications Headquarters*, Siège gouvernemental des communications) : nom qui a remplacé « GC&CS » pour l'agence de cryptanalyse et de sécurité cryptographique britannique.

Gestapo (*Geheime Staatspolizei*) : police secrète de l'État nazi.

G-2 : branche du renseignement de l'armée de terre américaine.

Holden (accord Holden, aussi appelé accord Wenger-Travis) : accord entre les cryptanalystes de la marine américaine et la GC&CS en octobre 1942.

HUMINT : renseignement de source humaine.

ISK (*Illicit Service Knox*) : nom d'une section qui se consacre aux communications de l'*Abwehr* et du *Sicherheitsdienst* chiffrées sur Enigma. Par extension désigne les messages décryptés qui en émanent.

ISOS (*Illicit Service Oliver Strachey*) : nom d'une section qui se consacre aux codes manuels des espions allemands. Par extension désigne les messages décryptés qui en émanent.

IVORY : nom de code pour le résultat de l'analyse du trafic, utilisé dans l'accord UKUSA de 1946.

Joint Chiefs of Staff (JCS, Comité des chefs d'état-major interarmées) : ensemble des chefs d'état-major britanniques. L'équivalent pour les États-Unis apparaît au cours de la guerre.

Joint Intelligence Committee (JIC, Comité mixte du renseignement) : organisation chargée d'évaluer les priorités dans le domaine du renseignement et les informations obtenues. (Cet organe existe dans les deux pays, mais est créé plus tardivement aux États-Unis).

Kriegsmarine : marine de guerre allemande.

Lion de mer : nom de l'opération prévue pour l'invasion du Royaume-Uni par l'Allemagne.

Luftwaffe : aviation allemande.

Magic : terme à définition variable, désignant généralement le fruit de la cryptanalyse américaine, en particulier contre les codes japonais.

Masque jetable (*one-time pad*) : système de chiffrement manuel où seul l'émetteur et le destinataire disposent de la clé pour chiffrer un message, qui est détruite après chaque utilisation. En théorie ce système est très sûr.

MI 1 b : agence de l'armée de terre britannique chargée du renseignement technique pendant la Première Guerre mondiale.

MI5 : service de contre-espionnage et de sécurité du territoire britannique. Le titre officiel est « Service de Sécurité » (« *Security Service* »).

MI6 : voir « SIS ».

MI-8 : agence de cryptanalyse et de cryptographie créée par l'armée de terre américaine en 1917 sous la direction de Herbert O. Yardley.

NKVD : principal service soviétique d'espionnage pendant la Seconde Guerre mondiale.

Oberkommando de la *Wehrmacht* : l'état-major de la *Wehrmacht* (OKW).

OP-20-G : agence de cryptanalyse de la marine américaine.

Organisation Z / Réseau Z : réseau secret d'espionnage du SIS sous la direction de Claude Dansey, maintenu à distance de toutes les autres activités de l'agence afin d'assurer sa pérennité.

OSS (*Office of Strategic Services*, Bureau des services stratégiques) : ce service créé en 1942 et dirigé par William J. Donovan se consacre à l'espionnage humain et au sabotage. Il disparaît en 1945, après la fin de la guerre.

Overlord : nom de code de la bataille de Normandie.

Pers Z : agence de cryptanalyse du ministère des Affaires étrangères allemand, qui se consacre particulièrement aux codes diplomatiques.

Purple (code) : nom de code de la machine de chiffrement diplomatique japonaise qui succède à *Red*.

Radiogoniométrie : détermination de la direction, et éventuellement de la position, d'un émetteur radioélectrique par la réception des ondes qu'il émet ou réfléchit.

Red (code) : nom de code d'une machine de chiffrement diplomatique japonaise.

Reichssicherheitshauptamt (RSHA, « Service central de sécurité du Reich ») : agence créée en 1939 comme organe de sécurité et de police de l'État.

Renseignement technique (*signals intelligence*, *sigint*) : renseignement issu de l'analyse des communications.

SCU/SLU : unité chargée de transmettre *Ultra* à ses destinataires sur les théâtres de guerre et de veiller au respect des règles de sécurité. Les agents du SCU sont chargés des communications radio, ceux du SLU du décryptage des messages et de leur sécurité.

Secret Service Bureau : nom de l'agence britannique créée en 1909 qui se subdivise ensuite pour créer le MI5 et le MI6.

Section B du MI5 : branche du MI5 chargée de contre-espionnage.

Section V du SIS : branche du SIS chargée de contre-espionnage.

Section VIII du SIS : branche du SIS chargée des communications.

Service de recherche (*Forschungsamt*) : la principale agence consacrée au renseignement issu des communications pour le Troisième Reich.

Sicherheitsdienst (SD) : le service de sécurité du parti nazi, dont une partie importante des opérations concerne le renseignement.

Signals intelligence (*sigint*) : voir « renseignement technique ».

SIS (agence américaine)/SSA/SSB/ASA : les principaux noms successifs de l'agence de cryptanalyse de l'armée de terre américaine.

SIS (agence britannique) (*Secret Intelligence Service*, « MI6 ») : service britannique de renseignement extérieur.

SLU (*Special Liaison Unit*) : unité chargée de transmettre *Ultra* à ses destinataires sur les théâtres de guerre et de veiller au respect des règles de sécurité.

SOE (*Special Operations Executive*) : organisation chargée d'envoyer des agents en terrain occupés par l'ennemi afin de coopérer avec les groupes de résistance locaux et d'organiser des opérations de sabotage.

SSU (*Special Signals Unit*) : nom initialement donné aux unités chargées de transmettre *Ultra* à ses destinataires sur les théâtres de guerre.

(Opération) *Torch* : débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942.

Typex : machine de chiffage britannique, s'inspirant d'Enigma, mais sans ses failles. Un des systèmes britanniques les plus sûrs.

UKUSA : accord sur le partage de renseignements techniques entre le Royaume-Uni et les États-Unis, datant de 1946.

Ultra : nom de code donné au renseignement issu de la cryptanalyse des codes complexes. Le terme apparaît au cours de la guerre, mais je l'ai utilisé pour toute la période par commodité. D'autres expressions employées incluent : « *Most Secret Source* » ou « Renseignement Spécial ».

Venlo : ce terme fait référence à l'enlèvement de deux agents du SIS par les Allemands en novembre 1939.

W Board (*Wireless Board*) : comité rassemblant les plus hauts dirigeants du renseignement britannique, chargé de donner son aval pour les décisions importantes concernant *Double Cross*, en particulier pour la transmission d'informations aux contrôleurs allemands des agents doubles britanniques.

Wehrmacht : nom de l'armée allemande pendant la Seconde Guerre mondiale.

Noms des principaux protagonistes de la protection du renseignement

NB : Dans ce glossaire je n'indique pas les grades des officiers, car ils changent fréquemment pendant la guerre.

Allemagne

Canaris, Wilhelm : chef de l'*Abwehr* jusqu'à ce qu'il soit désavoué par le régime nazi en 1944.

Gehlen, Reinhard : directeur de *Fremde Heere Ost* à partir de 1942. En 1945, il met son unité au service des Américains. Il dirige ensuite l'« Organisation Gehlen », sous contrôle américain. Son unité s'affranchit ensuite de leur autorité pour devenir le BND, le service fédéral de renseignement extérieur.

Heydrich, Reinhard : il dirige le *Sicherheitsdienst* et le RSHA jusqu'à son assassinat en juin 1942.

Schellenberg, Walter : il joue un rôle de premier plan à Venlo. Prend la tête du service de renseignement extérieur du RSHA en 1941.

États-Unis

Bissell, Clayton : succède à Strong comme adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement au début de l'année 1944.

Bullock, Frank : nommé directeur du service de cryptanalyse de l'armée de terre en avril 1942, remplaçant Rex Minckler.

Clarke, Carter W. : dirige d'abord la section « Préservation de l'information militaire » du MIS (Service de renseignement militaire). En mai 1942 il prend la tête de la *Special Service Branch*, qui devient la Branche Spéciale, chargée de superviser toutes les activités de renseignement de l'armée de terre. En 1944, il devient l'adjoint du directeur du MIS.

Corderman, W. Preston : nommé directeur du service de cryptanalyse de l'armée de terre en février 1943, remplaçant Frank Bullock.

Donovan, William J. : directeur du COI puis de l'OSS.

Friedman, William F. : un de plus grands cryptanalystes américains. Devient directeur du SIS en 1930, est ensuite remplacé par un militaire. Joue un rôle fondamental dans le déchiffrement de *Purple*.

MacComarck, Alfred : adjoint de Clarke à la Branche Spéciale, devient un directeur du renseignement en 1944.

Marshall, George C. : chef d'état-major de l'armée de terre américaine pendant la Seconde Guerre mondiale.

Mauborgne, J. O. : Officier en chef des Signaux de l'armée de terre.

Safford, Laurance F. : directeur d'OP-20-G jusqu'à la fin 1944.

Sinkov, Abraham : cryptanalyste célèbre du SIS américain, qui est envoyé en délégation au Royaume-Uni au début de l'année 1941.

Strong, George V. : pendant une grande partie de la guerre, il est l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement.

Taylor, Telford : représentant du renseignement de l'armée de terre américaine envoyé au Royaume-Uni pour servir d'agent de liaison avec les Britanniques.

Wenger, Joseph : haut responsable d'OP-20-G, en devient le directeur à la fin 1944.

Royaume-Uni

Denniston, Alexander Guthrie "Alastair" : dirige la GC&CS jusqu'en février 1942. En devient ensuite co-directeur (officiellement directeur-adjoint) avec Edward Travis, qui prend dans les faits la tête des opérations. Denniston se concentre alors sur les communications diplomatiques et commerciales.

Dill, John : le plus haut représentant de l'armée de terre britannique aux États-Unis.

Hastings, Edward : un des cadres de la GC&CS, qu'il représente aux États-Unis à des moments clés.

Kell, Vernon : dirige le MI5 de sa création à son limogeage en juin 1940. Le chef de la Section B (Contre-espionnage), Oswald A « Jasper » Harker, lui succède, mais il est rapidement remplacé par Sir David Petrie dont il devient l'adjoint.

Liddell, Guy : sous-directeur de la Division B du MI5 (contre-espionnage et contre-subversion), jusqu'en 1940, où il prend la tête de cette section. En 1945 il devient directeur-adjoint du MI5 jusqu'en 1953.

Masterman, John C. : dirige les opérations des agents doubles sous contrôle britannique.

Menzies, Stewart : d'abord adjoint de « C », le directeur du SIS, il lui succède à son décès à la fin de l'année 1939.

Petrie, David : prend la tête du MI5 en 1941 jusqu'en 1945.

Philby, (Harold A.E.) « Kim » : un des « Cinq de Cambridge », espions soviétiques infiltrés aux plus hauts échelons britanniques. Il travaille pour le renseignement britannique à partir de 1940 et rejoint en septembre 1941 la branche ibérique (V(b)) de la Section V du SIS, chargée

du contre-espionnage. Sa carrière connaît une ascension fulgurante. Il prend en 1944 la tête de la nouvelle Section IX du SIS, chargée de la lutte contre l'espionnage communiste et soviétique.

Sinclair, Hugh : dirige le SIS de 1923 à son décès en 1939.

Travis, Edward : prend la direction de la cryptanalyse britannique à *Bletchley Park* en février 1942.

Winterbotham, Frederick W. : prend la tête de la section aérienne du SIS en 1930. Joue un rôle clé pendant la guerre en établissant les SLUs qui permettent de transmettre *Ultra* aux commandants sur les théâtres de guerre dans de grandes conditions de sécurité.

Introduction

Le diplomate britannique Sir Alexander Cadogan déclara un jour que le renseignement était la « dimension manquante de la plupart des études sur l'histoire de la diplomatie¹ ». Cette formule est particulièrement à même de décrire le traitement historique de la Seconde Guerre mondiale : pendant très longtemps, le rôle des services secrets² dans le déroulement des hostilités est resté inconnu du grand public. La guerre secrète ne figurait tout simplement pas dans les récits du conflit. Ou si elle y était évoquée, ce n'était que de manière très évasive.

Pourtant le renseignement a joué un rôle décisif à toutes les étapes du conflit, en particulier du fait du rôle accru de la science dans ce domaine, qui contribue à changer la nature et le volume des informations disponibles. Le renseignement a toujours été un facteur de poids dans les conflits qui ont eu lieu au cours des siècles, mais il prend entre 1939 et 1945 une ampleur jusque là sans précédent, si bien qu'il s'agit d'un des traits caractéristiques de la Seconde Guerre mondiale. À chaque nouvelle phase du conflit, le renseignement est une dimension de premier plan : avant la déclaration de guerre en 1939, les deux camps cherchent fébrilement à savoir jusqu'où l'ennemi est prêt à aller, et, inversement, ce qu'il peut accepter. Les Allemands espèrent que les Britanniques et les Français leur laisseront poursuivre leur entreprise de conquêtes vers l'Europe centrale et de l'est sans oser s'interposer, dans la continuité de la politique d'apaisement incarnée en particulier par Neville Chamberlain, afin de préserver la paix à l'ouest. De nombreux rapports des différents services secrets illustrent cette attention portée aux intentions des autres puissances³. Puis, en juin 1941, Hitler lance l'opération Barbarossa, véritable tournant de la guerre puisque l'Allemagne déclenche les hostilités contre son ancien allié, l'URSS. Un débat historiographique mais également politique entoure cet événement. Beaucoup s'interrogent sur les connaissances que les Alliés avaient des intentions allemandes, sur ce qu'ils en ont communiqué aux Russes, et sur l'attention qu'a portée Staline à ces informations fournies par les services secrets britanniques. Enfin, l'échec des services de renseignement américains qui n'ont pas su

¹ « *Missing dimension of most diplomatic history* », cette expression est employée dans Dilks, David (éd.), *The Diaries of Sir Alexander Cadogan, 1938-1945*, Londres, Cassell, 1971, p. 21. Cette citation est reprise dans le titre d'un ouvrage sous la direction de Christopher Andrew et David Dilks, *The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, Londres, Macmillan, 1984. Cadogan occupe le poste clé de *Permanent Under-Secretary (PUS)* au *Foreign Office* entre 1938 et 1946. Suite à cela il représente le Royaume-Uni au siège des Nations Unies jusqu'en 1950. Son impact sur la politique étrangère britannique à l'époque est immense.

² Il est bien entendu que les « services secrets » ne se consacrent pas uniquement au renseignement, qui est seulement un volet de leurs activités.

³ *Curry Report* (titre officiel : *History of the Security Service, its Problems and Organisational Adjustments 1908-1945*), par John Curry, rédigé en 1944-1946, *The National Archives*, Kew, Londres (dorénavant NA), TNA KV 4/1. Ce document fondamental sur le MI5 était un rapport interne, classifié, qui n'était pas accessible au public.

anticiper l'attaque sur la base de Pearl Harbor précipite l'entrée en guerre des États-Unis. Cette tragédie fournit au Royaume-Uni un allié de poids, alimentant ainsi les rumeurs qui veulent que les Britanniques aient su qu'une frappe était imminente mais aient refusé de prévenir les États-Unis afin de s'assurer de leur engagement total à leurs côtés et de leur résolution à écraser un ennemi désormais commun.

Le renseignement joue également un rôle prépondérant tout au long du conflit. Le réseau des agents doubles sous le contrôle des Britanniques, le système *Double Cross*, est crucial : ils fournissent une masse d'informations qui affectent le déroulement de la guerre, mais jouent également un autre rôle d'envergure, en ayant une place centrale dans le stratagème destiné à tromper les Allemands sur le site du débarquement de Normandie, précipitant ainsi la défaite de l'Axe. Le renseignement tiré des écoutes des communications radio ennemies et de leur décryptage est également une véritable arme aux mains de tous les belligérants. Le décryptage des codes chiffrés sur la machine Enigma⁴ est désormais célèbre. Cette source, et le déchiffrement de nombreux autres codes, a grandement aidé les Alliés, mais ces écoutes ont dans un premier temps joué en faveur des Allemands, ce qui explique dans une certaine mesure leurs écrasantes victoires initiales. Michael Smith⁵, auteur de plusieurs ouvrages sur les cryptanalystes britanniques, estime que leurs succès ont écourté la guerre d'au moins deux ans⁶. Son dénouement aurait probablement été tout autre si les Allemands étaient parvenus à tarir les sources des Alliés. Le conflit aurait été plus long, ce qui aurait engendré des millions de morts supplémentaires.

Nous nous proposons d'étudier la protection des sources de renseignement pendant la Seconde Guerre mondiale au Royaume-Uni, en enrichissant cette analyse grâce à des éléments de comparaison avec les pratiques adoptées aux États-Unis et en Allemagne.

La définition du terme de renseignement, lorsqu'il s'agit d'affaires nationales, est problématique, et fait l'objet de débats⁷. Si « renseignement » et « information » semblent être synonymes, des différences profondes existent en réalité. Le renseignement est une

⁴ De nombreuses variantes de cette machine de chiffrement désormais célèbre ont été utilisées pendant la guerre par les Allemands et les Italiens. Elle était d'une grande complexité et était réputée inviolable, à tort.

⁵ Michael Smith est l'auteur de *Station X. The Codebreakers of Bletchley Park*, Londres, Channel 4 Books, 1998, et a co-édité avec Ralph Erskine *Action This Day*, Londres, Bantam Press, 2001.

⁶ BBC4, Épisode de l'émission « What if » avec le Professeur Christopher Andrew, le plus grand spécialiste britannique du renseignement, jeudi 24 avril 2003, http://www.bbc.co.uk/radio4/history/whatif/what_if.shtml, consulté en 2009.

⁷ Le Voguer, Gildas, *Le Renseignement américain, entre secret et transparence 1947-2013*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p. 15-16.

information qui a subi un traitement, et il s'agit par ailleurs d'une information spécialisée⁸ répondant à une demande spécifique. Certains chercheurs, à la suite de Michael Warner, estiment que le renseignement est intrinsèquement lié à la notion de secret. Il déclare : « Le renseignement est une activité secrète d'État visant à comprendre ou influencer des entités étrangères⁹ ». D'autres, en particulier Andrew Rathmell¹⁰ et Alan Breakspear¹¹, contestent ce postulat. Nos recherches sur la protection des sources nous ont convaincus que le secret est inhérent au renseignement. Le terme de renseignement est polysémique : il désigne un processus de collecte et de traitement de données nécessaires pour la sécurité d'un pays et, dans notre contexte, pour la conduite de la guerre. Il fait aussi référence au résultat de ce processus, aux informations ainsi obtenues, et de façon générale aux activités des services impliqués. Cette notion de renseignement inclut le contre-espionnage, les actions clandestines, et les opérations spéciales¹². Le cycle du renseignement comporte donc de nombreuses étapes au cours desquelles il est nécessaire de protéger ces sources. Mark Lowenthal, du *National Intelligence Council*, propose une définition utile dans le cadre de notre recherche, puisqu'elle inclut la question de la protection du renseignement :

Le renseignement est le processus par lequel des types spécifiques d'informations importantes pour la sécurité nationale sont demandés, recueillis, analysés, et fournis aux décideurs ; le produit de ce processus ; la protection de ces processus et de ces informations par des activités de contre-espionnage ; et la conduite d'opérations demandées par des autorités légales¹³.

Cette définition est révélatrice pour une seconde raison : en filigrane, elle souligne la nature diverse des types de sources qui entrent en jeu dans le renseignement. Grand nombre d'entre elles sont secrètes. Dans l'imaginaire collectif, ce qui s'impose d'abord à l'esprit est

⁸ Forcade, Olivier, Laurent, Sébastien, *Secrets d'État: pouvoirs et renseignement dans le monde contemporain*, Paris, A. Colin, 2005, p. 21-22.

⁹ « *Intelligence is secret, state activity to understand or influence foreign entities* », Warner, Michael, « Wanted: A Definition of Intelligence », *Studies in Intelligence*, p. 16, 2007.

¹⁰ Rathmell, Andrew, « Towards Postmodern Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 3, 2002, p. 88.

¹¹ Breakspear, Alan, « A New Definition of Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 28, n° 5, 2013, p. 685-686. Sherman Kent, un des pionniers qui a cherché à définir le renseignement, n'évoque pas non plus cet aspect du secret (Kent, Sherman, *Strategic Intelligence for American World Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1949, p. vii).

¹² Forcade, Olivier, Laurent, Sébastien, *op. cit.*, p. 24-25.

¹³ « *Intelligence is the process by which specific types of information important to national security are requested, collected, analyzed, and provided to policymakers; the products of that process: the safeguarding of these processes and this information by counterintelligence activities; and the carrying out of operations as requested by lawful authorities* », Lowenthal, Mark M., *Intelligence: From Secrets to Policy*, Washington, Congressional Quarterly Press, 2002, p. 8. On peut regretter à la suite de Michael Warner (Warner, Michael, « Wanted: A Definition of Intelligence », *ibid.*, p. 18) que le terme « informations importantes pour la sécurité nationale » soit trop vague. Par ailleurs il choisit ne de pas faire référence à la question du secret.

l'espionnage humain incarné par le fictionnel James Bond. Il est évident que le *humint*, *human intelligence*, renseignement d'origine humaine, joue un rôle de premier plan. Cependant les services secrets reposent également sur des informateurs sur le terrain dont l'implication dans le renseignement n'est que ponctuelle. Les réfugiés et les prisonniers de guerre constituent, en période de conflit, des sources cruciales. Mais ce renseignement humain ne fournit qu'une fraction de toutes les données que les services secrets collectent. Pendant la Seconde Guerre mondiale on constate un essor fulgurant du *sigint*, *signals intelligence*, le renseignement basé sur les communications ennemies. La cryptanalyse des messages codés par les Allemands grâce aux différentes versions d'Enigma et transmis par radio est la plus connue du grand public¹⁴. Mais Enigma n'est qu'une partie de la ressource baptisée « *Ultra* ». À l'instar de F. Harry Hinsley, cryptanalyste à qui le gouvernement britannique a confié la rédaction de l'histoire du renseignement dans le pays pendant le conflit, et vétéran de Bletchley, on peut définir *Ultra* comme « le nom de code utilisé pendant la Seconde Guerre mondiale pour désigner le produit du décryptage des codes ennemis les plus importants¹⁵ ». Cependant la cryptanalyse n'est qu'un des volets du *sigint*. Celui-ci requiert également d'étudier le volume, l'origine, la destination des communications radiotéléphoniques : cette analyse fournit de précieux détails aux agents du renseignement. La reconnaissance aérienne et les radars sont également de véritables atouts dans cette guerre du renseignement qui fait la part belle aux technologies. De façon plus simple mais fort efficace, la lecture des correspondances dans le cadre de la censure postale n'est pas négligée. Le contenu des lettres lues permet de démasquer des espions ou des complices de l'ennemi. Enfin, les services de renseignement d'autres puissances étrangères sont une source d'importance fluctuante, mais souvent précieuse, lorsque des partenariats sont mis en place.

Il existe une autre catégorie de sources, moins connue que les sources secrètes, mais qui est absolument fondamentale pour le renseignement : ce que l'on désigne en anglais du nom d'« *open sources* », que l'on pourrait traduire par « source ouverte », c'est-à-dire tous les documents en libre accès qui peuvent être utilisés par l'ennemi : les journaux, la radio, les

¹⁴ Les ouvrages à destination du grand public, qu'il s'agisse de livres d'histoire, de récits fictionnels, de documentaires, de films, voire même de séries, se sont multipliés ces dernières années. Ils sont généralement accueillis avec beaucoup d'intérêt.

¹⁵ « *The code-name used in World War II for the product of the decryption of the more important enemy ciphers* », Hinsley, Francis H., Stripp, Alan (dir.), *Code Breakers: The Inside Story of Bletchley Park*, Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 2. Ce terme d'*Ultra* est cependant un anachronisme. Pendant la guerre, on privilégiait celui de « *special intelligence* », « renseignement spécial », comme le souligne David A.T. Stafford dans son article « “Ultra” and the British Official Histories: A Documentary Note », publié dans *Military Affairs* en février 1978 (vol. 42, n° 1, p. 29-31).

rapports officiels publiés par l'État. De nombreuses informations sont glanées auprès de personnes de retour de voyage dans des pays cibles. Ces déplacements ont été très restreints dès la déclaration de guerre, preuve évidente de leur potentiel danger. Certaines de ces sources ouvertes disponibles pour l'ennemi peuvent aisément disparaître sur simple décision de l'État concerné.

Préserver les sources de renseignement était de première importance, afin de pouvoir les exploiter pendant toute la guerre. Dans bien des cas, si celles-ci étaient découvertes, il était possible pour le belligérant sur qui portaient ces informations de faire tarir cette source. Toute puissance en guerre doit veiller à ce que ses espions, et plus généralement ses agents, aient une confiance totale en leurs supérieurs et en l'organisation pour laquelle ils travaillent. Ils doivent être assurés que toutes les mesures pour conserver leur anonymat pendant et après les opérations dans lesquelles ils sont impliqués seront respectées avec la plus grande rigueur, afin qu'ils puissent se livrer à leurs missions le plus sereinement possible. S'ils doutent de pouvoir accomplir leur travail sans être découverts, ils risquent de refuser d'opérer, ou de s'impliquer très peu dans leur tâche. Le sort réservé aux espions capturés était très sévère. Parfois ceux-ci changeaient d'allégeance si ceci permettait leur survie, parce qu'ils pouvaient fournir à l'ancien ennemi des informations sur le pays qu'ils servaient initialement et le fonctionnement de ses services secrets. Les types mêmes des sources exploitées pendant la Seconde Guerre mondiale rendaient encore plus primordiale leur confidentialité. Aucun pays n'ignorait qu'il était susceptible d'être la cible d'opérations d'espionnage humain, et chacun cherchait à faire le jour sur l'identité des agents impliqués. Pour l'espionnage dans sa forme traditionnelle, la découverte d'un espion ne mettait pas nécessairement en péril ses collègues si les mesures de sécurité de rigueur étaient observées. Les informations tirées des écoutes radio et de la cryptanalyse étaient plus fragiles. Si un gouvernement ou un état-major découvrait que ses communications n'étaient plus secrètes, il pouvait aisément changer de méthode de chiffrement, condamnant alors son ennemi à la plus grande ignorance. Le rôle croissant joué par la technologie dans le domaine du renseignement pendant la Seconde Guerre mondiale, qui repose moins sur l'humain, contribua dans une mesure à fragiliser ces nouvelles sources de renseignement, car il était souvent possible de les rendre inaccessibles dans leur intégralité. Si les codes d'une machine étaient déchiffrés, les autres messages produits par des appareils similaires étaient généralement compromis. De légères modifications de l'appareil suffisaient souvent à rétablir la confidentialité de ces

communications. Des efforts techniques conséquents sont déployés afin de créer des outils permettant de décrypter les messages, ce qui donne naissance au premier ordinateur, le Colossus, destiné à casser les codes produits par la machine allemande Lorenz.

Pourtant la protection des sources de renseignement n'est pas sans poser de grands dilemmes. Il existe de nombreux cas où la protection des sources va à l'encontre d'un succès immédiat. Il semble souvent préférable de ne pas communiquer la source d'un renseignement à son utilisateur sur le champ de bataille, quel que soit son grade, du fait de la vulnérabilité que constitue le risque de sa capture par l'ennemi, qui entraînerait le danger de saisie de documents incriminants, ou d'aveux lors d'interrogatoires. Mais cela présente un problème lorsqu'un officier, ignorant la fiabilité d'une information, prend des décisions malavisées pour cette raison, par exemple s'il ne lui prête pas le crédit qu'il devrait. De plus, lorsque l'état-major reçoit des détails précieux sur la disposition, l'état et les intentions des troupes ennemies, il souhaite les mettre à profit. Cependant, dans de nombreux cas ceci peut compromettre irrémédiablement leur source. S'il s'agit d'un agent humain, ses chances de survie diminuent significativement. Ceci entre en compte dans la prise de décisions opérationnelles. Mais, au-delà de ces considérations humaines, cet agent ne pourra plus fournir d'informations supplémentaires, ce qui peut constituer un préjudice important pour la suite du déroulement de la guerre. Les potentiels utilisateurs du renseignement doivent prendre en compte ces questions humaines et stratégiques afin de décider si l'utilisation immédiate de l'information est judicieuse, ou s'il vaut mieux ne pas en tirer parti afin de conserver cette source pour une occasion majeure. Un dilemme analogue se présente au sujet de la coopération avec ses alliés. Faut-il leur transmettre les informations dont on dispose ? Faut-il leur révéler la nature de ses sources, afin qu'elles soient justement évaluées, au risque de les compromettre ? Ces questions se doublent, bien souvent, d'interrogations sur la fiabilité de ces mêmes alliés, parfois partenaires temporaires, anciens ennemis, et peut-être futurs opposants, comme l'illustre la coopération des Alliés avec l'URSS, ancienne signataire du Pacte de non-agression avec l'Allemagne du 23 août 1939. Cependant un allié mal informé risque de capituler face à l'ennemi, privant ainsi d'une aide qui aurait pu être décisive. Un des grands débats historiographiques actuels porte précisément sur la controverse sur les causes et les prémices de la guerre froide. Ces questions ont provoqué des scissions entre historiens « réalistes », « révisionnistes » et « post-révisionnistes » sur les véritables responsables de ces tensions. On peut se demander si, lorsque la victoire leur semblait assurée, les Alliés n'ont pas tenté de préparer l'après-guerre et d'affaiblir l'ennemi à venir. Dans de nombreux cas, dans le

cadre des échanges avec des alliés, la réticence à leur communiquer beaucoup d'éléments est causée autant par le souhait de protéger des sources que par des motifs politiques. Ceci est vrai pour les relations entre les Anglo-Saxons et l'Union soviétique d'une part, mais également entre Britanniques et Américains. Chacun souhaite garder des atouts cachés afin de pouvoir peser dans d'éventuelles négociations à venir. La conclusion de la guerre et les redéfinitions qui l'accompagnent tendent à exacerber ce phénomène. Pourtant la collaboration du renseignement britannique et américain, et tout particulièrement en ce qui concerne la protection des sources de renseignement, pose les jalons d'une coopération qui perdure jusqu'à nos jours, et dont l'une des premières étapes fut l'accord BRUSA de 1943. Étudier cette association permet ainsi de repenser la relation entre les deux pays. Comme toutes les autres collaborations internationales entre services de renseignement, elle comporte des limites. Celles-ci ont des origines diverses, avec au premier plan les antagonismes personnels, les rivalités entre agences et divergences dans les approches, et les enjeux de politique internationale.

La Seconde Guerre mondiale constitue un tournant dans l'histoire du renseignement, pour plusieurs raisons. Les services secrets occupent une place centrale pendant ce conflit, place jusque là sans précédent, et ils s'appuient sur des techniques nouvelles. De nombreux praticiens et historiens du renseignement soulignent l'abîme qui existe, en matière de renseignement, entre les périodes de paix et de guerre. La transition à une période de conflit s'accompagne généralement d'une révision et d'une réorganisation profonde des agences qui existaient afin qu'elles puissent répondre le plus efficacement possible aux demandes des autorités qu'elles servent. En temps de guerre, les services secrets font l'objet d'une attention accrue de la part des gouvernements ou des corps d'armée, et bénéficient souvent de plus amples moyens.

À l'aube de la Seconde Guerre mondiale, les services secrets du Royaume-Uni, de l'Allemagne et des États-Unis connaissent des situations variées qui influent grandement sur leur capacité à protéger leurs sources de renseignement. Au Royaume-Uni, les deux principales agences secrètes, le MI5 et le MI6 (également appelé SIS)¹⁶ existent depuis 1909, époque où elles ne formaient qu'une seule institution, le *Secret Service Bureau*. Le pays est

¹⁶ Le MI5, ou *Security Service*, est chargé de la sécurité du Royaume-Uni et du contre-espionnage. Le MI6, aussi désigné SIS, c'est-à-dire *Secret Intelligence Service*, est chargé du renseignement extérieur.

par ailleurs connu pour sa tradition séculaire d'espionnage. Mais cette expertise dont pourraient se prévaloir les Britanniques est mise à rude épreuve lorsque le conflit éclate. L'incident de Venlo, en novembre 1939, en est l'illustration tragique : deux agents du MI6, Richard Stevens et Sigismund Payne Best, se rendent à une rencontre avec des Allemands opposés au régime nazi dans l'espoir de changer le cours de la guerre. Malheureusement, il s'agit d'une embuscade et les deux agents sont enlevés par le *Sicherheitsdienst*, le service de sécurité des SS, qui récolte ainsi d'importantes informations. Les premiers mois de la guerre donnent lieu à une profonde remise en question de l'organisation et de la sécurité des agences britanniques. La position des Américains, les alliés des Britanniques dans ce conflit mondial, est ambiguë. Dans un premier temps, ceux-ci refusent de s'impliquer directement dans la guerre, même si peu de doutes subsistent quant à leur soutien aux Alliés. Ce parti-pris est d'ailleurs source de dissensions aux États-Unis. Nombreux sont ceux qui craignent de compromettre la neutralité du pays, et de le précipiter dans le conflit. Il faut attendre l'attaque contre la base navale de Pearl Harbor par les Japonais, le 7 décembre 1941, pour que les Américains renoncent à cette illusion de neutralité et s'engagent pleinement dans la guerre. Ils sont au début du conflit pratiquement des néophytes dans le domaine du renseignement, comme l'a tragiquement rappelé le bombardement inattendu de Pearl Harbor. Cet événement conduit à une révision en profondeur du rôle et de la place des services secrets américains. Initialement, seuls le FBI et plusieurs organes au sein des différents corps de l'armée sont impliqués dans ces activités. La CIA ne voit pas le jour avant 1947, et son précurseur, l'OSS n'est créé qu'en 1942. L'entrée en guerre leur permet de prendre conscience de l'étendue du retard de leurs agences de renseignement. Le Royaume-Uni va leur apporter une aide considérable et leur coopération très poussée est un des piliers de la « relation spéciale » qui lie les deux pays. Pourtant, les Britanniques manifestent régulièrement leur inquiétude quant à la sécurité des services américains. Nous devons évaluer si leurs craintes sont légitimes et analyser les progrès fulgurants des services américains pendant cette période. L'évolution des services des deux pays a pour toile de fond l'inversion des rapports de forces entre ces puissances et le déclin progressif du Royaume-Uni sur la scène internationale au profit des États-Unis. L'Allemagne a, quant à elle, souffert de la clause du Traité de Versailles qui restreignait ses activités de renseignements, mais a finalement réussi à la contourner. L'auteur Ladislav Farago explique dans son ouvrage *The Game of the Foxes* (en français *La Guerre des grands espions : un jeu de renards*¹⁷) comment cette condition imposée aux Allemands a eu

¹⁷ Farago, Ladislav, *La Guerre des grands espions : un jeu de renards*, trad. Jeanine Carlander, Paris, le Club

un effet complètement opposé à ce que les vainqueurs de la Première Guerre mondiale avaient espéré. Selon lui, les Allemands n'avaient jusque là prêté que très peu d'attention aux services secrets. Ils furent donc étonnés de la sévérité des vainqueurs dans ce domaine, et s'attelèrent dès lors à reconstruire des agences clandestines dont ils venaient de découvrir l'importance.

Le conflit entre l'Axe et les Alliés se déroule sur le champ de bataille, mais également dans l'ombre, au sein des services secrets. Les agences allemandes sont le théâtre de forts antagonismes, similaires à ceux présents chez leurs homologues britanniques et américains, mais de façon exacerbée, notamment du fait de leurs degrés variables d'acceptation de l'ascendance nazi. Les tensions entre Reinhard Heydrich, qui dirige le *Reichssicherheitshauptamt*, le Service central de sécurité du Reich, et Wilhelm Canaris, à la tête de l'*Abwehr*, une des unités de l'état-major de la *Wehrmacht* notamment chargée d'espionnage, en sont peut-être la meilleure illustration. Les pratiques de ces agences varient, de même que les mesures mises en place pour s'assurer de la pérennité de leurs sources. Comme le révèle le réseau d'agents allemands retournés par les Britanniques, les qualités et la discrétion des espions allemands sont intrinsèquement liées aux succès ou aux échecs du renseignement britannique. Pourtant les avis divergent parfois quant à l'efficacité de ces agences de renseignement. Cette question est connexe à notre sujet, de même que les évolutions, fusions, et disparitions de certaines de ces institutions au fil du conflit.

La période qui suit la guerre est tout autre, et nécessiterait une étude indépendante. Elle est le théâtre d'une redéfinition des frontières de l'Allemagne, de son occupation, de sa perte de souveraineté, et de sa division. Ce pays (et très vite ces pays) devient la scène de l'opposition entre l'Est et l'Ouest, des prémices de ce qui va devenir la guerre froide. Les vainqueurs s'interrogent sur le sort qu'ils doivent réserver à ce qui subsiste des services secrets de leurs anciens ennemis. Ils sont finalement démantelés, ou travaillent pour le compte des vainqueurs de la guerre. L'après-guerre est une période de complète réorganisation pour les services américains. Les combats des services britanniques deviennent autres dès la fin de la guerre : avec le regain de la lutte contre l'URSS et le communisme, ils se focalisent à nouveau sur un ennemi qui était devenu brièvement un allié. Dans une certaine mesure, ces tensions sont toujours restées sous-jacentes. L'alliance temporaire contre l'ennemi commun allemand n'a pas permis de surmonter les divisions idéologiques entre les deux pays. Dans certains milieux, le communisme est perçu comme une menace aussi dangereuse que le

nazisme. Cette tradition d'anticommunisme remonte au début du XX^{ème} siècle, et les racines des soupçons contre la Russie sont encore plus anciennes. Pendant la guerre, la mise en place d'une coopération entre les deux pays s'avère très difficile, et les Britanniques demeurent très méfiants. Après la guerre, la découverte de la présence d'agents secrets soviétiques parmi les services de renseignement britanniques impose une remise en question radicale de ces agences.

Le monde des services secrets et de l'espionnage exerce une fascination certaine sur le public. Le nombre d'ouvrages sur la question est à la mesure de celle-ci¹⁸. Cependant, du fait des contraintes inhérentes à l'étude de ce domaine, ces livres partagent souvent des traits communs : les plus anciens ne peuvent pas citer les sources qu'ils ont utilisées, si bien qu'il n'est pas possible de vérifier si leurs déclarations sont justifiées. De plus, des pans entiers du sujet sont omis, par manque d'informations. Il est peu fréquent que les noms des agents impliqués soient mentionnés. Maintenir leur anonymat est une des obligations principales des services secrets, et quand bien même les auteurs de ces ouvrages parviendraient à faire le jour sur ces identités, ils sont bien souvent contraints de les taire.

Au Royaume-Uni, le besoin de protéger les sources de renseignement qui avaient été utilisées pendant la guerre a conduit l'État à surveiller étroitement les parutions historiques, et à recourir au recrutement d'historiens officiels au fait de cet impératif de silence. Les premiers ouvrages qui ont été publiés au terme de la guerre sur le renseignement omettaient des aspects cruciaux de celle-ci, avec au premier plan les succès cryptanalytiques britanniques, mais également par exemple le recours par les Britanniques à des agents doubles. Avec les années, la précision des recherches historiques s'est généralement améliorée, au fur et à mesure que les langues se déliaient. L'année 1974 constitue en ce sens un moment charnière : Frederick W. Winterbotham révèle au grand jour le succès des cryptanalystes britanniques face aux codes secrets allemands les plus élaborés, dont ceux produits par la machine Enigma, pourtant réputée infaillible¹⁹. Deux auteurs polonais et français avaient auparavant levé le silence sur ce coup de maître, mais leur divulgation de cet exploit était passée largement inaperçue²⁰. La

¹⁸ Parmi ces titres, une proportion significative, généralement écrite par des auteurs qui ne sont pas historiens de formation, manque de rigueur, et est présentée sous une forme très romancée. Elle doit être traitée avec une extrême prudence.

¹⁹ Winterbotham, Frederick W., *The Ultra Secret*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1974.

²⁰ Bertrand, Gustave, *Enigma ou la plus grande énigme de la guerre 1939-1945*, Paris, Plon, 1972.

Kozaczuk, Władysław, *Bitwa o tajemnice. Służby wywiadowcze Polski i Rzeszy Niemieckiej 1922–1939*, Varsovie, Warszawa, Książka i Wiedza, 1967.

parution de l'ouvrage de Winterbotham marque un tournant dans l'historiographie du renseignement, par le contenu même de ses pages, mais également parce que beaucoup d'auteurs obtiennent alors, comme Winterbotham, l'autorisation de révéler ce qui s'est passé pendant la guerre. Suite à ces pressions, l'État lève certaines règles qui imposaient le silence sur ces questions, et commence à rendre publiques des archives des services de renseignement. Cependant, ces omissions pendant des décennies ont eu un impact sur la présentation du déroulement de la guerre, qui est encore perceptible de nos jours. En France, la guerre secrète ne figure pas au programme des lycéens qui étudient ce conflit.

Il existe aujourd'hui de nombreuses études sur l'impact que le renseignement a eu sur le déroulement de la guerre, avec au premier plan les cinq volumes magistraux dirigés par F.H. Hinsley sous le titre d'*Intelligence in the Second World War*, avec l'aval de l'État, entre 1979 et 1990. D'autres historiens ont également adopté cet angle d'approche, en particulier Ralph Bennett²¹. De nombreuses études se sont également portées sur le décryptage des codes ennemis au centre de cryptanalyse britannique, *Bletchley Park*. Beaucoup d'ouvrages s'attachent à décrire les expériences des vétérans des agences de renseignement, genre inauguré par Kim Philby, l'un des "*Cambridge Five*" qui trahissaient le Royaume-Uni pour l'Union soviétique, dans son autobiographie *My Silent War*²². De nombreuses biographies ou autobiographies ont suivi, leur nombre fluctuant selon la quantité d'archives rendues accessibles. Actuellement les biographies se multiplient au sujet des agents doubles impliqués dans le système *Double Cross*, grâce à la déclassification récente de nombreux dossiers du MI5 sur cette question. Il existe peu d'ouvrages qui adoptent une approche globale du renseignement britannique pendant la Seconde Guerre mondiale. Les livres qui présentent l'ensemble d'un service, comme le MI5 ou le MI6, sont rares. Récemment, les historiens Christopher Andrew et Keith Jeffery ont eu accès à une multitude de documents encore classifiés dans le cadre de leur préparation d'histoires officielles sur ces deux agences. Ces deux auteurs, comme leurs prédécesseurs, présentent ces services à travers une sélection d'épisodes ponctuant l'histoire de ces agences. Ce privilège qui leur a été accordé se double d'une rigueur remarquable ; leurs ouvrages sont exceptionnels et nous nous y référons donc fréquemment.

²¹ Bennett a travaillé à Bletchley Park, le centre de cryptanalyse britannique, pendant la guerre.

²² Philby, Kim, *Ma guerre silencieuse*, trad. Janine Hérissou et Henri Robillot, Paris, Laffont, 1968.

Beaucoup d'historiens relatent les opérations d'espionnage américaines qui ont eu lieu pendant la Seconde Guerre mondiale, en mettant l'accent sur les différentes péripéties qui ont ponctué ces missions. L'OSS exerce une fascination particulière chez les historiens, bien supérieure à l'intérêt témoigné pour le FBI et la cryptanalyse. Cependant, comme pour le Royaume-Uni, le fonctionnement de ces diverses agences n'est pas abordé de façon directe et exhaustive. Ces analyses se consacrent plutôt à la révélation des divers épisodes de la collecte du renseignement. Plusieurs travaux de recherche se concentrent également sur l'impact du renseignement tiré de la cryptanalyse, en particulier sur le théâtre de guerre japonais. Beaucoup d'études portent sur l'échec du renseignement que constitue Pearl Harbor, et la recherche de ses causes, avec en premier lieu l'ouvrage de Roberta Wohlstetter, *Pearl Harbor: Warning and Decision*, de 1962. Enfin, quantité de biographies et de mémoires sont disponibles – au premier plan desquels les récits d'Allen Dulles rapportant ses travaux pour l'OSS en Suisse – mais la bibliographie britannique reste considérablement plus fournie.

De grandes divergences caractérisent les évaluations par les chercheurs de l'historiographie sur le renseignement allemand. Wolfgang Krieger, un historien de renom, consacre un article entier à la pénurie de recherches sur la question, sous le titre « L'histoire du renseignement allemand : un domaine en quête de chercheurs²³ ». Inversement, Jefferson Adams déclare dans son *Historical Dictionary of German Intelligence* qui date de 2009 que « l'organisation du renseignement allemand a été étudiée et décortiquée de façon plus minutieuse que la plupart des autres²⁴ ». Cette étude permettra de comprendre cette apparente contradiction. Krieger souligne cependant qu'il existe une exception à son affirmation, la période de la guerre froide qui a donné naissance à beaucoup de recherches sur le renseignement. Les ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale sont relativement peu nombreux. Cependant, les projets des services secrets allemands ont souvent été déjoués par les services américains et britanniques, qui ont ainsi obtenu de nombreuses informations sur le fonctionnement de ces agences, si bien que les ouvrages traitant des agences de ces deux pays renferment des détails précieux sur le renseignement allemand. Ceci est particulièrement palpable dans les œuvres portant sur les espions allemands détournés par les services britanniques.

²³ Krieger, Wolfgang, « German Intelligence History: A Field in Search of Scholars », *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 2, 2004.

²⁴ « [...] *The German intelligence apparatus has been more thoroughly investigated and dissected than most* [...] », Adams, Jefferson, *Historical Dictionary of German Intelligence*, Lanham, The Scarecrow Press, 2009, p. vii de l'avant-propos par l'éditeur.

On distingue deux principales catégories pour les ouvrages sur le renseignement allemand. D'une part, de nombreuses monographies s'attachent aux personnalités à la tête de ces agences, au premier plan desquelles Canaris, car la position ambivalente du chef de l'*Abwehr* envers les Alliés fascine. Walter Schellenberg, qui devient le chef du service de renseignement extérieur du RSHA allemand en 1941 est l'objet de nombreux ouvrages, ainsi que Reinhard Gehlen, qui a vendu ses services aux Alliés lorsque la défaite de son pays devenait imminente. Les divers organismes auxquels il a appartenu ont également fait l'objet de nombreuses études, ce qui illustre la deuxième tradition historiographique sur le renseignement allemand, celle qui se consacre à des services particuliers de renseignement.

Deux caractéristiques sont communes à l'ensemble de ces travaux : à peu d'exceptions près, tous évoquent l'impératif de taire l'origine des sources de renseignement afin de ne pas les compromettre, et soulignent que cette exigence qui s'appliquait à l'époque reste d'actualité de nos jours. Pourtant aucun ne détaille les moyens employés pour veiller à la protection des sources de renseignement pendant le conflit. Cette absence nous prive d'éléments indispensables pour comprendre des aspects cruciaux de la Seconde Guerre mondiale. L'examen de l'importance qui a été prêtée à cette question par les acteurs de l'époque, et des méthodes qu'ils privilégiaient pour veiller sur ces sources offre un nouvel éclairage sur le déroulement et le dénouement de la guerre. Le même constat s'opère pour la comparaison des services des différents pays. Il n'existe aucune analyse transverse des stratégies employées par les différentes agences afin de garantir la confidentialité de leurs sources. Cette dimension triangulaire permet de comparer les forces et faiblesses de ces puissances, mais également d'analyser avec plus de précision les interactions entre ces trois protagonistes majeurs du conflit. Ceci enrichit notre vision de cette période de l'histoire, tant du point de vue militaire que diplomatique, mais également notre compréhension du monde actuel, car beaucoup de ces problématiques restent d'actualité.

Le secret inhérent aux activités des services de renseignement a une incidence directe sur le travail du chercheur, sur les documents dont il peut disposer quand il se consacre à cette question. Quel que soit le champ d'étude envisagé, il est bien rare que la perception d'un sujet historique n'évolue pas au cours du temps. Des données nouvelles viennent infléchir sa compréhension par les historiens. Indirectement, leurs découvertes et leurs analyses ont des répercussions sur la vision par le public des événements passés. Cependant ces inévitables changements historiographiques autour des questions autres que le renseignement sont

souvent moins marqués en comparaison des bouleversements qui affectent la perception des services secrets. La confidentialité qui entoure ce domaine, et qui est sa définition même, a des conséquences directes sur l'historiographie. Les informations sur les membres, les méthodes, et les cibles des services secrets restent longtemps confidentielles. Bien souvent, ce n'est qu'avec le temps que le mystère se lève, de façon graduelle. Deux tendances contradictoires coexistent : les documents ne sont généralement rendus publics que de façon très tardive, après des décennies, ou plus, tandis que les acteurs et les témoins des événements en question se font de moins en moins nombreux au fil des années. On pourrait penser que ces deux phénomènes se compensent mutuellement. Mais les hommes, comme les preuves matérielles, sont soumis, formellement ou implicitement, à un même impératif de silence.

Les raisons sont multiples : volonté de taire des actes indéliçables, de ne pas révéler les méthodes employées, peut-être encore d'actualité, ou de taire l'identité des agents et des sources. Les motifs sont parfois aussi politiques. Leurs dirigeants doivent s'assurer du succès présent des différentes agences en considération, et rassurer les personnes qui leur sont associées sur leur anonymat durable afin de garantir leur coopération sur le long terme. Les chercheurs sur le renseignement, comme les services de communication des agences secrètes et les services d'archives sont constamment confrontés à l'opposition entre la protection de la sécurité nationale, et le besoin de faire le jour sur l'histoire du pays. Dans nos démocraties actuelles, de nombreuses voix s'élèvent pour exiger plus de transparence de la part des agences de renseignement.

Au Royaume-Uni, une longue culture du secret caractérise les références aux activités de renseignement. Il est révélateur que l'existence du MI5 n'ait été admise publiquement qu'en 1989, cinq ans avant son homologue le MI6. L'*Official Secrets Act*, la Loi sur les secrets officiels de 1911, que doit signer toute personne mise au courant d'un secret d'État, joue un rôle primordial dans le silence qui entoure ces activités. L'emprise de cette loi est très forte. En vertu de ce document, le MI5 et le SIS ont envisagé l'incarcération de J.C.Masterman lorsqu'en 1972 il publia *The Double-Cross System*²⁵ qui fit la lumière sur le réseau d'agents doubles britanniques, créant un véritable tournant historiographique. Ses nombreuses relations lui ont probablement évité ce sort, comme le révèle l'historien officiel Michael Howard qui rapporte les propos du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Sir Alec Douglas-Home :

²⁵ Masterman, John C., *The Double-Cross System in the War of 1939 to 1945*, New Haven, Yale University Press, 1972.

Vous n'allez pas le croire, mais quand j'étais ministre des Affaires étrangères ils ont essayé de me faire l'enfermer. Ils ont vraiment essayé de me faire l'enfermer, à cause de son fameux livre. Le MI5 et le MI6 étaient tous deux résolus à empêcher qu'il le publie. Le MI5 a fait remonter ça jusqu'au ministre de l'Intérieur. Je peux vous dire que j'y ai vite mis un terme. Mettre en prison le meilleur lanceur²⁶ de cricket d'Angleterre ? Ils devaient avoir perdu la tête²⁷.

Cependant, malgré cette culture du secret, plus de soixante ans après la fin du conflit, les documents d'époque accessibles au chercheur sont désormais abondants. Ils ne représentent pourtant qu'une fraction de ceux produits pendant le conflit. Les destructions liées au secret sont inhérentes à ces activités, de même que la réticence à conserver trop de traces écrites. Les contraintes de la guerre, ou plus pragmatiquement le manque de place pour archiver toutes ces ressources expliquent également ces disparitions. De plus, certains documents ne sont toujours pas déclassifiés. La politique britannique consiste à retenir la grande majorité des documents pendant trente ans (ce délai se portait à cinquante ans jusqu'en 1967). Lorsque rendre des documents publics peut nuire aux personnes impliquées, à leur famille, ou même à la sécurité nationale, les archives peuvent rester scellées pendant cinquante, cent ans, voire indéfiniment, en vertu de la clause 3(4) du *Public Records Act* de 1958. C'est pour ce motif que de nombreux fichiers ont été très longtemps inaccessibles. À partir des années 1970, des documents sur la cryptanalyse commencent à être déclassifiés. Mais c'est surtout depuis les années 1990 que les chercheurs disposent de dossiers d'archives. La politique de déclassification semble de plus en plus libérale depuis le début du XXI^{ème} siècle, ce qui va de pair avec l'entrée en vigueur du *Freedom of Information Act* de 2000 qui pousse à plus de transparence. Pendant très longtemps, une grande majorité des archives issues du MI5 sont restées classifiées. Beaucoup sont désormais accessibles. Mais on constate que de nombreuses zones de texte ont été rendues illisibles au moyen d'un marqueur noir – afin notamment de taire les noms des agents, mais pas seulement. Certaines pages ne sont pas non plus disponibles. De nombreux dossiers déclassifiés portent sur les suspects qui faisaient l'objet d'investigations par le service, mais pas sur les agents employés par le MI5. À l'évidence le désir de protéger d'anciens collaborateurs et de s'assurer que des candidats souhaiteront

²⁶ Plus précisément : « *the best spin bowler* », le lanceur qui maîtrisait le mieux une technique de lancer de cricket baptisée « *spin bowling* ».

²⁷ « *You won't believe this, but when I was Foreign Secretary they tried to make me lock him up. They actually tried to make me lock him up. It was that book of his. Both MI5 and MI6 were determined to stop his publishing it. MI5 pushed it up to the Home Secretary, and he pushed it over to me. I squashed it pretty quickly, I can tell you. Lock up the best amateur spin bowler in England. They must have been out of their minds* », Howard, Michael, « *Reflections on Strategic Deception* », in Louis, William Roger (dir.), *Adventures with Britannia*, Oxford, 1994, p. 237.

rejoindre les rangs du MI5 explique cette décision. Ces contraintes nous offrent une image fragmentée, qui rend difficile l'étude des protocoles mis en place pour protéger les sources de renseignement. Les archives du MI6 n'ont pas été rendues publiques. L'impératif de protection de la sécurité nationale est constamment évoqué pour justifier cette rétention. La différence de traitement entre les documents du MI5 et du MI6 est frappante. Le mandat du MI6 porte essentiellement sur l'international, et révéler l'étendue de ses activités pourrait nuire à certaines relations diplomatiques. Rendre publics les noms des agents opérant à l'étranger les mettrait en danger, ainsi que leur entourage. De même, certaines méthodes d'obtention de renseignement seraient inévitablement compromises. En 1998, le ministre des Affaires étrangères, Robin Cook, justifie à la Chambre des communes le secret qui entoure les archives du SIS :

Les archives du *Secret Intelligence Service* ne sont pas rendues publiques : elles sont retenues en vertu de l'article 3(4) du Public Records Act de 1958. Ayant passé en revue ces arguments, je reconnais que cette politique est parfaitement justifiée. Lorsque des personnes ou des organisations coopèrent avec le service, elles le font parce qu'on s'engage de façon inconditionnelle à ne jamais révéler leur identité. Cette confiance fondamentale serait sapée si l'on avait l'impression que ces promesses de confidentialité n'étaient honorées que pour une durée limitée. Dans de nombreux cas, le risque de représailles contre des personnes peut aller bien au-delà d'une seule génération²⁸.

L'impératif de la protection des sources de renseignement qui est au cœur de notre étude affecte donc directement la bibliographie et les sources disponibles. Cependant de multiples informations peuvent être obtenues sur les activités de cette agence en consultant les dossiers d'autres institutions chargées de renseignements ayant coopéré avec le MI6, au premier rang desquelles le MI5, ainsi que dans des fonds privés – le SIS a alors indiqué qu'il consentait à ce que ces documents deviennent publics. Les archives britanniques renferment un grand nombre de documents produits par la GC&CS, nom donné à l'agence de cryptanalyse pendant le conflit, et par les autres services impliqués dans le renseignement, en particulier ceux des différents corps de l'armée. Le renseignement britannique ne se résume pas aux trois

²⁸ « *The records of the Secret Intelligence Service are not released: they are retained under Section 3 (4) of the Public Records Act 1958. Having reviewed the arguments, I recognise that there is an overwhelmingly strong reason for this policy. When individuals or organisations co-operate with the service, they do so because an unshakeable commitment is given never to reveal their identities. This essential trust would be undermined by a perception that undertakings of confidentiality were honoured for only a limited duration. In many cases, the risk of retribution against individuals can extend beyond a single generation* », déclaration du 12 février 1998. Parlement britannique, Comptes-rendus des débats parlementaires, http://www.publications.parliament.uk/pa/cm199798/cmhansrd/vo980212/text/80212w10.htm#80212w10.html_spnew8, consulté le 11 juin 2013.

instances principales évoquées²⁹. Dans les trois pays qui font l'objet de cette étude, le renseignement était confié à de multiples agences, pas seulement à deux ou trois institutions prédominantes. L'immense volume de ces archives rend leur consultation exhaustive impossible. Nous nous concentrerons sur les agences principales, qui sont souvent pionnières dans la protection du renseignement dont elles mesurent l'importance, tout en mentionnant ponctuellement les autres institutions lorsqu'elles apportent un éclairage nouveau sur notre sujet.

Les États-Unis ont toujours fait preuve de plus d'ouverture dans leur rapport avec les documents des services secrets, en premier lieu pour une raison historique : le drame de Pearl Harbor a contribué à cristalliser l'attention de l'opinion publique sur l'impact tragique de services de renseignement trop peu développés. Les États-Unis ont été pris complètement au dépourvu lorsque les troupes japonaises les ont attaqués. Les Américains s'en sont indignés vivement, si bien qu'une investigation a été lancée très rapidement pour déterminer l'origine de ce fiasco. Dans le cadre de l'enquête du Congrès sur cette débâcle du renseignement, dès 1946, les Américains révèlent leurs succès contre les codes japonais. Cette plus grande latitude américaine quant à l'accès aux archives des services secrets, en comparaison avec celle des Britanniques, explique qu'ils aient été perçus comme des précurseurs dans ce domaine, car les succès britanniques demeuraient inconnus. Dans les années 1980, une partie significative des archives de l'OSS est rendue publique. Comme au Royaume-Uni, les années 1990 sont une période où la transparence est un mot clé, comme le révèle l'Ordre Exécutif 12958 de Bill Clinton en 1995, bien que les agences de renseignement aient manifesté de vives résistances à ce processus. En 1999, Edmund Cohen, le directeur de l'*Office of Information Management* de la CIA explique les précautions gouvernant le processus de déclassification: « Par exemple, il faut prendre des décisions prudentes, pour *s'assurer que les sources et les méthodes – l'élément vital du travail de renseignement – sont protégées*³⁰. »

Comme le révèle cette déclaration, des décennies après les opérations, la protection de ces sources anciennes reste primordiale. De nos jours, les requêtes des historiens pour plus d'informations, qu'ils peuvent formuler grâce au FOI, contribuent également à une plus grande connaissance des événements passés. Cependant en 2006 le chercheur Matthew M.

²⁹ Le SOE, fondé afin de « mettre le feu à l'Europe », se consacre principalement à des opérations de sabotage et de subversion, et n'est donc pas analysé dans cette étude.

³⁰ Nos italiques. « *Careful judgments have to be made, for example, to ensure that sources and methods – the lifeblood of the intelligence business – are protected* », Cohen, Edmund, « The CIA and the Declassification of History », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, vol. 12, n° 3, 1999.

Aid alerte le public sur les pratiques de « déclassifications en sens inverse » (« *declassification in reverse* ») qui ont lieu depuis la fin des années 1990 et qui, selon lui, se sont intensifiées sous George W. Bush : celles-ci consistent à re-classifier des documents qui avaient été rendus publics, au motif que leur diffusion aurait été malavisée, reclassification effectuée sans l'aval du Congrès. Les archivistes indiquent que plus de 55 000 pages auraient ainsi été soustraites à la consultation du public³¹.

Nous nous attacherons dans un premier temps à évaluer la sécurité des sources des agences de renseignement au cours des premiers mois de la guerre, en 1939, en soulignant l'impact de l'entre-deux-guerres sur la qualité de ces services lorsque le conflit éclate. Paradoxalement, du fait du secret qui l'entoure, le renseignement britannique jouit d'un grand prestige à la veille de la guerre. Au fil des siècles, plusieurs agences s'étaient consacrées à la collecte de renseignements pour l'État. Elles avaient remporté d'importants succès, avec en premier lieu le déchiffrement du télégramme Zimmermann, qui avait précipité l'entrée en guerre des États-Unis en 1917. Ces prouesses expliquent l'aura qui entourait les agences de renseignement britanniques. Pourtant, au cours des années 1930 des doutes profonds sont émis au sein des différents services secrets du pays sur leur véritable efficacité. Les dirigeants de ces agences se plaignent de ne pas recevoir des financements suffisants pour mener à bien leurs activités, du fait des coupes budgétaires qui ont accompagné la fin de la Première Guerre mondiale. Les premiers mois du conflit prouvent que ces inquiétudes étaient fondées. Les services secrets subissent de graves revers et connaissent des réorganisations profondes. Les Allemands et les Américains souffrent quant à eux d'un retard évident, rattrapé dans une certaine mesure par l'Allemagne au cours des années 1930, grâce à la formation d'agences contournant les interdictions du Traité de Versailles. Les Allemands adoptent une politique énergique afin de gommer ce retard, et les premiers mois de la guerre permettent de dresser un bilan et d'évaluer le succès de cette reconstruction. Malgré des tours de force certains, nombre de leurs agents sont compromis. Les Américains ont quant à eux traditionnellement prêté une attention limitée aux services de renseignement, ce qui est exacerbé par leur politique de neutralité.

³¹ Aid, Matthew M., « Declassification in Reverse. The US Intelligence Community's Secret Historical Document Reclassification Program », <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB179/>, 2006, consulté le 25 novembre 2012.

Entre 1940 et 1942, les Britanniques remédient à de nombreuses failles de leurs services. Ils collaborent avec les États-Unis avant même l'entrée en guerre de ces derniers. Ils leurs reprochent constamment leur manque de prudence et de discrétion qui semble compromettre la sécurité de leurs sources, sources parfois communes aux deux pays. Selon les Britanniques ceci est dû à la personnalité même des Américains, moins discrets et mesurés, moins enclins au secret. Cette question prend une ampleur accrue lorsque les Américains entrent en guerre à la suite de l'attaque sur Pearl Harbor. Ils s'appuient alors largement sur les Britanniques pour réorganiser et développer leurs agences de renseignement, et en créer de nouvelles. Les Britanniques profitent de cette occasion pour insister sur la nécessité de préserver les sources. Pourtant on peut se demander si les protocoles britanniques sont aussi infaillibles qu'ils l'affirment. Les deux pays sont réticents à partager leurs informations avec leur ancien ennemi soviétique devenu un allié suite à l'opération Barbarossa. Cependant les impératifs de la guerre et la volonté de la remporter les contraignent à fournir certaines indications à ce partenaire improbable. Pour leur part, les services allemands souffrent de divisions qui déchirent les différentes agences selon leur degré d'allégeance au régime nazi. Mais ils obtiennent de précieuses données sur leurs ennemis, ce qui facilite leurs victoires militaires.

Le début de l'année 1943 marque un tournant en matière de renseignement. Les États-Unis se sont efforcés de rattraper leur retard en s'inspirant du modèle de leurs alliés britanniques. Les avis divergent sur le succès relatif des agences américaines et britanniques. De nombreuses directives de sécurité sont promulguées pendant cette période. Le retard des services allemands s'accroît tandis que leurs chances de gagner la guerre s'amenuisent.

Alors que la guerre se termine, un nouveau conflit passe progressivement au premier plan. L'hostilité entre le Royaume-Uni et l'URSS est bien antérieure à la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme en témoignent les rapports des services de renseignement d'avant guerre : pendant très longtemps, l'URSS avait constitué l'objet principal de leurs investigations, malgré la montée du nazisme. C'est d'ailleurs une des raisons qui expliquent les lacunes des Britanniques sur l'Allemagne au début de la guerre. Les Américains se sont imposés comme les nouveaux maîtres de ce duo en termes de renseignement. Certains responsables des services de renseignement consacrent les derniers mois du conflit à établir des protocoles afin de veiller à ce que leurs sources de renseignement demeurent secrètes une fois le conflit terminé. Ils se préoccupent principalement de garder le silence qui entoure les résultats de la cryptanalyse et les réseaux d'agents doubles. De nombreuses discussions sont

engagées afin de parvenir à un accord sur la manière de protéger ces sources. Les agences allemandes vaincues se sont souvent efforcées de détruire nombre de documents lorsqu'ils étaient sur le point de tomber aux mains de l'ennemi, en particulier ceux incriminant leurs informateurs. Elles sont démantelées, mais certaines sections sont intégrées par les occupants à leurs propres unités de renseignement. L'illustration la plus célèbre et controversée de cette pratique est l'Organisation Gehlen, au service des Américains, qui a accueilli en son sein d'anciens nazis.

Première partie
Les services de renseignement et la
transition à une période de guerre.
La protection des sources
jusqu'à la fin de l'année 1939.

Pour bien comprendre les évolutions des mesures pour protéger les sources de renseignement à partir de 1939, nous devons dépeindre la situation des services secrets des trois pays avant cette date, afin de voir quels protocoles étaient en vigueur avant l'entrée en guerre.

Au cours des années 1930, de nombreux facteurs contribuent à créer un climat de tensions. Deux principaux éléments y concourent : une crise économique qui secoue de nombreux pays, et la montée des nationalismes. En Allemagne, les intrigues d'Hitler conduisent à l'établissement progressif d'une dictature nazie aux nombreuses visées expansionnistes¹. Dans les dernières années de la décennie, la guerre devient graduellement inéluctable et elle éclate en 1939.

L'entre-deux-guerres présente de grandes difficultés pour les agences de renseignement des trois pays étudiés. La paix est synonyme d'un désintérêt pour ces services, et de coupes budgétaires qui entravent directement leur fonctionnement et limitent leurs effectifs de façon très préjudiciable. Ce contexte affecte ces agences d'une seconde façon : les pays limitent souvent leurs activités d'espionnage à l'étranger afin de ne pas créer d'incident diplomatique qui affecterait l'échiquier mondial et pourrait conduire à la guerre. De profondes divergences culturelles s'observent dans la vision des différents pays sur le rôle des services secrets.

L'essor de la radio permet d'espérer de meilleures communications entre les dirigeants militaires et les troupes sur le champ de bataille si un conflit éclate. Chaque pays y voit aussi un moyen d'obtenir des renseignements sur les forces et intentions de potentiels ennemis. Tous développent de nouveaux systèmes de chiffage pour coder leurs communications, et forment du personnel chargé de décrypter les messages des puissances rivales. La cryptanalyse gagne une place de premier plan. Cette évolution soulève des enjeux nouveaux dans le domaine de la protection des sources.

L'entre-deux-guerres et les premiers mois de la guerre permettent aux pays de s'interroger sur l'importance d'assurer la pérennité de leurs sources de renseignement et sur les méthodes à adopter pour y parvenir. Cette période spécifique soulève des questions sur le recrutement du personnel et sur la structure des agences à même de contribuer efficacement à l'effort de guerre. Les premiers mois de la guerre permettent d'évaluer l'adéquation des agences à ce nouveau contexte et éventuellement de prendre d'ultimes mesures pour les perfectionner, alors que les combats demeurent limités.

¹ La crise économique des années 1930 n'est évidemment pas étrangère aux succès d'Hitler en Allemagne.

I.A. Des services britanniques très réputés qui n'ont pas su se préparer à la guerre

Pour être à même d'étudier la protection des sources de renseignement pendant la Seconde Guerre mondiale, et de se consacrer à une analyse comparative des méthodes et des succès relatifs du Royaume-Uni, de l'Allemagne et des États-Unis, il est impératif de s'interroger sur l'organisation des différents services concernés à la veille de la guerre et sur l'attention qu'ils portent à cet enjeu crucial du secret qui entoure leurs sources. À la fin de la Première Guerre mondiale, lorsque la paix est restaurée, les autorités se désintéressent des services de renseignement. Ceci se double d'une diminution radicale des moyens consacrés à leurs opérations. Dans cette perspective, il faut se demander quel est l'impact, après presque vingt ans de paix, de cette longue désaffection.

La définition même de ce que l'on peut désigner comme « veille de la guerre » est loin d'être figée – et il doit bien être entendu que nous adoptons la perspective du renseignement pour sélectionner une date, même si celle-ci ne peut jamais être complètement dissociée d'une approche politique, idéologique, ou militaire. Les archives des services secrets révèlent que pour les Britanniques l'année 1935 semble marquer un tournant décisif. Des réflexions sont engagées bien avant, par exemple à partir de 1930, sur l'impact qu'aurait une guerre en termes de postes². À partir de 1935, les différentes agences se préparent activement à l'éventualité d'une guerre, tout particulièrement en envisageant d'intensifier les recrutements et en revoyant leurs procédures. De nombreux facteurs contribuent à cette cristallisation au milieu des années 1930. Deux événements sont particulièrement symboliques, et mentionnés à maintes reprises dans les notes des services secrets : la réintroduction de la conscription par le gouvernement nazi, au début de l'année 1935, et la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936. Les Britanniques, par une politique d'apaisement, espèrent cependant éviter le conflit. Ainsi, sans solliciter l'accord des autres puissances européennes, ils signent un accord bilatéral avec l'Allemagne en 1935 : le Royaume-Uni lève certaines restrictions du Traité de Versailles en autorisant l'Allemagne à se doter d'une marine à la condition qu'elle ne dépasse pas le tiers de la marine britannique. Parallèlement, la possibilité d'une guerre imminente avec l'Italie est envisagée dès 1934.

² TNA KV 4/131. L'impression qui se dégage de tout ce dossier est celle de préparatifs intenses pour veiller à ce que les effectifs soient adéquats en cas de déclaration de guerre.

Genèse des agences de renseignement britanniques

La tradition séculaire du renseignement au Royaume-Uni peut porter à croire qu'en 1939 le pays bénéficie de services performants et sûrs. Le Royaume-Uni avait la réputation d'être doté d'agences de renseignement depuis des périodes très anciennes. La période élisabéthaine est souvent décrite comme un âge d'or pour ces institutions qui se seraient vu accorder une place de premier plan dans les affaires de l'État³. Le rôle de telles institutions dans la vie politique du pays commence naturellement bien avant le XVI^{ème} siècle. Pourtant au début du XX^{ème} siècle le Royaume-Uni est relativement dépourvu dans ce domaine. Ce n'est qu'en 1909 qu'une véritable unité de renseignement voit le jour. Cela fait suite à une enquête révélant l'existence d'un réseau entier d'espions allemands sur le sol britannique et l'absence de moyens adéquats pour le démanteler. Le 1^{er} octobre 1909 un Bureau du Service Secret (*Secret Service Bureau*) commence à essayer de remédier à ces failles. Une division en deux pôles principaux s'esquisse presque immédiatement, et elle est entérinée dès l'année suivante avec le partage des tâches entre une Section Intérieure (*Home Section*), sous la houlette du capitaine Vernon Kell, et une Section Étrangère (*Foreign Section*) dirigée par le commandant Mansfield Cumming⁴. De façon schématique, la première se consacre aux questions de renseignement sur le sol britannique, avec en particulier des activités de contre-espionnage, tandis que la seconde est chargée des agents étrangers et de la collecte d'informations sur les autres pays. En 1916, pendant la Première Guerre mondiale, ces agences deviennent respectivement le MI5 et le MI1 (c), avec une répartition des fonctions assez analogue. Le MI5 (aussi appelé « *Security Service* ») est dédié au contre-espionnage au Royaume-Uni et doit tisser des liens dans ce domaine avec les gouvernements au sein de l'Empire, tandis que le MI 1 (c) se concentre sur le contre-espionnage hors de l'Empire et la collecte de données à l'étranger⁵. Peu après la Première Guerre mondiale, le terme « SIS » vient remplacer le MI 1 (c). Une certaine confusion régnait quant au mot exact auquel renvoyait le premier « S ». Certains postulaient que cette organisation était nommée Service de renseignement secret (*Secret Intelligence Service*), d'autres Service de renseignement

³ Smith, Michael, *Station X*, op. cit., p. 7.

⁴ La tradition a perduré de désigner le chef du SIS, agence qui descend directement de cette Section Étrangère, du nom de « C », en référence aux initiales de Cumming. Ceci a longtemps fourni un moyen élégant de préserver l'anonymat du directeur du service.

⁵ Hinsley, Francis H., *British Intelligence in the Second World War*, Volume 4, *Security and Counter-intelligence*, Londres, HMSO, 1990, p. 4.

spécial (*Special Intelligence Service*)⁶. La première option est celle qui a perduré. À l'évidence les frontières des sphères de responsabilité des deux institutions sont parfois difficiles à définir, ce qui ne manque pas de créer des tensions entre elles, qui se sont manifestées dès leur origine et demeurent d'actualité.

La Première Guerre mondiale fournit aux services de renseignement britanniques l'occasion de se développer rapidement. C'est particulièrement le cas dans le domaine de la cryptanalyse. Ceci est facilité par un exploit de la marine britannique qui parvient en août 1914 à sectionner des câbles sous-marins allemands permettant les communications avec la France, l'Espagne, les Açores et les États-Unis⁷ ; ce succès britannique contraint les Allemands à un recours accru aux échanges par radio. Dans le monde entier, le rôle croissant de la radio au début du siècle permet également d'intercepter les communications à distance, comme le prédit Rudyard Kipling⁸ dans sa nouvelle « Wireless » publiée en 1902. Ces échanges sont très souvent codés, et nécessitent donc un travail intense à quiconque ne possède pas la clé pour les déchiffrer. Pour l'essentiel les activités de cryptanalyse du pays s'étaient arrêtées en 1847 lorsque le Parlement avait découvert avec indignation que les autorités britanniques avaient intercepté et décodé les communications du héros nationaliste italien réfugié au Royaume-Uni, Giuseppe Mazzini, et auraient nui à sa cause grâce à ces éléments. Un terme est donc mis à la cryptanalyse britannique.

Le 2 août 1914, alors qu'un conflit mondial est imminent, l'armée de terre britannique fonde une agence de cryptanalyse, MI 1 b⁹. Peu après elle est suivie par la marine de guerre britannique, qui crée sa propre unité sur les ordres de Winston Churchill, le Premier lord de l'Amirauté (*First Lord of the Admiralty*). La fascination de celui-ci pour le renseignement, qui perdure pendant la Seconde Guerre mondiale, remonte vraisemblablement à cette époque. Son intérêt pour ce domaine contribue à ce que les services britanniques bénéficient de plus grands moyens lorsqu'il devient Premier ministre, avec des retombées très positives, en particulier dans le domaine de la cryptanalyse. Pendant le premier conflit mondial cette section de la marine est surnommée Bureau 40 (*Room 40*), du nom de l'endroit où elle est hébergée au sein

⁶ Jeffery, Keith, *MI6: The History of the Secret Intelligence Service, 1909-1949* [2010], Londres, Bloomsbury, 2011, p. 162-163.

⁷ Jeffreys-Jones, Rhodri, *The Story of Western Intelligence: In Spies We Trust*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 43.

⁸ Elle paraît ensuite dans le recueil *Traffics and Discoveries* (Kipling, Rudyard, *Traffics and Discoveries*, Londres, Macmillan, 1904). Dans une autre oeuvre de la même époque, *Kim*, Kipling se consacre à la question de l'espionnage qui a passionné tant d'auteurs jusqu'à nos jours (Kipling, Rudyard, *Kim*, Londres, Macmillan, 1901).

⁹ Aldrich, Richard J., *GCHQ: The Uncensored Story of Britain's Most Secret Intelligence Agency* [2011], Londres, Harper Press, 2010, p. 13.

de l'Amirauté. Certains des premiers cryptanalystes qui y sont recrutés jouent un rôle fondamental pendant la Seconde Guerre mondiale, en particulier Alastair Denniston, « Dilly » Knox, et Frank Birch. Ce n'est qu'en 1917 que cette unité devient partie intégrante de l'organisation du renseignement naval, sous le nom de NID25. Dilly Knox et son collègue Nigel de Grey sont responsables du déchiffrement du télégramme de Zimmermann, un des hauts faits de la cryptanalyse les plus célèbres pour son rôle qu'il a joué dans l'entrée en guerre des États-Unis¹⁰.

Cette situation où deux agences, l'une maritime, l'autre appartenant à l'armée de terre, se livraient à des activités similaires n'était pas satisfaisante, car elles entraient souvent en compétition sans que ceci ne crée une émulation bénéfique ou qu'elles coopèrent lorsque cela s'avérait nécessaire. Les deux unités fusionnent en 1919, dans une agence qui prend le nom d'École Gouvernementale du Code et du Chiffre (*Government Code and Cypher School*, GC&CS¹¹). Cette désignation sert de couverture pour ses activités les plus sensibles, le déchiffrement des communications des puissances étrangères. Sa fonction officielle consistait en effet à « donner des conseils sur la sécurité des codes et chiffres utilisés par tous les ministères du Gouvernement et d'aider à les leur fournir¹² ». Son véritable objet est « d'étudier les méthodes de communication secrètes utilisées par les puissances étrangères¹³ ». L'agence passe rapidement sous la responsabilité du *Foreign Office*. À plusieurs reprises, en 1923 et en 1927, le gouvernement britannique décide de révéler publiquement le contenu de messages décryptés par la GC&CS afin de prouver l'étendue de la subversion soviétique à l'œuvre au Royaume-Uni. Ceci conduit inévitablement à un changement dans les codes utilisés par les Soviétiques, au grand dam des cryptanalystes britanniques qui doivent alors redoubler d'effort pour continuer à lire leurs communications. Les dirigeants de la GC&CS condamnent fermement de telles décisions du gouvernement, qui compromettent la pérennité de ces sources d'informations¹⁴. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'utilisation des données issues de la lecture des communications ennemies est soumise à des protocoles stricts afin d'éviter de telles répercussions. Des leçons ont été tirées de ces erreurs des années 1920.

¹⁰ Smith, Michael, *Station X*, op. cit., p. 10-11.

¹¹ Aldrich, Richard J., *GCHQ*, op. cit., « Note on Terminology ».

¹² « To advise as to the security of codes and cyphers used by all Government departments and to assist in their provision », Smith, Michael, *Station X*, op. cit., p. 12.

¹³ « To study the methods of cypher communications used by foreign powers », *ibid.*

¹⁴ Aldrich, Richard J., *GCHQ*, op. cit., p. 16 et p. 18.

La protection des sources britanniques avant 1939 – le recrutement du personnel

La consultation des archives permet d'identifier les mesures mises en place par les Britanniques afin d'assurer la protection de leurs sources. Celle-ci repose sur certaines règles cardinales : il est impératif de s'assurer de la fiabilité de ses agents, et de la discrétion pendant la collecte du renseignement et son traitement. L'utilisation de ces données comporte le risque intrinsèque de compromettre leur source, contre lequel il faut se prémunir. Enfin, l'échange d'informations avec des alliés, souvent indispensable, comporte un véritable danger.

Le *Curry Report* rédigé en 1944-1946 dresse un état des lieux du MI5, et souligne l'importance de vérifier la sincérité et la prudence de ses agents. L'auteur, après avoir cité l'exemple de l'abdication d'Edouard VIII, ajoute au sujet de ce type d'événements :

Tant que le Service de Sécurité occupe cette position il est probable que l'on fera appel à lui lors de ces occasions rares et particulières ; et ce fait est un argument de poids pour exiger que son personnel soit toujours sélectionné avec une attention particulière et n'ait aucun engagement politique ou autre motif qui pourrait mettre en doute son intégrité¹⁵.

Cette exigence d'une prétendue « neutralité » est en réalité influencée par les convictions qui animent la majorité des dirigeants du Royaume-Uni. Curry sous-entend ici qu'une adhésion à des idéologies telles que le communisme ou le fascisme est proscrite. Pour autant le personnel doit accepter de servir l'*establishment* britannique, ce qui est une forme d'engagement politique. Les critères de sélection sont rigoureux, comme le montrent les discussions et fichiers concernant le recrutement des agents. Ainsi, dans un dossier traitant de l'embauche de nouveaux membres du personnel pour la GC&CS, Alexander Guthrie « Alastair » Denniston, son directeur, déclare avec une pointe d'exaspération :

Pendant la période préventive toutes les autorités désireuses de se développer reçoivent des candidatures d'hommes et de femmes qui ne sont pas employés, souvent parce qu'ils ne sont pas employables. Je m'oppose catégoriquement à ce qu'on recrute des amateurs enthousiastes sur lesquels on sait peu ou rien et qui peuvent s'avérer être de parfaits ratés. En premier lieu je préfère transférer du personnel au sein de GCCS¹⁶.

¹⁵ « *So long as the Security Service occupies this position it is likely to be used on these rare and special occasions; and this fact is a powerful argument for requiring that its personnel should always be selected with special care and should be free from any political involvement or other ground which might cause doubt of their integrity* », *Curry Report*, op. cit., p. 21, TNA KV 4/1.

¹⁶ « *During the precautionary period all authorities anxious to expand receive offers of service from men & [symbole utilisé dans le texte original] women who are not employed often because they are unemployable. I am definitely opposed to taking on a staff of enthusiastic amateurs of whom one knows little or nothing and who may turn out complete failures. I prefer in the first instance to transfer staff within G.C. & C.S.* », commentaire d'Alistair G. Denniston, 21 octobre 1938, TNA HW 3/82.

De multiples institutions se préoccupent de renseignement, et leurs méthodes de sélection du personnel ne sont pas uniformes, mais elles semblent toutes conscientes des risques encourus au moment du recrutement. Ainsi, une importance toute particulière est accordée à la nationalité des candidats. Des directives de mai 1932 concernant le recrutement de jeunes employés (*junior assistants*) pour la GC&CS témoignent de la sévérité de ces critères :

Les candidats doivent être nés sujets britanniques, et nés au sein du Royaume-Uni ou dans un des Dominions autonomes de parents nés dans ces territoires eux aussi, sauf lorsque les circonstances sont telles qu'elles justifient un écart de la règle générale, auquel cas ils ont le droit de candidater avec la permission expresse du ministre des Affaires étrangères, sous réserve qu'ils remplissent les conditions de la règle sur la nationalité établie pour les candidats voulant être admis dans la fonction publique de Sa Majesté, c'est-à-dire :

Tout candidat doit être né sujet britannique, et avoir un parent qui soit ou ait été à l'époque de sa mort un sujet britannique. Il peut y avoir des exceptions dans le cas des sujets britanniques de naissance qui ont occupé de façon satisfaisante un emploi à temps plein d'au moins cinq ans de services dans l'armée régulière de Sa Majesté¹⁷.

Les critères de nationalité pour ce service sont devenus plus stricts, comme évoqué par Denniston dans une lettre à Roberts, des services administratifs de l'Université de Cambridge, datée du 17 mai 1932, où il explique que les « directives concernant la nationalité sont beaucoup plus draconiennes maintenant¹⁸ ». Le cas qui fait l'objet de leur échange à cette occasion est celui d'un candidat nommé D.O. Hamson, dont la mère est française. Denniston suggère que ceci pourrait créer « une difficulté légère, mais pas insurmontable¹⁹ ». Il ajoute qu'il se pourrait cependant que la famille du père ne soit « pas purement anglaise²⁰ ». Il craint que ces origines ne suscitent une enquête, et explique qu'il est peut-être plus simple de renoncer à ce postulant, sauf si des aptitudes exceptionnelles le rendent indispensable. Roberts

¹⁷ « *Candidates must be natural-born British subjects, and born within the United Kingdom or in one of the self-governing Dominions of parents also born within those territories, except when the circumstances are such as to justify a departure from the general rule, in which case they can be allowed to compete by special permission of the Secretary of State for Foreign Affairs, provided they fulfil the conditions of the rule in respect of nationality prescribed for candidates for admission to His Majesty's Civil Service as a whole, viz. :-*

“*Every candidate must be a natural-born British subject, the child of a person who is or was at the time of death a British subject. Provided that exception may be made in the case of natural-born British subjects who have satisfactorily completed a period of not less than five year's service on full pay in His Majesty's Regular Forces[...]*” », « *Regulations for the Recruitment by Competitive Selection of Candidates for Situations as Junior Assistants in the Government Code and Cypher School* », par le *Foreign Office* en mai 1932, TNA HW 72/9.

¹⁸ « *Regulations as to nationality are so much more stringent now* », lettre d'A.G. Denniston à Roberts, 17 mai 1932, TNA HW 72/9.

¹⁹ « *A slight, though not insuperable difficulty* », *ibid.*

²⁰ « *Not purely English* », *ibid.*

répond alors que la nationalité initiale du père est arménienne, et décide de mettre un terme à cette candidature²¹.

Les critères de sélection ne se limitent pas à la nationalité du postulant. Les recruteurs veulent s'assurer qu'ils choisissent des agents fiables. Dans leurs correspondances, cet impératif est récurrent, comme dans cette lettre qui précise le besoin d' « hommes sûrs en qui nous pouvons placer une confiance absolue²² ». Les règles pour le recrutement de jeunes employés pour la GC&CS ne laissent aucun doute à ce sujet. On y lit, à l'alinéa 9 : « Les candidats doivent répondre aux attentes des Commissaires à la Fonction Publique en termes de santé et de tempérament²³ ». Deux types de critères, physiques et psychologiques, pèsent sur les décisions de recrutement. Leur association est récurrente pour l'enrôlement dans les services de renseignement. Denniston insiste sur l'importance d'être en bonne santé pour entrer dans cette institution ; les candidats sélectionnés sont « bien sûr²⁴ » soumis à un examen médical. Des candidats ont été évincés avant même cette étape, comme un certain G.H. Hunter, étudiant fraîchement diplômé qui a été victime d'une dépression nerveuse au cours de l'année scolaire et a dû séjourner dans une maison de santé pendant une semaine. Les recruteurs apprennent que ceci est associé chez lui à une consommation de « peut-être trop nombreux stimulants et cigarettes²⁵ ». Il est décrit comme un homme aux mœurs peu régulières (« *irregular habits* ») ce qui ne manque pas de susciter leur inquiétude.

Deux méthodes privilégiées pour s'assurer de la fiabilité des agents consistent à recruter des personnes qui sont déjà au service de l'État : on peut alors interroger leurs anciens supérieurs sur leur tempérament. Ainsi, lors d'une campagne de recrutement pour le MI5, l'attention se porte sur des officiers de la marine de guerre²⁶. L'autre procédé, souvent jugé infailible, consiste à recruter par le moyen de réseaux, de « bonnes familles » ou d'universités – les deux se recoupent fréquemment. Une lettre de Peters, du *Appointments Committee* d'Oxford, à Denniston, de la GC&CS, est révélatrice : deux des potentielles recrues, S.R. Aitken et R.H. Myers, sont diplômées de Balliol College, à Oxford, et l'un

²¹ Lettre de Roberts à A.G. Denniston, 20 mai 1932, TNA HW 72/9.

²² « *Men of sound character in whom we can place implicit faith* », lettre de A.G. Denniston à M. Peters, du « Appointments Committee Oxford », 26 avril 1932, TNA HW 72/9.

²³ « *Candidates must satisfy the Civil Service Commissioners as to their health and character* », « Regulations for the Recruitment by Competitive Selection of Candidates for Situations as Junior Assistants in the Government Code and Cypher School », par le *Foreign Office* en mai 1932, TNA HW 72/9.

²⁴ « *Of course* », lettre de A.G. Denniston à O.V. Guy, 29 juin 1932, TNA HW 72/9.

²⁵ « *Perhaps too many cigarettes and stimulants* », lettre du 25 juin 32 de O.V. Guy, du « Appointment Board Cambridge », à Denniston, TNA HW 72/9.

²⁶ Lettre du 5 novembre 1937 à Butler, TNA KV 4/131.

d'entre eux est « déjà connu du *Foreign Office*²⁷ », tandis que l'autre est un cousin de Sir Oliver Lodge²⁸. Ces réseaux sont également d'une grande utilité pour les enquêtes approfondies que l'on mène sur les candidats. L'avis des enseignants est sollicité pour les personnes récemment diplômées²⁹.

Ces investigations sont généralement très poussées. Les officiers de la marine de guerre proposés pour travailler dans le renseignement doivent subir un contrôle de sécurité strict³⁰, alors qu'ils travaillent déjà dans l'armée. La proposition suivante pour diminuer la masse de travail du MI5 est révélatrice du protocole mis en place pour tout recrutement :

Sujets britanniques [...]

Candidats pour M.I.5. et les autres branches du renseignement

Si je comprends bien, le protocole au M.I.5. est d'enquêter sur un individu avant [le mot est souligné dans le texte original] que la correspondance soit présentée à l'officier de la section. Est-ce que ceci n'est pas, dans de nombreux cas, une perte de temps, particulièrement en ce qui concerne les demandes qui ne nous intéressent pas. La section ne peut-elle pas demander une enquête si elle est intéressée³¹?

Ces enquêtes ne s'appliquent pas seulement aux membres du MI5, mais également à toutes les personnes qui sont en contact d'une façon ou d'une autre avec les sources d'information ou le produit du renseignement, ainsi que toutes les personnes détentrices d'informations officielles³². Ces enquêtes peuvent aller loin : né de parents allemands, Friedrich Wilhelm Meyer a proposé ses services au MI5 en 1938 et 1939. Cependant son offre a été accueillie avec méfiance, et sa correspondance interceptée au moins entre août 1938 et janvier 1940³³.

Les campagnes de recrutement elles-mêmes sont sources d'inquiétude pour les services de renseignement, qui, dans le contexte d'une guerre imminente, cherchent à accueillir de nombreux nouveaux employés sans attirer l'attention sur leurs organisations. Le recrutement pour le service de cryptanalyse ne passe pas par les mêmes voies que pour les

²⁷ « *Already known to the Foreign Office* », lettre de Peters (« Appointments Committee Oxford ») au commandant Denniston, 7 octobre 1935, TNA HW 72/9.

²⁸ Il s'agit probablement d'une référence au célèbre physicien, *ibid.*

²⁹ Lettre de Denniston à Crawford, Appointments Board University of London, 9 février 1937, TNA HW 72/9.

³⁰ Note du 5 novembre 1937, « Naval Officers for M.I.5 on Mobilisation », TNA KV 4/131.

³¹ « *British subjects. [...] Applicants for M.I.5. and other Intelligence branches. I understand that the routine in M.I.5. is to look up an individual before the correspondence is placed before the Section Officer. Is not this, in many cases, a waste of time, particularly with requests which do not interest us. If the section is interested they can ask for a look up?* », lettre de A.D.S.(D) pour A.D.S.(A), juin 1939, TNA KV 4/393.

³² « Vetting. (British subjects) », 3 février 1939, TNA KV 4/393.

³³ Les correspondances interceptées entre ces deux dates sont regroupées dans le fichier TNA KV 2/349.

autres organes de l'État, ce qui témoigne de son caractère extrêmement sensible³⁴. Un des moyens de limiter le risque de publicité indésirable que peut générer une procédure de recrutement consiste à limiter l'annonce des offres d'emplois aux Universités d'Oxford et de Cambridge, souvent vues comme les plus sûres³⁵. L'Université de Londres quant à elle est parfois perçue comme un bastion communiste. Pourtant le réseau d'espions soviétiques parmi les services secrets britanniques, baptisé *The Cambridge Five* (les Cinq de Cambridge), ne provient pas de la capitale, comme ce surnom l'indique. Denniston offre un commentaire éloquent trahissant sa suspicion envers l'institution londonienne : « J'avais à cette occasion omis d'informer l'Université de Londres des postes vacants comme il est toujours difficile de les contacter pour ces postes d'une nature délicate [...] »³⁶. Une même réticence s'applique à l'égard des universités de province autres que Cambridge et Oxford. Il semblerait que les restrictions aient augmenté depuis 1927 notamment, époque à laquelle la GC&CS faisait connaître ses offres d'emploi, comme les autres services de l'État, dans de nombreuses universités, y compris à Dublin. D.B. Mair de la Civil Service Commission envisage d'ailleurs de ne plus faire connaître ces postes auprès de Dublin suite à l'évolution du statut du pays après le Traité anglo-irlandais de 1921. L'établissement concerné à Dublin était certainement le *Trinity College*, où une forte ascendance protestante s'observait³⁷. La lecture des archives démontre que l'agent du service de l'université d'Oxford sollicité par Denniston se plaint de « ne pas connaître la nature du travail »³⁸ pour lequel on lui demande de présenter des candidats. Denniston répond qu'il lui donnera « des détails un peu plus approfondis sur le travail »³⁹ – on remarque sa réserve –, et de vive voix. Cet impératif de discrétion dans les campagnes de recrutement a, à l'occasion, servi d'excuse pour ne pas faire connaître auprès des femmes les postes à pourvoir⁴⁰. Bien souvent, le recrutement s'effectue en se basant sur les réseaux de contacts dont disposent les membres influents de l'agence de cryptanalyse, en particulier au sein de leurs anciennes universités. Des candidats aux profils prometteurs leurs sont fréquemment recommandés, ou les dirigeants interrogent les enseignants qu'ils connaissent personnellement sur de potentielles recrues. Celles-ci sont généralement dirigées

³⁴ Lettre de Mair (Civil Service Commission) à Denniston, 18 janvier 1932, TNA HW 72/2.

³⁵ Lettre à Robinson du *Foreign Office*, 20 avril 1932, TNA HW 72/2.

³⁶ « *I had on this occasion omitted to inform London University of the vacancies as it is always difficult to get in touch with them for these positions of a delicate nature* », lettre de Denniston à T.J.Wilson, Esq, du *Foreign Office*, 16 mai 1938, TNA HW 72/9.

³⁷ Lettre de D.B. Mair (Civil Service Commission) à Denniston, 3 mars 1927, TNA HW 72/2.

³⁸ « *By not knowing the nature of the work* », lettre de Greswell à Denniston, 14 mars 1938, TNA HW 72/9.

³⁹ « *Slightly more intimate details of the work* », lettre de Denniston à Greswell, 16 mars 1938, TNA HW 72/9.

⁴⁰ Lettre de Mair (CSC) à Denniston (R 14), 28 avril 1932, TNA HW 72/2.

dans un premier temps vers le *Foreign Office* sans précision sur le type de poste à pourvoir, où ils passent souvent un entretien⁴¹. Afin de protéger l'anonymat des recrues, la liste des candidats sélectionnés est considérée comme « confidentielle⁴² », et seules les personnes retenues sont informées.

En janvier 1932, Denniston corrige les propos de D.B. Mair, de la Commission de la Fonction Publique, au sujet de la GC&CS : « bien que nous soyons une agence très confidentielle, je doute fortement qu'il soit correct de nous désigner sous le nom de "Service Secret" étant donné qu'en fait notre établissement apparaît dans le Budget⁴³ ». Ces protestations sont purement formelles, le plus grand secret entoure cette institution ainsi que les autres organes de renseignement.

SNOW, précurseur du réseau d'agents doubles britanniques

Les rapports des services avec leurs informateurs peuvent être très complexes, comme l'illustre l'exemple suivant. SNOW, de son vrai nom Arthur Graham Owens, est un sujet canadien né en 1899 au Pays de Galles. Ingénieur en électricité, il effectue régulièrement des voyages professionnels en Europe. Ses déplacements professionnels le conduisent fréquemment dans les ports allemands, qu'il fournit en batteries pour alimenter les sous-marins. C'est pourquoi l'Amirauté s'est rapprochée de lui, comme l'expliquent Madoc Roberts et Nigel West⁴⁴ dans *Snow. The Double Life of a World War II Spy*⁴⁵. Les services britanniques s'aperçoivent rapidement, à la fin de l'année 1936, que SNOW renseigne également les Allemands, dans un contexte où les tensions entre les deux pays deviennent de plus en plus palpables. Ils annoncent alors à Owens qu'ils mettent un terme à tout contact avec lui. Ses entretiens avec eux lui permettent inévitablement de glaner des précisions sur les services britanniques, qui peuvent leur porter préjudice. Les Britanniques jugent que le gain potentiel ne vaut pas la peine de courir ce risque. Les fichiers sur SNOW qui ont été rendus publics confirment cette réticence des autorités britanniques. En avril 1938, le lieutenant-colonel Edward Hinchley-Cooke du MI5 lui rappelle un avertissement de septembre 1937

⁴¹ Wilkinson, Patrick, « Italian Naval Decrypts », dans Hinsley, Francis H., Stripp, Alan (dir.), *Code Breakers*, op. cit., p. 61.

⁴² « Confidential », lettre de Denniston à Greswell, 26 juillet 1928, TNA HW 72/9.

⁴³ « Although we are a very confidential office I hardly think it would be right to label us "Secret Service" as our establishment actually appears in the Estimates », lettre de Denniston à Mair, 19 janvier 1932, TNA HW 72/2.

⁴⁴ De son vrai nom « Rupert Allason », Nigel West est un auteur très prolifique sur les services secrets pendant le XX^{ème} siècle.

⁴⁵ West, Nigel, Roberts, Madoc, *Snow. The Double Life of a World War II Spy*, Londres, Biteback, 2011, emplacement 160 (édition Kindle).

stipulant que les services de renseignement britanniques refusent d'entretenir le moindre contact avec lui⁴⁶. Pour le convaincre du sérieux de la situation, il est contraint de signer un engagement dans ce sens en la présence de quatre témoins⁴⁷.

Quelques mois plus tard, le 24 septembre 1938, Hinchley-Cooke, devenu colonel, conduit un interrogatoire de SNOW et lui rappelle l'engagement qu'il avait pris de se tenir éloigné des services de renseignement de l'armée britannique ; on remarque qu'il élargit ici le spectre des interdits imposés à SNOW. Il le prévient que ses propos pourront être utilisés contre lui si les Britanniques lui intentent un procès pour espionnage⁴⁸.

Les raisons de cette défiance à l'égard de SNOW sont multiples. Ses réponses pour le moins évasives, et fréquemment contradictoires, n'incitent pas à lui faire confiance⁴⁹. Il est dépeint comme un « sale type, qui nécessite d'être géré de façon très prudente⁵⁰ ». Le mépris qui anime les officiers traitants est manifeste dans la note suivante : « Snow mesure environ un mètre cinquante, il est fluet⁵¹ ». Certains vont plus loin, disant qu'il incarne « le Gallois “ sous-alimenté ” type, très petit, au visage anguleux, aux oreilles difformes⁵² ». Il est présenté comme un individu louche, un marginal. Ce dédain et cette méfiance semblent exacerbés par le fait que SNOW n'est pas issu de l'élite britannique. Il ne vient pas d'une des familles influentes du pays, n'a pas fait d'études à Oxford ou Cambridge et n'est pas connu des milieux dirigeants. Or l'appartenance à ces réseaux est souvent perçue comme un gage de loyauté.

Pourtant, pendant toute cette période, SNOW fournit des informations précieuses aux services britanniques qui renouvellent fréquemment l'injonction de cesser de les contacter, ou du moins refusent d'admettre leur association avec ce personnage. SNOW leur révèle l'identité de membres des services secrets allemands, ainsi que les adresses qu'ils utilisent pour les communications. Les officiers britanniques ont pris soin de répertorier méticuleusement tous ces noms et ces coordonnées dans l'espoir de dégager une image assez

⁴⁶ Note du 7 avril 1938, TNA KV 2/445.

⁴⁷ Note signée par Snow au NID de l'Amirauté, 7 avril 1938, TNA KV 2/445.

⁴⁸ Transcription d'un interrogatoire de SNOW par le colonel Hinchley-Cooke en présence de deux autres personnes dont les noms sont effacés, à Scotland House le 24 septembre 1938, TNA KV 2/445.

⁴⁹ Rapport intitulé « SNOW. Report of Interview with D.E.E. », datant du milieu de mois de mars 1938, TNA KV 2/445.

⁵⁰ « *A bad lot, requiring very discreet handling* », lettre au major Boyle, 2 février 1939, TNA KV 2/446.

⁵¹ « *SNOW is almost 5 feet tall and of thin build* », note intitulée « re SNOW », 5 septembre 1938, TNA KV 2/445.

⁵² « *A typical Welsh “underfed” type, very short, bony face, ill-shaped ears* », Andrew, Christopher, *Defend the Realm. The Authorized History of MI5*, New York, Alfred A. Knopf, 2009, p. 212, qui se base sur TNA KV 2/444.

nette de l'organisation allemande, comme en témoignent les multiples annotations sur les rapports d'interrogatoires⁵³. Le succès du renseignement repose moins sur des exploits héroïques tels qu'ils sont mis en scène dans les films ou les romans que sur le travail de bureau d'innombrables anonymes. Dans le cas des agents doubles, ces deux aspects sont présents et indissociables. La femme de SNOW, avec qui il a eu deux enfants, et qu'il vient de quitter, décide peu avant la guerre de révéler ses activités aux autorités. Elle dévoile que SNOW cacherait des messages codés dans sa bouche, ou dans son briquet⁵⁴. Mais c'est grâce à la procédure de classification établie par le MI5 en particulier que le double-jeu de SNOW avait initialement été porté à l'attention des Britanniques. SNOW envoyait en effet sa correspondance à une adresse en Allemagne connue des Britanniques. Un agent double d'avant-guerre, Christopher Draper, leur avait appris qu'elle était utilisée par l'*Abwehr*⁵⁵. Grâce à SNOW, les Britanniques ont obtenu des informations précieuses sur les codes que l'*Abwehr* lui avait demandé d'utiliser⁵⁶. Les entretiens des officiers britanniques avec SNOW ont également révélé des failles profondes dans la préparation du Royaume-Uni et surtout, de ses services secrets, à une guerre potentielle. SNOW révèle que les Allemands savent qu'un certain commandant Kennedy a fourni la piste d'un espion au renseignement britannique. Il indique que les Allemands ont beaucoup d'informations sur les forces militaires des Britanniques⁵⁷. Les documents d'archives témoignent de l'intérêt des officiers pour les informations données par SNOW quand celui-ci leur annonce qu'il sera averti des premières villes anglaises à être bombardées afin qu'il fournisse aux Allemands les coordonnées des centrales électriques et des aciéries. Un grand trait manuscrit borde tout ce paragraphe du rapport d'interrogatoire, soulignant l'attention qui y a été portée. De telles informations pouvaient permettre de limiter les pertes humaines et matérielles, en renforçant les défenses des cibles visées, et en fournissant des données erronées aux attaquants. Il fallait cependant éviter de « brûler », de compromettre son agent. Toute la complexité de la gestion des agents doubles se situe là, ce dont témoigne ce document⁵⁸.

Parallèlement, SNOW a donné de nombreuses informations aux Allemands. Sa femme révèle qu'il s'est beaucoup investi pour la cause allemande. Il a essayé de contraindre

⁵³ Interrogatoire de SNOW du 24 septembre 1938 déjà mentionné, TNA KV 2/445.

⁵⁴ Rapport sur le témoignage de Mme SNOW le 18 août 1939 à la Special Branch de la Metropolitan Police TNA KV 2/446.

⁵⁵ Andrew, *Defend the Realm*, op. cit., p. 212.

⁵⁶ Interrogatoire de SNOW du 24 septembre 1938 déjà mentionné, TNA KV 2/445.

⁵⁷ Rapport sur un entretien avec SNOW le 28 septembre 1938, TNA KV 2/445.

⁵⁸ Interrogatoire de SNOW du 24 septembre 1938 déjà mentionné, TNA KV 2/445.

plusieurs membres de sa famille à fournir des renseignements aux agences secrètes de ce pays, et il a même menacé de la tuer si elle révélait ses activités à la police⁵⁹. Il utilise sa profession comme couverture pour ses activités illégales, évoquant par exemple des « échantillons⁶⁰ » dans sa correspondance avec les Allemands pour désigner les renseignements qu'il leur envoie. Sa femme témoigne qu'il leur a communiqué des détails sur les aérodromes britanniques. Elle ajoute qu'elle a détruit des codes employés par la *Royal Air Force* afin qu'il ne puisse pas les transmettre aux Allemands, mais qu'il se peut qu'il en détienne encore⁶¹.

Les motifs qui ont poussé SNOW à adopter une position aussi ambiguë font l'objet de multiples interrogations de la part des Britanniques. Owens explique que son ressentiment à l'égard du Royaume-Uni provient du fait que lui-même, son demi-frère et son père ont conçu un obus permettant d'abattre les Zepellins allemands pendant la Première Guerre mondiale mais que les autorités britanniques n'ont pas admis qu'ils en étaient les créateurs ; sa famille aurait ainsi perdu des centaines de milliers de livres⁶². SNOW sait aussi le gain matériel qu'il peut retirer de ces activités périlleuses. L'argent que lui paient les Allemands pour ses services explique pour une large part la posture ambivalente de cet homme fréquemment à court d'argent⁶³.

SNOW fait l'objet de filatures de la part des Britanniques. Ceux-ci veillent d'ailleurs à ce qu'il ne découvre pas qu'il est suivi, notamment en suspendant cette surveillance lorsqu'ils craignent d'éveiller ses soupçons⁶⁴.

La protection des sources britanniques avant 1939 – l'impératif de discrétion

Afin de préserver le secret autour de leurs activités, le financement du MI5 et du MI6 n'est pas sujet à discussion au Parlement, et ne peut être soumis à une enquête du *Public*

⁵⁹ Rapport sur le témoignage de Mme SNOW le 18 août 1939 à la Special Branch de la Metropolitan Police, TNA KV 2/446.

⁶⁰ « *Sample[s]* », lettre de SNOW (qui signe « Johnny », le surnom que les Allemands lui ont attribué) au « Dr. Rantzau », son contrôleur allemand, 7 octobre 1937, TNA KV 2/445.

⁶¹ Rapport sur le témoignage de Mme SNOW le 18 août 1939 à la Special Branch de la Metropolitan Police, TNA KV 2/446.

⁶² Lettre à Hinchley-Cooke, 24 mars 1939, TNA KV 2/446.

⁶³ West, Nigel, Roberts, Madoc, *op. cit.*, emplacements 233 et 362.

⁶⁴ Surveillance datant probablement de septembre 1938, TNA KV 2/445.

*Accounts Committee*⁶⁵. De la même façon, le MI5 cherche à tout prix à éviter de devoir réclamer plus d'argent au Parlement⁶⁶.

Une étape cruciale pour la protection des sources de renseignement est la création de ce que l'on appelle l'Organisation Z (ou le Réseau Z). Pendant longtemps, les agents du MI6 ont utilisé le Contrôle des passeports comme couverture dans leurs différentes stations à l'étranger. Le *Curry Report* de 1944-1946 est éloquent lorsqu'il commente sur cette période : « S.I.S. obtient ses informations grâce à des représentants à l'étranger, dont certains ont la fonction d'officier de contrôle des passeports. [...] Les fonctions d'officier de contrôle des passeports sont naturellement liées à celles d'obtention d'informations des candidats à des visas et à l'emploi d'agents secrets⁶⁷ ». Les Allemands avaient connaissance de cette couverture peu discrète. Hugh Sinclair remarque en 1934 : « les activités de nos Officiers de Contrôle des passeports à travers le monde sont parfaitement connues⁶⁸ ». En 1936, il décide alors de fonder un deuxième réseau de renseignement utilisant d'autres couvertures, l'Organisation Z, sous le contrôle de Claude Dansey. La plus célèbre des couvertures utilisées est la compagnie de production de films London Films⁶⁹, sous la direction du célèbre Alexander Korda⁷⁰, le réalisateur de *La Vie privée d'Henry VIII*. Les agents de Dansey se font passer pour des employés de la société, ce qui justifie leurs déplacements, et simplifie leurs communications⁷¹. Keith Jeffery, seul historien ayant eu accès aux archives du SIS, juge sévèrement cette organisation. Selon lui, « la réalisation de ce projet laissait à désirer. [...] l'entraînement était rudimentaire⁷² ».

⁶⁵ Lord Maurice Hankey, « Second Report: Investigation into Method of Operation and Organisation of the Security Service (MI5) », mai 1940, TNA CAB 63/193, p. 18-19. Ce document est un élément capital pour le chercheur sur les services secrets britanniques à l'époque.

⁶⁶ Message du 19 juin 1939, TNA KV 4/199.

⁶⁷ « *S.I.S. obtains its intelligence through representatives abroad, some of whom have the functions of Passport Control Officers. (...) The Passport Control Officer's functions are naturally associated with those of obtaining information from applicants for visas or by the employment of secret agents* », *Curry Report*, op. cit., p. 16, TNA KV 4/1.

⁶⁸ « *The activities of our Passport Control Officers all over the world are perfectly well-known* », Jeffery, Keith, op. cit., p.314.

⁶⁹ West, Nigel, *M.I.6: British Secret Intelligence Service Operations, 1909-45*, Londres, Grafton Books, Collins, 1988, p. 124-129.

⁷⁰ Ce réalisateur et producteur d'origine hongroise a obtenu la nationalité britannique en 1936. Au début de la guerre, il essaie grâce à ses films de rallier l'opinion publique américaine à la cause britannique, en particulier afin d'encourager l'entrée en guerre des États-Unis. Korda s'est par ailleurs lié d'amitié avec Winston Churchill. Murphy, Robert, « Korda, Sir Alexander (1893-1956) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/34362>, 2004, consulté le 30 août 2015.

⁷¹ Read, Anthony, Fisher, David, *Colonel Z. The Life and Times of a Master of Spies*, Hodder and Stoughton, 1984, p. 176-180.

⁷² « *The execution of the scheme left something to be desired [...] training was rudimentary* », Jeffery, Keith, op. cit., p.315.

Pour le MI5 comme le MI6, la discrétion et le secret sont bien évidemment les maîtres mots des opérations d'espionnage. Les membres de ces agences s'efforcent d'adopter une attitude garantissant la sécurité de leurs opérations. La détention de documents incriminants devait être évitée autant que possible. Ainsi, les Britanniques admirent les compétences d'un de leurs informateurs capable de retenir toutes les données par cœur, sans jamais devoir prendre de notes⁷³. En octobre 1933, le directeur du SIS, Hugh Sinclair, s'est lui-même consacré à la rédaction d'instructions pour garantir la sécurité d'un informateur sur l'Allemagne, le Baron William de Ropp. Celui-ci ne doit rédiger ses rapports que le jour de son rendez-vous avec son contact Frank Foley, chef de la station berlinoise du SIS, et effectuer cette tâche à la dernière minute, « afin qu'il se rende directement au rendez-vous avec ceux-ci, et qu'ils soient en sa possession, ou dans son appartement, le moins longtemps possible⁷⁴ ». Des mesures sont prises jusqu'au quartier général du MI5, où l'on ne néglige pas le danger que représente tout document écrit. Le rapport « *German Secret Service* » dont il est question dans le *Curry Report* (1944-1946), est accompagné de la note suivante : « à garder sous clé⁷⁵ ». Les rapports du MI5 prennent soin de déguiser les sources, comme celui rédigé par la Branche B suite à la crise de septembre 1938 en vue d'amener une réorganisation du MI5 et une augmentation de son personnel, rapport au sujet duquel on lit : « Il fallait naturellement prendre grand soin de cacher l'identité de [une zone effacée] et d'autres Allemands [...] dont provenaient la plupart de ces informations⁷⁶. » Les formules évasives employées dans les rapports témoignent de cet impératif de confidentialité :

1. Un employé allemand du ministère de la Propagande de Goebells, qui sera désigné M.T., a de bonnes raisons personnelles et familiales qui justifient son antipathie pour le régime nazi. Il travaille pourtant pour un organe important de la propagande du N.S.D.A.P.
2. M.T. nous a informé en juillet 1938 qu'un de ses amis avait entendu de façon strictement confidentielle de la bouche d'un chef de district avec qui il est très ami [...] ⁷⁷.

⁷³ « Summary of information », non daté, TNA KV 4/16.

⁷⁴ « So that he walks straight out to the meeting with them, and they are in his possession, or in his flat, for as short a time as possible », Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 296.

⁷⁵ Note « To be kept under lock and key » attachée au rapport « *German Secret Service* », TNA KV 4/16.

⁷⁶ « Great care had naturally to be taken to conceal the identity of [zone effacée] and other Germans [...] from whom most of this information had been derived », *Curry Report*, *op. cit.*, p.90, TNA KV 4/1.

⁷⁷ « 1. A German employed under Dr. Goebbel's Propaganda Ministry, who will be described as Herr T., has strong personal and family reasons for antipathy to the Nazi regime. He is however working for an important organ of N.S.D.A.P. propaganda.

2. Herr. T. informed us in July, 1938 that a friend of his had heard in the strictest confidence from a Gauleiter [en allemand dans le texte anglais] with whom he is on terms of close personal friendship [...], « Summary of Information –D », TNA KV 4/16.

Les services secrets britanniques parviennent à ouvrir un courrier destiné au Dr. Richter à Hambourg, qui était soupçonné d'être un espion, et ils y découvrent une pellicule photographique. Afin de ne pas révéler la surveillance dont ces correspondances font l'objet, et de voir ainsi cette source se tarir, le courrier, une fois allégé des documents qui représentent un danger pour le Royaume-Uni, est tout de même envoyé à son destinataire initial, après que l'enveloppe a été abîmée afin de faire croire que le colis a été accidentellement endommagé par les services de la poste⁷⁸. De la même façon, lorsque les Allemands font parvenir un transmetteur à SNOW, les Britanniques l'étudient méticuleusement puis le remettent à sa place pour que SNOW ne se doute pas qu'ils s'en sont emparés⁷⁹.

L'utilisation immédiate d'une information peut compromettre sa source. Ainsi, SNOW a donné aux Britanniques la piste d'un homme, en leur déconseillant d'intervenir trop rapidement, pour qu'il ne soit pas lui-même compromis⁸⁰. De même, il demanda à la *Special Branch* de ne pas ouvrir un courrier ou télégramme qu'il adresse à un certain Dr. Wentzel afin de ne pas éveiller les soupçons de celui-ci : en effet il espère obtenir des informations supplémentaires pour les Britanniques, ce qui n'aurait pas lieu si les Allemands étaient méfiants⁸¹. On aborde ici un dilemme central pour la protection des sources de renseignement : préserver sa source de renseignement pour obtenir des informations peut comporter des dangers, et il revient aux officiers responsables des réseaux d'espions de décider si le gain potentiel justifie de courir ce risque. Dans cette perspective, un cas particulièrement intrigant est celui de Joseph Kelly, qui est arrêté parce qu'il a vendu aux services de renseignement allemands des plans d'une usine d'importance stratégique en cas de guerre. Il est condamné à dix ans de prison. Or, bien que la consultation du fichier du MI5 sur Kelly ne révèle rien d'inhabituel⁸², on découvre un tableau bien différent dans les archives du Cabinet :

On est entré par effraction dans le bureau de l'agent de l'entrepreneur à l'usine. [...] Il [Kelly] ne fut arrêté que le 20 mars, et pendant les semaines précédentes, avec l'aide du

⁷⁸ Mémoire par Room 30, 13 juillet 1938, TNA KV 2/445.

⁷⁹ Copie d'un rapport de la Special Branch daté du 1 septembre 1939, TNA KV 2/445.

⁸⁰ Transcription de notes prises à Scotland House le 24 septembre 1938, lors de l'interrogatoire de SNOW par le colonel Hinchley-Cooke en présence d'un commissaire et d'un inspecteur de la Special Branch dont les noms ont été effacés, TNA KV 2/445.

⁸¹ Note de Special Branch, 28 septembre 1938, TNA KV 2/445.

⁸² Fichiers du MI5 sur Joseph Kelly, disponibles aux Archives britanniques sous les références TNA KV 2/359 et TNA KV 2/360.

Consul allemand, il s'était mis en contact avec le Service Secret allemand en se rendant en Allemagne⁸³.

Ceci tend à confirmer l'affirmation de John Bulloch dans son ouvrage *M.I.5. The Origin and History of the British Counter-Espionage Service*⁸⁴. Selon lui, le *Security Service* aurait délibérément laissé partir Kelly en Allemagne pour découvrir les membres du réseau de renseignement allemand et le démanteler. Cet exemple nous permet de réfléchir sur un procédé fréquemment employé par les services de renseignement à travers le monde, qui consiste à livrer quelques détails sur son propre pays en vue d'un plus grand gain d'informations sur l'ennemi.

Afin de protéger l'anonymat des agents du MI5, et donc des sources, les officiers du MI5 doivent éviter d'« apparaître au grand jour⁸⁵ », et confient autant que faire se peut les activités dites « exécutives » (l'exemple des arrestations et des perquisitions est cité) aux forces de police⁸⁶. L'utilisation des informations recueillies par le MI5 dans le cadre de procès s'avère problématique. L'importance de ne pas compromettre des sources à ces occasions est soulignée. La question est notamment soulevée à la fin des années 1920. La réponse fournie est très claire :

On peut dire que généralement, [...] aucun agent, informateur ou source secrète n'est jamais sacrifié. [...] Le sacrifice d'un informateur est vraiment le dernier recours. Cela affecte non seulement l'individu mais le crédit du Service, c'est-à-dire, mis à part l'interception de documents, tout ce qui sert de base de travail au S.S. Les agents et les informateurs refuseront tout simplement de travailler s'ils ne sont pas sûrs que la règle fondamentale de ne pas les donner sauf avec leur approbation expresse est respectée. Quand on enfreint cette règle les Services britanniques sont perdants partout dans le monde⁸⁷.

Deux points sont à retenir ici. Le MI5 refuse de compromettre une source afin de fournir des preuves à un procès, pas seulement afin de pouvoir continuer à exploiter celle-ci,

⁸³ « *The office of the contractor's agent at the factory had been broken into [...] He [Kelly] was not arrested until the 20th of March, and during the preceding weeks he had, with the help and assistance of the German Consul at Liverpool, placed himself in communication with the German Secret Service by travelling to Germany* », annexe à une lettre émanant du bureau du Director of Public Prosecutions pour Lord Maurice Hankey, 11 avril 1940, TNA CAB 127/383.

⁸⁴ Bulloch, John, *M. I. 5. The Origin and History of the British Counter-Espionage Service*, Londres, Arthur Barker, 1963, p. 166.

⁸⁵ « *Come into the open* », *Curry Report*, op. cit., p. 12 bis, TNA KV 4/1.

⁸⁶ « *Executive action* », *ibid.*, p. 13, TNA KV 4/1.

⁸⁷ « *It can be said that generally, [...] no agent, informant, or secret source is ever sacrificed. [...] The sacrifice of an informant is the last measure of all. It affects not only the individual but the credit of the Service, i.e. barring interception of documents, all the S.S. has to work upon. Agents and informants simply will not work unless they are sure that the fundamental rule of not giving them away except with their express sanction is adhered to. When this rule is broken the British Services lose all over the world* », document datant vraisemblablement de 1927, sans indications sur l'auteur et le destinataire, TNA KV 4/414.

mais également pour préserver le service de façon pérenne. En effet, si les informateurs du MI5 savent que leur anonymat n'est pas garanti, ils ne fourniront aucune indication. Le débat n'est cependant pas clos, comme l'illustre un épisode de 1937 par exemple : après un entretien avec Sir James Rae du Trésor, le Directeur-Général du MI5 se plaint que celui-ci ait demandé que les informateurs témoignent aux procès visant à évincer des installations sensibles des hommes qui pourraient constituer une menace pour le pays. Le Directeur-Général émet naturellement de fortes objections⁸⁸. De façon peu surprenante, il est décidé que « le MI5 ne sera pas représenté à l'audience⁸⁹ ».

Enfin, d'autres sources de renseignement existent. Les prisonniers en particulier s'avèrent être détenteurs d'informations précieuses, et obtenir celles-ci est un art complexe. Maintenir le secret sur les techniques employées lors des interrogatoires et pendant l'incarcération de ces hommes permet de s'assurer que de nombreuses données pourront être collectées auprès de ces prisonniers, et ainsi de préserver la valeur de ces sources de renseignement. Les méthodes adoptées pour recueillir des détails sur l'ennemi restent secrètes, car les dévoiler aurait pu inciter les prisonniers de guerre à être plus prudents ou circonspects dans leurs confessions et leurs discussions avec leurs co-détenus. Ceci est illustré par le cas des microphones disposés dans les prisons. La plupart des soldats allemands sont conscients qu'ils sont placés sous écoute juste après leur interrogatoire. Si bien qu'ils surveillent leurs propos, ce qu'ils n'auraient pas fait auparavant. Cependant ils croient généralement que cette écoute ne va pas au-delà d'une durée d'une heure environ. Leur méfiance se relâche donc fréquemment après ce délai, pour la plus grande satisfaction des Britanniques. S'ils avaient connu les modalités de cette écoute, ils seraient demeurés silencieux et cette source précieuse se serait tarie⁹⁰.

Coopération avec les services de renseignement français dans l'entre-deux-guerres

Les tractations entre les services des différents pays concernant le partage d'informations sont particulièrement révélatrices des diverses mesures mises en place pour protéger les sources de renseignement, et permettent l'adoption d'une perspective

⁸⁸ Note de février 1937, TNA KV 4/414.

⁸⁹ « *M.I.5 will not be represented at the hearing* », « Memorandum on the Procedure to be Followed in Appeals to the Advisory Committee Appointed under no. 18b of the Defence Regulations », par le brigadier G. St. J. Pilcher, 17 septembre 1939, TNA KV 4/393.

⁹⁰ *A Digest of Ham*, histoire du Camp 020, p. 74, TNA KV 4/13.

comparative. À première vue, l'étude des archives laisse penser qu'il existe une coopération totale entre les Britanniques d'une part, et les Français et Polonais d'autre part. Ceci surprend lorsque l'on connaît l'inclination à la réserve des agences secrètes et les relations traditionnellement tendues entre la France et la « perfide Albion ». Il semble y avoir un échange complet d'informations, sans souci de protection des sources. Par exemple, un extrait d'un rapport d'avril 1936 contient le passage suivant : « Il y a quelques années l'état-major français nous a donné des informations détaillées sur la méthode employée par les Allemands pour utiliser Enigma⁹¹ ». Il semblerait que la coopération entre Français et Britanniques soit ancienne, et une telle générosité de la part des Français laisse supposer qu'eux aussi recevaient des informations de poids de la part des Britanniques. La collaboration entre les services de renseignement de ces deux pays est ancienne, comme l'illustre par exemple leur association dans le cadre des entretiens avec le défecteur soviétique Boris Bajanov, en 1928⁹², mais aussi leur association pendant la Première Guerre mondiale⁹³. Les deux pays ont coopéré dans les années 1930 dans leurs investigations sur l'Allemagne. Les visites régulières entre les agents des services des deux pays en sont le gage⁹⁴. Cette association poussée surprend lorsque l'on connaît les tensions entre les diplomates britanniques et français et les dirigeants des deux pays à l'époque. Wilfred « Biffy » Dunderdale, chargé de la liaison avec la France, rencontre le lieutenant Paul Paillolle, du Service de centralisation des renseignements dédié au contre-espionnage en 1937. Stewart Menzies, l'adjoint du directeur du SIS, rencontre le colonel Rivet, le chef du Service de Renseignement, en octobre 1937. Cette coopération est particulièrement poussée dans le domaine de la cryptanalyse, où elle s'intensifie à partir de 1936, en particulier sur les codes allemands⁹⁵. On lit dans un document intitulé « *Liaison with the French* » qui date vraisemblablement de la fin de l'année 1938 la question suivante : « Je souhaiterais que vous me conseilliez sur les limites jusqu'auxquelles cette liaison peut aller⁹⁶. » Cette question délicate se pose constamment aux officiers de liaison. Les considérations de sécurité ne sont pas les seules qui motivent les décisions des différents

⁹¹ « *Some years ago French General Staff provided us with detailed information with regard to German method of using the Enigma* », chronologie manuscrite intitulée « French Liaison », mentionnant un rapport du 28 avril 1936, TNA HW 50/10.

⁹² Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 289.

⁹³ Grey, Nigel de, *Allied Sigint Policy and Organisation*, histoire interne non publiée, chapitre X, partie 1 « French Liaison », p. 2, TNA HW/43/78.

⁹⁴ Comme l'illustre tout le fichier des archives britanniques TNA HW 50/10.

⁹⁵ Grey, Nigel de, *Allied Sigint Policy and Organisation*, histoire interne non publiée, chapitre X, partie 1 « French Liaison », p. 1-2, TNA HW 43/78.

⁹⁶ « *I should like to have your guidance as to the limits to which this liaison should go* », lettre pour le Directeur, TNA HW 25/12.

agents. Il faut également conserver certaines informations pour pouvoir au besoin les offrir en échange d'autres éléments à ses associés, conserver des atouts pour peser dans les négociations avec ses alliés. La coopération est également développée avec les Polonais, qui savent par exemple qui est Knox, et à quelles recherches il se consacre⁹⁷. La première image qui se dégage est celle d'un échange complet entre les différents services. Ceci est renforcé par le fait que les correspondances évoquent ce qui est effectivement partagé avec ses alliés. Ce qui ne l'est pas est tout simplement passé sous silence, ce qui ne rend pas la tâche de l'historien aisée. De nombreuses variantes de la machine Enigma étaient en circulation, selon le domaine concerné, et chacune évoluait avec le temps, si bien que des informations précises sur l'une d'entre elles ne signifient pas que l'échange est poussé.

Malgré cette première impression, un dépouillement méticuleux des archives trahit des indices de tensions entre les différents pays. Dans un mémorandum écrit de la main de Denniston, le directeur de la GC&CS, qui fait référence à la visite des Britanniques à Paris en janvier 1939, on lit « Depuis je me suis dit qu'en réalité c'était notre délégation qui se faisait évaluer par les Polonais qui lisaient le trafic à l'époque et voulaient seulement savoir quels progrès nous avions faits.⁹⁸ » Le terme « notre délégation » est en italique dans le texte original, ce qui souligne bien l'étonnement et l'agacement de Denniston qui voit son service ainsi jugé. Il ignore l'étendue de la réussite cryptanalytique des Polonais, qui ont obtenu de grands succès dans leurs recherches sur Enigma. Il estime, de façon erronée, que les Polonais ne pourront pas leur apporter une grande aide. Il voulait juger si coopérer avec eux présente un quelconque avantage, et il s'avère que les Polonais se posent la même question. Chacun cherche à juger de la compétence technique de l'allié potentiel, condition indispensable à une quelconque coopération. Le témoignage d'un des dirigeants polonais confirme cette supposition⁹⁹. Les deux délégations sont réticentes à échanger sur leurs sources d'informations, et souhaitent estimer le professionnalisme de leur associé, assurance de sécurité des sources. Les échanges sont limités, comme le révèle le passage suivant du même texte : « Je ne pense pas, même si maintenant je ne peux en être sûr, qu'ils étaient au courant

⁹⁷ Récit joint à une lettre d'Alastair G. Denniston (directeur opérationnel de GC&CS en 1939) à Frank Birch du 11 mai 1948 et s'appuyant sur son journal de l'époque, p. 3, TNA HW 25/12.

⁹⁸ « *Since then I have thought that it was our party who were being vetted by the Poles who were at that time reading the traffic and only wanted to know what progress we had made* », *ibid.*

⁹⁹ Erskine, Ralph, «The Poles Reveal their Secrets: Alastair Denniston's Account of the July Meeting at Pyry», *Cryptologia*, vol. 30, n° 4, 2006, p. 299.

de notre succès sur l'Enigma commerciale dans sa version utilisée par la marine italienne¹⁰⁰ ». « Ils » fait allusion aux Polonais, et peut-être également aux Français. Cette méfiance envers les Français et le manque de transparence est également discernable dans ce rapport d'une visite à Paris les 17 et 18 avril 1939 : « Nous fûmes aussi autorisés à examiner le matériel reçu de toutes les stations d'interception la veille. Ceci incluait de l'allemand militaire, et aussi une certaine quantité d'espagnol et d'italien ; selon les instructions, nous feignîmes de ne pas y prêter attention¹⁰¹. » Un tournant radical s'opère en juillet 1939, probablement dû aux tensions croissantes en Europe : lors d'une visite de délégations de cryptanalystes français et britanniques (en particulier Knox et Denniston) à Pyry près de Varsovie, les Polonais leur révèlent enfin être capables de déchiffrer Enigma¹⁰². Ils vont même plus loin et font parvenir aux Français et aux Britanniques deux exemplaires de la machine. Le modèle destiné aux Britanniques est acheminé par Gustave Bertrand, qui dirige le service de cryptanalyse du renseignement militaire français, jusqu'à la gare de Victoria à Londres où l'attend Stewart Menzies, l'adjoint au directeur du SIS¹⁰³. Ce don d'une valeur inestimable contribue grandement à leurs succès ultérieurs contre ce système de chiffrement.

Évaluation des services britanniques à la veille de la guerre

De grandes divergences s'observent dans les écrits des historiens sur l'état du renseignement britannique à la veille de la guerre. L'évaluation de ces agences s'avère délicate pour plusieurs motifs, avec en premier lieu la multiplicité des organisations s'attelant à des tâches de renseignement. Surtout, la grande diversité des aires géographiques étudiées et des objets d'investigations ne permet pas de dresser un tableau homogène des résultats du renseignement britannique. Malgré les mesures actives prises afin de veiller à la sécurité des sources de renseignement, le bilan semble très mitigé lorsque la guerre éclate. Les historiens ne parviennent pas à un consensus sur l'efficacité des différents services à cette époque, à l'exception du SIS, au sujet duquel leurs avis sont assez unanimes. Les termes employés par les chercheurs pour décrire les services de renseignement de l'entre-deux-guerres invitent à s'interroger sur leurs succès. Nigel West écrit au sujet du SIS qu'à la mort de son directeur,

¹⁰⁰ « *I do not think though now I cannot be sure that they were aware of our success on the commercial Enigma as used by the Italian Navy* », *ibid.*

¹⁰¹ « *We were also allowed to examine the material received on the previous day from all intercept stations. This included German Military and also a certain amount of Spanish and Italian, of which, under instructions, we appeared to take no notice* », « Report on Visit to Paris, 17, 18 avril 1939 », TNA HW 65/3.

¹⁰² Erskine, Ralph, « The Poles Reveal their Secrets », *op. cit.*, p. 294.

¹⁰³ Bertrand, Gustave, *op. cit.*, p. 60-61.

Sinclair, en novembre 1939, le bilan de ce service est faible¹⁰⁴. Keith Jeffery évoque « l'état inégal et imparfait du renseignement secret dans la période juste avant la guerre¹⁰⁵ » indiquant qu'il faut légèrement nuancer les critiques acerbes qui prédominent à l'égard du SIS. Wesley Wark, se fondant notamment sur les travaux de F.H. Hinsley, qualifie le SIS de « secondaire¹⁰⁶ » pendant toutes les années 1930. De fortes contraintes financières, exacerbées au milieu des années 1930, mais moins pesantes immédiatement avant la guerre, fournissent un début d'explication de cet échec. Pourtant le SIS est en expansion pendant les années 1930, surtout dans la deuxième moitié de la décennie. Il souffre de manques d'informations techniques, et ses estimations des intentions ennemies sont erronées. En juin 1938, selon Malcolm Woolcombe, chef de la section politique de l'agence, une seule source, le baron William de Ropp, fournit au moins 70 % du renseignement politique sur l'Allemagne dont bénéficie le SIS. Ce chiffre révèle que ces services ne disposent pas de suffisamment d'informateurs, ce qui conduit à des jugements incorrects. En janvier 1939, le directeur adjoint du SIS, Stewart Menzies, juge que les Allemands ne se préparent pas sérieusement à attaquer à l'ouest¹⁰⁷. La sévérité qui prédomine chez beaucoup d'auteurs lorsqu'ils dressent un portrait des services de renseignement s'explique partiellement par la comparaison qu'ils dressent avec les progrès qui sont faits pendant la guerre.

Au sujet du MI5, John Bulloch, un journaliste du *Daily Telegraph*, propose un avis plus nuancé, déclarant que, malgré les difficultés financières dont cette agence pâtit elle aussi¹⁰⁸, « [c]ette fois-ci, bien que ce soit grâce à un travail dans l'urgence de dernière minute, les services de sécurité abordaient la guerre préparés et efficaces¹⁰⁹ ». L'historien Christopher Andrew fait la lumière sur les insuffisances du MI5. Son avis est particulièrement significatif parce qu'il est le seul chercheur n'appartenant pas à l'agence à avoir obtenu un accès privilégié à des fichiers non déclassifiés du MI5 et a ainsi pu rédiger l'ouvrage faisant le plus autorité sur ce service. Il révèle que ce n'est qu'en 1937 que l'Allemagne devient la principale cible de l'agence, supplantant l'Union Soviétique¹¹⁰. La lecture des archives laisse penser que malgré de véritables efforts, par manque de moyens notamment, la sécurité des sources était

¹⁰⁴ West, Nigel, *op. cit.*, p. 140.

¹⁰⁵ « *The patchy state of secret intelligence in the period immediately before the war* », Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 300.

¹⁰⁶ « *Peripheral* », Wark, Wesley K., « British Intelligence on the German Air Force and Aircraft Industry, 1933-1939 », *The Historical Journal*, vol. 25, n°3, 1982.

¹⁰⁷ Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 284-286 et p. 291-297.

¹⁰⁸ Bulloch, John, *op. cit.*, p. 160.

¹⁰⁹ « *This time, even though by dint of a last minute rush, the security services were going into the war, prepared and efficient* », *ibid.*, p. 168.

¹¹⁰ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, *op. cit.*, p. 195.

insuffisante. Ainsi par exemple, en août 1939, à la veille de la guerre, la *Special Branch*¹¹¹ s'inquiète d'une possible « fuite » aux quartiers généraux du MI5, sur un indice de SNOW¹¹². Plus généralement, le bilan juste avant que le conflit n'éclate est très mitigé :

[...] l'organisation ne fut pas renforcée à une échelle qui aurait évidemment été désirable si l'on se fonde sur ce qui avait été jugé nécessaire pendant la dernière guerre ; et il n'y avait pas l'ombre d'un doute que les circonstances de la guerre à venir placeraient le Service de Sécurité dans une situation beaucoup plus compliquée et face à des difficultés plus sérieuses¹¹³.

Ce désintérêt pour les services de renseignement eut des conséquences désastreuses. Ainsi, aux plus hauts échelons de l'administration britannique on décrivait le MI5 en évoquant « l'état chaotique du service¹¹⁴ ». Dressant un bilan sur le renseignement britannique à la veille de la guerre, l'historien Christopher Andrew déclare que le Royaume-Uni était « à moitié prêt, et encore !¹¹⁵ » lorsque le conflit a éclaté, et que les Britanniques ignorent les intentions comme les capacités des troupes allemandes.

Les inquiétudes des Britanniques à l'égard des Allemands étaient bien réelles, mais les efforts allemands pour rester en bons termes avec eux les avaient partiellement rassurés. Ils espéraient pouvoir parvenir à un compromis permettant d'éviter la guerre. Pourtant, au début de l'année 1938, le MI5 apprend de sources allemandes qu'un terme a été mis aux efforts de ce pays de s'attirer les bonnes grâces des Britanniques¹¹⁶. Après la crise de Munich de septembre 1938 se pose la question de repenser l'organisation des services de renseignement et surtout du besoin d'augmenter l'effectif de ceux-ci. Elle est soulevée auprès du Premier ministre, Neville Chamberlain, preuve de son importance, mais sans que cela n'ait un impact conséquent, selon John Curry, l'auteur du rapport¹¹⁷. Le besoin d'augmenter les effectifs du MI5 ne cesse d'être répété au cours des années. Pourtant les progrès restent limités. Des événements inquiétants se succèdent, comme l'occupation de la Tchécoslovaquie en mars

¹¹¹ *Special Branch* est chargée en particulier de la surveillance et de l'infiltration des réseaux d'espionnage ou des organisations subversives.

¹¹² Rapport de la *Special Branch* sur SNOW, 18 août 1939, p. 1, TNA KV 2/446.

¹¹³ « *The organisation was not strengthened on a scale which would obviously be desirable on the basis of what was found to be necessary in the last war; and there was no room for doubt that the conditions of the coming war would involve the Security Service in a much more complicated situation and in more serious difficulties* », *Curry Report, op. cit.*, p. 121, TNA KV 4/1.

¹¹⁴ « *The chaotic state of the office* », note pour M. Curry. L'année n'est pas indiquée mais il s'agit probablement de 1945. Le mois, juillet, est quant à lui précisé, TNA KV 4/1.

¹¹⁵ « *At best half ready* », Andrew, Christopher, *Defend the Realm, op. cit.*, p. 241.

¹¹⁶ *Curry Report, op. cit.*, p. 87, TNA KV 4/1.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 91, TNA KV 4/1.

1939, qui augmentent les inquiétudes britanniques sur leur manque de préparation. L'engagement de secourir la Pologne et la Roumanie si leur indépendance est menacée ne laisse plus de doute quant à l'issue de cette période de tension¹¹⁸.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 121, TNA KV 4/1.

I.B. Des services britanniques que la guerre force à se réorganiser

Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. Devant le refus des troupes allemandes de quitter le pays, le Royaume-Uni et la France lui déclarent la guerre le 3 septembre 1939. Cette annonce entérine l'échec de la politique d'apaisement du Premier ministre britannique Neville Chamberlain, symbolisée par l'Accord de Munich de septembre 1938. Son « long combat pour gagner la paix¹¹⁹ » n'a pu empêcher la guerre. Le Royaume-Uni envoie aussitôt le corps expéditionnaire britannique (*British Expeditionary Force*, BEF) en France. Pourtant le début du conflit sur le front de l'ouest est caractérisé par une période étrange où les forces en présence sont généralement réticentes à engager le combat. Néanmoins plusieurs événements font de cette guerre plus qu'une « drôle de guerre ». Cette tendance est illustrée par l'attaque contre le navire HMS Royal Oak, dans la nuit du 13 au 14 octobre 1939. Ce bateau se trouvait dans la base navale britannique de Scapa Flow, dans les Orcades, au nord de l'Écosse. Un sous-marin allemand, le U-47, sous les ordres de Günther Prien, lance des torpilles contre le navire. 833 hommes trouvent la mort. Les Britanniques pensaient leur flotte en sécurité, si bien que cet assaut allemand est accueilli avec incrédulité¹²⁰. Les conséquences sur le moral britannique sont désastreuses. Les Britanniques s'enorgueillissaient particulièrement de leur flotte, et pensaient la base de Scapa Flow à l'abri de toute attaque. Ce désastre rappelle que les hostilités peuvent à tout moment affecter leur existence. Il prouve que le Royaume-Uni est loin d'être invulnérable et souffre de nombreuses faiblesses. Les quatre derniers mois de 1939 permettent d'évaluer les efforts accomplis par les services secrets britanniques, et plusieurs épisodes trahissent des défaillances graves.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les services de renseignement britanniques, sentant que la guerre était une menace très réelle, avaient cherché à se réorganiser dans les quelques années précédant le conflit. Pourtant le bilan reste mitigé à

¹¹⁹ « *Long struggle to win peace* », Déclaration de Neville Chamberlain annonçant que le Royaume-Uni et l'Allemagne sont en guerre, 3 septembre 1939.

¹²⁰ BBC, « HMS Royal Oak Torpedoed », www.bbc.co.uk/history/ww2peopleswar/timeline/factfiles/nonflash/a1144900.shtml, consulté le 9 décembre 2014.

l'entrée en guerre. Cette tendance se poursuit dans les premiers mois de la guerre, causée probablement par des défaillances profondes qui n'ont pas encore été résolues.

Faibles dans la structure même des services de renseignement

Une des premières erreurs commises à la déclaration de guerre concerne la structure même du SIS. Le réseau d'espions du SIS reposait sur une structure double : un grand nombre d'entre eux travaillaient en utilisant comme couverture le service de Contrôle des passeports pour les différentes stations du MI6 à l'étranger, si bien que leur véritable activité n'était plus un secret. Pour éviter cet écueil, un second réseau avait été créé, l'Organisation Z, sous le contrôle de Claude Dansey, dont les couvertures, souvent des activités commerciales, étaient plus variées. Aucun contact n'existait entre les deux organisations afin de préserver l'anonymat des agents de Dansey. Ce cloisonnement est un pilier de la protection des sources de renseignement. Pourtant, lorsque la guerre est déclarée, Dansey décide de fusionner son réseau avec celui du Bureau de Contrôle des passeports. L'historien et journaliste Nigel Jones émet l'hypothèse que Dansey ait pris cette mesure afin de mettre en avant ses succès et de promouvoir ses chances de succéder au directeur du MI6, Hugh Sinclair, alors mourant¹²¹.

Des mesures strictes étaient prises afin de préserver l'anonymat des employés des services secrets. Un article de Martin Sugarman, archiviste de l'AJEX, Association des anciens combattants juifs du Royaume-Uni, nous offre quelques précisions sur ce sujet, suite à des entretiens avec des vétérans de ces agences. Celui conduit avec Ruth Sebag-Montefiore, du SIS, est particulièrement instructif. Il fait partie des rares récits disponibles témoignant des activités de ce service dont les archives, rappelons-le, demeurent classifiées. Il fait ainsi la lumière sur certaines des méthodes de cette agence. En particulier, l'anonymat de ses employés, sur le terrain comme au Royaume-Uni, était cardinal afin de protéger ses sources. Ainsi Ruth Sebag-Montefiore¹²², qui faisait partie des premiers arrivants à *Bletchley Park*, relate que comme ses collègues, afin de ne pas trahir son activité, elle ne payait pas d'impôts sur le revenu. Elle ajoute avec humour que son banquier était très contrarié de ne pas savoir

¹²¹ Best, Sigismund P., *The Venlo Incident: A True Story of Double-Dealing, Captivity, and a Murderous Nazi Plot*, Londres, Frontline / New York, Skyhorse, 2009, p. 12. Le récit de Sigismund Payne Best a été publié pour la première fois en 1950. Il a été republié en 2009 avec une introduction de l'historien Nigel Jones.

¹²² Elle travaille à la Section des Codes du Baraquement 10 de Bletchley, chargée de coder les messages du SIS à destination de l'étranger.

quel était son métier¹²³. Cette pratique est généralisée pour les employés du MI5 et du SIS¹²⁴. On peut cependant s'interroger sur le bien-fondé de ce protocole de sécurité. Les agents du renseignement sont dispensés de payer des impôts ; cette anomalie risque de susciter la curiosité des personnes qui l'apprennent. Peut-être aurait-il mieux valu, comme il est commun dans de nombreux services de renseignement, prétendre que ces employés étaient des fonctionnaires appartenant à d'autres branches bien moins sensibles de l'appareil d'État. Ceci aurait été aisément envisageable, tout du moins pour les agents employés dans les bureaux au Royaume-Uni. Ruth Sebag-Montefiore ajoute qu'elle était chargée de communiquer avec les agents sur le terrain par télégramme, grâce à un code reposant sur le texte d'un roman et un second livre composé de listes de chiffres.

Un tournant a eu lieu en novembre 1939, au décès du chef du SIS, communément désigné du nom de « C », ou « CSS ». Il s'agissait de Hugh Sinclair, que l'on surnommait « Quex ». Né en 1873, il est nommé, après une brillante carrière dans la marine, Directeur du renseignement naval en 1919, fonction qu'il occupe jusqu'en 1921. À la même date, en 1919, on lui confie également la responsabilité de fonder la nouvelle agence de renseignement technique, la GC&CS. Suite au décès de Mansfield Cumming, il succède à celui-ci à la tête du SIS en 1923. Il est également directeur non opérationnel de la GC&CS. Il bénéficie d'une large influence sur le gouvernement. Pourtant, à l'approche de la guerre, les rapports fournis par le SIS font l'objet de critiques très acerbes. Ils ne contiennent pas suffisamment d'informations précises et utilisables. La preuve la plus tangible des insuffisances du SIS est l'épisode de Venlo, présenté plus loin dans ce chapitre, qui se déroule cinq jours après le décès de Sinclair¹²⁵. La question de la succession de Sinclair, en tant que chef du SIS et responsable de la GC&CS, provoque des guerres intestines. Son adjoint, Stewart Menzies (1890–1968), lui succède finalement. Ses premiers contacts avec le monde du renseignement remontent à la Première Guerre mondiale. En tant que « C », Menzies a la lourde tâche de procéder à la réorganisation du SIS, qui avait gravement souffert des coupes budgétaires de l'entre-deux-guerres¹²⁶.

¹²³ Sugarman, Martin, « Breaking the Codes; Jewish Personnel at Bletchley Park », <http://www.bletchleypark.org.uk/resources/filer.rhtm/595696/breaking+the+codes-+jewish+personnel+at+bletchley+park.pdf>, 2008, consulté le 4 mai 2014, p. 29.

¹²⁴ « Interim Report on Security Service », par Lord Hankey, mai 1940, p. 103, TNA CAB 63/193.

¹²⁵ Andrew, Christopher, « Cumming, Sir Mansfield George Smith (1859–1923) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/37331>, 2004, consulté le 9 décembre 2014.

¹²⁶ Anonyme, « Menzies, Sir Stewart Graham (1890–1968) », révision par A. O. Blishen, *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/34988>, 2004, consulté le 9 décembre 2014.

Le renseignement est affecté par des procédures de recrutement hâtives, qui ne permettent pas de mener des enquêtes suffisantes sur les nouveaux employés. Comme cela a été évoqué dans la section portant sur le renseignement britannique avant la guerre, une menace très grave pèse sur les agences du pays, et elle se renforce dès les premiers jours de la guerre. Son origine n'est pas l'Allemagne, mais l'URSS. Ce pays avait été au cœur de l'attention du SIS entre les deux guerres, mais avec la montée d'Hitler en Allemagne il passe au quatrième rang dans la liste des pays préoccupant le SIS, dès le milieu des années 1930¹²⁷. Des agents soviétiques parviennent à intégrer le renseignement britannique, et à gravir ses plus hauts échelons. Il convient de garder à l'esprit le Pacte germano-soviétique du 23 août 1939, qui a bouleversé le contexte politique. Il a également eu un effet inattendu : en associant l'URSS et l'Allemagne, alliés improbables, il a mené beaucoup de Britanniques, entre autres, à quitter le parti communiste, si bien qu'il semblait parfois difficile de croire qu'il puisse encore avoir un appui important.

Entre le début de la guerre et la fin de l'année 1939, l'affaire Anthony Blunt connaît des rebondissements nombreux : ce Britannique est en réalité un agent soviétique, ce qui n'est découvert que bien après la guerre. Il fait partie d'un réseau d'hommes occupant des postes clés du renseignement ou de la politique britannique, et servant en réalité l'URSS, comme Donald Maclean, Guy Burgess, et Kim Philby. Blunt devint en 1947 le directeur du célèbre Institut d'Art Courtauld, et en 1954 conservateur de la Collection Royale¹²⁸. Les révélations sur les véritables allégeances de ces hommes entre les années 1950 et 1980 ont causé un immense scandale. Dès 1937, Blunt avait accepté de chercher de potentielles recrues de talent pour le NKVD¹²⁹. Il avait lui-même cherché à intégrer les services de renseignement britanniques, mais le 29 août 1939 un rapport du MI5 avait « déconseillé de l'employer pour des fonctions de Renseignement¹³⁰ ». Deux motifs pouvaient expliquer cet avis défavorable : son homosexualité, à l'époque illégale, était considérée par les agences de renseignement comme un problème essentiel, car elle pouvait être utilisée comme moyen de chantage. D'autre part, il avait eu des connexions avec les milieux communistes. Ce deuxième point était celui qui avait mené à cette décision. Pourtant en septembre 1939 il entre dans l'armée et

¹²⁷ Christopher Andrew, « Sinclair, Sir Hugh Francis Paget (1873–1939) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/37965>, 2004, consulté le 18 décembre 2014.

¹²⁸ Kitson, Michael, « Blunt, Anthony Frederick (1907–1983) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/30829>, 2004, consulté le 31 juillet 2015.

¹²⁹ Carter, Miranda, *Gentleman espion: les doubles vies d'Anthony Blunt*, trad. Bernard Blanc, Paris, Payot, 2006, p. 193.

¹³⁰ « Inadvisable to employ him on Intelligence duties », Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 239.

est affecté au Corps du renseignement (*Intelligence Corps*). Il reçoit une convocation pour le 16 septembre pour une formation au renseignement. Seulement dix jours plus tard, il se voit radié du cours par le colonel John Shearer. Il raconte : « J'ai été convoqué ce matin par le colonel Shearer, l'officier qui dirige Minley [où avait lieu la formation], et il me dit qu'il avait reçu l'ordre du ministère de la Guerre qu'en aucune façon je ne devais travailler pour le renseignement quel qu'il soit. Il ne m'a pas montré la lettre mais m'a dit que la raison n'était pas donnée mais que les ordres étaient absolument catégoriques.¹³¹ » Il est convoqué quelques jours plus tard à un entretien avec le général de brigade Martin, chef adjoint du renseignement militaire, qui lui explique que ses liens passés avec les milieux communistes et avec l'URSS, où il s'est rendu, le rendent suspect. Il répond que c'est pour son métier d'historien de l'art qu'il s'était intéressé aux théories marxistes. Le 14 octobre, le ministère de la Guerre l'autorise à reprendre sa formation. Toutes les informations glanées lors de ces formations sont transmises à Moscou, en particulier une description détaillée de la structure du renseignement britannique datée du 17 novembre 1939¹³². Plus tard il rejoint le MI5 où il occupe un poste très élevé lui permettant d'informer les Soviétiques sur le réseau d'agents doubles britanniques et sur leur déchiffrement de la machine Enigma, entre autres révélations¹³³. L'historien Nigel West et Oleg Tsarev, qui a lui-même espionné le Royaume-Uni pendant la Guerre froide, ont obtenu un accès exceptionnel aux fonds russes recelant les révélations des espions soviétiques, qu'ils décrivent dans un ouvrage unique, *The Crown Jewels*. Ils soulignent le volume très conséquent des renseignements fournis par ces agents¹³⁴.

Le début de la guerre permet cependant de mettre en place un certain nombre de protocoles afin d'obtenir le plus d'informations possibles des différentes sources existantes et d'assurer leur pérennité. En particulier, la déclaration de guerre invite à réfléchir sur les méthodes d'interrogatoire des prisonniers de guerre. Quelques premiers jalons sont posés. Il est requis que ceux-ci soient interrogés le plus tôt possible, par une personne relevant de la

¹³¹ « *I was this morning summoned by Colonel Shearer, the Commanding Officer at Minley, and told that he had received orders from the War Office that I was on no account to be used in intelligence of any kind. He did not show me the letter but told me that no reason was given but that the orders were absolutely categorical* », West, Nigel, Tsarev, Oleg, *The Crown Jewels: The British Secrets at the Heart of the KGB Archives* [1998], Londres, HarperCollins, 1999, p. 135.

¹³² *Ibid.*, p. 127-144.

¹³³ Carter, Miranda, *op. cit.*, p. 320.

¹³⁴ West, Nigel, Tsarev, Oleg, *The Crown Jewels, op. cit.*, 1999.

même branche de l'armée (qu'il s'agisse de l'armée de terre, de l'air, ou de la marine)¹³⁵, afin de s'assurer que l'interrogateur dispose de suffisamment de connaissances pour que l'entretien soit fructueux. De plus, les prisonniers, lors de leur acheminement vers leur centre de détention, doivent être séparés selon ces trois branches, mais également selon leur grade, en distinguant officiers, sous-officiers et autres rangs, et le reste des troupes¹³⁶. Plus généralement, les différentes sections chargées de renseignement insistent sur le secret qui doit entourer leurs activités et leurs méthodes. Le sergent F. Sidney Cotton, qui a la mission de développer une unité de renseignement aérien secret, se plaint des obstacles, contraintes administratives en particulier, qu'il rencontre, qui nuisent au secret et à la sécurité des opérations qu'il envisage¹³⁷. De façon similaire, une des sources du MI5 repose sur les écoutes téléphoniques des communications entre le Royaume-Uni et l'Irlande. Cependant il est indispensable que cette pratique reste secrète, afin que les suspects ne prennent pas de précautions lors de leurs échanges. Lorsque ce renseignement est utilisé, les officiers doivent avoir recours à une « couverture » laissant penser que leur source était autre¹³⁸.

La débâcle du renseignement britannique à Venlo

Malgré les apparences, la politique d'apaisement se poursuit pourtant au-delà du 3 septembre, de façon secrète. Les services britanniques sont au premier plan de tractations pour essayer d'éviter que les hostilités n'éclatent véritablement, coûtant des milliers de vies. Ces efforts se concentrent sur des négociations menées par des agents aux Pays-Bas avec des Allemands prétendant être des officiers haut gradés. La fusion des services de Dansey et du Contrôle des passeports conduit Sigismund Payne Best, du réseau Dansey, à travailler sous les ordres de Richard Stevens, le chef de la station SIS à La Haye. Ce dernier est décrit par l'historien Nigel Jones comme « inexpérimenté¹³⁹ ». Best était en contact avec des officiers allemands qui disaient chercher à renverser les nazis et à parvenir à un accord de paix, les généraux von Rundstedt, Dorsheim et Wiedersheim, ainsi que le colonel Teichmann. Teichmann indique que Wiedersheim a assisté à une réunion avec Heinrich Himmler lui-

¹³⁵ Rapport d'une réunion dirigée par le colonel A. Craig de la marine britannique, sans date, p. 1, TNA KV 4/302.

¹³⁶ Lettre de MacLeod, 17 octobre 1939, TNA KV 4/302.

¹³⁷ Lettre non signée mais émanant selon toute vraisemblance du sergent F. Signey Cotton, pour le major F.W. Winterbotham, chargé du volet aérien du SIS, 19 septembre 1939, TNA AIR 40/1495.

¹³⁸ Journal de Guy Liddell, 3 novembre 1939, TNA KV 4/185.

¹³⁹ « *Inexperienced* », Best, Sigismund P., *op. cit.*, introduction de Nigel Jones, p. xii.

même qui a affirmé que « tout devait être fait pour obtenir la paix¹⁴⁰ ». Le chef du SIS est alors mourant, mais son adjoint Stewart Menzies est informé de tous les développements de cette affaire, tout comme le ministre des Affaires étrangères, Lord Halifax¹⁴¹. Nigel Jones souligne que Best a exprimé la plus grande méfiance sur ces émissaires allemands et leurs véritables desseins. Pourtant, Lord Hankey, ministre sans portefeuille chargé des services de renseignement, faisant référence à un rapport sur les tractations, le décrit comme « un des documents les plus encourageants que j'ai lus¹⁴² ». Le Premier ministre Neville Chamberlain donne son aval pour la poursuite des négociations, tout comme le Cabinet de Guerre le 1^{er} novembre. Tous les protagonistes recommandent cependant la plus grande prudence. Stevens et Best ont plusieurs entrevues avec différents agents allemands de cette prétendue conspiration. Les Pays-Bas sont neutres mais le chef du renseignement militaire néerlandais, le général K.W. van Oorschot, délègue un de ses agents, le lieutenant Dirk Klop, pour accompagner les deux Britanniques. Le 9 novembre 1939, ceux-ci se rendent avec leur chauffeur et Klop à Venlo à la frontière allemande pour un rendez-vous avec leur contact allemand. Le chef de la délégation allemande, le capitaine « Schaemmel » les salue. Il s'agit en réalité d'un signal pour indiquer à ses acolytes d'ouvrir le feu et de capturer les Britanniques et Klop. Ce dernier reçoit un coup mortel. Les officiers allemands sont en réalité à la solde du *Sicherheitsdienst*, le service de sécurité des SS, et non des dissidents antinazis. Cette brillante opération est menée par Schaemmel, de son vrai nom Walter Schellenberg¹⁴³, qui devient le chef du renseignement extérieur allemand du RSHA en 1941. Les deux Britanniques demeurent captifs des Allemands pendant toute la guerre.

Cet épisode suscite beaucoup d'inquiétude chez les Britanniques. Pendant très longtemps, ils ne disposent que de très peu d'informations sur les événements. Les archives sur le sujet abondent d'informations erronées. Ceci s'explique peut-être par le fait que les fonds dont on dispose actuellement sont ceux du ministère des Affaires étrangères, et du MI5, qui n'étaient pas directement impliqués dans les détails du fonctionnement du SIS, même si les termes d'un potentiel accord sont soumis aux diplomates au fil de ces tractations. En particulier, les Britanniques s'interrogent sur le lieu exact de l'incident, et ont des difficultés à déterminer s'il a eu lieu aux Pays-Bas ou en Allemagne. Dans le premier cas, les Allemands auraient violé la neutralité hollandaise en conduisant leur attaque, ce qui pouvait être utilisé

¹⁴⁰ « [Himmler had] insisted that everything be done to obtain peace », Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 382.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 382-385.

¹⁴² « One of the most cheering documents I have read », Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, *op. cit.*, p. 244.

¹⁴³ Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 382-385.

dans la propagande contre eux si les Pays-Bas acceptaient d'exprimer leur indignation – cependant ceux-ci sont soucieux de taire leur implication dans ces pourparlers qui menacent leur neutralité, en particulier du fait de la présence d'un de leurs représentants à Venlo. Si l'incident avait eu lieu en Allemagne, les retombées auraient été encore plus graves pour les Britanniques. La seconde zone d'incertitude concerne le destin même de leurs agents après l'altercation du 9 novembre. Dans un premier temps les officiers britanniques croient que leurs deux hommes ont été exécutés¹⁴⁴. Ils apprennent ensuite que les agents, dont ils découvrent alors l'identité, sont peut être encore vivants et ont été enlevés¹⁴⁵. Longtemps l'incertitude demeure : les « conspirateurs allemands » étaient-ils vraiment ce qu'ils prétendaient ou s'agissait-il depuis le début d'agents des services secrets cherchant à duper les Britanniques ? Le 22 novembre 1939, « C », le chef du SIS, pense encore qu'initialement ces démarches de paix avaient été authentiques¹⁴⁶. Les correspondances avec ceux que l'on espère être des dissidents allemands se poursuivent après cet incident, jusqu'au 22 novembre, date à laquelle ceux-ci envoient le message suivant aux Britanniques : « Correspondre avec des personnes imbues d'elles-mêmes et stupides devient ennuyeux à la longue. Vous comprendrez que nous mettions un terme à ces contacts. Avec les salutations de l'Opposition Allemande, vos bons amis ». Cette missive est signée « La Police Secrète Allemande¹⁴⁷ ». Alexander Cadogan commente ce message en indiquant que la seule véritable conclusion que l'on puisse en tirer est que la *Gestapo* est en possession du poste radio et du code que les deux agents britanniques avaient donnés à leurs interlocuteurs allemands. Il indique que ces deux dispositifs « ne sont pas du tout importants¹⁴⁸ ». Ceci signifie vraisemblablement que la détention de ces objets ne constitue pas un risque pour les autres réseaux britanniques qui sont encore en opération, et en particulier que la possession de ces codes ne permet pas de déchiffrer d'autres communications. Il aurait été surprenant qu'il en soit autrement, sachant à quel point l'entreprise était périlleuse, ce que les Britanniques savaient parfaitement. Pour le

¹⁴⁴ Télégramme n° 183 de Sir Neville Bland à La Haye pour Gladwyn Jebb, 10 novembre 1939, TNA FO 1093/200.

¹⁴⁵ Télégramme n° 190 de Sir Neville Bland à La Haye pour Gladwyn Jebb, 10 novembre 1939, TNA FO 1093/200.

¹⁴⁶ Rapport de « C », Steward Menzies, 22 novembre 1939, p. 1, TNA FO 1093/200.

¹⁴⁷ « *Corresponding with conceited and foolish people becomes boring in the long run. You will understand our breaking off relations. Best wished from your good friends the German Opposition.*

(Signed) GERMAN SECRET POLICE », les majuscules sont présentes dans le document original. Message retranscrit qui est accompagné d'une longue note manuscrite par Alexander Cadogan, 22 novembre 1939, TNA FO 1093/200.

¹⁴⁸ « *Neither matter at all* », *ibid.*

reste, les Britanniques demeurent incertains. Ils se demandent si ces « Généraux¹⁴⁹ » - c'est le terme employé pour faire référence à ces supposés dissidents allemands – ont jamais existé, ou s'il s'agit depuis le début d'une manœuvre de la *Gestapo* ? Cette agence a peut-être capturé ces dissidents et détourné l'émetteur initialement utilisé de façon authentique. Ce n'est évidemment pas le cas, comme le révèle la véritable identité de « Schaemmel ».

Cet incident met en péril les sources de renseignement britanniques, de plusieurs manières. Guy Liddell, sous-directeur de la Division B (contre-espionnage et contre-subversion) du MI5, commente cette tragédie dans son journal. En date du 12 novembre, soit trois jours après les événements, il dit ne pas avoir de détails sur cet incident et évoque les répercussions probables : « On a appris aujourd'hui un autre coup dur. [...] Le danger est que S. portait généralement sur lui une liste de ses agents dans sa poche de gilet. Pour l'instant personne ne sait ce qu'il avait sur lui. Dick s'est immédiatement mis en contact avec son agent à La Haye, dont S. connaissait l'identité, et lui a donné l'ordre de se rendre à Bruxelles et de rentrer en avion. Elle l'a fait¹⁵⁰. » « Dick » est Dick White, qui devient directeur du MI5 en 1953 puis du SIS en 1968. Il est étonnant que Liddell apprenne cette débâcle du SIS avec un retard de trois jours. Il n'appartient certes pas au MI6 mais au MI5, mais les contacts entre les deux agences sont très importants. Cet agent qui a été rapatrié en urgence est l'agent du MI5 « Susan Barton », britannique mais dont la nationalité initiale était allemande, dont on avait espéré qu'elle infiltre l'ambassade allemande à La Haye¹⁵¹.

Les Britanniques s'interrogent sur l'étendue des révélations des deux agents britanniques lors de leurs interrogatoires par les Allemands. À la mi-décembre 1939 les Allemands ont une image précise des réseaux des deux agents et à l'automne 1940 des réseaux plus larges de Dansey et du SIS. Les deux hommes leur auraient révélé beaucoup d'informations tout simplement parce qu'ils pensaient que les Allemands les possédaient déjà¹⁵². Best élude complètement cette question dans son récit de l'incident et de sa captivité¹⁵³. Un rapport d'interrogatoire de Traugott Protze, officier de l'*Abwehr* qui dirigeait un réseau de renseignement dans la région, tend à confirmer les accusations les plus sévères portées par certains contre les deux agents britanniques : « Selon le sujet, STEVENS, qu'il

¹⁴⁹ « The "Generals" », *ibid.*

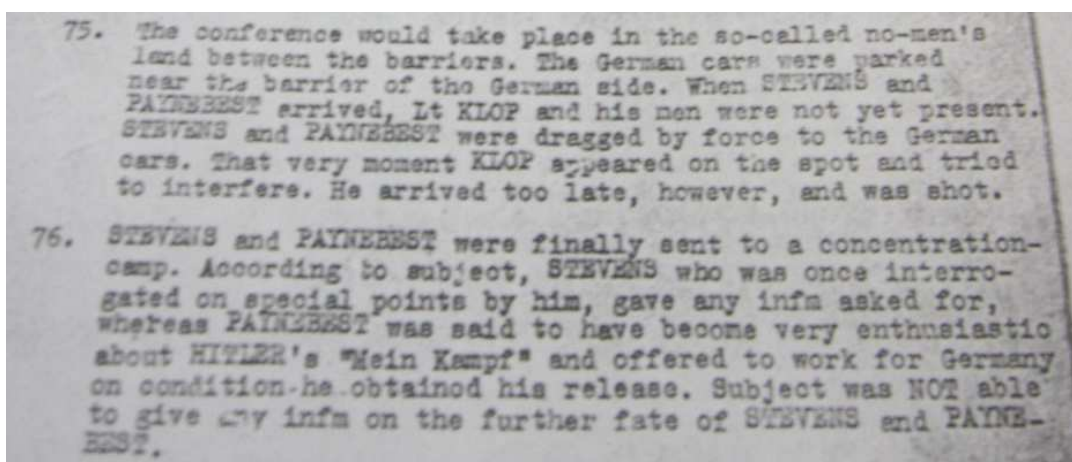
¹⁵⁰ « Today comes the news of another blow. [...] The danger is that S. generally carried a list of his agents in his vestpocket. Nobody knows at the moment what he had on him. Dick immediately got into touch with his agent at the Hague, whose identity was known to S. and instructed her to make her way to Brussels and return by plane. This she has done », journal de Guy Liddell, 12 novembre 1939, TNA KV 4/185.

¹⁵¹ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, *op. cit.*, p. 242-244.

¹⁵² Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 386.

¹⁵³ Best, Sigismund P., *op. cit.*, 2009.

interrogea sur des points particuliers, a donné toutes les informations demandées, tandis qu'on disait que PAYNEBEST était devenu un grand admirateur de *Mein Kampf* de Hitler et proposait de travailler pour l'Allemagne à condition qu'on le libère[...] ¹⁵⁴ » :



Une des incertitudes quant à l'étendue des révélations des deux hommes est liée à la présence au sein de la cellule SIS de La Haye d'un agent double servant en réalité l'*Abwehr*, Folkert van Koutrik. Il demeure impossible de savoir ce qu'il a révélé aux Allemands sur le fonctionnement de l'agence, mais également la part qu'il a joué dans l'incident de Venlo ¹⁵⁵.

Les retombées sont très préjudiciables pour les ambitions professionnelles de Dansey. De même, Menzies, l'adjoint de Sir Hugh Sinclair, qu'il remplace après son décès, a supervisé cette opération : le début de son mandat ne se passe pas sous les meilleurs auspices. Le SIS traverse une crise très grave suite à ces événements ¹⁵⁶. Mavis Batey, de son nom de jeune fille Lever, qui a travaillé sous les ordres du célèbre cryptanalyste britannique Alfred Dillwyn Knox, et a elle-même contribué au succès de son pays contre les codes allemands, explique les répercussions de cet incident en termes d'organisation au Royaume-Uni. Cette débâcle conduit à faire déménager hors de *Bletchley Park* le centre de communications du MI6, qui est relocalisé non loin de là, à *Whaddon Hall* ¹⁵⁷. À un problème croissant de place s'ajoute le besoin de cloisonner les activités. Ce « cloisonnement » est un maître mot dans la protection des différentes sources de renseignement pendant la Seconde Guerre mondiale. De plus, séparer ce centre de communications des activités de cryptanalyse permet d'éviter qu'en triangulant la position des émetteurs britanniques les ennemis ne puissent localiser le centre de cryptanalyse. Afin de redorer l'image de son service, Menzies établit un rapport sur la

¹⁵⁴ Rapport d'interrogatoire de Protze, p. 12, TNA KV 2/1740.

¹⁵⁵ Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 385.

¹⁵⁶ Journal de Guy Liddell, 24 novembre 1939. TNA KV 4/185.

¹⁵⁷ Batey, Mavis, *Dilly: The Man Who Broke Enigmas*, Londres, Dialogue, p. 87.

situation du SIS, soulignant que malgré l'efficacité de leurs ennemis, le renseignement britannique connaît certains succès indéniables et bénéficie d'informations précieuses, ce qu'il oppose à la débâcle des agences pendant la Première Guerre mondiale¹⁵⁸.

Les services diplomatiques sont très affectés par cet épisode, qui a trahi l'existence d'activités de renseignement parmi les officiers de Contrôle des passeports. Les responsables soulignent l'ironie de cette condamnation, car les Allemands ont recours à des stratagèmes similaires¹⁵⁹. Le ministère des Affaires étrangères britannique ordonne de mettre un terme à toutes les activités d'espionnage aux Pays-Bas, mais suite à plusieurs interventions un reliquat de réseau demeure dans la région¹⁶⁰. Cet incident a des répercussions sur toutes les négociations ultérieures avec les groupuscules allemands se disant d'opposition et souhaitant négocier des accords de paix avec les Britanniques, qui accueillent ces démarches avec les plus grandes réticences. Churchill en particulier, qui avait manifesté sa méfiance dès le début de cette opération, s'oppose fermement à toute tractation pendant le reste de la guerre. Lors de la préparation de l'attentat contre Hitler en juillet 1944, les comploteurs sollicitent l'appui de Londres, mais se heurtent à une fin de non recevoir¹⁶¹. L'incident de Venlo est publié dans la presse, révélant que Chamberlain n'a pas encore complètement renoncé à sa politique d'apaisement et recherche un compromis avec l'Allemagne, révélations très néfastes. La diplomatie britannique a cherché à passer cet épisode sous silence. Une note du 13 novembre 1939 de la main de « C », à la tête du SIS, indique que sur les instructions de Sir Alexander Cadogan et après avoir consulté Sir Nevile Bland, « C » a émis un « ordre “ D ” ¹⁶² » interdisant à la presse toute nouvelle référence à cet épisode. Les services britanniques ont régulièrement recours à ces « ordres “ D ” » lorsqu'ils veulent taire un incident, ce qui est favorisé par une importante culture du secret qui caractérise la société britannique, en particulier à ses plus hauts échelons. Les Pays-Bas prennent des mesures similaires, et en date du 13 novembre les journaux allemands n'ont pas encore fait référence à l'épisode¹⁶³. L'incident a été utilisé par Hitler de diverses façons. Le kidnapping se déroule le lendemain de l'attentat à Munich visant à tuer le Führer, organisé par Georg Elser. Hitler essaie de faire porter le blâme sur le SIS qui aurait été derrière cet attentat. Ceci fournit une excuse pour

¹⁵⁸ Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 332.

¹⁵⁹ Message de Sir Neville Bland pour Lord Halifax, le ministre des Affaires étrangères britannique, 22 novembre 1939, TNA FO 1093/200.

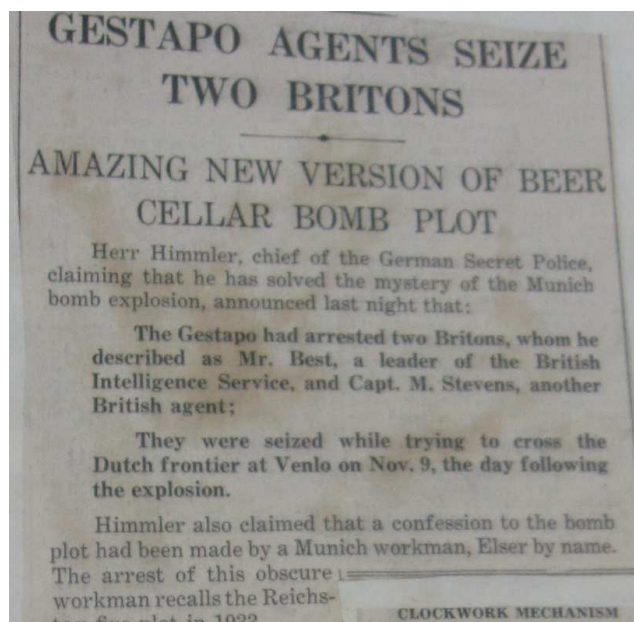
¹⁶⁰ Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 386.

¹⁶¹ Best, Sigismund P., *op. cit.*, p. XVI.

¹⁶² « “D” Notice », note de « C », 13 novembre 1939, TNA FO 1093/200.

¹⁶³ Télégramme de Sir N. Bland pour Gladwyn Jebb, 13 novembre 1939, TNA FO 1093/200.

l'incursion hors des frontières allemandes. Les autorités britanniques décident de permettre aux journaux britanniques de traiter de cette question afin d'offrir une autre version des événements que celle donnée par Himmler. Un article du *Daily Telegraph* du 22 novembre 1939 détaille ces accusations :



164

Il n'existait en réalité aucun lien entre les deux événements, mais les critiques à l'égard des Britanniques sont acerbes¹⁶⁵. D'autre part Hitler indique qu'en s'associant aux Britanniques à Venlo, les Pays-Bas ont violé leur neutralité, excuse qu'il utilise plus tard lors de l'invasion du pays¹⁶⁶. Le général van Oorschot doit démissionner¹⁶⁷. Les Pays-Bas se trouvent dans une situation très délicate après cet épisode, et les relations avec le Royaume-Uni sont affectées en conséquence. Sir Neville Bland, qui représente le ministère des Affaires étrangères à La Haye, doit user de tous ses talents de diplomate pour éviter une rupture totale entre les deux pays¹⁶⁸.

De telles déconvenues ne sont pas l'apanage du SIS. En effet, d'autres incidents, de moindre importance certes, affectent aussi le MI5. En particulier, le 3 novembre 1939, Guy Liddell rapporte qu'un informateur sur l'Union Britannique des Fascistes (B.U.F.) a été

¹⁶⁴ « Gestapo Agents Seize Two Britons », *The Daily Telegraph*, 22 novembre 1939, TNA FO 1093/200.

¹⁶⁵ Brown, Anthony C., *La Guerre secrète : le rempart des mensonges*, trad. Yolande Mauvais et Yvonne Dubois, Paris, Pygmalion/Gérard Watelet, 1981, p. 210.

¹⁶⁶ Best, Sigismund P., *op. cit.*, deuxième de couverture.

¹⁶⁷ Journal de Guy Liddell, 24 novembre 1939, TNA KV 4/185.

¹⁶⁸ Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 386.

compromis, résultat d'une fuite chez les autorités britanniques¹⁶⁹. Cette organisation était en effet sous surveillance, car elle était suspectée d'être un foyer d'espions à la solde des Allemands, voire même de fomenter des actes subversifs contre le Royaume-Uni.

Genèse d'une source de renseignement prolifique : l'établissement du réseau *Double Cross*

Fin octobre 1939, à la suite d'un entretien avec un agent double dont l'identité n'est pas révélée, un officier des services secrets britanniques rédige le rapport suivant sur leurs rivaux allemands : « [Le nom de l'agent est effacé] dit qu'ils désignent Snow comme leur meilleur agent en Angleterre. (Si ce n'est pas du bluff, ce qui semble probable, alors ils sont vraiment en mauvaise posture !).¹⁷⁰ » Ce passage est révélateur à plusieurs égards. Il témoigne de la confidentialité qui entoure les activités liées aux agences de renseignement, où le secret protégeant les identités des agents est capital. Il atteste de la faillite de l'espionnage allemand dès le début de la Seconde Guerre mondiale, de mauvais augure pour la suite du conflit ; à l'inverse leurs ennemis britanniques remportent leurs premiers succès malgré quelques débâcles que nous avons mentionnées. SNOW¹⁷¹ tient une place unique dans l'histoire de l'espionnage britannique. Il est le premier membre d'un réseau, désigné « *Double Cross*¹⁷² » qui comporte plus d'une centaine d'agents doubles au cours de la guerre. Un agent double est un espion qui, tout en prétendant servir un pays en obtenant des informations sur une autre puissance, sert en réalité cette seconde nation. Leur rôle peut paraître, à tort, marginal, car leur situation est si particulière. Pourtant, au fil de la guerre, ils ont permis de déjouer les projets d'espionnage sur le sol britannique, d'obtenir des informations sur les services de renseignement ennemis et d'« intoxiquer » les Allemands en leur fournissant des données parfois erronées, avec comme point d'orgue l'opération *Fortitude* les convainquant que le débarquement de juin 1944 se déroulerait dans le Pas-de-Calais et non en Normandie. Ces agents ont occupé une place centrale dans la stratégie alliée. La traque des espions ennemis est théoriquement la prérogative des services de contre-espionnage, mais du fait de la nature hybride des opérations qui y ont associées, le contrôle des agents doubles relève tout autant

¹⁶⁹ Journal de Guy Liddell, 3 novembre 1939, TNA KV 4/185.

¹⁷⁰ « [Un espace blanc] says that they referred to Snow as their No. 1 man in England. (If this isn't bluff, which seems likely, then they are pretty badly off!) », rapport du 20 octobre 1939, p. 3, TNA KV 2/468.

¹⁷¹ Le nom de SNOW (et par la suite des autres agents doubles) est très fréquemment écrit en majuscules dans les fichiers du MI5, et j'adopterai cette convention.

¹⁷² « Double-cross » signifie en anglais trahir la confiance de personnes auxquelles on était associé.

des activités des services de renseignement. La gestion d'un agent double ne permet pas seulement d'empêcher un autre territoire d'acquérir des précisions sur un pays, mais constitue également une source d'informations à part entière. La nature des données livrées par les agents doubles est très variée. Les détails fournis lors de leur capture, et les informations recueillies au cours des interrogatoires consécutifs, permettent d'appréhender nombre de leurs successeurs, et de se procurer des détails précieux sur le fonctionnement et les personnalités des agences secrètes adverses. Ces agents doubles révèlent à leurs nouveaux contrôleurs les méthodes qu'on leur a enseignées pour passer inaperçus, les différents accessoires qu'on leur a fournis, tant en termes d'habillement que de moyens de communications, et éventuellement d'armes. Les questionnaires dont sont munis les agents permettent de discerner les intérêts stratégiques ennemis, leurs intentions, et fournissent également une indication sur l'état général du renseignement ennemi. Enfin, les agents doubles apportent des informations plus générales sur le pays qui les avait initialement recrutés, sur le moral de la population, les évolutions politiques du pays, et parfois d'éventuelles cibles militaires.

L'étude des agents doubles servant le Royaume-Uni revêt un intérêt unique lié à la politique du MI6 sur ses archives. Ce service n'a rendu public aucun de ses fichiers d'archives, pour des motifs déjà évoqués. Or la direction des agents doubles nécessitait une coopération étroite entre le MI5 et le MI6. Le mandat du MI5 se limite théoriquement au contre-espionnage et par conséquent au territoire britannique, mais le contrôle des agents doubles comporte par définition des exceptions à cette règle. Les agents doubles contrôlés par les Britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale sont les seuls agents secrets ayant opéré en territoire étranger sur lesquels des documents d'archives sont disponibles. Le travail des deux agences pour mener à bien les projets concernant les agents doubles fournit des détails rares sur le mode opératoire du MI6.

Le choix de ne pas incarcérer ou même exécuter des personnes accusées d'espionner pour une puissance ennemie est très délicat. Un procès et une sanction exemplaire relatés par les médias constituent des outils précieux pour dissuader de potentiels espions de se livrer à cette activité, et pour rassurer l'opinion publique sur sa sécurité et sur l'efficacité des agences de renseignement. La gestion même des agents doubles est complexe. Il faut s'assurer de la fiabilité d'agents qui ont dans un premier temps prêté leurs services à un pays ennemi. Assurer leur sécurité tout au long de leurs opérations n'est pas aisé. Surtout, les officiers des services secrets doivent évaluer si le risque que comporte le réseau d'agents doubles ne surpasse pas le gain potentiel que l'on peut en retirer. Des doutes ne peuvent manquer de

survenir quant à la fiabilité d'une personne qui, ayant juré de son intégrité auprès d'un premier service, accepte de changer d'allégeance au profit d'une agence hostile. Un agent double risque de devenir un agent triple, et ce risque varie selon les raisons pour lesquelles il sert les différents services. Son nouveau contrôleur obtient grâce à lui des informations sur le service de renseignement qui l'a initialement recruté, mais il y a un risque que la situation se retourne car son nouvel employeur est susceptible de lui révéler des détails concernant son propre fonctionnement que l'agent pourra ensuite communiquer à ses supérieurs dans le pays qui l'a d'abord recruté. Pour rendre un agent double crédible auprès de son contrôleur initial, il faut impérativement lui donner des informations sur les questions qui lui ont été posées. Il convient donc lui fournir quelques détails qui ne compromettent pas la sécurité nationale, tout en ne discréditant pas l'agent. Ces dilemmes sont au cœur de la gestion des agents doubles.

Le développement du réseau d'agents doubles britanniques n'est pas né d'une politique consciente et délibérée, mais est le résultat d'événements divers qui ont permis aux Britanniques de mesurer l'avantage qu'ils pouvaient retirer de telles opérations. Ceci explique qu'initialement très peu d'agents doubles servent les Britanniques. Les archives du MI6 étant classifiées, il n'est pas possible de déterminer avec précision le nombre d'agents opérant pour les Britanniques dans les quelques mois qui suivent la déclaration de guerre. Cependant, les dossiers disponibles ainsi que le récit de Masterman¹⁷³, à la tête du Comité vingt qui supervisait les opérations des agents doubles, et l'ouvrage de Keith Jeffery, laissent penser que seuls trois agents doubles opèrent en décembre 1939. Ils sont surnommés SNOW, GW, et CHARLIE. Ces trois agents et le succès associé expliquent que les Britanniques aient ensuite décidé de rendre plus systématique la gestion d'agents doubles. C'est également parce qu'ils ont su maintenir le secret autour de ces victoires initiales qu'il a été possible de s'appuyer sur un réseau d'agents doubles qui comporte une centaine d'agents au cours de la guerre. Des éléments permettent de découvrir la véritable identité des espions, mais dans certains cas ces personnes restent encore de nos jours anonymes.

SNOW est non seulement le premier agent double contrôlé par les Britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale, mais il permet également à ceux-ci de découvrir le profit que l'on peut tirer de tels espions, ainsi que les problèmes qui y sont intrinsèquement associés. Les fichiers d'archives sur SNOW rendus publics et les annotations dont ils sont couverts prouvent qu'il fallait user de la plus grande finesse pour appréhender un espion

¹⁷³ Masterman, John C., *op. cit.*

allemand, puis le convaincre de se mettre sous les ordres d'un nouveau maître et d'opérer sous les instructions des Britanniques sans que son commanditaire ne s'en aperçoive.

Les services secrets avaient décidé que dès que le Royaume-Uni serait officiellement en guerre avec l'Allemagne, SNOW serait arrêté pour espionnage. Or il les contacte et une rencontre est organisée le 4 septembre, à la gare de Waterloo. SNOW souhaitait livrer de nouvelles informations à ses contacts britanniques, mais ceux-ci l'arrêtent immédiatement et l'incarcèrent à la prison de Wandsworth. La maison où il logeait est perquisitionnée, et on découvre un émetteur radio, qui avait été enterré dans le jardin afin de dissimuler sa présence¹⁷⁴. Conscients de l'atout que peut représenter SNOW et malgré les risques, les Britanniques décident finalement de le traiter comme un agent double à part entière, et de lui permettre de communiquer avec les Allemands comme s'il n'était pas sous contrôle britannique. Le premier essai a lieu le 8 septembre. À cette occasion, SNOW grille un fusible en manipulant l'émetteur. Le lendemain, les Britanniques parviennent enfin à envoyer leur premier message : « TOUT EST PRÊT. RADIO RÉPARÉE. ENVOYEZ INSTRUCTIONS. ATTENDONS RÉPONSE.¹⁷⁵ » SNOW fournit des réponses contradictoires à ses interrogateurs britanniques quant à la procédure établie pour les échanges avec les Allemands, ce qui avive leurs suspicions¹⁷⁶. On lui reproche dans un premier temps son manque de coopération, mais après quelques menaces voilées il semble changer d'attitude¹⁷⁷. Le 11 septembre, il est transféré au poste de police de Kingston. Le document rapportant ce déplacement contient le véritable nom de famille de SNOW, qui a, fait rare, échappé à l'attention du personnel chargé de préparer les documents en vue de leur déclassification. Son nom de famille, Owens, est ainsi révélé¹⁷⁸. Le nom de code qui lui a été attribué par les Britanniques, SNOW, est une anagramme partielle de ce patronyme. Les Britanniques paraissent plus confiants envers SNOW, et à la mi-septembre ils décident de l'autoriser à se rendre en Hollande, afin qu'il revoie ses contacts allemands. SNOW, ainsi que sa maîtresse, Lily, sont cependant sous surveillance¹⁷⁹.

Le début de la carrière d'agent double de SNOW soulève de nombreuses interrogations chez les officiers du MI5. Afin de ne pas révéler aux Allemands qu'il est sous

¹⁷⁴ Lettre de la Special Branch de la Metropolitan Police, 6 septembre 1939, TNA KV 2/446.

¹⁷⁵ West, Nigel, Roberts, Madoc, *op. cit.*, emplacement 818.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ Rapport sur « SNOW », datant du début du mois de septembre 1939, p. 1 et 2, TNA KV 2/446.

¹⁷⁸ Rapport sur « SNOW » par T.A. Robertson (son prénom est Thomas Argyll, mais il signe toujours « T.A. Robertson », ou « TAR », il est l'un des dirigeants du réseau d'agents doubles), 14 septembre 1939, p. 1, TNA KV 2/446.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 2.

contrôle britannique, SNOW doit leur fournir des informations comme s'il opérait normalement au Royaume-Uni. Ces renseignements peuvent présenter des risques d'un point de vue militaire, avec de potentielles pertes humaines. Les contrôleurs allemands de SNOW lui demandent par exemple des informations météorologiques¹⁸⁰. De nos jours il est difficile d'imaginer qu'une multitude de données qui nous sont accessibles immédiatement, grâce aux médias et à Internet, se révélaient à l'époque difficiles à obtenir. Les conditions météorologiques appartiennent à cette catégorie. Elles peuvent paraître dénuées d'intérêt dans un contexte militaire, mais occupent en réalité une place centrale pour orienter les avions et missiles en direction de leur cible, et savoir si leur vol même est envisageable. Le dilemme est encore plus grand lorsque les Allemands demandent des informations sur une ville précise en vue d'une attaque aérienne. Comment est-il possible de protéger celle-ci sans compromettre l'agent ? Quelle réponse donner ? Lorsque SNOW fournit des détails erronés aux Allemands, les Britanniques semblent le regretter amèrement¹⁸¹. Par souci de crédibilité, il est établi que les informations météorologiques qui seront fournies à SNOW ne doivent en aucun cas émaner d'un expert en météorologie, mais plutôt d'un simple observateur. Le protocole de sécurité établi avec une des personnes fournissant ces données est très strict : cet homme ne peut prévenir personne qu'il communique ces informations à Londres, et il doit prononcer le mot de passe suivant « *Atmosphere calling* » lorsqu'il est contacté, en vérifiant qu'il est seul dans la pièce. Les contrôleurs à Londres veillent à ce que personne ne sache d'où proviennent réellement les informations que SNOW déclare avoir collectées lui-même¹⁸². Les fichiers datant du mois d'octobre sont la preuve que les détails fournis aux Allemands ne se limitent pas à ce type de données. Ainsi, ses contrôleurs préparent par exemple des informations sur les mouvements de troupes¹⁸³, ainsi que des détails précis sur les aérodromes britanniques¹⁸⁴. Le document présenté ci-dessous révèle les questions posées à SNOW, ainsi que les réponses que ses contrôleurs britanniques lui instruisent de fournir. Ces questions portent sur des cibles militaires, et les Britanniques choisissent souvent d'éluder ces points – l'excuse la plus fréquente consistant à dire que l'agent n'a pas réussi à obtenir l'information désirée.

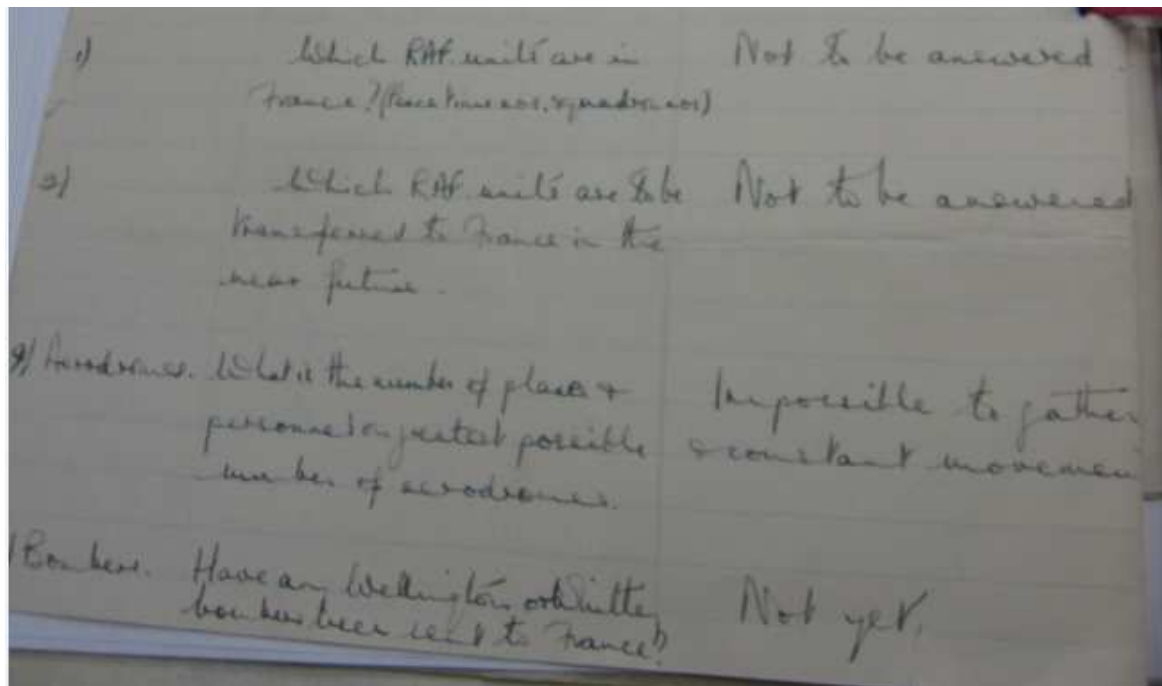
¹⁸⁰ Rapport sur les communications radio de SNOW du 23 septembre 1939, p. 2, TNA KV 2/446.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 2.

¹⁸² Lettre du 25 septembre 1939 pour le capitaine G.L. Stratton, TNA KV 2/446.

¹⁸³ Note de T.A. Robertson, 11 octobre 1939, TNA KV 2/446.

¹⁸⁴ Note de T.A. Robertson, 15 octobre 1939, TNA KV 2/446.



- 1/ Which RAF units are in France? (Peace time nos. Squadrons nos) Not to be answered
- 2/ Which RAF units are to be transferred to France in the near future. Not to be answered
- 3/ Aerodromes. What is the number of planes & personnel on greatest possible number of aerodromes. Impossible to gather & constant movement
- 4/ Bombers. Have any Wellington or [mot illisible] bombers been sent to France? Not yet

Après un séjour en Hollande en septembre 1939, SNOW se rend à Bruxelles en octobre. Il en revient avec plusieurs détonateurs dissimulés dans un morceau de bois, et 470 livres¹⁸⁵. Il était accompagné d'un autre agent double, G.W. Les Allemands lui ont en effet demandé de les mettre en contact avec le mouvement nationaliste gallois, afin d'organiser des sabotages sur le sol britannique.

Leur association avec SNOW a permis aux officiers britanniques de réfléchir sur le contrôle d'un agent double, et de définir un certain nombre de règles afin de mener à bien ces opérations. Les procédures pour le contrôle des agents sont très longues à établir, celles-ci étant encore en cours d'élaboration en septembre 1940 ; leur établissement se fonde sur l'expérience acquise pendant plusieurs mois. L'une d'entre elles consiste à s'assurer qu'un espion mène la vie qui devrait être la sienne s'il n'avait pas été retourné. Ainsi, les officiers britanniques demandent à SNOW d'effectuer des déplacements afin de recueillir les informations demandées par les Allemands. Ceci constitue une mesure de sécurité pour qu'il soit prêt à leur répondre de façon convaincante. Il s'approche de plusieurs aérodromes ; les

¹⁸⁵ Journal de Guy Liddell, 26 octobre 1939, TNA KV 4/185.

informations ainsi obtenues sont cependant soumises à l'approbation des autorités britanniques avant d'être transmises aux Allemands¹⁸⁶. Dans un même souci de crédibilité, il faut que les renseignements fournis par les différents agents soient cohérents¹⁸⁷. Il est pourtant indispensable qu'un agent fournisse suffisamment d'informations crédibles ou véritables pour être cru par ses contrôleurs et ne pas révéler qu'il les a trahis, se mettant en péril ainsi que les membres de son réseau. En décembre 1939, SNOW fait l'objet de remontrances de la part de son contrôleur Nikolaus Ritter, parce que les données météorologiques fournies ne sont pas satisfaisantes¹⁸⁸. Une autre règle cardinale est de toujours rester méfiant car un agent double est susceptible de se retourner contre ses nouveaux maîtres au profit de son contrôleur initial. En décembre 1939, SNOW est prévenu que son appartement sera sous surveillance, ainsi que ses déplacements, ce qu'il accepte. Passant sous silence les motifs qui justifient une telle démarche de la part des Britanniques, SNOW ajoute que ceci leur permettra d'obtenir les informations sur ses contacts allemands nécessaires à leurs investigations¹⁸⁹. Il avait auparavant fait l'objet d'observations régulières à son insu, comme en octobre 1939¹⁹⁰. Pourtant cette mesure de sécurité indispensable en ce qui concerne SNOW peut risquer de le compromettre, en suscitant l'attention des voisins ou si ses contacts s'en aperçoivent. De plus, un malentendu lié à cette surveillance a failli causer un retard dans l'émission radio de SNOW, ce qui aurait pu mettre un terme à toute l'opération. Décision est prise d'essayer de remédier à ces problèmes¹⁹¹. La fiabilité de SNOW n'est jamais complètement avérée, ce qui fait de lui un agent double particulièrement difficile à contrôler. La gestion de SNOW a permis de réfléchir aux protocoles de sécurité indispensables afin de s'assurer de la sécurité de ces sources. Lui-même a attiré l'attention des Britanniques sur leurs failles, notamment en rapportant une conversation téléphonique qu'il a eue avec le *War Office*. Lors de celle-ci, avant même qu'il se soit présenté, son interlocuteur lui a donné son propre nom et lui a demandé s'il était M. Lynockski, pratique qui compromet directement l'anonymat des collaborateurs du renseignement¹⁹². D'autres imprudences sont commises. Les fichiers des archives sur SNOW révèlent que, malgré le principe de sécurité évident qui requiert de ne pas mettre en contact différents espions, ce cloisonnement est très peu respecté. Plus d'une

¹⁸⁶ Rapport d'un entretien avec SNOW sans date ni signature, datant de la mi-novembre 1939, TNA KV 2/446.

¹⁸⁷ Note de John H. Marriott, 23 septembre 1940, TNA KV 2/449.

¹⁸⁸ Rapport d'un entretien avec SNOW le 20 décembre 1939, p. 1, TNA KV 2/446.

¹⁸⁹ Lettre du 2 décembre 1939 ne portant aucune signature, TNA KV 2/446.

¹⁹⁰ Rapport de surveillance sur SNOW organisée par la *Special Branch* de la *Metropolitan Police*, 25 octobre 1939, TNA KV 2/446.

¹⁹¹ Rapport par un contrôleur britannique de SNOW, 27 septembre 1939, p. 3-4, TNA KV 2/446.

¹⁹² Rapport par un contrôleur britannique de SNOW, 10 novembre 1939, p. 2, TNA KV 2/454.

dizaine d'autres agents doubles sont régulièrement mentionnés aux côtés de SNOW dans les archives du MI5.

Un de ses collègues, CHARLIE, constitue un cas d'école très différent, dont l'honnêteté ne fut pas en doute très longtemps : citoyen britannique de naissance, il avait, ainsi qu'un de ses frères, été recruté par les Allemands en 1938 ; ces derniers avaient proféré des menaces à l'égard de leur troisième frère qui était en Allemagne si ces deux derniers ne coopéraient pas¹⁹³. Lorsque les Britanniques l'interrogent, ils l'intimident afin d'obtenir sa collaboration :

J'ai terrifié CHARLIE [note manuscrite en majuscule recouvrant une zone de texte qui a été effacée] au tout début de la conversation en lui disant que nous savions tout sur lui et sa famille, et toutes leurs activités, et que si à un quelconque moment à l'avenir il parlait à quiconque de notre conversation et ne faisait pas exactement ce que je lui disais, nous veillerions à ce que lui et son frère soient " mis en taule " et que de plus nous veillerions à ce qu'une copie de ses confessions tombent entre les mains des S.S. allemands. CHARLIE s'est empressé de m'assurer qu'il était entièrement dévoué à la cause britannique et qu'il avait vécu en Angleterre toute sa vie et qu'il ferait tout ce que nous lui demanderions sans hésitation¹⁹⁴.

On note que cette menace d'incarcération ne s'applique pas seulement à CHARLIE, mais également à son frère qui réside également au Royaume-Uni. Surtout, on assure CHARLIE que les SS seront avertis de sa trahison et de l'intégralité de sa confession, ce qui signerait selon toute vraisemblance l'arrêt de mort de son frère en Allemagne. CHARLIE se presse d'obtempérer. L'interrogateur, le lieutenant J.R. Stopford, indique qu'il est très enclin à croire que CHARLIE est victime de menaces allemandes, et que son allégeance est véritablement britannique. Les services britanniques soulignent fréquemment que le recours à la menace par les Allemands pour recruter des agents est une méthode à éviter car elle ne permet pas d'obtenir l'allégeance de ces espions. Une semaine plus tard, lors d'un autre entretien avec Stopford, CHARLIE essaie de le convaincre de son intégrité, se disant prêt à faire tout ce qu'on lui demanderait. Il va jusqu'à déclarer qu'il n'aurait pas d'objection à ce

¹⁹³ Masterman, John C., *op. cit.*, p. 40-41.

¹⁹⁴ « *I thoroughly frightened CHARLIE at the very beginning of the conversation, by telling him that we knew all about him and his family, and all their activities, and that if he breathed a word of the conversation to anyone at any time in the future and did not do exactly what I told him, we would see that he and his brother were "put inside", and further that we would see that a copy of his confession fell into the hands of the German S.S.. CHARLIE hastened to assure me that he was entirely British in his sympathies and had lived in England nearly all his life, and would, without question, do anything we said.* », « Notes on first contact with "CHARLIE" Lt. J.R. Stopford at Manchester on 4.11.39 », p. 1, TNA KV 2/446.

que son frère, qu'il dit pro-nazi, soit arrêté. Il souhaite signer un serment de loyauté envers le Royaume-Uni, ce que ses contrôleurs britanniques envisagent¹⁹⁵.

Après ces étapes préliminaires, CHARLIE reçoit des instructions de sécurité visant à ce que sa carrière d'agent britannique soit plus fructueuse que celle d'agent allemand. Stopford lui a indiqué l'impératif absolu de taire son retournement, lors de leur entretien initial. Lorsque les Allemands le contacteront à nouveau, CHARLIE devra écrire à Stopford. On lui interdit l'usage du téléphone à cet effet. Le code est le suivant : il doit déclarer qu'un certain « M. Roberts » est venu lui rendre visite, et qu'il espère que l'on pourra l'aider à trouver un travail. En cas d'urgence, il indiquera un prénom avant le nom de famille¹⁹⁶.

Un des aspects les plus sensibles de la gestion des agents doubles concerne les informations qu'ils peuvent communiquer à leurs premiers contrôleurs, comme l'a révélé l'étude de SNOW. Plusieurs stratégies existent, illustrées dans les archives sur CHARLIE. Certaines questions, trop sensibles, ne peuvent obtenir de réponses, ou il semble improbable que l'agent puisse y avoir accès lui même. Dans ce cas, les officiers conseillent souvent à leurs espions d'essayer de gagner du temps. Ainsi, les Allemands ont demandé à CHARLIE des informations sur l'aérodrome de Speke, et Stopford lui ordonne de déclarer n'avoir pas pu obtenir de précisions pour le moment, mais qu'il allait se mettre en contact avec une source fiable et qu'il les tiendrait au courant. Les autres options consistent à fournir à un agent des informations trop vagues pour être utiles, ou erronées mais crédibles, et parfois, enfin, des détails réels qui ne menaceront pas trop la sécurité du pays et de ses troupes. De plus, il convient que le renseignement fourni puisse avoir été obtenu par l'agent. Ainsi, CHARLIE reçoit des instructions détaillées concernant les explications à donner à un de ses collègues sur la source de ses renseignements. En ce qui concerne les photos du plan de l'aéroport de Speke, CHARLIE doit indiquer qu'il les a obtenues auprès d'un ami dessinateur industriel à Liverpool, et qu'il a prétexté un intérêt en tant que photographe amateur en promettant de ne pas diffuser ces plans jusqu'à la fin de la guerre. Malgré les réticences de l'ami, il serait parvenu à ses fins en le couvrant de faveurs¹⁹⁷. Il dispose aussi de photographies aériennes fournies par les autorités britanniques. Pour ne pas fournir aux Allemands de détails sur leur origine, il doit prétexter vouloir protéger une source très secrète afin de justifier qu'il ne leur

¹⁹⁵ « Notes on interview with "CHARLIE" on 11.11.39 by Mr. J.R. Stopford », 13 novembre 1939, p. 2, TNA KV 2/454.

¹⁹⁶ « Notes on first contact with "CHARLIE" Lt. J.R. Stopford at Manchester on 4.11.39 », p. 3, TNA KV 2/446.

¹⁹⁷ Le passage du rapport indique ainsi: « *He is going to tell SNOWY that his friend was reluctant to let him photograph the plan, but did so after being well entertained* ».

révèle rien sur elle¹⁹⁸. Pour assurer sa crédibilité, on s'assure que les photographies que CHARLIE prétend avoir prises lui-même correspondent au type d'appareil qu'il possède¹⁹⁹.



Photographies de l'aérodrome de Speke, développées par CHARLIE afin de les communiquer à ses contrôleurs allemands, sur autorisation britannique²⁰⁰.

Une autre facette de la protection des sources concerne ce que l'on peut autoriser la presse à révéler. Suite aux enquêtes d'un journaliste du *News Chronicle* sur les émetteurs radio, le MI5 choisit de ne pas révéler qu'il utilise des détecteurs permettant d'identifier l'origine d'un signal radio. En effet, c'est par le biais des ondes que SNOW communique ses renseignements météorologiques, et si les Allemands découvrent que les Britanniques détiennent cet appareil de détection ils sauront que SNOW a été retourné²⁰¹. Quelques jours plus tôt, le MI5 a rencontré un problème similaire lorsque le *Sunday Graphic*, lié à l'Allemagne, a envisagé de publier un article relatant le supposé retournement d'espions

¹⁹⁸ « Notes on Visit to Manchester », pas d'indication sur l'auteur, décembre 1939, TNA KV 2/446.

¹⁹⁹ « Notes on interview with "CHARLIE" on 11.11.39 by Mr. J.R. Stopford », 13 novembre 1939, p. 3, TNA KV 2/454.

²⁰⁰ Photographies de l'aérodrome de Speke, développées par CHARLIE afin de les communiquer à ses contrôleurs allemands, sur autorisation britannique, décembre 1939, TNA KV 2/454.

²⁰¹ Journal de Guy Liddell, 28 octobre 1939, TNA KV 4/185.

allemands par les Britanniques. Censurer les passages proches de la réalité constituerait une admission de leur véracité. Cependant il n'était pas non plus envisageable d'autoriser cette publication. Décision est prise d'interdire à la presse de traiter de toutes ces questions. Plus généralement, il est établi que les journaux ne rapporteront pas les arrestations d'espions, de saboteurs, et les procès associés. Ceci vise à protéger les agents doubles et plus généralement les pratiques des services de renseignement britanniques, mais il est aisé d'imaginer les enjeux que cela soulève : le Royaume-Uni est en guerre, et faire connaître au public les succès des agences secrètes permet de renforcer leur popularité, la confiance en l'État, tout en rassurant la population. Le choix de taire les performances de ces entités est donc une décision délibérée et mûrement réfléchie²⁰².

Le bilan des premiers mois de guerre est pour le moins mitigé pour les services britanniques et leurs protocoles de sécurité, et la débâcle de Venlo devient le symbole de leur faillite. Malgré un succès certain dans la gestion des agents doubles et l'essor d'un centre de cryptanalyse performant, le MI5 comme le MI6 souffrent d'un retard chronique que leurs efforts intenses lors de cette période charnière n'ont pas réussi à combler. Les coupes budgétaires de l'entre-deux-guerres et le manque de personnel et de formations handicapent ces agences. Elles engagent pourtant des réformes importantes lors de ces premiers mois de conflit, qui culminent au printemps et à l'été 1940 avec des bouleversements profonds de la structure du renseignement britannique.

²⁰² Journal de Guy Liddell, 20 et 21 octobre 1939, TNA KV 4/185.

I.C. Débats sur le succès des agences allemandes affectées par la défaite de 1918

Dans les années 1930, le renseignement allemand préoccupe les Britanniques. Initialement plus inquiet de la menace soviétique, le Royaume-Uni est de plus en plus absorbé par la situation de l'Allemagne au cours de la décennie. Ce pays a su contourner les limitations imposées par le Traité de Versailles sur ses activités d'espionnage. Ce texte interdisait la possession d'une armée à d'autres fins que la défense de l'Allemagne, et par conséquent seul un service de contre-espionnage, et non d'espionnage, était admissible²⁰³. Mais ces termes étaient restés lettre morte. Les services secrets britanniques cherchent à démanteler les réseaux allemands opérant sur leur territoire. Les succès et la sécurité de ces opérations allemandes font l'objet de débats historiographiques²⁰⁴.

La consultation des fonds allemands présente des parallèles avec celle des archives britanniques, tout comme avec celles des États-Unis, mais également des différences profondes. Comme pour les deux autres pays, par définition, les acteurs du renseignement cherchaient à tout prix à préserver la sécurité de leurs sources grâce à une prudente gestion de toute trace écrite sur leurs activités. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, les espions de l'*Abwehr* (une des principales agences de renseignement de l'armée allemande) sont désignés par un nombre afin de préserver leur anonymat. L'agent SNOW est appelé « 3504 », ou « JOHNNY », par les Allemands. On se souvient que la référence aux agents doubles britanniques se faisait seulement au moyen de noms de code, comme pour SNOW²⁰⁵. De fait les archives sont souvent difficiles à analyser. Ces différentes pratiques du secret rendent la tâche du chercheur sur le renseignement malaisée. De plus, les fonds allemands ont subi des pertes massives, pour plusieurs raisons. Certains sites stratégiques de commandement ont été touchés par des bombardements alliés, ce qui a détruit des sources écrites précieuses. Surtout, les différents services allemands producteurs de renseignement ont fait disparaître les documents incriminants lorsque la défaite était imminente et l'occupation alliée inéluctable, afin que tous ces dossiers ne puissent pas être utilisés contre eux. À la fin de la guerre, les

²⁰³ Hinsley, Francis H., *British Intelligence in the Second World War*, Volume 4, *op. cit.*, p. 295.

²⁰⁴ Farago, Ladislav, *op. cit.*; Kahn, David, *Hitler's Spies: The Extraordinary Story of German Military Intelligence* [1978], Londres, Arrow Books, 1980 ; Masterman, John C., *op. cit.*

²⁰⁵ West, Nigel, Roberts, Madoc, *op. cit.*, emplacement 74.

Américains s’emparent des fonds des services secrets, en particulier du *Sicherheitsdienst* (le service de sécurité des SS) et de l’*Abwehr*, qu’ils emportent aux États-Unis²⁰⁶. Il fallut des décennies pour qu’ils restituent ces fonds aux archives allemandes, après de longues tractations²⁰⁷. Une copie sur microfilm est conservée au centre Archives II de *College Park* dans la banlieue de Washington, dans le Fonds d’Archives 242 (*Record Group 242*) qui regroupe les archives étrangères saisies. En Allemagne, le siège principal des archives fédérales – *Bundesarchiv* (BA) – se trouve à Berlin, avec par exemple les fichiers du *Sicherheitsdienst*. La section des archives militaires du BA a été transférée à Fribourg-en-Brisgau. Ce site renferme les documents de la célèbre *Abwehr*, mais également d’autres agences militaires. Par opposition aux dossiers des services britanniques et américains, il ne semble pas que les autorités allemandes refusent de rendre publiques ces archives. Plusieurs raisons historiques expliquent ce choix : parce qu’ils ont initialement été dépossédés de ces fonds, les Allemands n’ont pu contrôler leur circulation dès l’origine, si bien que des restrictions ultérieures n’auraient pas eu de sens. Surtout, le procès de Nuremberg contre les hauts dirigeants nazis a permis de faire le jour sur de nombreuses pratiques des autorités de l’époque. À cela s’ajoute un effort ultérieur allemand très net de transparence sur cette période. La fin de la guerre est suivie par l’établissement d’un nouveau régime et par un renouvellement en profondeur du personnel politique, contrairement à ce qui se passe au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les nouveaux dirigeants allemands sont soucieux de faire la lumière sur les exactions nazies, dont ils ne portent pas la responsabilité.

À la veille du conflit, et pendant celui-ci, particulièrement au début de la guerre, les officiers du renseignement allié partagent souvent la croyance populaire que les Allemands sont un peuple par essence très organisé et docile, ce qui constituerait un atout de poids dans les activités qui les préoccupent. Cette conviction se double souvent de l’estimation que l’autorité forte d’Hitler sur les différentes agences allemandes, qui ne trouve pas d’équivalent dans une démocratie, est bénéfique pour les unités de renseignements de ce pays. Ils jugent que ce modèle où un seul homme peut imposer une ligne directrice est très bénéfique à l’efficacité des services. Dans quelle mesure ce « *Führerprinzip* » est-il une description juste du fonctionnement du Troisième Reich ? L’autorité d’Hitler est-elle aussi incontestée que l’on peut le penser ? Les aspects « féodaux » du système, selon Robert Koehl, c’est-à-dire les

²⁰⁶ National Archives, États-Unis, « Collection of Foreign Records Seized (RG 242) », <http://www.archives.gov/research/holocaust/finding-aid/military/rg-242.html>, consulté le 4 août 2015.

²⁰⁷ Eckert, Astrid M., *Kampf um die Akten : die Westalliierten und die Rückgabe von deutschem Archivgut nach dem Zweiten Weltkrieg*, Stuttgart, Steiner, 2004.

allégeances diverses, les querelles intestines, les rivalités, viennent-ils ébranler ces structures fortes de l'État nazi ? Et quelle est la véritable allégeance des différents responsables des services au Führer ? Le cas de Canaris, à la tête de l'*Abwehr*, demeure au cœur d'une importante controverse historiographique²⁰⁸. Malgré son poste stratégique et comme un certain nombre d'autres dirigeants allemands, il est en désaccord avec Hitler sur de très nombreux points. De quelle marge de liberté dispose-t-il, ainsi que ses collègues du renseignement, pour mener à bien les opérations ? Ces questions sont exacerbées par le cloisonnement des différentes agences qui laisse parfois penser qu'il n'y a pas de coordination entre les entités secrètes. Celles-ci se trouvent souvent en compétition entre elles, comme l'*Abwehr* et le *Sicherheitsdienst*. Entre modèle d'organisation et chaos de la division, comment peut-on décrire les agences allemandes ? Nous devons également nous interroger sur les préparatifs mis en place alors que la guerre devient imminente, et les changements que la déclaration de guerre apporte à l'organisation des services allemands et à leurs méthodes pour protéger les sources.

Contexte historique

Quelques éléments de contexte sont nécessaires pour mieux comprendre le fonctionnement du renseignement allemand. La défaite de 1918 et les conditions très strictes du Traité de Versailles de 1919 sont perçues comme une véritable humiliation par les Allemands. La puissance militaire du pays est limitée à 100 000 hommes, et le vaincu doit payer des réparations de guerre très élevées. Le terme de « *diktat* » est employé pour montrer que ces sanctions qui leur ont été imposées sont inacceptables. Les conséquences territoriales sont très strictes, avec en particulier l'interdiction du rattachement (*Anschluss*) de l'Autriche, et elles jouent un rôle important dans les revendications géographiques allemandes dans les années 1930, lorsque le souhait de réunir les peuples germanophones dans un même pays est souvent évoqué. C'est dans ces circonstances, mais également sur fond de crise économique grave, causée en partie par les clauses du Traité de 1919, qu'Adolf Hitler parvient au pouvoir en Allemagne et devient Chancelier en janvier 1933. Il parvient

²⁰⁸Abshagen, Karl H., *Canaris, Patriot und Weltbürger*, Stuttgart, Union Deutsche Verlagsges, 1950; Colvin, Ian G., *Chief of Intelligence*, Londres, V. Gollancz, 1951; Höhne, Heinz, *Canaris: Patriot im Zwielicht*, Munich, C. Bertelsmann, 1976; Kahn, David, « Intelligence Studies on the Continent », *Intelligence and National Security*, vol. 23, n°2, p. 249-275, 2008; Mueller, Michael, *Canaris: Hitlers Abwehrchef*, Berlin, Propyläen, 2006; Waller, John H., « The Double Life of Admiral Canaris », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 9, n° 2, p. 271-289, 1996.

graduellement à contrôler les postes clés de l'État. Dès 1933, le Führer réarme l'Allemagne, et afin de s'affranchir des contraintes de la Société des Nations qui visait à préserver la paix, il quitte cette organisation internationale en octobre 1933. Pourtant en janvier 1934, malgré le litige du couloir de Dantzig, la Pologne et l'Allemagne signent un accord visant à préserver la paix entre elles. Hitler poursuit ses visées militaires avec la remilitarisation de la Rhénanie, zone frontalière de la France, en mars 1936, en dépit des termes du Traité de Versailles. Ces développements alertent les services de renseignement britanniques, qui se consacrent alors davantage à ce pays.

En 1938 et 1939, l'Allemagne mène une vaste campagne d'expansion. En mars 1938, l'Autriche est annexée. Elle est suivie plus tard par la région des Sudètes (qui appartenaient à la République tchécoslovaque) avec l'aval des dirigeants britanniques, français et italiens à la célèbre conférence de Munich. En mars 1939, les autres territoires de la Tchécoslovaquie sont démembrés au bénéfice de l'Allemagne et de la Hongrie. Après de longues hésitations de la part des Italiens, ceux-ci acceptent un « Pacte d'acier » avec l'Allemagne, par lequel ils s'engagent à soutenir ce pays en cas de conflit. Suite à ces développements, de longues tractations ont lieu quant à une alliance entre les Britanniques et les Français d'une part et les Soviétiques d'autre part, face à un potentiel ennemi commun allemand. Ils ne parviennent pas à un accord. Les Polonais sont en effet très réticents à accepter que les troupes soviétiques entrent dans leur pays en cas de conflit, car ils se méfient des véritables intentions de celles-ci et craignent qu'une telle concession ne mette un terme définitif à l'intégrité de leur territoire et à leur souveraineté. S'ensuit un revirement soudain de situation : en août 1939, le Pacte de non-agression est conclu entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Pourtant, des pourparlers ont encore lieu entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, représentée par Goering, qui occupe le poste de ministre de l'Air, entre autres titres²⁰⁹. Les derniers espoirs de paix semblent s'envoler fin août 1939, lorsque les nazis mettent en scène l'incident de Gleiwitz pour justifier leur attaque de la Pologne. Pour autant, certains officiers du renseignement allemand envisagent encore une issue favorable permettant d'éviter l'entrée en guerre, puis visant à y mettre un terme rapide. L'historien britannique Jeremy Black affirme que la nature des alliances conclues jusqu'à la guerre et pendant celle-ci, ainsi que la transformation de ce conflit en guerre mondiale, sont le résultat de multiples contingences et ne sont en aucun cas

²⁰⁹ Pidgeon, Geoffrey, *SCU Newsletter*, n°2-12, 19 juin 2012, p. 1-3.

déterminées d'avance et inéluctables²¹⁰. Pourtant, les ambitions d'Hitler ne se limitent évidemment pas à ce qu'il pu obtenir jusque là, et constituent une menace directe pour la paix.

Lorsque la guerre est déclarée, des tractations entre l'Allemagne et le Royaume-Uni se poursuivent afin d'éviter que le conflit ne prenne plus d'envergure. Le 6 octobre 1939 Hitler propose aux Alliés de conclure un accord de paix, mais dans les faits il n'est pas vraiment prêt à négocier avec eux et l'invasion de la Pologne rend de telles discussions impossibles. Cependant des échanges visant à restaurer la paix continuent. Le biographe de Walter Schellenberg, qui supervise l'opération de Venlo et prend en 1941 la charge de la section de renseignement extérieur du RSHA, estime que ce dernier aurait préféré poursuivre les pourparlers de paix avec les émissaires britanniques et non les capturer à Venlo comme on le lui a finalement ordonné en novembre 1939²¹¹.

En 1939, un handicap de poids affecte les services de renseignement allemands : en effet, Hitler, souhaitant ménager les Britanniques avec qui il espérait parvenir à un accord, avait interdit de mettre en place des réseaux d'espions au Royaume-Uni entre 1935 et 1937²¹². Ceci fait suite notamment au Traité naval germano-britannique de 1935 qui lève certaines restrictions du Traité de Versailles, à l'instigation de ces deux puissances uniquement, sans l'aval des autres pays européens. Cet accord permet à l'Allemagne de disposer à nouveau d'une marine de guerre, à la condition que celle-ci n'excède pas 35 % du tonnage de la flotte britannique. Du point de vue du renseignement, le milieu des années 1930 aurait pourtant été très propice à mener à bien ce genre d'opérations, tâche bien plus aisée en période de paix que lorsque les frontières sont contrôlées plus strictement à la veille d'un conflit ou lorsqu'une guerre est officiellement déclarée. Ces restrictions concernant les activités secrètes contre le Royaume-Uni sont graduellement levées lorsqu'il devient évident que les hostilités vont éclater, mais trop tard pour qu'un réseau d'espionnage adéquat puisse être mis en place. Des mesures similaires sont adoptées au sujet de l'Union Soviétique à la suite du Pacte de non-agression du 23 août 1939, mais ces restrictions sont d'assez courte durée²¹³.

²¹⁰ Black, Jeremy, *The Politics of World War Two*, Londres, Social Affairs Unit, 2009, p. 12-26.

²¹¹ Doerries, Reinhard R., *Hitler's Intelligence Chief: Walter Schellenberg*, New York, Enigma Books, 2009, p. 26-28.

²¹² Hull, Mark M., « The Irish Interlude: German Intelligence in Ireland, 1939-1943 », *The Journal of Military History*, vol. 66, n° 3, 2002, p. 698.

²¹³ Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 435.

Origine des agences de renseignement allemandes

Dans les trois pays auxquels est consacrée cette étude, la fragmentation des agences de renseignement semble être la norme, et s'accompagne de façon presque systématique d'une compétition entre les différents services. Cet état de fait peut contribuer à encourager les différents acteurs à obtenir les meilleurs résultats possibles, mais bien souvent il porte préjudice à l'efficacité des différentes agences, et peut menacer le secret entourant leurs opérations et l'anonymat de leurs espions. Au Royaume-Uni, l'antagonisme entre le MI5 et le MI6, dont les domaines de compétence se recoupent parfois, est au cœur de la structure même du renseignement britannique. Pourtant, la situation est exacerbée en Allemagne, où les agences de renseignement se sont multipliées.

Un tournant s'était opéré au tout début de l'année 1919 : alors que le pays était en paix, la première unité allemande de temps de paix consacrée à l'évaluation du renseignement avait été créée. Elle remplaçait la branche militaire chargée du renseignement sur les puissances étrangères. Afin d'échapper aux clauses du Traité de Versailles, elle avait ensuite été désignée Branche Statistique²¹⁴.

En 1939, la situation des agences allemandes a beaucoup changé. Le célèbre dirigeant de l'*Abwehr*, Canaris, avait fait preuve d'un grand enthousiasme initial pour le nazisme. En particulier, après l'accession d'Hitler au pouvoir et alors qu'il est à la tête du navire de guerre *Schlesien*, il essaie de convaincre son équipage des mérites de cette idéologie²¹⁵. Il pense en effet trouver là le moyen de redonner de l'envergure à la nation allemande éprouvée par la défaite de 1918. En 1935, après une carrière dans la marine et plusieurs activités de renseignement, il prend la tête de l'*Abwehr* et supervise l'essor de cette agence jusque là relativement peu importante²¹⁶. L'organisation avait été fondée en 1921, et placée sous la direction de Friedrich Gempp, qui avait servi sous les ordres du célèbre Walther Nicolai. Nicolai constitue une référence pour le renseignement militaire allemand : il avait été à la tête de la division IIIb (*Abteilung IIIb*), au rôle central pendant la Première Guerre mondiale²¹⁷. Une réorganisation de l'*Abwehr* s'opère en 1938-1939. Tandis qu'*Abwehr* II est chargée de fomenter des opérations de sabotages et des insurrections, *Abwehr* III se concentre sur le contre-espionnage. Ces deux branches ont par conséquent des liens étroits avec l'univers de la

²¹⁴ Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 400.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 216.

²¹⁶ Hinsley, Francis H., *British Intelligence in the Second World War*, Volume 4, op. cit., p. 295-6.

²¹⁷ Adams, Jefferson, op. cit., p. 2-3. Mata Hari fut l'agent la plus célèbre de la Division IIIb, mais elle fournit assez peu d'informations aux Allemands. Voir Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 35-36.

collecte de renseignement, mais cette fonction incombe principalement à *Abwehr* I, chargée de l'espionnage. Cette agence a un statut militaire : elle appartient à l'*Oberkommando der Wehrmacht* (OKW), l'état-major de la *Wehrmacht*, et est chargée de tous les espions des trois branches de l'armée²¹⁸. À la déclaration de guerre en 1939, le siège de l'*Abwehr* est à Tirpitzufer, non loin de l'OKW, mais l'agence dispose de plusieurs antennes (*Abwehrstellen*) bénéficiant d'une très grande autonomie, en particulier celle de Hambourg, qui se spécialise dans l'espionnage du Royaume-Uni et des États-Unis²¹⁹. Ce n'est que vers l'année 1938 que Canaris devient très critique à l'égard d'Hitler et du nazisme. En septembre 1939 il se rend en Pologne et est témoin d'exterminations systématiques qui le choquent profondément et contribuent à sa remise en question du système nazi. Une fois la guerre déclarée, Canaris conduit des négociations secrètes avec le Vatican, à l'insu d'Hitler, afin de trouver un terrain d'entente pour mettre un terme au conflit²²⁰. La rivalité de Canaris avec le *Sicherheitsdienst* (Service de Sécurité, SD) de Heydrich, le service de sécurité des SS, a fait couler beaucoup d'encre²²¹. Entre autres activités, le *Sicherheitsdienst* est lui aussi chargé de renseignement extérieur, au sein de la Branche III fondée en 1936. Un accord en date du 21 décembre 1936 entre Canaris et Heydrich, surnommé « les Dix Commandements », répartit les tâches entre les deux agences et aide à apaiser les tensions, au moins pour un temps²²². La clause principale est la suivante : l'*Abwehr* est chargée du renseignement purement militaire, tandis que le *Sicherheitsdienst* se consacre aux informations politiques²²³. Il est évident qu'une telle distinction est très ténue. Le *Sicherheitsdienst*, très lié au parti nazi, souffre d'une faille dans le recrutement même de ses agents : les considérations idéologiques et « raciales » prévalent très largement sur les compétences et l'objectivité des différents agents. Ainsi, Himmler avait édicté en 1938 les critères suivants concernant les conditions de recrutement dans le SD : « 1/ Être de sang allemand ou assimilé ; 2/ Détenir la citoyenneté allemande ; 3/ Faire preuve d'une fiabilité politique inconditionnelle²²⁴ ». Heydrich lui-même avait indiqué que l'objectif

²¹⁸ Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 46, 220 et 225.

²¹⁹ Hinsley, Francis H., *British Intelligence in the Second World War*, Volume 4, op. cit., p. 295-297.

²²⁰ Bassett, Richard, *Hitler's Spy Chief: The Wilhelm Canaris Mystery*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2005, p. 177-179 et p. 188.

²²¹ Ce sujet est traité dans les ouvrages sur Canaris déjà mentionnés ainsi que, entre autres, dans Gerwarth, Robert, *Reinhard Heydrich. Biographie*, Munich, Siedler, 2011.

²²² Schaub, Harry C., « General Lahousen and the Abwehr Resistance », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 19, n° 3, 2006, p. 548.

²²³ Hinsley, Francis H., *British Intelligence in the Second World War*, Volume 4, op. cit., p. 300.

²²⁴ « 1. German or similar blood; 2. Possession of German citizenship; 3. Unconditional political trustworthiness », Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 241.

de la formation était de forger une « attitude SS en paroles et en actes²²⁵ », et que, comparé à cette exigence, « l'entraînement purement scientifique et militaire est secondaire²²⁶ ». L'idéologie et le racisme nazis sont au cœur de ce processus. Ces considérations supplantent d'autres critères plus traditionnels. Le contraste avec les méthodes de sélection du personnel au Royaume-Uni est saisissant.

Les tensions entre l'*Abwehr* et le SD sont illustrées par l'épisode de Gleiwitz : afin de justifier l'entrée en guerre de l'Allemagne, une série d'incidents est organisée sous le nom de code « opération Himmler », à l'instigation de ce dernier. L'objectif consiste à faire croire à des agressions polonaises contre l'Allemagne²²⁷. L'incident de Gleiwitz, à la fin août 1939, est l'élément principal de ce projet. Himmler confie cette tâche à Heydrich, qui réquisitionne pour cela des uniformes polonais à Canaris, sans préciser le motif de cette demande. Ce dernier est réticent à coopérer, et il n'est pas prouvé qu'il ait obtempéré²²⁸. Les uniformes ont servi à faire croire à une attaque polonaise contre la station radio allemande de Gleiwitz. Des prisonniers déguisés en Polonais sont chargés d'attaquer la station et certains sont exécutés afin de parachever la mascarade. Il est à noter que l'une des personnes à qui cette mission délicate et criminelle est confiée est Alfred Naujocks, l'un des hommes de main d'Heydrich, qui était également en charge de la capture des Britanniques à Venlo²²⁹. Heydrich se livre à des exactions visant à servir par tous les moyens l'État nazi, tandis que Canaris semble plus sceptique sur les moyens employés.

Une autre source de renseignement prend une importance croissante dans le renseignement de la première moitié du XX^{ème} siècle, le fruit du décryptage des codes des puissances étrangères. En Allemagne, comme aux États-Unis, et contrairement au Royaume-Uni, la cryptanalyse n'est pas l'apanage d'une seule agence. Un des principaux services chargés de ces opérations est le Département du chiffre (*Chiffrierabteilung*), communément désigné « OKW/Chi » ou « Chi », de ce même *Oberkommando* de la *Wehrmacht*, qui ne

²²⁵ « *An SS attitude in word and deed* », *ibid.*

²²⁶ « *Purely scientific and military training stands second to this* », *ibid.*

²²⁷ Avalon, « Nuremberg Trial Proceedings Volume 2. 30 November 1945 », <http://avalon.law.yale.edu/imt/11-30-45.asp>, consulté le 18 juin 2015.

²²⁸ Bassett, Richard, *op. cit.*, p. 171.

²²⁹ Best, Sigismund P., *op. cit.*, introduction de Nigel Jones, p. xiv. L'ouvrage de Günter Peis, *The Man Who Started the War* (Londres, Odhams Press, 1960) et l'article « "I Am the Man Who Started the War": Alfred Naujocks and His Postwar Stories about his "Adventures" » de Florian Altenhöner (dans Messenger, David A., Paehler, Katrin (dir.), *A Nazi Past: Recasting German Identity in Postwar Europe*, Lexington, KY, University Press of Kentucky, 2015) proposent des analyses contrastées sur ce personnage et la perception ultérieure des événements.

s'attaque pas seulement aux codes et chiffres militaires, mais également aux communications diplomatiques par exemple²³⁰. Plusieurs autres entités se consacrent à la cryptanalyse, et constituent de potentielles rivales, avec également le risque de duplication inutile du travail. Le service de la marine de guerre allemande chargé du renseignement issu des communications, le Service d'observation (*Beobachtungs-Dienst*, ou *B-Dienst*), est particulièrement performant. La marine de guerre allemande a estimé à sa juste valeur le poids prépondérant que pourrait avoir cette agence pour la suite du conflit, et cette unité s'est préparée de façon satisfaisante pour le début des hostilités. Dans les années 1930, l'agence avait remporté de nombreux succès contre les codes de la marine britannique. Malgré l'interdiction de s'attaquer aux systèmes de chiffrement des messages britanniques à la suite du Traité naval germano-britannique de 1935, les efforts contre les codes britanniques, bien que plus modestes, persistent. Le *B-Dienst* sait décrypter presque tous les chiffres britanniques à la veille de la guerre et parvient rapidement à déchiffrer les nouveaux types de codes. Les financements pour s'attaquer aux codes britanniques sont augmentés en 1939²³¹. David Kahn, un des plus grands historiens dans le domaine de la cryptologie, affirme que le jour où la guerre fut déclarée, les Allemands lisaient les principaux codes navals britanniques²³². Dans les années 1920 et 1930, des indiscrétions révèlent l'ampleur des succès de la cryptanalyse navale du Royaume-Uni et de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale²³³. Le ministère des Affaires étrangères dispose également d'une agence, désignée « Pers Z », qui se concentre particulièrement sur les codes diplomatiques²³⁴. Par ailleurs, une organisation appelée « Service de recherche » (« *Forschungsamt* ») exerce avec succès des activités similaires, ainsi que des écoutes téléphoniques et des interceptions radio.

Une multitude d'autres agences secrètes coexistent, avec les inévitables doublons de travail, et les rivalités évidentes. Plusieurs se préoccupent de renseignement économique,

²³⁰ Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 46.

²³¹ Faulkner, Marcus, « The Kriegsmarine, Signals Intelligence and the Development of the B-Dienst Before the Second World War », *Intelligence and National Security*, vol. 25, n°4, 2010, p. 521-535.

²³² Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 203.

²³³ Faulkner, Marcus, op. cit., p. 526-527.

²³⁴ Geyer, Michael, « National Socialist Germany: The Politics of Information », in May, Ernest R. (éd.), *Knowing One's Enemies: Intelligence Assessment before the Two World Wars*, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 213.

d'autres se consacrent aux « sources ouvertes », « les sources d'informations accessibles à tous au moyen de médias spécifiques²³⁵ ».

Lors de la déclaration de guerre, une nouvelle étape est franchie avec la création du *Reichssicherheitshauptamt*, ou RSHA, le Service central de sécurité du Reich, un organe du parti nazi sous l'autorité de Reinhard Heydrich, entre la fin septembre et le 1^{er} octobre 1939²³⁶. Cette évolution témoigne de l'influence croissante de l'idéologie nazie et d'une centralisation accrue des activités de renseignement et de contrôle sur les populations. Cette administration regroupe plusieurs structures préexistantes, comme la *Gestapo*, qui devient le Département IV. La Branche III du *Sicherheitsdienst*, en charge du renseignement extérieur, devient le Département VI du RSHA, avec des fonctions analogues. Jusqu'à la mi-octobre 1939, l'*Abwehr*, qui demeure indépendante du RSHA, poursuit ses changements structurels pour s'adapter aux conditions de guerre²³⁷.

Le renseignement d'origine humaine

Les Allemands ont beaucoup moins de scrupules à espionner les États-Unis que le Royaume-Uni, si bien que nombre de leurs agents opèrent outre-Atlantique au milieu des années 1930. Les agences allemandes s'appuient souvent sur les Américains d'origine allemande. Entre 1935 et 1938 des procès retentissants d'espions allemands ont lieu. En 1938, tout un réseau d'espions allemands est compromis. Les deux principaux membres, Ignatz T. Griebel et Guenther Gustav Rumrich, ont proposé spontanément leurs services aux agences allemandes de renseignement. Ce mode de recrutement est controversé dans les agences de renseignement de l'époque. En effet, les véritables motifs de ces candidats au recrutement font parfois l'objet de doutes. De nombreux officiers craignent que de tels volontaires cherchent en réalité à infiltrer leur agence au profit de l'ennemi. Dans ces deux cas, de telles craintes sont infondées, car les deux hommes souhaitent véritablement servir le régime nazi. Pour autant, ce recrutement de candidats se présentant d'eux-mêmes semble préférable à une pratique très courante dans l'*Abwehr*, qui consiste à augmenter les effectifs par des menaces contre ces agents potentiels ou leur famille. Une autre objection de poids aurait pu être

²³⁵ Loewenthal, Jean-François, « Le renseignement via les “sources ouvertes” (OSINT) : une nouvelle discipline ? », <http://www.cf2r.org/fr/cyber-reus/le-renseignement-via-les-sources-ouvertes-osint-une-nouvelle-discipline.php>, 2008, consulté le 10 mars 2015. Cette notion fait l'objet de recherches académiques récentes, en particulier à l'âge d'Internet, mais il prend également tout son sens pour les périodes antérieures.

²³⁶ *Ibid.*, p. 57 et Adams, Jefferson, *op. cit.*, p. xvii.

²³⁷ Kahn, David, *Hitler's Spies*, *op. cit.*, p. 57 et p. 225.

soulevée concernant le recrutement de Griebel : il avait manifesté ses vues nazies de façon trop ouverte pour pouvoir opérer discrètement²³⁸. Griebel est médecin aux États-Unis, et très tôt il a offert ses services à Goebbels, qui était un ami de son frère. Il lui dit avoir servi l'*Abwehr* en 1922. Il occupe maintenant un poste dans l'armée américaine. Il est propulsé à la tête d'un réseau d'espions fournissant de nombreuses données à la cellule de l'*Abwehr* de Hambourg. Son réseau opère aux États-Unis jusqu'en 1938²³⁹. Rumrich, qui a servi dans l'armée américaine mais est désormais déserteur²⁴⁰, a quant à lui écrit au colonel Walter Nicolai, l'ancien dirigeant du renseignement allemand, pour lui offrir ses services. Le premier contact de Rumrich avec les agences d'espionnage allemandes est établi grâce à une petite annonce d'apparence inoffensive postée, sur sa suggestion, par les Allemands dans le *New York Times* le 6 avril 1936. Elle contient le message suivant : « *Theodor Koerner – Letter Received, please send reply and address to Sanders, Hamburg 1, Postbox 629, Germany* » :

Weekdays \$1.00
an agate line.

Public Notices

Sundays \$1.20
an agate line.

MEMBERS OF THE UNDERWRITERS CLUB.
(as of December 18, 1918)
are requested to send to the undersigned their names and addresses, and information of such members as are deceased.
PLEASE TAKE NOTICE that a meeting and dinner of the Underwriters Club is called for Thursday, April 23, 1936, at six o'clock P. M. at the Metropolitan Club, Fifth Avenue and Sixtieth Street, to act upon the resolution of the Board of Governors to dissolve the corporation. Dinner reservations to be made by April 18, 1936.
HAROLD E. LIPPINCOTT, Secretary.
43 Cedar Street, New York City.

NOTICE IS HEREBY GIVEN THAT SERVEL INC. 51 East 42d St., New York City, has filed its trade mark "Servel" with the Secretary of State of New York and recorded with the Clerk of New York County, to be used on labels and containers, etc.

CREDITORS OF ARAM STORES (Zarmit Gurjian), cleaning, tailoring, 269 West 23d St. and 82 2d Av., N. Y. C., present claims to Leo E. Beron, attorney, 80 E. 42d St., before April 17, 1936.

MY WIFE BEATRICE HAVING LEFT my home, board, I will not be responsible for any of her debts. **ALFRED LERNER,** 779 Garden St., Bronx.

THEODOR KOERNER - LETTER RECEIVED, please send reply and address to Sanders, Hamburg 1, Postbox 629, Germany.

NOT RESPONSIBLE FOR ANY DEBTS incurred by my wife, Mildred. **Low Landis,** 365 Greene Av., Brooklyn, N. Y.

Commercial Notices.
Weekdays \$1.25 a line. Sundays \$1.40

Commercial Notices.
Weekdays \$1.25 a line. Sundays \$1.40

ARROW GORDON SHIRTS, ETC
VAN HEUSEN COLLARITE SHIRTS, ETC
MANHATTAN SHIRTS,
WOVEN MADRAS, ETC.
Odds and Ends.
Interwoven and Monito hose, 33c and 50c a pair, 4 pair for \$1. Ladies' Gotham Gold Stripe hose, 50c a pair, first quality only.
SCHONFELD BROS.,
887 6TH AV., CORNER 32D, N. Y. C.

CONSTITUTIONAL DEMOCRATS, BRECKINRIDGE Presidential primary campaign; modest campaign fund needed. Send checks to James M. Phelan, 39 Broadway, New York City.

TRAVEL BARGAINS, ROUND TRIP
Florida, \$30. Miami and Havana \$62.50. California, one way, \$66.69. Low-priced Easter cruises and European trips. Gustave Elanor, 1,123 B'way, N. Y. Chelsea 3-5080.

PHOTO-OFFSET PRINTING, COLORED stock; heavier bond papers; your paper, ours; fast, accurate, inexpensive services. Established 1917. **Bachman's,** 250 East 43d, Murray Hill 4-1740.

CASH FOR SPRING NEEDS MAY BE OBTAINED from us quickly and privately on easy repayment terms. Just phone **Personal Finance Co.,** ALgonquin 4-7088.

LADY GOING EUROPE RECOMMENDS excellent cook; highest references. **SU-squehanna 7-0238 (9-12).**

NEW YORK-5TH AV. X-RAY LABORATORIES. Have you had your teeth X-Rayed? Information, 609 5th Av. **MOhawK 4-6900.**

LAST CALL FOR EASTER CRUISES; good cabins at attractive rates. Apply **Zaro Tours,** 153 West 42d. Wisconsin 7-6500.

ASSOCIATED GHOST WRITERS - ARTICLES, speeches, fiction, research. 11 West 42d. **LONGacre 8-8140.**

Section des petites annonces du *New York Times* du 6 avril 1936²⁴¹

²³⁸ Trefousse, Hans L., « Failure of German Intelligence in the United States, 1935-1945 », *The Mississippi Valley Historical Review*, vol. 12, n°1, 1955, p. 87.

²³⁹ Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 313-314.

²⁴⁰ Adams, Jefferson, op. cit., p. 382.

²⁴¹ Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 315.

Rumrich est responsable de l'effondrement de tout ce réseau d'espionnage. En effet, Hambourg avait promis une récompense de mille dollars à quiconque lui ferait parvenir des passeports américains vierges. Soucieux d'obtenir cet argent, Rumrich contacte le chef du bureau new-yorkais de la section des passeports du Département d'État américain ; il se fait passer pour « Edward Watson, sous-secrétaire d'État²⁴² », et demande qu'on lui procure cinquante passeports vierges. Il ne parvient qu'à éveiller les soupçons, est appréhendé, et tout le réseau d'espions est dissous. Griebel réussit à fuir en Allemagne, mais beaucoup de ses collègues sont incarcérés²⁴³, car les agents se sont dénoncés mutuellement. Ceci n'aurait pas dû être possible si la pratique de ne pas mettre en contact les différents espions avait été respectée²⁴⁴. Un principe cardinal pour la protection des sources a été bafoué, avec les conséquences prévisibles.

La section aérienne de l'*Abwehr* remporte des succès bien plus importants, en particulier les espions sous la direction du commandant Ritter. Un de ses principaux agents s'appelle Hermann W. Lang ; en 1927, il a quitté son pays d'origine, l'Allemagne, pour les États-Unis. Ritter fait sa connaissance lors d'un voyage aux États-Unis en 1937. Lang travaille dans une usine qui fabrique un élément clé de la stratégie américaine, le viseur de bombardement Norden. Pour des raisons de sécurité il n'a pas accès à tous les plans, mais il ramène ceux qui lui sont accessibles chez lui pour les copier, ce qui est bien sûr interdit. Il les donne à Ritter en disant ne pas être intéressé par l'appât du gain mais seulement vouloir servir l'Allemagne²⁴⁵. Plus tard il demande cependant de l'argent. Ritter cache les plans dans un parapluie qu'il confie à un de ses messagers, employé sur un navire. Plusieurs envois sont effectués, en dissimulant les documents dans des journaux. Ces données permettent à la *Luftwaffe* de développer un modèle similaire de viseur²⁴⁶.

Un autre agent sous le contrôle de Ritter illustre le danger de forcer une personne à devenir espion. William G. Sebold, né allemand mais naturalisé américain, avait servi dans l'armée allemande pendant la Première Guerre mondiale. Lors d'une visite à sa mère en Allemagne, il est contacté par la *Gestapo*. Il refuse dans un premier temps d'espionner contre son nouveau pays. Mais la *Gestapo* s'est aperçue que Sebold avait été emprisonné en Allemagne, pour plusieurs motifs dont de la contrebande, ce qu'il avait caché aux autorités

²⁴² « Edward Watson, under secretary of state », *ibid.*, p. 314.

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ Trefousse, Hans L., « Failure of German Intelligence », *op. cit.*, p. 87.

²⁴⁵ Ritter, Nikolaus, *Deckname Dr. Rantzau; die Aufzeichnungen des Nikolaus Ritter, Offizier im Geheimen Nachrichtendienst*, Hambourg, Hoffmann und Campe, 1972, p. 82-86.

²⁴⁶ Kahn, David, *Hitler's Spies*, *op. cit.*, p. 315-318.

américaines en postulant pour obtenir la citoyenneté américaine. Suite à des menaces à peine voilées, Sebold accepte de servir l'Allemagne. Il est confié à Ritter, à qui la *Gestapo* a indiqué que Sebold s'est porté volontaire, et que l'on a vérifié son profil²⁴⁷. Ritter décide donc qu'il est inutile d'enquêter sur lui²⁴⁸. Sebold reçoit une formation d'espion à la cellule de l'*Abwehr* de Hambourg, en particulier sur les échanges radio. Il est autorisé à retourner aux États-Unis, où il est chargé de la communication entre plusieurs espions et Hambourg, par radio ou microfilm – un des espions dont on lui donne le nom est Hermann W. Lang²⁴⁹. Afin de ne pas être compromis en présence d'un équipement radio incriminant sur le trajet du retour pour les États-Unis, Sebold est formé à la construction d'un poste utilisant du matériel facilement accessible aux États-Unis²⁵⁰. Ritter ignore que Sebold a des antécédents judiciaires, et que Sebold n'est pas son véritable nom. Il ne juge pas nécessaire d'enquêter sur lui puisqu'on lui a assuré que cela avait déjà été fait. Ritter explique dans ses mémoires que deux éléments ont contribué à le rassurer sur son nouvel agent : sa nationalité de naissance, et son service dans l'armée allemande pendant le premier conflit mondial²⁵¹. Pourtant Sebold prévient les Américains de ses activités, et devient dès son arrivée aux États-Unis au début de l'année 1940 un agent double au service des États-Unis.

Les Allemands sont parfaitement conscients que la protection des sources passe avant tout par la discrétion des agents. Le danger que court un espion est bien présent dans les esprits, comme le prouve un rapport de 1934 concernant le renseignement sur la Pologne : les informations sur ce pays se font rares parce que les personnes appréhendées dans ce pays sont exécutées. Il est devenu très malaisé de trouver des informateurs dans de telles conditions²⁵². De plus, dans un contexte aussi tendu que la période qui a précédé la guerre, la méfiance de la population est très grande, et exacerbée par le mythe d'une « Cinquième Colonne », également très présent au Royaume-Uni. Un espion doit donc redoubler de prudence pour ne pas se trahir. Des déplacements suspects, un intérêt incongru pour des sites stratégiques ne manquent pas de générer de la suspicion dans la population. Ceci explique le recours à des « couvertures » pour donner une justification apparente aux activités d'un agent. Un procédé très classique consiste à évoquer le travail pour une compagnie, parfois une pure façade,

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 317-318.

²⁴⁸ Ritter, Nikolaus, *op. cit.*, p. 162.

²⁴⁹ Kahn, David, *Hitler's Spies*, *op. cit.*, p. 317-318.

²⁵⁰ Wighton, Charles, Peis, Günter, New York, Holt, 1958, p. 35.

²⁵¹ Ritter, Nikolaus, *op. cit.*, p. 162-163.

²⁵² « Vorschläge zur Belebung des geheimen Meldedienstes im Osten » par l'officier Horaczek, 28 février 1934, transmis par le bureau de l'*Abwehr* en Silésie à celui de Prusse Orientale en 1935, NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1443. Pendant la guerre, Horaczek dirige l'*Abwehr* à Varsovie.

comme prétexte à ses activités. Le récit de « SNOW » constitue presque un cas d'école dans ce domaine. Le rapport d'un entretien avec sa femme par la *Special Branch* relate, en août 1939 :

Pour autant que l'on sache, SNOW a rencontré un millionnaire nommé HAMILTON qui a formé une société appelée OWENS EQUIPMENT Co., dans le but de fabriquer des batteries de voiture, etc., et SNOW est censé se livrer à cette activité mais il ne fait que l'utiliser comme couverture pour ses autres activités. [...] Cette société a formé une filiale en Allemagne, et elle [Mme SNOW] déclare qu'elle n'a jamais été en activité mais sert seulement d'excuse pour justifier les fréquentes visites de SNOW à Hambourg, Berlin, etc. On suppose que la correspondance que SNOW reçoit, vraisemblablement de la société puisque son papier à lettres est utilisé, est codée. Son mari est payé pour ces services en devises anglaises qui sont censées lui revenir des bénéfices de la société²⁵³.

Au cours de ce qui s'apparente à un interrogatoire, SNOW explique le stratagème utilisé par un agent allemand à Hinchley-Cooke, du MI5 :

Mr. [nom effacé] : Comme activité secondaire, il est censé faire une préparation particulière d'origine allemande pour se laver les mains sans savon.

Col. Hinchley-Cooke : Cette activité secondaire a pour but de lui permettre de circuler dans le pays ?

Mr. [nom effacé] : Oui²⁵⁴.

Dans un contexte de tensions, des dispositions sont prises pour l'éventualité d'une déclaration de guerre : SNOW recevrait ses paiements à Londres, ce qui éviterait qu'il soit compromis par des voyages dans le pays ennemi. S'il désire se rendre en Allemagne malgré le renforcement de la sécurité aux frontières, on lui conseille de se rendre dans un pays neutre et de le faire savoir aux Allemands. Ceux-ci auraient un agent qui l'attendrait là, et le ferait passer en Allemagne²⁵⁵.

²⁵³ « As far as can be ascertained SNOW met a millionaire named HAMILTON who formed a company called the OWENS EQUIPMENT Co., for the purpose of making car batteries etc. and it is in this business that SNOW is supposed to be engaged but he is merely using it as a cloak for his other activities. [...] This company formed a subsidiary company in Germany which she states has never actually done any business but is used as an excuse for SNOW's frequent visits to Hamburg, Berlin, etc. The correspondence SNOW receives, presumably from the company because its letter paper is used, is alleged to be in code. Her husband is paid for his services in English money which is supposed to accrue to him from the profits of this company », rapport d'un entretien entre « Mrs SNOW » et la *Special Branch*, 18 août 1939, TNA KV 2/ 446.

²⁵⁴ « Mr. [nom effacé]: He is supposed to do as a sideline, to enable him to travel around, a special preparation made in Germany for washing hands without soap. [...] »

Col. Hinchley-Cooke: This sideline is to enable him to go around the country?

M. [nom effacé]: Yes », « Transcription de notes prises à Scotland House, le 24 septembre 1938, lors de l'interrogatoire de SNOW par le colonel Hinchley-Cooke en présence d'un commissaire et d'un inspecteur de la *Special Branch* dont les noms ont été effacés, TNA KV 2/445.

²⁵⁵ *Ibid.*

Dans le même but de discrétion, on privilégie les petits émetteurs radio, qui peuvent être enterrés afin d'être dissimulés. SNOW explique qu'on lui a un jour montré un appareil photographique de très petite taille, qui ne nécessite même pas que l'on regarde ce que l'on veut photographier. Cependant il précise que les Allemands lui ont laissé entendre qu'il est un atout précieux pour eux, et qu'ils ne sont donc pas prêts à ce qu'il prenne des risques : ses employeurs lui ont indiqué qu'ils ont d'autres personnes de moindre valeur à qui ils pouvaient confier la tâche très risquée de prendre des photographies²⁵⁶.

Sa femme révèle les méthodes qu'il emploie afin de convoyer des messages codés : enveloppés dans du papier d'aluminium, ils sont cachés dans sa bouche, ou même à l'extrémité du réservoir à combustible d'un briquet²⁵⁷. Il ne doit avoir en sa possession aucun élément incriminant, ce qui est illustré par ses papiers, qui ne dénotent rien d'anormal au premier abord. SNOW explique ainsi pourquoi son passeport ne trahit pas ses voyages fréquents en Allemagne :

Col. Hinchley-Cooke : Quand vous entrez – est-ce que l'on tamponne votre passeport ?

Mr. [nom effacé] : Je n'ai aucun problème. Ils ne visent pas mon passeport ; ils n'indiquent aucune justification professionnelle dessus.

Col. Hinchley-Cooke : Comment faites-vous pour éviter cela ?

Mr. [nom effacé] : Eh bien, je leur dis quand j'arrive et ils informent le poste frontière.

Col. Hinchley-Cooke : Et ils vous laissent passer, tout simplement²⁵⁸.

De nombreux indices peuvent trahir les activités des espions. Ils connaissent donc différents procédés permettant de les détruire en cas d'urgence, comme le révèle SNOW lors du même entretien :

Mr. [nom effacé] : Il y a une façon toute particulière de se débarrasser de petits documents, mais mon estomac n'était pas en état donc je les ai déchirés.

Col. Hinchley-Cooke : La bonne vieille capsule ?

Mr. [nom effacé] : Non, c'est assez plat et on peut la mettre dans la bouche. Vous pouvez parler ou faire n'importe quoi et en cas de problème il suffit de l'avaler²⁵⁹.

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ Lettre de Special Branch, 18 août 39, TNA KV 2/446.

²⁵⁸ « Col. Hinchley-Cooke: *When you go in – do you have your passport marked?*

Mr. [nom effacé]: *I have no difficulty. They don't stamp my passport; they don't put any business reason on at all.*

Col. Hinchley-Cooke: *How do you manage to get out of that?*

Mr. [nom effacé]: *Well, I let them know when I am coming and they inform the frontier station.*

Col. Hinchley-Cooke: *And they just let you through.* », transcription de notes prises à Scotland House, le 24 septembre 1938, lors de l'interrogatoire de SNOW par le colonel Hinchley-Cooke en présence d'un commissaire et d'un inspecteur de la Special Branch dont les noms ont été effacés, TNA KV 2/445.

²⁵⁹ *Ibid.*

Les Allemands sont très conscients du risque que représente toute forme de communication pour la confidentialité des sources de renseignement. Toute expédition de documents vers l'Allemagne se fait avec les plus grandes précautions, comme pour ces photographies : « La pellicule, qui était emballée dans du papier d'étain, était disposée dans la boîte en carton, et le morceau de coton était placé de telle sorte sur le dessus de la boîte que, généralement, le paquet donnait l'impression, avant ouverture, que la boîte contenait des comprimés.²⁶⁰ » Les services secrets britanniques gardent un œil sur les échanges avec les services allemands dont ils connaissent l'existence. Si bien qu'il existe des adresses de couverture qui garantissent une plus grande discrétion aux correspondants. Pourtant il est évident que parfois cela ne suffit pas, comme le révèle la note suivante : « Les documents interceptés classés sous les références (52a) et (53a) ne laissent aucun doute dans mon esprit que leur auteur est en contact avec l'Organisation S.S. à Hambourg. Le Deuxième Bureau²⁶¹ par la voie du S.I.S. nous a indiqué que l'adresse à laquelle il écrit était une adresse de couverture utilisée par cette organisation [...].²⁶² » SNOW révèle qu'on lui a donné plusieurs adresses auxquelles il peut écrire ; il indique également que celles-ci ne cessent de changer, preuve évidente de prudence²⁶³.

Une méthode destinée à communiquer de façon discrète, dissimulant la véritable nature de la conversation, est l'apanage des Allemands. Il s'agit de la microphotographie. Elle sert en particulier à communiquer leurs instructions aux agents sur le terrain, et permet de réduire considérablement la taille des documents concernés. SNOW explique comment cela permet par exemple de faire transiter des instructions d'un pays à un autre en les collant sous un timbre-poste dans une lettre, et il cite l'exemple d'une lettre d'affaires²⁶⁴. Le message caché est alors invisible pour qui ne connaît pas cette nouvelle technologie, et une lettre entre agents secrets peut revêtir l'aspect d'une conversation familiale.

²⁶⁰ « *The film, which was wrapped in silver paper, was enclosed in the carton, and the piece of cotton wool was so arranged at the top of the carton that the packet, generally, gave the impression, before opening, that the carton contained tablets* », note du 13 juillet 1938 au sujet d'un colis pour « Dr Richter », à Hambourg, rédigée par « Room 30 » (Bureau 30), TNA KV 2/445.

²⁶¹ Le Deuxième Bureau était chargé du renseignement pour l'armée française.

²⁶² « *The intercepts filed at (52a) and (53a) leave no doubt in my mind that the writer is in touch with the Hamburg S.S. Organisation. The address to which he is writing had been reported to us by the Deuxieme Bureau through S.I.S. as being a cover adres [sic] used by that organisation* », note de B2 pour ADS(B), 25 août 1938, TNA KV 2/349.

²⁶³ Transcription de notes prises à Scotland House, le 24 septembre 1938, lors de l'interrogatoire de SNOW par le colonel Hinchley-Cooke en présence d'un commissaire et d'un inspecteur de la Special Branch dont les noms ont été effacés, TNA KV 2/445.

²⁶⁴ « Extrait d'une note sur des informations donné par SNOW à son retour de Bruxelles », 26 octobre 1939, TNA KV 2/ 454.

La méthode de communication la plus rapide, et donc privilégiée pour les messages brefs, est la radio. Celle-ci représente un enjeu autre, mais de poids également. De nombreux agents sont équipés d'un émetteur radio, ce qui présente toujours un risque, car les ondes émises peuvent facilement être détectées et permettre de trianguler la position de l'émetteur – et de lire les messages échangés. Ceci a poussé les Allemands à redoubler d'inventivité. Ils ont notamment conçu un émetteur plus difficile à détecter²⁶⁵. Surtout, les Allemands veillent à coder leurs communications – ceci s'applique également pour nombre d'échanges écrits. Ainsi, « Mrs SNOW » révèle l'existence d'un code « basé sur le mot *CONGRATULATIONS*, où un nombre est associé à chaque lettre²⁶⁶ ». Plusieurs méthodes existent ; leur pluralité est gage de sécurité. Ceci conduit les Allemands à adopter des systèmes de cryptage élaborés, jusqu'au plus célèbre d'entre eux, la machine Enigma (ou plutôt les machines Enigma, car de multiples variantes ont été en circulation). Les Allemands veillent tout particulièrement à la diversité de leurs systèmes d'encodage, et à leurs possibilités d'adaptations en cas de menace, ce qui renforce la sécurité des transmissions²⁶⁷. Il faut cependant souligner que jusqu'à la déclaration de guerre les Allemands utilisent très peu les ondes radio, si bien que la plupart des informations obtenues par leurs futurs ennemis proviennent de l'interception de courriers²⁶⁸.

Le renseignement humain ne constitue pas la seule source d'information pour les services secrets. Le renseignement aérien allemand est sous la houlette du colonel Theodor Rowehl. De nombreux protocoles ont été mis en place pour assurer la pérennité de cette source d'informations. Les avions de reconnaissance sont camouflés en engins commerciaux, afin de ne pas trahir leur fonction militaire. Rowehl se demande si certaines couleurs permettent de masquer l'appareil, mais ces recherches s'avèrent vaines, car à de telles hauteurs la couleur importe peu, et ce sont plutôt les reflets scintillants qui le compromettent. S'ils ne veulent pas révéler l'intérêt allemand pour une cible stratégique, les pilotes reçoivent l'ordre de voler à de très hautes altitudes afin de ne pas être visibles. Du son est certes audible, mais en l'absence de radars, l'observation de ces avions est très difficile. Pour

²⁶⁵ Transcription de notes prises à Scotland House, le 24 septembre 1938, lors de l'interrogatoire de SNOW par le colonel Hinchley-Cooke en présence d'un commissaire et d'un inspecteur de la Special Branch dont les noms ont été effacés, TNA KV 2/445.

²⁶⁶ « *Based on the word "CONGRATULATIONS", each letter bearing a number* », lettre de la Special Branch à la suite d'un entretien avec Mme SNOW, 18 août 1939, TNA KV 2/446.

²⁶⁷ « Report on two batches of documents received from the French », non daté, TNA CAB 21/1162. La même observation sur les protocoles de sécurité des communications est présente dans la note intitulée « Investigation of German Military Cyphers : Progress Report », 7 novembre 1939, TNA HW 14/2.

²⁶⁸ *Curry Report, op. cit.*, TNA KV 4/1, p. 94.

parfaire ce protocole de sécurité, si un avion produit une traînée blanche, il doit souvent abandonner sa mission²⁶⁹. Ces règles strictes témoignent d'une grande préoccupation pour la protection de ces sources.

Il est évident en 1939 que la défaite de 1918 a porté un coup très sévère au potentiel militaire allemand, et en particulier au renseignement du pays. Pourtant, les services secrets se reconstruisent dans les années 1920-1930, et font preuve d'une très grande détermination à servir au mieux l'Allemagne. Cette volonté de revanche est exacerbée par les conditions très sévères du Traité de Versailles et l'humiliation qui lui est associée. Lorsque la guerre éclate à nouveau en 1939, le pays dispose de nombreuses agences chargées de récolter des informations sur l'ennemi. Ceci ne va pas sans une duplication inutile de certaines tâches, voire même une compétition parfois néfaste entre des entités aux allégeances dissonantes, comme c'est le cas pour l'*Abwehr* et le *Sicherheitsdienst*. L'adhésion sans faille à l'idéologie nazie est loin d'être la norme dans certaines de ces agences. Le gouvernement allemand a pour un temps découragé l'espionnage contre le Royaume-Uni, mais ces freins sont rapidement levés, et le renseignement allemand remporte quelques succès manifestes, dans le domaine du renseignement humain mais également technique. L'*Abwehr* en particulier jouit d'une grande réputation en Allemagne en septembre 1939²⁷⁰. Dans un autre domaine, une des plus grandes victoires concerne la lecture des codes navals britanniques, qui affaiblit grandement la marine britannique à l'aube de la guerre. Les pratiques mises en place à la veille de la guerre et au début du conflit témoignent d'une réflexion assez avancée sur les procédures de protection des sources, avec en particulier la méthode de la microphotographie, réflexion cependant moins marquée pour le renseignement issu des communications. Pour autant, les débâcles du renseignement humain sont déjà fréquentes, et les erreurs relevées apparaissent de manière plus évidente plus tard dans le conflit.

²⁶⁹ Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 112.

²⁷⁰ Hinsley, Francis H., *British Intelligence in the Second World War*, Volume 4, op. cit., p. 301.

I.D. Renseignement et neutralité : le retard chronique des services de renseignement américains longtemps négligés

Le contraste entre la perception que notre société a du renseignement américain de nos jours et le tableau qui est dressé de son étiolement pendant les années 1930 est saisissant. Les agences américaines actuelles sont décrites comme extrêmement performantes et capables d'espionner le monde entier, usant et abusant de leurs pouvoirs, en particulier dans le domaine du renseignement technique symbolisé par la *National Security Agency* (NSA). Aujourd'hui ce sont les performances remarquables de ces services qui sont controversées, et décrites par beaucoup comme des intrusions injustifiées dans la vie privée des citoyens américains ou étrangers. Au contraire, les services secrets américains des années 1930 souffrent d'un retard marqué, d'un manque de financement chronique, et leur efficacité est sévèrement remise en question. Ray Cline, qui s'est illustré comme le principal analyste de la CIA pendant la crise des missiles de Cuba, a porté le jugement suivant sur cette période : « Il est toujours inquiétant de penser à quel point nous étions démunis en termes d'éléments de renseignement adéquats quand la guerre est survenue²⁷¹ ». Le général George C. Marshall, chef d'état-major de l'armée de terre des États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, était bien au fait des données stratégiques dont elle disposait. Il dépeint le renseignement militaire avant ce conflit comme « pas beaucoup plus conséquent que ce qu'un attaché militaire pouvait apprendre au dîner, [...] autour d'une tasse de café²⁷² ». Nous devons cependant nous interroger sur les nuances à apporter à une telle perception de ces services.

La politique isolationniste des États-Unis est une des causes principales de ces insuffisances du renseignement. Elle trouve ses origines, entre autres, dans ce que l'on désigne communément la « doctrine de Monroe ». Les principes énoncés par le Président James Monroe en 1823 servent encore de fil directeur pour la politique étrangère américaine dans la première moitié du XX^{ème} siècle : les Européens ne doivent pas intervenir dans la sphère d'influence du pays, et en contrepartie les Américains se tiennent à l'écart des

²⁷¹ « *It is still frightening to think how devoid of adequate intelligence assets we were when war came to us* », Cline, Ray S., *Secrets, Spies and Scholars: Blueprint of the Essential CIA*, Washington, Acropolis, 1976, p. 7.

²⁷² « *Little more than what a military attaché could learn at a dinner, [...] over the coffee cups* », Angevine, Robert G., « *Gentlemen Do Read Each Other's Mail: American Intelligence in the Interwar Era* », *Intelligence and National Security*, vol. 7, n°2, 1992, p. 5.

questions européennes. Cette ligne de conduite continue à influencer la diplomatie américaine entre les deux guerres. Ainsi par exemple, malgré les exhortations du Président Woodrow Wilson pour que les États-Unis rejoignent la Société des Nations, dont il avait été l'un des principaux instigateurs, le Sénat refuse que le pays en devienne membre. L'intervention des États-Unis dans la Première Guerre mondiale est perçue par beaucoup d'Américains comme une parenthèse qu'il convient de refermer le plus rapidement possible²⁷³. La Société des Nations vise pourtant à empêcher l'émergence de nouveaux conflits armés, conformément à l'un des Quatorze Points de Wilson qui énoncent son programme pour la fin du conflit. Mais les États-Unis, qui ont prouvé leur place de puissance mondiale lors des hostilités, refusent de s'impliquer dans la défense de ces grands principes, et se replient sur leur propre continent.

La création de la Société des Nations fait partie des clauses du Traité de Versailles de 1919, mais cette organisation souffre de nombreuses déficiences, en particulier l'absence d'une possibilité efficace de sanctionner les pays portant atteinte à la paix. Les efforts pour éviter de nouveaux conflits se poursuivent cependant, comme dans le cadre du Pacte Briand-Kellog de 1928 qui vise à empêcher que de nouvelles guerres n'éclatent. Aristide Briand, le ministre des Affaires étrangères français, et Frank Kellog, le secrétaire d'État américain, sont à l'origine de cette initiative. Les États-Unis estiment que le premier conflit mondial est partiellement dû à l'accumulation d'armes, et ils cherchent à éradiquer ce problème dans l'entre-deux-guerres, en particulier par leur participation aux sommets sur le désarmement comme en 1921-1922 et en 1930²⁷⁴. Le pays ne mène pas une politique de réarmement conséquente dans les années 1930, et les dépenses militaires sont très limitées. Certains signes inquiètent cependant les Américains, comme l'invasion de la Mandchourie par le Japon en 1931, qui souligne le danger représenté par cette puissance et sa volonté d'expansion.

La population américaine et ses dirigeants souhaitent, pour la grande majorité, se prémunir contre une intervention sur la scène internationale qui précipiterait le pays dans la guerre. Cet isolationnisme s'accroît encore en 1934-1935. Ainsi, à partir de 1935 des lois de neutralité sont votées : elles constituent des garanties pour essayer d'empêcher que le pays ne soit entraîné dans un nouveau conflit. Elles interdisent la vente d'armes ou l'accord de prêts

²⁷³ Delmas, Général Jean, *La Seconde Guerre mondiale. Déroulement et enjeux*, Paris, Hachette Livre, 2008, p. 11.

²⁷⁴ Kruh, Louis, « Stimson, the Black Chamber, and the "Gentlemen's Mail" Quote », *Cryptologia*, vol. 12, n° 2, 1988, p. 69.

aux belligérants²⁷⁵. Dans une veine similaire, certains politiciens souhaitent ajouter un amendement, dit « Ludlow », à la Constitution, qui aurait requis le consentement de la population par référendum avant toute déclaration de guerre, sauf en réponse à une attaque directe contre le pays. Ce projet échoue mais témoigne des mentalités isolationnistes très présentes²⁷⁶. Malgré ses propres convictions quant aux évolutions sur le théâtre européen et la perspective d'une nouvelle guerre, Roosevelt n'est pas libre de prendre des mesures visant à préparer la nation à un conflit²⁷⁷. Cependant le pays n'est pas complètement neutre. La population américaine rejette massivement les idéologies totalitaires et les dictatures. Le principe « *cash and carry* » stipule que les belligérants peuvent faire du commerce avec l'Amérique, à l'exclusion d'armes, s'ils se plient à ses conditions, c'est-à-dire s'ils paient comptant et transportent eux-mêmes les biens. Ces termes en apparence neutres favorisent les Britanniques et les Français, notamment du fait des marines performantes de ces deux pays, et constituent également un atout pour l'économie américaine stimulée par les nouvelles commandes²⁷⁸. De plus Roosevelt essaie à la fin des années 1930 d'obtenir la révision des lois de neutralité, en particulier au début de l'année 1939 et après la déclaration de guerre en Europe. Un tournant s'opère le 4 novembre 1939 : les armes et munitions peuvent désormais être vendues à des belligérants, en se soumettant à la règle du *cash and carry*. Surtout, à partir du 5 septembre 1939, des fonds supplémentaires sont alloués aux forces militaires et les effectifs sont augmentés²⁷⁹. Ce n'est qu'à partir de 1940, suite aux succès inattendus de l'Axe, que les préparatifs des États-Unis pour une potentielle guerre s'accélèrent.

La formation des agences de renseignement américaines

Dans ce contexte, plusieurs unités américaines étaient chargées de collecter du renseignement. Au sein de l'armée de terre, une branche spécifique était dédiée à cette activité. L'armée avait dans un premier temps établi une Division de l'information militaire en 1885, qui, après quelques changements structurels, devient en 1918 la Division du

²⁷⁵ Kaspi, André, Piétri, Nicole, Schor, Ralph, *Chronologie commentée de la Deuxième Guerre mondiale* [1990], Paris, Perrin, 2010, p. 14-15.

²⁷⁶ Black, Jeremy, *op. cit.*, p. 4-5.

²⁷⁷ Delmas, Général Jean, *op. cit.*, p. 29.

²⁷⁸ Smith, Bradley F., *The Ultra Magic Deals and the Most Special Relationship, 1940-1946* [1992], Presidio Press, Novato, 1994, p. 7.

²⁷⁹ Kaspi, André, Piétri, Nicole, Schor, Ralph, *op. cit.*, p. 14-17 et p. 49.

renseignement militaire, la *Military Intelligence Division* (MID)²⁸⁰. Le directeur du renseignement de l'armée, l'officier Ralph H. Van Deman, demande à Herbert O. Yardley de créer en 1917 un service de cryptanalyse au sein de la Division du renseignement militaire de l'armée de terre américaine, qui est désigné MI-8²⁸¹. Cette agence a également des missions de cryptographie et de lecture d'encres invisibles²⁸². Les États-Unis souhaitent bénéficier d'une certaine autonomie par rapport aux puissances européennes, avoir leurs propres sources sur les communications de l'ennemi et ne pas dépendre de leurs alliés dans ce domaine. Ce besoin est exacerbé par le rôle croissant joué par la radio dans l'armée, ce qui permet d'intercepter plus facilement les échanges ennemis. Un des facteurs qui avait précipité l'entrée en guerre des États-Unis en 1917 était le télégramme de Zimmermann. Son déchiffrement avait constitué une très grande victoire des cryptanalystes britanniques, qui avaient partagé leur découverte avec les Américains. Ceux-ci avaient alors découvert les intentions hostiles de l'Allemagne à leur égard – et peut-être l'attention qu'il fallait porter aux communications secrètes des puissances étrangères. Avant la création du MI-8, il n'existe pas à proprement parler de section de cryptanalyse parmi les institutions de l'État. Seuls les Laboratoires Riverbank dans l'Illinois, sous la houlette du magnat George Fabyan, se consacrent à cette activité, en lien certes étroit avec l'armée et le Département d'État²⁸³. Ils emploient William F. Friedman qui devient plus tard un cryptanalyste de renom²⁸⁴. La fin de la Première Guerre mondiale sonne le glas pour le MI-8, mais Yardley encourage la création d'une agence pour lui succéder, le Bureau du chiffre (*Cipher Bureau*), surnommé « Chambre noire », qui est cofinancé par le ministère de la Guerre et le ministère des Affaires étrangères et est basé à New York²⁸⁵.

Comme dans les autres pays, le secret est de mise autour de ses activités. Ni la population, qui ne souhaite pas être entraînée dans un nouveau conflit, ni une majorité du corps politique, ne doivent connaître son existence. En 1929 le secrétaire d'État, Henry L. Stimson, décide de ne plus allouer sa part de fonds au Bureau du chiffre. On pourrait penser que l'activité de cryptanalyse par l'armée de terre cesserait également, puisqu'elle s'effectuait

²⁸⁰ Mahnken, Thomas G., *Uncovering Ways of War: U.S. Intelligence and Foreign Military Innovation, 1918-1941*, Ithaca, NY/ Londres, Cornell University Press, 2002, p. 25-26.

²⁸¹ Kruh, Louis, « Stimson, the Black Chamber », *op. cit.*, p. 66-67.

²⁸² Friedman, William F., « A Brief History of the Signal Intelligence Service », *Cryptologia*, vol. 15, n° 3, 1991, p. 264.

²⁸³ *Ibid.*, p. 263.

²⁸⁴ Dooley, John F., « 1929–1931: A Transition Period in U.S. Cryptologic History », *Cryptologia*, vol. 37, n°1, 2013, p. 86.

²⁸⁵ Parrish, Thomas, *The Ultra Americans: The U.S. Role in Breaking the Nazi Codes*, New York, Stein and Day, 1986, p. 30-31.

en coopération entre les deux branches du gouvernement. Pourtant ce n'est pas le cas. La branche du renseignement de l'armée de terre américaine, G-2, et son Corps des transmissions (*Signal Corps*) chargé de chiffrer les communications américaines s'associent pour se consacrer à la cryptanalyse. À l'évidence il est indispensable de maintenir le plus grand secret sur ces activités. En 1929-1930 est donc fondé le Service de renseignement technique (*Signal Intelligence Service*, SIS²⁸⁶, à ne pas confondre avec le SIS britannique chargé d'espionnage) qui combine cryptanalyse et cryptographie. Les responsables de ces agences ne souhaitent pas que Yardley soit affecté à la tête du SIS. Il n'est pas aussi talentueux qu'il le laisse penser, et surtout il est plus préoccupé de ses intérêts, notamment financiers, que de la destinée de son pays. Par courtoisie, le poste lui est cependant proposé, mais avec un salaire si bas qu'il est évident qu'il le refusera. Finalement, c'est William F. Friedman qui prend la tête du SIS. Ses fonctions précédentes étaient liées au codage des communications de l'armée de terre américaine, mais il s'intéressait depuis toujours à l'autre versant de cette activité, la cryptanalyse. Il avait d'ailleurs servi en France en 1918 en tant que cryptanalyste pour l'armée américaine. Ce changement dans la direction des activités de cryptanalyse de l'armée s'accompagne d'une absence totale de continuité entre les activités du Bureau du chiffre et du SIS. Le personnel du Bureau du chiffre n'est pas repris dans le SIS. L'expérience acquise par la première unité n'est donc, pour l'essentiel, pas transmise à la seconde. Le SIS est initialement un service de très petite envergure, mais les premières recrues s'avèrent de véritables piliers de la cryptanalyse de l'armée de terre américaine pendant la Seconde Guerre mondiale : Abraham Sinkov, Frank Rowlett, Solomon Kullback²⁸⁷. Ils se consacrent essentiellement aux codes diplomatiques japonais²⁸⁸.

Le renseignement de la marine ne connaît pas les mêmes aléas dans l'entre-deux-guerres. Il est à noter que, malgré la réputation de pionniers des Britanniques dans le domaine du renseignement, la première vraie agence de renseignement naval est fondée aux États-Unis, et non au Royaume-Uni, qui est pourtant une puissance qui s'enorgueillit de sa marine. Le Bureau du renseignement naval américain (*Office of Naval Intelligence*) voit le jour en 1882²⁸⁹. En 1922, OP-20-G est fondé et est chargé des « Codes et signaux » (*Code and Signal Section*). Cette agence joue un rôle déterminant pendant la Seconde Guerre mondiale.

²⁸⁶ Dooley, John F., *op. cit.*, p. 84 et p. 89.

²⁸⁷ Parrish, Thomas, *op. cit.*, p. 33-37.

²⁸⁸ Kahn, David, « Roosevelt, Magic, and Ultra », *Cryptologia*, vol. 16, n° 4, 1992, p. 289.

²⁸⁹ Bath, Alan H., *Tracking the Axis Enemy: The Triumph of Anglo-American Naval Intelligence*, Lawrence, University Press of Kansas, 1998, p. 4.

Il est indispensable de mentionner une dernière agence, dont la mission principale ne concerne pas directement la collecte de renseignement, mais dont les fonctions l'associent inévitablement à ces activités. Il s'agit du *Federal Bureau of Investigation*, ou FBI, dirigé par le célèbre J. Edgar Hoover entre 1924 et 1972. Cette agence, fondée en 1908, est initialement de très petite ampleur. Elle ne prend le nom de *Bureau of Investigation*, Bureau d'enquête, qu'en 1909, et ce n'est que plus tard, en 1935, qu'elle devient le Bureau fédéral d'enquête. Le FBI lutte contre la criminalité du ressort de l'État fédéral, ce qui limite grandement ses attributions. Pendant la Première Guerre mondiale il est chargé de contre-espionnage. La nomination de Hoover à sa tête signale le début d'une réorganisation en profondeur du Bureau, et de son expansion. Il le professionnalise : les agents doivent prouver leur valeur, ils bénéficient d'une importante formation. Dans la seconde moitié des années 1930, en réponse aux signes annonçant un nouveau conflit et à l'agitation fasciste et communiste, le FBI obtient graduellement le droit d'enquêter sur ces mouvements, et également sur les tentatives d'espionnage visant les États-Unis²⁹⁰.

Faibles du renseignement américain

Plusieurs facteurs sont avancés par les nombreux détracteurs des unités américaines pour justifier leurs accusations. Deux insuffisances principales sont soulignées. D'une part, les autorités américaines consacrent très peu d'attention et de moyens au renseignement pendant les années 1920 et 1930, et d'autre part les agences secrètes sont, malgré leur nom, vues comme peu discrètes. En ce qui concerne le premier reproche, la politique isolationniste du pays compte pour beaucoup dans cet état de fait. Les fonds consacrés aux forces militaires sont très limités et par conséquent ceux des services de renseignement, qui relèvent souvent de l'armée, le sont également. Le même phénomène s'applique aux agences de renseignement civiles dans un tel contexte. Par ailleurs la crise économique des années 1930 affecte négativement le budget alloué à de telles activités.

Un épisode symbolise cette désaffection à l'égard des activités de renseignement, en particulier pour le renseignement technique. Comme évoqué précédemment, en 1929, Henry L. Stimson, qui vient d'être nommé secrétaire d'État par le Président Herbert Hoover nouvellement élu, décide de mettre un terme au financement du Bureau du chiffre, la principale agence de cryptanalyse américaine. L'essentiel de son financement émanait du

²⁹⁰ FBI, « A Brief History », <https://www.fbi.gov/about-us/history/brief-history/brief-history>, consulté le 21 juillet 2015.

Département d'État, si bien que la décision de Stimson de couper court à ces subventions en 1929 mène à la fermeture du Bureau du chiffre. Bruce B. Bidwell, auteur de l'ouvrage *History of the Military Intelligence Division, Department of the Army Staff: 1775-1941*, définit cette décision comme « l'un des événements les plus stupéfiants de toute l'histoire du renseignement militaire²⁹¹ ». Les motifs qui expliquent l'attitude de Stimson ont fait l'objet de nombreuses discussions. Trois raisons principales expliquent cette décision: le contexte isolationniste des années 1920, déjà évoqué, les valeurs de Stimson, et sa conviction que la cryptanalyse ne doit pas relever du Département d'État mais du ministère de la Guerre²⁹².

Il est probable que la culture wilsonienne de rejet de toute forme de « diplomatie secrète », exprimée en particulier dans son célèbre discours du 8 janvier 1918 surnommé les « Quatorze Points de Wilson », influence également ce choix. En ce qui concerne les questions morales sous-tendant cette décision, Stimson était un homme qui accordait une place très grande aux principes de confiance et d'honnêteté, ce qui était difficilement réconciliable avec la lecture des communications d'autrui, en l'occurrence des codes japonais. Les détracteurs de Stimson peuvent juger cette position naïve, pourtant sa situation était délicate. Il était en effet un diplomate. Le dilemme entre le besoin d'obtenir des informations et la nécessité de respecter certaines règles tacites des relations internationales est récurrent, à l'époque comme aujourd'hui, dans le domaine du renseignement. Les ambassades constituent de très bonnes bases pour obtenir des données sur un pays, mais aller au-delà de la simple collecte d'informations et se livrer à de l'espionnage enfreint les codes de l'hospitalité. Par exemple, en 2015, certains journaux avancent que les écoutes de la NSA portant sur les communications des trois présidents français, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande, étaient effectuées depuis le toit de l'ambassade des États-Unis, voisine de l'Élysée. De même, beaucoup de puissances aimeraient connaître les secrets des consulats basés dans leur pays, mais ceci pourrait menacer leurs relations. Dans chaque cas, il convient de décider si la fin justifie de prendre de tels risques. Dans ces conditions, il est compréhensible que Stimson estime que l'interception et le déchiffrement des communications étrangères ne doivent pas relever de son ministère, mais de la sphère militaire. Il est possible que Hoover ait influencé Stimson, mais probable que celui-ci ait pleinement assumé cette décision de fermer le Bureau du chiffre. Il n'est pas non plus prouvé que la phrase généralement attribuée à

²⁹¹ Bidwell, Bruce W., *History of the Military Intelligence Division, Department of the Army General Staff: 1775-1941*, Frederick, Md, University Publications of America, 1986, p. 329.

²⁹² Kruh, Louis, « Stimson, the Black Chamber », *op. cit.*, p. 68.

Stimson pour légitimer sa décision « *Gentlemen do not read each other's mail* », « Un gentleman ne lit pas le courrier d'autrui » ait été prononcée en 1929, mais elle résume bien certaines des considérations pesant sur la fermeture du Bureau du chiffre²⁹³.

La deuxième principale cause de récrimination à l'égard des services américains concerne leur supposé manque de discrétion et de secret autour de leurs activités. Ces allégations semblent confirmées par un incident très préjudiciable à la réputation des Américains: la publication d'une série d'articles puis d'un livre²⁹⁴ appelé *La Chambre noire américaine* (*The American Black Chamber*) par l'Américain Herbert O. Yardley en 1931²⁹⁵. Cet épisode a eu un impact très significatif à la fin des années 1930 et a nui à la coopération entre Américains et Britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale.

Yardley était le fondateur du Bureau du chiffre que l'on vient d'évoquer. En réaction à sa fermeture en 1929, il décide de révéler la fonction et les activités de cette agence. Il porte également au grand jour le rôle déterminant qu'a joué la cryptanalyse lors de la Conférence de Washington de 1922 qui sera détaillé plus loin dans ce chapitre. William R. Castle, du Département d'État, tente, en conjonction avec le ministère de la Justice, d'empêcher cette publication, mais en vain²⁹⁶. Ces confessions suscitent de très vives réactions. Yardley espère peut-être souligner grâce à cette œuvre la nécessité stratégique que les États-Unis disposent d'une unité de cryptanalyse de cette envergure. Il a également besoin d'argent, que pourraient lui fournir les droits d'auteur. Ces indiscretions l'ont rendu *persona non grata* pour le renseignement américain et britannique, parce qu'il avait exposé des sources, les compromettant vraisemblablement. Plus tôt, il avait lui-même insisté sur l'impératif de préserver le secret autour de la cryptanalyse, en particulier des codes et chiffres japonais. Ainsi il avait déclaré : « Si les Japonais apprenaient que nous lisons leurs messages ils pourraient effectuer un changement si radical de leurs nouveaux codes que nous ne pourrions plus jamais les lire.²⁹⁷ »

Comme le révèlent les fonds d'archives des États-Unis, de nombreux experts postulent que cet ouvrage est responsable de l'évolution des codes japonais. Joseph Wenger, le célèbre cryptanalyste américain chargé des codes navals, estime en 1937 que cette parution a rendu les Japonais plus conscients du danger que couraient leurs communications, et les a incités à

²⁹³ *Ibid.*, p. 71-80.

²⁹⁴ Parrish, Thomas, *op. cit.*, p. 39.

²⁹⁵ Yardley, Herbert O., *The American Black Chamber*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1931.

²⁹⁶ Kruh, Louis, « Stimson, the Black Chamber », *op. cit.*, p. 75.

²⁹⁷ « *If the Japanese should learn that we can read their messages, they may make such a violent change in their new codes that we could never read them* », *ibid.*, p. 75 et p. 82.

prendre plusieurs mesures afin de remédier à cette faille : les systèmes de chiffrement deviennent plus nombreux et variés, sont changés plus fréquemment, sont plus élaborés, et utilisés avec de plus grandes précautions. Ces points sont des méthodes fondamentales et très courantes en termes de protection des codes. De plus, Wenger évoque une avancée technique japonaise de l'époque : la pratique d'utiliser des machines pour chiffrer, qui remplacent graduellement les codes manuels. La charge de travail que cela engendre chez les cryptanalystes américains augmente alors de façon exponentielle et requiert l'utilisation de machines pour les décoder²⁹⁸. Le livre de Yardley est souvent jugé responsable de cette complexification des codes japonais. Pourtant il faut nuancer ce bilan négatif de la publication²⁹⁹. Le tournant significatif que représente l'avènement de machines en cryptologie est antérieur à la parution du livre de Yardley et constitue une avancée qui était probablement inexorable. L'introduction de machines pour coder les communications avait débuté vers 1915, soit bien avant ces révélations³⁰⁰.

L'étendue exacte des conséquences de cette publication demeure difficile à évaluer. Un rapport rédigé en 1942 par William F. Friedman intitulé « *A Brief History of the Signal Intelligence Service* », s'interroge, entre autres considérations, sur cette question. Ce document n'a été déclassifié qu'en 1979, à la demande du chercheur Louis Kruh, qui avait trouvé une référence à ce texte dans d'autres dossiers. Lors du processus de déclassification, les autorités américaines ont décidé de ne pas rendre publiques certaines zones de texte qui ont été effacées et ne sont donc pas lisibles³⁰¹. C'est le cas notamment pour deux des lignes étudiant l'impact de *La Chambre noire américaine*³⁰² :

the resignation was accepted. The unfortunate consequences attendant upon the publication of the book need no elaboration herein. Suffice it to say that

[two lines deleted]

our precarious relations with Japan were brought to a boiling point when about 30,000 copies of the Japanese translation of *The American Black Chamber* were sold in Tokyo in a period of less than a month (perhaps the book was subsidized by the Japanese Government itself). The bad odor into which all cryptanalysts and cryptanalytic activities fell, as a result of the difficulties

Or la partie que l'on peut lire mentionne déjà de nombreux éléments : les retombées diplomatiques difficiles auprès du Japon, la mauvaise réputation des agences de cryptanalyse,

²⁹⁸, « Military Study. Communication Intelligence Research Activities », rapport de J.N. Wenger, 30 juin 1937, *National Archives at College Park, Maryland, États-Unis* (dorénavant NACP), Record Group 457, Box 1386.

²⁹⁹ Kahn, David, *The Reader of Gentlemen's Mail*, New Haven/Londres, Yale University Press, 2004, p. x.

³⁰⁰ Parrish, Thomas, *op. cit.*, p. 41-42.

³⁰¹ Friedman, William F., *op. cit.*, p. 263.

³⁰² *Ibid.*, p. 269.

assortie de contraintes financières et matérielles. Enfin, le point a priori le plus secret, la question de l'introduction de codes plus sophistiqués par cette puissance, est mentionné. Friedman ajoute même que les Italiens et les Allemands ont probablement eux aussi tiré des leçons de ces révélations. Le contenu de ces deux lignes demeure donc un mystère, ce qui nous laisse imaginer que le préjudice subi par le renseignement américain suite à ces révélations est encore plus grand que ce que l'on pense. Yardley est l'auteur d'autres écrits postérieurs, dont plusieurs romans d'espionnage. Après *La Chambre noire américaine*, il ne peut plus espérer travailler pour les Américains. Il se fait pourtant recruter dans le secteur de la cryptologie par la Chine, puis par le Canada. En 1941, soit dix ans après la publication de son premier livre, il sert l'Unité d'examen canadienne (*Examination Unit*), qui se consacre aux codes japonais notamment. À une époque où les services de cryptanalyse des puissances anglo-saxonnes envisagent de s'associer, le Royaume-Uni déclare qu'il ne coopèrera pas avec l'Unité d'examen tant que Yardley y sera employé. Celui-ci est donc remercié³⁰³. D'autres soupçons à l'égard de cet homme, comme celui qu'il ait vendu des informations aux Japonais, sont réfutés par l'historien David Kahn³⁰⁴.

Plus généralement, les Britanniques sont souvent décrits comme baignant dans une culture du secret, par opposition aux Américains qui favoriseraient une plus grande transparence, en particulier en ce qui concerne les institutions politiques. Plusieurs éléments concrets étayent ce postulat. Le premier amendement américain garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse de façon plus directe que les différents textes et précédents qui régissent le fonctionnement des institutions britanniques. Au Royaume-Uni, la Loi sur les secrets officiels de 1911 doit être signée par toute personne susceptible de se voir révéler des secrets d'État, et ce document permet de poursuivre en justice et de pénaliser très fortement toute révélation indésirable. Cette loi remplace la version initiale de 1889 pour sanctionner plus sévèrement toute forme d'espionnage. Il n'existe pas d'équivalent d'une telle ampleur aux États-Unis. De façon analogue, le recours à un « ordre “ D ” » (« *D Notice* ») au Royaume-Uni permet d'empêcher la publication d'une information ou d'un article dans la presse bien plus aisément qu'aux États-Unis. Cette culture du secret, bien plus marquée au Royaume-Uni, est peut-être partiellement due à l'insularité du pays. Elle repose très certainement sur le fait que les membres de l'*establishment* à la tête des institutions du pays,

³⁰³ « Co-operation with GCCS », la date et l'auteur ne sont pas précisés, p. 11, NACP, Record Group 457, Box 940.

³⁰⁴ Kahn, David, *The Reader of Gentlemen's Mail*, op. cit., p. 241.

au sens large, sont souvent issus des mêmes milieux sociaux et formés dans les mêmes écoles et universités, où ces valeurs sont primordiales. D'aucuns estiment qu'une certaine forme d'élitisme conduit à préserver ces secrets, par opposition à un goût plus marqué pour la transparence vue comme cardinale dans le succès de la démocratie américaine.

Malgré toutes ces accusations contre les agences américaines il convient de prendre en compte certains éléments permettant de mieux évaluer leur situation à la fin de la Première Guerre mondiale et dans l'entre-deux-guerres.

Comme évoqué ci-dessus, la fin de la Première Guerre mondiale entraîne une contraction des finances et des effectifs du renseignement américain, exacerbée par la politique isolationniste et la crise financière des années 1930. Le Bureau du chiffre américain voit les fonds qui lui sont alloués diminuer constamment entre 1921 et 1929³⁰⁵. À la fin de la Première Guerre mondiale, le Bureau du renseignement naval (*Office of Naval Intelligence*, ONI) emploie 306 officiers à Washington. En 1920, ce chiffre tombe à 42 et il continue ensuite à décroître³⁰⁶. Une même tendance s'observe à la Division du renseignement militaire de l'armée de terre (MID). À l'armistice, ce service compte 282 officiers, contre seulement 79 en 1920³⁰⁷. La quantité de personnel du MID est au plus bas en 1939, avec une équipe totale de 66 personnes, tandis que le financement atteint son minimum en 1934. La diminution de ces budgets a porté un coup sévère à plusieurs aspects de ces activités, en particulier la formation du personnel. Pour autant, il faut mettre en perspective ces réductions afin de ne pas dresser un tableau exagéré. Le renseignement britannique connaît lui aussi des coupes budgétaires pendant cette période. Et si l'on compare les chiffres des unités américaines avec ceux de la période qui précédait l'entrée en guerre des États-Unis en 1917, il n'y a pas de commune mesure. En 1916 le MID employait seulement trois personnes, ce qui est très inférieur aux chiffres de l'entre-deux-guerres. De la même façon, le système des attachés militaires, dont la véritable fonction est la collecte de renseignements, est en déclin en 1918 et 1937. Cependant, même dans les années où le système est le plus affaibli, entre 1933 et 1937, les attachés envoient des rapports sur 44 pays, bien plus qu'à la fin de la Première Guerre mondiale. En 1936, les États-Unis sont la troisième puissance en termes de nombre d'attachés, derrière le Royaume-Uni, mais devant l'Allemagne. Ils disposent d'indications précises sur la puissance militaire allemande à cette époque³⁰⁸. Par ailleurs les agences

³⁰⁵ Friedman, William F., *op. cit.*, p. 266.

³⁰⁶ Bath, Alan H., *op. cit.*, p. 9.

³⁰⁷ Bidwell, Bruce W., *op. cit.*, p. 252.

³⁰⁸ Angevine, Robert G., *op. cit.*, p. 7-11.

américaines sont en expansion dans les années 1930, ou du moins dans la seconde moitié de cette décennie. Les fonds alloués au MID commencent à réaugmenter dès 1935. La quantité de personnel est à peu près stable jusqu'en 1941, où les effectifs sont multipliés par dix³⁰⁹. Le personnel du SIS de l'armée de terre augmente quant à lui à partir de 1938³¹⁰. Pendant les années 1930, alors que le renseignement de l'armée de terre souffre cruellement du manque de fonds et de personnel, le renseignement naval est en expansion, même si ses ressources demeurent insuffisantes. Le financement du Bureau de renseignement naval (ONI) passe de 144 000 dollars en 1931 à 249 000 dollars en 1937³¹¹.

Malgré les idées reçues, ces agences se préoccupent toutes de la discrétion de leurs activités, bien que la protection de leurs sources demeure rudimentaire. Il faut attendre la Seconde Guerre mondiale pour que des protocoles de sécurité très détaillés soient mis en place. Entre autres efforts pour se protéger, ces différentes unités ont parfois recours à des couvertures. Ainsi, le Bureau du chiffre de Yardley prétend se consacrer à l'élaboration de codes commerciaux, et porte le nom officiel de « Société d'élaboration de codes » (*Code Compilation Company*)³¹². En plus de son travail cryptanalytique, il se livre aussi, certes de façon limitée, à cette cryptographie qui lui sert de façade³¹³. Une des priorités en termes de sécurité consiste également à ne pas révéler la nature des codes que l'on cherche à déchiffrer : dans un premier temps le SIS américain utilisait dans ses rapports le nom donné par les Japonais à leur machine chiffrant les messages diplomatiques, la machine « A »³¹⁴. Ceci comporte un danger évident, et les agents du SIS décident rapidement d'employer le nom de code « *Red* » pour parler de ce système de chiffrement, puis « *Purple* » pour son successeur³¹⁵.

Lors d'une visite aux États-Unis au début de l'année 1938, Guy Liddell, alors sous-directeur de la Section B (Contre-espionnage) du MI5 britannique, s'entretient longuement avec des représentants du FBI. Il souligne leur implication dans la poursuite d'espions allemands sur le sol américain, pour laquelle ils ont reçu des informations précieuses des Britanniques. Ce témoignage nous révèle des détails précieux sur les protocoles de sécurité de cette agence. Liddell note plusieurs pratiques visant à garantir que les enquêtes du FBI ne

³⁰⁹ Bidwell, Bruce W., *op. cit.*, p. 258.

³¹⁰ Smith, Bradley F., *The Ultra Magic Deals and the Most Special Relationship*, *op. cit.*, p. 34.

³¹¹ Mahnken, Thomas G., *op. cit.*, p. 25.

³¹² Friedman, William F., *op. cit.*, p. 267.

³¹³ Parrish, Thomas, *op. cit.*, p. 32.

³¹⁴ Kahn, David, « Roosevelt, Magic, and Ultra », *op. cit.*, p. 289.

³¹⁵ Parrish, Thomas, *op. cit.*, p. 43.

soient pas compromises et que leurs sources demeurent secrètes. En particulier, des recherches méticuleuses sont conduites sur les antécédents du personnel. Les agents reçoivent une rémunération assez importante. À cela s'ajoutent de nombreux avantages, dont une retraite généreuse. Ceci permet de les inciter à effectuer leur travail avec diligence. Et ces conditions contribuent à garantir leur loyauté et les rendent moins enclins à vendre leurs services au plus offrant. Le recours à des incitations matérielles et financières pour s'assurer du soutien constant des employés est au cœur des dilemmes auxquels font face les dirigeants de ces services, souvent confrontés à de fortes limitations de leurs budgets. Par ailleurs les agents reçoivent une formation solide au moment de leur recrutement et pendant qu'ils occupent leur poste. Pourtant Guy Liddell manifeste sa surprise quant à la propension de l'agence à rendre publics ses succès contre les criminels appréhendés³¹⁶. Hoover espère ainsi obtenir le soutien de la population et se voir attribuer des fonds conséquents, mais cette stratégie est aux antipodes de la tradition britannique de secret dans ce domaine. Hoover avait détaillé ses motivations dans des notes pour le ministre de la Justice datant de 1925 : « Les agents du Bureau d'enquête ont été impressionnés par le fait que le véritable problème pour faire respecter la loi est d'obtenir la coopération et le soutien du public [...]»³¹⁷. » Liddell conclut à ce sujet que les Américains revendiquent pourtant que « s'il y a la moindre publicité, elle sera autorisée par la hiérarchie dans un but défini et ne sera pas due à des indiscretions ou à de la corruption parmi les subalternes³¹⁸ ». Par ailleurs, le F.B.I. est très conscient des risques représentés par les communications. Ainsi, pour les échanges entre les 36 différents postes du F.B.I. aux États-Unis et le quartier général, le Bureau a dû prendre des précautions supplémentaires : l'emploi du télex est la procédure standard. Cette règle fait suite à la découverte que des journalistes ont réussi à gagner accès au réseau de télégrammes et à rendre publiques des informations secrètes³¹⁹.

Malgré les nombreux handicaps déjà mentionnés, les agences de renseignement américaines remportent quelques succès marquants. Le plus évident a lieu à la fin de l'année 1921 et au début de l'année 1922 lors de la Conférence de Washington, sommet qui traitait du

³¹⁶ « Liaison with the United States Government Intelligence Organisations arising out of the German Espionage Case », avril 1938, TNA KV 4/394.

³¹⁷ FBI, « A Brief History », <https://www.fbi.gov/about-us/history/brief-history/brief-history>, consulté le 21 juillet 2015.

³¹⁸ « *If there is any publicity it will be authorised from the top with a definite purpose and will not be due to indiscretion or corruption among subordinates* », « Liaison with the United States Government Intelligence Organisations arising out of the German Espionage Case », avril 1938, TNA KV 4/394.

³¹⁹ *Ibid.*

désarmement des forces navales des plus grandes puissances mondiales. Les succès de l'agence de Yardley contre les codes japonais permettent aux Américains de connaître le contenu des communications japonaises sur le sujet et les termes que les Japonais sont prêts à accepter lors de cette conférence. Mener les négociations dans de telles conditions s'avère très facile pour les Américains³²⁰. Par ailleurs le SIS parvient à lire les codes de la machine diplomatique japonaise « *Red* » en 1936. Le travail ne cesse pas pour autant. En particulier, en février 1939, les Japonais mettent en service une nouvelle machine, baptisée « *B* » par eux, « *Purple* » par les Américains³²¹. Les cryptanalystes doivent redoubler d'efforts pour pouvoir espérer percer les secrets de ce nouveau système de chiffrement.

Bien que des agences de renseignement aient été établies de longue date aux États-Unis, le pays est très démuni en matière d'informations sur l'ennemi lorsqu'il devient un des belligérants de la Première Guerre mondiale en 1917. La création du MI-8 à cette époque est cependant le signe d'un tournant, d'une période où l'on commence à accorder du crédit à cette dimension de la guerre qu'est l'obtention de données sur l'ennemi, tout particulièrement par l'interception et le déchiffrement de ses communications. Pourtant la fin du conflit menace de mettre un terme à ces activités, ce qui est exacerbé par l'isolationnisme qui prévaut dans le pays. La crise financière des années 1930 n'est pas non plus favorable à l'octroi de financements pour ces opérations. Pourtant il faut légèrement nuancer cette image d'un délabrement du renseignement américain dans l'entre-deux-guerres. Certes, des réorganisations fréquentes nuisent à l'efficacité de ces unités. Le cloisonnement est de mise entre les différentes et trop nombreuses entités avec d'inévitables doublons d'activités, et une compétition qui n'est pas toujours profitable. Mais tous les services ne sont pas affectés de la même façon, et la marine de guerre américaine apporte un soutien plus conséquent à sa branche du renseignement que l'armée de terre. Des sections importantes voient le jour, avec au premier plan les unités de cryptanalyse SIS et OP-20-G qui jouent un rôle déterminant pendant la Seconde Guerre mondiale. Des jalons sont posés qui se révéleront indispensables, en particulier à partir de l'entrée en guerre du pays en 1941. Les efforts de ces services, surtout contre les codes japonais – l'essentiel des efforts du renseignement américain est dirigé contre ce pays dans l'entre-deux-guerre –, et la formation de cryptanalystes compétents, permettent aux agences américaines de se développer rapidement une fois la guerre déclarée

³²⁰ Kruh, Louis, « Stimson, the Black Chamber », *op. cit.*, p. 67.

³²¹ Kahn, David, « Roosevelt, Magic, and Ultra », *op. cit.*, p. 289-290.

et de se hisser pendant le deuxième conflit mondial au rang de vrais acteurs du renseignement. Il convient pourtant de garder à l'esprit qu'à la fin de l'année 1939 les services américains souffrent d'un retard très préoccupant et que cette faille leur porte gravement préjudice par la suite, entraînant de très lourdes pertes humaines.

Dans les années qui précèdent la déclaration de guerre, les services secrets britanniques et allemands s'évertuent par tous les moyens à se préparer à la guerre qui devient imminente. Les premiers mois de la Seconde Guerre mondiale contraignent le Royaume-Uni et l'Allemagne à dresser un bilan de leurs préparatifs pour ce nouveau conflit. Chez eux, comme aux États-Unis, encore en paix, la situation est très mitigée. Ils s'efforcent d'essayer de rattraper leur retard, et de profondes réorganisations s'opèrent juste après l'entrée en guerre. Dans les trois pays, mais surtout aux États-Unis et en Allemagne, le nombre très élevé d'agences de renseignement affecte leur capacité à fournir une image précise des forces ennemies. L'incident de Venlo porte un coup sévère aux Britanniques, et permet aux Allemands d'obtenir des précisions sur les agences du Royaume-Uni. Cependant Américains et Britanniques bénéficient de services de cryptanalyse qui seront au cœur de la stratégie alliée. Dans les trois pays, diverses mesures sont prises afin de protéger les sources dont on sait qu'elles constituent un outil précieux dans ce conflit.

Deuxième partie
1940-fin 1942 :
Adaptation au contexte de guerre et
tractations sur les termes
d'éventuelles coopérations.

Après la « drôle de guerre », les hostilités se muent en guerre éclair en mai-juin 1940. Rien ne semble pouvoir endiguer l'avancée allemande. La situation paraît désespérée pour le Royaume-Uni. Mais dans les années qui suivent, deux événements bouleversent l'équilibre des forces. En juin 1941, lors de l'opération Barbarossa, les Allemands se retournent contre les Soviétiques, et doivent dès lors consacrer des ressources conséquentes pour ce front de l'est. L'attaque japonaise contre Pearl Harbor en décembre 1941 précipite l'entrée en guerre des États-Unis, cet allié que le Royaume-Uni appelait de ses vœux depuis le début de la guerre.

Le conflit pousse les différents pays à consacrer une attention toute particulière au renseignement qui devient une arme de premier plan. Mesurant sa valeur, ils cherchent à protéger leurs sources pour assurer la pérennité du flot d'informations. Ceci soulève de nombreuses interrogations. Les données laborieusement collectées n'ont de valeur que si elles peuvent être utilisées. Mais il faut pourtant cacher leur origine aux yeux de l'ennemi, et ceci nécessite l'application de protocoles contraignants. Chaque puissance doit trouver un équilibre entre sécurité et efficacité. Ces dilemmes sont exacerbés dans le domaine de la cryptanalyse. Cette source de renseignement occupe une place croissante à l'époque, mais elle est aussi fragile que prolifique.

Chaque pays cherche par tous les moyens à obtenir des précisions sur les troupes ennemies, leur localisation et leurs mouvements. Ceci nécessite fréquemment de coopérer avec des alliés souvent peu fiables. Ces alliances comportent un danger inhérent pour leurs secrets les plus précieux, mais elles permettent de collecter plus de renseignements. Les dirigeants doivent prendre des décisions lourdes de conséquences pour le reste de la guerre.

II.A. Le Royaume-Uni, modèle pour la protection des sources ?

Les quatre premiers mois de la guerre ont contraint les services de renseignement britanniques à évaluer leur degré de préparation pour ce nouveau conflit. Le bilan demeure très mitigé à la fin de l'année 1939. Malgré quelques atouts de poids, en particulier les prémices d'un réseau d'agents doubles très performant et un service de cryptanalyse hors pair, de nombreuses failles ont pu être constatées, dont l'incident de Venlo reste le symbole. Pourtant face à la puissance de l'ennemi allemand, le Royaume-Uni a désespérément besoin de données précises sur les forces et les intentions de cet adversaire. Ceci est exacerbé en 1940 avec la fuite de Dunkerque et la campagne de Norvège qui s'achève en juin 1940. À partir de mai 1940, les succès militaires allemands contre les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France choquent et alarment les autorités britanniques. Celles-ci craignent dans un premier temps que leur île ne soit envahie. L'inadéquation de la réponse britannique à la politique étrangère allemande et l'échec de la campagne de Norvège poussent Neville Chamberlain à se retirer au profit de Winston Churchill le 10 mai 1940, le jour où l'Allemagne envahit la France et les Pays-Bas. Les défaillances du gouvernement trouvent leur écho dans l'insuffisance des services de renseignement. Ces éléments conduisent à opérer de profonds remaniements dans la structure des agences britanniques entre 1940 et 1942. Le MI5 est submergé par les demandes d'enquêtes de sécurité et n'opère plus de façon adéquate et satisfaisante, si bien que toute son organisation doit être modifiée au printemps 1940. Au moment où le pays aurait le plus grand besoin de services performants, ces agences secrètes subissent de profondes réformes. Dans le même temps, différentes sources de renseignement commencent à prendre une place centrale dans la conduite de la guerre, ce qui soulève de nombreuses interrogations.

Réorganisation structurelle

En janvier 1940, l'envergure et l'impact de la guerre demeurent limités au Royaume-Uni. Pourtant, bien que la guerre ne dure que depuis quelques mois, cette période est celle du bilan pour le MI5, qui s'interroge sur son degré de préparation pour le conflit. Pendant les

années qui avaient précédé le début de la guerre, de nombreux signes laissaient imaginer la reprise d'hostilités en Europe, et les services secrets auraient peut-être pu se préparer davantage. Plusieurs sources internes se penchent sur l'adéquation des agences, en particulier du MI5, dans ce contexte. Guy Liddell, le sous-directeur de sa Branche B, évalue les performances du MI5 : l'avis de Liddell est sans appel et témoigne de sa grande préoccupation. Après avoir évoqué le « besoin impérieux » de revoir tout le fonctionnement de l'agence, il ajoute :

À mon avis, s'il y avait un autre tollé au sujet des fuites d'informations, ceci pourrait bien donner lieu à une enquête sur les activités du MI5, et nous serions donc bien avisés de veiller à ce que nos affaires soient parfaitement en ordre. Actuellement c'est loin d'être le cas. Il n'y a pas de politique ou de principes directeurs sur lesquels fonder notre travail, l'organisation interne semble mauvaise et nos réussites dans nos enquêtes restent très limitées¹.

Lord Hankey, investi de la mission de dresser un état des lieux sur l'agence, émet un avis moins sévère, mais souligne le 11 mai 1940 l'urgence d'accorder des moyens supplémentaires au service. Recourant à un euphémisme très britannique il déclare :

Je ne suis pas parfaitement convaincu que, même aujourd'hui, le Service de Sécurité dispose d'un personnel [souligné dans le texte original] formé en nombre suffisant, particulièrement dans la Branche « Enquête » [...]. Le risque de se rendre compte que notre organisation est trop insuffisante pour faire face à une urgence soudaine est tellement grave que nous ne pouvons nous permettre de l'ignorer – et c'est une des choses les plus simples à éviter².

Commentant ce rapport de Hankey vers la fin de la guerre, John Curry, chargé de rédiger une histoire – interne bien sûr – du MI5, lui reproche de ne pas être assez sévère. Le manque très important de personnel est pour lui catastrophique et empêche le service d'opérer correctement. Ceci est partiellement dû à un manque de financements³, qui se double d'une mauvaise répartition des tâches entre les différentes branches. À l'insuffisance des recrutements avant la guerre et pendant ces premiers mois, au manque de fonds, s'ajoute une

¹ « *My own feeling is that if there was another outcry about leakage of information it might well result in an enquiry into the activities of M.I.5 and that we should therefore be well-advised to see that our house is thoroughly in order. This is far from being the case at present. We have no policy or guiding principles on which to work, the internal organisation seems bad, and very little has been achieved in the way of investigation* », Journal de Guy Liddell, 12 janvier 1940, TNA KV 4/185.

² « *Nor am I altogether convinced that even now the Security Service has the requisite number of trained personnel [souligné dans le texte original], more particularly in the "Investigation Branch". [...] The risk of finding our machine too small to grapple with a sudden emergency is one of such gravity that we cannot afford to ignore it – and one of the simplest to avoid* », « Interim Report on Security Service », par Lord Hankey, mai 1940, p. 52, TNA CAB 63/193.

³ *Curry Report, op. cit.*, p. 118 et p. 135-136, TNA KV 4/1.

masse de travail colossale confiée au MI5. En particulier, les enquêtes de sécurité visant à confirmer la loyauté d'individus, une des principales activités du MI5, sont en nombre bien trop important pour que le service puisse y répondre de façon convenable dans des délais acceptables. Ceci est renforcé par le climat de très grande crainte quant à l'existence potentielle d'une « cinquième colonne » d'espions allemands sur le sol britannique. Ainsi, Lord Hankey déclare en mai 1940 que 750 étrangers issus de pays ennemis ont été interrogés de façon poussée par l'agence. Des rapports complets ont été élaborés sur 600 d'entre eux⁴. Au second trimestre de l'année 1940, le service doit effectuer 8 200 enquêtes par semaines⁵. Le MI5 est submergé par ces demandes, et ne peut y répondre de façon satisfaisante.

La Section B (Contre-espionnage) et le Registre (*Registry*), qui rassemble les fiches sur les personnes suspectes, s'effondrent devant la montagne d'accusations d'espionnages et d'enquêtes de sécurité à mener pour des postes variés. Le MI5 rencontre une difficulté supplémentaire car la coopération qui existe entre le Registre et sa Section B, chargée de contre-espionnage, d'une part, et la Section V du SIS est très limitée. Or cette section V est dédiée elle aussi au contre-espionnage, si bien que ces deux agences se livrent à des activités analogues. Curry affirme que le SIS n'a pas donné d'informations au MI5, rappelant que celui-ci lui en a fournies. Il tente pourtant d'absoudre le SIS de reproches, indiquant que cette agence est elle aussi affectée par un manque de personnel très important, et ne dispose peut-être pas d'assez d'éléments. Curry reproche à Hankey de ne pas avoir assez insisté sur l'interdépendance qui existe entre le MI5 et le SIS et sur les échanges entre eux qui doivent être favorisés, ainsi que sur le manque de personnel dans les deux organisations suite aux politiques de l'entre-deux-guerres. Pour lui Hankey aurait dû souligner davantage ces pénuries de personnel⁶. C'est pourtant ce qu'il a fait. Il est intéressant de noter l'allusion au problème de manque de coopération entre le MI5 et le SIS. Malgré un effort pour distinguer leurs activités, celles-ci se recoupent parfois, et le manque de communication entre les deux est souvent décrit comme problématique. Plusieurs raisons expliquent cet état de fait, l'une d'elles étant la compétition qui existe entre ces organismes qui se jalourent les informations. Pourtant d'autres motifs existent, et en particulier le besoin de préserver leurs sources : échanger des informations avec l'agence sœur augmente le nombre de personnes dans le secret, ce qui est dangereux.

⁴ « Interim Report on Security Service », par Lord Hankey, mai 1940, p. 21, TNA CAB 63/193.

⁵ *Curry Report, op. cit.*, p. 136, TNA KV 4/1.

⁶ *Curry Report, op. cit.*, p. 118 et p. 133-134, TNA KV 4/1.

Deux mesures principales sont prises pour remédier à ces failles. La première consiste à limoger le directeur du MI5, Vernon Kell, en juin 1940. Son adjoint, Sir Eric Holt-Wilson, quitte également l'agence⁷. Kell occupait son poste depuis la fondation même du service en 1909, époque où l'agence était encore le Bureau du service secret et où il se partageait la tâche avec Mansfield Cumming, chargé de la branche étrangère. Kell, dont la santé se dégradait, est jugé par certains incapable de faire face à la nouvelle situation créée par la guerre⁸. Pour autant il est loué pour les services qu'il a rendus au MI5. Kell, épuisé par son long service à la nation, meurt peu de temps après, en 1942⁹. Son remplaçant est le chef de la Section B (Contre-espionnage), Oswald A. « Jasper » Harker, mais il s'avère incapable d'endosser cette responsabilité. Quelques mois plus tard, Sir David Petrie, un ancien directeur du Bureau du renseignement de Delhi, lui succède, et Harker devient son adjoint. Il procède à une réorganisation du MI5 afin de clarifier et d'alléger les responsabilités des différentes divisions et de les rendre plus efficaces. Ceci permet à l'agence de faire face à ce contexte de guerre¹⁰.

Le second volet de cette refonte du MI5 consiste à le placer sous la supervision d'un nouvel organe, créé le 28 mai 1940, le Corps exécutif de sécurité (*Security Executive*, plus officiellement le *Home Defence Security Executive*), qui est dirigé par Lord Swinton¹¹. Harker est responsable devant Swinton. Ceci vise à soumettre le MI5 à un contrôle plus strict, à veiller à ce qu'il rende des comptes sur ses activités et ses performances. Jusque là, le renseignement servait plusieurs entités, civiles comme militaires, sans qu'il n'y ait de coordination entre elles. Certains points importants étaient donc omis. Un autre but consiste à rendre plus nettes les responsabilités respectives des différentes agences de renseignement¹², et de toutes les institutions chargées de la sécurité du pays¹³. En effet elles se préoccupent parfois des mêmes affaires, et certaines questions importantes sont dans le même temps complètement négligées. Le domaine du contre-espionnage, auquel se consacrent la Division B du MI5 et la Section V du SIS en est une parfaite illustration. Ceci, outre le gâchis dans la

⁷ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 227.

⁸ Ce n'est pas le cas de Lord Maurice Hankey, qui écrit le 11 mai 1940 à Churchill et lui conseille de maintenir Kell à son poste, pour sa connaissance approfondie de la situation. Même s'il ne voit pas d'objection à ce que Harker lui succède, il évoque les réserves de certains haut placés quant à la capacité de Harker à occuper ce poste, TNA CAB 127/383.

⁹ Nicholas Hiley, « Kell, Sir Vernon George Waldegrave (1873–1942) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/37625>, consulté le 18 janvier 2016.

¹⁰ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 228-238.

¹¹ *Curry Report*, op. cit., p. 145, TNA KV 4/1.

¹² Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 8 et p. 227-228.

¹³ *Curry Report*, op. cit., p. 145, TNA KV 4/1.

gestion du personnel, peut compromettre leurs activités : un malentendu risque d'éventer le secret entourant leur action.

Ces réorganisations, jugées nécessaires pour améliorer l'efficacité de ces services, sont très répandues à l'époque. L'agence de cryptanalyse, la GC&CS, dont les capacités n'ont pas fait l'objet de critiques aussi sérieuses, connaît également une profonde refonte en février 1942. Elle se professionnalise et perd une partie de son caractère informel¹⁴.

La structuration d'un réseau organisé d'agents doubles

À l'automne 1940, lorsqu'une série d'espions allemands tentent d'infiltrer le Royaume-Uni, deux possibilités s'offrent à Londres. La première, qui met l'accent sur la sécurité du pays dans un contexte de guerre, consiste à les arrêter et les exécuter. D'autant que des condamnations publiques tendent à rassurer la population sur l'efficacité des agences de leur pays. La deuxième option est d'essayer de faire croire aux Allemands que certains n'ont pas été démasqués et de les transformer en agents doubles. C'est cette seconde alternative qui est retenue pour une partie d'entre eux, car les Britanniques savent désormais le profit qu'ils peuvent tirer d'un tel réseau¹⁵. Lord Hankey, dans son rapport sur le MI5 de mai 1940, reconnaît que ces agents sont une source de renseignements significative, en particulier grâce aux questionnaires communiqués aux agents. Ces documents permettent souvent de deviner les intentions ennemies. Il est significatif que Hankey ajoute qu'il ne souhaite pas donner de précisions par écrit. Même dans son rapport interne au MI5, Hankey préserve le secret qui entoure cette source¹⁶.

Le premier agent double au service des Britanniques, SNOW, a commencé à opérer dès la déclaration de guerre. Il est notable que l'émergence de ce type de source ne soit pas le fruit d'une initiative des agences britanniques ; au contraire, elle fait suite à l'offre de SNOW de servir les Britanniques. Ceux-ci se consacrent alors au contrôle d'agents doubles. Ils avaient envisagé cette possibilité, mais c'est la démarche de SNOW qui constitue le point de départ de ce réseau. SNOW est bientôt rejoint par deux autres espions, G.W. et CHARLIE. Pourtant, au début de l'année 1940, près de quatre mois après le début de ses activités, la véritable allégeance de SNOW demeure inconnue. Le contrôle de ces trois hommes permet

¹⁴ Batey, Mavis, *Dilly*, *op. cit.*, p. 87.

¹⁵ *Curry Report*, *op. cit.*, p. 229, TNA KV 4/2.

¹⁶ « Interim Report on Security Service », par Lord Hankey, mai 1940, p. 52, TNA CAB 63/193.

cependant au Royaume-Uni de glaner des renseignements précieux sur les services secrets allemands qui semblent dupes de cette supercherie.

L'opération est un succès pour les Britanniques, bien qu'ils en doutent à l'époque, ne possédant que très peu d'informations sur l'espionnage allemand. Ces balbutiements leur laissent présager des développements très prometteurs. Les officiers du renseignement à Londres souhaitent contrecarrer toutes les missions d'espionnage allemandes, et ce de façon durable. Ils espèrent aussi faire basculer dans leur camp autant d'espions que possible afin d'obtenir une image claire des forces belligérantes allemandes, du régime politique du pays et de l'état d'esprit de la population. En 1940, les services à Londres désirent donner un cadre plus défini, plus professionnel, au contrôle de leurs agents doubles et, dans la mesure du possible, inclure dans ce réseau tous les nouveaux espions que les Allemands ne manqueront pas d'envoyer. Ces premiers mois permettent également aux Britanniques de s'interroger sur la manière de superviser un réseau d'agents doubles, avec deux objectifs en tête : en tirer le plus grand bénéfice possible tout en veillant à sa pérennité. Pourtant, comme nous l'avons évoqué, les services secrets britanniques souffrent dans un premiers temps d'insuffisances chroniques, et disposent de très peu d'informations sur leurs homologues allemands. Ceci constitue un obstacle de poids à la mise en place de ce réseau. Ils ne savent pas à quel ennemi ils font face. En particulier, ils ignorent que les services allemands sont très faibles. Ewen Montagu, représentant du renseignement naval au sein de l'organisation qui se charge des agents doubles, dresse plus tard un tableau sans appel : « La démarche au début était en grande partie expérimentale, puisque personne ne savait grand-chose sur le fonctionnement d'un réseau d'agents doubles ou sur l'incompétence, tant professionnelle que générale, de l'Abwehr¹⁷ ».

Plusieurs difficultés apparaissent en 1940 ou deviennent plus prononcées. L'essor du réseau d'agents doubles contraint les officiers du renseignement britannique à s'interroger de façon précise sur les informations que l'on peut donner aux contrôleurs allemands de ces agents doubles. Il faut les convaincre que leurs espions agissent de manière autonome, en évitant de leur transmettre des données qui pourraient porter préjudice au Royaume-Uni. Chaque détail qui tombe dans les mains de l'ennemi peut en effet coûter des vies. Parfois le choix est cornélien : afin de ne pas « brûler » un agent, de ne pas révéler sa véritable

¹⁷ « *The position at the beginning was largely experimental as no one knew very much about the working of double agents or about the working and general incompetence of the Abwehr* », Ewen Montagu cité dans Smith, Michael, « Bletchley Park, Double Cross and D-Day », p. 286, in Erskine, Ralph, Smith, Michael (dir.), *Action this Day*, Londres, Bantam Press, 2001.

allégeance, il faut transmettre à ses supérieurs allemands des données qui peuvent nuire aux intérêts britanniques. Les bénéfices à long terme doivent être évalués avant de prendre des décisions aux conséquences funestes, donnant naissance à des dilemmes dignes des plus grands ouvrages de fiction. Le problème est plus marqué, paradoxalement, du fait de la faiblesse des réseaux allemands. En effet, ceux-ci ne respectent pas la règle de sécurité la plus élémentaire, qui consiste à ne pas mettre en contact les différents espions. Si bien que si l'un d'entre eux est découvert par les Britanniques, tous ses collègues sont sérieusement menacés. Pour cette raison, il devient encore plus indispensable que les Allemands ne se rendent pas compte qu'un de leurs hommes a été « retourné ». Si c'était le cas, ils remettraient immédiatement en question la fiabilité de tout leur réseau¹⁸.

L'augmentation du nombre d'agents doubles, au fur et à mesure que des espions arrivent d'Allemagne, contraint les Britanniques à mettre en place une véritable organisation afin de s'assurer que les Allemands ne découvrent pas que leurs agents sont compromis et employés par le MI5 et le SIS. Par exemple, les informations envoyées aux contrôleurs doivent concorder afin d'être crédible. Il est donc nécessaire qu'il existe une coordination entre les personnes impliquées dans le contrôle de ces agents. Or, comme nous l'avons évoqué, le contre-espionnage relève normalement des attributions du MI5, tandis que le MI6 se consacre à l'espionnage. Ici les deux activités se recoupent, ce qui nécessite une entente des deux agences. Pourtant leurs relations sont traditionnellement plutôt tendues. Par ailleurs, il faut se concerter avec les autorités militaires et civiles, en particulier au sujet des informations à donner à l'ennemi. Cette coopération semble un prérequis pour la protection de cette source si particulière de renseignement. Enfin, une difficulté nouvelle apparaît : les Britanniques s'aperçoivent que ces agents peuvent servir à tromper les Allemands sur leurs forces et leurs intentions en communiquant aux espions des informations imprécises, incomplètes ou fausses. Cette duperie, qui présente un intérêt stratégique conséquent, risque pourtant de compromettre les agents. Il convient à nouveau de comparer les avantages d'un tel subterfuge avec les conséquences qu'aurait la perte d'un agent, voire de tout le réseau.

En théorie, le MI6 est l'autorité compétente dès que le terrain d'opération est distant de quatre kilomètres et demi ou plus du Royaume-Uni. Mais, bien qu'il s'agisse d'une contrainte légale, il aurait été absurde de partager le contrôle des agents doubles entre le MI5 et le MI6 en respectant rigoureusement cette répartition. À partir de la fin de l'année 1940, plusieurs agents doubles sont en activité, ce qui rend indispensable l'établissement d'un cadre

¹⁸ *Ibid.*, p. 286.

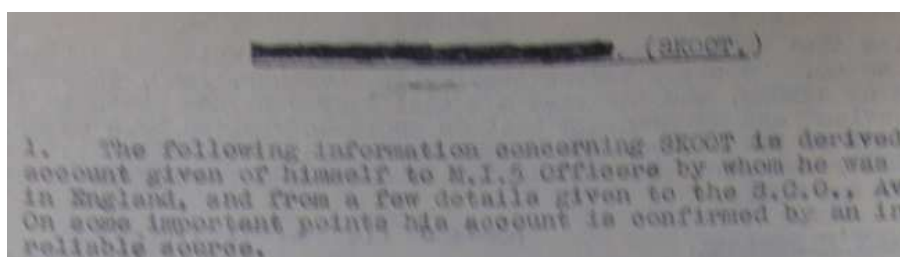
institutionnel clair pour assurer le bon déroulement des opérations. En décembre 1940, tout est mis en place pour que la section qui contrôle les agents doubles, la branche B1a du MI5, qui travaille en étroite collaboration avec le MI6, coopère harmonieusement avec les autres autorités concernées. Le Comité vingt (*Twenty Committee*), est créé. Sa mission est la suivante : par son intermédiaire, la B1a peut obtenir l'autorisation de donner des informations aux Allemands et les Directeurs du renseignement sollicitent son aide pour fournir des données fausses à l'ennemi¹⁹. Le choix du terme « *Twenty Committee* » est lié au fait que le nom du réseau, « *Double Cross* », signifie également « double croix ». En chiffres romains, la double croix, « XX », veut dire vingt, ce qui a fourni son nom au comité. La première réunion a lieu en janvier 1941, et sa fréquence est ensuite hebdomadaire. Les questions à traiter sont en effet aussi nombreuses qu'urgentes. Il n'est pas sûr que l'on puisse pour autant parler d'une « collaboration harmonieuse entre un grand nombre de services et de départements différents », comme l'a déclaré Masterman, à la tête de cette opération²⁰.

La précaution la plus élémentaire pour protéger le réseau d'agents doubles consiste à s'assurer de la sincérité des potentielles futures recrues. Les investigations approfondies des officiers du renseignement britannique sur la bonne foi de SNOW ont déjà été mentionnées. Leur verdict demeure incertain quant à ses véritables motivations, contrairement à celles de son collègue CHARLIE par exemple. Ceci détermine l'attitude que les contrôleurs auront dans leur gestion de chaque agent, et les aide à savoir à quoi s'en tenir pour chaque personne. En 1940, l'impératif de mener ces enquêtes poussées sur d'éventuelles recrues est devenu une évidence. Les recherches approfondies sont une norme. Lorsqu'on les compare avec celles utilisées pour le personnel du renseignement, ces enquêtes paraissent beaucoup plus complètes. Ceci est partiellement dû au nombre beaucoup plus limité d'agents doubles, ce qui rend ces investigations plus aisées. D'autre part, il paraît évident de s'enquérir de façon très prudente des intentions de personnes qui sont à l'origine des espions allemands et se disent prêtes à trahir leurs commanditaires. Pour autant, même si le renseignement britannique ne dispose pas de moyens suffisants pour mener à bien cette opération, une telle procédure aurait certainement permis d'évincer les espions soviétiques de leurs rangs ou au moins de limiter leur nombre.

¹⁹ « Traffic and deception », note du 21 juillet 1942, TNA KV 4/213.

²⁰ « *Harmonious working between a large number of different services and different departments* », Masterman, John C., *op. cit.*, p. 65.

Le cas de SKOOT, alias TRICYCLE, nous offre une image claire des protocoles en place pour le recrutement d'agents doubles une fois le système bien établi. De son vrai nom Dušan « Duško » Popov, ce Yougoslave rejoint les rangs britanniques à la fin de l'année 1940. Il est soumis à des enquêtes très minutieuses, ainsi qu'à de nombreux interrogatoires poussés menés par différentes personnes. Ses dires sont comparés avec « une source fiable indépendante ». Il déclare avoir fait de la prison en Allemagne pour avoir exprimé son hostilité aux autorités politiques puis avoir été chassé du pays, ce qui semble être une preuve de sa sincérité²¹. Le rapport concernant ces premiers échanges des Britanniques avec SKOOT est très révélateur des politiques de déclassification sur les agents doubles. Le document portait très probablement comme titre son véritable nom – procédure d'ailleurs très risquée – qui a été recouvert au marqueur noir afin de ne plus être lisible, probablement au moment de la déclassification. Il ne reste que son nom de code, SKOOT:



Suite à ces investigations, un avis favorable est émis sur ses motivations. Il est jugé indiscutablement digne de confiance. Qui plus est, il ne demande pas d'argent aux Britanniques, ce qui semble confirmer que ses motivations ne sont qu'idéologiques²². Il se peut également que des considérations stratégiques renforcent les motivations de SKOOT. En effet, il semble convaincu que les Britanniques vont remporter la guerre. Se mettre à leur service serait donc parfaitement logique²³. Pourtant, dans son cas comme dans celui de ses homologues, les services britanniques ne se contentent pas de ces enquêtes initiales poussées. Sa sincérité fait constamment l'objet de vérifications par ses contrôleurs. L'un d'entre eux exprime notamment ses doutes suite à un dîner avec SKOOT, en février 1941. Deux raisons expliquent son scepticisme. La première prêle à sourire. En effet, SKOOT dit être fortuné, or il ne se montre pas difficile dans le choix des plats et boissons au restaurant, ce qui alerte l'officier britannique. Sa seconde inquiétude est plus générale. Il se demande si SKOOT ne les berne pas complètement. Il ajoute que si celui-ci a réussi à tromper les Allemands, en

²¹ Rapport intitulé « SKOOT » (la première partie du titre est effacée), 4 janvier 1941, le nom de l'auteur n'est pas indiqué, p. 1-3, TNA KV 2/845.

²² Note du 21 décembre 1940, p. 3, TNA KV 2/845.

²³ « Memorandum to S.I.S. (major Cowgill) re TRICYCLE », par W.E. Luke, 25 mars 1941, TNA KV 2/846.

particulier sur les contacts dont il prétend bénéficier, il n'est pas impossible qu'il mystifie également les Britanniques. Cet homme est très méfiant envers SKOOT²⁴. Certains de ses collègues émettent des réserves similaires à cette époque, ce qui les pousse à réévaluer la nature de ses allégeances. Par exemple, il se dit amateur de nautisme, mais ne semble pas posséder les connaissances correspondantes. Ce point est étudié par Montagu, le représentant du renseignement naval au *Twenty Committee*, qui explique que SKOOT se fait en réalité conduire à bord de son yacht²⁵. Finalement, après avoir passé une semaine entière en compagnie de SKOOT, un des contrôleurs britanniques le lave de tout soupçon²⁶.

Si le recrutement d'agents doubles est tout aussi nécessaire que risqué pour les services de renseignement, il convient de garder à l'esprit que les espions qui acceptent de trahir leurs commanditaires initiaux prennent des risques immenses, tant pour leur vie que celle de leurs proches. Les Britanniques en sont conscients, et tentent de protéger les agents tout en leur donnant davantage de raisons de les servir. L'état d'esprit de leurs agents est une préoccupation récurrente dans leurs rapports. Ainsi, l'un des contrôleurs s'inquiète sérieusement d'une baisse de moral de SKOOT en mars 1941. Celui-ci semble regretter de s'être mis au service des Britanniques. Il trouve que ceux-ci ne lui communiquent pas assez de données à transmettre à ses supérieurs allemands pour les satisfaire, et se plaint que les Britanniques ne parviennent pas à lui procurer les visas nécessaires à ses déplacements. Il évoque avec nostalgie sa vie aisée et simple à laquelle il a renoncé en devenant agent double²⁷. En janvier 1941, il souhaite bénéficier d'un visa pour une colonie ou un *dominion* britannique si son pays, la Yougoslavie, est envahi par les Allemands²⁸.

De nombreuses façons existent afin de s'assurer l'appui durable des agents doubles. L'une des plus communes consiste à leur assurer un gain matériel direct ou indirect. Ainsi, bien que SKOOT réitère son refus de recevoir de l'argent des Britanniques, ceux-ci envisagent de faciliter ses opérations commerciales en lui procurant des navicert, qui sont des autorisations accordées à un navire pour se déplacer malgré le contexte de guerre. Ceci lui fournirait une couverture pour se livrer plus aisément à ses activités d'espionnage, ce qui permettrait d'expliquer pourquoi ses allers et venues n'attirent pas les suspicions britanniques. Dans le même temps il en tirerait un profit qui serait une récompense pour les services qu'il a

²⁴ « SKOOT », par W.E. Luke, 13 février 1941, TNA KV 2/845.

²⁵ Note de John H. Marriott, 16 février 1941, TNA KV 2845.

²⁶ « SKOOT », par W.E. Luke, 23 février 1941, TNA KV 2/845.

²⁷ Note « Tricycle », 6 mars 1941. L'écriture laisse penser que son auteur est W.E. Luke, TNA KV 2/846.

²⁸ Note de T.A. Robertson, 2 janvier 1941, TNA KV 2/845.

rendus²⁹. En mars 1941, les Britanniques n'ont pas pu réussir à lui fournir les navicert³⁰. Ils promettent par contre à un de ses acolytes, BALLOON, une récompense financière à la même période (il est ironique que l'argent en question soit soutiré aux contrôleurs allemands par les agents qui prétendent en avoir besoin pour leurs missions, et remis aux dirigeants britanniques qui l'utilisent parfois pour récompenser les agents doubles)³¹.

L'aspect qui suscite le plus de débats quant à la sécurité de cette source de renseignement concerne les informations que les agents peuvent communiquer à leurs contrôleurs allemands. S'ils espèrent garder leur confiance, ils doivent leur fournir des éléments tangibles laissant penser que leur allégeance est complète. En juillet 1942, Montagu s'inquiète de la pauvreté des réponses que SKOOT (désormais surnommé TRICYCLE) apporte à ses contrôleurs allemands, qui risque de saper sa crédibilité³². Dans un contexte de guerre, ces données peuvent représenter une menace sérieuse et coûter des vies. Préserver le réseau d'agents doubles au coût de révélations aux conséquences funestes n'est pas acceptable³³. Il revient aux officiers britanniques de prendre des décisions très lourdes après avoir pesé les bénéfices à court et long terme et les pertes humaines, matérielles ou militaires que l'on risque de provoquer. Les décideurs britanniques s'interrogent très fréquemment sur la solution pour surmonter ces obstacles. L'une des difficultés les plus récurrentes concerne les questionnaires allemands portant sur les dégâts causés par les bombardements allemands sur le Royaume-Uni³⁴. Afin de réajuster les tirs, les Allemands souhaitent notamment savoir précisément où leurs explosifs sont tombés et quels dégâts ont été causés. À l'époque, ces données ne pouvaient pas être obtenues aisément, contrairement à ce qui s'observe maintenant, où le résultat d'une frappe est connu presque immédiatement. Faut-il induire les Allemands en erreur au risque de révéler la duplicité des agents ? Et si l'on essaie de détourner leurs avions des zones les plus peuplées, il faut accepter que l'on condamne un autre secteur. En décembre 1940, les contrôleurs britanniques estiment que les difficultés qu'ils ont à obtenir l'aval des autorités pour donner des informations aux agents doubles constituent une menace pour la pérennité du réseau³⁵. Au cours de l'année 1940 et au début de l'année 1941, les autorités britanniques commencent à définir des lignes directrices régissant

²⁹ Rapport « SKOOT », par W.E. Luke, 23 février 1941, p. 2, TNA KV 2/845.

³⁰ Note « Tricycle », 6 mars 1941. L'écriture laisse penser que son auteur est W.E. Luke. TNA KV 2/846.

³¹ Rapport « BALLOON », par W.E. Luke, 24 mars 1941, TNA KV 2/846.

³² « TWENTY CLUB. Traffic Policy », par C. Montagu, 10 juillet 1942, p.1, TNA KV 4/213.

³³ Note de Dillon, 25 juillet 1942, TNA KV 4/213.

³⁴ Par exemple note de S.F. Stewart pour le général de brigade Mockler-Ferryman, 31 octobre 1940, TNA KV 4/213.

³⁵ « Memorandum on the "Double Agent" System », p. 1, 27 décembre 1940, TNA KV 4/63.

la nature des informations que l'on peut fournir aux Allemands. Plusieurs solutions sont envisagées. La plus évidente, et la première, consiste à leur donner des petits détails sans importance³⁶. Mais ceci peut les rendre suspicieux, et ces petits détails apparemment anodins peuvent avoir des conséquences désastreuses sur le sol britannique. Qui plus est, en additionnant ces différents points une image claire peut émerger chez les Allemands. Une coordination aux plus hauts échelons britanniques est requise pour éviter tous ces écueils. Une alternative consiste à jouer sur le facteur temporel, en leur procurant des informations qui n'auront très vite plus aucune importance. Par exemple, en leur donnant des détails sur un bataillon qui va changer de site, ou des précisions qui sont sur le point d'apparaître dans la presse³⁷. Une autre stratégie reposant sur des principes analogues consiste à donner des précisions issues de sources « semi-confidentielles », et par ailleurs à donner quelques détails sur des questions qui ne sont pas posées par les Allemands³⁸. Parmi les autres possibilités disponibles pour les Britanniques, l'une d'elles consiste à fournir des précisions sur une cible, en s'assurant qu'elle est bien défendue. Toute attaque allemande pourra être contrée. Enfin, de fausses cibles sont créées de toutes pièces afin que les ennemis pensent attaquer des centres stratégiques³⁹.

Une stratégie privilégiée joue sur la nature même de cette source de renseignement allemand. En effet, les informations sont censées être obtenues par de véritables espions, avec toutes les difficultés que ceci entraîne. Ainsi, les Britanniques utilisent ces prétendues contraintes matérielles ou sécuritaires pour ne pas fournir les données demandées. Un espion en période de guerre craint pour sa vie – la peine encourue est l'exécution – et il ne procède donc qu'avec les plus grandes précautions. Ceci joue en faveur des contrôleurs britanniques. En décembre 1940, les réflexions sur un questionnaire confié à SKOOT illustrent nombre de prétextes utilisés pour ne pas fournir d'éléments compromettants que l'on retrouve fréquemment dans les entretiens avec les contrôleurs allemands. Il doit expliquer que les sites à étudier sont trop disséminés dans le pays ou trop bien gardés pour qu'il puisse répondre de façon satisfaisante. Il a pu tisser des contacts utiles, mais il a besoin de temps avant de pouvoir en soutirer des informations. Plus globalement, il doit affirmer qu'il est très complexe d'obtenir les renseignements demandés, ce qui explique la pauvreté de ses réponses⁴⁰. En cas

³⁶ Lettre pour S.F. Stewart, l'auteur n'est pas précisé, 1^{er} novembre 1940, TNA KV 4/213.

³⁷ Rapport « SKOOT », par W.E. Luke, 23 février 1941, p. 3-4, TNA KV 2/845.

³⁸ Lettre de C.C. Cholmondeley pour G.C. Laws, 18 février 1941, TNA KV 2/845.

³⁹ « Memorandum on the "Double Agent" System », p. 3, 27 décembre 1940, TNA KV 4/63.

⁴⁰ Note intitulée « Skoots Questionnaire », par E. Montagu, 31 décembre 1940, TNA KV 2/845.

de réponse délibérément erronée, l'agent doit la formuler de façon à se dédouaner de toute responsabilité⁴¹. Il est très souvent demandé aux agents doubles d'essayer de gagner du temps en utilisant ces excuses. De plus il faut qu'il semble crédible qu'un agent ait pu obtenir une information. Souvent, afin de parer à toute question délicate lors du débriefing avec le contrôleur allemand, les agents doubles doivent visiter les sites sur lesquels ils sont autorisés par les Britanniques à donner certaines informations. Par exemple on envisage que SKOOT, qui se vante constamment de ses contacts haut placés auprès de ses contrôleurs allemands, soit mis en relation avec de véritables membres de l'élite britannique afin de tenir un discours convaincant⁴². Deux de ses collègues, RAINBOW et GIRAFFE, collectent eux-mêmes le renseignement fourni aux Allemands. Celui-ci est ensuite filtré, ou censuré, par les contrôleurs britanniques avant d'être communiqué à l'ennemi⁴³. Pour les agents qui utilisent la voie postale pour contacter leurs supérieurs, l'excuse de l'interception du courrier par la censure est souvent utilisée⁴⁴.

Des contraintes supplémentaires se surimposent à ces premiers enjeux mentionnés. Pour préserver la crédibilité des agents, il faut qu'ils tiennent des discours assez concordants à leurs supérieurs allemands. Cette convergence s'applique aux différents messages envoyés par un agent, mais aussi aux communications de tous les agents. De plus les Britanniques sont tiraillés par la crainte qu'un agent allemand qui n'est pas sous leur contrôle donne des informations – vraies – qui contredisent leurs déclarations. Dans un premier temps, il semble que tous les espions allemands ne sont pas encore sous la coupe britannique⁴⁵.

Très vite cependant l'enjeu des échanges avec les Allemands, contrainte évidente dans la gestion des agents doubles, est perçue comme une véritable opportunité d'induire l'ennemi en erreur sur les forces et les intentions des Alliés. Cependant ceci occasionne de nombreux débats. Faut-il risquer de compromettre un agent en lui faisant transmettre des données fausses ? Ceci est d'autant plus risqué que jusqu'à des dates avancées les Britanniques ne sont pas sûrs de connaître l'identité de tous les espions allemands⁴⁶. Si un agent opère indépendamment du contrôle britannique, cette voix discordante pourrait jeter le discrédit sur tout le réseau des agents doubles. Les contrôleurs doivent décider quelle est leur priorité. En

⁴¹ Note intitulée « N.I.D. XX Policy », par E. Montagu, 9 avril 1942, TNA KV 4/213.

⁴² « Memorandum re SKOOT », le nom de l'auteur n'est pas indiqué, 24 février 1941, TNA KV 2/845.

⁴³ « The Present Position », par C.C. Cholmondeley, 3 mars 1941, TNA KV 4/213.

⁴⁴ « Concerning the POLICY STATEMENTS of the War Departments », par D.I. Wilson, 28 avril 1942, p. 1, TNA KV 4/213.

⁴⁵ Message pour le major Robertson, 2 octobre 1941, TNA KV 4/213.

⁴⁶ C'est notamment le cas en juillet 1942. Note de Dillon, 25 juillet 1942, TNA KV 4/213.

juin 1942, Masterman réitère sa conviction que la priorité principale est le contre-espionnage, et non l'intoxication⁴⁷. Ceci évolue partiellement au fur et à mesure de l'avancée de la guerre. Des divergences s'observent naturellement parmi les Britanniques, en particulier en fonction de la mission qui leur a été assignée. La politique adoptée a consisté à gagner la confiance des Allemands afin de pouvoir, le moment venu, les tromper sur les forces alliées. Cette ligne directrice est résumée ainsi :

Si, mais seulement si, on gagne la confiance en un « agent double » spécifique ou un groupe d' « agents doubles », il sera possible au moment opportun d'induire en erreur l'ennemi sur des opérations militaires d'envergure. Quand ce moment sera venu le MI 5 et le MI 6 n'hésiteront pas à sacrifier leur « agent double » ou groupe d' « agents doubles » si l'on entend ainsi obtenir des résultats opérationnels importants⁴⁸.

Aucune précision n'est fournie sur le sort qui attend les agents doubles dans ce cas, lorsque leurs supérieurs allemands découvriront la supercherie.

Très tôt les contrôleurs britanniques tentent de donner aux Allemands une image légèrement faussée de la véritable situation, en particulier en leur donnant une évaluation exagérée ou alors insuffisante des forces militaires britanniques. Les lignes générales sont déterminées de concert entre les différentes autorités britanniques, après des discussions mouvementées. Par exemple, à la fin de mois d'octobre 1940, les contrôleurs sollicitent l'avis du *Home Defence Executive* avant de répondre à des questions délicates. Le *Home Defence Executive* souligne par exemple qu'il serait maladroit de donner de fausses cartes de rationnement aux contrôleurs qui les demandent, car ils doivent déjà en avoir en leur possession. En revanche, il est interdit de leur répondre sur la localisation des dépôts de nourriture. Les contrôleurs britanniques doivent assurer la crédibilité de leurs agents, en fournissant quelques données, sans menacer les intérêts du pays. Ils doivent parfois obtenir l'aval des autorités, tout en cherchant à limiter au maximum le nombre de personnes dans le secret. Ils s'aperçoivent à cette époque que des questions apparemment bénignes peuvent se révéler problématiques, et qu'il faut qu'ils arrivent à obtenir une plus grande légitimité leur

⁴⁷ Mémoire de J.C. Masterman, 18 juin 1942, TNA KV 4/213.

⁴⁸ « If, but only if, confidence has been established in a particular “double agent” or group of “double agents”, it will be possible at the appropriate moment to mislead the enemy as to large scale military operations. When such a moment arrives M.I.5 and M.I.6 will not hesitate to sacrifice their “double agent” or group of “double agents” if important operational results are to be anticipated thereby », « Memorandum on the Importance of the “Double Agent” System », sans date, p. 4, TNA KV 4/63.

permettant de prendre des décisions dont la portée peut être conséquente, et qu'une plus grande coopération avec les institutions est nécessaire afin de coordonner leurs stratégies⁴⁹.

Un débat historiographique houleux associé à TRICYCLE souligne les dilemmes associés à ce réseau. En août 1941, à la demande de ses contrôleurs allemands qui le tiennent en haute estime, il part pour les États-Unis où il est chargé de mettre en place un réseau d'espionnage. Ils lui ont remis un questionnaire détaillé auquel il doit s'efforcer de répondre. Ce questionnaire est dissimulé sous la forme de points, d'apparence banale, grâce à la technique de la microphotographie déjà évoquée. Un tiers des questions, détaillées, porte sur le site de Pearl Harbor⁵⁰, et témoigne d'un intérêt évident pour ce site stratégique qui abrite les bâtiments de la flotte américaine du Pacifique. Certaines sources américaines nient que les Britanniques leur aient communiqué ce document. Ainsi les Américains n'auraient pas été avertis que leur port suscitait l'attention des forces de l'Axe. Peut-être les Britanniques souhaitaient-ils ainsi protéger leur agent double. Beaucoup d'encre a coulé au sujet de ce questionnaire, qui est soumis le 21 août 1941 à l'attention du Comité vingt supervisant les opérations des agents doubles⁵¹. De nombreux protagonistes britanniques affirment que le document a été porté à l'attention des Américains. C'est le cas de Felix Cowgill, qui représente le MI6 au Comité vingt, et déclare le 21 août 1941 qu'il va se mettre en contact avec les Américains (peut-être déjà au fait de l'existence de ce document) pour définir les réponses à apporter au questionnaire⁵². TRICYCLE lui-même déclare avoir prévenu Hoover, à la tête du FBI, lequel n'aurait pas su en tirer les conclusions qui s'imposaient⁵³. Il faut cependant étudier les dires de TRICYCLE avec les plus grandes précautions. Plusieurs remarques s'imposent. D'une part, ce questionnaire est élaboré par les Allemands, et non les Japonais. Peut-être ces derniers avaient-ils demandé la coopération du renseignement allemand, mais ce n'est pas prouvé. Cela aurait trahi leurs intentions. Or on sait l'importance de surprendre l'ennemi lors de cette attaque. D'autre part, le questionnaire, malgré sa précision, ne semble pas annoncer une attaque foudroyante comme celle de décembre 1941, mais plutôt des projets de sabotage⁵⁴. Les comptes-rendus des réunions d'août à octobre 1941

⁴⁹ « Answers to Questionnaire », S.F. Stewart pour le général de bridaged Mockler-Ferryman, 31 octobre 1940, TNA KV 4/213.

⁵⁰ Masterman, John C., *op. cit.*, p. 79-80.

⁵¹ « Tricycle Questionnaire », portant l'indication manuscrite qu'il a été transmis au Comité vingt, TNA KV 2/863.

⁵² Compte-rendu de la 34^{ème} réunion du Comité vingt, organisée le 21 août 1941, p. 2, TNA KV 4/63.

⁵³ Popov, Dusko, *Tricycle*, trad. Paule et Raymond Olcina, Paris, R. Laffont, 1975, p.154-155 et p. 198-201.

⁵⁴ Campbell, John P., « A Retrospective on John Masterman's *The Double-Cross System* », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 18, n° 2, 2005, p. 34 et Troy, Thomas F., « The British Assault on J.

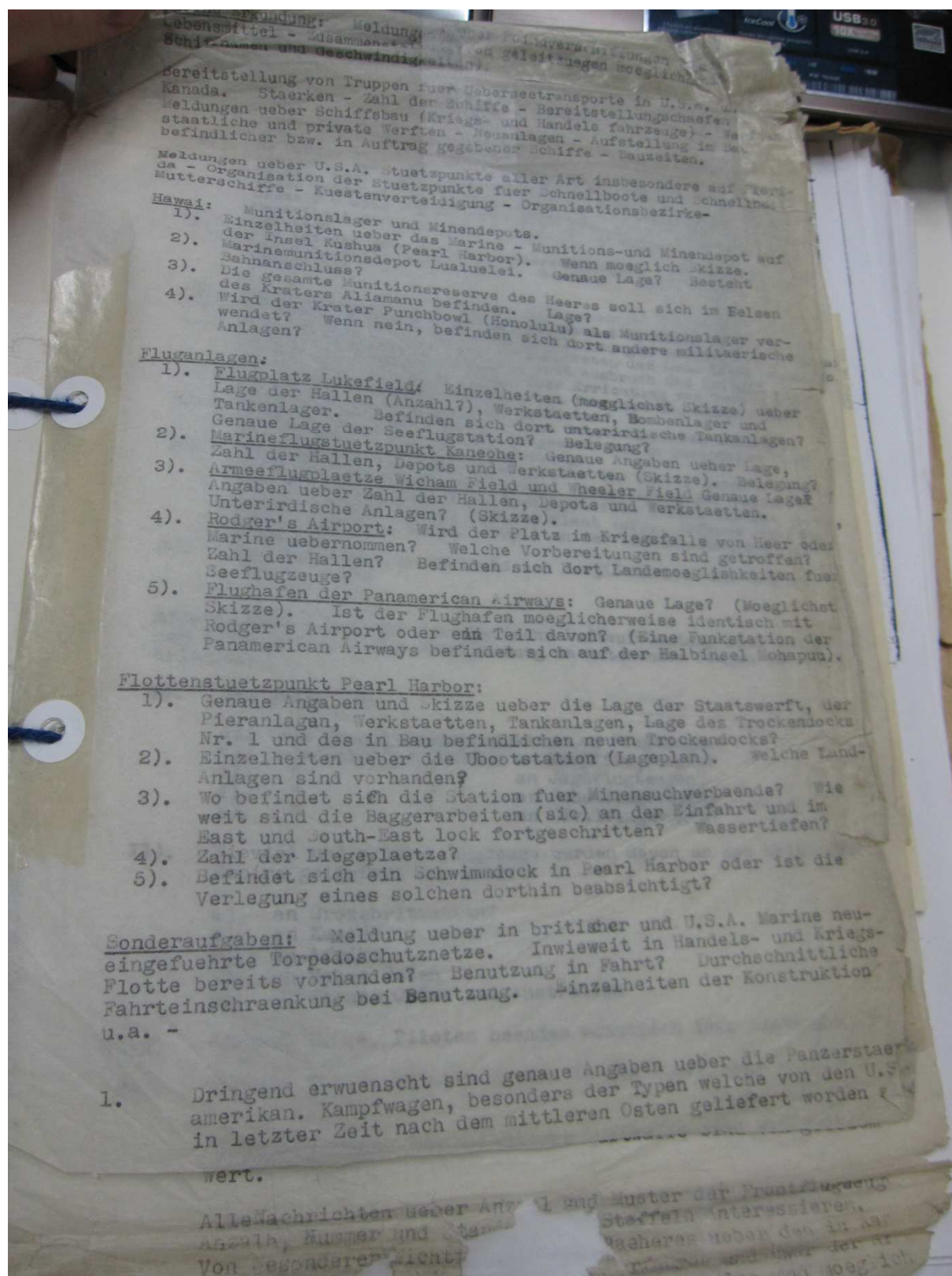
du Comité vingt laissent très fortement penser que les Américains avaient connaissance de ce questionnaire⁵⁵. Les services de renseignement britanniques comme américains n'ont probablement pas perçu la véritable valeur de ce document⁵⁶, du fait du manque de personnel et de l'immense quantité de données à analyser. Ils ne disposaient pas du recul que l'on a, de la connaissance du drame du 7 décembre 1941 qui a coûté la vie de 2403 Américains⁵⁷ et a porté un coup très sévère aux forces des États-Unis dans le Pacifique.

Edgar Hoover: The Tricycle Case », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 3, n° 2, 1989, p. 192-193.

⁵⁵ Comptes-rendus du Comité vingt, TNA KV 4/63 et TNA KV 4/64.

⁵⁶ Le ton de Masterman sur cete question semble confirmer cette affirmation. Masterman, John C., *op. cit.*, p. 80-81.

⁵⁷ Kaspi, André, Piétri, Nicole, Schor, Ralph, *op. cit.*, p. 349-350.



Première page du questionnaire de TRICYCLE (version allemande)⁵⁸.

⁵⁸ Questionnaire en allemand donné à TRICYCLE, contenant des questions précises sur Pearl Harbor. Le document ne porte pas de date mais est classé parmi des documents d'août 1941, TNA KV 2/849.

MOST SECRET

TRICYCLE QUESTIONNAIRE

Taken by agent to U.S.A. in
Translation microphotographs Aug. 1941.

Circulates to
Twenty Committee 21.8.41.

Naval Information. Reports on enemy shipments (material foodstuffs - combination of convoys, if possible with names of ships and speeds).

Assembly of troops for oversea transports in U.S.A. and Canada.
Strength - number of ships - ports of assembly - reports on ship building (naval and merchant ships) - wharves (dockyards) - state and privately owned wharves - new works - list of ships being built or resp. having been ordered - times of building.

Reports regarding U.S.A. strong points of all descriptions especially in Florida - organisation of strong points for fast boats (E-boats) and their depot ships - coastal defense - organisation districts -

Hawai: Ammunition dumps and mine depots.

- 1) Details about the naval ammunition and mine depot on the Isle of Kure (Pearl Harbor). If possible sketch.
- 2) Naval ammunition depot Lualuelei. Exact position? Is there a railway line (junction)?
- 3) The total ammunition reserve of the army is supposed to be in the rock of the Crater Aliamanu. Position?
- 4) Is the Crater Punckbowl (Honolulu) being used as ammunition dump? If not, are there other military works?

Aerodromes:

- 1) Aerodrome Lukefield: Details (sketch if possible) regarding the situation of the hangars (number?), workshops, bomb depots and petrol depots. Are there underground petrol installations? Exact position of the seaplane station? Occupation?
- 2) Naval air arm strong point Kaneohe: Exact report regarding position, number of hangars, depots and workshops (sketch). Occupation?
- 3) Army aerodromes Wicham Field and Wheeler Field. Exact position? Reports regarding number of hangars, depots and workshops. Underground installations? (Sketch).
- 4) Rodger's Airport: In case of war, will this place be taken over by the army or the navy? What preparations have been made? Number of hangars? Are there landing possibilities for seaplanes?
- 5) Airport of the Panamerican Airways: Exact position? (If possible sketch). Is this airport possibly identical with Rodger's Airport or a part thereof? (A wireless station of the Panamerican Airways is on the Peninsula Mohapuu).

Naval strong point Pearl Harbor:

- 1) Exact details and sketch about the situation of the state wharf, of the pier installations, workshops, petrol installations, situation of dry dock No. 1 and of the new dry dock which is being built?
- 2) Details about the submarine station (plan of situation). What land installations are in existence?

Première page du questionnaire de TRICYCLE (version anglaise)⁵⁹.

Pendant longtemps les autorités britanniques redoutent que le pays tombe à son tour sous la coupe allemande. Leur principale préoccupation est défensive, car l'invasion de leur

⁵⁹ « Tricycle Questionnaire », portant l'indication manuscrite qu'il a été transmis au Comité vingt, TNA KV 2/863.

île, l'opération « Lion de mer » ou « *Seelöwe* » semble être une éventualité très proche. Des plans sont élaborés afin de faire face à cette perspective. En particulier, un des impératifs est de préserver ce réseau d'agents doubles en activité sur le sol britannique, qui pourrait fournir des informations précieuses si le pays est occupé. Les échanges entre ceux-ci et leurs contrôleurs allemands pourraient aider les Britanniques à déterminer la stratégie ainsi que les forces et faiblesses de leur ennemi. Pour ne citer qu'un exemple, les questionnaires donnés aux agents par leurs contrôleurs allemands peuvent révéler les sites que les Allemands projettent d'attaquer. Les contrôleurs britanniques établissent donc un plan, sous le nom de code « Hegira », qui définit les procédures à mettre en place pour les agents doubles dans l'éventualité d'une invasion.

L'une des figures centrales de ce dispositif est l'agent double SNOW, déjà présenté. Il est établi que si cette situation se présente, un officier du MI5, John H. Marriott, emmènera « Mme SNOW et le bébé⁶⁰ » au Pays de Galles. « Mme SNOW » fait en réalité référence à Lily Bade, la maîtresse de SNOW, et non à son épouse. Le fils de SNOW issu de sa première union, d'âge adulte, sera également emmené au Pays de Galles. Il est en effet au courant des activités de son père. Tous les documents incriminants devront être détruits, et l'émetteur de SNOW sera emporté au Pays de Galles dans l'espoir de poursuivre les communications avec les Allemands. Dans le cas où l'ennemi serait sur le point de les capturer, Marriott et son collègue Reed sont sommés de prendre « toutes les mesures nécessaires⁶¹ » afin que Lily et le fils de SNOW ne tombent pas aux mains des Allemands. Des instructions similaires sont données au sujet d'autres agents doubles. Christopher Andrew, un des plus éminents spécialistes du renseignement au Royaume-Uni, et le seul à avoir eu accès aux archives non déclassifiées du MI5, souligne que c'est la seule occasion connue où un directeur du MI5 a cautionné de telles exécutions. Cette décision *a priori* illégale repose sur le fondement juridique suivant : si un agent double essaie d'aider l'armée d'invasion, il peut être considéré comme un combattant ennemi⁶². Il est par ailleurs probable que de telles mesures aient été envisagées et même menées à exécution par ce service en d'autres occasions. L'existence d'une trace écrite de cet ordre est cependant assez surprenante. Ces directives concernant Lily sont réitérées à la fin de l'année 1941, alors que la perspective d'une telle invasion semble

⁶⁰ « *Mrs SNOW and baby* », « Orders in the Event of an Invasion », destiné à John H. Marriott. Ce document tapé à la machine porte une date manuscrite, le 3 avril 1941, TNA KV 2/450.

⁶¹ « *Any step necessary* », *ibid.*

⁶² Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, *op. cit.*, p. 258-259.

moins probable⁶³. Des exécutions sommaires, sans procès, d'individus dont la culpabilité n'est pas prouvée (dans le cas de Lily Bade) sont envisagées. Ceci prouve que les Britanniques sont prêts à prendre des mesures extrêmes pour préserver le secret autour de ce réseau, et pour pouvoir continuer à obtenir des informations émanant d'autres agents. Quoi qu'il en soit, l'invasion n'eut jamais lieu, si bien que ces instructions restèrent lettre morte.

Protéger *Ultra* : le secret au prix de sacrifices militaires et humains

Pour mieux appréhender les enjeux de la protection des sources, il convient de souligner l'importance accrue de maintenir le secret autour de sources dont l'ennemi ignore complètement l'existence, encore plus que pour celles qu'il soupçonne d'exister. Ainsi, dans un contexte de guerre, toute puissance peut imaginer que l'ennemi va envoyer des espions pour collecter des données utiles dans le cadre du conflit. Mais certaines sources sont inconnues. Ainsi les Allemands ignoraient que leurs codes chiffrés sur Enigma étaient lus par les Alliés. La source dont l'existence a eu le plus grand impact sur la poursuite de la guerre est le déchiffrement des codes de l'Axe les plus complexes, désigné sous le nom d'*Ultra*⁶⁴. À partir de mai 1940, le volume des messages décryptés devient très conséquent⁶⁵. À la fin de l'année 1942, environ 4 000 messages allemands issus de codes complexes sont décodés et lus quotidiennement⁶⁶. Afin de pouvoir exploiter les informations qui en découlent de manière pérenne, il convient de ne pas révéler que ces codes ont été déchiffrés. Cet impératif est d'autant plus marqué dans le cas de la célèbre machine Enigma, dans ses diverses versions que les Allemands pensent indéchiffrables. Bien qu'il existe d'autres systèmes de chiffrement allemands, comme leur machine désignée Lorenz, Enigma est utilisée par de nombreuses branches différentes des forces armées allemandes. L'existence de cet appareil dans tous ces différents corps rend encore plus crucial le secret autour de cette source. Si l'on s'aperçoit par exemple que l'Enigma navale est compromise, ceci jettera le discrédit sur les autres versions de la machine⁶⁷. Au fur et à mesure de la guerre, les Allemands y incorporent de nouveaux éléments visant à la rendre encore plus complexe, et donc plus sûre, comme de nouvelles roues ajoutant une étape de plus dans le chiffrement des codes. S'ils avaient su que la machine

⁶³ « Orders in the Event of an Invasion », destiné à John H. Marriott. Ce document tapé à la machine porte une date manuscrite, le 3 décembre 1941, TNA KV 4/211.

⁶⁴ Hinsley, Francis H. and Stripp, Alan (dir.), *op. cit.*, p.2 (Introduction de Francis H. Hinsley).

⁶⁵ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, *op. cit.*, p. 248.

⁶⁶ Hinsley, Francis H. and Stripp, Alan (dir.), *op. cit.*, p.1.

⁶⁷ de Grey, Nigel, *Allied Sigint Policy and Organisation*, histoire interne non publiée, Épilogue, p. 36, TNA HW 43/78.

était lue, il aurait été probablement aisé d'apporter quelques modifications radicales mettant un terme aux succès cryptanalytiques des Alliés. Il est vital qu'ils restent ignorants des découvertes du centre de cryptanalyse britannique, *Bletchley Park*. Le problème est le même que pour le réseau d'agents doubles, où les soupçons contre l'un entraînent la méfiance à l'égard des autres espions.

Plusieurs aspects entrent en jeu dans la protection de cette source. Il est indispensable de disposer d'un personnel nombreux impliqué dans l'interception, le déchiffrement, et le traitement de ces messages. Mais ces personnes constituent une menace. Les différents sites concernés par *Ultra* sont des lieux stratégiques qu'il convient de protéger. Ce renseignement perd toute raison d'être s'il n'est pas transmis aux officiers sur le terrain. Il faut l'acheminer par des moyens sûrs jusqu'aux différents théâtres de guerre, qu'ils soient terrestres ou maritimes. Enfin, on doit veiller à ce que son utilisation sur le champ de bataille n'alerte pas l'ennemi sur la sécurité de ses communications. Il faut trouver le juste équilibre afin que cette source soit utile sans être compromise. Il convient de se demander si un bénéfice temporaire justifie les risques que l'on fait courir à cette source.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands ne se sont pas aperçus que leurs codes réputés les plus sûrs, élaborés par le biais de machines très complexes⁶⁸, étaient lus par leurs ennemis. Ce succès du renseignement allié est resté secret jusqu'au milieu des années 1970. Ceci s'apparente à une véritable prouesse lorsque l'on sait que quelque 10 000 personnes travaillaient sur le site de *Bletchley Park*⁶⁹. Ce chiffre n'inclut pas le personnel des stations qui interceptaient les communications radio ennemies, ni les rares officiers qui bénéficiaient de leur déchiffrement au Royaume-Uni et sur les théâtres de guerre. Lorsque les cryptanalystes et leurs assistants s'installent sur ce site au nord de Londres, en août 1939, ils ne sont qu'une centaine de personnes⁷⁰. L'expansion très rapide du personnel de Bletchley comporte un risque inhérent pour la sécurité du renseignement. Deux objectifs prévalent au début de la guerre : il est urgent de recruter un personnel nombreux afin d'espérer déchiffrer et analyser les communications ennemies, tout en veillant à ce que ces hommes et ces femmes ne compromettent pas la source.

⁶⁸ De nombreux modèles différents étaient utilisés. L'une des versions d'Enigma permettait 159 milliards de milliards de réglages différents de la machine.

⁶⁹ Erskine, Ralph, Smith, Michael (dir.), *op. cit.*, p. 1.

⁷⁰ Birch, Frank, *The Official History of British Sigint 1914-1945*, Milton Keynes, Military Press, 2004, Vol. 1, page faisant face à la page 67. Birch est un Britannique qui dirige la cryptanalyse des codes navals allemands jusqu'en 1941, date à laquelle il prend la tête de toute la cryptanalyse navale à Bletchley.

Afin de concilier ces deux impératifs, une des méthodes privilégiées consiste à s'appuyer sur les réseaux dont disposent les premiers membres de la GC&CS, en particulier ceux tissés dans les universités d'Oxford et Cambridge. Derek Taunt, employé dans le Baraquement 8 (*Hut 8*), en charge de la cryptanalyse des codes navals, émet le jugement suivant sur ce processus : « [il s'agit] de loin, de la meilleure façon de rassembler un groupe de personnes qui sont complètement dignes de confiance, et qui ont confiance en la personne qui les rassemble [...] »⁷¹. Un mode de recrutement privilégié consiste également à sélectionner des personnes que l'on connaît, plutôt qu'à mener des campagnes de recrutement que l'on pourrait qualifier de « traditionnelles », avec une offre d'emploi publique, qui pose des problèmes évidents de discrétion. Cette méthode qui repose sur les contacts personnels est également valable dans les autres sites liés à *Ultra*. H.E.C. Pidgeon, une des recrues de Whaddon, centre d'où sont transmis les messages déchiffrés, a auparavant hébergé Bob Channels et Wilf Lilburn, deux agents importants du MI6. Il ignorait leur véritable profession. En 1940, connaissant les compétences en communications radio de H.E.C. Pidgeon et sachant qu'il est digne de confiance, les deux hommes font le nécessaire pour qu'il passe un entretien à Londres, suite à quoi il est recruté à Whaddon. En 1942, lorsqu'il montre à ses collègues des cuirassés miniatures construits par son fils, Geoffrey Pidgeon, un capitaine de corvette, Percy Cooper, le fait recruter, alors qu'il n'a que seize ans, parce qu'il pense que ceci témoigne de talents qui seraient utiles⁷². Geoffrey a œuvré à la construction de kits radio permettant de transmettre les informations issues de la cryptanalyse aux militaires sur le terrain, et a ensuite été posté à l'étranger, en particulier en Inde, où il recevait et communiquait *Ultra* aux officiers. À partir du début et du milieu de l'année 1941, ce recours aux connaissances personnelles ne suffit plus pour pourvoir tous les postes nécessaires à la production d'*Ultra*. Des embauches sur des modèles plus traditionnels, mais moins sécurisants, sont alors effectuées, à l'image de celles utilisées pour recruter des fonctionnaires plus classiques⁷³.

Dans tous les cas, cette première sélection grâce aux connaissances personnelles ne suffit pas et des garanties supplémentaires sont requises. Il est très difficile d'obtenir des informations précises sur des protocoles de sécurité. Deux raisons expliquent cet état de fait : les recrues ignorent bien souvent si elles ont fait l'objet d'enquêtes de sécurité, et si c'est le

⁷¹ « [It] is by far the best way of getting together a group of people who are utterly trustworthy, and who trust the person who gets them together », récits collectés à Bletchley Park et collectés dans un recueil intitulé, *Other People's Stories*, vol. 4, 2002.

⁷² Entretien avec Geoffrey Pidgeon à Richmond, Royaume-Uni, 3 juin 2009 et Pidgeon, Geoffrey, *The Secret Wireless War*, Londres, UPSO, 2003, p. 320-323.

⁷³ Récits collectés à Bletchley Park, *Other People's Stories*, vol. 4, *op. cit.*

cas, leur nature. Pour des raisons évidentes, leur contenu est jalousement tu par les recruteurs et les services chargés de ces enquêtes. Il n'est ainsi pas aisé de savoir si les enquêtes de sécurité étaient « négatives », c'est-à-dire si l'on se contentait de vérifier que rien de suspect n'était retenu contre eux par les autorités militaires ou civiles, ou « positives », ce qui consistait à effectuer des recherches poussées sur le passé, les activités et les contacts d'une potentielle recrue. Les candidats doivent remplir un formulaire en indiquant l'adresse de leurs parents et conjoints, leur nationalité, le lieu de leurs études et les postes successifs qu'ils ont occupés⁷⁴. Certains doivent fournir des lettres de recommandation ou faire remplir des formulaires attestant de leur fiabilité. Il semble que bien souvent les autorités se contentent d'une enquête de sécurité « négative », menée par le MI5⁷⁵. Il ne faut cependant pas sous-estimer le sérieux des démarches visant à s'assurer de la loyauté des employés. Dans un message qu'elle m'a envoyé quelques semaines avant son décès, Mavis Batey, une cryptanalyste qui a joué un rôle crucial dans le déchiffrement des codes, m'a expliqué que la police avait mené une enquête sur elle. Ceci n'était pas une procédure courante. Mais les autorités avaient su qu'elle avait fait l'erreur de se lier d'amitié avec des réfugiés juifs qui s'étaient avérés être des espions allemands⁷⁶. Ceci démontre que les autorités disposent de certains renseignements précieux sur les recrues éventuelles.

⁷⁴Par exemple, « Application Form » de John Charles Brook, 20 mars 1941, TNA HW 64/29.

⁷⁵ Demande d'enquête de sécurité sur John Charles Brook, adressée le 23 mars 1941, à laquelle le MI5 répond le 25 mars, TNA HW 64/29.

⁷⁶E-mail de Mavis Batey du 13 septembre 2013.

Secret. G.C.S.

No: S.F. **22631 B.26**

Date 23.3.41

M.I.5. (Captain STRONG)

Have you any trace, please, of

Name: BROOK, John Charles

Nationality: British

Date and Place of Birth (or approximate age): 17th July 1921
8 Church St., Hunslet, Leeds, 10,
Yorks.

Occupation: At British Tabulating Machine Co. Ltd. as operator.

Present whereabouts and address (if possible): 73 Victoria Road, Bletchley, Bucks

Any outstanding particulars:

Reasons for enquiry: Candidate for employment at G.C. & C.S.

I.P.B. for E.B.B.

Remarks by M.I.5.:

NOTHING RECORDED
25 MAR 1941 AGAINST.
Alan White

Exemple de formulaire pour demander une enquête de sécurité pour un individu⁷⁷.

⁷⁷ Demande d'enquête de sécurité sur John Charles Brook, adressée le 23 mars 1941, à laquelle le MI5 répond le 25 mars, TNA HW 64/29.

À ces mesures essentielles mais limitées s'ajoutent des règles de sécurité strictes lors de l'accueil de nouvelles recrues. Bien souvent, afin de protéger le secret qui entoure le site de *Bletchley Park*, les nouveaux arrivants ne savent même pas où ils ont été affectés jusqu'à ce qu'ils parviennent sur les lieux. Ils ignorent souvent la nature du poste qui leur est confié, quel rôle joue leur futur lieu de travail dans la guerre, et parfois même sa localisation. L'une d'elles se remémore les instructions qu'on lui a données, en lui laissant entendre qu'on l'envoyait suivre une formation, et non qu'il s'agissait de son affectation définitive : « [...] J'allais à BP [i.e. *Bletchley Park*] pour une Formation sur le gaz – c'est-à-dire le gaz toxique – un subterfuge pour préserver le secret sur le travail effectué à Bletchley⁷⁸ ». Un autre témoignage semble prouver l'extrême discrétion qui entourait le site :

En arrivant à Euston [une des gares de chemin de fer à Londres] nous ne disposions d'aucune information sur notre trajet, et nous avons donc demandé au conducteur où il allait. Il a répondu en nous faisant un grand sourire et nous a dit que « les Wrens⁷⁹ descendent à Bletchley »⁸⁰.

En réalité, ce récit laisse songeur quant au secret qui entourait réellement *Bletchley Park*. On ignore ce que cet homme savait exactement de la fonction de Bletchley, mais il avait saisi l'importance de ce lieu dans l'effort de guerre. Peut-être avait-il dû signer la Loi sur les secrets officiels, comme les employés de Bletchley ?

Dès leur arrivée sur le site, un protocole strict est imposé aux nouvelles recrues. Elles doivent signer un exemplaire de la Loi sur les secrets officiels par laquelle elles s'engagent à ne rien révéler de ce qu'elles font et apprennent à Bletchley. Mavis Batey m'a confirmé que cette règle s'appliquait à tous : « Personne ne pouvait obtenir un laissez-passer pour que la sentinelle l'autorise à entrer sans avoir signé la Loi⁸¹ ». Et d'ajouter que ceci concernait toutes les personnes circulant dans *Bletchley Park*, quelle que soit leur fonction. Elles doivent s'acquitter de cette formalité avant même de savoir la raison de leur présence à Bletchley. Une fillette, dont les parents étaient chargés de l'entretien du site, et qui vivait sur les lieux, avait elle aussi besoin de ce laissez-passer pour aller chez elle et avait donc dû signer cette

⁷⁸ « *I was told I was coming to BP on a Gas Course - poison gas that is - a subterfuge to retain the secrecy of the work being done at Bletchley* », Hill, Marion, *Bletchley Park People: Churchill's Geese That Never Cackled*, Stroud, Sutton, 2004, p. 23.

⁷⁹ Surnom donné aux femmes employées dans la marine de guerre.

⁸⁰ « *On arrival at Euston, we had no clue as to our journey, so we enquired from the engine driver where he was going. He replied with a broad grin and informed us that "the Wrens get out at Bletchley"* », *ibid.*, p. 19.

⁸¹ « *Nobody could get a pass to get by the sentry who had not signed the Act* », e-mail de Mavis Batey, 6 octobre 2013.

Loi⁸². Les recrues assistent à de véritables sermons au cours desquels on leur répète *ad nauseam* l'impératif de discrétion pour préserver le secret de Bletchley. Il leur est formellement interdit de révéler à leurs proches, même leurs époux ou épouses, ou leurs parents, la nature de leurs activités. On les met particulièrement en garde contre les bavardages inopportuns. Ces avertissements ont un profond impact sur les nouvelles recrues, dont beaucoup restent terrifiées par les menaces de représailles en cas d'imprudence. Les peines encourues vont même jusqu'à l'exécution⁸³. Interrogée par le roi George VI sur la nature de son travail, une des femmes chargées des « *Bombes* », machines aidant à déchiffrer Enigma, lui aurait répondu : « Je ne peux vous le dire, monsieur⁸⁴. » Une jeune femme autrichienne, ayant trop bu lors d'une fête, chante l'hymne allemand. Soupçonnée d'être une espionne allemande, elle « disparaît⁸⁵ » après cet épisode. Il est probable qu'elle ait été arrêtée, ou transférée à un autre poste moins sensible. Dans les rares cas où une personne quitte Bletchley pour un nouveau poste, ce que l'on cherche à éviter pour des raisons de sécurité, elle doit continuer à taire ce qu'elle sait. Ce secret n'a été levé que très graduellement, à partir des années 1970. C'est seulement à cette époque que certains vétérans de Bletchley commencent à révéler à leurs proches le rôle qu'ils ont véritablement joué dans la guerre.

Une autre règle renforce encore la sécurité du renseignement cryptanalytique. Il s'agit d'un principe que l'on retrouve fréquemment dans les services secrets, le « besoin d'en connaître » (« *need to know* »). Chacun ne sait que ce qu'il a absolument besoin de savoir afin de pouvoir mener à bien son travail. Ceci va de pair avec un « cloisonnement » très grand des tâches, autre règle cardinale dans les agences de renseignement afin de préserver les sources. Le déchiffrement et le traitement des codes comportent de nombreuses étapes, et, dans la mesure du possible, les personnels assignés aux différents stades de la production du renseignement ignorent ce que font leurs collègues avant et après eux. Cette adaptation du taylorisme permet à la fois une grande productivité et le maintien du secret. Toute discussion entre les différents bureaux et services est découragée. De fait, certains ignorent complètement la véritable fonction de *Bletchley Park*, et personne ne connaît tous les détails du travail mené sur le site. L'historien Michael Howard peut ainsi déclarer : « la plupart [des employés de Bletchley]

⁸² *Ibid.*

⁸³ Hill, Marion, *Bletchley Park People*, *op. cit.*, p. 130.

⁸⁴ « *I can't tell you sir* », Ratcliff, Rebecca A., *Delusions of Intelligence: Enigma, Ultra, and the End of Secure Ciphers*, New York, Cambridge University Press, 2006, p. 109.

⁸⁵ « *Disappeared* », Hill, Marion, *op. cit.*, p. 130.

n'avait qu'une idée très vague de ce qui se passait là, et de la manière dont leur travail s'imbriquait dans l'ensemble, et en réalité, de ce que cet ensemble était⁸⁶ ». L'une d'elles, Peggy Erskine-Tulloch, raconte « qu'elle n'a jamais vraiment su ce qu'elle faisait pendant chaque garde à Bletchley⁸⁷ ». Elle peut seulement décrire les machines qu'elle utilisait, et les gestes qu'elle devait accomplir. Lorsqu'elle a témoigné sur son expérience à Bletchley pour un ouvrage paru en 2002, elle ignorait toujours ce qu'elle faisait vraiment à l'époque. L'organisation du site même de *Bletchley Park* contribue à ce résultat. Bletchley comporte un certain nombre de « Baraquements » (« *Huts* »), dédiés aux différents types de codes. Les messages produits sur des machines Enigma par l'armée de terre et l'aviation allemandes sont traités dans les Baraquements 3 et 6, et ceux de la marine de guerre dans les Baraquements 4 et 8. De plus, chaque Baraquement effectue une tâche différente. Le Baraquement 6, comme le 8, déchiffrent les codes, tandis que les Baraquements 3 et 4 s'occupent des messages une fois décodés, qu'il faut encore traduire en anglais, corriger, évaluer avant leur transmission aux autorités correspondantes⁸⁸. Ainsi un cryptanalyste, chargée de percer un code ennemi, ne voit théoriquement pas le contenu du message déchiffré, contrairement à l'impression donnée par le film *The Imitation Game* de Morten Tyldum.

Ceci donne lieu à des querelles fréquentes entre les membres les plus influents de Bletchley, dont certains se plaignent que ce cloisonnement nuit à la productivité du site. Bien que dans la théorie la division du travail soit gage d'efficacité, la fréquente absence de communications entre les branches diminue parfois le rendement du site. Dilly Knox, un des plus grands cryptanalystes de la GC&CS, s'indigne de cet état de fait, en particulier en 1941, et se plaint de ne pas connaître le fruit de son travail : « En tant qu'intellectuel, [...] il m'est impossible d'accepter votre théorie monstrueuse qui consiste à collecter des documents pour d'autres. Par profession, et dans tous ses travaux, un intellectuel doit mener sa recherche de la collection de documents bruts au texte final⁸⁹ ». Mêlant diplomatie et fermeté, le directeur de Bletchley, Denniston, lui répond « Si vous élaborez une superbe Rolls-Royce, il n'y a pas de

⁸⁶ « *Most of [the workers at Bletchley Park] only had the haziest idea of what was going on in the place and how [their] work fitted in the big picture, indeed, what the big picture was* », Récits collectés à Bletchley Park et collectés dans un recueil intitulé *Other People's Stories*, vol. 1.

⁸⁷ « *Never knew exactly what [she] was doing during each watch at Bletchley Park* », Page, Gwendoline (éd.), *We Kept the Secret: Now it Can Be Told. Some Memories of Pembroke V Wrens*, Wymondham, G.R. Reeve, 2002, p. 5.

⁸⁸ C'est ce qu'apprend tout visiteur de Bletchley Park, qui est aujourd'hui un musée.

⁸⁹ « *As a scholar, [...] to concede your monstrous theory of collecting materials for others is impossible. By profession and in all his contracts a scholar is bound to see his research through from the raw material to the final text* », Smith, Michael, *Station X*, op. cit., p. 126.

raison que vous conduisiez vous-même l'engin jusqu'à la maison d'un potentiel acquéreur, en particulier si vous n'êtes pas un excellent conducteur. Voulez-vous être l'inventeur et le conducteur⁹⁰ ? » Pour autant, Knox ne souhaite pas remettre en question ce cloisonnement lorsqu'il s'agit des employés peu diplômés... Ce même principe prévaut dans les autres sites impliqués dans l'interception, le traitement ou la dissémination d'*Ultra*. Ainsi, par exemple, Geoffrey Pidgeon, qui était employé à Whaddon d'où partait le renseignement issu d'*Ultra* pour les officiers sur les terrains d'opération, rapporte : « Je n'ai jamais entendu ce mot [Enigma] pendant tout le temps où j'ai travaillé pour Section VIII. Je savais que nous interceptions des communications allemandes mais je ne savais pas que notre connaissance était si complète – ni que nous déchiffrions les messages de l'armée de terre, de l'*Abwehr* et de la *Gestapo* si précisément [...]. Je dois avouer que je pensais que ça venait de nos agents en Europe⁹¹. » Il savait qu'il effectuait un travail « secret », mais pas vraiment que ses collègues « écoutaient l'ennemi⁹² ».

Il faut cependant nuancer l'étendue de ce cloisonnement. Certains anciens de Bletchley se souviennent avoir reçu des informations sur le contenu des messages déchiffrés alors même que ce n'était pas la tâche à laquelle ils se consacraient. Parfois même ils auraient bénéficié de détails sur l'impact de leur travail sur le champ de bataille. Dorothy Du Boisson se souvient qu'une fois par mois, son équipe apprenait les succès que leur travail avait permis. Cela leur permettait de mieux saisir l'importance de leur tâche, et de s'assurer leur implication totale. Comprendre leur contribution à l'effort de guerre, les vies en jeux contribuait à renforcer leur respect des règles de sécurité⁹³. De façon analogue, certains opérateurs des stations qui interceptaient les communications ennemies savaient avec précision quels modèles d'Enigma étaient lus, ce qui est à l'opposé de ce principe de cloisonnement⁹⁴.

Des mesures pour assurer la sécurité physique des sites s'ajoutent naturellement à ces protocoles. Elles se composent de trois volets : l'existence de grillages autour de Bletchley, la

⁹⁰ « *If you do design a superb Rolls-Royce, that is no reason why you should yourself drive the thing up the house of a possible buyer, more especially if you are not a very good driver. Do you want to be the inventor and the car driver?* », *ibid.*

⁹¹ « *I never heard the word [Enigma] during all my time with Section VIII. I knew we were intercepting German traffic but I did not know that our knowledge was so complete - nor that we were deciphering German Army, Abwehr and Gestapo messages so exactly [...]. I must admit I thought it was coming from our agents in Europe* », entretien avec Geoffrey Pidgeon à Richmond, Royaume-Uni, le 3 juin 2009, et un e-mail qu'il m'a adressé le 6 juin 2009.

⁹² « *Secret* » et « *Listening to the enemy* », *ibid.*

⁹³ Diana Neale, née Spence, citée dans Page, Gwendoline (éd.), *We Kept the Secret*, op. cit., p. 60.

⁹⁴ de Grey, Nigel, *Allied Sigint Policy and Organisation*, histoire interne non publiée, Appendice III « Security », p. 50, TNA HW 43/78.

présence de gardes aux entrées du site et la distribution de laissez-passer aux personnels autorisés. Comme cela a été évoqué, l'accès à *Bletchley Park* ne peut s'effectuer sans disposer d'un laissez-passer, dont l'obtention nécessite d'avoir signé la Loi sur les secrets officiels. Les règles concernant ces laissez-passer sont très strictes. Ils ne sont pas toujours contrôlés, mais les gardes savent reconnaître le personnel⁹⁵. Cependant les grillages sont d'une utilité limitée : « Lorsqu'au cours d'exercices, les civils de la *Home Guard*⁹⁶ affrontaient les militaires, ils franchissaient les grillages en quelques minutes en creusant un tunnel dessous⁹⁷ ». Pour assurer la pérennité des opérations cryptanalytiques, certaines « *Bombes* » sont abritées dans d'autres sites du Royaume-Uni, comme Eastcote et Wavendon, pour deux raisons : pour essayer d'atténuer la catastrophe qu'aurait été la destruction de Bletchley, si son rôle avait été percé à jour par l'ennemi, en cas d'invasion du pays ou de bombardement, et pour des questions de place⁹⁸.

Par ailleurs, tous les employés doivent être logés à proximité de *Bletchley Park*, et mis à part dans les tout premiers temps, où le personnel est réduit, il est impossible de tous les héberger sur le site. Certains résident dans des camps créés pour l'occasion, mais beaucoup occupent des chambres chez les habitants de Bletchley et des environs. La population de Bletchley s'élevait à 3 000 âmes à l'époque, l'arrivée de 10 000 personnes n'est pas passée inaperçue. Dans notre perspective comparative il est significatif de remarquer que lorsqu'ils arrivent à Bletchley, les Américains sont surpris de ces logements chez l'habitant. Ils estiment qu'il aurait été plus sûr de construire un gigantesque campement pour regrouper tous ces travailleurs⁹⁹. Il est en effet très délicat pour toutes ces personnes d'expliquer, ou plus précisément, de ne pas expliquer à leurs hôtes, comment ils occupent leurs journées.

L'enjeu principal à Bletchley consiste à trouver un équilibre entre la préoccupation principale de garder cette source secrète et les efforts pour produire autant de renseignements que possible. Une fois les messages interceptés, déchiffrés, et analysés, le dilemme des autorités britanniques devient autre : comment tirer parti de cette source sans pour autant la compromettre ? Lire les codes ennemis ne présente aucun intérêt si l'on ne peut pas s'en

⁹⁵ *Ibid.*, Appendice III « Security », p. 7, TNA HW 43/78.

⁹⁶ La *Home Guard* était une « armée » de volontaires prêts à défendre le pays en cas d'invasion.

⁹⁷ « *When the civilians in the Home Guard took on the military in a friendly exercise, they breached the wire in a few minutes by tunnelling under it* », Stripp, Alan, *Codebreakers in the Far East*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 20.

⁹⁸ Page, Gwendoline (éd.), *op. cit.*, p. 99.

⁹⁹ Exposition au musée de Bletchey Park.

servir. En utilisant ces données, les dirigeants militaires risquent de révéler aux puissances opposées que leurs communications ne sont pas sûres, ce qui les inciterait à adopter de nouveaux systèmes de chiffage : il faudrait du temps pour les percer, ils demeureraient peut-être même impénétrables pour les Alliés. Qui plus est, pour qu'un officier britannique puisse juger de la fiabilité d'une information, il doit en connaître la source pour savoir quel crédit lui apporter. Ceci constitue une menace pour sa confidentialité. Mais communiquer des données sans préciser leur provenance conduit souvent à jeter du discrédit sur celles-ci, qui ne sont pas estimées à leur juste valeur.

Comment doit-on procéder afin de préserver le secret d'*Ultra* ? La première règle d'or consiste à n'informer qu'un tout petit nombre de responsables britanniques. Churchill lui-même insiste sur l'impératif de protéger *Ultra*. En 1927, afin de calmer l'opinion publique dans un contexte de grande agitation sociale, le gouvernement de Stanley Baldwin avait révélé que les Russes alimentaient ces tensions. Pour prouver leurs allégations, ils avaient rendu public le texte d'un message russe décrypté, révélant par la même qu'ils avaient cassé le code russe. Celui-ci fut immédiatement changé par les Russes. Churchill, qui était alors au gouvernement, se souvient de cet épisode et insiste pour qu'*Ultra* demeure secret, ajoutant qu'une des plus grandes menaces pour celui-ci se trouve à Whitehall, en la personne des dirigeants politiques, et non à Bletchley¹⁰⁰. Seuls ceux pour qui ce renseignement est indispensable sont informés, respectant ainsi le principe du « besoin d'en connaître ». Seul un nombre très réduit d'officiers très hauts gradés, à Londres ou sur le champ de bataille, sont dans le secret. En avril 1940, hormis la GC&CS et le SIS, seule une trentaine de personnes connaissent l'existence d'*Ultra*¹⁰¹. Une fois qu'ils sont mis au courant, ils n'ont plus le droit d'aller au front, pour éviter les risques de capture et d'interrogatoires pendant lesquels ils auraient pu révéler l'existence d'*Ultra*. Ceci contrarie beaucoup certains militaires, en particulier les généraux de division américains George Patton et Jimmy Doolittle¹⁰².

Afin de faire parvenir les informations d'*Ultra* à ces rares destinataires, il est indispensable de mettre au point un système de communication qui réponde à deux exigences : s'assurer de la sécurité de ces échanges tout en pouvant contacter rapidement des officiers sur les terrains les plus distants, qu'ils soient terrestres ou maritimes. Grâce à leur succès contre certains des codes ennemis les plus complexes, les Alliés savent à quel point les

¹⁰⁰ BBC4, Épisode de l'émission « What if » avec le Professeur Christopher Andrew, jeudi 24 avril 2003, http://www.bbc.co.uk/radio4/history/whatif/what_if.shtml, consulté en 2009.

¹⁰¹ Birch, Frank, *The Official History of British Sigint 1914-1945*, op.cit., p. 760.

¹⁰² Winterbotham, Frederick W., op. cit., p. 115.

communications radio sont dangereuses. Dans un premier temps, sur le sol britannique, la méthode privilégiée est d'avoir recours à des messagers qui font le trajet entre Bletchley et Londres, où se trouvent notamment le MI6 et le Premier ministre. Mais ceci s'avère rapidement peu pratique, lorsque les codes commencent à être déchiffrés de manière fréquente et que le volume des communications augmente. Bletchley offre alors le spectacle d'« un flot continu¹⁰³ » de messagers, ce qui pose des problèmes pratiques et sécuritaires. Même si ces messagers sont soumis à des enquêtes de sécurité, ils constituent un péril, et ils courent un risque limité mais potentiel d'être appréhendés sur leur trajet par des sympathisants de l'ennemi. Les communications radio sont exclues, et les lignes de téléphone ne sont pas sûres non plus, en particulier lorsqu'il n'y a pas de brouilleur. Le système du téléscripateur avec des lignes similaires à des lignes téléphoniques est donc graduellement adopté. Il est plus laborieux d'écouter des lignes de téléphone que des ondes radio, surtout sur le sol britannique, et les lignes de téléscripateur sont particulièrement sûres. Dès l'été 1940 c'est ainsi que le MI6 à Londres reçoit ses informations venant de Bletchley¹⁰⁴.

À l'évidence, ces dispositions ne conviennent pas aux communications avec les militaires sur les différents théâtres de guerre, où le recours à la radio est indispensable. La solution adoptée fut mise en place par Frederick W. Winterbotham, qui est alors le plus haut représentant de l'armée de l'air au SIS¹⁰⁵. Il est assez ironique que ce soit ce même personnage chargé d'assurer la sécurité d'*Ultra* qui ait révélé en 1974 l'existence de cette source demeurée jusque là secrète. Winterbotham met en place un protocole unique : chaque destinataire d'*Ultra* se verra attacher une petite équipe chargée de recevoir et décoder les informations dérivées d'*Ultra*, et de veiller à leur sécurité sur le site en question. Ces unités sont d'abord désignées : Unités des signaux spéciaux (*Special Signals Units*) puis renommées Unités de liaison spéciale (*Special Liaison Units*)¹⁰⁶. Pour des raisons de sécurité, ces unités sont le seul et unique moyen de transmettre du renseignement issu d'*Ultra* aux officiers qui le reçoivent¹⁰⁷, et le seul par lequel ils peuvent discuter de ces données avec les autorités au Royaume-Uni. Pour être plus précis, ces unités sont composées de deux éléments : une équipe chargée de recevoir la communication radio, désignée Unité de communications spéciales (*Special Communications Unit*, SCU) et une autre chargée de la déchiffrer, l'Unité de liaison

¹⁰³ « *Continuous stream* », musée de Bletchley Park.

¹⁰⁴ Smith, Michael, *Station X*, op. cit., p. 47.

¹⁰⁵ Winterbotham, Frederick W., op. cit., p. 13, préface de Sir John Slessor.

¹⁰⁶ Smith, Michael, *Station X*, op. cit., p. 107.

¹⁰⁷ La situation était légèrement différente pour la marine de guerre. Winterbotham, Frederick W., op. cit., p. 40-42.

spéciale (SLU) à proprement parler. Il n'est pas nécessaire que tout le personnel de ces SLU/SCU soit au fait d'*Ultra* ; il suffit, et il est préférable, qu'un seul de leurs membres, l'Officier de liaison des signaux (*Signals Liaison Officer*, SLO) le soit, selon le principe du « besoin d'en connaître »¹⁰⁸. Selon un protocole digne des films d'espionnage, le SLO apporte le message déchiffré directement à l'officier à qui il est destiné, reste à ses côtés pendant qu'il le lit, et le détruit ensuite¹⁰⁹. La première SSU est envoyée en France au début de l'année 1940 ; leur nombre augmente rapidement¹¹⁰. Ces unités ont joué un rôle déterminant. Par exemple, par le biais de ces SLUs, le Baraquement 3 a envoyé 2 000 messages au Caire entre mars et novembre 1941. Entre novembre 1941 et 1942, ce chiffre est multiplié par cinq¹¹¹. Winterbotham est chargé d'inspecter ces unités afin de vérifier l'application stricte des prescriptions de sécurité. Si celles-ci ne sont pas observées à la lettre et s'il doit prendre des mesures, il est autorisé à dire qu'il représente non seulement le chef du SIS, Stewart Menzies, mais le Premier ministre Churchill lui-même. Comme le fait remarquer Winterbotham, « c'était une indication très claire de l'avis du Premier ministre sur la place que cette information occupait dans l'effort de guerre¹¹² ». Nous pourrions ajouter « et de l'impératif de la protéger ». La sécurité physique de ces SLUs constitue un enjeu de poids, encore plus que celle de Bletchley, car ils sont souvent situés sur les théâtres de guerre et le risque d'une attaque ennemie est omniprésent. Les SLUs sont souvent lourdement armées¹¹³. Au Royaume-Uni, les signaux à destination des SLUs sont envoyés depuis Whaddon, à huit kilomètres à l'ouest de Bletchley. Whaddon héberge le centre de communications du SIS, Section VIII, et sa station radio, « Windy Ridge »¹¹⁴.

Pour ces communications avec le Royaume-Uni, les Britanniques sont évidemment parfaitement conscients du risque d'utiliser des codes peu sûrs, ou de les utiliser sans respecter les protocoles de sécurité élémentaires. Dans un premier temps ils privilégient surtout les « masques jetables » (« *one-time pads* ») : dans ce cas, émetteur et destinataire sont les seuls à disposer d'un code, complètement aléatoire, qui change après chaque communication, d'où son nom. Ce système est théoriquement incassable. Winterbotham déclare : « C'était à l'époque, autant que je sache, le seul chiffre absolument sûr qui existait,

¹⁰⁸ Ratcliff, Rebecca A., *Delusions of Intelligence*, op. cit., p. 119.

¹⁰⁹ Musée de Bletchley Park.

¹¹⁰ Pidgeon, Geoffrey, *SCU Newsletter*, n°2-13, 5 avril 2013, p. 2.

¹¹¹ Smith, Michael, *Station X*, op. cit., p. 110.

¹¹² « *This was a clear indication of the Prime Minister's view of the place this information occupied in the war effort* », Winterbotham, Frederick W., op. cit., p. 113.

¹¹³ Pidgeon, Geoffrey, *The Secret Wireless War*, op. cit., p.69.

¹¹⁴ Musée de Bletchley Park.

contrairement à ce que pensaient les Allemands¹¹⁵ » (on sait la foi qu'ils avaient en Enigma). Cette méthode est un peu contraignante car il faut que les deux parties disposent du même livre de code, qui est changé régulièrement. C'est pour cela qu'une machine de chiffrage est graduellement adoptée, du nom de Typex. Pour l'élaborer, les cryptologues britanniques ont pris en compte les failles des différentes machines ennemies, en particulier Enigma, afin de produire la machine la plus sûre possible. Elle possède de nombreux points communs avec Enigma mais est dépourvue de ses défauts¹¹⁶. Les Britanniques, qui savent qu'il faut toujours se méfier de ce type d'appareil, estiment que Typex apporte une « sécurité raisonnable¹¹⁷ ». Il faut garder à l'esprit que la fiabilité d'une machine repose également sur l'observation de règles strictes dans son utilisation, que les Allemands négligent fréquemment. La marine de guerre britannique constitue un cas à part : elle utilise ses propres codes, généralement des masques jetables¹¹⁸.



Une Typex, présentée au Musée de Bletchley

Ces règles semblent déjà très strictes mais les Britanniques vont encore plus loin pour assurer la sécurité d'*Ultra* : ils envisagent le moindre risque que courent leurs sources. En particulier ils savent parfaitement qu'il faut éviter que le décryptage d'un nouveau code entraîne une croissance soudaine des communications radio ; cela pourrait alerter l'ennemi s'il vient à constater ce phénomène¹¹⁹. Qui plus est, la source *Ultra* n'est pas révélée, même dans ces communications très sûres. Elle est « camouflée ». Une section de Bletchley, celle

¹¹⁵ « *It was at this time, as far as I knew, the only absolutely safe cypher in existence, although the Germans obviously thought otherwise* », Winterbotham, Frederick W., *op. cit.*, p. 39.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 39.

¹¹⁷ Ratcliff, Rebecca A., *Delusions of Intelligence*, *op. cit.*, p. 120.

¹¹⁸ Winterbotham, Frederick W., *op. cit.*, p. 109.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 36.

des « Vigiles » (*Watchkeepers*) est chargée d'associer des sources factices aux différentes informations transmises aux autorités à Londres et aux militaires¹²⁰. Ceci va très loin, car parfois les destinataires ignorent la véritable origine des informations. Toutes ces précautions peuvent parfois poser des difficultés lorsque les destinataires d'*Ultra* ignorent d'où provient le renseignement et ne savent pas qu'ils peuvent s'y fier complètement. Ceci est préjudiciable, notamment pendant la campagne de France¹²¹. Les « vigiles » prétextent la découverte d'un document dans une corbeille à papier, les discussions de prisonniers de guerre¹²², l'aide de dissidents allemands, des méthodes techniques parfois fictives¹²³, ou l'existence d'un faux espion. L'un des ces espions imaginaires, « Boniface », devient même un nom de code employé dans les plus hautes sphères pour indiquer qu'il s'agit d'*Ultra*¹²⁴. Winterbotham évoque quant à lui l'Agent Léonard Orange (O.L., *Orange Leonard*) dans ses discussions avec ses collègues¹²⁵.

Très fréquemment, s'ils veulent utiliser des données issues d'*Ultra*, les chefs militaires envoient des avions de reconnaissance qui découvrent « par hasard » la localisation d'unités ennemies qu'ils souhaitent attaquer. Ceci doit convaincre l'adversaire que la source d'informations est la reconnaissance aérienne et non la cryptanalyse. C'est le cas, par exemple, pour la bataille de Matapan, au large de la Grèce. Ceci présente deux problèmes majeurs : les engins de reconnaissance essuient parfois des tirs ennemis, et l'effet de surprise ne peut avoir lieu ; l'adversaire sait qu'il a été repéré et se prépare à essuyer une attaque, ce qui affaiblit les troupes alliées. Mais c'est le prix à payer pour protéger *Ultra*¹²⁶.

La difficulté la plus grande consiste surtout à savoir comment utiliser *Ultra* à bon escient, sans le compromettre. Le film *The Imitation Game*, de façon certes très fictionnelle, souligne cet enjeu et les dilemmes qui s'ensuivent. Il est impensable d'utiliser toutes les informations disponibles, surtout lorsque leur nombre augmente au fur et à mesure de la guerre. L'ennemi saurait immédiatement que ses codes sont lus. C'est l'une des raisons pour lesquelles le déchiffrement des codes de l'Axe n'a pas mis un terme plus rapide aux hostilités ; une autre explication réside dans l'insuffisance des forces militaires alliées. Le principe qui régit l'utilisation d'*Ultra* est le suivant : « Un avantage tactique momentané n'est pas un motif

¹²⁰ Hinsley, Francis. H. and Stripp, Alan (dir.), *op. cit.*, p. 21

¹²¹ Grey, Nigel de, *Allied Sigint Policy and Organisation*, histoire interne non publiée, Appendice III « Security », p. 28, TNA HW 43/78.

¹²² Lewin, Ronald, *Ultra Goes to War*, London, Hutchinson, 1978, p. 64.

¹²³ Ratcliff, Rebecca A., *Delusions of Intelligence*, *op. cit.*, p. 112 et 115.

¹²⁴ Lewin, Ronald, *Ultra Goes to War*, *op. cit.*, p. 92.

¹²⁵ Par exemple, dans son courrier du 8 août 1941 pour le commandant Saunders, TNA HW 14/18.0769

¹²⁶ Winterbotham, Frederick W., *op. cit.*, p. 89.

suffisant pour prendre le moindre risque de compromettre la source.¹²⁷ » La priorité des SLUs est toujours la sécurité d'*Ultra*, avant le succès des opérations militaires. Afin de s'en assurer, ils sont sous les ordres des autorités en Angleterre et non du militaire qu'ils informent. Pendant le *blitz* contre le Royaume-Uni, lorsque l'on sait les villes ou sites qui vont être pris pour cibles, il est défendu de prendre des mesures préventives tant que les signaux radio qui guident les avions allemands ne sont pas émis, ce qui permet de justifier ces mesures préventives. De la même façon, tous les sites sur l'axe de ces signaux doivent se préparer à une attaque imminente, alors même que les dirigeants britanniques savent qu'ils ne sont pas menacés¹²⁸.

Ces impératifs de protection d'*Ultra* sont à l'origine d'un mythe au sujet du bombardement de Coventry dans la nuit du 14 au 15 novembre 1940. De nombreux auteurs, à commencer par Winterbotham dans son ouvrage de 1974, relayé par le célèbre auteur Anthony Cave Brown¹²⁹, déclarent que les autorités britanniques savaient que la ville allait essuyer les feux ennemis, mais que pour préserver *Ultra* et éviter un mouvement de panique, aucune mesure n'a été prise. Alors que des noms de code étaient d'ordinaire utilisés pour désigner les cibles dans les communications allemandes, le nom de Coventry aurait été écrit noir sur blanc. Winterbotham est catégorique :

Vers 3 heures de l'après-midi le 14 novembre quelqu'un a dû faire une erreur et au lieu d'une ville désignée par son nom de code, le nom de Coventry était écrit noir sur blanc [...] J'étais presque sûr que l'on s'adresserait au Premier ministre pour qu'il prenne une décision sur ce qu'il fallait faire et que ce serait une terrible décision à prendre. Il y avait peut-être quatre ou cinq heures avant l'attaque [...] si, pour une quelconque raison, l'attaque était repoussée à cause de la météo ou pour une quelque autre raison, nous aurions mis notre source de renseignement en danger sans raison [...] Finalement, il fut décidé de n'alerter que les services de secours¹³⁰.

Quatre ans après la publication du livre de Winterbotham, Ronald Lewin a montré que ces allégations étaient infondées. Les autorités savaient en effet qu'une ville allait essuyer une attaque très importante, l'opération « Sonate au clair de lune », mais elles ignoraient quelle

¹²⁷ « A momentary tactical advantage is not sufficient ground for taking any risk of compromising the source », Grey, Nigel de, *Allied Sigint Policy and Organisation*, histoire interne non publiée, Appendice III « Security », p. 35, TNA HW 43/78.

¹²⁸ Ratcliff, Rebecca A., *Delusions of Intelligence*, op. cit., p. 113.

¹²⁹ Brown, Anthony C., op. cit., 1981.

¹³⁰ « At about 3 p.m. on November the fourteenth someone must have made a slip-up and instead of a city with a code name, Coventry was spelt out [...] I had little doubt there would be reference back to the Prime Minister for a decision as to what to do and it would be an agonizing decision to have to make. There were perhaps, four or five hours before the attack would arrive. [...] if, for any reason, the raid was postponed by weather or for some other reason, we should have put the source of our information at risk to no purpose. [...] In the end, it was decided only to alert the services », Winterbotham, Frederick W., op. cit., p. 83.

était la cible, car un nom de code, « Korn », était employé. Des prisonniers de guerre avaient averti que Coventry allait être visée, mais sans que les Britanniques n'y prêtent attention. Il faut garder à l'esprit que les services de renseignement collectent des volumes immenses d'informations et passent parfois à côté de choses importantes. Churchill pensait que l'attaque viserait Londres, ce qui précipita son retour dans la capitale, afin de faire face à cet assaut aux côtés de ses compatriotes. Son secrétaire, John Martin, a confirmé cette version des événements¹³¹. Reginald Jones, expert scientifique qui occupe une place de premier plan lors de ces événements et a la confiance de Churchill, déclare que les Britanniques ignoraient même que « Korn » désignait une ville. Le 14, plusieurs indications laissaient penser que la région des Midlands allait être touchée, mais sans plus de précisions. L'hypothèse d'une attaque sur Londres demeurait d'actualité. Jones déclare :

[...] je continuais à me demander quel serait l'objectif de la nuit. Je n'en avais pas la moindre idée, et j'affirme aujourd'hui encore que *personne* n'était mieux placé que moi pour connaître à l'avance les cibles choisies par les Allemands. Les messages décodés à Bletchley étaient reçus au ministère dans une pièce voisine de mon bureau. Si un seul d'entre eux avait mentionné Coventry d'une manière précise, j'aurais certainement été parmi les premiers informés. Or je le répète, rien, absolument rien, ne me permettait de penser que Coventry serait visée ce soir-là¹³².

Les fonds d'archives confirment que les rumeurs d'un sacrifice de Coventry pour protéger *Ultra* sont infondées. Au mieux, la certitude sur le site visé était trop tardive pour prendre des mesures¹³³. Pourtant, comme bien des mythes, celui entourant le bombardement de Coventry perdure.

Paradoxalement, une des plus grandes imprudences dans l'utilisation d'*Ultra* fut commise par Churchill, pourtant l'un des ses plus fervents protecteurs. En août 1941, les messages décryptés révèlent les exterminations nazies sur le front de l'est, en particulier contre les populations juives. Indigné, horrifié, l'impulsif Premier ministre prononce un discours à la BBC le 24 août 1941, au cours duquel il dénonce ces abominations. Ces accusations alertent les Allemands, qui comprennent que leur code a été déchiffré, et cessent immédiatement leurs communications radio. Ces messages avaient été échangés dans un code manuel, assez élémentaire, utilisé par les forces de police, si bien que cet incident ne révèle pas les succès alliés contre les codes complexes de l'Axe. Mais cet épisode aurait pu avoir des conséquences plus graves, car les mêmes informations avaient été transmises dans le code

¹³¹ Lewin, Ronald, *Ultra Goes to War*, op. cit., p. 102.

¹³² Jones, Reginald V., *La Guerre ultra-secrète*, trad. Philippe Sabathé, Plon, Paris, 1980, p. 144-151.

¹³³ Taylor, Frederick, *Coventry: 10 November 1940*, Londres, Bloomsbury, 2015, chapitre « Korn ».

Enigma des SS. Churchill avait parié, à juste titre, que seul le code manuel serait incriminé. Mais il a pris des risques très grands ; cet incident confirme l'impératif de protéger ces sources et les cas de consciences qui en découlent¹³⁴.

Infiltration par les espions soviétiques

Ces mesures de sécurité qui se systématisent graduellement à partir de 1940 semblent partiellement vaines lorsque l'on sait que des espions soviétiques ont infiltré les plus hauts rangs de la politique et du renseignement britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale. Or jusqu'en juin 1941, les Soviétiques sont liés à l'Allemagne par un Pacte de non-agression. Et même après cette date, la coopération du Royaume-Uni avec l'URSS est pour le moins précaire, les tensions idéologiques étant bien trop grandes. Surtout, les communications soviétiques ne sont pas aussi sûres que celles des Britanniques, et sont très vulnérables aux attaques cryptanalytiques allemandes.

Beaucoup de rumeurs ont circulé sur les agents soviétiques opérant au Royaume-Uni, jetant des soupçons de collusion sur de nombreuses personnes parfaitement innocentes, comme Guy Liddell¹³⁵. Mais des taupes existaient effectivement.

J'ai déjà mentionné le cas d'Anthony Blunt. Son ami Victor Rotschild, l'expert en contre-sabotage du MI5, le présente à Guy Liddell, qui est devenu le directeur de la branche B du MI5, et qui parvient à le faire entrer au MI5. Blunt l'avait convaincu que son intérêt pour le marxisme était lié à ses recherches sur l'art et n'avait aucune incidence sur sa vision de la politique¹³⁶. Il est recruté en juin 1940 par le MI5¹³⁷, et rapidement affecté à la Branche D¹³⁸ (Sécurité protectrice et contrôle des déplacements, *Protective Security and Travel Control*). Le 24 octobre 1940 au soir, il dîne au Reform Club avec Guy Liddell et Guy Burgess, qui est également un agent soviétique¹³⁹. Cette proximité illustre bien à quel point le « Cercle des espions de Cambridge » fréquente les personnes les mieux placées. Il est ironique de constater que dans l'entrée de son journal datant du lendemain de ce dîner, Liddell se plaint que les enquêtes de sécurité détectant des affiliations communistes n'aient pas de conséquence pour

¹³⁴ BBC4, Épisode de l'émission « What if » avec le Professeur Christopher Andrew, jeudi 24 avril 2003, http://www.bbc.co.uk/radio4/history/whatif/what_if.shtml, consulté en 2009 et Smith, Michael, *Station X*, op. cit., p. 81-82.

¹³⁵ Costello, John, *Mask of Treachery*, Londres, Collins, 1988.

¹³⁶ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 269.

¹³⁷ Journal de Guy Liddell, 7 juin 1940, TNA KV 4/186.

¹³⁸ Journal de Guy Liddell, 22 juin 1940, TNA KV 4/186.

¹³⁹ Journal de Guy Liddell, 24 octobre 1940, TNA KV 4/186.

les personnes impliquées et ne mènent pas à leur mise à l'écart¹⁴⁰. Près de dix ans après, quand Blunt commence à être suspecté, Liddell réitère sa conviction que son intérêt pour le marxisme était artistique et non politique. À la fin de l'année 1940, Blunt fait recruter Burgess comme agent du MI5, sous le nom de code VAUXHALL¹⁴¹. À partir de janvier 1941, Blunt communique des documents capitaux du MI5 aux Soviétiques. En particulier, il leur fait parvenir un compte-rendu du témoignage du transfuge soviétique Walter Krivitsky. Les Soviétiques apprennent ainsi qui a été trahi par celui-ci¹⁴².

L'agent qui a apporté l'aide la plus significative aux Soviétiques est probablement le désormais célèbre Harold A.E. Philby, communément désigné « Kim » Philby. Il est issu d'une famille influente. Son père, H. St John Philby, a occupé un poste de fonctionnaire en Inde, et avait de nombreuses connexions. Pendant la Seconde Guerre mondiale, de nombreux cadres du renseignement britannique sont d'anciens employés de *l'Indian Civil Service*. Connaissant le père, ils étaient plus à même de recruter le fils, se fiant à ces réseaux particulièrement importants au Royaume-Uni. Kim Philby étudie à Cambridge, et devient un ardent communiste. Il travaille comme journaliste, notamment pour le *Times*, couvrant en particulier la guerre civile espagnole, sous un angle franquiste. Ses contrôleurs soviétiques lui ont donné, comme à ses collègues, l'ordre de couper tous ses liens avec les milieux communistes. En Espagne il se rapproche beaucoup de la droite¹⁴³. Lorsqu'il est recruté pour travailler dans le renseignement britannique, l'enquête de sécurité le concernant est assez limitée, il ne s'agit que d'une enquête de sécurité « négative ». En 1968, alors que sa trahison envers le Royaume-Uni a été révélée et qu'il s'est installé en URSS, Philby relate son histoire dans un ouvrage intitulé *Ma Guerre silencieuse (My Silent War)*. Il y explique que les enquêtes de sécurité conduites au moment de son recrutement étaient très peu poussées, se bornant à vérifier qu'il n'avait pas déjà fait l'objet de poursuites judiciaires. Son passé communiste n'est pas découvert¹⁴⁴. De plus, les relations de son père ont facilité son recrutement : en particulier, Valentine Vivian, qui dirige le contre-espionnage du SIS, le connaît. Un haut dirigeant du SIS de l'époque, qui a participé aux enquêtes sur Philby, a déclaré aux auteurs d'un ouvrage sur Philby : « Il est tout simplement inimaginable que Kim aurait été autorisé à rejoindre nos rangs si l'on avait su qu'il avait des affiliations

¹⁴⁰ Journal de Guy Liddell, 25 octobre 1940, TNA KV 4/186.

¹⁴¹ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 269-270.

¹⁴² West, Nigel, Tsarev, Oleg, op. cit., p. 145.

¹⁴³ Clive, Nigel, « Philby, Harold Adrian Russell [Kim] (1912–1988) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/40699>, consulté le 22 janvier 2016.

¹⁴⁴ Philby, Kim, op. cit., p. 32-33.

communistes.¹⁴⁵ » Les agences tolèrent bien mieux une collusion avec l'extrême-droite qu'avec la mouvance communiste. Philby intègre les services de renseignement britanniques en 1940. En septembre 1941, il rejoint la branche ibérique (V(b)) de la Section V du SIS, chargée du contre-espionnage¹⁴⁶. Philby jouit d'une grande popularité, et connaît une promotion rapide. Avec du recul, on pourrait penser que ses critiques acerbes contre les failles du renseignement britannique auraient pu alerter ses collègues. Il ne cache en effet pas sa désillusion quant à l'organisation et aux moyens dont disposent les services britanniques. Pourtant, ses nombreuses piques à l'égard des Britanniques n'attirent pas de soupçons. Peut-être est-ce même une stratégie réussie pour écarter toute suspicion. Il semble improbable qu'un agent soviétique critique le Royaume-Uni et loue l'URSS aussi ouvertement. Philby déclare ainsi à Benton du MI6, qui se plaint des difficultés à se procurer une nouvelle voiture de fonction : « Si vous travailliez pour le NKVD, vous obtiendriez la voiture de votre choix sur le champ¹⁴⁷. » Les Soviétiques parviennent donc à infiltrer les plus hauts échelons du renseignement britannique, ce qui aurait pu compromettre gravement la sécurité de leurs sources les plus précieuses.

À partir de 1940, les agences de renseignement britanniques se professionnalisent. Au milieu des catastrophes militaires, les services de renseignement offrent une rare et précieuse lueur d'espoir aux dirigeants. Les agences mettent immédiatement la protection de leurs sources au cœur de leurs préoccupations. Les compromettre pourrait être funeste pour la poursuite de la guerre. Ceci les met face à de nombreux cas de conscience, à l'origine de débats houleux. La prudence demeure le maître-mot. Cependant, alors qu'elles parviennent à déjouer les projets d'espionnage allemands, les agences britanniques sont pénétrées en leur cœur par des agents soviétiques qui parviennent à leurs plus hauts échelons. Ceci est peut-être un vestige des insuffisances des services britanniques pendant l'entre-deux-guerres, qui ont ensuite mené à des recrutements hâtifs.

¹⁴⁵ « *It is simply inconceivable that Kim would have been allowed in if anything like Communism had been known against him* », Page, Bruce, Knightley, Phillip, Leitch, David, *The Philby Conspiracy*, Garden City, N.Y., Doubleday, 1968, p. 142-144.

¹⁴⁶ Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 368.

¹⁴⁷ « *If you were working for the NKVD, you'd get whatever car you wanted at the drop of a hat* », Benton, Kenneth, « The ISOS Years: Madrid 1941-3 », *Journal of Contemporary History*, vol. 30, n° 3, 1995, p. 405.

II.B. Controverse sur le degré de sécurité des sources allemandes de 1940 à 1942

Au printemps 1940, la fin de la « drôle de guerre » et les nombreuses visées expansionnistes des dirigeants nazis nécessitent d'efficaces services de renseignement afin de pouvoir assister au mieux les troupes allemandes sur les divers champs de bataille. L'attaque contre l'URSS en juin 1941 rend ce besoin d'informations encore plus marqué.

Comme cela a été évoqué, de nombreuses agences se consacrent à la collecte et à l'analyse de renseignements en 1940. Dans la mesure où les sources nous le permettent, nous nous demanderons quels protocoles sont mis en place pour protéger les sources, et nous nous interrogerons sur les succès de ces services. Plusieurs auteurs évoquent la collusion de certains dirigeants du renseignement allemand, comme Canaris, avec le renseignement britannique, contre le régime nazi. Ceci aurait pu compromettre les sources allemandes. Nous chercherons à apporter quelques pistes de réponses sur ce sujet.

Beaucoup d'œuvres relatent les aventures des espions allemands, avec une rigueur variable. Certains de ces récits mettent en scène de façon très romancée les périples de ces agents. Ces ouvrages ont souvent été publiés assez tôt et ne comportent pas de référence à des sources précises. Il faut donc les utiliser avec prudence, en recoupant les informations présentées avec des documents d'archives.

Les fonds des archives abondent de données sur le renseignement humain allemand, en particulier avec les fichiers de l'*Abwehr* et du *Sicherheitsdienst* ainsi que du RSHA, le Service central de sécurité du Reich. Ils sont disponibles en Allemagne et à Washington. Les fichiers des agences ont été saisis par les États-Unis à la fin de la guerre, et ensuite restitués à l'Allemagne après de longues tractations. Les Américains en ont conservé une copie sur des microfilms qui permettent de découvrir les méthodes des agences allemandes. Par ailleurs, les services britanniques portaient naturellement une attention toute particulière à leurs homologues du Reich. Les fonds des agences de renseignement britanniques que l'on trouve aux archives nationales à Kew, dans la banlieue de Londres, regorgent donc de fichiers sur les espions allemands. Ceci est exacerbé par les opérations de retournement de ces agents pour en faire des agents doubles, dans le cadre de l'opération britannique *Double Cross*. Les entretiens entre les contrôleurs britanniques et les espions sont retranscrits *in extenso* dans les fonds

britanniques, et contiennent des indications précieuses sur les méthodes allemandes. Les dossiers américains renferment eux aussi des rapports sur les agences du Reich.

À l'inverse des fonds britanniques, où les archives cryptanalytiques sont très conséquentes, il existe très peu de sources primaires sur les agences de cryptanalyse allemandes, ce qui se reflète dans le très petit nombre d'ouvrages d'historiens consacrés à ces volets du renseignement. Nous ne pourrions donc pas présenter leurs protocoles de sécurité, mais seulement détailler les conclusions d'un rapport britannique sur la cryptanalyse allemande navale, produit après la guerre, qui évoque certains de ces aspects.

Le recrutement des espions allemands

Dans notre perspective comparative, il convient de rappeler qu'hormis le cas des agents doubles, nous ne disposons pas d'informations sur le recrutement d'espions par les Britanniques pour opérer en territoire étranger. Les fichiers concernés demeurent en effet classifiés afin de préserver l'anonymat des agents et de leurs familles, et de s'assurer que, grâce à cette garantie, les services britanniques continuent d'être à même de recruter des collaborateurs. Il n'est donc pas possible de mettre en regard les pratiques britanniques et allemandes, mais seulement de présenter ces dernières. Beaucoup d'informations sont disponibles, en particulier dans les fonds britanniques, car le Royaume-Uni a appréhendé un grand nombre d'espions du Reich. Les Britanniques soulignent d'ailleurs que ces espions arrivent généralement par vague : la première arrive au Royaume-Uni à partir de septembre 1940, la seconde au printemps 1941. Dans ce deuxième cas, les espions se mêlent souvent à des réfugiés norvégiens pour gagner le pays¹⁴⁸. Le mouvement se poursuit de juillet à septembre 1941. Après cette date, l'attention des Allemands se concentre davantage sur le front est, l'Italie, l'Amérique et l'Afrique. De nouveaux espions sont envoyés en Grande-Bretagne dans la seconde moitié de 1942, mais ce sont généralement des agents peu importants¹⁴⁹.

En vue de l'emploi de certains agents, des enquêtes de sécurité sont parfois demandées, en particulier auprès de la *Gestapo*¹⁵⁰. Mais les archives tendent à confirmer les failles des méthodes de recrutement allemandes. Les critères de sélection ne sont

¹⁴⁸ *Curry Report, op. cit.*, p. 209-210, TNA KV 4/2.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 176.

¹⁵⁰ Lettre envoyée de Brême pour l'*Abwehrabteilung Z*, 29 mars 1941, NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1524.

généralement pas assez rigoureux. L'adhésion à l'idéologie nazie ou même le souhait de voir l'Allemagne sortir triomphante de ce conflit ne sont pas des prérequis. Il y a cependant quelques exceptions, comme Frederick Duquesne, qui est envoyé aux États-Unis, à la tête d'un réseau d'espions devenu célèbre. Duquesne était né en Afrique du Sud, et avait émigré aux États-Unis en 1902, et avait obtenu la nationalité américaine en 1913. Avant même le début de la Seconde Guerre mondiale, il s'était rendu coupable d'espionnage pour l'Allemagne et de nombreux autres méfaits. Il sert de son plein gré ce pays.

Afin de donner à leurs agents les meilleures chances d'échapper à la vigilance des pays cibles, et de s'assurer ainsi un flot d'informations durables, les Allemands recrutent fréquemment parmi des groupes d'individus assez spécifiques. Les hommes d'affaires constituent un vivier prolifique¹⁵¹, car leur profession justifie les voyages dans les pays visés, tout comme les marins, surtout ceux affectés sur des navires britanniques ou alliés¹⁵². Des entreprises ou des associations sont utilisées comme couvertures pour cacher des activités d'espionnage, comme le *Deutsche Fichte Bund* ou le *Bund der Auslandsdeutschen*¹⁵³. Certains espions sont mêlés aux réfugiés ou aux personnes fuyant l'Europe occupée¹⁵⁴. Le contre-espionnage britannique s'aperçoit que les Allemands utilisent des prostituées comme informatrices. Elles recueillent des informations précieuses auprès des soldats qui font appel à leurs services¹⁵⁵. Beaucoup d'espions n'ont jamais été en contact avec le renseignement allemand, et n'ont ainsi pas attiré l'attention des agences de contre-espionnage. Un rapport britannique détaille d'autres grands types de publics visés par ce recrutement : les candidats pour rejoindre les forces militaires alliées, les femmes de nationalité alliée accompagnant leurs époux dans les forces armées ou les journalistes neutres¹⁵⁶. Lorsque la sphère de contrôle et d'influence de l'Allemagne s'étend en Europe, les agences commencent à recruter parmi la population des pays occupés et neutres, ce qui n'est pas nécessairement un gage de fiabilité¹⁵⁷. Parmi les espions saisis par les Britanniques, une large majorité n'est pas de nationalité allemande¹⁵⁸. Les Allemands n'ont pas assez exploité toutes les pistes qui s'offraient à eux. Des organisations fascistes auraient pu constituer un vivier où certains sympathisants auraient

¹⁵¹ *Curry Report, op. cit.*, p. 250, TNA KV 4/2.

¹⁵² *Ibid.*, p. 196.

¹⁵³ « German Secret Service. Report no. 2 », p. 21, décembre 1940, TNA KV 4/16.

¹⁵⁴ *Curry Report, op. cit.*, p. 200, TNA KV 4/2.

¹⁵⁵ Journal de Guy Liddell, 14 janvier 1940, TNA KV 4/185.

¹⁵⁶ *Curry Report, op. cit.*, p. 196, TNA KV 4/2.

¹⁵⁷ Campbell, John P., *op. cit.*, p. 330.

¹⁵⁸ *Curry Report, op. cit.*, p. 211, TNA KV 4/2.

pu être recrutés. Mais ils n'ont pas suffisamment saisi cette opportunité, perdant ainsi une source précieuse¹⁵⁹.

Certains agents se présentent de leur propre chef aux autorités allemandes, et déclarent vouloir agir comme espions pour le régime. Les Britanniques traitent ces offres spontanées de les servir avec une très grande suspicion¹⁶⁰, contrairement aux Allemands. Enfin certains espions se livrent à cette activité par appât du gain¹⁶¹. Ici aussi les pratiques de l'Allemagne et du Royaume-Uni divergent : les Britanniques se méfient souvent de ces informateurs.

Les Allemands ne veillent pas suffisamment à ce qu'un agent recruté ne se retourne pas contre ses contrôleurs. Certains contacts de l'*Abwehr* nuisent directement au succès de l'agence en inventant les informations qu'ils fournissent à leurs contacts allemands, pour tirer un bénéfice financier, ou par défiance envers les autorités nazies¹⁶². Les exemples de cas d'embrigadements forcés abondent, en particulier dans les récits disponibles dans les archives britanniques, où les autorités déclarent que le recrutement allemand par l'*Abwehr* et le SD s'opère dans la majorité des cas par coercition¹⁶³. Un rapport britannique sur l'*Abwehr* datant de décembre 1940, portant sur 29 espions, estime que 75 pour cent d'entre eux ont été recrutés contre leur gré. La *Gestapo* est souvent impliquée. L'auteur du rapport émet une réserve. Il est naturel que les espions allemands appréhendés par les Britanniques cherchent à se dédouaner de toute responsabilité ou de toute collusion avec les autorités allemandes, et souhaitent se présenter comme des victimes du régime¹⁶⁴. Les peines encourues pour des actes d'espionnage sont très sévères, et vont jusqu'à la peine de mort¹⁶⁵. Pour autant il semble que les agences allemandes fassent bien usage de la menace dans un nombre très important de cas.

Afin de s'assurer l'allégeance des agents recrutés contre leur gré, ou de ceux sélectionnés de façon peu rigoureuse, les Allemands ont mis au point un rituel parfois utilisé pour leur rappeler leur engagement, le pouvoir que l'État a sur eux, et les conséquences d'une potentielle trahison. Ainsi ils s'assurent aussi la pleine implication des espions. Ils doivent prêter un serment et signer un engagement écrit. Le texte du serment est le suivant : « Je m'engage à obéir à tous les ordres du Service de Renseignement et je suis conscient des

¹⁵⁹ *Curry Report, op. cit.*, p. 144, TNA KV 4/1.

¹⁶⁰ Benton, Kenneth, *op. cit.*, p. 386.

¹⁶¹ *Curry Report, op. cit.*, p. 211, TNA KV 4/2.

¹⁶² Benton, Kenneth, *op. cit.*, p. 376.

¹⁶³ *Curry Report, op. cit.*, p. 211, TNA KV 4/2.

¹⁶⁴ « German Secret Service. Report no. 2 », p. 7, décembre 1940, TNA KV 4/16.

¹⁶⁵ Kahn, David, *Hitler's Spies, op. cit.*, p. 321.

conséquences qui s'ensuivraient si ce serment n'est pas respecté¹⁶⁶. » Cet engagement est très solennel. Afin de laisser une impression durable sur les agents, de leur montrer la puissance des services allemands, leurs yeux sont bandés pendant qu'une décharge de pistolet retentit près de leur tête¹⁶⁷. Les archives allemandes renferment un autre serment, qui insiste plus sur l'aspect juridique de la promesse, par laquelle les agents de l'*Abwehr* s'engagent à garder le secret sur leur connexion avec cette agence et ce qu'ils ont appris au cours de leurs activités – ce serment les engage à vie. Ils promettent de respecter le « secret d'État » (« *Staatsgeheimnis* »), selon les termes de la loi du 24 avril 1934¹⁶⁸ portant sur la Haute trahison. Ce texte présente de nombreuses similitudes avec la Loi britannique sur les secrets officiels. En complément, les Allemands emploient des officiers psychologues afin d'évaluer l'état d'esprit des différents agents¹⁶⁹. D'autres méthodes plus douces visent également à s'assurer leur loyauté : une fois un espion recruté, l'*Abwehr* choisit souvent de lui fournir tout le confort possible, par exemple en lui réservant des hôtels luxueux ou des billets en première classe¹⁷⁰.

Les Britanniques découvrent rapidement de nombreux stratagèmes utilisés par les Allemands pour infiltrer des agents au Royaume-Uni. Souvent, l'officier du renseignement (Officier de contrôle de sécurité, *Security Control Officer*, du MI5) présent au contrôle des frontières dispose d'informations que ne possède pas l'agent chargé de vérifier les passeports. Il arrive que les deux soient en désaccord sur la décision de laisser entrer un individu sur le sol britannique ou de lui refuser cet accès. En mars 1941, pour éviter ce genre de situations, les autorités à Londres décident que c'est l'officier du renseignement qui prendra la décision, en informant, lorsqu'il le peut, son collègue de l'immigration des raisons de son choix. Ces mesures doivent permettre d'évincer de potentiels espions ou saboteurs ennemis avant qu'ils n'entrent sur le territoire britannique¹⁷¹.

¹⁶⁶ « *Ich verpflichte mich, alle Befehle des Nachrichtendienstes zu erfüllen und bin mir der Folgen bewusst, die die Nichterfüllung dieses Gelöbnisses nach sich ziehen wird* », « German Secret Service. Report no. 2 », p. 7, décembre 1940, TNA KV 4/16.

¹⁶⁷ *Ibid.*

¹⁶⁸ Formulaire vide, dont la date est à remplir. Seuls les trois premiers chiffres de l'année, « 194... » sont indiqués, NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1446.

¹⁶⁹ « German Secret Service. Report no. 2 », p. 7, décembre 1940, TNA KV 4/16.

¹⁷⁰ Benton, Kenneth, *op. cit.*, p. 381.

¹⁷¹ *Curry Report, op. cit.*, p. 196, TNA KV 4/2.

Quelles formations pour les espions allemands ?

Les récits sur les formations dispensées aux agents allemands varient grandement. Beaucoup tendent à indiquer que les cours et entraînements proposés aux recrues sont insuffisants et trop brefs, mais il y a des exceptions. Or cet aspect est crucial dans la protection de ces sources particulièrement vulnérables.

Au début des années 1970, Ladislav Farago, dans son célèbre ouvrage *La Guerre des grands espions : un jeu de renards*, est catégorique. Il compare les espions allemands à leurs rivaux alliés, et déclare :

Les espions anglais et américains recevaient une formation spéciale pour apprendre à se comporter en pareilles circonstances et à supporter sans faiblir interrogatoires et tortures, on ne donnait, en revanche, aucun entraînement de ce genre aux agents de l'*Abwehr* ; sans doute estimait-on que ces hommes d'origine très disparates refuseraient de partir si on leur exposait de façon réaliste les dangers qu'ils auraient à affronter. Les officiers responsables de leurs formations s'efforçaient au contraire de leur expliquer que les risques qu'ils prenaient étaient minimes ; et c'est ce qui explique pourquoi les espions allemands s'effondraient aussi facilement¹⁷².

Les raisons évoquées pour justifier l'absence de formation semblent douteuses, de même que cette affirmation qu'aucune formation n'était proposée aux futurs espions. Cependant la stratégie consistant à minimiser les risques et les difficultés des opérations confiées aux agents se retrouve dans le discours tenu aux futurs espions, auprès de qui on insiste sur la facilité avec laquelle leurs prédécesseurs ont accompli leurs missions¹⁷³.

L'urgence contraignait parfois les contrôleurs allemands à dispenser cette formation dans la précipitation¹⁷⁴. Il est probable que certains espions n'aient bénéficié que d'une préparation sommaire. Mais selon la période, le type de mission envisagée et les contrôleurs, des cas de figure multiples existent, et certains espions ont bénéficié de formations adéquates¹⁷⁵.

Les autorités britanniques ont saisi un espion envoyé par l'antenne de l'*Abwehr* de Hambourg : dans le cadre de l'opération Lena, il devait faire du repérage sur le sol britannique dans l'attente d'une invasion allemande, l'opération Lion de mer. Il avait reçu une formation de quatre semaines comprenant notamment des instructions sur l'utilisation de radios¹⁷⁶. Un vétéran du SIS, Kenneth Benton, évoque un Irlandais que l'*Abwehr* a formé pendant six mois

¹⁷² Farago, Ladislav, *op. cit.*, p. 251.

¹⁷³ « German Secret Service. Report no. 2 », décembre 1940, p. 8, TNA KV 4/16.

¹⁷⁴ Peis, Günter, Wighton, Charles, *op. cit.*, p. 127-128.

¹⁷⁵ « German Secret Service. Report no. 2 », décembre 1940, p. 8, TNA KV 4/16.

¹⁷⁶ « Interrogation Report of Sessler, Georg », interrogatoire du 10 mai 1945, p. 2, TNA KV 2/528.

(il ne précise pas s'il était destiné à des missions de renseignement ou de sabotage). Malheureusement pour ses supérieurs allemands, dès qu'il en a eu l'occasion cet homme s'est présenté aux autorités britanniques à Madrid¹⁷⁷. Plus généralement, les efforts allemands pour exploiter les tensions entre l'Irlande et le Royaume-Uni, en recrutant des ressortissants irlandais pour des missions secrètes contre les Britanniques, se sont soldés par des échecs, contrairement à l'image véhiculée dans de nombreuses œuvres de fiction et dans l'imaginaire collectif¹⁷⁸.

Protocoles de sécurité

Les Allemands mettent en place un certain nombre de protocoles de sécurité rapportés dans les différents récits. Plusieurs méthodes sont utilisées pour insérer les agents sur le territoire britannique : certains essaient de passer les frontières de façon traditionnelle, en subissant le contrôle aux frontières de rigueur. D'autres sont déposés par parachute. Au Royaume-Uni, presque tous ces agents arrivés par la voie des airs se sont livrés aux autorités britanniques ou ont été rapidement arrêtés par la police. Au début de la guerre certains espions sont parvenus par voie maritime illégale au Royaume-Uni, par bateau de pêcheur ou hydravion puis petit canot. Ils n'ont pas réussi à passer inaperçu et ont été appréhendés, ou ils se sont rendus de leur propre chef aux Britanniques en leur révélant leur identité¹⁷⁹. Des sous-marins ont également été utilisés pour infiltrer les agents, aux États-Unis en particulier. Un document émanant des autorités russes, saisi par les services allemands et traduit par leurs soins, présente les stratégies des espions allemands pour infiltrer les unités russes : ils prétendent être des soldats de l'Armée Rouge s'étant échappés de prison, ou des habitants retournant chez eux, ou des soldats ayant perdu contact avec leur unité. Ce rapport insiste sur le nombre élevé d'espions allemands et affirme « que l'on peut [les] rencontrer partout¹⁸⁰ ». Plus de cent espions ou agents sont appréhendés par les Soviétiques en août et septembre 1942, certains sont équipés d'un émetteur radio¹⁸¹. Un peu plus tard, une autre note des Soviétiques souligne que les espions allemands parlent le russe convenablement (ce qui est

¹⁷⁷ Benton, Kenneth, *op. cit.*, p. 385.

¹⁷⁸ Hull, Mark M., « The Irish Interlude: German Intelligence in Ireland, 1939-1943 », *The Journal of Military History*, vol. 66, n° 3, p. 695-717, 2002.

¹⁷⁹ Curry Report, *op. cit.*, p. 285, TNA KV 4/2.

¹⁸⁰ « *Kann man überall treffen* », lettre « Sowjet. Sicherheitsmassnahmen » pour le « Lehrregiment Brandenburg », décembre 1942, p.1-2, NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1446.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 2.

naturel dans le cas des Russes blancs recrutés par l'Allemagne), et qu'ils portent l'uniforme et les armes soviétiques¹⁸².

Un espion en opération doit pouvoir communiquer avec ses contrôleurs. C'est à cette condition seulement qu'ils peuvent recueillir le renseignement qui justifie toute l'opération. Mais ces échanges constituent une menace pour l'agent. Les messages, quel que soit leur mode de transmission, peuvent être interceptés et utilisés pour appréhender l'agent.

Plusieurs méthodes existent pour faire ses rapports aux supérieurs en Allemagne. La méthode la plus rapide est l'utilisation de la radio. Cependant les émissions peuvent servir à déterminer la localisation d'un opérateur et à l'arrêter. Souvent les opérateurs doivent ériger une antenne afin de pouvoir transmettre, ce qui risque d'attirer l'attention. Plusieurs subterfuges sont utilisés pour éviter de compromettre les agents. Ils sont souvent formés à la construction d'équipements radio. Ils n'ont pas un émetteur lorsqu'ils parviennent sur le sol britannique, afin de ne pas attirer l'attention des autorités, mais ils savent quelles pièces se procurer afin de construire un poste. C'est par exemple le cas de William G. Sebold, envoyé aux États-Unis¹⁸³. Dans d'autres cas des postes sont confiés à des membres d'équipage de bateaux en direction des pays cibles¹⁸⁴, ou des éléments de l'émetteur sont dissimulés dans des compartiments secrets de sacs. Les agents veillent à ce que leurs communications demeurent courtes¹⁸⁵. Une partie conséquente des formations reçues est destinée à permettre aux espions d'envoyer rapidement leurs messages. En complément, les communications sont souvent codées grâce à des méthodes de cryptage manuel simples¹⁸⁶.

Une grande partie des communications entre espions et contrôleurs s'effectue par voie postale, en transitant par des pays neutres, tout particulièrement la Suisse ou le Portugal. Dans le contexte de guerre, les correspondances sont souvent surveillées par les autorités. Ceci impose de camoufler les messages qui peuvent trahir un espion. Plusieurs méthodes existent. J'ai déjà évoqué la microphotographie, qui est l'apanage des Allemands. Les encres invisibles sont communément utilisées, comme le Pyramidon, médicament détourné à cette fin¹⁸⁷. Ces encres sont fréquemment cachées dans des affaires de toilette¹⁸⁸. Enfin un message est

¹⁸² Lettre du 24 mars 1943 intitulée « Übersetzung aus dem Russischen », traduction d'une lettre russe du 23 janvier 1943, NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1446.

¹⁸³ Peis, Günter, Wighton, Charles, *op. cit.*, p. 35 et p. 140.

¹⁸⁴ En l'occurrence, le contact concerné s'est ensuite mis au service du SIS britannique. Benton, Kenneth *op. cit.*, p. 385.

¹⁸⁵ Peis, Günter, Wighton, Charles, *op. cit.*, p. 127-128 et p. 141.

¹⁸⁶ « German Secret Service. Report no. 2 », p. 9, décembre 1940, TNA KV 4/16.

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ Benton, Kenneth, *op. cit.*, p. 384.

souvent dissimulé dans une lettre à l'apparence anodine, destinée à un associé commercial ou à un proche fictif¹⁸⁹. Les Allemands vont même jusqu'à utiliser des pigeons voyageurs pour communiquer avec certains agents en Europe (mais pas au Royaume-Uni)¹⁹⁰.

Les agents disposent de multiples accessoires afin de passer inaperçus : les agences allemandes leur procurent souvent de faux passeports, des coupons de rationnement quand ils vont au Royaume-Uni, de la monnaie locale, des vêtements issus de ces pays. Ils ont préparé un récit pour justifier leur présence en terrain ennemi s'ils attirent l'attention de la population et des forces de police¹⁹¹.

Les Allemands connaissent l'importance du principe de cloisonnement : ils tâchent de veiller à ce que les différents services, les différentes activités, soient séparés de façon hermétique. Ainsi, si une partie de l'édifice du renseignement est compromise, le reste des opérations demeure préservé. Certains officiers de l'*Abwehr* n'ont qu'une vision très limitée de l'organisation dans son ensemble. L'agent double SNOW a reçu de son supérieur en Allemagne l'ordre de veiller à ce que ses différents agents ne se connaissent pas. Si l'un d'entre eux est compromis par les autorités britanniques, les autres pourront continuer à opérer¹⁹². Ils ne savent pas que SNOW lui-même a été retourné.

Faibles du HUMINT allemand

Le nombre même d'espions appréhendés par les Britanniques¹⁹³ témoigne des faiblesses de l'espionnage allemand. Ces failles trahissent souvent une inobservation de certains principes cardinaux dans le domaine du renseignement. Par exemple, les activités de sabotage et de renseignement ne sont pas toujours rigoureusement séparées. Il est évident qu'un saboteur peut récolter des informations au cours d'une mission, mais pour autant il est préférable qu'un agent en charge de glaner des données sur une cible soit maintenu à distance des activités de sabotage ou de subversion, à même d'attirer l'attention de l'ennemi. Souvent une perméabilité s'observe entre ces différents domaines, avec des résultats parfois regrettables. Les archives allemandes en sont la preuve. Dans les dossiers de l'*Abwehr II*, théoriquement dédiée au sabotage, beaucoup de documents portent sur des opérations de

¹⁸⁹ Hyde, H. Montgomery, *Room 3603. The Incredible True Story of Secret Intelligence Operations During World War II* [1962], New York, Lyons, 2001, p. 80.

¹⁹⁰ *Curry Report, op. cit.*, p. 284, TNA KV 4/2.

¹⁹¹ « German Secret Service. Report no. 2 », Foreword, décembre 1940, TNA KV 4/16.

¹⁹² Interrogatoire de SNOW, 31 mars 1941, p. 23, TNA KV 2/450.

¹⁹³ En avril 1943, les Britanniques déclarent avoir arrêté 126 d'entre eux. « Report of Activities of Security Service », p. 1, montré à Churchill le 2 avril 1943, TNA KV 4/83.

renseignement¹⁹⁴. Le 19 juin 1942, le général Erwin von Lahousen, en charge de la section de sabotage de l'*Abwehr*, indique dans son journal que Canaris souhaite une plus grande coordination entre les opérations de sabotage et de renseignement, à l'inverse de ce principe de cloisonnement¹⁹⁵.

À une plus petite échelle, les contacts entre les espions sont normalement limités, afin que si l'un est compromis, les autres puissent continuer à opérer. Pourtant les agents sont souvent mis en contact afin de s'entraider, ce qui constitue une menace pour l'ensemble du réseau¹⁹⁶. Ces liens entre les différents agents ont rendu possibles de grands succès du contre-espionnage britannique et américain. L'exemple de William G. Sebold en est la preuve. Envoyé par les Allemands à New York sous le pseudonyme « Harry Sawyer », il devait servir d'intermédiaire entre les contrôleurs en Allemagne et les espions sur le sol américain. Il connaît l'identité d'un grand nombre de ces opérateurs. Or il s'était mis en contact avec le FBI, qui lui avait demandé de ne rien laisser trahir de son retournement d'allégeance et de prétendre être un agent fidèle des Allemands. Avec son accord, le FBI espionne son bureau de Manhattan qui sert de couverture pour ses contacts avec les agents allemands, parmi lesquels le célèbre Frederick Duquesne, comme le montre cette photographie des deux hommes prise à l'insu de Duquesne :



Ce cliché a été pris par un agent du FBI caché derrière un pan de mur du bureau de Sebold qui était en réalité un miroir sans tain.

Une fois qu'il a obtenu une image détaillée de ce réseau et suffisamment de preuves pour poursuivre en justice les agents, le FBI arrête 33 espions. 19 ont plaidé coupable, les

¹⁹⁴ Par exemple NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1502 à partir de la prise de vue 1101.

¹⁹⁵ Peis, Günter, Wighton, Charles, *op. cit.*, p. 124-125.

¹⁹⁶ Smith, M. « Bletchley Park, Double Cross and D-Day », p. 286, in Erskine, Ralph, Smith, Michael (dir.), *op. cit.*

¹⁹⁷ FBI, « The Duquesne Spy Ring », <https://www.fbi.gov/about-us/history/famous-cases/the-duquesne-spy-ring>, consulté le 10 juin 2016.

autres ont été déclarés coupables¹⁹⁸. Ce coup de filet d'août 1941 porte un coup très sévère aux opérations allemandes aux États-Unis¹⁹⁹.

D'autres impairs élémentaires sont commis. Ainsi, les espions allemands souffrent souvent d'un manque de discrétion. Pour ne citer qu'un exemple, Duquesne était déjà un espion allemand pendant la Première Guerre mondiale, et le recruter à nouveau témoigne d'un manque évident de discernement. Nombre d'espions sont ouvertement antibritanniques ou anti-américains, au lieu d'essayer de passer inaperçus²⁰⁰. Ceci est en fort contraste avec l'attitude d'Anthony Blunt et des autres espions au service de l'URSS, qui ont su cacher avec succès leurs allégeances soviétiques.

Les efforts pour garantir l'anonymat des agents sont parfois vains. En particulier, les fausses pièces d'identité qui leur sont fournies comportent souvent des erreurs qui peuvent attirer l'attention des autorités britanniques. Un rapport du MI5 détaille certaines d'entre elles : parfois le prénom précède de façon erronée le nom, ou des initiales sont indiquées contrairement aux normes en vigueur. Le chiffre « 7 » est parfois écrit comme sur le continent, avec une barre, contrairement aux pratiques britanniques. Ces erreurs sont assez grossières. D'autres détails plus subtils peuvent trahir les espions, comme les numéros des cartes, qui n'obéissent pas à toutes les règles des institutions censées les avoir émises²⁰¹.

Paradoxalement, les protocoles visant à équiper au mieux les agents de l'*Abwehr* sont responsables de l'arrestation de certains d'entre eux par les Britanniques. Ils reçoivent par exemple un équipement leur permettant de mener à bien leurs missions, ainsi que certaines instructions sur les méthodes à adopter. Selon les services de sécurité britanniques, tous les agents ont à peu près le même matériel en leur possession et respectent les mêmes procédures, ce qui permet de les reconnaître. Certains éléments les trahissent : leur pistolet, le Pyramidon qui leur sert d'encre invisible et une somme d'environ cent livres sterling en billets d'une livre. Même le chocolat qu'ils emportent avec eux est révélateur : il provient de la même compagnie belge²⁰². De manière générale, selon les Britanniques, les méthodes de l'*Abwehr* obéissent à des règles trop strictes, qu'ils désignent du nom de « *The Abwehr Pattern* », « le

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ Peis, Günter, Wighton, Charles, *op. cit.*, p. 19.

²⁰⁰ Trefousse, Hans L., *op. cit.*, p. 89-91.

²⁰¹ « German Secret Service. Report no. 2 », décembre 1940, p. 95, TNA KV 4/16.

²⁰² *Ibid.*, p. 9.

modèle de l'Abwehr », qui constitue une aubaine pour le contre-espionnage du Royaume-Uni²⁰³.

Par ailleurs, les Britanniques parviennent assez tôt à lire les codes de l'*Abwehr*. En décembre 1940, une section de *Bletchley Park* sous la direction d'Oliver Strachey (ISOS) déchiffre le principal code manuel de l'*Abwehr*. Puis la version de l'Enigma utilisée par l'*Abwehr* est déchiffrée en octobre 1941 par une équipe (ISK) dirigée par le cryptanalyste « Dilly » Knox²⁰⁴. Ces succès permettent aux Britanniques d'obtenir des informations sur les espions avant même qu'ils n'arrivent au Royaume-Uni, ce qui porte un coup sévère à l'organisation.

En juillet 1942, les Britanniques estiment que plusieurs éléments, en particulier ISOS, le décryptage des codes manuels des espions allemands, laissent penser que très peu d'agents allemands échappent à leur contrôle, et que ceux-ci sont d'importance mineure, si bien que l'on pourrait envisager d'utiliser les agents allemands pour « intoxiquer » leurs contrôleurs de manière plus poussée sans que des voix discordantes ne viennent trahir la supercherie²⁰⁵.

L'énigme Canaris

Beaucoup d'auteurs insistent sur ces failles des services allemands, en particulier de l'*Abwehr*. Certains vont plus loin, en se demandant si ces erreurs ne sont pas délibérées de la part de certains haut gradés du renseignement allemand, au premier plan desquels Canaris et une partie de ses collègues de l'*Abwehr*. Anthony Cave-Brown déclare ainsi, au sujet du projet d'invasion de l'Angleterre notamment, qu'il : « est certain que la tâche de Canaris contre l'Angleterre était rendue extrêmement difficile : d'une part à cause de la Manche, d'autre part en raison de la maîtrise aérienne et navale de l'Angleterre qui rendait extrêmement compliquée l'infiltration des agents et toute sortie de renseignements. Cependant cette tâche n'était pas compliquée au point de dépasser les possibilités de l'*Abwehr* si elle avait été déterminée à le faire²⁰⁶. » Cette déclaration nous permet de nous interroger sur la véritable loyauté de Canaris et de ses collègues. Choisisent-ils délibérément de compromettre leurs sources afin de saper le gouvernement d'Hitler ? Plusieurs accusations sont portées contre Canaris. Il aurait été membre des conspirations pour assassiner Hitler. Il aurait été en

²⁰³ *Ibid.*, p. 10.

²⁰⁴ Batey, Mavis, *op. cit.*, p. 131.

²⁰⁵ « Twenty Club. Traffic Policy », par C. Montagu, 10 juillet 1942, p. 2, TNA KV 4/213.

²⁰⁶ Brown, Anthony C., *op. cit.*, p. 230.

contact avec les services britanniques, et il aurait nui à l'efficacité de son agence en résistance au régime nazi. C'est ce second volet qui nous intéresse.

Une difficulté apparaît d'emblée pour le chercheur. Les auteurs qui émettent de telles hypothèses ne citent généralement aucune source pour étayer leurs suppositions. Une telle trahison se paierait de la peine de mort. Au vue des risques encourus, des conspirateurs veilleraient à ne laisser aucune preuve, ce qui rend le travail de l'historien éminemment compliqué. Très peu de documents d'archives sont disponibles pour éclaircir cette question.

De façon surprenante, on ne découvre pas dans les fonds un antagonisme aussi tranché que l'on pouvait penser entre les services secrets britanniques et l'*Abwehr*. L'*Abwehr* monte bien entendu des opérations contre le MI5 et le MI6, et inversement. Mais il existe une certaine porosité entre les deux camps.

Le cas du réseau d'agents retournés *Double Cross* est l'exemple le plus frappant d'une certaine négligence de la part des Allemands. David Mure, un vétéran du renseignement, estime que les Allemands ne pouvaient pas être naïfs au point d'accepter que des agents aient pu émettre pendant des années sans attirer l'attention des autorités britanniques²⁰⁷. Les Allemands auraient donc découvert que leurs espions étaient sous contrôle britannique. Certains éléments d'archives vont dans ce sens. Des contrôleurs allemands arrêtés à la fin de la guerre affirment avoir su que leurs agents avaient été retournés par les Britanniques. Ces déclarations doivent être traitées avec la plus grande prudence. Une fois saisis par les autorités britanniques ou américaines, ces hommes cherchent à se présenter sous le meilleur jour. Georg Sessler, qui a travaillé pour l'antenne de Hambourg de l'*Abwehr*, se livre aux Alliés à Milan en mai 1945. Il subit alors un interrogatoire. Il déclare avoir su en 1941 que « CELERY », un des agents doubles, travaillait en réalité pour les Britanniques. Il affirme même l'avoir aidé à se rendre à Lisbonne quand les Allemands se sont interrogés sur ses véritables loyautés, et en avoir pâti jusqu'à ce qu'il arrive à détourner les soupçons de ses supérieurs²⁰⁸. À partir de la fin avril 1941, les Britanniques envisagent de convaincre Sessler de devenir un transfuge, et de lui permettre ensuite de recommencer sa vie aux États-Unis. Il a la confiance de Nikolaus Ritter de l'*Abwehr*, et détient beaucoup d'informations sur le renseignement allemand. Le projet britannique semble bien avancé et repose sur la certitude que Sessler déteste le service allemand et aimerait rejoindre les Alliés. Ceux-ci mesurent le

²⁰⁷ Il évoque surtout la période à partir de 1943, mais les éléments que je présente semblent indiquer que cette duplicité des officiers de l'*Abwehr* existait avant. Mure, David, *Practise to Deceive*, Londres, Kimber, 1977 et Mure, David, *Master of Deception: Tangled Webs in London and the Middle East*, Londres, Kimber, 1980.

²⁰⁸ « Interrogation Report of Sessler, Georg », interrogatoire du 10 mai 1945, p. 2-3, TNA KV 2/528.

gain que représenterait la possibilité d'interroger cet homme qui connaît les ressorts de l'*Abwehr*. Au vu des bénéfices potentiels d'une telle défection, ils sont prêts à courir le risque d'envoyer CELERY à Lisbonne pour aller le chercher, malgré le danger que cela implique pour l'agent. Ils listent des conditions à soumettre à Sessler en vue de son ralliement du camp allié : ils s'engagent à ne pas l'emprisonner, mais au contraire à lui permettre de se rendre aux États-Unis, conformément à ses souhaits. Il recevra un montant d'argent, qui ne doit pas excéder 5 000 livres. Enfin, si le pays est envahi, ils promettent de faire leur possible pour le protéger. Le plan n'est pas mis à exécution mais tout confirme la duplicité de Sessler qui trahissait l'*Abwehr*²⁰⁹.

Il semble qu'il y ait eu des canaux de communication entre l'*Abwehr* et les agences britanniques. Si les contrôleurs, comme Sessler, savent que leurs agents sont retournés et continuent à les laisser opérer, deux raisons peuvent expliquer ce choix. Beaucoup de haut gradés allemands estiment que le régime nazi est contraire à leur vision de leur pays et mène celui-ci à une défaite tragique. En maintenant un agent retourné en opération, ils veulent nuire aux autorités nazies. Ils peuvent ainsi faire parvenir des informations aux Britanniques. Mais ils peuvent également utiliser les espions pour « intoxiquer » les Britanniques en leur faisant parvenir des données erronées.

L'auteur d'une biographie récente de Canaris, Richard Bassett, évoque plusieurs autres biais de communication entre l'Allemagne et le Royaume-Uni. Des échanges auraient eu lieu entre les deux camps sur l'URSS, même lorsque le Royaume-Uni était devenu son allié²¹⁰. Une Polonaise, Madame Szymanska, aurait ainsi servi d'intermédiaire entre les deux. En particulier, grâce à elle, Canaris aurait averti Londres que l'Allemagne allait attaquer l'URSS. Par ailleurs, elle leur aurait fait savoir que l'opposition allemande était prête à déposer Hitler pour négocier une paix avec les Alliés. D'autres noms sont évoqués comme Paul Thümmel qui aurait fait la liaison entre les dissidents allemands et les Alliés. Les Américains avaient même donné un numéro à Canaris, « 659 », comme s'il s'agissait d'un agent sous leur contrôle²¹¹. Bassett affirme que les Britanniques ont même encouragé l'assassinat d'Heydrich par les Tchèques en mai 1942. Ceci semble confirmé par le soutien logistique qu'ils leur ont apporté pour l'opération *Anthropoid*. En effet, le chef du *Sicherheitsdienst* était sur le point de

²⁰⁹ « Personal File, Georg Sessler. File n° 601,032 », section « Connection with G.I.S. », TNA KV 2/528.

²¹⁰ Bassett, Richard, *op. cit.*, p. 20 et p. 293.

²¹¹ *Ibid.*, p. 180 et p. 236.

mettre l'*Abwehr* sous sa coupe, ce qui aurait mis un terme aux échanges de cette agence avec le Royaume-Uni.

Par ces biais l'*Abwehr* communiquait des informations aux Alliés, en particulier les Britanniques, mais entretenait aussi des espoirs de paix. Pour Bassett, par une surestimation délibérée des défenses britanniques, Canaris aurait même contribué à faire reporter puis annuler l'opération Lion de mer d'invasion du Royaume-Uni²¹².

Les fonds britanniques renferment un rapport qui présente quelques détails précieux sur le *B-Dienst*, service de la marine de guerre allemande chargé du renseignement issu des communications. Il étudie les différentes phases de la guerre et les succès comme les échecs de cette agence. Il s'agit d'une vision britannique sur une unité ennemie, nécessairement limitée – et potentiellement partielle –, mais ce fichier est précieux car de telles informations sont très difficiles à trouver. Ce rapport estime que pendant la première année de la guerre, le *B-Dienst* lit un volume considérable de codes navals britanniques. À l'automne 1940, cette source se tarit. Les Britanniques sont probablement conscients que leurs communications sont lues par les Allemands, et ils adoptent de nouveaux codes que les Allemands ne peuvent plus déchiffrer pendant un an. Les trois derniers mois de l'année 1941 apportent de nouveaux succès aux Allemands, qui tirent des leçons de leurs erreurs de l'année précédente et veillent à ce que la distribution de ce renseignement soit très limitée. Nous avons déjà évoqué ce principe cardinal visant à assurer la protection des sources. Entre février 1942 et juin 1943, les Allemands lisent un code important des Britanniques, qui s'avère précieux pour les sous-marins allemands. Pourtant, ces données sont utilisées sans précautions, et transmises aux sous-marins sans aucune camouflages ni protocole de sécurité²¹³.

Les performances des services allemands entre 1940 et 1942 sont inégales. Des plaintes sont émises dans certains cas. Par exemple en juin 1942, l'*Abwehr* est critiquée pour l'insuffisance des informations qu'elle fournit sur l'Afrique²¹⁴. Pourtant les efforts déployés contre l'URSS par cette même agence sont très importants et se soldent par plusieurs

²¹² *Ibid.*, p. 296.

²¹³ Capitaine de corvette K.W. MacMahan, *G.C.&C.S. Naval Sigint*, vol III. « The German Navy's Use of Special Intelligence and Reactions to Allied Use », p. 16-20, TNA HW 43/17.

²¹⁴ « Bewertung der Meldungen von Abw. I wi », rapport préparé à Berlin le 2 juin 1942, NACP, Microfilm Publication T77, Roll 634.

succès²¹⁵. Les agences ne sont pas monolithiques, leurs méthodes – et leurs réussites – varient selon les différentes unités et les différentes cibles visées. La fragmentation des agences de renseignement allemande est extrêmement poussée, il n'y a pas une centralisation des opérations au sein d'un petit nombre d'organisations coordonnées, ce qui est dommageable. Cependant, les Allemands semblent parfaitement conscients des principes cardinaux de sécurité dans le domaine de l'espionnage. De nombreux protocoles sont mis en place afin de les mettre en application. Ceci constitue parfois même une menace pour la sécurité des sources, car un « modèle de l'*Abwehr* » est bientôt discernable par leurs ennemis.

L'évaluation de John Masterman sur les services allemands apporte des éléments de réflexion. L'ancien dirigeant du réseau *Double Cross* d'agents doubles estime en 1972 que les Allemands « étaient au moins nos égaux dans tous les arts liés à l'espionnage et au contre-espionnage²¹⁶ ». Il explique ainsi :

Ils avaient étudié le sujet pendant une longue période ; après quelques premières improvisations maladroites ils s'étaient mis à entraîner leurs agents soigneusement ; il est certain qu'ils témoignaient d'admirable compétences psychologiques dans leur traitement de nombre d'entre eux ; ils les soutenaient loyalement et les récompensaient de façon adéquate ; en résumé il n'y a aucune raison d'attribuer notre succès et l'échec allemand à une plus grande sagesse de notre part ou à notre plus grande capacité ou à une meilleure gestion des agents²¹⁷.

Il faut nuancer son avis sur la formation des agents, de qualité variable. Le recrutement forcé affaiblit également fortement le renseignement allemand. Mais Masterman souligne à juste titre que la différence de succès est imputable au fait que les Britanniques disposent d'un avantage significatif : l'« intégrité²¹⁸ » de leurs cadres du renseignement et de toutes les personnes impliquées. De profondes divisions idéologiques s'observent parmi les Allemands : ceci est le cas dans l'*Abwehr*, mais également dans d'autres agences de renseignement, comme *Fremde Heere Ost*, une des branches de l'état-major de l'armée de terre, dirigée par Reinhard Gehlen à partir de mai 1942. Au printemps 1944 celui-ci va jusqu'à proposer ses services et ses fonds de renseignements aux Américains, qui acceptent cette offre. Gehlen

²¹⁵ Bassett, Richard, *op. cit.*, p. 20.

²¹⁶ « Were at least our equals in all the arts connected with espionage and counterespionage », Masterman, John C., *op. cit.*, p. 187.

²¹⁷ « They had studied the subject over a long period; after some early clumsy improvisations they settled down to train their agents carefully; they certainly handled many of them with admirable psychological understanding; they supported them loyally and rewarded them adequately; in short there is no reason whatever to attribute our success and German failure to our superior wisdom or our greater ability or our better practical handling of the agents », *ibid.*

²¹⁸ « Integrity », *ibid.*

recrutait des soldats comme des civils, des nazis comme des antinazis²¹⁹. Ceci pouvait parfois être préjudiciable et compromettre les sources.

Quelques succès significatifs doivent cependant être évoqués : Tyler Kent, employé de l'ambassade des États-Unis, transmet à l'Allemagne des données cruciales – en particulier le contenu de discussions entre Roosevelt et Churchill – jusqu'à son arrestation ainsi que celle de sa complice Anna Wolkoff en mai 1940²²⁰. Par ailleurs des agents doubles allemands continuent à opérer en toute impunité, comme Folkert Van Koutrik²²¹ ou William John « Jack » Hooper qui occupent différents postes dans le renseignement britannique pendant toute cette période²²².

Ce chapitre illustre les difficultés que rencontre le chercheur qui étudie le renseignement allemand : les fonds sur les agences de cryptanalyse, presque inexistantes, ne permettent pas de présenter cet aspect pourtant primordial. Seul le renseignement d'origine humaine peut être analysé de façon détaillée, contrairement à ce qui s'observe au Royaume-Uni.

²¹⁹ Höhne, Heinz, Zolling, Hermann, *The General Was a Spy*, Londres, Pan, 1972, p. 13

²²⁰ Miller, Joan, *One Girl's War: Personal Exploits in MI5's Most Secret Station*, Dingle, Brandon, 1986, p. 30 et p. 36. Ce petit livre est unique : il relate les activités de cet agent du MI5 pendant la Seconde Guerre mondiale.

²²¹ Les archives britanniques renferment un fichier entier sur lui, qui n'a été déclassifié qu'en 2012. TNA KV 2/3643.

²²² Hooper fournit également des informations aux Soviétiques. Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 246.

II.C. Une gestion imprudente des sources par les Américains

En 1940, la situation ambiguë des États-Unis dans ce qui devient un conflit mondial ne peut manquer d'avoir une incidence sur ses services de renseignement. Au début de l'année, les autorités et la population américaines espèrent encore trouver une issue au conflit en Europe et ne pas connaître une nouvelle guerre. Le séjour en Europe de Benjamin Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État américain, en février et mars 1940, poursuit cette visée. Hélas, il en revient avec la conviction que la paix est désormais impossible. En mai 1940, le contexte européen très tendu et en particulier les craintes pour la France et le Royaume-Uni poussent le Congrès des États-Unis à voter une augmentation très substantielle du budget de la défense²²³. L'opinion publique et les dirigeants sont divisés entre pacifisme, voire isolationnisme, et désir d'aider les Britanniques et les Français. Ce souhait de leur apporter un soutien peut être purement idéologique, et viser à limiter l'expansion du totalitarisme en Europe. Il s'agit également souvent de protéger les États-Unis en essayant d'empêcher l'effondrement des démocraties européennes, en espérant ainsi éviter que le conflit ne s'étende outre-Atlantique. Le pays s'engage de plus en plus ouvertement pour la cause alliée, renonçant petit à petit à sa neutralité, et il prend conscience qu'il n'échappera pas aux hostilités. En septembre 1940, un accord est conclu entre le Royaume-Uni et les États-Unis, par lequel ces derniers cèdent cinquante vieux destroyers et quelques avions en échange du droit d'utiliser des bases britanniques, en particulier dans les Caraïbes et à Terre-Neuve. L'adoption de la loi « Prêt Bail » par le Congrès le 11 mars 1941 va dans ce sens²²⁴. Certains Américains demeurent toujours isolationnistes. Cependant l'échec des négociations américano-japonaises à la fin novembre 1941 sonne le glas des espoirs de préserver le pays de la guerre. L'attaque contre Pearl Harbor le 7 décembre 1941 précipite finalement le pays dans la Seconde Guerre mondiale. 2 403 pertes humaines sont à déplorer, les forces militaires américaines sont sévèrement entamées. Cet épisode est à l'origine de nombreuses enquêtes pour déterminer les responsables de cette tragédie ; de virulentes controverses y sont associées. Certains ont affirmé que le Président américain, Franklin Delano Roosevelt, au courant des intentions japonaises, n'aurait pris aucune mesure défensive, dans le but de précipiter le pays dans la guerre. Il n'en est rien. Mais cet incident expose au grand jour les

²²³ Kaspi, André, Piétri, Nicole, Schor, Ralph, *op. cit.*, p. 73-75 et 101-103.

²²⁴ Black, Jeremy, *op. cit.*, p. 56.

failles certaines des services de renseignement américains²²⁵ ; ils sont alors profondément remis en question.

Dans l'opinion publique existait un sentiment que l'espionnage et les opérations secrètes étaient des « pratiques subversives “ anti-américaines ”²²⁶ », contraires aux valeurs du pays, tout comme la « diplomatie secrète », condamnée si fermement par le Président Wilson en 1918. Cela explique partiellement le retard de ces agences. Pourtant en 1940 le pays bénéficie de services de cryptanalyse, le SIS et OP-20-G, qui font des progrès rapides. Vers septembre 1940, une équipe sous la direction de William F. Friedman est parvenue à déchiffrer les messages d'une machine cryptographique japonaise surnommée « *Purple* »²²⁷. Le terme de « Magic » est parfois utilisé pour désigner le renseignement produit par les cryptanalystes américains, mais avec des acceptions variables. David Kahn, spécialiste du domaine, le définit comme le déchiffrement des codes japonais²²⁸. Pour d'autres, il s'agit du décryptage de tous les codes auxquels s'attaquent les Américains, pas seulement ceux du Japon²²⁹. Son emploi est très rare dans les fonds d'archives, et nous n'y aurons donc pas recours²³⁰. Le renseignement commence à se voir attribuer une place de choix au sein de l'appareil d'État, de façon très tardive.

Entre 1940 et 1942, les différentes entités qui se consacrent au renseignement tentent par tous les moyens de rattraper le retard dû à l'entre-deux-guerres et aux limitations liées à la prétendue neutralité du pays qui dure jusqu'à décembre 1941. Nous étudierons l'impact de cette situation sur la protection du renseignement. Par ailleurs, au Royaume-Uni, les Américains sont réputés pour leur manque de prudence et de discrétion dans le traitement de leurs sources. Le 24 juin 1941, « C », le directeur du MI6, écrit ainsi au Premier ministre Churchill : « [...] les Américains ne sont en aucune manière aussi préoccupés de sécurité que l'on pourrait le souhaiter²³¹ ». Nous nous interrogerons sur le bien-fondé de cette affirmation.

²²⁵ Kaspi, André, Piétri, Nicole, Schor, Ralph, *op. cit.*, p. 337-350.

²²⁶ « “Un-American” subversive practices », Smith, Richard H., *OSS the Secret History of America's First Central Intelligence Agency* [1972], Guilford, Lyons, 2005, p. 1.

²²⁷ Johnson, Thomas R., *American Cryptology During the Cold War, 1945-1989*, Fort Meade, National Security Agency, Center for Cryptologic History, 1995, Tome 1 (*The Struggle for Centralization 1945-1960*), p. 1.

²²⁸ Kahn, David, « Roosevelt, Magic, and Ultra », *op. cit.*, p. 289.

²²⁹ Introduction du commandant Hiles dans Tucker, Dundas P., « Rhapsody in Purple a New History of Pearl Harbor - I », *Cryptologia*, vol. 6, n° 3, 1982, p. 195.

²³⁰ Par exemple, Kahn, David, « Roosevelt, Magic, and Ultra », *op. cit.*, p. 289 ; Lewin, Ronald, « A Signal-Intelligence War », *Journal of Contemporary History*, vol. 16, n°3, 1981, p. 506 ; Tucker, Dundas P., « Rhapsody in Purple – I », *op. cit.*, p. 195.

²³¹ « *The Americans are not in any sense as security minded as one could wish* », lettre de « C » à Winston Churchill, 24 juin 1941, TNA HW 1/6.

Les fonds disponibles sont très différents des sources britanniques pour la même période. En effet, en plus des archives des agences de cryptanalyse, aussi disponibles à Londres, de nombreuses archives du COI et de l'OSS sont déclassifiées à Washington, et permettent de découvrir des éléments précieux sur les méthodes de l'espionnage américain. Leur homologue britannique, le MI6, refuse quant à lui catégoriquement de rendre publiques ses archives. Les fonds américains révèlent les ficelles du métier et les protocoles que l'on tente de mettre en place pour protéger les sources.

Refontes organisationnelles : vers un cadre administratif mieux défini

Comme au Royaume-Uni, l'avant-guerre et les premiers mois de la guerre en Europe n'ont pas permis de mettre en place une structure fonctionnelle et pérenne pour la collecte et le traitement du renseignement. Entre 1940 et 1942, afin de remédier aux failles existantes, les Américains procèdent à de nombreuses réformes de leurs agences, avec en particulier la création de nouvelles unités.

Le domaine dans lequel les changements les plus radicaux s'opèrent est probablement celui de la collecte de renseignement humain. La célèbre CIA, chargée d'espionnage en dehors du sol américain, qui aurait donc été centrale dans l'effort de guerre, n'est fondée qu'en 1947²³². Le 11 juillet 1941, le Président Roosevelt annonce la création d'une agence désignée « Coordinateur de l'information » (« *Coordinator of Information* », COI) qu'il confie à William J. Donovan. Cet avocat de Wall Street est également un héros de la Première Guerre mondiale. En 1940 il a eu des entretiens privilégiés avec des membres éminents du renseignement britannique, ce qui a une incidence directe sur ses décisions dans l'élaboration du COI puis de l'OSS²³³, qui s'inspirent largement de leurs homologues d'outre-Atlantique. La B.S.C. (*British Security Coordination*) de William Stephenson est l'un des intermédiaires principaux par lesquels les Britanniques transmettent à ces services leur expertise dans le domaine du renseignement et des opérations spéciales. Revenant sur cette aide apportée par le Royaume-Uni lors de la fondation de son organisation, Donovan déclare plus tard : « Tout ce que nous avons appris sur le renseignement extérieur, nous le devons à Bill Stephenson²³⁴. »

²³² CIA, « History of the CIA », <https://www.cia.gov/about-cia/history-of-the-cia>, consulté le 16 mai 2016.

²³³ O'Donnell, Patrick K., *Operatives, Spies, and Saboteurs: The Unknown Story of the Men and Women of World War II's OSS* [2004], New York, Citadel, 2006, p. xiii-xiv.

²³⁴ « *Bill Stephenson taught us all we ever knew about foreign intelligence* », Hyde, H. Montgomery, *Room 3603. The Incredible True Story of Secret Intelligence Operations During World War II* [1962], New York, Lyons, 2001, p. 2.

La fonction de l'agence américaine consiste à « collecter et analyser toutes les informations et les données qui peuvent avoir une incidence sur la sécurité nationale²³⁵ ». Son agence souffre pourtant de limitations. Par exemple, le 8 décembre 1941, le lendemain de l'attaque contre Pearl Harbor, elle regrette un manque de reconnaissance de son statut : ses dirigeants souhaitent que leurs correspondances portent une marque indiquant qu'il s'agit d'une agence du gouvernement, fiable²³⁶. Nous sommes loin de l'organisation puissante requise dans un tel contexte. Afin de remédier à certaines de ces failles, le 13 juin 1942, le Coordinateur de l'information devient le célèbre *Office of Strategic Services* (OSS, Bureau des services stratégiques), toujours sous la direction de Donovan. Il relève de la juridiction du Comité des chefs d'état-major interarmées (*Joint Chiefs of Staff*)²³⁷. Comme son prédécesseur, l'OSS ne se consacre pas exclusivement à la collecte de renseignement, mais se charge également d'opérations spéciales comme la subversion à l'étranger. C'est le premier volet qui nous concerne. Les pratiques britanniques et américaines divergent profondément : au Royaume-Uni, les dirigeants tentent de maintenir une distinction nette entre la collecte de renseignement (SIS), qui requiert une grande discrétion, et les activités de sabotage, qui relèvent du SOE, et attirent inévitablement l'attention de leurs cibles. Au contraire, aux États-Unis, les divisions sont moins étanches, ce qui peut compromettre les sources.

Dans le domaine de la cryptanalyse, aux États-Unis, un tournant s'opère en juillet 1942, motivé dans une large mesure par l'impératif de protéger le secret sur les efforts et succès américains dans le déchiffrement des codes ennemis. Le 6 juillet 1942, le commandant en chef de la marine de guerre américaine, Ernest King, et le chef d'état-major de l'armée de terre, George C. Marshall, écrivent au Président américain pour lui recommander de limiter le nombre d'agences américaines se consacrant à la cryptanalyse. Ils préconisent de n'en conserver que trois, celles de l'armée de terre, de la marine de guerre, et du FBI. Ils conseillent de cesser les activités des autres, en particulier celles de l'OSS. Plusieurs raisons sont évoquées pour justifier ce parti, des considérations d'efficacité notamment, mais également l'impératif de sécurité²³⁸. Le Président se rallie à leur point de vue²³⁹.

²³⁵ « *To collect and analyze all information and data, which may bear upon national security* », ordre du Président Roosevelt de 11 juillet 1941 déclarant la création du Coordinateur de l'Information, NACP, Record Group 226, Roll 43.

²³⁶ Compte-rendu de la réunion du personnel du Coordinateur de l'Information, 8 décembre 1941, NACP, Record Group 226, Roll 43.

²³⁷ Ordre du Président Franklin D. Roosevelt, 13 juin 1942, NACP, Record Group 226, Roll 43.

²³⁸ Mémoire de F.J. Horne, E. King, et G.C Marshall pour le Président Roosevelt, 6 juillet 1942, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²³⁹ Johnson, Thomas R., *op. cit.*, p. 4.

La protection des sources dans un service d'espionnage néophyte

Il est impératif de sélectionner rigoureusement les agents afin d'éviter que les secrets d'une organisation de renseignement ne s'ébruient. Les Britanniques en sont particulièrement conscients, et leurs méthodes de recrutement sont rigoureuses, même s'il y a des failles que les espions soviétiques ont su exploiter. Cependant les fonds du MI6, l'homologue britannique de l'OSS, sont toujours classifiés si bien qu'il n'est pas possible d'étudier les pratiques qui y avaient cours. Les archives américaines sont quant à elles disponibles. Elles permettent de constater que le COI puis l'OSS observaient des règles peu strictes dans leur choix d'agents, les contrôles étaient limités. Ceci était partiellement dû à la nature spécifique des opérations secrètes. Leur directeur, William J. Donovan, savait qu'il fallait sélectionner des agents qui se fonderaient dans le décor, qui connaissaient les milieux à infiltrer, ce qui demandait une plus grande flexibilité dans le choix des opérateurs. Il était très conscient de cette nécessité afin d'assurer le succès des missions d'espionnage. Les sources concordent sur cette démarche de sa part. Dans leur ouvrage sur l'OSS, deux vétérans de l'organisation, Stewart Alsop et Thomas Braden, insistent sur un manque de rigueur dans cette sélection, où un certain laxisme et amateurisme aurait prévalu²⁴⁰. Le recrutement s'effectuait parmi des connaissances, avec peu de contrôles²⁴¹. Ceci contraste avec les pratiques du FBI qui, même avant la guerre, étaient rigoureuses²⁴².

Plusieurs mesures de sécurité sont cependant instaurées afin de protéger le secret du COI puis de l'OSS. Un principe cardinal impose que les recrues du COI, et vraisemblablement de l'OSS ultérieurement, signent un passage de la Loi sur l'espionnage (*Espionage Act*) de 1917 les menaçant d'amendes, de prison voire de la peine de mort s'ils divulguent des secrets d'État menaçant la sécurité nationale²⁴³. Cette règle rappelle l'obligation pour les Britanniques occupant des postes sensibles de signer la Loi sur les secrets officiels. Celle-ci est plus souvent invoquée par les Britanniques que son équivalent américain, rarement mentionné. Elle joue un rôle plus important dans les consciences

²⁴⁰ Alsop, Stewart, Braden, Thomas, *L'O.S.S., l'Amérique et l'espionnage* [1946], trad. Paule Ravenel, Paris, Fayard, 1964, p. 27-29.

²⁴¹ « First Student [Andre] », dans le dossier « Interview with Returned Men », sans date, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2 Folder 31.

²⁴² « Liaison with the United States Government Intelligence Organisations arising out of the German Espionage Case », avril 1938, p. 10, TNA KV 4/394.

²⁴³ Mémoire de M. Williamson à tous les membres du personnel du Coordinateur de l'Information, sur « The Espionage Act », 15 mai 1942, NACP, Record Group 226, Entry 92, Box 48, Folder 22.

britanniques qu'américaines. Les dirigeants américains regrettent souvent de ne pas disposer d'un outil aussi puissant que la Loi britannique sur les secrets officiels²⁴⁴. Paradoxalement, c'est le Royaume-Uni qui abrite les célèbres espions soviétiques aux plus hauts échelons de ses services de renseignement, et non les États-Unis. L'effet dissuasif de cette loi n'est pas tel que l'on aurait pu l'espérer.

Les fonds américains contiennent des données précieuses sur la formation dispensée aux agents du COI puis de l'OSS, informations qui ne sont pas disponibles pour le Royaume-Uni. Les deux agences comportent plusieurs branches, en particulier celle du Renseignement et celle des Opérations spéciales. C'est pour cette dernière que les premiers centres de formation sont fondés. Le contenu des cours est élaboré par le lieutenant-colonel Garland H. William, qui avait été à la tête de la branche new-yorkaise du Bureau fédéral des stupéfiants (*Federal Bureau of Narcotics*). Il est affecté au COI en janvier 1942 où il se voit confier la tâche d'élaborer un programme de formation pour les agents des Opérations spéciales. Il s'inspire des pratiques britanniques, comme le font beaucoup de ses collègues américains du renseignement, en particulier ceux qui se préoccupent de cryptanalyse. Les dirigeants de l'espionnage américains avaient pu visiter des écoles du MI6 et du SOE et Garland bénéficie de cet exemple pour l'élaboration du programme pour ses étudiants. Certains instructeurs avaient même suivi la formation d'un centre britannique au Canada dans cette optique.

Les formations des agents américains nécessitent parfois de grands espaces pour les exercices physiques et l'entraînement à évoluer sur différents terrains, mais surtout pour garantir la confidentialité de ces opérations. La branche du Renseignement forme initialement ses quelque premiers agents dans une salle de son siège pendant les premiers mois de l'année 1942, avant que ne s'ouvre une première école, « RTU-11 », ou « la Ferme », en mai 1942, à 30 kilomètres à l'est de Washington. Elle peut accueillir jusqu'à 15 stagiaires. Ils y bénéficient d'une formation de quatre semaines en « espionnage, codes secrets, communications, dissimulation, contrôle d'agents, ainsi que sur les armes et les arts martiaux²⁴⁵ ». Des centres supplémentaires voient le jour à partir de l'automne 1942, comme la Zone C qui accueille l'école de la Branche des Communications pour former aux techniques de radio, notamment en terrain hostile. Les cours y durent trois mois. La Zone E

²⁴⁴ Notamment après Pearl Harbor. « Abstract of General Staff Study of Pearl Harbor Investigation », basé sur les témoignages reçus par un Comité du Congrès, pas de date, NACP, Record Group 457, Entry A 1 9032, Box 1127.

²⁴⁵ « Espionage, ciphers, communications, concealment, and handling agents, as well as weapons and martial arts », Chambers, John Whiteclay II, « Office of Strategic Services Training During World War II », *Studies in Intelligence*, vol. 54, n°2, 2010, p. 8.

créée en novembre 1942 fournit la formation initiale sur le Renseignement secret, si bien que RTU-11 se consacre à la formation avancée. Les centres sont prévus pour des effectifs plus importants : ainsi la Zone E peut accueillir près de 150 élèves. En août 1942, l'OSS cherche à harmoniser ses formations. Ces cours élaborés pendant la Seconde Guerre mondiale ont un impact durable sur ceux proposés de nos jours aux agents de la CIA²⁴⁶. Les fonds d'archives à partir de 1943 semblent témoigner d'une plus grande professionnalisation de l'agence, contrairement à la période antérieure où l'on cherche des solutions *ad hoc* pour établir dans l'urgence une agence de renseignement.

Quelques années plus tard, en particulier en 1944, les instructeurs de ces centres invitent les anciens élèves qui sont revenus de leurs missions à témoigner sur ces premières années, sur leur formation, sur leur expérience sur le terrain et sur l'adéquation de ces entraînements à la réalité de la vie d'agent ou de contrôleur. Rapportant une de ces discussions, un des récits comporte des précisions sur la Zone C. La discipline y était très stricte, évoquant celle des GI, contrairement à celle des autres écoles ; le centre de formation RTU-11 par exemple, était décrit comme « luxueux²⁴⁷ ».

Un élève de la toute première classe à RTU-11 en 1942, l'« Élève Andre », porte un jugement assez sévère sur les premiers pas du COI et de l'OSS. Il décrit la formation dont il a bénéficié dans les termes suivants : « Il y a trois ans nos étudiants avaient plus d'expérience dans la technique de l'histoire mystérieuse que dans la vraie théorie et on les envoyait faire face aux meilleurs Services Secrets du monde²⁴⁸. » Sa classe comportait 17 étudiants. Parmi eux deux avaient été blessés, un était mort, et un avait été capturé. Ces données sont très précieuses, et il n'existe malheureusement aucun équivalent dans les archives britanniques déclassifiées. Plus généralement, il décrit le service dans ces termes : « L'imagination et la patience [...] jouent un grand rôle dans la vie d'un agent. L'OSS est une organisation jeune qui rencontre des problèmes de croissance. L'agent doit avoir la patience de grandir avec elle et l'imagination nécessaire pour guider sa croissance²⁴⁹. » Faisant référence aux premiers faits

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 1-13.

²⁴⁷ « *“Luxury” camps* », « A Good Joe Named George, 9 décembre 1944 », dans le dossier « Interview with Returned Men », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

²⁴⁸ « *Three years ago our students were experienced more in mystery story technique than in actual theory and were sent out to face the best Secret Services in the world* », « First Student [Andre] », dans le dossier « Interview with Returned Men », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

²⁴⁹ « *Imagination and patience [...] play a great part in the life of an agent. The OSS is a young organisation experiencing growing pains. The agent must have the patience to grow with it and the imagination to guide its growth* », *ibid.*

d'armes de l'agence, Andre la décrit comme un groupe d'amateurs peu efficaces, apprenant les ficelles du métier, manquant très clairement d'expérience.

Une des grandes difficultés pour cette recherche réside dans le fait que, comme le dit le spécialiste de l'OSS Richard Harris Smith : « Les procédures standards d'opération étaient presque taboues dans l'OSS²⁵⁰. » Chaque contrôleur décide comment ses agents opèrent. Et eux-mêmes bénéficient d'une grande marge de liberté. Il est alors très complexe de trouver des éléments sur les protocoles de sécurité. Pour mener à bien leurs missions les agents peuvent s'appuyer sur plusieurs branches du Service de recherche et de développement de l'OSS qui veillent à permettre aux agents d'opérer dans les meilleures conditions. La Division du camouflage permet de déguiser ou grimer au mieux les espions. La Division des documents leur fournit de faux papiers afin de circuler plus aisément et de pouvoir le cas échéant subir un contrôle des autorités ennemies sans difficulté. Enfin la Division des assistants spéciaux élabore des pilules aux différents effets, contenant par exemple du sérum de vérité ou une substance létale. La principale pour notre propos est cette dernière qui permet à un agent capturé ou sur le point de l'être de mettre un terme à ses jours afin de ne pas révéler des données compromettantes à l'ennemi, notamment sur les autres espions ou l'organisation du renseignement américain²⁵¹.

Quelques premières règles sont mises en place assez tôt. Les communications du COI font notamment l'objet d'une attention particulière. Il semble que les messages cryptés de l'agence nécessitent l'appui technique du Département d'État. Un mémorandum insiste sur le fait que même si ce dernier bafoue parfois les protocoles de sécurité, ceci n'autorise pas les agents du COI à en faire autant. Quelques grands principes de sécurité cryptographique sont évoqués au sujet des messages secrets de l'agence : il est impératif de ne pas mélanger du contenu secret et non secret dans un même message ; seule la partie secrète doit être cryptée, et un message non chiffré ne doit jamais faire référence à une communication codée²⁵². Ce document comme beaucoup d'autres évoque un manque de rigueur dans les protocoles de sécurité, inexistants ou mal appliqués. Ainsi un mémorandum d'avril 1942 critique le manque de discrétion des agents du COI, qui discutent de questions confidentielles dans des

²⁵⁰ « *Standard operating procedures were almost taboo in OSS* », Smith, Richard H., *op. cit.*, p. 4.

²⁵¹ O'Donnell, Patrick K., *op. cit.*, p. 16-19.

²⁵² Mémorandum du COI, sans date, mais de 1941 ou 1942 (dates d'existence de l'agence), NACP, Record Group 226, Entry 92, Box 104.

environnements qui ne le sont pas²⁵³. Des révélations intempestives sur cette agence ont lieu, qui n'auraient pas été permises au Royaume-Uni. Ainsi le journal britannique *The Daily Express* révèle le 24 juin 1941, avant même la fondation du COI, que Donovan s'est vu confier la tâche de diriger le « Service Secret des États-Unis²⁵⁴ ». Au Royaume-Uni, l'identité des dirigeants du renseignement était, jusqu'à une période récente, un secret très bien gardé.

Entre 1940 et 1942, le CIO puis l'OSS semblent être dans une phase de balbutiement, où les règles de sécurité n'émergent que graduellement, au cas par cas.

Pearl Harbor et la protection des sources cryptanalytiques

Grâce à une augmentation des fonds et du personnel des agences de cryptanalyse, et en coopération avec les Britanniques, les Américains font rapidement des progrès dans la lecture des codes ennemis, en particulier ceux des Japonais. Les codes diplomatiques japonais sont décryptés à la fin de l'année 1940 et la marine de guerre américaine parvient à déchiffrer le Code opérationnel de la flotte japonaise, JN 25, en février 1942²⁵⁵. Ces succès ainsi que les échanges avec les Britanniques dans ce domaine mettent au premier plan l'impératif de protéger cette source. Les informations ainsi obtenues sont précieuses, leur source doit être préservée.

Malgré l'association étroite entre les deux puissances, leurs attitudes divergent profondément dans ce domaine. Les Américains sont perçus par les Britanniques comme peu préoccupés de préserver le secret sur ces activités²⁵⁶. Le renseignement issu de la cryptanalyse des codes japonais est manipulé de façon imprudente. Ainsi, des fichiers ultraconfidentiels sont traités avec négligence dans le bureau du chef d'état-major de l'armée de terre, le général George C. Marshall. La sécurité est légèrement renforcée en décembre 1940²⁵⁷.

L'impact de l'attaque contre Pearl Harbor sur les protocoles de sécurité dans le domaine de la cryptanalyse est complexe et inattendu. Les multiples enquêtes qui s'ensuivent, pendant plusieurs années, posent des problèmes car elles menacent de révéler le fonctionnement des agences américaines de renseignement, prises en fautes lorsqu'elles n'ont pas su prévenir les autorités de Pearl Harbor. Les investigations semblent menacer le secret

²⁵³ Mémoire de Donovan pour M. Bruce, Dr. Baxter, M. Sherwood, M. Richards, colonel Goodfellow, M. Early, 8 mars 1942, NACP, Record Group 226, Roll 43.

²⁵⁴ « *The United States Secret Service* », « “Colonel Bill” Now General, Gets Hush-Hush Job », *Daily Express*, 24 juin 1941.

²⁵⁵ Johnson, Thomas R., *op. cit.*, p. 1.

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ Smith, Bradley F., *The Ultra Magic Deals and the Most Special Relationship*, *op. cit.*, p. 36.

des sources américaines. Il est pourtant indispensable que le déchiffrement des codes japonais demeure un secret, car il s'agit là d'une aide précieuse dans la poursuite de la guerre contre l'Axe. Le révéler au public américain conduirait à la découverte par les Japonais des victoires américaines contre leurs codes. Allen Dulles, le directeur de la branche suisse de l'OSS pendant la guerre, affirme que malgré quelques fuites, les Japonais n'ont jamais percé le secret des Américains²⁵⁸.

De façon inattendue, selon certains rapports d'enquête, la protection des sources semble jouer un rôle clé dans la débâcle du 7 décembre 1941. Plusieurs enquêtes suite à l'attaque estiment que des protocoles trop stricts quant à la dissémination du renseignement sur le Japon ont empêché les Américains de comprendre que leur base à Hawaï était visée. Un document intitulé « Politiques et pratiques du début de la Seconde Guerre mondiale », dont l'année n'est pas précisée, mais qui date vraisemblablement des années suivant la fin de la guerre, développe cette thèse²⁵⁹. Il mérite d'être cité : « Aux États-Unis, juste avant Pearl Harbor, la nature sensible du COMINT²⁶⁰ et la nécessité de protéger ses sources ont été appréciées dès les premiers jours de sa production à la fois par l'armée de terre et par la marine de guerre. Ces deux facteurs ont mené à une politique de dissémination si restrictive que le Comité commun du Congrès sur l'enquête sur l'attaque de Pearl Harbor a commenté ses effets sans détour²⁶¹ ». Ce texte évoque certaines des conclusions ainsi atteintes :

[...] En gardant à l'esprit la triste expérience de Pearl Harbor, le renseignement crucial devrait dans le futur être fourni aux commandants ainsi que la meilleure estimation de son importance. (p. 255)

3. Chaque fois que l'on se demande si des avant-postes devraient recevoir des informations, on devrait toujours décider de donner ces informations. (p. 255)

14. Lorsque l'on limite les informations hautement confidentielles à un nombre minimum d'employés, même si c'est souvent nécessaire, on ne devrait pas aller jusqu'à porter préjudice à l'organisation.

Le renseignement Magic était d'une importance primaire et on ne peut trop souligner la nécessité de le garder confidentiel. Cependant, ce renseignement était si bien gardé et si ultraconfidentiel qu'il semble que le fait que les codes japonais avaient été cassés était plus important que l'information obtenue du trafic déchiffré. Ce principe un peu spécieux a mené

²⁵⁸ Dulles, Allen W., *La Technique du renseignement*, trad. Roland Garrane, Paris, R. Laffont, 1964, p. 103.

²⁵⁹ Le document ne comporte pas de date, mais il a probablement été rédigé peu après la fin de la guerre.

²⁶⁰ Renseignement issu des communications.

²⁶¹ « *In the US just before Pearl Harbor, the sensitive nature of COMINT and the necessity of protecting its sources were recognised from the earliest days of its production by both the Army and the Navy. These two factors led to such a restrictive dissemination policy that the Joint Congressional Committee on the Investigation of the Pearl Harbor Attack commented upon its effects in no uncertain language* », US and UK Policies and Practices in the Dissemination of Comint During World War II », p. 23, NACP, Record Group 457, Box 1417.

à laisser de nombreux [...] fonctionnaires à Washington complètement ignorants des informations les plus pertinentes concernant le Japon²⁶².

Selon ces conclusions sur l'attaque contre Pearl Harbor, à laquelle de nombreux dirigeants se rallient, la protection des sources aurait été trop poussée, au détriment de l'utilisation du renseignement ainsi produit. Cet excès de sécurité aurait conduit aux pertes humaines et matérielles que l'on connaît. À plusieurs reprises pendant la guerre de telles questions se sont posées sur les sacrifices consentis pour protéger des sources. Pourtant, ces affirmations peuvent être remises en question. Un manque évident de coordination entre les différentes agences se consacrant au renseignement est à déplorer, et a joué un rôle décisif dans le désastre de Pearl Harbor²⁶³. Ainsi, le Comité mixte du renseignement (*Joint Intelligence Committee*) permettant une plus grande coopération entre la marine et l'armée de terre, longtemps en projet, ne devient une réalité qu'en décembre 1941, juste après Pearl Harbor²⁶⁴. Il englobe un nombre croissant d'entités au fur et à mesure de la guerre²⁶⁵. Les Américains semblent peu préoccupés de la sécurité du fruit de la cryptanalyse, encore un peu limité à l'époque. La fin de ce rapport d'enquête conclut que les membres clés de l'organisation doivent être au fait de ces informations, ce qui était déjà le cas. Elle présente la paraphrase des informations données comme protocole suffisant de sécurité, ce qui n'est certainement pas vrai²⁶⁶.

²⁶² « With Pearl Harbor as a sad experience, crucial intelligence should in the future be supplied commanders accompanied by the best estimate of its significance. (p. 255)

3. Any doubt as to whether outposts should be given information should always be resolved in favour of supplying the information. (p. 255)

14. Restriction of highly confidential information to a minimum number of officials, while often necessary, should not be carried to the point of prejudicing the work of the organization.

*The Magic intelligence was preeminently important and the necessity for keeping it confidential cannot be overemphasized. However, so closely held and top secret was this intelligence that it appears the fact the Japanese codes had been broken was regarded as of more importance than the information [souligné dans le texte original] obtained from decoded traffic. The result of this rather specious premise was to leave large numbers of [...] officials in Washington completely oblivious of the most pertinent information concerning Japan », *ibid.**

²⁶³ Notamment après Pearl Harbor. « Abstract of General Staff Study of Pearl Harbor Investigation », basé sur les témoignages reçus par un Comité du Congrès, pas de date, NACP, Record Group 457, Entry A 1 9032, Box 1127. Ce document évoque aussi les règles de sécurité trop strictes.

²⁶⁴ Mémoire du Directeur du Renseignement Naval à tous les directeurs des branches du Bureau du Renseignement Naval, 10 décembre 1941, NACP, Record Group 38, Entry 2, Box 1.

²⁶⁵ Valero, Larry A., « The American Joint Intelligence Committee and Estimates of the Soviet Union, 1945-1947 », <https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/csi-studies/studies/summer00/art06.html>, 2007, consulté le 28 mai 2016.

²⁶⁶ « US and UK Policies and Practices in the Dissemination of Comint During World War II », p. 23, NACP, Record Group 457, Box 1417.

Un incident de juin 1942 va dans le sens d'un manque de discrétion des Américains sur leurs activités de cryptanalyse. À la fin de la bataille de Midway, le 7 juin 1942, la une du *Chicago Tribune* est intitulée « La marine de guerre avait vent du projet japonais de frapper en mer²⁶⁷ ». L'article affirme que le renseignement américain disposait de sources fiables et donc de données précises sur les forces japonaises. Ces dernières sont présentées en détail dans le journal. Tout laisse à penser que les Américains lisent les codes japonais. Les autorités américaines décident de poursuivre le journal en justice pour avoir enfreint la Loi sur l'espionnage. Mais l'affaire tourne vite court, car ils ne souhaitent pas rendre publiques des preuves à charge, qui indiqueraient de manière définitive au public américain et aux Japonais que les codes de ces derniers avaient été cassés. Malgré ces péripéties, les Japonais n'ont pas découvert que les Américains lisaient leurs codes²⁶⁸.

Des mesures sont prises pour renforcer la sécurité de ces sources cryptanalytiques. En particulier, le 20 juin 1942, l'amiral King ordonne aux commandants en chef des Flottes du Pacifique et de l'Atlantique que le renseignement issu du déchiffrement de codes complexes ne fasse jamais référence à sa source et comporte, au lieu de cela, le nom de code « *Ultra* » ou « *Zeal* » vers le début du message. « *Zeal* » fut très peu utilisé²⁶⁹.

Les années 1940-1942 témoignent encore des insuffisances du renseignement américain. L'espionnage humain est balbutiant, et le COI puis l'OSS cherchent à mettre en place des réseaux le plus rapidement possible en souffrant du délaissement du renseignement américain de l'entre-deux-guerres. Il semble que ce n'est qu'à partir de 1943 qu'une structure très cadrée émerge pour la formation des agents et leur préparation aux diverses missions. Les archives à partir de 1943 abondent de directives de sécurité. Le domaine de la cryptanalyse soulève des questions auxquelles il est encore difficile de répondre. Certaines enquêtes sur Pearl Harbor affirment que des règles de sécurité trop strictes dans le domaine du renseignement ont contribué à ce désastre. Il semble au contraire que des protocoles de sécurité ne sont établis que graduellement, surtout à partir de 1943. Le manque de coordination entre les différentes organisations et l'insuffisance des moyens humains et

²⁶⁷ « *Navy had Word of Jap Plan to Strike at Sea* », Goren, Dina, « Communication Intelligence and the Freedom of the Press. The Chicago Tribune's Battle of Midway Dispatch and the Breaking of the Japanese Naval Code », *Journal of Contemporary History*, vol. 16, n° 4, 1981, p. 664.

²⁶⁸ *Ibid.*, p. 663-690.

²⁶⁹ Lewin, Ronald, « A Signal-Intelligence War », *op. cit.*, p. 506.

financiers jusqu'à cette date doivent être mis en cause. La réputation d'imprudence des Américains semble avoir des fondements solides jusqu'à la fin de l'année 1942.

II.D. Partage des sources britanniques avec les Américains et inquiétude pour leur sécurité – l'exemple des sources cryptanalytiques

La Seconde Guerre mondiale a joué un rôle de premier plan dans l'établissement de la « relation spéciale », entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Celle-ci s'est particulièrement forgée dans le cadre de l'association de leurs services de renseignement. La nature secrète des activités de ces agences et leur rôle déterminant dans la conduite de la guerre rendent cette collaboration aussi indispensable que dangereuse. Révéler à un allié la simple existence de certaines sources peut les compromettre ; les communications à ce sujet et l'utilisation faite de ces données constituent des menaces supplémentaires pour elles. La forme la plus avancée de cette alliance est le partage du fruit du décryptage des codes de l'Axe les plus complexes. Nous nous consacrerons particulièrement à l'échange de ces renseignements, qui cristallise les problématiques liées à la protection des sources.

En 1940, la neutralité des États-Unis constitue un véritable frein à ces échanges. De peur d'être accusés de prendre parti, certains officiers américains sont réticents à s'engager dans une coopération avancée. De plus, ils n'éprouvent pas le même sentiment d'urgence que leurs homologues britanniques, ce qui les empêche d'être dans des dispositions propices à surmonter les éventuels obstacles. Ce frein n'est levé complètement qu'avec l'entrée en guerre très tardive des États-Unis le 8 décembre 1941, à la suite des attaques sur la base de Pearl Harbor le 7 décembre. Les Américains souffrent par ailleurs d'un retard conséquent dans le domaine de la cryptanalyse, directement imputable à la fermeture du Bureau du chiffre, l'agence de cryptanalyse américaine, par le ministre des Affaires étrangères Henry Stimson, en 1929.

Le partage de cette source d'information soulève de nombreux problèmes : pour pouvoir espérer remporter le conflit, il est indispensable de communiquer à son allié autant d'éléments que possible. Mais ces échanges peuvent menacer de compromettre la source de renseignement la plus précieuse.

À cet enjeu de la protection des sources, primordial, se superposent d'autres freins. Les Américains se méfient de Britanniques et craignent que grâce à l'échange de

renseignement les Britanniques soient à même de décrypter les codes américains. Les Britanniques quant à eux soupçonnent les Américains de favoriser cette collaboration à des fins autres que la simple victoire militaire. Il faut veiller, au cours des tractations entre les représentants des deux pays, à obtenir ce que l'on souhaite tout en évitant de s'aliéner ce partenaire dont l'aide est indispensable. Il s'avère également que la protection des sources est souvent utilisée comme excuse lors des négociations, et se trouve au cœur des relations de pouvoir qui s'inversent entre les deux pays au cours de la guerre. Ces questions permettent de porter un nouveau regard sur les modalités de la « relation spéciale » entre les deux puissances.

L'accès aux archives des services de renseignement sur la coopération entre les différents pays s'avère difficile, comme le rappelle C.J. Jenner dans un article sur le colonel Fellers, l'attaché de l'armée américaine au Caire, qui transmettait à ses supérieurs des informations fournies par les Britanniques²⁷⁰. En effet, la collaboration très avancée entre les deux pays demeure aujourd'hui encore d'actualité, et ils souhaitent que les termes exacts de cette entente restent secrets. Les différentes clauses de l'accord UKUSA de 1946 n'ont ainsi été rendues publiques qu'en juin 2010²⁷¹. Ces questions sont restées secrètes pendant des décennies ; le manque de précisions dû aux mémoires défaillantes des différents protagonistes est renforcé par l'ordre qu'ils avaient reçu de protéger le secret. Entre les vétérans britanniques et américains, et selon la branche de l'armée à laquelle ces derniers appartenaient, des versions très différentes d'un même événement coexistent, phénomène fréquent en histoire, particulièrement dans l'histoire du renseignement, mais exacerbé par la mauvaise foi de certains acteurs quand ils rapportent les étapes de ces tractations souvent houleuses.

Les premiers jalons d'une collaboration avancée : « Perfide Albion » ? (été 1940-fin 1941)

Prémices d'une coopération

Les fonds d'archives confirment qu'aucun échange significatif n'a eu lieu avant l'été 1940. Suite à la chute de la France en juin 1940, le Royaume-Uni est très isolé face à l'adversaire allemand. Il bénéficie pourtant d'une longue expérience dans le domaine de la

²⁷⁰ Jenner, C.J., « Turning the Hinge of Fate: Good Source and the UK-US Intelligence Alliance, 1940-1942 », *Diplomatic History*, vol. 32, n°2, 2008, p. 173.

²⁷¹ NSA, « UKUSA », https://www.nsa.gov/public_info/press_room/2010/ukusa.shtml, consulté le 3 août 2014.

cryptanalyse, ce qui explique partiellement ses premiers victoires : dès janvier 1940, les Britanniques ont obtenu des succès opérationnels contre certains messages administratifs allemands²⁷². En mai, ils parviennent à casser la « clé » servant à chiffrer les communications de la *Luftwaffe* permettant les échanges assurant un appui aérien aux troupes au sol. Ces victoires permettent de commencer à envisager une utilisation militaire de ces renseignements. Contrairement aux États-Unis, les activités de cryptanalyse britanniques se sont poursuivies dans l'entre-deux-guerres, ce qui attire la convoitise de leurs homologues américains²⁷³. À l'été 1940, des discussions sont engagées entre les deux pays pour échanger des renseignements militaires²⁷⁴. Mais c'est seulement le 31 août 1940 qu'un véritable tournant s'opère. À l'occasion de la visite d'une délégation de trois officiers américains, le représentant de l'armée de terre, le brigadier général George V. Strong, chef de la Division des plans de guerre de l'armée de terre (*Army War Plans Division*), propose de révéler aux Britanniques l'avancement des travaux cryptanalytiques américains sur les codes japonais²⁷⁵. Ceci suscite l'indignation de la marine américaine. La marine et l'armée de terre américaines éprouvent les plus grandes difficultés à parvenir à un accord concernant le degré de coopération souhaitable avec les Britanniques. Les tensions entre les deux corps militaires seront, comme dans de nombreux autres domaines, récurrentes au cours de la guerre, et constitueront parfois un frein aux échanges avec les Britanniques, qui sauront cependant parfois en tirer profit.

Suite à ces premières révélations américaines, le colonel Spencer B. Akin du Service de renseignement technique (*Signal Intelligence Service*) de l'armée de terre américaine et l'éminent cryptanalyste William F. Friedman rédigent un mémorandum dans lequel ils recommandent l'échange « d'absolument tout le matériel [cryptanalytique] dont nous disposons sur une base de complète réciprocité ». En marge de ce document figure la mention: « Safford s'y oppose.²⁷⁶ » Il s'agit du commandant Laurance F. Safford, le chef

²⁷² Bletchley Park, « Breaking Enigma », www.bletchleypark.org.uk/content/hist/worldwartwo/enigma.rhtm consulté le 20 juillet 2016.

²⁷³ « Co-Operation with GCCS », l'auteur et la date ne sont pas indiqués, p. 5, NACP, Record Group 457, Box 940.

²⁷⁴ « A Chronology of the Cooperation Between the SSA and the London Offices of GCCS », préparé sous la direction de l'Officier en chef des Signaux, 2 juin 1945, NACP, Record Group 457, Box 940.

²⁷⁵ Gladwin, Lee A., « Cautious Collaborators: The Struggle for Anglo-American Co-Operation 1940-43 », *Intelligence and National Security*, vol. 14, n°1, 1999, p. 121.

²⁷⁶ « Any and all [cryptanalytical] material that we have on a basis of complete reciprocity » « Safford does not agree », « Co-Operation with GCCS », p. 2-3, NACP, Record Group 457, Box 940. « A Chronology of the Cooperation Between the SSA and the London Offices of GCCS », préparé sous la direction de l'Officier en chef des Signaux, 2 juin 1945, indique la date du 1^{er} septembre pour ce rapport (NACP, Record Group 457, Box 940).

d'OP-20-G, l'agence de cryptanalyse de la marine américaine. Des précautions sont formulées : « Dans le cadre de cet échange il faut garder à l'esprit que les Britanniques ne sont pas en guerre avec Orange [nom de code désignant le Japon] et que des questions de principe entrent en ligne de compte lorsque l'on décide si la révélation d'informations vitales en ce qui concerne Orange pourrait porter préjudice à la Défense Nationale²⁷⁷ ». Un alinéa est consacré aux machines cryptanalytiques : « On recommande un échange réciproque d'informations concernant la mécanisation et les machines servant aux procédures cryptographiques²⁷⁸. » L'emploi du terme « cryptographique » témoigne des pratiques de l'époque, où il était employé dans le sens de « cryptanalytique », étant donné que l'en-tête du paragraphe stipule qu'il y sera question de « techniques générales cryptanalytiques²⁷⁹ » (« *general cryptanalytic technique* »). Safford s'oppose également à cette proposition. Akin et Friedman préconisent que l'échange de matériel de cryptographie (au sens actuel) soit très limité, signe évident de méfiance envers des Britanniques qui seraient enclins à casser les codes américains. Sur ce point au moins le consensus règne entre les deux branches américaines. Malgré les vives tensions entre l'armée de terre et la marine de guerre américaines sur le sujet, et pour cette raison, le mémorandum recommande vivement que ces deux branches de l'armée des États-Unis soient associées dans tous les échanges avec les Britanniques.

Le 5 septembre 1940, le brigadier général George V. Strong, le chef de la Division des plans de guerre de l'armée de terre, écrit au chef d'état-major de l'armée de terre George C. Marshall pour lui demander si celui-ci est « disposé à accepter d'échanger [avec les Britanniques] d'importants trafics japonais, allemands et italiens interceptés et des informations techniques complètes sur les systèmes cryptographiques qui y sont utilisés²⁸⁰ ». Le 9 septembre, l'adjoint temporaire du chef d'état-major chargé du renseignement, Sherman Miles, précise dans un message au chef d'état-major qu'il recommande ceci : « Les informations données aux autorités de l'Empire britannique comprendront les catégories suivantes : [...] (b) des informations cryptanalytiques. (Aucune information sur nos codes,

²⁷⁷ « *The fact should be kept in mind in this exchange that the British are not at war with Orange and questions of policy enter into whether or not disclosure of vital information with respect to Orange would be detrimental to the National Defense* », *ibid.*

²⁷⁸ « *It is recommended that there be a reciprocal exchange of information concerning mechanization and machinery for cryptographic procedures* », *ibid.*

²⁷⁹ « *General cryptanalytic technique* », *ibid.*

²⁸⁰ « *Willing to agree to exchanging important Japanese, German and Italian intercept traffic and complete technical information as to the cryptographic systems used therewith* », « *A Chronology of the Cooperation Between the SSA and the London Offices of GCCS* », préparé sous la direction de l'Officier en chef des Signaux, 2 juin 1945, NACP, Record Group 457, Box 940, p. 2.

chiffres et méthodes de cryptographie ne sera divulguée)²⁸¹ ». Cet effort d'échange des fruits de la cryptanalyse est extrêmement rare, même entre alliés. Cependant on distingue bien ici encore la peur des Américains que les Britanniques mettent ces échanges à profit afin de lire les communications de leurs partenaires outre-atlantiques. Ce document porte l'accord du chef d'état-major daté du 11 septembre 1940, sur ordre du ministre de la Guerre.

Miles avait cherché à obtenir l'avis de la marine de guerre, qui semblait rester opposée à ce projet²⁸². Le 25 octobre 1940, le général de division J.O. Mauborgne, « *Chief Signal Officer* » de l'armée de terre (Officier en chef des signaux), adresse une lettre à l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement, dans laquelle il liste les documents qu'il serait prêt à échanger avec les Britanniques. En première position figure la machine *Purple*²⁸³, servant pour les communications diplomatiques des Japonais, que l'armée américaine a réussi à déchiffrer. Communiquer cette information aux Britanniques constituerait une preuve que les Américains souhaitent s'impliquer pleinement dans cette alliance.

Les Britanniques discutent également de l'éventualité de cette coopération et de l'étendue qu'elle devrait avoir. Une première réunion à ce sujet a lieu le 2 septembre 1940²⁸⁴. Le 15 novembre 1940, des cadres de Bletchley, notamment John Tiltman²⁸⁵, proposent au directeur du SIS, Stewart Menzies, qui supervise également les activités de la GC&CS, les termes suivants pour cette association :

Nous sommes maintenant prêts à coopérer pleinement sur les chiffres japonais et russes, mais nous attendons en retour que l'échange inclue les chiffres militaires mais également diplomatiques. En ce qui concerne l'Allemagne et l'Italie, tous les progrès que nous avons faits sont d'une importance tellement vitale pour nous que nous ne pouvons pas accepter immédiatement de les communiquer sans réserve. Nous désirons être informés de façon

²⁸¹ « *Information to be given to authorities of the British Empire will include the following categories: [...] (b) cryptanalytic information. (No information which concerns our codes, cyphers, and methods of cryptography will be divulged.)* », Mémoire « Directive to G-2 Covering Interchange of Secret Technical Information with Representatives of British Government » par le brigadier général Sherman Miles, adjoint provisoire en charge du renseignement du chef d'état-major de l'armée de terre, pour le chef d'état-major, 9 septembre 1940, NACP, Record Group 457, Box 940.

²⁸² « Co-Operation with GCCS », l'auteur et la date ne sont pas indiqués, p. 1, NACP, Record Group 457, Box 940.

²⁸³ Erskine, Ralph, « Churchill and the Start of the Ultra-Magic Deals », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, vol. 10, n°1, 1997, p. 59.

²⁸⁴ Notes manuscrites portant comme en-tête « The American Alliance », dont l'auteur et la date ne sont pas précisés, TNA HW 50/13.

²⁸⁵ Il joue un rôle crucial d'intermédiaire entre les deux pays plus tard pendant le conflit.

détaillée sur les mesures adoptées pour assurer la sécurité de ces informations une fois qu'elles ne sont plus sous notre contrôle²⁸⁶.

Le paragraphe suivant est entre crochets, signifiant probablement qu'il peut être enlevé, certainement afin de ne pas heurter les susceptibilités américaines par une attaque directe : « À cet égard, nous sommes en droit de rappeler que les Américains nous ont envoyé à la fin de la dernière guerre le désormais tristement célèbre colonel Yardley dans un but de coopération. Il est allé jusqu'à publier dans un livre l'histoire de sa coopération²⁸⁷. » La lettre se finit ainsi : « Ces nouvelles considérations ne doivent pas freiner la liaison en ce qui concerne les chiffres japonais, au sujet desquels les deux pays sont pareillement concernés et où la situation politique requiert une action immédiate²⁸⁸. »

Une lettre du 22 novembre 1940 souligne les inquiétudes des Britanniques et leurs réticences à collaborer :

Vous verrez dans le télégramme de l'ambassade à Washington, joint à ce courrier, qui a été suivi d'un autre télégramme réclamant une réponse rapide, que je suis dans une situation délicate, parce qu'on ne peut pas envisager pour l'instant un échange complet sur l'Allemagne et l'Italie. J'ai le sentiment qu'émettre des réserves ne manquera d'agacer les autorités des États-Unis, en plus du danger que notre refus de divulguer nos progrès ne devienne connu d'un grand nombre en Amérique, étant donné que pour l'instant nous ne sommes pas en contact avec des experts de cryptographie mais seulement avec des hauts responsables, qui pourraient ne pas être aussi discrets à ce sujet qu'on pourrait le souhaiter.

Je joins un brouillon de réponse que j'estime adéquat, et quand l'expert arrivera, on prendra des mesures pour l'éloigner de nos sujets les plus secrets. Si cet expert venait à faire une impression favorable, on pourrait envisager de lui donner des informations sur le matériel italien, et peut-être discuter de manière générale des problèmes posés par l'analyse du trafic en ce qui concerne l'Allemagne, sujet sur lequel leur aide pourrait être précieuse. [...]

J'ajoute que la question a été discutée avec Sir A. Cadogan²⁸⁹, qui pense également que nous ne pouvons tout simplement pas divulguer nos plus grands secrets pour le moment, mais que si les Américains reviennent à la charge, il pourra s'avérer nécessaire de solliciter l'avis du Premier ministre sur la politique à adopter.

Le brouillon de réponse aux Américains contient le message suivant :

²⁸⁶ « We are prepared now to co-operate completely over Japanese and Russian cyphers, but would expect the interchange to include diplomatic as well as service cyphers. As regards German and Italian, any progress we may have made is of such vital importance to us that we cannot agree at once to hand it over unreservedly. We should require to be informed in detail as to the measures adopted to safeguard the security of such information, after it left our hands », lettre pour le Directeur, 15 novembre 1940, TNA HW 14/8.

²⁸⁷ « In this respect, we are entitled to recall that the Americans sent over at the end of the last war the now notorious Colonel Yardley for purposes of co-operation. He went so far as to publish the story of his co-operation in book form », *ibid.*

²⁸⁸ « This re-consideration need not hold up liaison in the matter of Japanese ciphers, where the interests of both countries are equally touched and the political situation demands immediate action », *ibid.*

²⁸⁹ Le sous-secrétaire d'État permanent aux Affaires étrangères.

Nous sommes prêts à échanger des informations en ce qui concerne les quatre pays cités, et nous espérons l'arrivée d'un expert du ministère de la Guerre ici dès que possible. Nous espérons qu'il sera en mesure de discuter du volet diplomatique en plus du militaire²⁹⁰.

Alors que les Britanniques se trouvent dans une situation militaire extrêmement inquiétante, leur position est délicate : ils ont besoin de l'appui des États-Unis mais ils redoutent leurs indiscretions. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les Britanniques jugent les hauts dirigeants moins discrets que les spécialistes de la cryptanalyse, peut-être plus conscients des efforts nécessaires pour déchiffrer les codes et des risques encourus si le silence n'est pas maintenu. Ils ont besoin de l'appui américain, notamment pour les communications japonaises et soviétiques. Leurs activités sont concentrées contre l'Allemagne et l'Italie, et leurs succès contre les codes japonais et soviétiques sont très limités. Mais ils craignent que des imprudences américaines réduisent à néant leurs efforts contre des pays qui les menacent directement. Par ailleurs ils ne veulent pas heurter les sensibilités américaines, qu'ils doivent ménager pour obtenir leur assistance et pour éviter qu'ils n'éventent les secrets britanniques.

Un des facteurs qui a poussé les deux pays à communiquer des informations si secrètes à l'autre est le manque de personnel qui affectait les services de cryptanalyse des deux pays. Ceci est illustré par un document de décembre 1940 qui révèle que le Royaume-Uni avait obtenu des succès contre certains codes japonais, mais ne pouvait pas consacrer suffisamment de personnel à cette activité, et suggérait donc un partage des tâches avec les États-Unis. L'accord du Premier ministre était cependant requis, et, après des hésitations, fut finalement

²⁹⁰ « You will see from the attached telegram from the Embassy, Washington, which has been followed up by another telegram pressing for an early reply, that I am placed in some difficulty, as the question of a full interchange on Germany and Italy cannot be entertained at this stage. I feel that to make any reservations will only annoy the United States authorities, apart from the danger of our refusing to divulge the progress made becoming known in a wide circle in America, as at the present we are not dealing with cryptographic experts but only with higher officials, who may not be as secretive on this subject as one might wish.

I enclose a draft reply which I consider meets the case, and when the expert arrives, steps will be taken to steer him away from our most secret subjects. Should this expert make a favourable impression, we could consider opening out on the Italian material, and possibly discuss generally "Y" work problems as regards Germany, upon which subject their assistance might be valuable. [...]

I would add that the matter has been discussed with Sir A. Cadogan, who concurs that we cannot possibly divulge our innermost secrets at this stage, but that if the Americans return to the charge, it might become necessary to refer the question of policy to the Prime Minister ».

Le brouillon de réponse est le suivant :

« We are prepared to exchange information in regard to all four countries named, and we should welcome the arrival of War Department expert over here as soon as possible. It is hoped that he would be in a position to discuss the Diplomatic side in addition to Armed Force », lettre du 22 novembre 1940 de Menzies adressée au général de division F.G. Beaumont-Nesbitt, ainsi qu'au contre-amiral J. Godfrey et au général de brigade aérienne A.R. Boyle, TNA HW 50/12.

accordé le 21 décembre 1940²⁹¹. Il est surprenant que Churchill ait été aussi réticent dans un premier temps quand on sait son implication dans la coopération entre les deux pays plus tard pendant la guerre.

Il semblerait qu'un accord ait été conclu entre Américains et Britanniques à la fin de l'année 1940²⁹², mais les historiens ne sont pas parvenus à un consensus sur cette question, et ceux qui formulent de telles assertions ne fournissent pas suffisamment de détails pour que l'on puisse vérifier leurs propos. Nos propres recherches aux archives, bien que poussées, ne nous ont pas permis d'infirmer ou de confirmer l'existence d'un tel accord.

La mission Sinkov (début 1941) au cœur d'un houleux débat historiographique

Un véritable tournant s'opère au début de l'année 1941. Une délégation américaine parvient à *Bletchley Park*, le centre de cryptanalyse britannique, en février 1941. De façon surprenante lorsque l'on connaît les tensions entre l'armée de terre et la marine américaines, cette équipe de quatre personnes comprend deux agents de chaque branche. La mission doit son nom au chef de l'expédition, le capitaine Abraham Sinkov du SIS. L'étendue des échanges entre les représentants des deux pays est à l'origine d'un débat historiographique qui dure depuis plusieurs décennies.

Plusieurs points sont au cœur de cette controverse. En premier lieu, tous ne s'accordent pas sur ce que les Américains ont donné aux Britanniques. Les Américains souhaitent vivement obtenir des précisions sur la machine à crypter allemande Enigma, et doivent donc prouver aux Britanniques qu'ils sont des partenaires solides. Ils leur fournissent plusieurs documents, avec au premier plan au moins une machine « *Purple* », ou plus précisément probablement une réplique, permettant de coder les messages diplomatiques japonais. Plusieurs chiffres sont avancés, révélateurs des imprécisions qui demeurent parfois en histoire, exacerbées dans le domaine du renseignement. Prescott Currier, un des membres de l'expédition, affirme explicitement que plusieurs machines *Purple* ont été livrées²⁹³. Safford déclare quant à lui que deux machines ont été fournies²⁹⁴, tout comme Friedman dans une lettre datant des années 1950, citée par Bradley F. Smith.²⁹⁵ W. Preston Corderman qui

²⁹¹ « Notes for Commander Travis's Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/1.

²⁹² Smith, Bradley F., *The Ultra Magic Deals and the Most Special Relationship*, op. cit., p. 52

²⁹³ Currier, Prescott, « My "Purple" Trip to England in 1941 », *Cryptologia*, vol. 20, n° 3, p. 194.

²⁹⁴ Reproduit dans Tucker, Dundas P., op. cit., p. 206.

²⁹⁵ Smith, Bradley F., *The Ultra Magic Deals and the Most Special Relationship*, op. cit., p. 56.

prend la tête de la cryptanalyse de l'armée de terre américaine en 1943 évoque deux machines ou plus et souligne l'importance de cette révélation qu'il décrit comme: « preuve de notre désir de réciprocité complète dans l'échange d'informations techniques. Il est peut-être superflu que le SSB²⁹⁶ signale que le trafic *Purple* a fourni des informations des plus vitales à la cause alliée, et en fait on peut dire que cette solution et la capacité à lire ce trafic constituent notre arme secrète dans notre combat contre le Japon²⁹⁷. »

La controverse historique principale concerne l'étendue des révélations britanniques sur la cryptanalyse d'Enigma. Certains auteurs, à la suite du capitaine L. Safford dans un article publié de façon posthume en 1982, affirment que les Britanniques ne se sont pas montrés reconnaissants envers les Américains pour le don de *Purple*. Ainsi, il emploie le terme de « Perfide Albion » pour désigner les Britanniques qui avaient selon lui promis de leur donner des machines Enigma et n'ont pas été fidèles à leur parole. Il ajoute qu'on leur rétorque que « Le gouvernement britannique n'avait jamais accepté de donner au gouvernement américain de machines Enigma capturées ou d'autres détails techniques sur elles et ne comptait pas le faire²⁹⁸. » Les Britanniques auraient ajouté que chez eux le renseignement relevait du *Foreign Office*, rendant ainsi tout accord par les chefs d'état-major « nul et non avenue ». Pour conclure, Safford emploie le terme de « *double-cross* », « trahison ». Cependant les propos de Safford sont moins virulents que ce que laissent penser les historiens qui ont commenté ses écrits. Il estime que la faute est partagée et que les Américains auraient dû être capables de s'assurer que les termes de cet accord seraient respectés. Il ajoute par ailleurs, soulignant la place centrale de la sécurité des sources « Si le Renseignement Britannique a considéré le général Strong et l'amiral Ghormley comme représentatifs des conceptions américaines du secret et de la sécurité, on ne peut leur reprocher d'avoir pris peur et d'avoir voulu se soustraire à cet accord.²⁹⁹ » Des rancœurs personnelles entrent sans doute en ligne de compte dans l'émission de ce jugement³⁰⁰.

²⁹⁶ Nom de l'agence de cryptanalyse de l'armée entre septembre 1942 et mars 1943.

²⁹⁷ « *An evidence of our desire for complete reciprocity in the exchange of technical information. The SSB need hardly point out that the Purple traffic has yielded the most vital information to the Allied cause and in fact it may be said that this solution and the ability to read this traffic constitutes our secret weapon in our struggle with Japan* », lettre de W. Preston Corderman (colonel au *Signal Corps*) pour le colonel W.C. Clarke, 10 février 1943, NACP, Record Group 457, Box 1283.

²⁹⁸ « *The British Govt. had never agreed to give [sic] the American Govt. any captured Enigma Machines or other technical detail about them and did not intend to do so* », Tucker, Dundas P., « *Rhapsody in Purple – I* », *op. cit.*, p. 216.

²⁹⁹ « *If British Intelligence took Gen. Strong and Adm. Ghormley as typical samples of American concepts of secrecy and security, they cannot be blamed for getting cold feet and "wanting out" of the deal* », *ibid.*, p. 219.

³⁰⁰ Erskine, Ralph, *Churchill and the Start of the Ultra-Magic Deals*, *op. cit.*, p. 61.

Des documents d'archives semblent confirmer ces allégations³⁰¹, qui ont été réitérées par de nombreux auteurs. Ainsi, dans les fonds britanniques, on lit au sujet de cette expédition :

Une délégation américaine de l'armée de terre et de la marine de guerre [...] Ils sont repartis avec toutes les informations que nous pouvions fournir sur les codes manuels de la marine allemande, bien que le détail complet de notre progrès sur l'Enigma de l'aviation allemande n'ait pas été pris.

En taisant, pour des raisons de sécurité, une partie de ce que nous avons découvert, nous avons établi un précédent que les Américains ont appliqué plus tard pour une partie du renseignement japonais³⁰².

Un document présent aux archives américaines confirme cette impression :

Étant donné que la solution de l'Enigma était la source de presque tout le renseignement cryptanalytique allemand, les Britanniques considèrent ce travail comme l'entreprise la plus secrète en ce qui concerne l'effort de guerre. Le Premier lord de l'Amirauté a dit que la destinée de l'Empire britannique dépendait de sa sécurité. Du fait de son énorme importance, les Britanniques ne nous ont pas mis au courant de leur travail avant Pearl Harbor³⁰³.

Sinkov lui-même aurait déclaré à Bradley F. Smith n'avoir été informé que de « façon générale³⁰⁴ » sur la cryptanalyse britannique, mais ne pas avoir vu une « *Bombe* », appareil aidant à découvrir les « clés » nécessaires pour déchiffrer les messages codés sur Enigma, ni même avoir entendu parler de son existence.

Cependant plusieurs membres de l'expédition ont nié ces accusations. Ralph Erskine consacre un article entier à cette controverse dans la revue de référence *Cryptologia* sous le titre « Qu'est-ce que la mission Sinkov a reçu de la part de *Bletchley Park* ? » (« *What Did the Sinkov Mission Receive from Bletchley Park?* »). Selon lui, Weeks et Currier ont plus tard

³⁰¹ Par exemple, dans un document intitulé « Diplomatic and Commercial Telegrams – Distribution », pas de date ni d'auteur indiqués, TNA HW 50/13. « Co-Operation with GCCS » (l'auteur et la date ne sont pas indiqués, p. 5, NACP, Record Group 457, Box 940) affirme cependant que les Britanniques étaient très surpris par le don de Purple, ce qui semble discréditer la théorie selon laquelle il existait un accord préalable au voyage.

³⁰² « A U.S. Army-Navy Delegation [...] They took back with them all the information we could supply on German naval hand codes, though full details of our progress on the German Air Enigma were not taken.

In withholding, on security grounds, part of what we had discovered, we created a precedent which the Americans applied later to some Japanese Intelligence material », History of Liaison with OP-20-G (Washington) as carried out by Representatives of Naval Section, G.C.&C.S, p. 4. TNA HW 8/49.

³⁰³ « In view of the fact that this solution of the Enigma was the source of practically all German cryptanalytic intelligence, the British have regarded this work as the most secret enterprise connected with the war effort. The First Lord of the Admiralty has said that the destiny of the British Empire depended on its security. Because of its tremendous significance, the British did not inform us of their work until after Pearl Harbor », lettre du 11 octobre 1943, NACP, Record Group 457, Box 705.

³⁰⁴ « In a general way », Smith, Bradley F., *The Ultra Magic Deals and the Most Special Relationship*, op. cit., p. 58. Il précise en note de bas de page qu'il se base sur des lettres et entretiens de Sinkov datant de 1990-1991.

écrit qu'ils avaient reçu une version « papier³⁰⁵ » d'Enigma. Currier, dans son article publié en 1996, abonde dans le sens d'une grande ouverture des Britanniques qui leur ont révélé tout le détail du fonctionnement des « *Bombes*³⁰⁶ ».

Les archives britanniques semblent confirmer la bonne volonté des Britanniques. Ainsi, une lettre de 26 février 1941 adressée par Stewart Menzies, dit « C », le chef du SIS qui est également responsable de la cryptanalyse britannique, au Premier ministre Churchill, lui indique que les chefs d'état-major conseillent de communiquer aux Américains des informations sur les progrès faits dans la cryptanalyse des codes de l'armée allemande, en se concentrant sur les méthodes mécanisées (ce point est important) sans toutefois leur donner les résultats³⁰⁷. Il sollicite l'approbation de Churchill avant de procéder. Churchill y consent dès le lendemain³⁰⁸. Il faut noter la date de ce courrier, près de trois semaines après l'arrivée de la délégation à *Bletchley Park*, autour du 7 février. Ce document va dans le sens de révélations britanniques avancées bien que tardives sur leurs méthodes de cryptanalyse³⁰⁹. Une note de Denniston, à la tête de la GC&CS, à « C », confirme ceci le 3 mars : « On a informé nos collègues américains des progrès faits sur la machine Enigma [...] Une coopération complète sur tous les problèmes est maintenant possible.³¹⁰ »

On ne peut manquer de remarquer la similarité entre la lettre du 26 février de « C » à Churchill et un courrier de Denniston à « C » deux jours auparavant, qui laisse supposer que cette correspondance a joué un rôle dans la décision de « C » de promouvoir des révélations britanniques. Denniston déclare au sujet des Américains et de la cryptanalyse britannique d'Enigma : « Nous estimons qu'ils devraient être mis dans le secret du Baraquement 6 ; il n'est pas nécessaire de leur donner les résultats du Baraquement 3³¹¹. » Le Baraquement 6 est la section chargée de déchiffrer les codes Enigma de l'armée de terre et de l'armée de l'air allemandes, tandis que le Baraquement 3 est responsable du traitement des messages une fois

³⁰⁵ « A "paper" Enigma », Erskine, Ralph, « What Did the Sinkov Mission Receive from Bletchley Park? », *Cryptologia*, vol. 24, n°2, p. 99.

³⁰⁶ Currier, Prescott, « My "Purple" Trip to England in 1941 », *op. cit.*, p 196-197.

³⁰⁷ Cette restriction est aussi précisée dans « Notes for Commander Travis's Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/13.

³⁰⁸ Lettre de « C » au Premier ministre, 26 février 1941, TNA HW 1/2, à laquelle ce dernier a répondu le lendemain sur la même feuille.

³⁰⁹ Confirmé aussi par « Notes for Commander Travis's Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/13.

³¹⁰ « Our American colleagues have been informed of the progress made on the Enigma machine [...] Complete co-operation on every problem is now possible », lettre d'Alastair G. Denniston au Directeur, 3 mars 1941, TNA HW 1/2.

³¹¹ « We consider that they should be introduced to Hut 6; it is not necessary to give them the results of Hut 3 », notes manuscrites portant comme en-tête « The American Alliance », dont l'auteur et la date ne sont pas précisés, TNA HW 50/1.

déchiffrés. La distinction fréquente entre l'initiation aux méthodes cryptanalytiques et la communication du fruit de ces déchiffrages se retrouve ici. Malgré sa prudence, Denniston ne souhaite pas manquer cette occasion de créer une alliance durable.

Les archives américaines confirment également l'existence de révélations britanniques : ainsi, un mémorandum pour le directeur des communications navales, en avril 1944, intitulé « Histoire du projet de la “ Bombe ” », affirme :

En mars 1941, le commandant Denniston, alors à la tête de G.C. & C.S., a rapporté que nous avons été informés des progrès britanniques sur le problème de l'Enigma allemande, et qu'une pleine coopération sur ce problème était maintenant possible. [...] Certaines informations sur la solution de l'Enigma ont été communiquées au lieutenant Weeks et au lieutenant Currier à G.C. & C.S. contre la promesse que ces informations ne seraient révélées qu'au Directeur des Communications Navales. Les résultats du travail dans le cadre de cet arrangement ont été extrêmement maigres. Avant cela les Britanniques essayaient apparemment de cacher leur connaissance et leurs découvertes en ce qui concerne l'Enigma du fait de leur mécontentement à l'égard des standards américains de sécurité et peut-être aussi comme élément de négociation afin d'obtenir une connaissance plus profonde de nos informations supérieures sur le Japon. Entre mars et octobre 1941 très peu d'informations sur l'Enigma japonaise étaient communiquées. Le 1^{er} octobre 1941 le commandant Denniston fournit au capitaine Safford quelques détails sur l'Enigma navale allemande³¹².

Sinkov et Rosen dans leurs rapports affirment :

Pendant toute cette période, tous les responsables britanniques rencontrés ont été très coopératif et généreux. Nous étions invités à poser des questions sur tout ce que nous voyions, aucune porte ne nous était fermée, et on nous fournissait des copies de tous les documents que nous estimions pouvoir apporter de l'aide aux États-Unis. Bien que la mission principale se rapportât aux systèmes secrets allemands, japonais, italiens et russes, des informations supplémentaires furent données sur les puissances européennes mineures et l'Amérique latine [...]. Le matériel donné au personnel américain permettra d'économiser plusieurs années de travail d'un personnel assez important³¹³.

³¹² « In March 1941 Comdr. Denniston, then head of G.C.&C.S., reported that we had been informed of British progress on the German Enigma problem and that complete cooperation on this problem was now possible. [...] A certain amount of information on the Enigma solution had been divulged to Lieut. Weeks and Lieut. Currier at G.C.&C.S. under a pledge that the information was to be disclosed only to the Director of Naval Communications. Results of the work under this arrangement were extremely meager. Prior to this time the British were apparently attempting to withhold their knowledge and discoveries with regard to the Enigma because of dissatisfaction with American security standards and also possibly as a bargaining element for obtaining more intimate knowledge of our superior Japanese information. Between March and October of 1941 very little information on the German Enigma was forthcoming. On 1 October 1941 Comdr. Denniston supplied to Capt. Safford some details of German Naval Enigma traffic », « History of the Bombe Project », mémorandum pour le Directeur des Communications navales, par J.N. Wenger, H.T. Engstrom, et R.I. Meader, 24 avril 1944, p. 1-2, NACP, Record Group 457, Box 705.

³¹³ « During this entire period, all the British officials met with were most cooperative and open-handed. We were invited to ask questions about anything we saw, no doors were closed to us and copies were furnished of any material which we considered of possible assistance to the United States. Although the primary mission related to German, Japanese, Italian, and Russian secret systems, additional information was furnished with regard to the minor European powers and Latin America. [...] The material which was furnished the Army personnel will result in a saving of several years of labour on the part of a fairly large staff », « Report of

Une note du 3 mars 1941 de Weeks pour Denniston indique que l'Américain accepte le protocole de sécurité qu'on lui a imposé : il n'est autorisé qu'à informer une seule personne, Safford, le chef de sa section, et ceci uniquement à l'oral³¹⁴. De même, un message de Denniston au directeur, « C », portant la même date, confirme que seuls les « directeurs » des membres de la délégation seront mis au courant des succès britanniques³¹⁵.

Là semble se trouver l'origine de cette controverse, dans l'ordre de ne communiquer qu'à très peu de personnes, et uniquement à l'oral, les révélations sur la « Bombe ». Plusieurs documents laissent penser que les Américains n'ont pas été autorisés à prendre de notes sur leurs découvertes³¹⁶, même si ici aussi des affirmations existent déclarant le contraire.

Le séjour des Américains a également soulevé d'autres interrogations en termes de sécurité. En effet, une note de Godfrey à Denniston du 16 mars 1941 indique qu'une partie de l'équipage du croiseur *le Neptune* sur lequel la délégation américaine a voyagé³¹⁷ était parfaitement consciente de l'activité des Américains, ce qui n'aurait pas dû être le cas³¹⁸.

C'est à cette époque, au début de l'année 1941, que l'on définit les premiers termes et conditions de cette coopération, en mettant un accent particulier sur la protection des sources. En particulier, les deux pays s'entendent pour qu'aucune des deux parties ne communique d'informations reçues à un tiers sans l'accord de l'autre³¹⁹.

Ces éléments confirment que les Britanniques ont révélé aux Américains leurs progrès sur Enigma et la technique utilisée pour y parvenir. Pourtant Erskine affirme que, dans les années 1970, Tiltman a révélé à un membre de la *National Security Agency* que des informations avaient été dissimulées à la mission Sinkov³²⁰. Il ne fournit pas plus de détails sur l'étendue de ce silence, si bien qu'une incertitude demeure.

Technical Mission to England », pour l'adjoint au chef d'état-major en charge du renseignement, par A. Sinkov et L. Rosen, 11 avril 1941, NACP, Record Group 457, Box 1417.

³¹⁴ Erskine, Ralph, « What Did the Sinkov Mission Receive from Bletchley Park? », *op. cit.*, p. 99.

³¹⁵ Lettre d'Alastair G. Denniston au Directeur, 3 mars 1941, TNA HW 1/2.

³¹⁶ « Briefs for Field Marshal by Colonel Tiltman », 23 décembre 1942, TNA HW 50/13.

³¹⁷ Currier, Prescott, « My "Purple" Trip to England in 1941 », *op. cit.*, p. 4.

³¹⁸ Lettre de John Godfrey à Denniston, 16 mars 1941, TNA HW 14/13.

³¹⁹ « US and UK Policies and Practices in the Dissemination of Comint During World War II », NACP, Record Group 457, Box 1417.

³²⁰ « *Information was held back* », Joseph Richard, lettre du 13 mai 1998. Cité dans Erskine, Ralph, « What Did the Sinkov Mission Receive from Bletchley Park? », *op. cit.*, p. 104.

Juin 1941-automne 1942 : évolution du rapport de forces entre les deux pays

Plus tard dans l'année, la même prudence anime toujours les Britanniques, et les dissuade de communiquer des détails tactiques à leurs alliés. Le 24 juin 1941 « C » écrit au Premier ministre la lettre suivante :

Après avoir envisagé de toutes les façons la possibilité de divulguer au Président les informations concernant les unités de la marine de guerre américaine pourchassées par les *U Boats*, je n'arrive pas à élaborer une façon sûre de camoufler l'information de façon à ne pas mettre sa source en danger, source qui, sans faute, jouera un rôle vital dans la Bataille de l'Atlantique.

Le fait que le message en question fût transmis par l'amiral commandant les *U boats* aux sous-marins étant en réalité en opération, rend presque impossible que l'information ait pu être obtenue par un agent, et même si nous insistons lourdement sur le fait qu'elle provient d'une source haut placée, je doute beaucoup que l'ennemi soit trompé un seul instant, s'il y avait la moindre indiscretion aux USA. Il n'est pas exclu qu'une telle chose se produise, étant donné que les Américains ne sont en aucune manière aussi attachés à la sécurité qu'on pourrait le souhaiter, et il me suffit d'attirer votre attention sur la coupure de presse jointe, issue du *Daily Express* d'aujourd'hui, sur un sujet qui, selon moi, n'aurait pas dû être rendu public si les deux Services Secrets souhaitent travailler ensemble de façon très poussée, ce qui est impératif.

Il est vrai que les experts américains qui ont visité le Royaume-Uni nous ont donné un aperçu très précieux des méthodes cryptographiques japonaises, mais eux-mêmes m'ont fait comprendre à quel point ils étaient prudents lorsqu'ils communiquaient des résultats au Département d'État.

Lors d'une réunion récente des chefs d'état-major, il a été décidé que les informations émanant de cette source extrêmement secrète ne seraient communiquées aux autorités navales et militaires américaines que lorsque l'on serait convaincu que la source n'est pas en danger. Je crois que toute autre décision d'affaiblir le voile de secret causerait le plus grand regret plus tard, et de la même façon je pense qu'il serait fatal de divulguer aux Russes les informations urgentes que nous obtenons sur les intentions opérationnelles allemandes sur le front de l'est. Pour être d'une quelconque valeur, cela veut dire que l'information serait immédiatement transmise aux commandants sur le terrain, et comme les chiffres de l'armée russe sont compromis, il ne faudrait que quelques jours pour que les Allemands sachent notre succès, et dans le futur les opérations seraient presque certainement cachées de façon irrémédiable³²¹.

³²¹ « After considering, from all angles, the possibility of divulging to the President the information regarding U.S. Naval Units being chased by U. Boats, I find myself unable to devise any safe means of wrapping up the information in a manner which would not imperil this source, which should, without fail, play a vital part in the Battle of the Atlantic.

The fact that the message in question was passed by the Admiral Commanding U. Boats to submarines actually operating, renders it well nigh impossible that the information could have been secured by an agent, and however much we insist that it came from a highly placed source, I greatly doubt the enemy being for a moment deceived, should there be any indiscretion in the U.S.A. That this might occur cannot be ruled out, as the Americans are not in any sense as security minded as one would wish, and I need only draw your attention to the attached cutting from to-day's "Daily Express", on a matter which, in my opinion, should not have been made public if the two Secret Services are to work together as closely as is imperative.

It is true that the American experts who visited the United Kingdom gave us a very valuable insight into Japanese cryptographic methods but they, themselves, impressed upon me how cautious they were in passing any of the results to the State Department.

Churchill donne son accord à « C ». La coupure de presse à laquelle il est fait référence se rapporte à la nomination de Donovan « pour diriger le Service Secret américain et l'associer au Service Secret britannique³²² ». Son séjour en Angleterre en décembre 1940 y est également mentionné.

On observe des réticences similaires en août 1941. Des Britanniques évoquent l'envoi de mathématiciens américains à Bletchley avec circonspection, en rappelant que le pays n'est toujours pas en guerre. Ils craignent que les délégués ne quittent leur poste avant que les États-Unis n'entrent en guerre. De même, ils soulignent l'importance que les Américains ne publient rien sur ce qu'ils apprennent³²³. Malgré cela, la visite de Denniston au SIS américain en août 41 est le signe évident d'un effort de rapprochement entre les deux pays³²⁴.

En novembre 1941, l'armée de terre et la marine américaines, mais surtout cette dernière, expriment leur mécontentement quant aux informations que les Britanniques leur fournissent. Les deux branches américaines estiment que ceux-ci ne tiennent pas leurs promesses, à une époque où les États-Unis commencent à avoir un rôle important en termes de cryptanalyse³²⁵. Ils menacent de ne plus donner de renseignement aux Britanniques. « C », le directeur du MI6, répond que toutes les informations disponibles et pertinentes sont communiquées aux Américains³²⁶. Les Britanniques affirment : « tout ce qui a été demandé [ce segment est souligné dans le document original] en lien avec le problème de l'Enigma navale allemande a été fourni³²⁷ » et « l'Amirauté passer[a] le renseignement naval allemand

At a recent Meeting of the Chiefs of Staff, it was agreed that information derived from this Most Secret source should only be communicated to the U.S. Naval and Military Authorities when we were satisfied that the source was not endangered. I believe that any other decision as regards weakening the veil of secrecy would cause the greatest regret at a later date, and I similarly hold the view that it would be fatal to divulge to the Russians immediate information which we are securing about German operational intentions on the Eastern Front. To be of any value, it would mean that the information would be immediately transmitted to the Commanders in the Field, and as the Russian Military ciphers are compromised, it would only be a matter of days before the Germans would know of our success, and operations in the future would almost certainly be hidden in an unbreakable way » (les majuscules présentes dans la version originale sont retranscrites), Lettre de « C » au Premier ministre, 24 juin 1941, TNA HW 1/6.

³²² « *To supervise the United States Secret Service and ally it with the British Secret Service* », « “Colonel Bill” Now General, Gets Hush-Hush Job », *Daily Express*, 24 juin 1941.

³²³ Lettre du 5 août 1941 à Denniston, TNA HW 50/12.

³²⁴ « *A Chronology of the Cooperation Between the SSA and the London Offices of GCCS* », préparée sous la direction de l'Officier en chef des Signaux, 2 juin 1945, NACP, Record Group 457, Box 940, p. 3.

³²⁵ Lettre de Hastings à « CSS », 27 novembre 1941, TNA HW 50/12.

³²⁶ Lettre de « CSS », c'est-à-dire « C », à Hastings, en réponse à son message du 27 novembre, le 1^{er} décembre 1941, TNA HW 50/12 5551. Lettre de Denniston à Hastings, 5 décembre 1941, TNA HW 50/12.

³²⁷ « *Everything asked for in connection with the German Naval Enigma problem had been supplied* », « History of the Bombe Project », mémorandum pour le Directeur des Communications navales, par J.N. Wenger, H.T. Engstrom, et R.I. Meader, 24 avril 1944, NACP, Record Group 457, Box 705, p. 2

au ministère de la marine quand les États-Unis seront concernés³²⁸ ». Ils mettent en évidence le manque de communication au sein même de la marine de guerre américaine, qui reçoit certains renseignements de la part des Britanniques sans en informer les services concernés³²⁹. Ces échanges sont suivis d'une légère amélioration des rapports entre les deux pays³³⁰.

Le 8 décembre 1941, suite à l'attaque japonaise sur leur base de Pearl Harbor, les États-Unis entrent en guerre. Ceci a une incidence directe sur la posture des États-Unis, pour qui le besoin de parvenir à un accord avec le Royaume-Uni devient une urgence.

En janvier 1942, des réticences flagrantes s'observent de chaque côté de l'Atlantique. Une directive de janvier 1942 souligne que tout en levant certaines restrictions sur ce que l'on peut donner aux Américains, il faut préserver le secret autour des opérations à venir qui ne concernent pas les États-Unis, et surtout « Nos sources de renseignement et méthodes très secrètes pour l'obtenir ne doivent pas être divulguées³³¹ » De même, alors que les États-Unis communiquent des fruits de la cryptanalyse aux Britanniques³³², ils rappellent à leurs membres que cette coopération ne doit pas aller jusqu'à révéler aux Britanniques le fonctionnement de leurs propres systèmes de chiffrement, en particulier les plus élaborés³³³.

En février, les Américains penchent pour des échanges plus poussés, qui leur permettraient d'obtenir des informations des Britanniques sur les codes allemands, fournies jusque là avec parcimonie, et ainsi de se consacrer davantage aux messages japonais³³⁴. Les Britanniques souhaitent eux aussi voir les Américains se concentrer sur les codes japonais, en mars notamment³³⁵.

En avril 1942, John Tiltman, un des plus hauts membres du la GC&CS, se rend aux États-Unis. Il prend conscience que la marine de guerre américaine attend bien plus de coopération de la part des Britanniques. Il précise que ces derniers comprennent que les Britanniques aient une position dominante en ce qui concerne Enigma, du fait de la répartition

³²⁸ « *Admiralty would pass German Naval intelligence to Navy Department when U.S.A. was affected* », *ibid.*

³²⁹ « Notes for Commander Travis's Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/13.

³³⁰ Notes manuscrites sur les coopérations cryptanalytiques pour la préparation d'un chapitre intitulé « Allies ». TNA HW 50/13.

³³¹ « *Our sources of intelligence and most secret methods of acquiring it should not be divulged* », Message de l'Amirauté aux commandants en chef, reçu le 14 janvier 1942, TNA CAB 122/14.

³³² Lettre de l'Amirauté à des destinataires multiples, 14 janvier 1942, TNA HW 8/49.

³³³ « Co-Operation with GCCS », l'auteur et la date ne sont pas indiqués, NACP, Record Group 457, Box 940, p. 4-5.

³³⁴ « History of the Bombe Project », mémorandum pour le Directeur des Communications navales, par J.N. Wenger, H.T. Engstrom, et R.I. Meader, 24 avril 1944, NACP, Record Group 457, Box 705, p. 2 et p. 5.

³³⁵ « Notes for Commander Travis's Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/13.

qui s'esquisse entre les deux pays. Pourtant, la marine exige des Britanniques le résultat de la cryptanalyse des codes (le trafic des sous-marins est explicitement mentionné) ou une explication sur la raison pour laquelle les Britanniques ne peuvent pas lire les codes allemands³³⁶. Faute de quoi, les Américains tenteront de déchiffrer eux-mêmes Enigma, ce que les Britanniques souhaitent éviter afin de protéger cette source de renseignement. Tiltman essaie donc de convaincre son supérieur, Edward Travis, le nouveau directeur de *Bletchley Park*, de prendre des mesures dans ce sens. Afin de contrer les objections britanniques, les Américains soulignent le danger physique que courent les installations en Angleterre, retournant l'argument de la protection des sources contre ces derniers. La coopération s'accélère graduellement entre les deux pays. Ceci est confirmé par la mission Sandwith à cette époque, qui parvient à un accord sur l'échange poussé de trafic non-déchiffré³³⁷. Le 13 mai 1942, Travis promet aux Américains de leur envoyer une machine permettant de décoder les messages allemands, en indiquant qu'elle leur parviendrait en août ou septembre. Ils tardent à le faire : « Comme les mois passaient, il est devenu de plus en plus évident d'après les rapports reçus de nos représentants en Angleterre que les Britanniques seraient incapables de nous fournir une machine à la date promise³³⁸. » Ce ne fut finalement jamais le cas. L'introduction d'une nouvelle roue à l'Enigma navale rend la tâche encore plus difficile aux Britanniques, dont les « *Bombes* » ne sont plus complètement adéquates pour déchiffrer ces codes. Ceci incite les Américains à insister pour essayer de déchiffrer Enigma eux-mêmes³³⁹. Lors du voyage de leurs émissaires J.J. Eachus et R.B. Ely en Angleterre en juillet 1942 ils obtiennent de précieuses informations sur les méthodes britanniques de cryptanalyse d'Enigma³⁴⁰. Ces échanges restent cependant limités. Par conséquent, la marine de guerre américaine se lance dans la construction de ses propres « *Bombes* » en septembre 1942³⁴¹.

Les tensions entre les différentes agences américaines sont à nouveau palpables en mai 1942. Les Britanniques se demandent en effet quelles informations sur le résultat de la

³³⁶ « History of the Bombe Project », mémorandum pour le Directeur des Communications navales, par J.N. Wenger, H.T. Engstrom, et R.I. Meader, 24 avril 1944, NACP, Record Group 457, Box 705, p. 2.

³³⁷ Version préparatoire d'*Organisation of Japanese Naval Sigint*. Part V. Liaison with America from 1941 up to the Washington Agreement October 1942, p. 5. TNA HW 50/13.

³³⁸ « As the months passed, it became more and more evident from reports received from our representatives in England that the British would be unable to supply us a machine by the promised date », « History of the Bombe Project », mémorandum pour le Directeur des Communications navales, par J.N. Wenger, H.T. Engstrom, et R.I. Meader, 24 avril 1944, NACP, Record Group 457, Box 705, p. 2-4.

³³⁹ Lettre du 11 octobre 1943, NACP, Record Group 457, Box 705.

³⁴⁰ « History of the Bombe Project », mémorandum pour le Directeur des Communications navales, par J.N. Wenger, H.T. Engstrom, et R.I. Meader, 24 avril 1944, NACP, Record Group 457, Box 705, p. 3-4.

³⁴¹ *Ibid.*, p. 4.

cryptanalyse des codes japonais ils peuvent fournir au FBI sans s'attirer les foudres des autres agences américaines³⁴². La concurrence et la méfiance entre les différentes agences de renseignement américaines affectent à nouveau leur collaboration avec les Britanniques. « CSS », Menzies, emploie le terme de « calamité nationale³⁴³ » pour désigner ce qui arriverait si les Britanniques décidaient de fournir des informations sur les codes japonais au FBI et si les autres services américains l'apprenaient.

Un épisode faillit mettre un terme prématuré à la coopération entre les deux pays : la lecture par les Italiens et les Allemands du code 11, aussi appelé « Code noir », utilisé par le colonel Bonner Fellers, l'attaché de l'armée américaine au Caire, pour relayer à ses supérieurs aux États-Unis des renseignements secrets fournis par les Britanniques. Il s'avère que ce code était lu par les Italiens et les Allemands. Le 25 février 1942, le Premier ministre britannique écrit au Président américain que les cryptanalystes de Bletchley ont réussi par le passé à pénétrer le code utilisé par le « corps diplomatique³⁴⁴ » américain. Il ajoute que, dès que les pays sont devenus alliés, il a ordonné que le Royaume-Uni cesse d'essayer de lire les communications de États-Unis, mais que ces succès britanniques témoignent d'une faible sécurité des codes américains, qui sont susceptibles d'être décryptés par l'ennemi. Cette confession embarrassante pour les deux partis ne met cependant pas un terme à l'usage de ce code³⁴⁵. Le même mois, Fellers avait lui-même prévenu la Division du renseignement militaire (*Military Intelligence Division*) qu'une utilisation imprudente du code avait lieu qui pouvait risquer de le compromettre. Le 12 juin, Washington est prévenu par « C » que ses messages codés sont lus des Allemands³⁴⁶. Ce n'est qu'à la fin du mois que le code est finalement changé. La lenteur des Américains pour changer leur moyen de chiffrement témoigne d'une négligence quant à la sécurité des communications ou d'une administration défaillante qui aurait pu dissuader les Britanniques de coopérer avec eux. Ce n'est que parce que le soutien américain devenait indispensable que les Britanniques passent outre.

Des courriers échangés entre le Président Roosevelt et le chef d'état-major de l'armée de terre américaine, le général George C. Marshall, permettent de dresser un premier bilan sur cette alliance un an et demi après la mission Sinkov. Cette correspondance révèle une fois

³⁴² « GCCS Misc. Papers », 30 mai 1942, TNA HW 50/13.

³⁴³ « *National calamity* », *ibid.*

³⁴⁴ « *Diplomatic corps* », Jenner, C.J., « Turning the Hinge of Fate », *op. cit.*, p. 195.

³⁴⁵ *Ibid.*

³⁴⁶ *Ibid.*, p. 7 et p. 33.

encore les différences qui existent dans le cadre de cette coopération entre le lien qui existe entre les Britanniques et la marine de guerre d'une part, et l'armée de terre d'autre part. Le 9 juillet 1942 Roosevelt écrit à Marshall, et, faisant référence à une discussion qu'il a eue avec Churchill, souligne le retard de l'armée de terre dans sa collaboration cryptanalytique avec les Britanniques, par rapport à la marine de guerre. Marshall sollicite l'avis de Strong, l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement, qui lui répond que l'échange cryptanalytique « semble assez satisfaisant pour les deux partis³⁴⁷ ». Il justifie ce retard de l'armée en expliquant que les échanges entre les deux marines se sont avérés nécessaires depuis plus longtemps, ce que le contexte historique justifie. La réponse que transmet Marshall au Président est plus succincte, et moins nuancée. En particulier, l'adverbe « assez » [« *quite* »] disparaît pour qualifier la relation entre les armées des deux pays, qui devient « satisfaisante ». Il insiste également, comme le faisait Strong, sur les projets pour améliorer les échanges cryptographiques entre les deux pays, ce qui faciliterait leurs communications. On se souvient à quel point cet échange sur leurs propres moyens de chiffrer était sensible entre les deux pays. Il explique que ce projet doit aboutir prochainement. Il n'a pas recours à l'argument historique de Strong³⁴⁸.

2 octobre 1942 : Accord Wenger-Travis, aussi appelé Holden, entre la marine américaine et la GC&CS

Face à la résolution de la marine américaine à construire ses propres « *Bombes* », les Britanniques se voient contraints d'ouvrir des négociations plus poussées avec OP-20-G. Une inversion s'opère, et la marine réticente à toute forme de collaboration avec les Britanniques au printemps et à l'automne 1940 devient pionnière dans ce domaine.

Les deux agences parviennent à un premier accord en octobre 1942, appelé Accord Holden, ou Wenger-Travis, d'une portée très limitée, pour deux principales raisons. D'une part, cet accord ne lie que la marine américaine, et pas l'armée de terre. D'autre part, il ne concerne qu'un nombre très restreint de domaines.

³⁴⁷ « *Appears to be quite satisfactory to both sides* », mémorandum du général de division George V. Strong, l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement (« *Assistant Chief-of-Staff, G-2* »), pour le chef d'état-major, 9 juillet 1942, cité dans « *Co-Operation with GCCS* », l'auteur et la date ne sont pas indiqués, p. 4, NACP, Record Group 457, Box 940.

³⁴⁸ Mémorandum de G.C. Marshall, chef d'état-major de l'armée de terre, pour le Président, 11 juillet 1942, NACP, Record Group 457, Box 940.

Les termes de cet accord sont assez vagues. Les États-Unis dominent dans la cryptanalyse des codes japonais, et des centres britanniques qui étaient consacrés à ces systèmes de chiffage doivent cesser leurs activités. Les Américains s'engagent en contrepartie à révéler le fruit de leurs recherches aux Britanniques. En ce qui concerne les codes de la marine et des sous-marins allemands, les Britanniques promettent d'apporter leur assistance aux États-Unis dans le développement de machines cryptanalytiques, et un accord de principe est conclu mettant en place une coopération totale sur ces codes³⁴⁹. Les États-Unis ont presque l'exclusivité de la cryptanalyse des codes japonais, tandis que pour les codes allemands les Britanniques doivent accepter un partenariat d'égal à égal avec les Américains.

Un mémorandum américain de 1944 relatant l'histoire du projet de la « *Bombe* » commente de la façon suivante cet accord : « Tandis que par cet accord nous acceptons en fait une position subalterne dans le théâtre atlantique, nous exigeons et obtenons en retour la position dominante dans le Pacifique³⁵⁰. » Pourtant il est évident que les Américains prennent le dessus lors de ces négociations.

Le chercheur Stephen Budiansky souligne bien le tournant que constitue cet accord, qui voit la puissance des Américains augmenter par rapport à leurs alliés. Il ajoute que c'est la première fois qu'ils arrivent à rompre le monopole des Britanniques sur Enigma³⁵¹. Ralph Erskine, dans un article consacré spécifiquement à l'accord, va encore plus loin, et montre à quel point cet accord fait date : il rappelle que c'est le premier accord qui « établit la relation spéciale en *sigint* entre les deux pays³⁵² ». Mais surtout il crée selon lui un précédent pour la relation des services de cryptanalyse des deux pays dans l'après-guerre, incarnée par l'accord UKUSA de 1946 « dans le sens où les États-Unis sont véritablement en position de domination dans cette alliance³⁵³ ». Les préoccupations de sécurité ont joué un rôle prépondérant dans les tractations menant à l'accord, tout comme dans le texte lui-même.

³⁴⁹ « Memorandum for Commander E.W. Travis. Subject: Collaboration of U.S. and British radio intelligence organizations on Japanese and German projects », par le capitaine C.F. Holden, Directeur des Communications Navales, 2 octobre 1942, NACP, Record Group 457, Box 1417.

³⁵⁰ « *While by this agreement we accepted in effect a subordinate position in the Atlantic Theatre, we exacted in return the dominating position in the Pacific* », lettre du 11 octobre 1943, NACP, Record Group 457, Box 705. « History of the Bombe Project », mémorandum pour le Directeur des Communications navales, par J.N. Wenger, H.T. Engstrom, et R.I. Meader, 24 avril 1944, NACP, Record Group 457, Box 705, p. 5.

³⁵¹ Budiansky, Stephen, « The Difficult Beginnings of US-British Codebreaking Cooperation », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n°2, 2000, p. 61.

³⁵² « *The first to establish the special Sigint relationship between the two countries* » Erskine, Ralph, « The Holden Agreement on Naval Sigint: The First BRUSA? », *Intelligence and National Security*, vol. 14, n° 2, 1999, p. 192.

³⁵³ « *It set the pattern for UKUSA, in that the United States was very much the senior partner in the alliance* », *ibid.*

Faisant abstraction des enjeux de pouvoir, pourtant bien réels, l'accord stipule « l'inquiétude principale des Britanniques en ce qui concerne l'entrée des États-Unis dans le domaine des codes allemands est la question de la sécurité³⁵⁴ ». Il est indiqué que les Britanniques estiment que, plus que pour les codes japonais, une révélation sur la cryptanalyse de la machine Enigma pourrait compromettre la lecture de tous les codes produits par celle-ci. Ils imposent donc que les Américains adoptent les standards de sécurité britanniques. Les Américains ne sont cependant pas en reste pour évoquer l'enjeu de sécurité à leur tour, et souhaitent que l'analyse des codes japonais soit traitée avec autant de précautions que les codes allemands. Ceci semble constituer une admission de la supériorité des Britanniques en termes de standards de sécurité. L'accord met en lumière les dangers que comportent le traitement de ces données et leur dissémination et réclame un consensus et une uniformité, dans la mesure du possible, sur les précautions de sécurité requises.

L'établissement d'une coopération entre les Britanniques et les Américains est dans un premier temps freiné par la « neutralité » de ces derniers. Les cryptanalystes de l'armée de terre américaine font des révélations aux Britanniques en 1940, mais ce n'est qu'au début de l'année 1941 – avant Pearl Harbor – que ces derniers commencent à partager leur savoir avec leurs collègues américains. L'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941 permet enfin d'envisager une collaboration poussée entre les deux pays. Les Américains ont à leur tour urgemment besoin de renseignements sur l'Axe, et ils se montrent plus prêts à s'associer aux Britanniques. Des inquiétudes concernant la sécurité des sources ralentissent pourtant la mise en place d'échanges conséquents – et servent fréquemment d'excuses dans les négociations entre les deux pays. Un premier accord d'envergure est conclu en octobre 1942 entre la marine de guerre américaine et la GC&CS : les Américains obtiennent des termes très favorables, mais les normes de sécurité qui s'appliquent pour ces échanges sont conformes aux standards britanniques, ce qui est une admission de l'expertise de la GC&CS dans ce domaine.

³⁵⁴ « *The primary concern of the British over U.S. entry into the German field is on the question of security* », « Memorandum for Commander E.W. Travis. Subject: Collaboration of U.S. and British radio intelligence organizations on Japanese and German projects », par le capitaine C.F. Holden, Directeur des Communications Navales, 2 octobre 1942, NACP, Record Group 457, Box 1417.

II.E. La coopération avec les Français, entre nécessité et menace

Nous avons évoqué la rencontre sans précédent qui a lieu à l'été 1939, à la veille de la guerre, entre les cryptanalystes britanniques et français. Ces derniers font un don inestimable à leurs homologues d'outre-Manche : une machine à chiffrer Enigma, utilisée par les Allemands pour coder leurs messages les plus secrets. Une telle coopération entre des ressortissants de pays différents est extrêmement rare, et révèle l'impératif pour les Français de s'assurer l'appui des Britanniques, et leur résolution de leur offrir toute l'aide possible malgré les risques encourus. Ils surmontent la suspicion qui règne traditionnellement entre les deux pays dont les relations ont souvent été tendues et empreintes de méfiance.

Réfléchir aux termes de la coopération du renseignement britannique avec les Français permet de s'interroger sur les protocoles de sécurité gouvernant ces échanges et sur les risques que les Britanniques étaient prêts à prendre, la menace qu'ils acceptaient de faire peser sur le secret et la pérennité de leurs sources afin d'obtenir les informations dont disposaient les Français. En effet, les Britanniques ont conscience de l'aide que peuvent leur fournir les services secrets français, basés sur un territoire stratégique de la guerre en Europe. Dans un premier temps leur proximité avec l'Allemagne constitue un atout de poids, malgré le risque intrinsèque que comporte ce voisinage. En mai 1940, les Français sont pris par surprise par l'attaque à travers les Ardennes et ploient sous l'assaut des troupes allemandes. L'opération Dynamo permet à presque 400 000 soldats alliés de se soustraire à la captivité en fuyant à Dunkerque. Pourtant cet épisode est perçu avec amertume par un grand nombre de Français, qui ont le sentiment d'être abandonnés par les Britanniques. Au fur et à mesure de la progression des troupes allemandes, le gouvernement français s'installe à Tours, puis à Bordeaux, pour être à l'abri du front. L'avancée allemande mène à l'occupation de Paris le 14 juin. Les Français implorent les Américains de les aider, mais ceux-ci ne veulent pas compromettre leur neutralité. Le président du Conseil, Paul Reynaud, démissionne le 16 juin, et est remplacé par le maréchal Pétain. Malgré l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle, peu entendu, l'armistice est signé le 22 juin – parmi ses conditions figure l'occupation de plus de la moitié de la France. Le gouvernement français s'installe alors à Vichy. L'essentiel des troupes est démobilisé et les institutions françaises sont appelées à coopérer avec les

Allemands – la collaboration se met graduellement en place au fur et à mesure de la guerre. De lourds frais d'occupation sont prélevés sur la population. Pierre Laval use de toute son ingéniosité pour amener la fin de la III^{ème} République en juillet. La nouvelle constitution octroie des pouvoirs presque totaux au maréchal Pétain. Une opposition commence cependant à s'organiser. Le 28 juin 1940, Londres a reconnu le général de Gaulle comme chef de tous les Français Libres, mais ses partisans demeurent peu nombreux. Ses relations avec les Britanniques sont houleuses pendant la guerre.

Des mouvements de résistance émergent graduellement au cours de l'été. Les Français réticents à abandonner le combat peuvent dès lors constituer un atout précieux pour les Britanniques en termes de renseignement. Les services de renseignement français qui ont coopéré avec les Alliés ont des allégeances diverses. Certains sont gaullistes, avec au premier plan le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) dirigé par André Dewavrin, sous le nom de guerre « colonel Passy », d'autres servent officiellement le régime de Vichy, en particulier sous les ordres de Louis Rivet. Or le chef du gouvernement français, Pierre Laval, déclare en juin 1942 souhaiter la victoire allemande. Il est donc surprenant que des agents des services de renseignement de l'État soient en étroite coopération avec les Britanniques, certes souvent à l'insu du gouvernement. Les différentes phases de l'occupation du pays ont affecté ces organisations de manières diverses. Dans ce contexte, la France a occupé une position ambivalente, en marge des Alliés. Potentielles mannes pour les Britanniques, ces institutions ou réseaux font l'objet d'une grande méfiance de leur part. Les Britanniques connaissent les circonstances extrêmement difficiles dans lesquelles les agents français opèrent, et le risque de capture et de révélations consécutives. Ils leur reprochent régulièrement leur manque de professionnalisme et le peu d'attention qu'ils portent à la discrétion et à la sécurité de leurs activités. Ils craignent que leur association pourtant nécessaire avec cet allié d'outre-Manche ne menace leurs propres opérations et pèse sur l'issue de la guerre en leur défaveur. La Résistance française, qu'elle soit à Londres ou en métropole, souhaite participer à la victoire, mais également regagner une légitimité dans les négociations quant au statut du pays à l'issue du conflit. Les agents se livrent à des activités illégales aux yeux du régime de Vichy, évidentes transgressions, afin de restaurer la liberté et la souveraineté de la France dans la perspective de l'après-guerre. Réfléchir sur les termes de l'association britannique avec ces agences, qui constitue une coopération exceptionnelle, offre un éclairage nouveau sur la place des relations internationales dans la lutte des Français lors de ce conflit mondial et le combat des deux pays pour la libération de l'Europe.

Les différentes phases de la guerre en France correspondent directement aux différentes étapes de la coopération entre les deux pays. La chronologie du renseignement et celle de la guerre sont rarement aussi symétriques. Pendant les mois menant à la chute de la France, des échanges d'envergure ont lieu entre les deux pays, malgré l'inquiétude croissante des Britanniques, dont les progrès dans la solution des codes allemands pourraient être anéantis si leurs alliés français et leur matériel tombaient aux mains de l'ennemi. Après l'armistice de juin 1940 et l'occupation d'une moitié de la France, les relations entre les deux pays deviennent beaucoup plus complexes. Une troisième phase débute en novembre 1942, avec l'occupation du reste de la France.

Les contacts franco-britanniques jusqu'en juin 1940

La coopération entre les agences de renseignement britanniques et françaises prend des formes multiples, qu'il s'agisse des réseaux d'informateurs sur le territoire français dont les révélations sont communiquées aux Britanniques, ou de l'association de leurs services de cryptanalyse. Dans ce dernier champ, la collaboration est très rapidement extrêmement poussée. Pour preuve, en janvier 1940, lorsque la GC&CS parvient à déchiffrer les premiers messages codés sur Enigma, les responsables britanniques admettent qu'ils doivent partiellement ce succès aux cryptanalystes polonais que les Français ont aidés à fuir. Ce succès ne suffit pas à lire les messages codés de façon permanente, il faut très régulièrement (souvent une fois par jour) découvrir une « clé » permettant de les décoder. Suite à ce tour de force de janvier 1940, les Britanniques, lorsqu'ils parviennent à découvrir cette clé, la communiquaient aux Français et à leurs collègues polonais qui se sont réfugiés auprès de Gustave Bertrand, le directeur du service français de cryptanalyse. De même les messages déchiffrés de l'armée de terre et de l'armée de l'air allemandes sont transmis aux Français³⁵⁵. Cette étape inaugure des échanges poussés entre les deux pays. En mars 1940, les moyens de partager ces données deviennent plus systématiques et formalisés, en particulier avec l'établissement d'un service de messagers entre les deux pays³⁵⁶. Le même mois un accord d'envergure est conclu sur les messages météorologiques de l'Axe³⁵⁷. En avril, une étape supplémentaire est franchie lorsque des cryptanalystes français spécialistes des codes de la

³⁵⁵ Grey, Nigel de, *Allied Sigint Policy and Organisation*, histoire interne non publiée, chapitre X, partie 1 « French Liaison », p. 5, TNA HW 43/78.

³⁵⁶ Thomas, Martin, « Signals Intelligence and Vichy France, 1940–44: Intelligence in Defeat », *Intelligence and National Security*, vol. 14, n° 1, 1999, p. 179.

³⁵⁷ Notes manuscrites intitulées « French Liaison. Field Level », p. 3, TNA HW 50/10.

marine sont envoyés à *Bletchley Park*³⁵⁸. En effet, un tel séjour implique qu'ils seront informés de manière importante sur les méthodes britanniques de cryptanalyse et les succès des agences britanniques. Cependant l'en-tête du document relatant cette visite précise que les échanges envisagés dans le dossier concernent les codes de degré faible et moyen, ce qui laisse penser que ces révélations restent limitées. Pourtant il n'est pas sûr que ce soit le cas, car la liste des sujets concernant ces agents français inclut les codes allemands navals, ce qui comprend peut-être l'Enigma navale.

Le moment charnière de juin 1940

En mai 1940 un nouveau tournant s'amorce, avec la reprise de la guerre éclair, le *blitzkrieg*, mais cette fois en direction des Pays-Bas, de la Belgique et de la France. Les troupes allemandes déferlent sur les trois pays qui ne parviennent pas à endiguer ce flot ennemi. Le maréchal Pétain signe l'armistice le 22 juin. Dans ce contexte, l'appel du général de Gaulle le 18 juin symbolise les fractures profondes qui divisent la France, avec de multiples nuances entre renoncement et poursuite du combat.

Cette débâcle française soulève plusieurs problèmes pour les Britanniques en termes de sécurité des sources. En particulier, ils font preuve de méfiance envers les Français. Un projet d'union franco-britannique a bien été envisagé, mais sans beaucoup de conviction. Les Britanniques ont le sentiment que les Français les ont abandonnés en signant l'armistice, alors qu'ils avaient promis de ne pas conclure de paix séparée. La France Libre n'en est qu'à ses prémices, et les Britanniques ne lui accordent pas beaucoup de crédit. La débâcle française suscite le désarroi de la GC&CS, dont les dirigeants craignent que les cryptanalystes français et polonais avec lesquels ils ont travaillé ne soient appréhendés, ou que leur matériel soit saisi, ce qui aurait compromis le secret et donc le succès de leurs efforts cryptanalytiques conjoints, en particulier sur les codes des machines Enigma.

La section de cryptanalyse française, désignée « PC Bruno », était sous l'autorité du Cinquième Bureau de l'état-major français, et basée au château de Vignolles à trente kilomètres de Paris. L'étendue exacte du territoire qu'allaient occuper les Allemands était une grande inconnue. Ils décident donc de fuir. Ils ont parmi eux un agent de liaison britannique,

³⁵⁸ Rapport intitulé « Dissemination of Medium and Low-Grade (CIRO PEARL, PEARL, and THUMB) to Foreign Nations (excluding the Commonwealth and the U.S.A. in the Second World War », non daté, p. 2, TNA HW 50/7.

le capitaine Mac Farlane³⁵⁹, que le commandant Gustave Bertrand, à la tête de l'unité de cryptanalyse française, dépose à Cazaux afin qu'il puisse prendre un avion pour le Royaume-Uni. Bertrand a incinéré une part importante des documents compromettants³⁶⁰. Son unité se rassemble dans un premier temps au séminaire de Bon-Encontre, près d'Agen³⁶¹, alors que les Polonais sont envoyés en Algérie³⁶². Le 23 juin, les Britanniques, en la personne d'« Alastair » Denniston, qui dirige la GC&CS, invitent Bertrand, ses équipes et les Polonais réfugiés en France à venir en Angleterre. Bertrand répond que les Polonais ont déjà été évacués pour Alger (ils partent le 24³⁶³) avant réception du télégramme de Denniston, et que les officiers n'ont pas le droit de faire ce déplacement. Deux jours plus tard, Bertrand envoie un autre message à Denniston lui indiquant qu'il a dû cesser ses activités mais que dès que possible il les reprendra. Surtout il ajoute « Vous pouvez compter sur moi pour préserver la sécurité de votre travail³⁶⁴. » Bertrand brûle de nombreuses archives de son service lorsqu'elles sont potentiellement compromettantes pour la GC&CS notamment, et en dissimule d'autres, si bien qu'il affirme que rien n'a été saisi pas les Allemands³⁶⁵.

Les Français présents à Bletchley depuis avril 1940 pour améliorer la liaison entre les deux pays reçoivent l'ordre de rentrer en France. Certains refusent, mais ils redoutent d'être accusés de désertion, de perdre leur salaire et d'être déchus de leur nationalité française par le nouveau régime de Vichy, ce qui est le cas. Ils estiment mieux servir leur patrie en refusant d'obéir aux autorités de Vichy, et en s'associant au Royaume-Uni dans le combat contre l'Allemagne. Les Britanniques payent leurs salaires, et le commandant Dunderdale, le dernier chef de poste du SIS en France, trouve une solution aux deux autres problèmes en faisant croire au gouvernement de Vichy que les lieutenants Vey et Miranbel de la marine française ont refusé de travailler pour les Britanniques et ont été emprisonnés. Leur nationalité française est rétablie³⁶⁶.

³⁵⁹ Rivet, Louis, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, Paris, Nouveau monde éd, 2010, introduction d'un chapitre par Olivier Forcade, p. 300.

³⁶⁰ Bertrand, Gustave, *Enigma*, op. cit., p 101-102.

³⁶¹ Rivet, Louis, *Carnets du chef des services secrets*, op. cit., 19 juin 1940 (La date est vraisemblablement erronée, et postérieure, du 23 juin), p. 402.

³⁶² *Ibid.*, p. 405.

³⁶³ Bertrand, Gustave, *Enigma*, op. cit., p 101-102.

³⁶⁴ « *You can rely on me to safeguard security of your work* », notes manuscrites intitulées « French Liaison. Poles & E Keys for Bertie », sans date ni auteur, TNA HW 50/10.

³⁶⁵ Bertrand, Gustave, *Enigma*, op. cit., p. 99-103.

³⁶⁶ Pidgeon, Geoffrey, *SCU Newsletter*, n°1-15, 21 janvier 2015, p. 3.

Reprise de la coopération dans un contexte tendu

Le Cinquième Bureau est dissous au mois de juillet par le régime de Vichy³⁶⁷. Malgré ces bouleversements, l'activité de cryptanalyse française reprend assez rapidement, en prétendant servir les autorités, mais en coopérant en réalité avec les Britanniques dans la collecte de renseignements sur l'Allemagne. Certaines stations d'interceptions françaises ont survécu à l'armistice, et elles revêtent une importance capitale pour le renseignement britannique, car leur position continentale leur permet d'intercepter des communications radio inaccessibles depuis le Royaume-Uni.

L'équipe polonaise et espagnole – des Républicains qui avaient rejoint le service de Bertrand – reprend ses activités en octobre 1940³⁶⁸. L'unité de Bertrand s'appelle désormais la Section MA-II et est hébergée dans un nouveau centre désigné « Cadix », au Château des Fouzes, au nord de Nîmes³⁶⁹, avec l'aval d'un des plus hauts officiers de Vichy, le général Weygand³⁷⁰. Une grande partie du personnel français de Bertrand a été démobilisée après l'armistice, et ne souhaite pas prendre de risques en retournant à son service. Cependant après de longues tractations, Bertrand réussit à convaincre les Polonais (l'équipe Z) qu'ils contribueront davantage à la lutte alliée depuis la France que depuis l'Angleterre, où se trouve leur gouvernement en exil. L'unité de Bertrand opère de façon partiellement clandestine, mais elle bénéficie de la bienveillance des autorités de Vichy locales qui ferment les yeux sur ses activités³⁷¹. Bertrand adopte le pseudonyme de M. Barsac. La position de cette agence est ambiguë, car Bertrand dut prêter serment au maréchal, en septembre 1941³⁷². En prétendant se soumettre à l'autorité de Vichy, il peut bénéficier d'une plus grande liberté pour chercher à affaiblir l'Allemagne en s'attaquant à ses codes.

La reprise des échanges de Bertrand avec les Britanniques, une fois son unité reconstituée, est à l'origine d'une grande incertitude chez les Britanniques. L'aide française constitue un atout dont les Britanniques ne peuvent pas se permettre de se passer, mais une interpellation par les autorités de Vichy pourrait mettre un terme définitif aux activités de Bertrand et révéler l'étendue des succès cryptanalytiques britanniques à Vichy et ensuite à l'Allemagne. Rappelons, à titre d'exemple, que l'ajout d'une seule roue supplémentaire au mécanisme d'Enigma peut la rendre illisible pour une durée indéterminée.

³⁶⁷ Bertrand, Gustave, *Enigma*, *op. cit.*, p 101-102.

³⁶⁸ *Ibid.*, p 107.

³⁶⁹ Thomas, Martin, « Signals Intelligence and Vichy France, 1940–44 », *op. cit.*, p. 180 et p. 184.

³⁷⁰ Bertrand, Gustave, *Enigma*, *op. cit.*, p. 107.

³⁷¹ Thomas, Martin, « Signals Intelligence and Vichy France, 1940–44 », *op. cit.*, p. 179.

³⁷² Bertrand, Gustave, *Enigma*, *op. cit.*, p. 101-113.

Deux événements indépendants de ces questions de renseignement portent cependant sévèrement préjudice à la reprise d'une coopération. L'épisode de Mers el-Kébir nuit gravement aux relations entre la France et le Royaume-Uni. À la signature de l'armistice, l'Allemagne avait accepté de ne pas tirer profit de la flotte française, à condition que celle-ci soit démobilisée et désarmée. Darlan, ministre de la Marine française, avait promis aux Britanniques qu'il ne laisserait pas la flotte tomber aux mains des Allemands. Le 24 juin, il donne l'ordre de saborder la marine si jamais cette position est menacée. Les Britanniques craignent que les Allemands ne reviennent sur ces termes et ne s'emparent des navires français. Le 3 juillet ils lancent une opération dite « Catapult ». Ils veulent empêcher une telle saisie par les Allemands. À Mers El-Kébir, près d'Oran, la situation dégénère. L'ultimatum donné aux Français est le suivant : ils peuvent rejoindre les Britanniques, se laisser conduire aux Antilles pour être désarmés, ou se saborder. La France refuse ces conditions, et les Britanniques ouvrent le feu, ce qui cause 1300 morts³⁷³. Deux mois plus tard, un autre incident menace gravement les relations franco-britanniques, lors de l'assaut contre Dakar. Espérant obtenir l'appui de l'Afrique-Occidentale française, quelques unités françaises dirigées par de Gaulle, accompagnées d'une puissante force britannique, ne parviennent à un accord pacifique et essuient une déconvenue militaire. Cette « opération Menace » des 23-25 septembre 1940, infructueuse, aurait dû son échec, au moins de façon partielle, à l'indiscrétion de de Gaulle. Ces accusations contre de Gaulle nuisent à la coopération entre le Royaume-Uni et la France Libre. Plusieurs auteurs nient ces allégations³⁷⁴. Quoi qu'il en soit, la méfiance des Britanniques envers lui s'accroît. Au milieu de l'année 1942, de Gaulle n'est pas informé de l'attaque contre l'île alors française de Madagascar, dirigée par un gouverneur soutenant Vichy. Il n'est pas dans le secret de la date du débarquement en Afrique du Nord, et il apprend la date du débarquement en Normandie de façon très tardive³⁷⁵. Pourtant ces trois événements impliquent directement des territoires français.

Le débat fait rage au Royaume-Uni sur le bien-fondé de la reprise des échanges avec Bertrand dans ce nouveau contexte. En septembre, Dunderdale, chargé de la liaison avec la France, rencontre un émissaire de ce pays à Lisbonne pour lui donner un émetteur radio, et

³⁷³ Un grand nombre de livres sont consacrés à la question. Je m'appuie en particulier sur trois d'entre eux : Coutau-Bégarie, Hervé, Huan, Claude, *Mers el-Kébir 1940 : la rupture franco-britannique*, Paris, Economica, 1994. Beltjens, François, *Mers el Kébir 3 juillet 1940 : Exécution, ou bataille perdue*, Paris, Godefroy de Bouillon, 2000. Brown, David, *The Road to Oran: Anglo-French Naval Relations, September 1939-July 1940*, Londres, Cass, 2004.

³⁷⁴ Robertson, Charles L., *When Roosevelt Planned to Govern France*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2011, p 39-42. Il cite notamment Don Cook, un des biographes de de Gaulle, et l'amiral Gabriel Auphan.

³⁷⁵ *Ibid.*, p 39-42.

définit sa vision de la « réciprocité » de cet échange, qui consiste à « exploiter toute opportunité d'obtenir des informations » tout en ne donnant aux Français que « des choses inoffensives³⁷⁶ ». Une lettre pour Dunderdale souligne le problème : cette coopération s'avère indispensable mais elle pourrait complètement compromettre la cryptanalyse britannique. La lettre souligne cependant que le secret a été pour l'instant préservé, car les Britanniques continuent avec succès leurs découvertes, ce qui n'aurait pas été le cas sinon³⁷⁷.

Trois jours plus tard, une autre lettre détaille ces enjeux. Le document commence par un rappel que les Britanniques sont parfaitement conscients de l'importance de préserver le secret du succès de la cryptanalyse. Pour autant, ils reconnaissent le rôle primordial que les Français ont joué dans cette réussite en les mettant en contact avec les Polonais, ce qui a permis les premiers succès contre Enigma. De plus, l'auteur rend hommage à la discrétion des Français et des Polonais qui, après l'armistice, n'ont rien révélé sur les succès cryptanalytiques. Ceci est avéré par la pérennité des succès britanniques, ce qui n'aurait pas été le cas s'il y avait eu une fuite. Cependant, avant d'envisager une reprise de la coopération, les Britanniques souhaitent savoir quelle est l'allégeance exacte de leurs homologues français, et si ceux-ci sont susceptibles de se rallier aux Allemands. Ils soulignent que ce travail est vital pour les Britanniques, tandis qu'il n'y a aucun enjeu pour les Français, qui seraient donc moins conscients des risques qui pèsent sur cette source, ce qui ne fait pas justice à la complexité de la position française. L'auteur ajoute également qu'il faut ménager ces interlocuteurs, faute de quoi ils pourraient révéler aux Allemands l'étendue de leurs connaissances. En particulier les Britanniques promettent d'aider les Français quand leur position sera clarifiée et qu'ils auront besoin de cet appui³⁷⁸.

C'est seulement en décembre 1940 que les termes exacts d'une reprise des échanges font l'objet de discussions. Les Britanniques sont informés que les Français opèrent dans un lieu qui garantit leur sécurité, mais ils souhaitent savoir quelles seront les personnes qui bénéficieront des informations britanniques avant de les envoyer. Ils soulignent que ceux-ci sont en nombre très limité au Royaume-Uni, et exigent des mesures analogues en France³⁷⁹. En mars 1941, en prévision d'une entrevue entre Dunderdale et Bertrand à Lisbonne, les

³⁷⁶ « *Exploiting every opportunity of obtaining information* » et « *harmless stuff* », Jeffery, Keith, *MI6, op. cit.*, p. 393.

³⁷⁷ Lettre dont l'auteur est vraisemblablement Alastair Denniston, pour Dunderdale, 12 novembre 1940, TNA HW 14/8.

³⁷⁸ Lettre portant l'en-tête manuscrit « French Liaison », sans indication sur l'auteur et le destinataire, 15 novembre 1940, TNA HW 14/8.

³⁷⁹ Lettre pour le Directeur, portant l'en-tête « Resumption of liaison with the French », 24 décembre 1940, TNA HW 14/9.

Britanniques cherchent toujours à être rassurés sur ces mêmes points. Ils souhaitent toujours vérifier que les Français travaillent en sécurité, et les raisons pour lesquelles ils veulent coopérer avec les Britanniques. Ils proposent des codes pour crypter leurs communications, et expliquent qu'ils ne fourniront aux Français que les données pertinentes pour ces derniers³⁸⁰. En juin 1941, les Français écrivent aux Britanniques pour s'enquérir de ce qu'ils voient comme un manque de coopération des Britanniques, qui ne leur envoient pas toutes les clés souhaitées. Ils se demandent si ceci est vraiment dû à des difficultés cryptanalytiques et non à l'inquiétude des Britanniques quant aux conditions de sécurité françaises. Les Français soulignent que toutes les conditions de sécurité sont remplies, et qu'ils sont à l'abri de l'inquisition de la *Gestapo*³⁸¹. Les Britanniques décident de répondre qu'ils ne disposent pas des clés que les Français souhaitent obtenir, ce qui est faux. Ils fournissent des excuses expliquant leur supposé échec afin de convaincre les Français qu'ils ne sont pas de mauvaise volonté et cherchent à collaborer³⁸². Il faut garder à l'esprit que les Britanniques craignent que leurs réticences à coopérer avec les Français ne poussent ces derniers à se tourner vers les Allemands. Les Britanniques cherchent donc à tout prix à les convaincre de leur bonne volonté. Les Français poursuivent cette association, comme en témoignent des messages très détaillés émanant des Polonais travaillant en France en septembre 1941³⁸³.

Le 24 octobre 1941 Bertrand écrit aux Britanniques pour les prévenir qu'il a reçu l'ordre formel de cesser toute relation avec eux, selon toute vraisemblance de la part de Vichy. Il met un terme à l'usage qu'il faisait des valises diplomatiques dans le cadre de ces échanges, car il craint qu'elles ne soient ouvertes, et il souhaite poursuivre les échanges mais dans la plus grande discrétion³⁸⁴. Les menaces pesant sur les cryptanalystes polonais incitent les Britanniques à la plus grande prudence, ce qui exacerbe l'irritation des Français qui les accusent de ne pas coopérer. En mars 1942, le ton de Bertrand devient grave. Il affirme ne pas être convaincu par les déclarations des Britanniques qui prétendent ne pas détenir les clés demandées, et dit que ceux-ci vont perdre des alliés précieux s'ils continuent en ce sens³⁸⁵. En avril 1942, une note pour « C » indique que les Britanniques fournissent des données Enigma « mineures » aux Français³⁸⁶.

³⁸⁰ Lettre pour le Directeur, 5 mars 1941, TNA HW 14/13.

³⁸¹ Télégramme 22 du 12 juin 1941 selon toute vraisemblance, TNA HW 14/16.

³⁸² *Ibid.*

³⁸³ Message pour le lieutenant colonel Tiltman, 25 septembre 1941, TNA HW 65/7.

³⁸⁴ Télégramme de Bertrand pour les Britanniques du 24 octobre 1941, TNA HW 65/7.

³⁸⁵ Télégramme 98 de Bertrand pour les Britanniques du 16 mars 1942, TNA HW 65/7.

³⁸⁶ Note pour « CSS » du 9 avril 1942, TNA HW 65/7.

Pendant toute cette période, les tensions entre les services de renseignement de Vichy qui travaillent de façon partiellement clandestine et les autorités officielles de Vichy sont vives. Le statut des agences servant officiellement Vichy est très ambigu : en effet, elles sont souvent chargées de contrôler les mouvements subversifs en France, et ne sont pas autorisées à enquêter sur l'Allemagne. Dans les faits, de nombreuses organisations, en particulier celles de Rivet, utilisent cette légitimité officielle pour faire précisément l'inverse. Par ailleurs, le général Huntziger, le nouveau ministre de la Guerre français, s'entretient le 23 septembre 1940 avec Rivet, auquel il interdit expressément tout contact avec le SIS. Il ajoute que ceci a pour fin d'éviter des « représailles » contre les Français. Rivet résume les instructions de la façon suivante : « Ne rien fournir aux Anglais³⁸⁷. » L'entrée du 11 octobre du journal de Rivet indique un revirement : « Reprise des relations avec Intelligence Service autorisée sous certaines conditions (viser à recueillir renseignements sur Angleterre)³⁸⁸. » Sous couvert de se livrer à ces activités la collaboration entre les deux pays se poursuit donc. La position de ces agences était très ambiguë. Les proches de Rivet déclarent qu'il a refusé de prêter serment à Pétain mais il n'y a pas de preuve de cela³⁸⁹.

Conséquences de l'occupation de la zone libre

En octobre 1942, le contexte français devient très tendu, et Bertrand cache Enigma pour qu'elle ne soit pas saisie par les Allemands³⁹⁰. Anticipant l'évolution des événements, Bertrand commence en octobre 1942 à déplacer des archives en prévision de *Torch*. Il déclare avoir fait transférer beaucoup de fonds polonais rapatriés en France en 1939 à destination de Londres par Lisbonne³⁹¹. Le 8 novembre, Bertrand apprend le débarquement allié en Afrique du Nord ; le lendemain au matin, tout Cadix est évacué et les documents dissimulés (certains emmurés dans les parois du château³⁹²), détruits ou déplacés. Trois jours plus tard, le site est occupé par les Allemands³⁹³. Malheureusement l'évacuation du personnel n'est pas couronnée du même succès qu'en juin 1940. Certains des Polonais sont saisis par les Allemands en février et mars 1943. En particulier, les Allemands cherchent Antoni Palluth, un des plus grands cryptanalystes polonais, mais ils ne se rendent jamais compte qu'il est sous leur

³⁸⁷ Rivet, Louis, *Carnets du chef des services secrets*, op. cit., 23 septembre 1940, p. 438.

³⁸⁸ *Ibid.*, 11 octobre 1940, p. 440.

³⁸⁹ *Ibid.*, introduction de chapitre par Sébastien Laurent, p. 422.

³⁹⁰ Télégramme de Bertrand, 29 octobre 1942, TNA HW 65/7.

³⁹¹ Thomas, Martin, « Signals Intelligence and Vichy France, 1940–44 », op. cit., p. 178.

³⁹² Rivet, Louis, *Carnets du chef des services secrets*, op. cit., note de bas de page par Sébastien Laurent, p. 540.

³⁹³ Bertrand, Gustave, *Enigma*, op. cit., p. 139-140.

contrôle, sous le matricule de prisonnier numéro 64661 au camp de concentration de Sachsenhausen-Oranienburg, près de Berlin. Un de ses collègues, le lieutenant-colonel Gwido Langer est captif des Allemands. Ceux-ci se sont rendus compte de son lien avec les opérations cryptanalytiques polonaises, mais il use de toutes ses ressources pour ne rien révéler du succès allié, tout en veillant à ne pas contredire un collègue également captif, le major Ciężki. Ensemble ils parviennent vraisemblablement à leur faire croire que les changements sur Enigma effectués avant la guerre avaient rendu sa lecture impossible³⁹⁴. Ces événements mettent un terme à l'activité cryptanalytique en France jusqu'à la libération en 1944³⁹⁵. Bertrand rejoint la résistance, ce qui suscite l'anxiété des Britanniques qui craignent sa capture. Un autre élément aurait pu compromettre la cryptanalyse britannique. En mars 1943 un homme qui se fait appeler « Rodolphe Lemoine » révèle aux Allemands qu'un certain Hans Thilo Schmidt a fourni aux cryptanalystes des informations précieuses sur Enigma avant la guerre. Schmidt est arrêté, et, plus tard, se suicide. Pourtant, les Allemands ne remettent jamais en question l'intégrité de leur machine³⁹⁶.

Autres formes de coopération

Cette coopération des services de renseignement des deux pays ne se limite pas à la cryptanalyse. À l'été 1940, le général de Gaulle demande au capitaine Dewavrin de fonder un « Deuxième Bureau » pour la France Libre. Le capitaine n'a aucune expérience du renseignement, et de Gaulle ne lui donne aucune ressource spécifique pour mener à bien cette tâche. Dewavrin relate leur entrevue : « Ayant, de mon côté, vu de Gaulle, et l'ayant prié de me procurer des moyens de transmission et des fonds, je n'obtins pour toute réponse que “ Je n'en ai pas. Débrouillez-vous ! ”³⁹⁷. » Dès lors, Dewavrin décide de se mettre en relation avec le SIS britannique afin d'obtenir l'appui matériel indispensable à ses activités. Dans ses mémoires, il fait référence à l'association de l'« aveugle » britannique et du « paralytique » français. Les Britanniques sont « aveugles » parce qu'ils ont quitté le pays en précipitation et ne disposent plus d'informations sur la France, dans un contexte très tendu où ils redoutent l'invasion de leur propre pays. Churchill se plaint « de ne rien savoir des intentions de

³⁹⁴ Sebag-Montefiore, Hugh, *Enigma: The Battle for the Code*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2000, p. 243-274. Ces éléments sont tous mentionnés dans mon mémoire de Master 2.

³⁹⁵ Thomas, Martin, « Signals Intelligence and Vichy France, 1940-44 », *op. cit.*, p. 194.

³⁹⁶ Sebag-Montefiore, Hugh, *Enigma, op. cit.*, p. 244-248 et p. 302.

³⁹⁷ Colonel Passy, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Paris, O. Jacob, 2000, p. 77.

l'ennemi et de ce qu'il prépare le long des côtes de France³⁹⁸ ». Les Français sont « paralytiques » dans le sens où ils ont besoin d'un appui matériel et financier qu'ils ne peuvent se procurer sans les Britanniques. Pour des raisons de sécurité, mais également afin de ménager les susceptibilités de la France Libre et des services de Vichy coopérant avec les Britanniques, la responsabilité chez les Britanniques de la liaison avec la France Libre est confiée au commandant Kenneth Cohen, « Crane », tandis que la liaison avec les autorités de Vichy est du ressort du commandant Dunderdale, déjà mentionné pour sa liaison avec Bertrand Dewavrin, alias « Passy », déclare avoir imposé son propre modèle pour la collecte du renseignement sur le sol français, le principe du « réseau de renseignement », qui consiste à s'appuyer sur tous les informateurs possibles, des habitants locaux, dans le cadre de réseaux très larges, ce qui contraste avec la conviction britannique qu'il est préférable de sélectionner et former rigoureusement un nombre beaucoup plus limité d'agents. Ce protocole britannique requiert un temps plus long, dont les Français ne disposent pas. L'historien Sébastien Albertelli rappelle cependant qu'il ne s'agit pas tant d'une innovation, comme le prétend Passy, que de la systématisation d'un principe déjà appliqué pendant la Première Guerre mondiale. L'accord conclu est simple : le SIS fournit aux Français les moyens pour faire parvenir les agents en France, et reçoit en échange toutes les informations ainsi récoltées. Par ailleurs, les agents sont formés par le Britannique, et cette formation inclut aussi bien le parachutisme que l'utilisation des moyens de transmission et de codes³⁹⁹. Cet accent mis sur la formation constitue un pan essentiel des mesures de protection des sources britanniques. Il semble donc que les principes français et britanniques coexistent.

Les relations entre le SOE et le renseignement de la France Libre sont plus tumultueuses, car le SOE n'accepte aucun compromis quant à la sécurité, ce qui est exacerbé par le contexte de l'après Dakar. Le directeur général du SOE, Sir Frank Nelson, étudie la question de la collaboration avec les Français à partir d'octobre 1940, avec de forts préjugés à leur encontre. Un mémorandum de sa main déclare n'avoir pas « d'objection contre une collaboration étroite en apparence avec le renseignement de de Gaulle⁴⁰⁰ », mais il ne « souhaite pas que les méthodes très confidentielles que j'espère [Nelson] que nous adapterons peut-être pour nos réseaux en France dans le futur proche ne soient communiquées

³⁹⁸ Albertelli, Sébastien, « Le BCRA, service de renseignement de la France libre », *Revue historique des armées*, n° 247, p. 52-59, 2008.

³⁹⁹ *Ibid.*, p. 52-59.

⁴⁰⁰ « *Close cooperation on the surface with De Gaulle Intelligence* », De La Marck, David De Young, « De Gaulle, Colonel Passy and British Intelligence, 1940-42 », *Intelligence and National Security*, vol. 18, n° 1, 2003, p. 25

sous quelque forme au personnel de de Gaulle ». Il considère qu'une « fuite » serait alors inévitable. Il va plus loin dans un mémorandum du 25 décembre 1940, déclarant qu'« une des caractéristiques raciales du Service Secret français est une sorte d'indiscrétion qui m'horrifie complètement⁴⁰¹ ». Ceci le pousse à créer deux réseaux parfaitement indépendants, dont un regroupant les unités de la France Libre, l'autre n'ayant aucun lien avec celle-ci. Le principe déjà mentionné du cloisonnement, cardinal pour la protection des sources, prévaut encore.

La collaboration est rendue encore plus compliquée par l'intervention de de Gaulle qui, à partir du mois d'octobre 1941, se préoccupe de renseignement et entre en confrontation avec les services britanniques. L'adjoint de Passy, André Manuel, reconnaît après la guerre que le renseignement de la France Libre manquait d'expérience « Certains ont dit que nous n'étions que des amateurs. C'est parfaitement vrai. Mais nous ne pouvions pas attendre les spécialistes, qui sont seulement arrivés à la fin de l'année 1942, après les débarquements alliés en Afrique du Nord⁴⁰². » Cette situation illustre les difficultés que devait surmonter le renseignement de la France Libre, à la fois indispensable et inadéquat, et les craintes pour la sécurité que la coopération avec eux générait chez les Britanniques. Une très légère coopération se poursuit après novembre 1942 depuis l'Algérie, qui se concentre sur l'interception des messages et le déchiffrement des codes les plus simples⁴⁰³.

La coopération entre les Britanniques et les Français incarne une des problématiques centrales pour les agences de renseignement britanniques : comment garantir la protection des sources tout en collectant le plus d'informations possibles ? Les échanges entre les deux pays sont extrêmement poussés jusqu'en juin 1940, et l'occupation de la France par l'Allemagne à cette époque ne menace pas, contre toute attente, les secrets de cette entente. Cependant ce mois constitue un véritable tournant et la fin de l'association d'égal à égal entre les deux pays. Une coopération se poursuit entre les cryptanalystes britanniques et ceux du régime de Vichy. Elle est extraordinaire, étant donnée la situation de la France. Le Royaume-Uni travaille en étroite collaboration avec des militaires d'un pays qui est pour une large part sous la coupe ennemie et qui collabore avec lui. Cette association est possible grâce à la position ambiguë

⁴⁰¹ « *One of the racial characteristics of the French Secret Service is a type of indiscretion which is completely horrifying to me* », *ibid.*

⁴⁰² « *It has been said that we were only amateurs. This is perfectly true. But we could not wait for the specialists, who arrived only at the end of 1942, after the Allied landings in North Africa* », Laurent, Sébastien, « *The Free French Secret Services: Intelligence and the Politics of Republican Legitimacy* », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n°4, p. 19-41, 2000, p. 23.

⁴⁰³ Lettre par un membre de la Section de la R.A.F. de GC&CS, pour A.D. (S), 23 octobre 1943, TNA HW 65/7.

des services de renseignement français, qui utilisent leur fonction officielle pour se retourner secrètement contre l'Allemagne. Ces Français cherchent à déchiffrer les codes allemands et défient clairement les conditions d'armistice. Un coup fatal est porté à ces échanges en novembre 1942. Après cette date, seuls les réseaux de renseignement humains subsistent de cette alliance. Les Britanniques et les Américains sont devenus très méfiants quant au risque que les Français représentent pour la sécurité des sources. Au début de l'année 1943, lors de la campagne d'Afrique du Nord, l'amiral américain King propose que les navires français importants aient à leur bord un officier britannique ou américain servant de liaison pour s'assurer que les ordres basés sur des informations issues de sources très secrètes ne soient pas compromis par ceux qu'il désigne comme « à l'origine de fuites ». Cette suggestion n'est pas acceptable pour les Français et est modifiée. Les Français ne reçoivent ainsi pas *Ultra* lors de cette campagne⁴⁰⁴. Malgré les échanges initiaux très poussés entre les deux pays, leur reprise n'est plus possible.

⁴⁰⁴ King emploie le terme « *leaky* », Smith, Bradley F., *The Ultra Magic Deals and the Most Special Relationship*, op. cit., p. 132-133.

II.F. Vers un échange de renseignements avec les Soviétiques après l'opération Barbarossa?

En juin 1941, lors de l'opération Barbarossa, l'Allemagne se retourne contre son alliée d'un temps, l'Union Soviétique. Cette attaque qui surprend les Russes met un terme à une association qui durait depuis le Pacte de non-agression d'août 1939. Ce retournement de situation, en grande partie responsable de la défaite nazie en 1945, était pourtant au cœur du projet d'Hitler ; celui-ci souhaitait l'anéantissement du bolchévisme et l'extension de l'« espace vital » nazi en direction de l'est. L'échiquier européen s'en trouve profondément bouleversé. Afin d'espérer vaincre le nazisme, les Britanniques et les Soviétiques se voient contraints de s'associer. Il est indispensable d'apporter à l'ennemi d'autrefois toute l'aide possible afin de vaincre l'Allemagne. Car en 1941, l'issue du conflit demeure une grande inconnue.

Cette alliance débute sous de mauvais auspices. Un sentiment anticomuniste et antisoviétique très fort s'observe dans le gouvernement britannique et particulièrement au *Foreign Office*. Les tensions entre les deux pays sont profondes et anciennes. Ainsi, l'Union Soviétique demeure la première cible du renseignement britannique dans la première moitié des années 1930, reléguant les opérations contre l'Allemagne au second plan. La défiance envers l'URSS s'est muée en hostilité ouverte à la signature du Pacte de non-agression avec l'Allemagne en août 1939.

En 1941, les Britanniques manquent cruellement de ressources militaires et de moyens financiers. Le renseignement est une des rares formes de soutien qu'ils peuvent apporter aux Soviétiques, et non des moindres⁴⁰⁵. On pourrait croire que cette ressource non matérielle est parfaitement adaptée dans la perspective d'une coopération dont on peut imaginer qu'elle sera courte - contrairement à des armes par exemple, qui peuvent se retourner contre leur fournisseur. Pourtant fournir des informations aux Soviétiques peut compromettre des sources précieuses. Les plus hautes autorités britanniques s'interrogent sur la démarche à adopter. Les Soviétiques ont besoin de données pour savoir comment combattre les Allemands, mais faut-il pour autant mettre en danger ces sources ? Le débat est à son paroxysme en ce qui concerne *Ultra*, la source la plus précieuse des Britanniques. Les Soviétiques sont eux aussi très

⁴⁰⁵ Jeffery, Keith, *MI6, op. cit.*, p. 562-563.

prudents, sur la réserve. Staline se méfie beaucoup des Britanniques. À l'automne 1942, Staline se demande même si Churchill n'envisage pas une paix séparée avec l'Allemagne, laissant ainsi cette dernière consacrer toutes ses forces à son combat contre l'URSS⁴⁰⁶. Nous devons donc étudier comment les Britanniques ont concilié une coopération avec les Soviétiques, alliés peu fiables, avec la protection de leurs sources de renseignement.

Beaucoup de zones d'ombre demeurent sur ce sujet, qui a été très peu étudié par les historiens. Francis H. Hinsley, qui avait lui-même travaillé à *Bletchley Park*, consacre une dizaine de pages à ce thème dans le deuxième tome de sa magistrale histoire du renseignement, *British Intelligence in the Second World War*⁴⁰⁷. Seuls deux livres portent entièrement sur cette question. Il s'agit de *Sharing Secrets with Stalin: How the Allies Traded Intelligence, 1941-1945*, de Bradley F. Smith⁴⁰⁸ et *Dealing with the Devil: Anglo-Soviet Intelligence Cooperation during the Second World War*, de Dónal O'Sullivan⁴⁰⁹. Nombre de documents sur les tractations entre les deux puissances n'ont pas encore été rendus publics. La nature sensible de cette collaboration explique la réticence des Britanniques à déclassifier les archives. Les fonds russes sont également limités. Depuis la chute de l'URSS en 1991 les archives sont devenues plus accessibles. Mais certains fonds ont été détruits, de nombreux documents ne sont montrés qu'à certains chercheurs, sur décision des archivistes, d'autres sont toujours classifiés, et ceux portant sur la coopération avec les Britanniques sont de ce nombre⁴¹⁰. Les chercheurs qui travaillent sur ces questions doivent se contenter des fonds britanniques. Aujourd'hui encore les enjeux politiques associés à l'étendue de cette coopération demeurent très forts. Trouver des réponses aux questions soulevées dans ce chapitre s'est avéré encore plus difficile que pour le reste de cette thèse. Mais des documents d'archives précieux sont cependant accessibles et ils permettent d'apporter un éclairage sur cette problématique.

⁴⁰⁶ Haslam, Jonathan, «Stalin's Fear of a Separate Peace, 1942 », *Intelligence and National Security*, vol. 8, n°4, 1993, p. 97-99

⁴⁰⁷ Hinsley, Francis H., *British Intelligence in the Second World War*, Volume 2, Londres, H. M. Stationery Office, 1981, p. 58-66.

⁴⁰⁸ Smith, Bradley F., *Sharing Secrets with Stalin: How the Allies Traded Intelligence, 1941-1945*, Lawrence, University Press of Kansas, 1996.

⁴⁰⁹ O'Sullivan, Dónal, *Dealing with the Devil: Anglo-Soviet Intelligence Cooperation during the Second World War*, New York, Peter Lang, 2010.

⁴¹⁰ Smith, Bradley F., *Sharing Secrets with Stalin*, op. cit., p. xii-xiii.

L'énigme de Barbarossa

Une première question constitue une pomme de discorde chez les historiens et permet de mieux comprendre les enjeux de la coopération entre les deux pays, de mieux saisir dans quelle mesure le Royaume-Uni était prêt à donner des informations à cet allié improbable : il s'agit des avertissements concernant Barbarossa. Plusieurs raisons pourraient expliquer que les Britanniques, au fait de cet assaut imminent, ne préviennent pas les Soviétiques : la méfiance à l'égard de cette puissance et la peur de compromettre les sources qui avaient révélé ce projet militaire allemand. Pourtant, il semble infondé d'accuser les dirigeants du Royaume-Uni de ne pas avoir prévenu les Soviétiques de l'imminence de Barbarossa⁴¹¹. Après de longues hésitations, les Britanniques auraient en effet informé Staline que les troupes allemandes se massaient à l'est en prévision d'une attaque contre l'URSS. Ils ne révèlent cependant pas l'origine de ces informations mais l'assurent de sa fiabilité. Selon Winterbotham, qui joue un rôle clé dans le renseignement britannique à l'époque, ces révélations sont accueillies froidement, « Staline ne répondit pas⁴¹² ». Il semble qu'elles n'aient pas incité l'URSS à se préparer contre une potentielle attaque allemande, ce qui leur porte gravement préjudice à partir de juin 1941. Après ces révélations initiales et le déclenchement de Barbarossa, les Britanniques cherchent à établir un cadre pérenne pour échanger du renseignement avec les Soviétiques.

Les enjeux de la coopération britannico-soviétique pour la protection des sources Britanniques

Pour de nombreuses raisons, les Britanniques abordent cette coopération secrète avec l'URSS avec beaucoup de méfiance. En effet, en juin 1941, les dirigeants du service de cryptanalyse britannique insistent sur l'impératif de toujours garder à l'esprit que l'URSS peut s'effondrer à tout moment⁴¹³. Le Royaume-Uni ne sait s'il peut se fier à l'URSS. La crainte d'une paix séparée signée par l'URSS avec l'Allemagne rend les Britanniques très réticents à échanger avec ce partenaire peu fiable. Quand bien même les Britanniques leur communiqueraient des données sans en préciser l'origine, il est indispensable de convaincre

⁴¹¹ Hinsley, Francis H. (éd.), *British Intelligence in the Second World War: Its influence on Strategy and Operations. Volume 1*, Londres, H. M. Stationery Office, 1979, p. 429-483.

⁴¹² « *Stalin did not reply* », Winterbotham, Frederick W., *The Ultra Secret*, op. cit., p. 94.

⁴¹³ Note interne retraçant l'historique de la coopération anglo-soviétique dans le domaine du renseignement technique, « Dossier on Russian Liaison », paragraphe évoquant les développements du 1^{er} juin 1941 intitulé « Cooperation with Soviet "Y" Service », TNA HW 50/11.

l'URSS du crédit à accorder à ces informations ; faute de quoi elle risquerait de ne pas prendre les mesures adéquates. Si les Allemands découvrent que les Soviétiques bénéficient de certains renseignements, ils peuvent comprendre leur origine et veiller à ce que cette source disparaisse. Ces préoccupations sont d'autant plus prononcées chez les Britanniques qu'ils savent que les moyens de communication soviétiques sont peu sûrs et que leurs messages sont fréquemment lus par les Allemands⁴¹⁴.

Les Britanniques décident très rapidement de mettre en place une structure permettant de fournir régulièrement des données aux Soviétiques. Le biais principal pour ces échanges est la Mission Britannique à Moscou, dépêchée à ces fins dans les semaines qui suivent Barbarossa, dont le premier dirigeant est le général de division Noel Mason Macfarlane⁴¹⁵. De façon significative, en juillet 1941, John Godfrey, le Directeur du renseignement naval, envisage de confier une tâche supplémentaire à cette mission, celle de collecter des informations sur les Soviétiques. La présence britannique à Moscou constitue une opportunité pour les services secrets qui lui semble trop belle pour y renoncer. Cette mission, comme bien des émissaires sous couvert de fonction diplomatique, se serait livrée à de l'espionnage contre cet allié d'un temps. Cette proposition essuie un refus catégorique de la part du directeur du MI6, Stewart Menzies, mais elle témoigne des suspicions entre les deux pays⁴¹⁶.

Dans un premier temps, Londres espère que les échanges avec les Soviétiques se feront sur un pied d'égalité. En juin 1941, les Britanniques déclarent ne vouloir poursuivre cette association que si les Soviétiques parviennent à résister aux Allemands suffisamment pour pouvoir continuer à maintenir leur service d'interception radio⁴¹⁷. Ils espèrent vraisemblablement obtenir certaines de ces données en retour de leurs révélations aux Soviétiques. Rapidement, leurs attentes sont revues à la baisse. En juillet 1941, ils déclarent s'évertuer à obtenir une coopération équitable avec les Russes. Pour autant, ils estiment que même s'ils n'y parviennent pas, il est dans leur intérêt de fournir des informations à ce

⁴¹⁴ Kapera, Zdzisław J., « Summary Report of the State of the Soviet Military Sigint in November 1942 Noticing "ENIGMA" », *Cryptologia*, vol. 35, n°3, 2011, p. 3-4.

⁴¹⁵ Smith, Bradley F., « Anglo-Soviet intelligence co-operation and roads to the Cold War », in Aldrich, Richard J. (éd.), *British Intelligence, Strategy and the Cold War 1945-1951*, Londres/ New York, Routledge, 1992, p. 51.

⁴¹⁶ Jeffery, Keith, *MI6, op. cit.*, p. 562.

⁴¹⁷ Note interne retraçant l'historique de la coopération anglo-soviétique dans le domaine du renseignement technique, « Dossier on Russian Liaison », paragraphe évoquant les développements du 1^{er} juin 1941 intitulé « Cooperation with Soviet "Y" Service », TNA HW 50/11.

partenaire douteux, qui sera ainsi plus apte à combattre l'Allemagne⁴¹⁸. La Mission à Moscou constate très vite la réserve des Soviétiques, très secrets, qui rechignent à aider les Britanniques. La nature de cette collaboration fait l'objet d'houleuses négociations entre les Britanniques et les Soviétiques immédiatement après Barbarossa, et pendant le reste de la guerre, chacun accusant l'autre de ne pas contribuer assez à la cause commune. Un certain cynisme régit les échanges entre les deux puissances. Une note d'avril 1942 explique par exemple que les Britanniques vont transmettre des données sur certains codes navals. Même s'ils sont globalement dénués d'intérêt, ils pourraient faire bonne impression sur Moscou⁴¹⁹. Pour saisir au mieux ces tractations il faut garder à l'esprit qu'une large portion de ce qui est partagé concerne du renseignement d'importance moyenne, comme l'interception des communications radio ennemies (ce que l'on désigne de la lettre « Y »), le partage de ces messages codés, non décryptés. Le volume et la localisation des émissions radio constituent une source précieuse, moins sensible que le contenu déchiffré de ces messages. Pour autant ces détails peuvent fournir des indications précieuses sur la force, les faiblesses, voire les intentions de l'ennemi.

L'année 1942 est marquée par une dégradation des relations entre les deux pays. Les Soviétiques se montrent peu coopératifs. Cette impasse pousse les Britanniques en poste à Moscou à solliciter auprès de Londres l'autorisation de menacer les Russes de rentrer à Londres s'ils n'obtiennent pas davantage de leur part. L'initiateur de cette proposition, le colonel Edward Crankshaw, déclare ainsi « En Russe, “ légère allusion ” se dit “ menace ouverte ”⁴²⁰. » Les demandes en ce sens se heurtent à un refus⁴²¹. Les autorités déclarent en effet que même si les échanges n'ont lieu que dans un sens, il faut les poursuivre afin de communiquer à Moscou toute information qui pourrait l'aider dans la poursuite de la guerre. Les Britanniques ne sont visiblement pas en position de force lors de ces tractations. Les relations connaissent une légère amélioration après cette date, qui reste cependant très limitée. Ils sont très loin des échanges réciproques espérés initialement.

⁴¹⁸ Note interne retraçant l'historique de la coopération anglo-soviétique dans le domaine du renseignement technique, « Dossier on Russian Liaison », passage décrivant un message de Macfarlane aux chefs d'état-major du 30 juillet 1941, TNA HW 50/11.

⁴¹⁹ Note interne retraçant l'historique de la coopération anglo-soviétique dans le domaine du renseignement technique, « Dossier on Russian Liaison », message de « F.B. » (vraisemblablement Frank Birch, chef de la section navale de GC&CS à Travis, qui dirige GC&CS, 22 avril 1942, TNA HW 50/11.

⁴²⁰ « *The Russian for “gentle hint” is “blunt threat”* », Lettre de Crankshaw au directeur du « Y Committee », 16 septembre 1942, TNA HW 14/52.

⁴²¹ Note interne retraçant l'historique de la coopération anglo-soviétique dans le domaine du renseignement technique, « Dossier on Russian Liaison », Message du directeur du « Y Committee », 27 novembre 1942, p. 5, TNA HW 50/11.

Le cas épineux d'*Ultra*

Les débats concernant les termes et l'étendue de ces échanges avec les Soviétiques sont à leur paroxysme en ce qui concerne *Ultra*, la source britannique la plus riche, bien souvent, mais surtout la plus sensible. Si l'ennemi avait su que ses codes étaient compromis, il aurait aisément pu les rendre encore plus élaborés. Ils seraient devenus impénétrables pour les Alliés, pour un temps voire jusqu'à la fin de la guerre. Mais la situation militaire est si inquiétante que partager cette source avec les Soviétiques semble aussi indispensable que périlleux.

Au terme de débats mouvementés, les Britanniques concluent qu'il est impératif d'aider l'URSS, sans pour autant compromettre *Ultra*. La ligne directrice adoptée consiste à leur fournir les données opérationnelles indispensables, en veillant toutefois à ne jamais leur dévoiler leur véritable provenance. Les Britanniques prétextent généralement la présence d'un espion dans les plus hauts échelons du commandement allemand, ou l'existence d'une « source fiable ». Un protocole strict encadre la transmission de ces informations. Stewart Menzies, le chef du MI6, doit donner son aval pour toutes les missives à destination des Soviétiques quand *Ultra* est concerné⁴²². Les Britanniques soulignent la fiabilité de la source, afin qu'elle obtienne le crédit nécessaire à sa bonne utilisation. Parallèlement, les Britanniques s'assurent qu'aucun élément ne trahisse sa véritable nature. Il faut parfois retarder l'envoi à Moscou afin de ne pas révéler que c'est le fruit de la cryptanalyse. Les données les plus précieuses sont parfois mêlées à d'autres moins sensibles afin de masquer leur provenance. Les Soviétiques, qui ignorent qu'ils ont entre les mains du renseignement issu de messages décryptés, ont reçu l'ordre de ne jamais indiquer à leurs subalternes la provenance britannique des informations qu'ils leur communiquent. Churchill lui-même s'enquiert de la sécurité d'*Ultra* lors de ces échanges⁴²³. Il reçoit une réponse rassurante de « C » qui lui dit surveiller tous les envois de renseignement cryptanalytique à destination de Moscou⁴²⁴.

⁴²² Lettre de Stewart Menzies à Winston Churchill du 28 juin 1941, signée par ce dernier le 29 juin, TNA HW 1/8.

⁴²³ Lettre du Directeur du Renseignement Militaire à l'Attaché Militaire à Moscou, 25 juin 1941, comportant une question manuscrite de Winston Churchill à Stewart Menzies, du 26 juin 1941, TNA HW 1/8.

⁴²⁴ Lettre de Stewart Menzies à Winston Churchill du 28 juin 1941, signée par ce dernier le 29 juin, TNA HW/1/8.

À partir de l'été 1942 les Britanniques diminuent le volume de leurs données en direction de Moscou, frustrés d'obtenir si peu en échange. Ils leur apportent pourtant encore une aide ponctuelle, comme lors de la Bataille de Stalingrad. Dans la première moitié de 1943, le flux britannique, déjà très limité, se tarit à nouveau. Les directeurs du renseignement britannique sont pourtant soumis à une forte pression de Churchill afin d'aider autant que possible cet allié improbable, dont le soutien est indispensable. Il avait indiqué y être favorable dès juin 1941, et se montre souvent insistant pour que du renseignement technique de haut niveau soit partagé avec les Soviétiques⁴²⁵. Faisant référence à Staline dans son style langagier habituel, il demande ainsi le 6 décembre 1942 au sujet de certaines données : « Est-ce que l'on en a transmis une partie à Joe⁴²⁶? » En décembre 1941, les Britanniques croient déceler des signes que les Russes lisent Enigma⁴²⁷. Ils envisagent d'évoquer le sujet avec eux, afin de savoir ce qu'il en est. Cette approche est immédiatement rejetée⁴²⁸. De même, une note d'avril 1942 insiste sur l'interdiction de donner des informations sur Enigma aux Soviétiques⁴²⁹.

De nombreux auteurs, à commencer par Anthony Read et David Fisher⁴³⁰, ont affirmé de façon catégorique que le célèbre réseau d'espionnage « Lucy », basé en Suisse, qui fournissait de précieuses informations à l'URSS notamment, aurait servi de biais par lequel les agences de renseignement britanniques transmettaient des informations provenant d'*Ultra* aux Soviétiques. En utilisant cette organisation Lucy, les Britanniques auraient souhaité cacher la véritable source de leur savoir en faisant penser aux Soviétiques qu'il s'agissait d'espions et non de cryptanalyse. Ce mythe est infondé, comme le déclare Hinsley dans *British Intelligence in the Second World War*, mais il continue d'être évoqué de façon régulière dans les œuvres sur le renseignement.

⁴²⁵ Hinsley, Francis H., *British Intelligence in the Second World War*, Volume 2, *op. cit.*, p. 59 et p. 62.

⁴²⁶ « *Has any of this been passed to Joe?* », message de Winston Churchill du 6 décembre 1942 cité dans *Ibid.*, p. 59.

⁴²⁷ Note interne retraçant l'historique de la coopération anglo-soviétique dans le domaine du renseignement technique, « Dossier on Russian Liaison », p. 2, paragraphe mentionnant les communications du 3 décembre 1941, TNA HW 50/11.

⁴²⁸ *Ibid.*, p. 3, paragraphe mentionnant les communications du 17 décembre 1941.

⁴²⁹ Note interne retraçant l'historique de la coopération anglo-soviétique dans le domaine du renseignement technique, « Dossier on Russian Liaison », message de « F.B. » (vraisemblablement Frank Birch, chef de la section navale de GC&CS à Travis, qui dirige GC&CS, 22 avril 1942, TNA HW 50/11.

⁴³⁰ Read, Anthony, Fischer, David, *Operation Lucy: Most Secret Spy Ring of the Second World War*, Londres, Hodder and Stoughton, 1980.

Perspective russe sur la coopération anglo-soviétique

Cette coopération s'avère presque unilatérale, les Britanniques reçoivent très peu en retour de leurs dons aux Soviétiques. Le flux se tarit à partir de 1942. Il convient de s'interroger sur les capacités soviétiques en termes de renseignement et l'accueil offert aux données britanniques. Se doutent-ils de la véritable nature d'*Ultra* ?

Même si aucune certitude n'est possible, il est très vraisemblable que les Soviétiques arrivent à déchiffrer Enigma de façon assez régulière à partir du début de 1943⁴³¹. Tout laisse également à penser que Moscou connaît la véritable provenance d'*Ultra*. En effet, elle bénéficie de l'existence en Angleterre d'un réseau d'espions maintenant célèbre, le « Cercle des espions de Cambridge ». Ces Britanniques, infiltrés aux plus hauts échelons du renseignement et du pouvoir britanniques, communiquent les secrets les plus précieux à l'URSS. L'un d'entre eux, John Cairncross, est particulièrement significatif pour notre propos. Il est employé au centre de cryptanalyse britannique, *Bletchley Park*, entre 1942 et 1943. Il travaille dans le Baraquement 3, qui traite les données issues du déchiffrement des messages de l'Enigma de l'armée de terre et de l'aviation allemandes. Son autobiographie a été publiée en 1997, sous le titre éloquent : *L'Espion Enigma*⁴³². Le centre de cryptanalyse est désigné du nom de code KURORT par les Soviétiques⁴³³. Ces derniers connaissent donc l'existence d'*Ultra*, il est probable qu'ils se doutent de la véritable provenance des informations les plus précieuses fournies par la Mission Britannique. Pourtant Moscou se méfie de ses espions, qui semblent une trop belle aubaine, et se demande s'ils ne sont pas des agents britanniques chargés d'une mission d'intoxication des Soviétiques. Ce n'est qu'en 1944 que les doutes des dirigeants de l'URSS sont levés et qu'ils accordent à ces hommes le crédit qu'ils méritent. Ces taupes font en effet parvenir à leurs supérieurs à l'Est des documents qui rassurent leurs contrôleurs. Plusieurs raisons confirment à ces derniers la sincérité de leurs agents à Londres. En particulier, le contenu de certains des fichiers transmis est tellement compromettant que les autorités à Londres ne peuvent pas être à l'origine de leur envoi à Moscou. Certains documents décrivent en effet les relations avec les Soviétiques avec beaucoup de cynisme. L'un des plus célèbres espions de Cambridge, Kim Philby, leur communique une note britannique du 3 juillet 1942 comprenant le passage suivant :

⁴³¹ Jukes, Geoffrey, « The Soviets and Ultra », *Intelligence and National Security*, vol. 3, n° 2, p. 233-247, 1988.

⁴³² Cairncross, John, *The Enigma Spy: An Autobiography*, Londres, Century, 1997.

⁴³³ Bletchley Park, « Roll of Honour. John Cairncross », <http://rollofhonour.bletchleypark.org.uk/search/record-detail/1453/>, consulté le 11 mars 2016 et West, Nigel, Tsarev, Oleg, *The Crown Jewels*, op. cit., p. 217-218.

[...] nous ne pouvons pas faire d'erreurs, nous ne pouvons pas faire confiance aux Russes comme nous le faisons, par exemple, aux Tchèques ou aux Américains, ou leur donner des informations qui peuvent révéler une source importante ou sensible ou permettre à des officiers de l'unité locale du Renseignement Soviétique d'obtenir des informations sur notre organisation⁴³⁴.

Une autre du 17 juillet 1942 souligne l'impératif de veiller à pouvoir rompre à tout moment cette coopération. Il va alors de soi qu'il ne faut pas compromettre ses sources pour cet allié provisoire.

Cette coopération temporaire se révèle aussi précaire qu'indispensable. Dès son début, les relations entre ces deux alliés s'avèrent très tendues. Malgré quelques brèves périodes d'accalmie, les échanges sont généralement houleux. Les Soviétiques révèlent très peu aux Britanniques sur leurs opérations de renseignement. Ces derniers comprennent rapidement que, face à l'urgence de la situation militaire parfois désespérée contre un ennemi très puissant, le renseignement est l'un des rares domaines dans lequel ils peuvent apporter une aide substantielle à l'URSS. Les Britanniques doivent admettre qu'ils ne sont pas en position de force dans ces négociations. Malgré les réticences, il faut aider cet associé, même si celui-ci ne partage pas ses propres connaissances. Le Royaume-Uni se préoccupe pourtant de la sécurité de ses sources et fait le pari risqué de ne jamais révéler aux Soviétiques l'existence d'*Ultra*. Pourtant, ces derniers, grâce à leurs espions du cercle de Cambridge, connaissent les succès cryptanalytiques de *Bletchley Park*. L'espoir un temps entretenu de poursuivre la coopération du renseignement avec les Soviétiques, en particulier dans la traque des anciens dirigeants nazis, s'envole très rapidement⁴³⁵. Cette défiance envers les Soviétiques, ce refus de leur révéler cette grande victoire qu'est *Ultra* préfigure la détérioration rapide des relations déjà complexes entre les deux pays, confirmée par la réserve soviétique. Dans son introduction à *Dealing with the Devil: Anglo-Soviet Intelligence Cooperation during the Second World War*, Dónal O'Sullivan conclut : « [...] la collaboration secrète [entre Londres et Moscou] a fourni la toile de fond peu connue de la défiance mutuelle croissante entre les Alliés⁴³⁶ ». Certain chercheurs vont plus loin, comme Geoffrey Jukes, qui déclare à la

⁴³⁴ « We mustn't make mistakes, we can't trust the Russians in the same way as, let us say, the Czechs or the Americans or give them information about our organization », West, Nigel, Tsarev, Oleg, *The Crown Jewels*, *op. cit.*, p. 166-167.

⁴³⁵ Jeffery, Keith, *MI6*, *op. cit.*, p. 567.

⁴³⁶ « The secret collaboration provided the little-known backdrop for the growing mutual distrust between the Allies », O'Sullivan, Dónal, *Dealing with the Devil: Anglo-Soviet Intelligence Cooperation during the Second World War*, *op. cit.*, p. 1.

Conférence internationale sur *Ultra*, à la fin de l'année 1978, que la déception des Soviétiques quant au secret que les Britanniques ont gardé sur *Ultra* aurait pu accroître la défiance des Soviétiques et contribuer à la Guerre froide⁴³⁷. Cet aspect paraît minime au regard des autres facteurs qui ont mené à cet antagonisme de la seconde moitié du vingtième siècle.

⁴³⁷ Kahn, David, « The International Conference on Ultra », *Military Affairs*, vol. 43, n°2, 1979, p. 2.

Entre 1940 et 1942, de profonds changements s'opèrent dans les services de renseignement du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Allemagne. Ceci est exacerbé aux États-Unis, où leurs dirigeants s'appuient sur les conseils de leurs homologues britanniques, plus expérimentés, afin d'adapter leurs agences aux impératifs de la guerre. Ils ont souvent recours aux normes de sécurité des Britanniques, qui sont particulièrement vigilants. Les trois pays mettent en place des règles strictes pour protéger leurs sources. Les Allemands remportent quelques succès cryptanalytiques, mais ils ignorent qu'un grand nombre de leurs espions sont en réalité au service des Britanniques. Paradoxalement, ce sont les coopérations entre Britanniques et Américains dans le domaine le plus secret, la cryptanalyse, qui portent le plus de fruits. Les négociations précédant les échanges sont souvent houleuses, et les préoccupations au sujet de la sécurité des sources y sont centrales. Pourtant, les Britanniques acceptent de prendre de légers risques afin d'obtenir de l'aide des Français, ou des Américains. L'association avec l'Union Soviétique après Barbarossa peut surprendre lorsqu'on connaît les tensions entre les deux pays qui existaient à l'époque et la véritable guerre que se livraient leurs agences de renseignement pendant la Guerre froide. Pourtant leurs difficultés militaires contraignent les Britanniques à cette alliance improbable afin d'apporter un soutien à ce partenaire. Ils ignorent que l'Union Soviétique constitue la plus grande menace pour leurs sources du fait des « espions de Cambridge » qui infiltrent les plus hautes institutions britanniques.

Troisième partie
1943-début 1945 :
Consécration de l'expertise
des agences de renseignement britanniques
et américaines, aux dépens de l'Allemagne.

À la fin de l'année 1942, le rapport de forces entre les Alliés et l'Axe semble basculer. Plusieurs événements vont dans ce sens, en particulier le débarquement allié en Afrique du Nord, et les batailles d'El-Alamein et de Stalingrad.

Depuis le début de la guerre, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne s'appuient sur leurs services de renseignement, qui ont connu de profondes réorganisations. Cette seconde moitié de la guerre confirme que les agences ne sont plus novices et connaissent les principes fondateurs de la protection des sources.

Les Britanniques et les Américains prennent le dessus sur le champ de bataille et passent d'une posture défensive à une démarche offensive. L'utilisation qu'ils font du renseignement évolue en conséquence. Ils peuvent s'appuyer sur ces informations de façon plus systématique. Le volume de leurs renseignements a d'ailleurs augmenté considérablement. Ceci soulève de nouveaux enjeux pour la pérennité des sources. Les données ne permettent plus seulement d'éviter les offensives ennemies, mais permettent de préparer des attaques ciblées. Cette stratégie présente un plus grand risque de compromettre l'origine des renseignements. De plus, à mesure que la victoire alliée devient imminente, les officiers militaires peuvent être tentés de négliger les règles de sécurité afin de mettre un terme rapide au conflit et d'éviter ainsi des pertes humaines inutiles. Cette période génère de nouvelles interrogations dans les services de renseignement.

De profondes divisions affectent les agences allemandes, très partagées sur l'attitude à adopter à l'égard du régime nazi et la meilleure façon d'assurer le futur de l'Allemagne. Ces fractures sont exacerbées lorsque la chute du régime devient inéluctable. Cela a une incidence forte sur la sécurité des sources allemandes. Ces événements nous permettent de réfléchir sur la protection du renseignement dans un pays dont le régime s'effondre et qui tombe sous la coupe ennemie.

III.A. Le Royaume-Uni en 1943-1945 : Offensive et protection des sources

La bataille d'El-Alamein en octobre-novembre 1942 constitue un tournant décisif dans la guerre. Ce succès britannique préfigure d'autres victoires pour les Alliés. Le rapport de forces entre les deux camps s'inverse progressivement. Les Britanniques peuvent désormais avoir une démarche offensive, illustrée par le débarquement anglo-américain à l'ouest de l'Afrique du Nord en novembre 1942.

Les Britanniques ont mis en place un certain nombre de protocoles rigoureux pour protéger le renseignement entre 1939 et 1942. En 1943, de nouveaux enjeux apparaissent. Les refontes des services secrets britanniques pendant la première moitié de la guerre ont permis de rendre ceux-ci très performants, et ils fournissent un volume très conséquent de renseignements à l'état-major. La cryptanalyse britannique est extrêmement développée. Le volume des communications interceptées permet une utilisation plus systématique de ces données à des fins opérationnelles. Ces informations, et celles produites par les autres agences, constituent un atout de poids dans le conflit, elles occupent désormais une place centrale dans la stratégie militaire. Au début de la guerre, la puissance militaire britannique était souvent insuffisante pour pouvoir tirer profit des données recueillies par les services secrets. Ainsi, par exemple, même si l'Amirauté connaissait la localisation d'un sous-marin ennemi, elle ne disposait souvent pas d'unités assez puissantes pour mener une attaque victorieuse, et choisissait donc de ne pas lancer d'offensive. Ces cas où le renseignement ne peut être utilisé faute de moyens militaires sont moins fréquents dans la seconde moitié du conflit. Mais tirer parti de ces informations peut conduire l'ennemi à comprendre leur origine et à prendre des mesures pour qu'elle ne soit plus exploitable. Il faut s'interroger sur la compatibilité de la protection des sources avec leur utilisation à des fins offensives de grande envergure. La stratégie alliée se concentre pour une large part sur le débarquement de Normandie. Les agents doubles jouent un rôle central dans la désinformation de l'Allemagne sur le véritable site de l'offensive. Ceci semble être contraire à la protection de ces sources. Pourtant la situation n'est pas si simple. Nous pouvons également nous demander si, dans les derniers mois de la guerre, les autorités ne décident pas de tirer le profit maximum du

renseignement afin de porter un terme aux hostilités sans se préoccuper de préserver ces sources qui ne seront plus utiles une fois la paix restaurée.

La protection des activités cryptanalytiques sur le sol britannique

Au début de l'année 1940, les recherches cryptanalytiques étaient encore balbutiantes. Mais en 1943, *Bletchley Park* s'est depuis longtemps imposé comme une agence de pointe, qui fournit une multitude de messages témoignant des forces et intentions ennemies. Le renseignement technique constitue la première source de renseignement pour les Britanniques, en volume comme en qualité. Préserver le secret sur ces opérations demeure une priorité. Une lettre de « C », le directeur du SIS qui est également en charge de la GC&CS, au Premier ministre, atteste de la place cruciale d'*Ultra* dans la conduite de la guerre et de l'impératif de protéger cette source. Discutant de la transmission d'*Ultra*, « C » annonce à Churchill qu'il lui communiquera les éléments les plus importants qui en sont issus deux fois par jour, le matin et le soir. Churchill, passionné par le renseignement et conscient de son rôle clé, exige qu'on lui envoie également la transcription des messages les plus importants. Mais « *Ultra*¹ » n'est jamais mentionné, seul « Boniface », l'espion imaginaire, est évoqué². Même dans les discussions très secrètes entre ces deux hommes, la couverture de cette source est maintenue.

Pourtant, la protection physique du centre névralgique de *Bletchley Park* laisse à désirer en 1943. Pour expliquer le secret durable sur Bletchley, certains protagonistes évoquent plutôt le fait que les Britanniques, grâce au déchiffrement ISK/ISOS, lisent les communications des espions allemands, et peuvent les appréhender avant qu'ils ne découvrent le site³.

Mais il s'avère que le risque le plus significatif est lié non à l'espionnage allemand, mais aux bavardages imprudents du personnel, sans aucune mauvaise intention. Les découvertes cryptanalytiques requièrent le recrutement de nouveaux employés pour appliquer ces découvertes à l'ensemble du trafic échangé dans chaque code nouvellement percé. En 1943, bien que la guerre dure depuis plus de trois ans, les conditions pour rejoindre le personnel de *Bletchley Park* demeurent très strictes. Les candidatures de ressortissants étrangers sont généralement rejetées. Les exemples abondent, comme celui d'Alexander

¹ Ce nom de code s'inspire du plus haut degré de secret – les terminologies évoluent cependant pendant la guerre.

² Lettre de « C » au Premier ministre, 11 janvier 1943, portant une note manuscrite et la signature de Winston Churchill en date du 12 janvier 1943, TNA HW 1/1306.

³ *Ibid.*, Appendix 3 Security, p. 7, TNA HW 43/78.

Lieven⁴, un Letton, ou du lieutenant norvégien Scheie⁵. La nationalité britannique est souvent perçue comme un gage indispensable de loyauté. Les correspondances abondantes des dirigeants de Bletchley sur le sujet révèlent que cette règle stricte donne lieu à de vifs débats entre eux ; certains regrettent amèrement de devoir refuser des recrues précieuses jouissant de nombreuses recommandations. Le règlement s'applique également aux époux du personnel de Bletchley : se marier avec un étranger, même d'un pays allié, conduit normalement à l'exclusion du site. Ainsi, une jeune femme a dû quitter les lieux en 1943 après son mariage avec un Américain, bien que l'agence ait accueilli des citoyens des États-Unis⁶. Cet épisode témoigne aussi de la méfiance envers les Américains, alliés pourtant si précieux. L'image traditionnelle d'un peuple peu enclin à garder des secrets influence peut-être cette décision. Ces conventions ne tiennent pas compte de la subtilité du contexte de la guerre, de l'échiquier mondial et des histoires personnelles des candidats. Pour autant, une certaine élasticité s'observe dans l'application de ces règles⁷.

En 1943, plusieurs jeunes femmes de *Bletchley Park* invitées par des soldats américains à des fêtes dansantes commettent des indiscretions sur leur travail. Des mesures sont prises afin d'éviter que ceci ne se reproduise. Ces révélations sont d'autant plus dangereuses qu'elles sont faites à des soldats de l'aviation susceptibles de tomber aux mains de l'ennemi. À partir de 1942, les lettres en partance et à destination des lieux de résidence des employés de Bletchley sont périodiquement retenues une semaine ou plus avant d'être acheminées. L'examen de certaines d'entre elles révèle des fuites inacceptables. Ceci rappelle aux dirigeants de Bletchley la nécessité de sensibiliser le personnel à l'impératif de confidentialité. Afin de préserver le secret sur les activités cryptanalytiques, les dirigeants préfèrent réprimander le personnel en interne, plutôt que d'intenter des procès qui, même à huis clos, pourraient impliquer des personnes non autorisées⁸.

L'agence ne mesure que tardivement le risque représenté par les communistes. Malgré l'association de l'URSS et du Royaume-Uni contre l'Allemagne, les Britanniques craignent que le personnel ne trahisse leurs secrets à cet allié dont ils se méfient, et auquel ils n'ont pas révélé l'existence d'*Ultra*. Beaucoup de jeunes gens sont séduits par l'idéologie soviétique.

⁴ Lettre de Nigel de Grey au colonel J.R. Vernham (MI 8), 13 mars 1944. Nigel de Grey avait dirigé la section de recherche du Baraquement 3 (*Hut 3*) et était devenu le directeur adjoint de Bletchley Park. TNA HW 64/34.

⁵ Note d'A.D.(A) à M. Kenworthy, 24 décembre 1943, TNA HW 64/34.

⁶ Lettre au commandant Travis, 26 juillet 1943, TNA HW 62/8.

⁷ de Grey, Nigel, *Allied Sigint Policy and Organisation*, histoire interne non publiée, Appendix 3 Security, p. 14, TNA HW 43/78.

⁸ de Grey, Nigel, *Allied Sigint Policy and Organisation*, histoire interne non publiée, Appendix 3 Security, p. 17-21, TNA HW 43/78.

Contrairement aux pratiques généralement en vigueur pour les agences de l'État, la GC&CS choisit de ne pas exclure d'office les communistes du site. Un entretien vise à assurer leur loyauté en leur faisant craindre que le Parti ne les utilise pour obtenir des informations. Ceci suffit généralement. Dans des cas un peu plus complexes, les autorités choisissent souvent de garder un membre du personnel, que l'on peut ainsi surveiller plus aisément, plutôt que de le laisser partir sans savoir quelles indiscretions il pourrait commettre. Un employé de la GC&CS aux allégeances troubles travaille ainsi sous l'œil vigilant de son supérieur, et le MI5 scrute ses mouvements lorsqu'il est hors du site. Certains membres douteux du personnel sont réaffectés suite à des réorganisations ou se voient confier des tâches peu gratifiantes afin de les pousser à démissionner. Les Britanniques essaient toujours d'éviter un conflit direct qui créerait du ressentiment chez un communiste et favoriserait des actes de trahison. Dans la grande majorité des cas cette stratégie est bénéfique⁹. Lorsque l'on connaît l'anticommunisme qui animait l'*establishment* britannique et la crainte – justifiée – que des agents soviétiques infiltrent les hautes sphères britanniques, cette attitude est assez extraordinaire. Avant la guerre, des tendances fascistes étaient généralement bien mieux acceptées qu'une adhésion à l'idéologie communiste. Cette dernière présente toutefois un attrait certain pour de nombreux jeunes gens à l'époque. L'attitude des dirigeants de Bletchley à ce sujet est révélatrice d'une certaine liberté qui caractérise le site, où civils et militaires se mêlent sans la rigueur de mise dans de nombreuses autres agences. Les autorités de Bletchley n'ont pourtant pas réussi à se préserver contre cette menace. John Cairncross, un espion soviétique, y est affecté entre 1942 et 1943¹⁰. Choqué de voir que les Britanniques n'ont pas révélé à leurs alliés russes leurs succès cryptanalytiques, il décide de remédier à cette situation en envoyant des informations à Moscou.

Une pomme de discorde récurrente concerne le juste équilibre entre sécurité et efficacité. Ainsi, afin de protéger le secret sur les activités cryptanalytiques, un cloisonnement rigoureux est observé entre les différents services. Mais il nuit parfois aux performances de l'agence. Certaines libertés sont donc prises avec le règlement. Un compte-rendu de réunion évoque par exemple une note hebdomadaire confidentielle : « alors que la distribution de ce rapport est limitée à cinq ou six personnes, il est en fait vu par environ cinquante

⁹ *Ibid.*, Appendix 3 Security, p. 21-23, TNA HW 43/78.

¹⁰ Bletchley Park, « Roll of Honour. John Cairncross », <http://rollofhonour.bletchleypark.org.uk/search/record-detail/1453/>, consulté le 11 mars 2016.

individus¹¹ ». Les chefs de sections déclarent que cette diffusion est indispensable pour qu'ils puissent effectuer leur travail de façon satisfaisante. Les règles sont assouplies, mais un protocole strict demeure en place pour définir qui aura accès à ce document¹². Cet incident révèle que des écarts ont parfois lieu par rapport au règlement, mais que des mesures rapides sont prises afin d'y remédier et de préserver la sécurité, tout en tenant compte du besoin de mener à bien les opérations cryptanalytiques. Afin de permettre au personnel des stations d'interception de mieux saisir l'enjeu de leur travail et ses différentes facettes, un de leurs supérieurs, C.L.S. Williams, demande que certains chefs d'équipes puissent visiter Bletchley. Il précise qu'il pourrait veiller à ce que ces hommes ne découvrent qu'une partie des lieux. Une note manuscrite sur sa lettre témoigne d'une réticence de ses destinataires à accéder à sa demande, visiblement pour des motifs de sécurité et de secret¹³. Neuf jours plus tard, le colonel Crankshaw, qui fait la liaison entre Bletchley et ces stations, lui répond, très diplomatiquement, affirmant poursuivre le même objectif de plus grande fluidité entre les différents services impliqués dans le renseignement technique. Pour autant, il déclare ne pas pouvoir accéder à sa requête. Pour justifier sa décision, il invoque le contexte de la guerre en Europe qui se termine : beaucoup de membres du personnel vont prochainement quitter leur poste, ce qui représente un risque pour le secret des opérations s'ils détiennent des informations sur Bletchley¹⁴.

La coopération cryptanalytique avec les Français avait apporté un soutien de poids aux Britanniques au cours de l'été 1939. Les Français leur avaient fait don d'une machine Enigma, ce qui avait contribué aux premiers succès de *Bletchley Park* dans son décryptage. L'occupation de la zone libre de France en novembre 1942 porte un coup d'arrêt à ces échanges qui s'étaient poursuivis jusqu'alors, en particulier avec Gustave Bertrand, à l'insu des autorités de Vichy. Une collaboration très limitée reprend après ce tournant de la guerre. Du matériel est échangé, mais les Britanniques font montre de beaucoup de prudence. Ainsi, ils ne souhaitent pas fournir d'indications aux Français sur leur déchiffrement des codes de complexité élevée et rarement sur ceux de complexité moyenne. L'emploi des mots désignant les classifications de sécurité « *Thumb* » « *Pearl* » « *Ciro Pearl* » est proscrit afin de ne pas

¹¹ « *Whereas the circulation of the summary is limited to 5-6 people it is in fact seen by about 50* », « Heads of Sections Meeting », 20 mars 1943, TNA HW 3/166.

¹² *Ibid.* et « Heads of Sections Meeting », 28 mars 1943, TNA HW 3/166.

¹³ Lettre de C.L.C. Williams à Crankshaw, Baraquement 4, 1^{er} octobre 1944 (CMY/4081/W), TNA HW 14/113.

¹⁴ Lettre intitulée « Visits of Overseers to « Y » Stations », de Crankshaw à C.L.S. Williams en réponse à son CMY/4081/W, 10 octobre 1944, TNA HW 43/113.

révéler l'existence de « *Ciro Pearl* »¹⁵, le déchiffrement des codes et chiffres de complexité moyenne¹⁶. Les règles de transmission du renseignement aux Français sont très strictes¹⁷. Mais certaines données sont fournies, en restant généralement discret sur leurs sources. En effet un accord stipule que les troupes alliées sous le contrôle du SHAEF (*Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces*, le quartier général de l'état-major des forces expéditionnaires alliées) qui ne disposent pas de services de renseignement doivent recevoir des informations issues de la cryptanalyse et de l'analyse du trafic¹⁸. L'essentiel des échanges concerne l'analyse du trafic, les messages non déchiffrés, les codes simples, et parfois les codes de moyenne complexité¹⁹. Nous sommes bien loin de la coopération étroite qui existait jusqu'à l'occupation de la zone libre.

Ultra sur le champ de bataille

En novembre 1943, la Commission du renseignement technique de Londres (*London Signals Intelligence Board*), créée en 1941 et chargée de la coordination des opérations de renseignement technique, introduit un nouveau système de classification. Trois catégories sont clairement définies, avec pour chacune des règles de sécurité, des canaux de communication et des destinataires différents. « *Ultra* » désigne le « renseignement résultant de la solution de codes et chiffres de haut niveau ou placés dans cette catégorie pour des raisons de sécurité ». « *Pearl* » fait référence au « renseignement résultant de la solution des chiffres et codes de niveaux moyens ou faibles », sauf s'ils sont si sensibles qu'ils ont obtenu le rang d'*Ultra*. Enfin « *Thumb* » constitue « le renseignement obtenu par une analyse du trafic radio et la radiogoniométrie ». Plus largement, pour les documents de nature secrète,

¹⁵ « Liaison with French », de W. Scott (Bureau de l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement) pour le président de la Commission du Renseignement Technique de Londres, 5 octobre 1944 (SHAEF/ISC/A/38), TNA HW 14/113.

¹⁶ Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 2 The Handling of Sigint, p. 178, TNA HW 43/12.

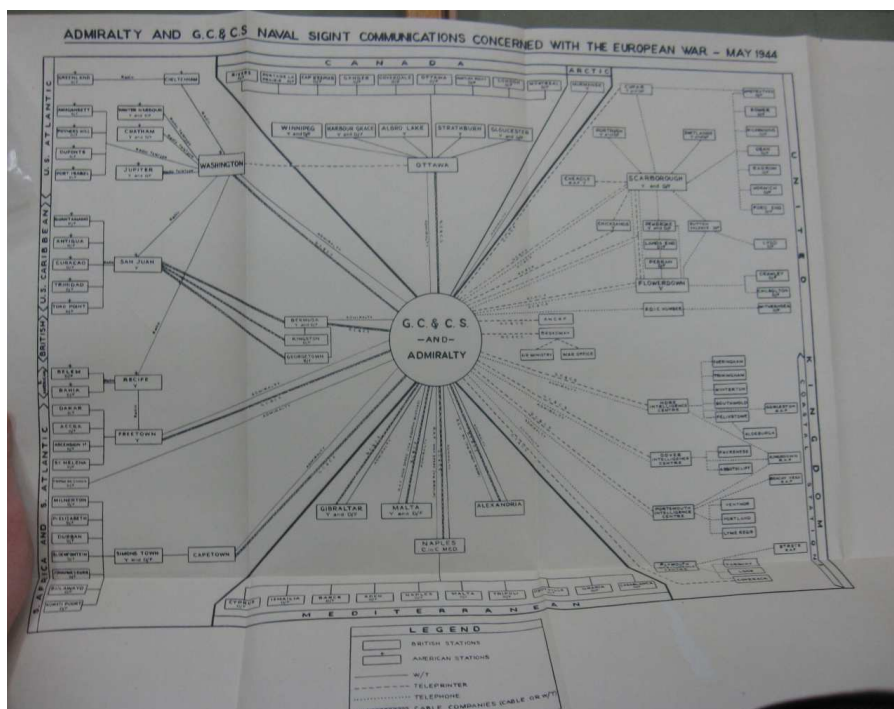
¹⁷ « Liaison with French », de W. Scott (Bureau de l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement) pour le président de la Commission du Renseignement Technique de Londres, 5 octobre 1944 (SHAEF/ISC/A/38), TNA HW 14/113. 5892 et la réponse à ce message, de Childs (GC&CS) pour Scott (SLU SHAEF Advances), 14 octobre 1944, TNA HW 14/113.

¹⁸ Lettre pour le capitaine Hastings, Station X, 9 octobre 1944, TNA HW 14/113, 5906, à laquelle est jointe « Liaison with French », de W. Scott (Bureau de l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement) pour le président de la Commission du Renseignement Technique de Londres, 5 octobre 1944 (SHAEF/ISC/A/38), TNA HW 14/113. 5892 Il est à noter que les Français disposaient cependant de plusieurs unités chargées de collecter du renseignement.

¹⁹ Rapport intitulé « Dissemination of Medium and Low-Grade (CIRO PEARL, PEARL, and THUMB) to Foreign Nations (excluding the Commonwealth and the U.S.A. in the Second World War », non daté, p. 3-4, TNA HW 50/7.

quatre classes existent : « *Top Secret* », « *Secret* », « *Confidential* », « *Restricted* ». *Ultra* est vu comme « *Top Secret* », *Pearl* et *Thumb* sont « *Secret* ». L'Amirauté adopte souvent la classification « *Top Secret U* », qui n'a pas l'aval officiel mais est employée très fréquemment par les trois services de l'armée et par les Américains²⁰. D'autres évolutions ont lieu ultérieurement et de légères variantes existent.

La transmission des informations issues de ces sources est soumise à des règles très strictes. Malgré l'impératif de limiter au maximum les destinataires, leur nombre ne cesse d'augmenter au cours de la guerre. Une histoire interne de la GC&CS contient un organigramme présentant la distribution du renseignement naval cryptanalytique sur le théâtre européen ; ce schéma fournit un aperçu de la multitude et de la variété des destinataires, ce qui présente des risques élevés pour la protection de ces sources. Plusieurs moyens de communications sont utilisés, la radio, le téléphone, le télécrypteur, des câbles. Les plus grandes précautions sont de mise. La GC&CS est chargé de certaines de ces communications ; l'expertise cryptographique de cette agence permet l'emploi de codes sûrs pour celles-ci²¹.



²⁰ Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 2 The Handling of Sigint, p. 149-151, TNA HW 43/12.

²¹ Les archives du MI6 demeurent classifiées, mais les fonds de l'agence de cryptanalyse révèlent que Claude Dansey, un des plus hauts dirigeants de cette agence, consultait lui-aussi GC&CS afin de s'assurer que ses communications respectaient les règles de sécurité cryptanalytiques. Lettre de Claude Dansey pour Dudley-Smith à GC&CS, 12 août 1943, TNA HW 40/76.

²² Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 2 The Handling of Sigint, TNA HW 43/12.

La communication des données issues d'*Ultra* aux différents acteurs du renseignement britannique requiert de très grandes précautions. La règle cardinale consiste à limiter le nombre de personnes dans le secret, et ce que chacun sait véritablement. Nigel de Grey, de Bletchley, écrit au directeur du MI6, Stewart Menzies, pour s'inquiéter en décembre 1944 de la distribution de renseignement technique au SOE : pour lui, certaines irrégularités s'observent dans la manière dont les informations issues des communications de la police allemande leur sont données ; le MI6 ne contrôle pas suffisamment ce processus. Or certains de ces éléments portent la classification *Ultra*²³. Les opérations du SOE, au contact de l'ennemi, peuvent compromettre des sources cryptanalytiques si des officiers ou des agents au courant de ces sources, ou bénéficiant des informations en dérivant, tombent aux mains de l'ennemi. La protection de ces sources cryptanalytiques est fréquemment contraignante. Ainsi, afin de protéger ISOS, le déchiffrement de certains codes des espions allemands, les interrogateurs du L.R.C.²⁴ ne peuvent avoir accès à du matériel ISOS original. Les autorités craignent vraisemblablement qu'en utilisant imprudemment ces informations lors d'interrogatoires, ils trahissent la source. Ils disposent cependant de certains renseignements²⁵.

Les précautions pour préserver *Ultra* sur les différents théâtres de guerre sont très rigoureuses. La règle élémentaire, déjà évoquée, consiste à transmettre ces données aux rares officiers qui en sont destinataires par un seul et unique canal : des unités désignées SLUs/SCUs. Toute discussion du contenu de cette source de renseignement doit passer par elles. De nouvelles règles de sécurité apparaissent pendant la guerre²⁶. En octobre 1944, les autorités insistent sur la sécurité des SLUs/SCUs sur le champ de bataille. Les instructions, très contraignantes, comprennent cinq aspects. Les SCUs/SLUs doivent toujours rester au sein du périmètre sécurisé du quartier général. S'il n'y en a pas, des gardes armés doivent les protéger jour et nuit. Les documents liés à *Ultra* ne peuvent pas quitter cette enceinte ; si les SLUs/SCUs doivent se déplacer, ils ne peuvent le faire que sous protection militaire. Le personnel des SLUs/SCUs, toujours armé, doit éviter à tout prix de s'exposer à une attaque ennemie ou

²³ O'Halpin, Eunan, « Small States and Big Secrets: Understanding Sigint Cooperation between Unequal Powers during the Second World War », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 3, 2002, p. 5.

²⁴ Ce centre accueille les étrangers arrivant de territoires ennemis, et est destiné à vérifier qu'ils ne cherchent pas à nuire au Royaume-Uni.

²⁵ « Instructions for circulation and handling ISOS, ISK and IST material. » par David Petrie, directeur du MI5, 14 juillet 1943, TNA KV 4/217.

²⁶ de Grey, Nigel, *Allied Sigint Policy and Organisation*, histoire interne non publiée, Appendix III Security, p. 46, TNA HW 43/78.

à la capture. Enfin tous les fichiers *Ultra* doivent être détruits sous quarante-huit heures, et si possible avant la tombée de la nuit²⁷.

Le dernier maillon de la chaîne du renseignement, l'utilisation de ces données, donne lieu à des dilemmes cornéliens. Afin de remporter des succès militaires, le renseignement constitue un atout de poids, parfois indispensable. Pourtant son utilisation peut le compromettre. Il faut trouver un juste équilibre entre exploitation et préservation de ces sources. Bien souvent, l'impératif de protéger une source contraint au silence les personnes dans le secret. Ainsi Morris Hoffman, qui travaille à *Bletchley Park*, est au courant du développement des missiles V-2 allemands sur le point de frapper Londres en 1944. Pourtant il ne peut avertir ses proches menacés par cette nouvelle arme. Ce vétéran de Bletchley affirme avoir réussi à déduire une trajectoire des sous-marins allemands vers la Méditerranée du Nord, mais explique que cette information n'a pu être utilisée afin de ne pas compromettre *Ultra*²⁸.

Des instructions de la Commission du renseignement technique de Londres du 1^{er} février 1944 rappellent qu'une offensive se fondant sur des données d'*Ultra* ne doit jamais mener l'ennemi à penser que la cryptanalyse de ses codes complexes a permis d'obtenir des informations sur ses troupes. Une autre règle cardinale stipule que « la valeur stratégique complète de l'information ne doit jamais être mise en péril par des opérations tactiques qui pourraient éveiller les soupçons de l'ennemi sur notre savoir et ainsi risquer de compromettre la source ». Qui plus est, avant toute attaque se fondant sur *Ultra*, une reconnaissance terrestre ou aérienne est impérative, afin que l'ennemi pense que c'est ainsi que sa position a été découverte. Lorsqu'un officier qui n'est pas dans le secret reçoit un ordre basé sur des informations d'*Ultra*, les instructions doivent être formulées de façon à ne pas révéler la provenance du renseignement. Des coordonnées, une date ou une heure précises sont proscrites. Le message envoyé, s'il est intercepté ou saisi par l'ennemi, ne doit pas trahir sa provenance. Des codes complexes doivent être utilisés pour ces communications²⁹. Souvent les Britanniques renoncent à utiliser *Ultra* pour ne pas le compromettre³⁰. Les dernières règles concernant les destinataires du renseignement spécial de la marine sont édictées le 28 août

²⁷ Message de « SLU S.H.A.E.F. Advanced » au colonel Jones, 1^{er} octobre 1944, TNA HW 14/113.

²⁸ Sugarman, Martin, « Breaking the Codes », *op. cit.*, p. 220.

²⁹ « Regulations for Maintaining the Security of Special Intelligence (Security Instruction B) », paragraphe 5, ordre de la Commission du Renseignement Technique de Londres, 1^{er} février 1944, cité dans Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 3 The Use of Sigint, p. 16, TNA HW 43/15.

³⁰ Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 3 The Use of Sigint, p. 17, TNA HW 43/15.

1944. Elles rappellent l'impératif de limiter le nombre de personnes impliquées. Elles énoncent les prescriptions suivantes : dans les communications destinées à des subordonnés qui ne sont pas dans le secret d'*Ultra*, il faut formuler des ordres opérationnels de façon à ce que même s'ils tombent entre des mains ennemies ils ne trahissent pas le renseignement spécial. Il est impératif d'utiliser des codes de haut niveau, au mieux des masques jetables. Il est déconseillé de mentionner les noms des bateaux que l'on cible, et les coordonnées des objectifs ne doivent pas être formulées dans les mêmes termes que dans le message ennemi. Il est interdit d'évoquer le renseignement spécial sauf lorsque l'on utilise un masque jetable ou une machine Typex. Enfin le mot de code « *Ultra* » ou le fait qu'il existe un canal spécial pour des informations très secrètes ne doivent jamais être mentionnés devant du personnel non autorisé³¹.

Une histoire interne de la cryptanalyse navale britannique fournit des éléments précieux sur les précautions en usage dans la marine. Son auteur est le britannique Frank Birch, qui dirige la cryptanalyse des codes navals allemands jusqu'en 1941, date à laquelle il prend la tête de toute la cryptanalyse navale à Bletchley. Son récit magistral couvre plusieurs volumes et n'a été déclassifié qu'en 2014. Les mesures de sécurité qu'il y décrit font écho à celles des autres corps de l'armée. L'auteur détaille également des incidents liés au manquement à ces règles de sécurité. En janvier 1943, deux navires britanniques reçoivent des précisions sur un ravitaillement prévu concernant deux sous-marins allemands. Les coordonnées exactes sont fournies, preuve évidente d'une source cryptanalytique. L'Amirauté émet un rappel à l'ordre :

Nous attirons votre attention personnelle sur la nécessité d'une évaluation prudente décidant de la mesure à prendre. Dans de nombreux cas il ne sera pas possible de faire un usage opérationnel direct de cette information sans porter préjudice à la source qu'il est vital de préserver.

La présence combinée d'un destroyer et d'une force d'attaque aérienne sur un lieu de rendez-vous probablement choisi pour son isolement éveillerait sans aucun doute les suspicions des ennemis³².

³¹ Règlement pour tous les destinataires navals du Renseignement Spécial, 28 août 1944, Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 2 The Handling of Sigint, p. 174-178, TNA HW 43/12.

³² « *Your personal attention is called to the necessity for careful consideration of what action can be taken. On many occasions it will not be possible to make direct operational use of this information without prejudicing the source which it is vital to preserve.*

The presence of a combined destroyer and air hunting force at a rendezvous probably chosen for its remoteness would undoubtedly arouse the enemy's suspicions », message de l'Amirauté à F.O.C.W.A.F. 12 janvier 1943, cité dans Birch, Frank, GC&CS Naval Sigint, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 3 The Use of Sigint, p. 265-266, TNA HW 43/15.

Le même mois, un message basé sur *Ultra* est envoyé au sous-marin P 42 par radio, indiquant lui aussi des coordonnées précises. Le Premier lord de l'Amirauté exprime lui-même son indignation devant cette imprudence : « L'objectif [...] aurait pu être atteint, tout en assurant la sécurité de la source de renseignement, en ordonnant au sous-marin P 42 de se rendre à une position de patrouille d'interception sans plus de précisions. [...] Dans ce domaine nous ne pouvons nous permettre aucune, je répète aucune, erreur³³. »

Les conséquences de ces imprudences peuvent être funestes. En mars 1943, des unités britanniques sont disposées pour attendre un convoi allemand. Il s'avère que celui-ci est en retard, mais les Allemands, qui s'aperçoivent de la présence britannique, constatent que leurs intentions étaient connues. Les Allemands sont suspicieux : « L'activité ennemie d'aujourd'hui dans les airs et sur mer doit, [...] mener à la conclusion que les trajectoires envisagées pour les convois C et D ont été révélées à l'ennemi³⁴. » L'utilisation d'*Ultra* a risqué de compromettre sa source. Un message de l'Amirauté rappelle les règles en vigueur : « Je suis sûr que vous êtes conscients quand vous préparez des opérations basées sur du renseignement spécial de la nécessité de camoufler la source par une reconnaissance aérienne ou par un autre moyen. [...] Les soupçons allemands sont maintenant éveillés et il faudra prendre de grandes précautions jusqu'à ce qu'ils se dissipent³⁵. » À d'autres occasions, les Britanniques procèdent avec précaution, mais le cumul des pertes allemandes liées à *Ultra* mène les Allemands à s'interroger sur la sécurité de leurs communications, notamment en février-mars 1944³⁶.

Les règles de sécurité dans l'utilisation d'*Ultra* sont fondamentales. De légers écarts sont parfois constatés. À maintes reprises, les Allemands se demandent si leurs codes ne sont pas lus des Britanniques. Ceci est dû à une utilisation parfois imprudente du renseignement

³³ « *The object [...] could have been achieved, together with security of source of intelligence, by ordering submarine P 42 to an intercepting patrol position without further details [...] This is a matter over which we cannot afford to have any repeat any slips* », message du Premier lord de l'Amirauté à V.A. Malta sur un incident du 3 janvier 1943, cité dans Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 3 The Use of Sigint, p. 268, TNA HW 43/15.

³⁴ « *The enemy activity of to-day in the air and on the sea must [...] lead to the conclusion that the courses envisaged for convoys C and D were betrayed to the enemy* », message de Fliegerkorps Tunis IA à Luftflotte 2, IA le 13 mars 1943 cité dans Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint* Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 3 The Use of Sigint, p. 269-270, TNA HW 43/15.

³⁵ « *I am sure you appreciate when planning operations based on S.I. the necessity for giving cover to the source by air recce or other means. [...] German suspicions are now aroused and great care will be required until these are allayed* », commentaire du 14 mars 1943 cité dans Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 3 The Use of Sigint, p. 271, TNA HW 43/15.

³⁶ Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 3 The Use of Sigint, p. 274-280, TNA HW 43/15.

technique, ou à des victoires alliées trop fréquentes. La posture des autorités britanniques évolue au cours du conflit. Au début de la guerre, les coordonnées précises ou horaires indiqués par les messages allemands sont souvent transmis aux officiers sur le champ de bataille, ce qui comporte un risque important. Plus tard, des données moins détaillées leur sont communiquées, afin d'éviter ces écueils, tout en leur permettant d'agir grâce à ce renseignement. L'histoire interne déjà citée affirme que vers la fin de la guerre de plus grands risques sont pris dans l'utilisation d'*Ultra*, afin d'affaiblir l'ennemi, en se préoccupant moins de compromettre *Ultra*. Pourtant, la principale raison pour laquelle les Allemands n'ont pas su qu'Enigma et d'autres codes étaient lus est la foi inébranlable de certains dirigeants dans cette machine ; ils ont refusé de prêter attention aux signes qui auraient dû les alerter³⁷.

Pérennité du réseau *Double Cross*

Les Britanniques remportent des succès dans un autre domaine clé du renseignement. En 1943, le système *Double Cross* est bien établi au Royaume-Uni. Ces espions envoyés par l'Allemagne et « retournés » par les Britanniques sont au cœur de la stratégie britannique. Ils fournissent des données précieuses à Londres : ils glanent des informations sur le Troisième Reich lors de leurs entretiens et de leurs échanges avec leurs supérieurs allemands, mais également grâce aux questionnaires auxquels ils doivent s'efforcer de répondre. Ceux-ci indiquent souvent les futures cibles des Allemands. Par ailleurs dans certains cas, comme ceux de « TREASURE » et « BRUTUS », ces agents peuvent apporter un appui important à la cryptanalyse britannique : les messages qu'ils envoient sont fréquemment relayés tels quels par les Allemands par radio, ce qui fournit des pistes utiles à *Bletchley Park* pour déchiffrer les codes allemands dans lesquels ils sont transmis³⁸.

À partir de mars 1943, un rapport mensuel est envoyé au Premier ministre pour le tenir au fait des activités de ce réseau. Le premier lui présente la situation :

Depuis septembre 1940, les tentatives d'infiltration [du Royaume-Uni par des espions allemands] ont été incessantes. En tout, 126 espions sont tombés entre nos mains. Parmi eux 18 se sont livrés à nous volontairement ; 24 se sont avérés accommodants et sont maintenant utilisés comme agents *Double Cross*. [...] De plus douze personnes réelles, et sept

³⁷ Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 3 The Use of Sigint, p. 282-284 et p. 259-260, TNA HW 43/15.

³⁸ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 300.

imaginaires, ont été imposées à l'ennemi [*« have been foisted upon the enemy »*] comme espions *Double Cross*. Treize espions ont été exécutés, et un quatorzième est en procès³⁹.

Winston Churchill commente ce rapport : « Extrêmement intéressant⁴⁰ ». Ce chiffre de treize exécutions est confirmé par l'historien Nigel West⁴¹.

Le nombre significatif de ces agents, et le volume conséquent de leurs échanges avec leurs supérieurs allemands, nécessite une organisation bien huilée de la part des Britanniques. La coordination est de mise entre leurs supérieurs afin de ne pas les compromettre, par exemple en répondant de façon discordante à leurs questions. Le succès même de ce réseau peut mener à sa perte : le nombre des agents et le volume de leurs communications rendent l'organisation de *Double Cross* très complexe. Les Britanniques redoutent que si un contrôleur allemand découvre que son agent sert en réalité le Royaume-Uni, tous les autres espions soient compromis⁴². Ceci est exacerbé par les contacts entre les différents agents : un protocole de sécurité élémentaire devrait empêcher tout lien entre les espions, mais il n'est respecté ni par les Allemands ni par les Britanniques. Ainsi si les contrôleurs découvrent qu'un de leurs hommes sert le Royaume-Uni, tous ceux avec qui il a été en contact seront suspects. De plus, tous les autres espions seraient évalués avec une plus grande méfiance et leur duplicité pourrait être découverte.

En recoupant différentes sources, notamment *Ultra* et les communications radio du renseignement allemand (ISOS/ ISK), les Britanniques obtiennent la confirmation pendant cette période qu'ils ont identifié tous les espions allemands sur leur sol, et qu'ils sont tous sous leur contrôle, sous surveillance, ou arrêtés – ce que leurs supérieurs allemands ignorent généralement. À la fin de l'année 1943, Masterman peut déclarer que le réseau *Double Cross* est « bien plus puissant et mieux équipé que jamais auparavant⁴³ ». Ceci permet d'envisager un projet de désinformation plus global de l'ennemi, en particulier à partir du début de l'année

³⁹ « *Since September, 1940, attempts at penetration have been persistent. In all 126 spies have fallen into our hands. Of these eighteen gave themselves up voluntarily; twenty-four have been found amenable and are now being used as double-cross agents. [...] In addition, twelve real, and seven imaginary persons have been foisted upon the enemy as double-cross spies. Thirteen spies have been executed and a fourteenth is under trial* », « Report of Activities of Security Service », p. 1, montré à Churchill le 2 avril 1943, TNA KV 4/83.

⁴⁰ « *Deeply interesting* », annotation de Churchill le 2 avril 1943 sur la page 3 du « Report of Activities of Security Service », qui lui est montré ce jour là, TNA KV 4/83.

⁴¹ Liddell, Guy M., *The Guy Liddell Diaries: MI5's Director of Counter-espionage in World War II*, Londres/ New York, Routledge, 2005. L'ouvrage est établi par Nigel West qui liste d'exécutions en annexe des deux tomes.

⁴² Masterman, John C., *The Double-Cross System*, op. cit., p. 127-128. Masterman remarque a posteriori que ces craintes étaient probablement exagérées.

⁴³ Macintyre, Ben, *Double Cross: The True Story of the D-Day Spies*, New York, Crown, 2012, p. 178.

1944⁴⁴. Les agents doubles jouent un rôle clé dans l'opération *Fortitude*, destinée à duper l'Allemagne sur le débarquement de Normandie⁴⁵. Pourtant les dirigeants doivent agir avec la plus grande prudence, pour ne pas compromettre les agents en leur fournissant des renseignements visiblement faux à destination de leurs supérieurs. Les Britanniques doivent trouver un juste équilibre entre leurs projets pour duper l'ennemi et la préservation de ce réseau – et décider éventuellement si pour induire l'ennemi en erreur ils sont prêts à renoncer à certains de ces espions. Par ailleurs il est vital que *Double Cross* ne soit pas compromis afin de ne pas révéler le véritable site de l'offensive du Jour J, que les espions retournés ont si bien caché à l'Allemagne.

De 1943 à 1945, les Britanniques doivent continuer à convaincre les contrôleurs allemands de la sincérité des espions. Ils mettent parfois en œuvre des plans complexes à ces fins. Ainsi, au début de l'année 1943, l'agent ZIGZAG mène une fausse opération de sabotage contre l'usine d'aviation de Havilland qui construit les Mosquitoes pilonnant les villes allemandes. Des experts du camouflage déguisent les lieux pour convaincre les Allemands de l'opération. Des articles de presse relatent l'épisode⁴⁶. Les Allemands, dupes de la supercherie, lui décernent la croix de fer⁴⁷. De véritables informations sont parfois communiquées à l'ennemi, lorsque l'on sait qu'elles n'auront pas une grande incidence. Par exemple, TATE informe ses contrôleurs sur certains sous-marins coulés. Ces données, corroborées par d'autres sources, assoient sa crédibilité⁴⁸. Le jour du débarquement, GARBO, dont le rôle est central dans la désinformation sur cet événement, est autorisé à avertir les Allemands de l'attaque imminente. Ce qui pourrait être vu comme une haute trahison des Britanniques est en réalité un élément clé de leur projet *Fortitude*. Le message est envoyé trop tardivement pour que l'information puisse être mise à profit. Ceci doit renforcer la foi que les Allemands ont placée en lui. L'objectif est atteint, même si le message, un des renseignements le plus importants de toute la guerre, est reçu très tardivement – l'opérateur radio allemand est absent à son poste au moment où le message est envoyé⁴⁹.

Des mesures radicales sont parfois envisagées pour préserver le réseau *Double Cross*. Pour résoudre des dilemmes logistiques et des problèmes de quarantaine concernant Babs, le chien d'un agent, le MI5 l'a certainement abattu. Sa maîtresse, TREASURE, apprend qu'il a

⁴⁴ « Minutes of Meeting of the W-Board », qui a eu lieu le 21 janvier 1944, p. 8-9, TNA KV 4/70.

⁴⁵ Macintyre, Ben, *Double Cross*, op. cit., p. 173-174.

⁴⁶ Masterman, John C., *The Double-Cross System*, op. cit., p. 141.

⁴⁷ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 287-288.

⁴⁸ Masterman, John C., *The Double-Cross System*, op. cit., p. 183-184.

⁴⁹ Macintyre, Ben, *Double Cross*, op. cit., p. 315-317.

été écrasé. Consciente que cette disparition est une réelle aubaine pour les contrôleurs britanniques, elle est certaine qu'ils ont tué son chien, auquel elle était profondément attachée. Il est impossible de connaître la vérité. Aucune preuve n'est là pour soutenir cette assertion mais il est probablement révélateur qu'un certain nombre de fichiers intitulés « Le chien de Treasure⁵⁰ » ont été détruits. Il est difficile d'imaginer une autre raison pour justifier ces choix concernant les déclassifications. Les contrôleurs de *Double Cross* sont constamment confrontés à des dilemmes dans la gestion du réseau : ils doivent veiller à maintenir les espions en activité afin de tirer le plus grand profit de cette opération, sans les compromettre. La femme de GARBO se plaint d'être délaissée par son mari, un des agents les plus prolifiques à la fin de la guerre, qui joue un rôle central dans la diversion concernant le débarquement de Normandie – il a convaincu les Allemands qu'il contrôlait un réseau de vingt-huit agents, tous fictifs sauf lui⁵¹. Elle ne supporte pas de ne pas avoir le droit de contacter la communauté espagnole de Londres, et se sent isolée dans un pays dont elle ne parle pas la langue. Elle menace de tout révéler sur les activités de son mari si les Britanniques ne l'autorisent pas à quitter le pays. Churchill lui-même est informé de la situation. Plusieurs solutions sont envisagées : convaincre les Espagnols qu'elle veut assassiner l'ambassadeur de leur pays, afin qu'elle ne puisse pas accéder à l'ambassade, ou tout simplement l'emprisonner. GARBO trouve lui-même une solution à cette crise : les Britanniques font croire à son épouse qu'il a été arrêté. Il aurait en effet annoncé souhaiter arrêter de travailler pour eux, à cause des menaces de son épouse de porter au grand jour ses activités. Elle s'effondre, affirme qu'il leur est loyal. Elle tente même de se suicider. Tomás Harris, le contrôleur de GARBO, estime que sa tentative de mettre fin à ses jours n'est pas sincère. Elle promet de ne plus causer de problèmes dans le futur. Le plan de son mari, machiavélique, a réussi⁵². Un autre individu menace l'ensemble des opérations de *Double Cross*. Son nom de code est OSTRO. Il s'agit d'un agent en qui l'Allemagne a parfaitement confiance. En réalité, cet homme invente une grande quantité des informations qu'il fait parvenir à ses contrôleurs, et pour le reste il relate de simples rumeurs et émet des déductions douteuses⁵³. Il représente un très grand danger pour le réseau *Double Cross* car ses informations peuvent être discordantes avec celles des agents doubles, recevoir plus d'attention ou, par hasard, révéler de vraies informations. Plusieurs options sont envisagées

⁵⁰ « *Treasure's dog* », *ibid.*, p. 201.

⁵¹ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, *op. cit.* p. 294-295.

⁵² Harris, Tomás, *Garbo: The Spy Who Saved D-Day*, Richmond, Public Record Office, 2000, p. 327-334.

⁵³ Macintyre, Ben, *Double Cross*, *op. cit.*, p. 183-184.

par les autorités britanniques, y compris de l'« éliminer ». Finalement ils décident plutôt de tenter de le décrédibiliser⁵⁴ – ce qui pourrait d'ailleurs entraîner des représailles de ses supérieurs dont il a extorqué une fortune pour des balivernes. Au début du mois de juin 1944, au grand dam des Britanniques, ce charlatan annonce parmi ses affabulations le vrai site du débarquement, menaçant de compromettre tout le plan des Britanniques. Guy Liddell commente l'incident dans son journal : « L'information sur la région visée est censée venir d'un colonel de l'état-major de Monty [Montgomery]. C'est évidemment faux mais va inévitablement causer une grande inquiétude au 21^{ème} Groupe d'armées⁵⁵. »

Afin de protéger l'ensemble du réseau, il est parfois nécessaire de mettre un terme aux activités des agents. Généralement leur manque de discrétion est en cause. Les contrôleurs doivent savoir quand les bénéfices potentiels ne valent plus les risques qu'un agent fait courir aux opérations. C'est ainsi que ZIGZAG est remercié à la fin de l'année 1944, pour les imprudences commises. Il est notamment possible qu'il ait révélé à ses contrôleurs allemands son lien avec les Britanniques, ce qui serait une véritable trahison. Ses supérieurs britanniques craignent qu'il ne leur réclame de l'argent. Le rapport conclut : « Si jamais il tente une telle approche nous, le bureau, étudierons s'il ne doit pas être incarcéré ou si l'on ne doit pas s'en débarrasser autrement⁵⁶ ». ZIGZAG envisage de publier ses mémoires, il est jugé et puni d'une amende en vertu de la Loi sur les secrets officiels⁵⁷.

L'équilibre entre collecte de renseignements et désinformation

Au début de la guerre, alors que *Double Cross* n'en est encore qu'à ses débuts, ses dirigeants imaginent déjà la place centrale que les agents pourront un jour jouer dans une opération de désinformation de grande envergure. Nous trouvons là une raison supplémentaire expliquant les précautions soigneuses prises dans l'élaboration de ce réseau, en particulier en vue d'*Overlord*, la bataille de Normandie⁵⁸. En 1943, Thomas Argyll « Tar » Robertson, l'un des dirigeants du réseau *Double Cross*, écrit un mémorandum pour Churchill affirmant que tous les espions allemands envoyés au Royaume-Uni ont été saisis par les Britanniques, que

⁵⁴ « *Eliminate* » et « *discredit* », compte-rendu de la cent-quarantième réunion du Comité vingt, p. 2, 16 septembre 1943, et de la cent-quarante et unième réunion du 23 septembre 1943, p. 1-2, TNA KV 4/66.

⁵⁵ Notes du 5 juin 44, Liddell, Guy M., *The Guy Liddell Diaries*, op. cit., vol. 2, p. 206.

⁵⁶ « *Should he attempt to make any such approach we, the office, will consider whether he should not be interned or otherwise disposed of* », rapport « ZIGZAG » de M. Hyde, 24 octobre 1944, TNA KV 2/460 et les autres documents de ce fichier pour cette période.

⁵⁷ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 314.

⁵⁸ « Minutes of Meeting of the W-Board », qui a eu lieu le 21 janvier 1944, p. 8, TNA KV 4/70.

tout le réseau est sous leur contrôle, et peut donc être utilisé pour fournir de fausses informations aux Allemands⁵⁹. Le 21 janvier 1944, Robertson annonce au W Board, comité rassemblant les plus hauts dirigeants du renseignement britannique et chargé de donner son aval pour les décisions importantes concernant *Double Cross*, qu'un moment historique est enfin arrivé pour *Double Cross*. Il déclare que l'« on est sûr à 98 pour cent que les Allemands ont confiance dans la majorité des agents mais qu'il reste toujours deux pour cent de doute ; une certitude absolue est toujours impossible⁶⁰ ». Le rapport de la réunion ajoute : « Dans ces circonstances, il [Robertson] aimerait pouvoir informer le Comité vingt que le W Board est prêt à assumer les 2 pour cent de doute et approuve que l'on utilise de façon conséquente ces agents afin d'apporter tout le soutien possible aux plans de désinformation stratégique⁶¹ ». Cette résolution est adoptée. J.H. Bevan, le directeur de la *London Controlling Section* (LCS, Section de contrôle de Londres) chargé des opérations de diversion, travaille en étroite coopération avec les dirigeants de *Double Cross* pour utiliser ces agents à ces fins⁶². Les Britanniques avaient déjà parfois communiqué des informations fausses par ce biais, mais la démarche prend une tout autre ampleur et sert un projet bien défini.

Pour tromper l'ennemi sur leur puissance et leurs projets, les Britanniques sont parfois prêts à risquer de compromettre un agent. Par exemple, en août 1944, ils souhaitent faire parvenir des informations erronées aux Allemands sur leurs systèmes anti sous-marins. Ils songent à utiliser « ZIGZAG », dont ils ne sont pas complètement satisfaits, afin d'induire l'ennemi en erreur. Ils sont conscients que ces données fausses peuvent le discréditer, mais estiment que le bénéfice à court terme vaudrait le risque encouru⁶³. Certains officiers ont initialement des attentes très limitées sur les possibilités de tromper l'ennemi. En 1944, un des contrôleurs, Tomás Harris, estime que si l'on parvient à pousser « une division à hésiter 48 heures avant d'aller contrer notre débarquement dans la péninsule de Cherbourg, les efforts auront été utiles⁶⁴ ». Les termes « une » et « 48 » sont en italique dans le document pour un

⁵⁹ Macintyre, Ben, Conférence « Writer of the month: Hunting for spies in The National Archives », aux archives de Kew, Royaume-Uni, 15 janvier 2013. <http://media.nationalarchives.gov.uk/index.php/hunting-for-spies-in-the-national-archives/> consulté le 18 mars 2013.

⁶⁰ « *It was considered 98 per cent certain that the Germans trusted the majority of the agents but there must always remain an additional 2 per cent of doubt; absolute certainty was always impossible* », « Minutes of Meeting of the W-Board », qui a eu lieu le 21 janvier 1944, p. 8, TNA KV 4/70.

⁶¹ « *In these circumstances he would like to be able to inform the Twenty Committee that the W-Board was prepared to carry the extra 2 per cent of doubt and approved our going ahead strongly with these agents to give all possible support to strategic deception plans* », *ibid.*

⁶² Macintyre, Ben, *Double Cross*, *op. cit.*, p. 123.

⁶³ Lettre de D.I. Wilson, 1^{er} août 1944, p. 1, TNA KV 2/460.

⁶⁴ « *One division to hesitate 48 hours before proceeding to oppose our landing in the Cherbourg peninsula* », Macintyre, Ben, *Double Cross*, *op. cit.*, p. 257.

effet d'insistance. La désinformation, d'abord limitée, prend ensuite une ampleur considérable⁶⁵. Afin que la ruse fonctionne, les Britanniques scrutent constamment le trafic allemand afin de voir le crédit accordé à chacun des agents. Les Britanniques témoignent parfois de cynisme, mais il faut se rappeler qu'ils se battent pour gagner la guerre : ainsi, ils estiment que compromettre l'agent ROVER à des fins de diversion est acceptable, car il n'a aucun lien avec d'autres espions qu'il entraînerait dans sa chute⁶⁶.

Comme pour la période antérieure, un des dilemmes concerne les bombardements du Royaume-Uni par l'Allemagne. Il est envisageable d'essayer de limiter les pertes humaines en induisant les Allemands en erreur sur les effets de leurs missiles V-1 et V-2 ; ceux-ci réviseraient en effet la trajectoire des armes afin de viser plus juste, et toucheraient en réalité des zones moins sensibles. Mais ceci peut compromettre un agent pris en flagrant délit de mensonge, d'autant que ces dégâts sont aisément vérifiables⁶⁷ – et ce, même si, à l'époque, les moyens technologiques du XXI^{ème} siècle comme la présence de satellites n'étaient pas disponibles. Par ailleurs, il est très délicat pour un officier de sacrifier consciemment des vies humaines, même moins nombreuses, en indiquant une nouvelle cible pour les missiles allemands. Les questions fréquentes des contrôleurs allemands sur l'impact de leurs attaques suscitent de vives interrogations chez les Britanniques sur la démarche à adopter. Il faut par ailleurs veiller à ce que le délai de réponse d'un agent, lorsqu'il attend l'aval des Britanniques, ne révèle pas qu'il a été retourné. GARBO, un des agents utilisés dans ce domaine, rapporte à ses supérieurs que 17 pour cent des V-1 ont touché le Grand Londres, alors que le véritable chiffre est supérieur à 27 pour cent. Après concertation des plus hautes autorités britanniques, il ment sur le lieu d'impact des V-1 afin qu'ils soient déviés et éloignés du centre de Londres. Pourtant les contrôleurs britanniques de GARBO craignent qu'il ne soit compromis par ces fausses informations – ils souhaitent lui éviter de devoir répondre à ce type de questions. GARBO fait donc croire à ses contrôleurs allemands qu'il a été arrêté par la police britannique puis relâché. Ceux-ci lui ordonnent de cesser ses investigations sur les V-1 afin de le protéger, ce qui était l'objectif britannique⁶⁸. Les contrôleurs britanniques de ZIGZAG rencontrent des difficultés analogues : ils cherchent à éluder les questions, par exemple en lui disant de se plaindre de l'inefficacité de ses supérieurs en Allemagne. Afin de ne pas répondre à ces questions, il prétend également être en déplacement dans le pays pour remplir les autres

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Masterman, John C., *op. cit.*, p. 148 et p. 181.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 179.

⁶⁸ Andrew, Christopher, *Defend the Realm, op. cit.*, p. 311 -312.

aspects de sa mission de renseignement, affirmant enquêter sur un élément secret pour lequel une récompense substantielle lui a été promise⁶⁹. En juillet 1944, les journaux britanniques décident de publier une carte des sites touchés, ce qui compromet les projets du renseignement britannique⁷⁰. En octobre 1944, ZIGZAG craint que ses mensonges aient pu alerter ses contrôleurs allemands, d'autant que Duncan Sandys, secrétaire parlementaire au ministère de l'Approvisionnement et surtout directeur du comité du Cabinet responsable des mesures contre les missiles V, a failli discréditer ses propos lors d'un discours aux Communes. Malgré des doutes initiaux, ses supérieurs britanniques jugent ces peurs infondées⁷¹.

L'agent GARBO voit son rôle croître à la fin de la guerre : il joue un rôle déterminant dans *Fortitude*. S'il est compromis, toute l'opération risque de s'effondrer. Pourtant, les Britanniques sont face à un dilemme. Ils ont recruté en septembre 1943 le contrôleur de l'*Abwehr* de TRICYCLE, Johann Jebsen, qui reçoit le nom de code ARTIST. Mais celui-ci, pensant leur prouver sa loyauté, leur donne en janvier 1944 une liste d'agents de l'*Abwehr*, parmi lesquels figure GARBO. Si les Britanniques n'arrêtent pas ce dernier, ARTIST comprendra qu'il est sous leur contrôle, il pourrait le révéler à l'*Abwehr*, de son plein gré, ou s'il est arrêté par la *Gestapo*. Le contrôleur de GARBO, Tomás Harris, songe à écarter son agent des opérations de diversion. Le Comité vingt envisage, mais refuse, d'exécuter ARTIST. Ce dernier comprend la véritable allégeance de GARBO, mais les Britanniques décident de conserver le rôle dédié à GARBO dans *Fortitude*⁷².

Double Cross est au début de la guerre le secret d'une poignée d'hommes. Au fur et à mesure de la guerre, le nombre d'espions croît. Ceci nécessite une coordination aux plus hauts échelons du renseignement britannique, rendue plus sensible encore par les objectifs de diversion. Beaucoup de personnes sont impliquées⁷³. Pourtant le secret demeure bien gardé, ce qui est favorisé par la duplicité de plusieurs contrôleurs de l'*Abwehr*, qui sera étudiée dans le chapitre sur l'Allemagne. L'impératif de ne pas discréditer ce réseau est exacerbé par *Fortitude*, portée dans une large part par *Double Cross*. Churchill lui-même demeure longtemps ignorant de tout *Double Cross*. Les réticences des officiers à l'informer sur ces agents sont partiellement dues à la peur qu'il réagisse de façon inconsidérée et compromette

⁶⁹ Rapport de D.I. Wilson, 1er août 1944, p. 2, TNA KV 2/460.

⁷⁰ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 313.

⁷¹ Rapports « ZIGZAG », de M. Ryde, 13 septembre 1944, p. 3, et « ZIGZAG », de M. Ryde, 8 octobre 1944, p. 1, TNA KV 2/460.

⁷² Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 297.

⁷³ Masterman, John C., op. cit., p. 149.

les opérations⁷⁴. Les rapports adressés à Churchill sur le réseau sont de la main de Blunt, et ont probablement aussi été transmis aux Soviétiques. Même après le débarquement, certains agents doubles continuent à opérer : les données erronées qu'ils ont fournies n'ont pas suffi à les discréditer⁷⁵. Il est par ailleurs possible que les agents doubles aient changé le cours de la guerre à d'autres égards : BRONX, interrogée en 1943 sur la position des Britanniques en cas de guerre chimique, semble avoir convaincu ses supérieurs qu'une telle mesure de la part des Allemands jouerait en faveur du Royaume-Uni. Masterman estime que les mensonges des agents doubles ont dissuadé l'Allemagne de recourir à de tels moyens⁷⁶.

Infiltration soviétique dans les agences britanniques

En janvier 1943, un échange a lieu entre David Petrie, le directeur du MI5, et Norman Kendal du New Scotland Yard. Ce dernier se plaint que le MI5 demande un nombre trop élevé de contrôles dans leurs fichiers. En cas de recrutement sur des postes sensibles, une enquête de sécurité est confiée au MI5. Lorsque les candidats vont être affectés à des postes où ils seront en contact avec des données très secrètes, comme *Ultra*, le MI5 sollicite le New Scotland Yard avant de donner un avis favorable. New Scotland Yard se plaint que certaines requêtes concernent des postes peu compromettants, ce que Petrie nie. Par ailleurs, il affirme sa conviction que personne ne peut être exempté d'enquête de sécurité par le simple fait de son appartenance à une famille aisée ou réputée. Les réseaux constituent une méthode privilégiée de sélection pour les postes les plus haut placés du renseignement. Petrie invite cependant à la prudence⁷⁷. Kendal exprime son assentiment, mais estime que pour les familles les plus célèbres, un passé suspect serait inévitablement largement connu⁷⁸.

Ces précautions sont, nous le savons, partiellement vaines. L'infiltration des plus hauts échelons du renseignement par des espions soviétiques se poursuit entre 1943 et 1945. Le point culminant de cette opération est certainement l'affectation en 1944 de Kim Philby à la tête de la Section IX du MI6, créée pour enquêter sur l'espionnage communiste et soviétique⁷⁹. Afin d'éviter des fuites en direction de l'Union Soviétique, Philby reçoit l'ordre d'écarter les Américains, vus comme peu discrets, de ses activités. L'ironie de la situation le

⁷⁴ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 287-289.

⁷⁵ Macintyre, Ben, *Double Cross*, op. cit., p. 322.

⁷⁶ Masterman, John C., op. cit., p. 9.

⁷⁷ Lettre de David Petrie pour Norman Kendal du New Scotland Yard, 17 janvier 1943, p. 1, TNA CAB 116/37.

⁷⁸ Lettre de Norman Kendal pour David Petrie, 25 janvier 1943, p. 2, TNA CAB 116/37.

⁷⁹ Tsarev, Oleg, West, Nigel, (dir.), *TRIPLEX: Secrets from the Cambridge Spies*, New Haven, Yale University Press, 2009, p. 233.

fait sourire⁸⁰. Une multitude de documents sont transmis par ces agents à l'URSS, dont tous les détails du plan de diversion pour *Overlord* par Blunt, le 26 mai 1944⁸¹.

La présence de Philby a directement compromis des sources britanniques. En août 1945 un officier soviétique en Turquie, Konstantin Dmitrievich Volkov, contacte les Britanniques pour leur révéler une liste d'espions soviétiques infiltrés au Royaume-Uni. Il annonce que deux d'entre eux occupent des postes au *Foreign Office* (il s'agit probablement de Burgess et Maclean), et que sept sont employés par le renseignement britannique, dont l'un « occupe la fonction de chef d'une section de contre-espionnage britannique à Londres⁸² », à l'évidence Philby. Ce dernier prévient les Soviétiques, et parvient à se voir confier le dossier par Londres. Son arrivée en Turquie est finalement trop tardive : lorsqu'il y parvient, Volkov a été enlevé par les Soviétiques. Il ne révélera jamais le nom des taupes soviétiques, parmi lesquelles Philby.

Pendant la seconde moitié du conflit, l'organisation du renseignement britannique est plus pérenne. Les réorganisations profondes du début de la guerre ont porté leurs fruits. Les règles de sécurité visant à protéger les sources sont plus clairement définies. Des lacunes subsistent quant au secret des activités cryptanalytiques, et des imprudences sont parfois commises. Pour autant, même lorsque la victoire alliée devient certaine et que la guerre touche à sa fin, les autorités britanniques s'évertuent à préserver le secret sur le déchiffrement des codes de l'Axe, avec au premier plan *Ultra*. Leur approche diffère en ce qui concerne la sécurité des agents doubles : dans la perspective du débarquement en Normandie, *Fortitude* prend le pas sur l'utilisation de ces espions comme source de renseignements sur l'Allemagne. Les contrôleurs sont alors parfois prêts à les « brûler » pour venir en appui à cette opération. Jusqu'au débarquement cependant, des mesures parfois extrêmes sont prises afin de préserver ce réseau, et jusqu'à cette date plan d'intoxication et préservation des sources sont indissociables. Malgré cela, des failles profondes s'observent dans les services de renseignement britanniques, qui sont infiltrés par des agents soviétiques. Par ailleurs, la complaisance ou l'incompétence de certains officiers allemands, qui masque fréquemment une défiance très grande envers les autorités allemandes, explique partiellement la durabilité

⁸⁰ Philby, Kim, *op. cit.*, p. 130-131.

⁸¹ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, *op. cit.*, p. 280 et p. 344-345.

⁸² « *Fulfilling the function of head of a section of British counter-espionage in London* », *ibid*, p. 344.

des sources. Un ennemi plus rigoureux aurait certainement discerné la provenance des informations des Britanniques, et pu mettre un terme à ces sources.

III.B. La débâcle du renseignement allemand

Le 2 février 1943, la bataille de Stalingrad se conclut par une capitulation allemande. Trois mois plus tard, en mai, la bataille de l'Atlantique s'achève sur décision du grand-amiral Karl Dönitz. Le tonnage allié coulé est trop faible par rapport aux pertes allemandes très conséquentes. Les succès cryptanalytiques britanniques ont joué un rôle de premier plan dans ces revers allemands en mer. Les troupes du Reich rencontrent des difficultés croissantes. En se retournant contre l'URSS en 1941, elles ont perdu un appui de poids. L'Allemagne souffre de la multiplicité des théâtres de guerre, qui impose des contraintes fortes à des effectifs qui ne sont plus suffisants. Barbarossa a ouvert le front de l'est, auquel il faut ajouter la guerre en Afrique du Nord, sans compter, entre autres zones de combats, le nord de la Méditerranée. Rapidement, les dirigeants allemands ont la certitude qu'un débarquement mobilisant des troupes importantes est imminent en Europe, mais ils ne parviennent pas à déterminer sa localisation.

Hitler a plus que jamais besoin de l'appui de ses services de renseignement s'il espère maintenir sa domination en Europe. Pourtant malgré quelques succès, en particulier celui de la cryptanalyse navale en 1943, cette période révèle les failles des agences allemandes. Celles-ci culminent lors du débarquement de Normandie en juin 1944. Alors que les agences allemandes concentrent leur attention sur ces événements à venir, elles ne percent pas à jour le stratagème britannique *Fortitude* les poussant à croire qu'*Overlord* aurait lieu au Nord-Pas-de-Calais. Tandis que les premières troupes alliées déferlent sur les plages de Normandie, les officiers allemands persistent à croire que l'offensive de Normandie n'est qu'un leurre cachant une opération de plus grande envergure plus au nord. Ils hésitent longuement avant d'ordonner aux troupes de s'acheminer vers le véritable site du débarquement. Ce fiasco du renseignement allemand⁸³ fait dans une certaine mesure écho à l'épisode de Pearl Harbor, que les services américains n'ont pas su anticiper. Nous pouvons essayer de comprendre l'origine de l'erreur allemande. Est-elle liée aux insuffisances mises à jour pour la période 1940-1942 ? Il faut également se demander comment la protection des sources évolue à partir de 1943. Le manque cruel de centralisation du renseignement allemand a déjà été évoqué. Un organigramme présenté à la page suivante et intitulé « Principales agences allemandes de

⁸³ De la même façon, ils n'ont pas anticipé le débarquement en Afrique du Nord. Capitaine de corvette K.W. MacMahan, *op. cit.*, vol. 3, p. 127, TNA HW 43/17.

renseignement extérieur à la fin 1943⁸⁴ » souligne cet aspect. Les entités chargées de collecter des données sur l'ennemi sont innombrables, dépendent d'autorités très différentes et la coordination entre elles est largement insuffisante. Cette situation des agences de renseignement fait écho à la description par Martin Broszat de l'Allemagne comme une « polycratie », où les structures institutionnelles sont particulièrement chaotiques, ce qui peut faciliter la tâche du Führer qui souhaite diviser pour mieux régner⁸⁵. Une autre faille de ces services allemands est la duplicité de nombre de ses membres, en particulier au sein de l'*Abwehr*. Beaucoup s'opposent au régime nazi et souhaitent établir un nouveau gouvernement en Allemagne. Cette déloyauté est exacerbée par la fin imminente de la guerre. Certains agents du renseignement allemand, convaincus que la défaite est inévitable, trahissent les autorités nazies afin de s'attirer la clémence des vainqueurs ennemis. Par ailleurs, les tensions entre l'*Abwehr* et les organes du RSHA s'accroissent pendant cette période.

L'accès aux archives de la période 1943-1945 présente les mêmes difficultés que pour la période antérieure. Les fichiers de l'*Abwehr* et du RSHA sont disponibles, même si leur organisation ne facilite pas leur consultation. Les archives insuffisantes sur la cryptanalyse allemande rendent son étude complexe.

Le déclin de la cryptanalyse allemande

Lorsque l'on essaie d'évaluer les performances des services de cryptanalyse allemands, plusieurs éléments doivent être pris en considération. Les succès militaires d'un pays ne reflètent pas toujours la qualité de ses agences de renseignement. À de multiples occasions pendant le conflit, il n'y a pas eu de corrélation évidente entre les victoires ou les défaites contre les codes britanniques et les événements sur le champ de bataille. L'incapacité soudaine de lire un code n'entraîne pas nécessairement une baisse du nombre de vaisseaux coulés. Ainsi, le 10 juin 1943, l'introduction par les Alliés d'un nouveau système, le « Chiffre naval n°5 », en remplacement de « Chiffre naval n°3 » qu'ils savaient compromis, n'affecte pas immédiatement les Allemands. Pourtant la lecture des communications cryptées avec le

⁸⁴ « Principal Agencies of Foreign Intelligence at End of 1943 », Kahn, David, *Hitler's Spies*, op. cit., p. 44-45.

⁸⁵ Broszat, Martin, *L'État hitlérien : l'origine et l'évolution des structures du IIIe Reich*, trad. Patrick Moreau, Paris, Fayard, 1985.

Chiffre naval n°3 constituait la principale source des Allemands sur les convois. Mais le changement de code s'opère un mois après que Dönitz a mis un terme à la bataille de l'Atlantique, constatant que les pertes allemandes y étaient trop lourdes⁸⁷. Beaucoup de facteurs entrent en jeu dans la planification et la mise en œuvre des opérations militaires, et le renseignement n'en est qu'une dimension. De plus, les compétences de ces services ne peuvent être évaluées qu'à l'aune de ceux de leurs rivaux britanniques, dont on connaît l'excellence. Les réussites n'ont d'impact que dans la mesure où elles surpassent celles de l'ennemi. Enfin les victoires cryptanalytiques sont souvent de courte durée, ne concernent que certains codes et non l'ensemble des communications des troupes, ce qui rend leur analyse complexe.

En 1943, le *B-Dienst*, le service de la marine de guerre allemande chargé du renseignement issu des communications, remporte quelques succès significatifs. De février 1942 à juin 1943, il parvient à lire le Chiffre naval combiné [anglo-américain] n°3, ce qui offre une aide substantielle aux sous-marins dans la traque des convois de l'Atlantique – même si cette lecture demande fréquemment beaucoup de temps et est intermittente. Le mois de mars 1943 est celui de l'apogée des succès opérationnels liés au travail du *B-Dienst*. En juin 1943 cette source se tarit lorsque le Chiffre n°5 lui est substitué, ce qui illustre la précarité d'une victoire cryptanalytique. Le *B-Dienst* parvient à nouveau à lire certaines communications entre juillet et décembre 1943, même si elles sont moins utiles. En décembre il est de nouveau dans l'incapacité de décrypter les messages⁸⁸. Une histoire interne du service de cryptanalyse britannique rédigée après la guerre émet un jugement sévère sur le *B-Dienst*. Estimant que toute l'attention se concentrait sur la chasse aux ravitaillements des Alliés, elle juge : « Sa réussite était médiocre, car ses succès cryptanalytiques étaient sporadiques et partiels⁸⁹ ». Par contre, pour l'historien Marcus Faulkner, l'Allemagne est en position de force dans le domaine du renseignement technique jusqu'en 1943 en ce qui concerne l'Atlantique. Or cet espace est déterminant dans la poursuite de la guerre⁹⁰. Cette date peut faire l'objet de débats, elle est en tout cas la date la plus tardive à laquelle on peut situer cette inversion des forces⁹¹. Ann Ratcliff a consacré une étude entière à la question de la sécurité des méthodes de chiffage pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle estime que les succès

⁸⁷ Capitaine de corvette K.W. MacMahan, *op. cit.*, vol. 3, p. 122, TNA HW 43/17.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 18-20 et p. 111.

⁸⁹ « *Its achievement was mediocre, for its cryptanalytic successes were spasmodic and partial* », *ibid.*, p. 126.

⁹⁰ Faulkner, Marcus, *op. cit.*, p. 522.

⁹¹ Ratcliff, Rebecca A., *Delusions of Intelligence*, *op. cit.*, p. 177.

des Allemands, en particulier contre les codes maritimes britanniques, ne sont dus qu'aux grandes imprudences de ce corps d'armée. Une fois que des systèmes de cryptage satisfaisants sont adoptés, les Allemands se retrouvent dans l'incapacité de lire ces communications. De plus, elle juge que l'apport de la cryptanalyse à l'effort allemand est resté limité à la dimension tactique, et n'a jamais contribué à la stratégie de guerre globale des Allemands⁹².

Ce qui constitue peut-être la plus grande faiblesse de la cryptanalyse allemande, son cloisonnement, constitue pourtant un atout pour la protection des sources : chaque unité est responsable de la confidentialité de ses opérations, les échanges très limités entre les différents services permettent souvent de préserver le secret sur les succès contre les codes des Alliés⁹³.

L'erreur la plus flagrante du *B-Dienst* est de ne pas avoir compris que les communications navales codées de leur pays étaient lues par les Alliés⁹⁴. Les Allemands ont en particulier une foi inébranlable dans leur machine Enigma, foi qui s'avère infondée. À plusieurs reprises, les mouvements alliés attirent leurs suspicions : des vaisseaux britanniques ne sont pas à l'endroit annoncé dans les messages radio, des sous-marins ou navires allemands rencontrent des troupes hostiles de façon improbable ou avec une fréquence suspecte. Dönitz en particulier, qui est d'abord à la tête des sous-marins puis de l'ensemble de la flotte allemande, émet des doutes sur le secret d'Enigma. Il ordonne deux enquêtes d'ampleur, à l'automne 1941 et en 1943. La méthode adoptée par les enquêteurs, et un refus par de nombreux allemands d'aborder le problème de façon lucide, empêchent cette enquête d'aboutir à l'identification de la source britannique. De plus, le lien parfois complexe entre renseignement et opérations militaires et les précautions britanniques dans leur emploi de ces informations peuvent en un sens expliquer cet échec. Ainsi, par exemple, Enigma et la cryptanalyse n'étaient jamais mentionnés dans les messages communiquant ce type de renseignement. Les Allemands ne s'attendaient pas à ce que les Britanniques cachent leur source de cette façon. Ils attribuent donc fréquemment le succès évident du renseignement allié à des espions infiltrés aux plus hauts échelons des forces militaires ou du gouvernement allemands, ou à leurs alliés italiens qu'ils jugent peu fiables⁹⁵. Ils estiment souvent que les

⁹² *Ibid.*, p. 183-185.

⁹³ *Ibid.*, p. 57.

⁹⁴ Capitaine de corvette K.W. MacMahan, *op. cit.*, vol. 3, p. 126-127, TNA HW 43/17.

⁹⁵ Ratcliff, Rebecca A., « Searching for Security: The German Investigations into Enigma's Security », *Intelligence and National Security*, vol. 14, n° 1, 1999, p. 148, 155 et 162.

Alliés bénéficient d'une supériorité technique, en particulier dans le domaine de la radiogoniométrie et des radars⁹⁶. En décembre 1942, presque tous les sous-marins allemands disposent d'un détecteur de radar appelé « Metox », qui leur permet d'échapper aux radars alliés. Pourtant, les officiers allemands s'étonnent de voir qu'un nombre croissant de leurs sous-marins sont coulés par des ennemis qui semblent connaître leur localisation, et ils commencent à croire que le Metox, qui émet une faible radiation, permet en réalité aux Alliés de détecter leurs vaisseaux. Ils ignorent qu'en décembre 1942 les Britanniques ont obtenu leurs premiers succès contre une des versions navales de l'Enigma, qui se poursuivent ensuite et leur permettent de traquer les sous-marins allemands⁹⁷.

Le manque de centralisation du renseignement allemand n'a pas permis aux différents services de recouper leurs données sur un décryptage éventuel d'Enigma. Il existe différentes variantes de la machine selon les corps d'armée concernés, mais si l'une d'entre elles est compromise, il est possible que d'autres le soient. Cette cécité allemande sur la sécurité d'Enigma indique aussi que les protocoles pour préserver le secret sur les plus grands succès cryptanalytiques britanniques ont porté leurs fruits. La confiance inébranlable des Allemands dans leurs codes représente une menace directe pour les autres sources de renseignement mentionnées dans les communications censées être impénétrables. J'ai déjà évoqué comment les messages des espions allemands permettent souvent de les appréhender. À l'inverse, les Britanniques et les Américains enquêtent régulièrement sur la fiabilité de leurs méthodes de cryptage. En janvier 1943, les opérations allemandes contre les convois alliés dans l'Atlantique alertent les Britanniques, qui craignent que leur Chiffre naval n°3 ne soit compromis. La comparaison des messages ainsi chiffrés et des mouvements des troupes allemandes sème le doute sur la sécurité de ce code, qui est donc remplacé par le Chiffre naval n°5. Des codes produits par des machines complexes, Typex et CCM, sont ensuite adoptés afin de protéger les communications⁹⁸.

Protocoles de sécurité pour le renseignement humain

Les stratégies pour recruter des agents et s'assurer leur loyauté demeurent caractérisées par les mêmes contradictions apparentes. Le recours à la coercition est fréquent

⁹⁶ Capitaine de corvette K.W. MacMahan, *op. cit.*, vol. 3, p. 120, TNA HW 43/17.

⁹⁷ Ratcliff, Rebecca A., « Searching for Security », *op. cit.*, p. 160-161

⁹⁸ Ratcliff, Rebecca A., *Delusions of Intelligence*, *op. cit.*, p. 172-173.

pour obtenir les services de nouveaux espions ou informateurs. Mais parallèlement, l'utilisation de la flatterie ou de la récompense est souvent privilégiée par des contrôleurs conscients de l'importance d'obtenir le dévouement et la fidélité de ces hommes.

Un agent du *Sicherheitsdienst* capturé en Italie en août 1944 fournit à ses interrogateurs une image détaillée des méthodes de l'agence. Il évoque les raisons qui poussent certaines personnes à la rejoindre. Le recrutement se fait parfois sous la contrainte, en usant de menaces voilées. Le SD peut également employer des criminels ou des personnes sur qui la *Sicherheitspolizei* exerce une pression. En particulier, beaucoup de condamnés à mort sont ainsi mis au service du SD. Des stratagèmes sont parfois utilisés pour contraindre un agent à continuer à opérer⁹⁹. Par exemple, une espionne est prise en photographie en plein délit par ses supérieurs allemands ; ils souhaitent peut-être pouvoir ainsi la forcer à continuer à opérer pour eux en disposant d'une preuve l'incriminant. Il s'agit en réalité d'un agent double servant les Britanniques¹⁰⁰. Certaines personnes rejoignent des agences, comme le SD, par conviction politique, ou dans l'espoir de tirer ainsi des bénéfices¹⁰¹.

Comme pour les agents de l'*Abwehr*, les personnes associées au *Sicherheitsdienst* doivent prêter un serment les tenant au secret sur leurs activités. Afin de donner du poids à cet acte, ils sont avertis qu'ils s'exposent à des sanctions de la part de la *Gestapo* s'ils ne respectent pas leur engagement. Par ailleurs, ils sont informés qu'ils sont constamment sous surveillance¹⁰². Cette dernière mesure semble improbable pour de simples raisons logistiques : il est impossible de garder un œil sur tous les contacts du SD. Mais il est évident que certains sont soumis à des contrôles en cas de doute sur leur loyauté. Ces deux aspects confirment que la peur est un ressort important de la protection du secret dans les agences allemandes, plus qu'une véritable allégeance à l'idéologie nazie.

Des évolutions s'observent dans les accessoires disponibles pour les agents, en particulier les encres invisibles. Certaines encres dites « liquides » utilisées en 1939 et 1940 sont graduellement abandonnées. Plusieurs raisons motivent cette décision. La simple possession de ces encres peut trahir l'agent s'il vient à être fouillé par les autorités et détient un de ces produits. De plus, ces encres se révèlent très facilement quand les lettres sont soumises à des tests. Un espion trouvé en possession d'une lettre secrète est immédiatement

⁹⁹ Rapport basé sur des informations obtenues de Gren Kieburg, prisonnier de guerre capturé le 14 août 1944, 29 octobre 1944, p. 7, NACP, Record Group 165, Entry 179, Box 661.

¹⁰⁰ Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 571.

¹⁰¹ Rapport basé sur des informations obtenues de Gren Kieburg, prisonnier de guerre capturé le 14 août 1944, 29 octobre 1944, p. 7, NACP, Record Group 165, Entry 179, Box 661.

¹⁰² *Ibid.*, p. 8.

compromis. Des fausses allumettes servaient à cacher de l'encre invisible, mais ce stratagème est abandonné au milieu de l'année 1943. Il semble qu'un nouvel appareil de microphotographie apparaisse en 1943, de plus petite taille, et plus rapide, ce qui contribue à protéger les agents. Une dernière méthode consiste à décolorer le message ; l'application d'un révélateur fait apparaître le message à nouveau¹⁰³. Des efforts conséquents sont visiblement déployés afin de protéger les espions, en essayant de toujours s'adapter et innover pour surpasser l'ennemi.

De la même façon, les équipes chargées de produire de faux papiers pour les espions dépensent une énergie considérable afin de veiller à la crédibilité des agents. Une unité, le Service IG (*Referat IG*) de l'*Abwehr*, « *Passreferat* » se consacre à l'élaboration de ces documents. Elle est chargée de procurer aux agents tous les papiers nécessaires afin de mener à bien leurs missions. Ils doivent grâce à ceux-ci pouvoir traverser les frontières ou se soumettre à un contrôle des autorités sans que leur véritable activité ne soit découverte. Les différentes règles qui s'appliquent dans la préparation de ces papiers témoignent d'une réflexion poussée visant à protéger les agents. Ainsi par exemple, ils ne doivent pas recevoir des papiers du pays où ils se rendent, mais d'une autre nation. Ceci évite que les autorités ne puissent vérifier de façon rapide les fichiers de leurs pays et s'apercevoir de la supercherie. Il convient également, autant que possible, de veiller à ce que l'agent parle la langue du pays dont il est censé provenir. Un dilemme se pose à ce bureau sur le choix entre la création d'une pièce d'identité complètement fausse ou le détournement d'un document déjà existant. Le choix dépend de chaque situation particulière. Le passeport ne doit pas paraître trop neuf, et il faut veiller à éviter toute incohérence. Les Allemands apprennent que les Soviétiques ont découvert que leurs espions sont équipés de faux papiers de bonne qualité et ont introduit des « feuilles de contrôle » difficiles à reproduire et comprenant de nouveaux codes. Le *Passreferat* s'applique à essayer de surmonter ces nouvelles difficultés¹⁰⁴. Ceci illustre bien l'importance de préserver le secret sur tout ce qui est lié aux espions afin de les protéger. Parce qu'ils ont découvert la qualité des accessoires des espions allemands, les Soviétiques ont créé de nouveaux moyens de les débusquer. Afin de préparer des pièces d'identité convenables pour ces agents, des questionnaires très détaillés doivent être remplis afin

¹⁰³ Rapport basé sur des informations supplémentaires obtenues de major E. Kliemann, prisonnier de guerre capturé le 16 août 1944, 6 novembre 1944, p. 1-87, NACP, Record Group 165, Entry 179, Box 662.

¹⁰⁴ Rapport sur la section de l'*Abwehr* I G, 1943, p. 1-5, NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1434.

d'établir des documents aussi crédibles que possible¹⁰⁵. Cette section est capable de préparer 200 pièces d'identification différentes¹⁰⁶. Ce même service est chargé de l'ouverture de lettres dans la plus grande discrétion, afin que destinataire et auteur ne découvrent pas que leurs communications sont lues. IG a développé un savoir-faire dans ce domaine, et s'adapte également aux lettres plus difficiles¹⁰⁷.

Les efforts déployés pour assister les espions sont ainsi très conséquents. Pourtant, il apparaît que lorsque des agents sont compromis et que leur matériel tombe dans les mains ennemies, aucune mesure n'est prise et aucune déclaration n'est faite. Ceci pose des difficultés. En particulier de l'encre invisible et du matériel pour la microphotographie ont été saisis, sans que les autorités n'aient été alertées. Elles rappellent à l'ordre les contrôleurs qu'elles menacent de sanctions si les règles ne sont pas respectées plus rigoureusement¹⁰⁸.

Plusieurs règles visent directement à assurer la discrétion des opérations. Les différentes cellules du *Sicherheitsdienst* ne sont pas désignées par leur fonction, mais par un nom de code, généralement le nom du supérieur en charge ou d'un des membres de la section. L'emploi de pseudonyme par les agents est assez rare, ce qui peut paraître surprenant. Ils sont prévenus qu'en cas d'usage d'alias le SD ne pourra pas forcément les aider s'ils rencontrent des difficultés. Ils utilisent cependant des numéros pour désigner les agents¹⁰⁹. Des mots de passe, comme des noms de célébrités, servent fréquemment pour les contacts avec des personnes que l'on ne connaît pas. Parfois des signes distinctifs sont utilisés, comme un œillet ou un chrysanthème à la boutonnière. Plus globalement, le SD laisse une grande marge de manœuvre à ses agents. Afin de les protéger, de garder leur identité secrète et de leur permettre d'opérer de façon durable, les notes de synthèse sur ce qu'ils ont découvert sont toujours anonymes, et les noms des agents ne sont jamais indiqués, même aux hautes autorités du SD. Les agents sont avertis que le SD cherchera à les protéger en cas de difficultés, mais qu'il ne pourra pas toujours le faire. Il est primordial que leur identité demeure secrète.

¹⁰⁵ « Fragebogen für die Anfertigung eines ausländischen Passes », p.1-4, NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1434.

¹⁰⁶ « Verzeichnis des bei Abw. IG vorhandenen U.D.S.S.R. Blankmaterials », NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1434.

¹⁰⁷ Rapport sur la section de l'Abwehr I G, 1943, p. 7, NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1434.

¹⁰⁸ Courrier dont l'objet est « Behandlung von G-Mitteln » 19 juin du colonel Georg Hansen, pour le Régiment d'instruction Kurfürst, 16 juin 1944. Hansen dirige ce qui subsiste de l'*Abwehr*, mais il est désormais sous l'autorité du RSHA d'Himmler qui surveille son service avec méfiance, NACP, Record Group 242, T77, Roll, 1434.

¹⁰⁹ Rapport basé sur des informations obtenues de Gren Kieburg, prisonnier de guerre capturé le 14 août 1944, 29 octobre 1944, p. 7, NARA, Record Group 165, Entry 179, Box 661.

Lorsque les agents infiltrés en territoire nazi découvrent des opposants au régime, ils demeurent souvent en observation afin de faire la lumière sur tout un réseau et non seulement sur quelques individus. C'est seulement une fois que leur enquête est terminée que la *Gestapo* entre en jeu et prend des mesures punitives¹¹⁰.

Du fait de la duplicité de Canaris et de bon nombre de ses associés, duplicité qui était également pour certains un moyen de survie dans cette dictature, l'historiographie récente se consacre peu aux véritables succès de l'*Abwehr*. Toutefois, à contre-courant de cette tendance, l'historien G.H. Bennett a publié en 2015 un article dédié aux efforts d'infiltration de l'aviation britannique par les Allemands entre 1941 et 1944. Des ressortissants des pays alliés, comme la France, la Belgique, la Pologne, servent aux côtés de leurs collègues dans la Royal Air Force (RAF). L'*Abwehr* recrute des pilotes pour se mêler à leurs rangs, collecter des informations sur les armées alliées, sur les opérations à venir, et en définitive retourner en Allemagne avec un avion allié, si possible un modèle récent, ce qui constituerait un grand succès pour le renseignement du Reich. Beaucoup de ces aviateurs sont démasqués par les autorités britanniques lorsqu'ils parviennent au Royaume-Uni. Mais le cas d'un pilote tchèque, Augustin Preucil, semble indiquer que l'*Abwehr* est parvenue à ses fins. Arrivé en Angleterre en 1940, il prend les commandes d'avions britanniques. Son appareil est porté disparu en septembre 1941, et la RAF pense qu'il s'est écrasé. Mais Preucil a atterri en Belgique. Il livre son avion aux Allemands, reçoit une récompense de 10 000 marks et communique ensuite de nombreux renseignements aux Allemands. Plusieurs éléments laissent penser qu'il a été envoyé par les Allemands au Royaume-Uni afin de collecter des informations et de détourner un avion. Aucun fichier du MI5 portant sur lui n'a été déclassifié, alors que des documents existent certainement¹¹¹. Dans un premier temps les pilotes ainsi enrôlés sont souvent peu loyaux envers l'Allemagne. Bennett estime que l'*Abwehr* accomplit des progrès considérables entre 1941 et 1944 : les agents sont sélectionnés de façon plus méticuleuse, mieux entraînés, et opèrent de façon plus satisfaisante. Les procédures deviennent plus rigoureuses à partir de 1943¹¹². Le 30 septembre 1943, un homme se présente au consulat britannique à Barcelone, prétend avoir été dans l'aviation française en 1940 et s'être échappé de la France occupée. Il admet immédiatement avoir été recruté par l'*Abwehr* mais affirme qu'il entendait ainsi devenir agent double pour les Alliés.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 6, p. 8 et p. 31.

¹¹¹ Bennett, G. H., « MI5 and German Attempts to Penetrate Allied Air Forces 1941-4 », *Intelligence and National Security*, vol. 30, n° 6, 2015, p. 853.

¹¹² *Ibid.*, p. 837-848.

Cependant il donne à ces derniers un faux nom et envoie à leur insu des lettres contenant un message à l'encre invisible pour ses contrôleurs de l'*Abwehr*¹¹³. Il révèle aux Britanniques que plus d'une douzaine d'autres agents, dont un aviateur, ont été envoyés au Royaume-Uni pendant l'été et l'automne de 1943¹¹⁴. Ses propos inquiètent grandement le MI5, qui se demande s'il faut interdire à un nombre important d'équipages français de voler, option finalement rejetée¹¹⁵.

Tout en ignorant l'étendue du réseau *Double Cross*, les Allemands nourrissent l'espoir de créer des agents triples : ainsi un yougoslave, « METEOR », est chargé de se rendre au Royaume-Uni. Il doit prétendre trahir les Allemands qui l'ont envoyé pour une mission d'espionnage, et révéler aux Britanniques sa formation en écriture secrète et une adresse où contacter ses contrôleurs. En réalité, il a en sa possession d'autres adresses, et d'autres encres invisibles pour communiquer avec ses supérieurs en Allemagne. Les Allemands sont prêts à révéler la composition d'une de leurs encres secrètes pour donner du crédit à cet agent. Mais METEOR explique tout le plan allemand aux Britanniques, qui décident de rentrer dans le jeu, faisant ainsi de lui un agent quadruple. METEOR veut servir dans les forces armées et est d'abord réticent à participer à ces opérations, mais l'agent double TRICYCLE aide à le convaincre¹¹⁶. Les Britanniques estiment que sa contribution à l'effort de guerre sera plus significative dans ce rôle que parmi les troupes alliées. Ceci montre l'importance du renseignement dans le conflit.

La duplicité des contrôleurs allemands

Au fil de la guerre, de nombreuses personnes entreprennent des négociations de paix qui transitent souvent par les agences de renseignement. Au tout début du conflit, pendant la drôle de guerre, celles-ci visent à empêcher qu'une guerre frontale n'éclate sur le front de l'ouest. Plus tard, vers la fin de la guerre, de nombreuses propositions de paix sont faites, visant à épargner à l'Allemagne une capitulation totale, souvent de pair avec un projet de renversement du régime nazi. Suite à la déroute de Venlo, les Britanniques traitent ces ouvertures avec la plus grande circonspection. Leurs alliés font de même. Ainsi en novembre 1944, un officier allemand, Karl Marcus, se livre aux Français. Il dit être l'« émissaire de

¹¹³ « Case of Henri de Montbron », Camp 020, 17 décembre 1943, TNA KV 2/366.

¹¹⁴ « Information on German Agents, Part 1, Agents Sent Abroad by the Germans », TNA KV 2/366.

¹¹⁵ Bennett, G. H., *op. cit.*, p. 849.

¹¹⁶ Masterman, John C., *op. cit.*, p. 138-139.

Kurt Jahnke », l'ancien dirigeant d'un service de renseignement qui informait Rudolph Hess¹¹⁷, et désormais conseiller politique de Schellenberg, le chef du service de renseignement extérieur du *Reichssicherheitshauptamt*. Marcus dispose d'informations précieuses sur l'Allemagne et dit représenter des dissidents de son pays. Les Alliés jugent qu'il ne cherche qu'à diviser Américains, Britanniques et Soviétiques en jouant sur les divergences de leurs objectifs d'après-guerre. Ils estiment qu'il faut éviter à tout prix de le laisser parvenir à ses fins¹¹⁸.

Les intentions de Marcus sont obscures. Mais les frontières entre les services secrets des deux camps sont moins hermétiques que ce que l'on pourrait d'abord imaginer. Des échanges ont lieu entre leurs représentants. Les fonds d'archives regorgent de documents qui prouvent que de nombreux officiers de l'*Abwehr* savaient que leurs agents étaient sous contrôle britannique, et qu'ils n'ont pris aucune mesure. Il convient de souligner que certains d'entre eux ont affirmé avoir été conscients que leurs agents étaient sous la coupe britannique une fois captifs des Alliés, ce qui peut jeter le discrédit sur leurs affirmations : ils craignent en effet d'être jugés pour leurs actes et souhaitent se dédouaner de leur rôle dans la guerre. Plus largement, dans leurs récits de la guerre, ils souhaitent réécrire l'histoire pour apparaître sous un meilleur jour. Le colonel Oscar Reile, de la branche parisienne de l'*Abwehr*, était le contrôleur de BRUTUS (Roman Czerniawski). Reile déclare ainsi avoir toujours su que son agent avait été retourné par les Britanniques. Pourtant, même s'il a eu des soupçons, il n'en était pas sûr. Après la défaite allemande, il souhaite très vraisemblablement prouver ainsi qu'il était du « bon côté », de celui des vainqueurs¹¹⁹.

Les cas de réelle duplicité des contrôleurs allemands abondent. Souvent, pour préserver leur influence dans l'*Abwehr*, ils sont prêts à prétendre que leurs agents sont loyaux plutôt que de révéler leur trahison. Qui plus est, ils y trouvent souvent un bénéfice financier qui est souvent à l'origine de leurs actions. En octobre 1944, les Britanniques se demandent si ZIGZAG n'a pas révélé à son supérieur allemand, Stephan Von Gröning, qu'il était en réalité un agent double. ZIGZAG leur déclare que Von Gröning soutire de l'argent aux Allemands en prélevant pour son propre compte une portion considérable de l'argent dédié à l'espion¹²⁰. Beaucoup de membres de l'*Abwehr* doutent de la loyauté des agents. Parmi eux, Marie von

¹¹⁷ Connu pour s'être rendu en 1941 en Écosse avec une proposition de paix.

¹¹⁸ « GERMANY: Nazi Attempt to Contact British », 28 décembre 1944, NACP, Record Group 226, Entry 210, Box 413.

¹¹⁹ Macintyre, Ben, *Double Cross*, op. cit., p. 339-340.

¹²⁰ Rapport « ZIGZAG », de M. Ryde, 24 octobre 1944, TNA KV 2/460.

Gronau, qui a eu une liaison avec son collègue de ce service, ARTIST, déclare après la guerre qu'elle était presque certaine qu'il travaillait pour les Britanniques. Ses propos auraient éveillé ses soupçons, comme sa déclaration : « L'amitié traverse les frontières des nations, même en temps de guerre ». De façon poétique, ARTIST confirme les frontières floues entre les services des différents pays belligérants. Accompagnant Marie à l'aéroport, il lui promet qu'un pilote britannique viendra la chercher à la fin du conflit, ce qui tend à confirmer ses soupçons¹²¹. ARTIST relate un épisode qui semble indiquer que Canaris lui-même savait que de nombreux agents n'étaient pas fiables : lors d'une visite à Madrid, le chef de l'*Abwehr*, entendant énoncer la liste des agents en opération, semble dubitatif et peu convaincu de ce qu'il entend¹²².

Malgré la prudence des dirigeants du réseau *Double Cross*, plusieurs éléments auraient pu semer le doute dans l'esprit des contrôleurs allemands. Par exemple, il paraît impossible qu'un seul homme collecte autant d'informations que GARBO n'a déclaré l'avoir fait à ses supérieurs en Allemagne. Harris, en charge de le superviser, s'inquiète que ceci ne rende les Allemands suspicieux, mais ce n'est pas le cas¹²³. Par ailleurs, les communications radio pour relayer ces informations à ses employeurs sont si conséquentes qu'elles ne peuvent manquer d'alerter les autorités britanniques. Entre mars 1943 et la fin du conflit, il a transmis plus de 1300 messages, émettant pendant des durées allant jusqu'à deux heures, ce qui est contraire aux précautions élémentaires de sécurité. Il est presque impossible qu'il puisse procéder de la sorte sans alerter les autorités britanniques. Pourtant ses supérieurs ne semblent pas s'en être souciés¹²⁴. Ceci témoigne d'une nonchalance, voire d'une complicité de leur part.

Dans certains cas, comme celui de NETTLE, les recruteurs allemands sont eux-mêmes des agents doubles. Ainsi NETTLE est chargé de recruter et de former des agents, en particulier à destination des États-Unis. Après avoir rejoint les rangs de *Double Cross*, il veille à sélectionner des espions qui seront en réalité loyaux au Royaume-Uni¹²⁵. TRICYCLE avait rejoint l'*Abwehr* par le biais d'ARTIST avant que ce dernier ne devienne lui aussi un agent double.

Les Britanniques envisagent d'utiliser les agents doubles comme canaux de communication avec les Allemands. Ainsi ils décident que si BRUTUS est compromis, ils

¹²¹ Macintyre, Ben, *Double Cross*, op. cit., p.246-266.

¹²² Benton, Kenneth, op. cit., p. 396.

¹²³ Macintyre, Ben, *Double Cross*, op. cit., p. 231.

¹²⁴ Campbell, John P., op. cit., p. 330.

¹²⁵ Masterman, John C., op. cit., p. 169-170.

enverront à son responsable, Reile, le message suivant : « Nous avons saisi votre homme. C'était astucieux de votre part de le recruter, mais nous savons tout maintenant. Nous pensons qu'il est un peu fou, donc nous n'allons pas le tuer. Toutefois nous communiquerons avec vous de temps en temps, pour discuter de questions d'intérêt commun¹²⁶. »

Les Allemands qui émettent des doutes sur la loyauté des agents rencontrent de grandes difficultés. TRICYCLE rapporte le cas d'un major de l'*Abwehr* qui a osé émettre l'hypothèse que tous les agents allemands sont sous contrôle britannique. Il est démis de ses fonctions en moins de 24 heures¹²⁷. Kammler, un agent de l'*Abwehr* de Lisbonne, fait part de ses doutes quant à ARTIST. En effet, il estime que la qualité décroissante des rapports de TRICYCLE tend à indiquer qu'il trahit ses supérieurs allemands, et Kammler accuse donc ARTIST, qui relaie ses messages, de duplicité. Ce dernier en appelle à Canaris lui-même. Canaris déclare que les intentions de Kammler sont mauvaises et pour l'écarter il l'envoie sur le front de l'est : des officiers en disgrâce y sont fréquemment postés, car la situation y est bien plus dangereuse¹²⁸.

Les Britanniques surveillent constamment les indices pour vérifier que leurs agents conservent la confiance allemande. À cet égard, *Ultra*, mais également les codes manuels des espions, « ISOS », leur permettent d'évaluer le crédit accordé à leurs agents. Bletchley découvre ainsi que Reile se méfie de BRUTUS¹²⁹. Plusieurs autres indices les aident à cerner l'état d'esprit de leurs ennemis. En particulier, l'octroi de fonds conséquents à un espion par ses supérieurs est considéré comme une marque de leur approbation¹³⁰.

Tous les officiers allemands ne sont pas aussi complaisants que ceux que l'on vient d'évoquer. ARTIST se retrouve menacé par les autorités pour des opérations financières illégales. Surtout, les Allemands doutent de sa loyauté. Il tombe aux mains de la *Gestapo*, est torturé, mais ne révèle rien, si bien que le réseau *Double Cross* demeure en opération. Son destin demeure un mystère, il est probable qu'il ait été exécuté, mais aujourd'hui encore aucune preuve ne confirme ce qu'il est advenu de lui¹³¹. Cependant les Britanniques décident de mettre un terme aux activités de TRICYCLE, qui était très lié à ARTIST¹³².

¹²⁶ Macintyre, Ben, *Double Cross*, op. cit., p. 194.

¹²⁷ « Sixth Report on Activities of Security Service », octobre 1943, p. 1-2, TNA KV 4/83.

¹²⁸ Macintyre, Ben, *Double Cross*, op. cit., p. 203.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 193.

¹³⁰ Hyde, H. Montgomery, op. cit., p. 224-225.

¹³¹ Macintyre, Ben, *Double Cross*, op. cit., p. 296-298 et p. 358-360.

¹³² Masterman, John C., op. cit., p.154.

La fin de l'*Abwehr*

Les tensions entre Canaris et le *Sicherheitsdienst*, et les soupçons de conspiration à son égard trouvent leur point d'orgue en février 1944. À cette époque, un membre de l'*Abwehr*, Erich Vermehren, fuit au Royaume-Uni. Cet épisode porte un coup fatal à l'*Abwehr*, qui disparaît et dont les fonctions passent sous le contrôle du RSHA. Canaris est évincé. La centralisation appelée de ses vœux par Heydrich a lieu, longtemps après sa mort¹³³. La disparition de cette agence suscite l'angoisse des dirigeants de *Double Cross*. Les opérations britanniques étaient couronnées de succès grâce aux nombreuses précautions qu'ils prenaient, mais également grâce à l'incompétence voire la duplicité des contrôleurs de l'*Abwehr*. Les chamboulements dans le renseignement allemand font craindre que des hommes plus rigoureux – ARTIST lui-même insiste sur cet aspect – prennent le relais et s'aperçoivent de la duperie¹³⁴. Il n'en est finalement rien et les opérations se poursuivent même au-delà du débarquement qui aurait pourtant pu porter au grand jour l'opération *Fortitude* et la désinformation par ces agents. Comme beaucoup de membres de l'élite nationaliste et conservatrice du pays, au début des années 1930, Canaris avait souhaité exploiter le mouvement nazi pour rendre à l'Allemagne son rang de grande puissance, mais en écartant Hitler et son idéologie dès que possible. Il est arrêté suite à l'attentat manqué contre Hitler le 20 juillet 1944, et exécuté en avril 1945 ; Schellenberg prend la responsabilité de ce qui subsiste de l'*Abwehr*¹³⁵. Les purges et les refontes de certaines organisations sont des éléments centraux de la dernière étape de la nazification des institutions allemandes en 1944-1945.

Pendant l'été 1944, le visage du renseignement allemand a profondément changé. Les services de renseignement ont fait quelques vrais efforts pour obtenir des informations, avec des succès variables. Pourtant, l'une des organisations centrales, l'*Abwehr*, abrite en son sein un personnel qui dessert le régime nazi. Par cupidité, incompétence, insouciance, ou parfois pour nuire aux Nazis, de nombreux contrôleurs et officiers de l'*Abwehr* ferment les yeux sur les trahisons de leurs agents. Dès 1941-1942, au plus tard, ils ont compris que les Alliés gagneraient cette guerre et ils favorisent la cause des « Anglo-Saxons » contre les Soviétiques. En 1944, l'*Abwehr*, dont la place était centrale, est dissoute, même si certaines de ses

¹³³ Bassett, Richard, *op. cit.*, p. 281-283.

¹³⁴ Macintyre, Ben, *Double Cross*, *op. cit.*, p. 249-250.

¹³⁵ Schellenberg, Walter, *Hitler's Secret Service* [1957], Pyramid, New York, 1962, p. 194.

opérations se poursuivent dans le RSHA. La multiplicité des agences, le manque de coordination et leurs succès variables ont laissé la place à un organe qui se détache très nettement sur le devant de la scène, le RSHA, dont l'une des fonctions est la collecte de renseignement. Ce RSHA est l'incarnation d'une idéologie nazie extrême. D'autres services, notamment militaires, subsistent cependant, mais leur importance est mineure. La cryptanalyse allemande, dont les succès les plus significatifs ont été remportés par le *B-Dienst* jusqu'en 1943, ne constitue plus un soutien important à l'effort de guerre. Les précautions de sécurité semblent limitées lorsque ce renseignement est utilisé. Ceci est probablement partiellement dû aux difficultés si grandes à obtenir des informations que tout détail est immédiatement exploité. Les succès des Allemands contre les codes des Alliés sont brefs, notamment parce que ceux-ci les découvrent rapidement et savent par ailleurs l'importance d'adapter constamment leurs systèmes de chiffage afin de mettre l'ennemi en échec. Une des erreurs les plus flagrantes repose dans la confiance aveugle dans les différentes versions de l'Enigma, dont le décryptage a fourni une manne pour les Britanniques, menaçant ainsi certaines sources de renseignement allemandes et informant les Alliés des forces et intentions de l'Axe. Les succès des agences de renseignement britanniques sont étroitement liés aux failles de leurs homologues allemands. Ces derniers font, par ailleurs, face à un ennemi hors pair.

III.C. Des services américains désormais chevronnés

Alors qu'en 1940 les Américains cherchent à préserver leur neutralité, une succession d'incidents qui culminent avec l'attaque japonaise contre Pearl Harbor les entraîne définitivement dans le camp des belligérants. En 1943, les États-Unis sont devenus une puissance militaire de premier plan, le pays consacre toute son énergie à l'effort de guerre. Le mois de novembre 1943 marque le début de l'offensive dans le Pacifique centre : les premiers succès contre les îlots de Tarawa et Makin leur ouvrent la voie vers de nouvelles victoires et témoignent de la puissance des Américains face aux Japonais. Le pays occupe désormais une position de force par rapport au Royaume-Uni, ce qu'atteste la nomination d'Eisenhower au poste de commandant en chef des forces alliées en Europe en janvier 1944.

Nous pouvons nous demander si cette puissance militaire trouve son écho dans le domaine du renseignement, et dans son corollaire, la protection des sources. Comme les Britanniques, les Américains disposent d'informations nombreuses dont l'origine est secrète. Sur les fronts multiples sur lesquels ils sont engagés, ils font usage de façon massive de ces données. Comme pour leurs alliés britanniques, il faut s'interroger sur la compatibilité de la protection des sources avec une démarche très offensive.

Peu de fonds d'archives antérieurs à 1943 renferment des règles explicites concernant la sécurité des sources. En revanche, à partir de 1943, ces documents abondent. Cette année constitue un tournant. Les Américains formalisent les règles de sécurité indispensables qui sont devenues graduellement apparentes pendant les premières années d'opération de leurs services.

Les archives de l'OSS pour la période 1943-1945 sont exceptionnelles. Le chercheur, lorsqu'il se souvient que les fonds du SIS britannique (l'homologue de l'OSS pour le volet du renseignement) sont toujours classifiés, et lorsque qu'il constate la difficulté d'accès aux archives du renseignement allemand, liée à leur classement complexe, ne peut que s'émerveiller devant l'abondance des fichiers détaillant les méthodes de l'agence américaine. Ainsi, les archives nationales basées à *College Park*, dans la banlieue de Washington, regroupent une documentation très conséquente sur les formations dispensées aux agents de l'OSS, sur les instructions de sécurité, et même des récits des espions revenus de mission, qui émettent un jugement sur leur expérience, leur entraînement et le déroulement des opérations.

Dans le domaine de la cryptanalyse aussi, et en particulier en ce qui concerne la distribution et l'utilisation du renseignement qui en découle, de nombreuses lois sont édictées à partir de 1943 et disponibles sur microfilms à *College Park*. Les protocoles de sécurité varient selon le degré de classification des informations, la période considérée, et le théâtre de guerre. Dans tous ces documents des lignes directrices très claires se dégagent. Elles révèlent les principes cardinaux qui permettent de préserver les sources et témoignent de fortes préoccupations sécuritaires.

Succès du renseignement humain américain

Entre 1943 et 1945, les Américains remportent de grands succès dans le renseignement humain. Ils peuvent ainsi compter sur les révélations de Hans Bernd Gisevius, un agent de l'*Abwehr* envoyé en Suisse par Canaris et chargé de maintenir le contact entre les Alliés et la résistance allemande. Les Britanniques, échaudés par la débâcle de Venlo, refusent de lui prêter attention, contrairement aux Américains, qui obtiennent ainsi des données précieuses. Pour preuve de sa bonne foi, Gisevius révèle à Allen Dulles, le directeur de la branche suisse de l'OSS, que les Allemands lisent les communications chiffrées des représentants du Département d'État à Bern. Cette coopération de plusieurs années s'achève lorsque Gisevius doit fuir après l'attentat raté contre Hitler et les purges qui s'ensuivent, auxquelles il échappe grâce à l'appui américain¹³⁶.

Un autre agent de premier plan, Fritz Kolbe, surnommé « George Wood » par les Américains, leur apporte une aide de premier plan. Comme Gisevius, il s'est d'abord tourné vers les Britanniques, sans succès. Ceux-ci craignent que des agents provocateurs envoyés par l'ennemi ne parviennent à gagner leur confiance et à découvrir les rouages du renseignement allié. Les Britanniques pèchent par excès de méfiance : le désir de protéger leurs sources les prive de renseignements valables. Les Américains, quant à eux, sont d'abord suspicieux et enquêtent pour vérifier les intentions de Kolbe, mais ils finissent par lui accorder leur confiance. Grâce à ses fonctions de liaison entre le ministère des Affaires étrangères et l'état-major allemand, Kolbe a accès à des documents précieux qu'il transmet aux Américains. Il informe également les Alliés de la présence de « Cicéron », un espion à la solde des

¹³⁶ O'Donnell, Patrick K., *op. cit.*, p.76-78.

Allemands, dans la résidence de l'ambassadeur britannique en Turquie. Ce dernier, se sentant menacé, cesse alors ses activités illégales¹³⁷.

Plusieurs agences américaines supervisent des agents doubles, comme l'OSS, mais surtout le FBI. Leur coopération avec les Britanniques dans ce domaine n'est pas toujours sans heurts comme le montre l'exemple de l'agent TRICYCLE (anciennement appelé SKOOT), envoyé sur le sol des États-Unis en 1941-1942. Cet épisode est désastreux. Le FBI refuse de laisser TRICYCLE enquêter sur ce que les Allemands lui demandent, et l'armée rechigne à l'autoriser à fournir quelques détails à ses supérieurs allemands dans ses rapports, ce qui est pourtant indispensable pour asseoir son crédit. Qui plus est, TRICYCLE, désormais oisif, mène une vie très dépensière qui lui attire les foudres des Américains. Les Britanniques estiment que les Américains ont agi de la façon la plus efficace pour compromettre TRICYCLE, que cela ait été ou non leur intention. TRICYCLE rentre finalement en Europe, où il doit user de toute son ingéniosité pour regagner la confiance de l'*Abwehr*. Malgré les tensions entre les deux pays au sujet de TRICYCLE, le FBI, en particulier, s'est beaucoup inspiré du modèle britannique pour la gestion des agents doubles dont le nombre augmente rapidement. Les Américains sont très vigilants, ils n'autorisent généralement pas les agents à écrire leurs propres messages, pratique fréquemment admise par les Britanniques¹³⁸.

Après le débarquement de Normandie, les équipes de contre-espionnage américaines découvrent en France un espion de l'*Abwehr*, Juan Frutos. Leur avis et celui des Britanniques divergent quant à la façon d'en tirer parti : les Britanniques désirent l'envoyer au Royaume-Uni pour le soumettre à des interrogatoires poussés. Au contraire, les Américains souhaitent qu'il continue ses activités pour les Allemands, mais sous contrôle allié. C'est cette seconde option qui est retenue. Il rejoint un réseau d'agents doubles sous le contrôle des États-Unis qui connaît un essor à cette époque. Les Américains utilisent Frutos pour donner de fausses informations aux Allemands, en particulier sur la reconstruction du port de Cherbourg. Comme pour les agents doubles britanniques, les rapports que Frutos doit envoyer à ses supérieurs allemands soulèvent des dilemmes complexes. La branche du renseignement de l'armée est très réticente à transmettre des données à l'Allemagne, ce qui est pourtant indispensable pour gagner la confiance des contrôleurs. Ils collaborent finalement avec les Britanniques pour donner aux Allemands la même image erronée des forces et intentions alliées. Comme certains agents doubles britanniques, Frutos obtient la confiance de ses

¹³⁷ « Cicero », *ibid.*, p. 68-69.

¹³⁸ Macintyre, Ben, *Double Cross*, *op. cit.*, p. 90-103 et p. 181-183.

supérieurs qui lui demandent de s'enquérir de la situation d'autres espions allemands, qui sont ainsi démasqués¹³⁹.

Énonciation de règles strictes pour encadrer les activités de l'OSS

Nous avons cité dans le chapitre concernant la période précédente cette affirmation de Richard H. Smith, un spécialiste de l'OSS, sur les méthodes de l'agence : « Les procédures standards d'opération étaient presque taboues dans l'OSS¹⁴⁰. » Ceci semble particulièrement vrai pour la période 1940-1942, mais plus discutable pour la seconde moitié de la guerre. Les fonds d'archives indiquent par exemple de façon très détaillée les formations dispensées aux contrôleurs de l'OSS, qui se caractérisent par une grande rigueur. Les propos de Smith peuvent cependant être justifiés dans cette seconde période : comme l'apprennent les officiers traitants avant d'être envoyés en mission, malgré l'entraînement reçu, il faut s'adapter aux circonstances particulières de chaque mission, il n'y a pas de « règles définies¹⁴¹ ».

Une des brochures détaillant ce que l'on doit enseigner aux futurs contrôleurs insiste sur le besoin d'inculquer la discrétion et la discipline à ces hommes pour contrecarrer un tempérament décrit comme le « naturel » américain. Ce document décrit ce que seraient les traits spécifiques des ressortissants du pays : un Américain est très attaché à sa liberté d'expression, aime se mettre en avant en montrant ses connaissances et souhaite vivre sans contrainte¹⁴². Ceci semble contraire aux précautions élémentaires de sécurité. Revenant de mission, un des officiers traitants estime que les qualités nécessaires que l'on doit rechercher chez un agent sont le désir de servir, le courage et la discipline, si bien qu'il conseille de recruter des militaires¹⁴³. À la fin de la guerre, un vétéran de l'OSS, Andre¹⁴⁴, insiste lui aussi sur l'importance de la discipline. Son récit de son service pendant la guerre est relaté ainsi :

Il souligne que la discipline est impérative sur le terrain. Si vos hommes ne respectent pas et n'obéissent pas à vos ordres sur-le-champ, votre sécurité et celle de toute votre équipe est menacée. Assurez-vous leur docilité ou débarrassez-vous

¹³⁹ O'Donnell, Patrick K., *op. cit.*, p. 197-198.

¹⁴⁰ Smith, Richard H., *op. cit.*, p. 4.

¹⁴¹ OSS « A Material » pour la formation du personnel, chapitre « Handling of Agents », p. 1, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

¹⁴² OSS « A Material » pour la formation du personnel, chapitre « Security », p. 1, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

¹⁴³ « DeWitt Clinton » p. 1, « Interview with Returned Men. Book 1 », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

¹⁴⁴ C'est ainsi que l'agent est désigné dans les rapports de l'OSS. Il peut s'agir de son véritable prénom, de son nom de famille, ou d'un pseudonyme.

d'eux, dit Andre. Et lorsqu'il parle de " se débarrasser d'eux ", il veut dire: de façon radicale. Tuez-les. Il a été contraint de le faire plus d'une fois¹⁴⁵.

Discrétion et discipline sont indispensables pour protéger ces sources. L'entraînement est conçu pour instiller chez les recrues de nouveaux principes de prudence. De nombreux vétérans de l'OSS estiment que l'accent de ces formations porte trop sur l'aspect sécuritaire, sur le besoin de discrétion. Parfois même cette culture du secret rend les individus suspects¹⁴⁶. Une trop grande discrétion devient le signe distinctif auquel on reconnaît les agents du renseignement. Les manuels à l'usage des étudiants et les notes sur les cours à dispenser font la part belle à la protection des sources.

Avant tout, les membres de l'OSS doivent veiller à garder le plus grand silence possible sur leurs activités. Ils peuvent révéler à leurs proches qu'ils appartiennent à l'agence, mais en aucun cas ce qu'ils y font. Ils doivent prétendre que leur travail est ennuyeux afin de décourager toute forme de curiosité¹⁴⁷. Cette règle ne semble s'appliquer qu'aux contrôleurs et pas aux agents à qui sont confiées les missions sur le terrain. Ces derniers seraient directement menacés par de telles révélations, leur vie serait en danger.

Un deuxième aspect concerne les informateurs et agents sur qui les contrôleurs vont s'appuyer pour obtenir des informations. Le maître-mot est la vigilance. Les officiers traitants cherchent toujours à vérifier qu'ils ne sont pas en train de recruter un agent de l'ennemi¹⁴⁸. En particulier, ils doivent se méfier des personnes qui viennent spontanément offrir leurs services ; celles-ci peuvent s'avérer peu fiables voire être des agents de l'ennemi. Il est possible de dresser un parallèle avec les réfugiés, nombreux en Europe. Généralement désireux d'aider les Alliés, ils peuvent être des agents envoyés par l'ennemi¹⁴⁹, pratique très utilisée, notamment par les Allemands. Par ailleurs, sélectionner des personnes qui sont déjà membres de réseaux clandestins est malavisé, bien que cela garantisse leur loyauté. Leurs activités passées ont pu alerter l'ennemi. En cherchant à y mettre un terme, celui-ci peut

¹⁴⁵ « *He emphasizes discipline as imperative in the field. Unless your men respect and instantly obey your orders your security and that of the entire outfit is threatened. Keep them in line or get rid of them, says Andre. And by "get rid of them" he means the hard way. Kill them. He was forced to do it more than once* », « First Student », p. 5, « Interview with Returned Men. Book 1 », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

¹⁴⁶ « *Wartime Recommendations for Training of Personnel* », Donald C. Baker, datant probablement de 1949, p. 13, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2, Folder 32. Ce document se fonde sur des entretiens par le sergent J.C. Gibbs, du service de la formation, avec du personnel de retour de mission en 1944 et 1945.

¹⁴⁷ « *Security Regulations* », Office of Strategic Services, 23 février 1943, entrée en application le 1^{er} mars 1943 », p. 3-4, NACP, Record Group 226, Entry 92, Box 49, Folder 1, Part 8.

¹⁴⁸ « *Agent in Spain* », p. 1, « Interview with Returned Men. Book 1 », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

¹⁴⁹ OSS « *A Material* » pour la formation du personnel, chapitre « *Security* », p. 2, et « *Recruiting of Agents* », p. 3, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

découvrir les nouvelles missions que l'OSS leur aurait confiées¹⁵⁰. Les fichiers de l'OSS témoignent des stéréotypes raciaux de l'époque, qui influencent les démarches de ses membres. Ainsi on lit au sujet de l'Extrême-Orient : « Les autochtones s'avèrent souvent très loyaux envers les hommes blancs s'ils sont traités correctement ; dans d'autres cas, seul l'argent sonnait et trébuchant et les biens matériels leur parlent. On doit alors les payer bien – mieux que ne le feraient les Japonais¹⁵¹ ». Il s'agit là d'un élément central dans le renseignement. Si une motivation financière entre en jeu, il faut offrir plus que l'ennemi, afin de s'assurer qu'un informateur (ou même un officier du renseignement) ne change pas de camp. Les montants payés aux agents sont définis de manière assez rigoureuse selon la région concernée et le type d'opération. L'existence d'un protocole pour ceci paraît surprenante. Bien entendu ces montants dépendent aussi parfois de ce que l'agent réclame¹⁵². Parfois des produits rares, des denrées difficiles à se procurer ont plus de valeurs à ses yeux. Les officiers traitants offrent aussi régulièrement des cigarettes ou du café à leurs agents, produits souvent rationnés ou chers qui récompensent et renforcent la loyauté de leurs hommes¹⁵³.

Un contrôleur doit créer une relation forte avec ses agents. Il doit tout mettre en œuvre pour le succès de leur mission. Ceci nécessite qu'il recueille un maximum d'informations sur le contexte de l'opération, et qu'il veille à tous les détails. Il faut qu'il fournisse à l'agent le matériel nécessaire et qu'il maintienne le contact afin que celui-ci ne se sente pas abandonné. Parfois le contrôleur doit même assurer la protection de la famille de l'agent, ou lui faire parvenir de l'argent ou des biens difficiles à obtenir. Les Américains mettent l'accent sur l'importance de tenir les promesses faites aux proches des agents comme aux réseaux de résistance¹⁵⁴.

De tous ces documents se dégage une impression que le recrutement n'est jamais imposé. Cette règle est d'ailleurs énoncée explicitement : « L'agent [...] ne peut être forcé à

¹⁵⁰ « Wartime Recommendations for Training of Personnel », Donald C. Baker, datant probablement de 1949, p. 9, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2, Folder 32.

¹⁵¹ « *Natives often develop strong loyalties to white men if properly handled; in other cases, only hard cash or commodities have a meaning. One should then pay well – better than the Japanese would* », OSS « A Material » pour la formation du personnel, chapitre « Recruiting of Agents », p. 5, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

¹⁵² *Ibid.* et OSS « A Material » pour la formation du personnel, chapitre « Handling of Agents », p. 4, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

¹⁵³ « Agent in Spain », p. 4, « Interview with Returned Men. Book 1 », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

¹⁵⁴ OSS « A Material » pour la formation du personnel, chapitre « Handling of Agents », p. 2 et p. 7, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

travailler pour nous¹⁵⁵ ». Ceci contraste fortement avec les pratiques des agences allemandes. Ainsi, lors de leur formation, les contrôleurs américains apprennent qu'il faut laisser à une recrue une dernière occasion de se désister avant de lui révéler les détails de sa mission. Ceci évite que l'agent au courant d'un projet de l'OSS n'évante le secret parce qu'il ne souhaite finalement plus servir l'agence¹⁵⁶. Les futurs contrôleurs qui reçoivent ces formations sont eux aussi libres de mettre un terme à leur association avec l'OSS¹⁵⁷.

La majeure partie de la formation est consacrée à la préservation du secret sur les opérations. Les principes énoncés recoupent certaines règles déjà évoquées pour protéger les sources : la plus élémentaire consiste à veiller à révéler le moins de choses possible, à l'oral ou à l'écrit. Par exemple, lors de leurs formations, les membres de l'OSS sont encouragés à ne pas donner leur vrai nom à leurs collègues, ce qui permet de préserver leur anonymat. Si l'un d'entre eux tombe aux mains de l'ennemi ou décide de trahir son pays, ses camarades sont ainsi protégés¹⁵⁸. Le cloisonnement est encouragé. Le principe du « besoin d'en connaître » est ici cardinal : seules les personnes qui doivent absolument être au courant d'une opération en sont informées. L'importance du secret est au cœur des préoccupations, en veillant toutefois à ne pas attirer la suspicion par excès de prudence. Par ailleurs, les formations insistent sur la nécessité de trouver le juste et difficile équilibre entre sécurité et efficacité.

La formation des contrôleurs est très poussée. Elle inclut des cours sur les services de contre-espionnage des pays cibles. Ces informations permettent ensuite d'échapper à leur vigilance. Les points abordés concernent la mise sur écoute, les filatures, les fouilles (corporelles ou de domiciles) : les recrues savent ainsi comment mener ces opérations, mais également comment les éviter ou comment dissimuler des objets incriminants. Les cours portent également sur le combat rapproché, le maniement d'armes. Les officiers traitants doivent adopter des couvertures pour dissimuler leurs vraies activités. Elles doivent permettre de façon crédible de justifier leur présence et leurs déplacements. L'un d'entre eux est censé être un représentant de l'armée envoyé en Grèce pour évaluer les besoins de ravitaillement de

¹⁵⁵ « *The agent [...] cannot be coerced into working for us* », OSS « A Material » pour la formation du personnel, chapitre *Handling of Agents* », p. 3, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

¹⁵⁶ *Ibid.* et OSS « A Material » pour la formation du personnel, chapitre « *Recruiting of Agents* », p. 6, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

¹⁵⁷ OSS Schools & Training Branch, « *Supplemental Reading for E Students* », chapitre « *Your Job* », p. 1, mai 1944, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

¹⁵⁸ « *Desk Indoctrination Memo for Students Proceeding to Basic OSS Training Course* », p. 1, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 12.

la région. Ceci lui permet de s'attirer les bonnes grâces de la population mais aussi de recueillir des informations précieuses¹⁵⁹.

Les contrôleurs sont également formés aux communications secrètes, en particulier à l'utilisation de codes, comme le chiffrement par transposition double. Ce système manuel peut être mémorisé aisément et est particulièrement sûr car il change à chaque message¹⁶⁰. De retour de mission, certains officiers traitants jugent que des codes de types « masque jetable » sont plus rapides d'utilisation, et plus simples que ces codes, même s'ils peuvent être légèrement moins sûrs selon eux¹⁶¹. La sécurité de ces systèmes de chiffage dépend de la manière dont ils sont utilisés. Les masques jetables sont souvent décrits comme les seuls chiffres parfaitement sûrs, si seuls l'émetteur et le destinataire en connaissent la « clé » qui est changée à chaque utilisation. Les contrôleurs apprennent également à limiter les communications aux destinataires souhaités, à privilégier les discussions de vive voix en évitant le téléphone. Si une trace écrite doit exister, ils veillent à ce qu'elle paraisse anodine. On leur rappelle que les téléphones peuvent être mis sur écoute. Afin de s'assurer que le correspondant est bien la personne qu'il prétend être si c'est lui qui appelle, une pratique courante consiste à le rappeler¹⁶².

De nombreuses circulaires concernant les règles de sécurité sont publiées à partir de 1943, et fréquemment mises à jour. L'OSS s'est inspiré des protocoles en vigueur dans les forces armées pour la formulation de ces normes de sécurité¹⁶³. Une de ces circulaires est intitulée « Règles de sécurité régissant les sujets classifiés ». Elle indique l'existence de quatre différentes catégories de classification, à l'exclusion de toutes autres : « *Top Secret* », « *Secret* », « *Confidential* », « *Restricted* ». Nous retrouvons les mêmes termes que ceux adoptés au Royaume-Uni. Les documents relevant des trois premiers groupes, ainsi que tous les brouillons ou autres papiers associés, doivent être conservés dans des coffres-forts, et pas seulement dans des tiroirs à clé. La transmission de ces documents requiert les plus grandes précautions et s'effectue dans un cadre bien défini. Le « besoin d'en connaître » signifie qu'un officier ne sera pas mis au courant en vertu de son rang, mais seulement s'il est

¹⁵⁹ « Northern Greece », p. 1, « Interview with Returned Men. Book 1 », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

¹⁶⁰ Tout le fichier « OSS – "A" Material », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

¹⁶¹ « Wartime Recommendations for Training of Personnel », Donald C. Baker, datant probablement de 1949, p. 7, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2, Folder 32.

¹⁶² OSS « A Material » pour la formation du personnel, chapitre « Security », p. 2-3, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

¹⁶³ « Security Regulations », Office of Strategic Services, 23 février 1943, entrée en application le 1^{er} mars 1943 », p. 2, NACP, Record Group 226, Entry 92, Box 49, Folder 1, Part 8.

nécessaire qu'il soit averti des opérations¹⁶⁴. Des circulaires visent à préserver les secrets de l'OSS en couvrant de nombreux aspects différents, comme le travail des gardes armés, des messagers, et même des réceptionnistes. L'importance du secret est omniprésente dans ces documents. Les nouvelles recrues doivent signer un exemplaire des Règles de Sécurité et prêter un serment de loyauté à l'agence.

Une récrimination fréquente des officiers traitants de l'OSS concerne les contraintes matérielles qu'ils rencontrent sur le terrain et les difficultés logistiques que les autorités à Washington ne les aident pas suffisamment à surmonter. Il faut garder à l'esprit que les activités de l'agence couvrent des zones très diverses sur une grande partie du globe, ce qui rend les échanges avec les États-Unis complexes. Ainsi, un officier traitant, Alex, se plaint des difficultés à produire de faux papiers en Espagne. Pour ces détails techniques il estime qu'un appui logistique plus important devrait être apporté par ses supérieurs. Produire sur place ces documents est coûteux, complexe, et potentiellement dangereux. Beaucoup de personnes sont impliquées dans la procédure, ce qui nuit à la discrétion des opérations¹⁶⁵.

Les archives de l'OSS révèlent que de nombreux agents ont été capturés par l'ennemi. Ceci est peut-être dû, au moins partiellement, à des recrutements et des formations parfois trop hâtifs, ce qui est probablement inévitable dans un contexte de guerre¹⁶⁶. Malgré de beaux succès, l'OSS déplore des pertes nombreuses. DeWitt Clinton, rapporte à son retour de mission qu'au moins quatre opérateurs radio sont tombés aux mains des Allemands. Il souligne le problème que ceci pose en termes de sécurité, car tout leur équipement a été saisi, y compris leurs instructions sur les procédures et la sécurité¹⁶⁷. Alex souligne le sort qui attend les agents arrêtés par les Nazis en France : ceux qui détiennent des documents incriminants sur eux sont abattus. Il mentionne plusieurs exemples de personnes saisies par les Allemands¹⁶⁸.

¹⁶⁴ « Security Regulations Governing Classified Matters », révision du 15 mars 1944, p. 1-5, NACP, Record Group 226, Entry 92, Box 49, Folder 3, Part 10.

¹⁶⁵ « Agent in Spain », p. 2, « Interview with Returned Men. Book 1 », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

¹⁶⁶ « Wartime Recommendations for Training of Personnel », Donald C. Baker, datant probablement de 1949, p. 22, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2, Folder 32.

¹⁶⁷ « DeWitt Clinton », p. 2, « Interview with Returned Men. Book 1 », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

¹⁶⁸ « Agent in Spain », p. 4, « Interview with Returned Men. Book 1 », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

Un contraste clair apparaît avec les services britanniques. Même si nous ne disposons pas des archives correspondantes pour le Royaume-Uni, les quelques éléments qui transparaissent montrent qu'il existe un cloisonnement assez rigoureux entre les « opérations spéciales » (SO, en grande partie le sabotage) et l'espionnage (SI). Elles sont divisées entre le SOE et le SIS. Les Britanniques estiment que la collecte de renseignements nécessite une grande discrétion, aux antipodes des activités de sabotage. Les opérations de renseignement se font souvent sur un temps long, alors que le sabotage compromet généralement l'agent qui doit fuir rapidement. Au contraire, chez les Américains, le contour des deux domaines est plus flou. Il est évident qu'au cours d'une mission de sabotage, un individu peut obtenir des informations qu'il juge de son devoir de rapporter à ses supérieurs, et inversement. Un espion peut parfois avoir des opportunités de sabotage uniques qu'il peut exploiter sans compromettre sa mission principale. La différence temporelle entre les opérations de SI et de SO devient moins marquée lorsque l'agent SO opère via d'autres hommes de main, et établit sur le long terme un réseau d'opérateurs tout en essayant de se mêler incognito à la population. Sur le terrain, du côté américain, les mêmes personnes supervisent parfois les deux types d'activité qui sont peu séparées. Un agent peut à la fois s'occuper de SI, de SO, de contre-espionnage, et influencer sur le moral de la population¹⁶⁹. Une partie de la formation est commune pour le SO et le SI, et quelle que soit la nature des missions qui vont être confiées, une recrue est formée aux deux aspects, même si son entraînement est plus orienté dans une des deux directions. Se basant sur l'expérience du terrain, un vétéran recommande que lorsqu'un groupe entier est chargé d'une mission, l'un d'entre eux se consacre exclusivement au contre-espionnage pour vérifier que son équipe n'a pas été démasquée¹⁷⁰.

Cette différence d'approche, ce souhait de ne pas cloisonner complètement les deux types d'activités, handicape la coopération avec les Britanniques. Une lettre de juillet 1943 révèle l'agacement des Américains à ce sujet. Les Britanniques apportent souvent un appui matériel pour les opérations à destination de l'Europe, notamment en permettant le transport des agents vers le terrain. Ils interdisent en effet l'emploi d'avions américains pour les missions secrètes. Mais afin de bénéficier de ce soutien, les Américains sont obligés de distinguer les missions SO et SI et de faire appel au SOE ou au SIS en conséquence. D'autres doléances s'ajoutent à cette première difficulté : les Américains regrettent d'être alors

¹⁶⁹ OSS Schools & Training Branch, « Supplemental Reading for E Students », chapitre « Your Job », p. 2-3, mai 1944, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 4.

¹⁷⁰ « Wartime Recommendations for Training of Personnel », Donald C. Baker, datant probablement de 1949, p. 12, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2, Folder 32.

contraints de tout leur révéler sur leurs projets. Ils estiment par ailleurs que, contrairement à leurs promesses, les Britanniques semblent peu enclins à laisser les États-Unis établir un réseau indépendant de renseignement en Europe. Selon l'auteur de la lettre, W. A. Roseborough, qui occupe une position élevée dans l'OSS, les Britanniques préféreraient que les réseaux américains leur soient subordonnés, comme ceux de la France Libre ou de la Pologne. Roseborough estime que les contraintes matérielles évoquées concernant le déplacement des agents constituent un risque direct pour ceux-ci, s'il n'est pas possible de les insérer, et surtout de les extraire d'un terrain d'opération de façon rapide¹⁷¹. Les tensions entre les deux pays, notamment la différence d'approche sur le cloisonnement des activités, pourraient menacer les sources d'information. L'expérience des officiers traitants de l'OSS les pousse à affirmer que l'agence devrait avoir ses propres avions et pilotes – et ils souhaitent que ceux-ci bénéficient de la formation standard de l'agence¹⁷².

Uniformisation de la sécurité du renseignement cryptanalytique

Les progrès du renseignement technique américain vont croissant au fur et à mesure de la guerre. Leurs moyens financiers et techniques leur permettent de construire des machines, notamment des « *Bombes* » qui accélèrent le décryptage des codes ennemis et contribuent de façon déterminante à l'effort de guerre. Entre autres succès, au début de l'année 1944, un tournant s'opère lorsque l'armée de terre parvient à lire les codes de l'armée japonaise¹⁷³. Les accords Wenger-Travis d'octobre 1942 entre la GC&CS et la marine américaine et BRUSA de mai-juin 1943 entre l'armée de terre et les Britanniques posent des jalons pour la coopération entre les deux pays. Une dimension centrale porte sur l'importance d'adopter des conventions de sécurité communes aux deux pays. Ceci se reflète dans les circulaires américaines de cette période, qui respectent ces précautions communes. Une note de la marine du 25 mars 1943 détaille les dangers qui entourent le renseignement technique. Elle reprend, de façon plus détaillée, les avertissements sur l'impératif de protéger son origine qui sont présents presque systématiquement dans tous les documents d'époque. Je cite dans leur intégralité ces deux paragraphes qui reflètent bien la conscience du risque couru par cette source et l'enjeu :

¹⁷¹ Lettre du lieutenant-colonel W.A. Roseborough, pour le brigadier-général W.J. Donovan, directeur de l'OSS, 17 juillet 1943, NACP, Record Group 226, Entry 210, Box 355.

¹⁷² « Wartime Recommendations for Training of Personnel », Donald C. Baker, datant probablement de 1949, p. 2, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2, Folder 32.

¹⁷³ Johnson, Thomas R., *op. cit.*, p. 1.

L'extrême importance du renseignement issu des communications comme source fiable d'informations sur l'ennemi a été démontrée à maintes reprises. Aucune autre forme de renseignement ne permet de déterminer les intentions de l'ennemi de façon aussi catégorique.

De ce fait, il est impératif que toutes les précautions possibles soient prises en vue de contrôler la diffusion et l'utilisation du renseignement issu des communications afin d'éviter de tarir ces sources. Dans le passé, toute révélation quant à la source de renseignements issus des communications a mené invariablement à un changement immédiat dans les communications de l'ennemi et à la perte consécutive de semaines ou de mois d'efforts acharnés de la part du personnel du renseignement issu des communications. Il est évidemment admis que le renseignement issu des communications n'a aucune valeur si l'on ne peut en faire un usage opérationnel approprié. Cependant, un avantage tactique momentané vaut rarement le risque de compromettre la source, car compromettre celle-ci mettra un terme au flux d'informations et affectera donc énormément les opérations sur tous les fronts et dans toutes les régions¹⁷⁴.

Ce document confirme que le renseignement technique est la source la plus prolifique pour les Alliés. Elle permet de connaître la situation de l'ennemi mais également ses intentions, ce que les autres formes de renseignement ne permettent pas nécessairement. La fiabilité de ce renseignement est inégale. La prudence est donc de mise, même si l'importance de trouver un équilibre entre préservation du secret et nécessité d'utiliser cette source est décrite comme capitale. Le pays est en guerre, il faut aider les troupes avec toutes les armes dont on dispose. Mais la règle cardinale est rappelée : un avantage tactique momentané ne doit pas compromettre cet atout stratégique. La référence aux imprudences dans l'utilisation de renseignement est cryptique. Il s'agit peut-être d'une évocation des révélations avant le début de la guerre, comme la publication du livre de Yardley.

Les règles qui suivent reprennent les principes fondamentaux de la protection du renseignement technique. Il faut veiller à ce que le nombre de personnes dans le secret reste le plus limité possible, en s'assurant que le principe du « besoin d'en connaître » est respecté. Cette précaution fait écho à celle de l'OSS. Tous les documents incriminants doivent être

¹⁷⁴ « *The extreme importance of communication intelligence as a reliable source of enemy information has been repeatedly demonstrated. From no other form of intelligence can the enemy's intentions be so positively determined.*

In view of these facts, it is imperative that every possible precaution be taken with regard to controlling the dissemination and use of communication intelligence in order to avoid drying up its sources. Any disclosures in the past with regard to the source of communication intelligence have invariably resulted in an immediate change in the enemy's communications and the consequent loss of weeks or months of painstaking effort on the part of our communication intelligence personnel. It is recognized, of course, that communication intelligence is of no value unless proper operational use can be made of it. However, momentary tactical advantage is seldom worth the risk of compromising the source, for such compromise will stop the flow of information and thereby vitally affect operations on all fronts and in all areas », « Control of Dissemination and Use of Communication Intelligence », par le commandant en chef de la marine américaine E. King, 25 mars 1943, p. 1, NACP, Record Group 457, Box 1417.

détruits sur les sites potentiellement menacés par l'ennemi. Le renseignement technique, lorsqu'il est transmis à des subordonnés, doit l'être autant que possible sous la forme d'un ordre opérationnel. Ces règles s'appliquent également chez les Britanniques, comme cela a été expliqué. S'il ne s'agit pas d'un ordre opérationnel mais seulement d'une information, les données doivent être transmises sans référence à leur source et doivent contenir, près du début du message, le mot « *Ultra* » ou « *Super* ». Tirant les leçons des succès contre les codes ennemis, les autorités annoncent que la transmission de ce renseignement ne peut se faire qu'après avoir utilisé les codes les plus sûrs, comme Typex, ou ECM, ou grâce à des masques jetables théoriquement incassables. Seul un très petit nombre de personnes doivent être capables de déchiffrer les messages ainsi codés. Dans les cas exceptionnels où l'information doit être communiquée à des personnes qui ne disposent pas de tels systèmes de très haut niveau, seules les données indispensables pour les opérations leur seront transmises, et le code le plus sûr sera utilisé. Une action basée sur ces informations ne doit jamais laisser l'ennemi penser que l'information n'a pu être obtenue que par l'étude de ses communications. L'analyse du trafic quand elle est très utile reçoit le même traitement que le fruit de la cryptanalyse. Cette mesure peut paraître surprenante : les Alliés veillent généralement à ce que les règles les plus strictes ne soient requises que pour la cryptanalyse des codes complexes¹⁷⁵. La réglementation couvre la transmission comme l'utilisation de ce renseignement. Le « besoin d'en connaître », la protection des communications et l'utilisation prudente de ces informations sont au cœur de sa protection.

Les archives renferment une circulaire de l'armée de terre américaine du 28 septembre 1943 qui présente des parallèles évidents avec celles de la marine. Ce document revêt un intérêt particulier car il indique que l'ennemi « soupçonne ou sait » que certaines de ses communications chiffrées sont « interceptées¹⁷⁶ ». Il faut donc qu'il ignore la nature et l'étendue des succès alliés. Les mots de codes pour faire référence à la cryptanalyse des codes les plus complexes sont les suivants : « *Dexter* », « *Corral* », et « *Rabid* ». Ces termes ne peuvent être utilisés à proximité d'un autre mot indiquant leur sens, comme « rapports *Dexter* » ou « source *Rabid*¹⁷⁷ ». Les règles sont très similaires à celles de la marine en mars 1943. Seul un très petit nombre de personnes doivent être dans le secret, les informations pour

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 2.

¹⁷⁶ « *Suspects or knows* » et « *intercepted* », « United States Army Security Regulations for Rabid Intelligence », par le général de division J. A. Ulio, 27-28 septembre 1943, NACP, Record Group 457, Box 1417. Des règles d'octobre reprennent également ces protocoles de sécurité.

¹⁷⁷ « *Dexter reports* » et « *Rabid source* », *ibid.*

les subordonnés doivent être sous forme opérationnelle et si l'ennemi intercepte le message il ne doit pas pouvoir déduire sa source. Dans le cas où les destinataires ne disposent pas de systèmes de chiffrement assez élevés, les mêmes principes s'appliquent que dans les règles de mars 1943, en ajoutant une source fictive pour expliquer la provenance de l'information, comme l'interrogatoire d'un prisonnier de guerre. Revenant sur les soupçons de l'ennemi, le général de division Alexander Ulloa, l'Adjudant général de l'armée de terre, indique qu'il faut éviter d'utiliser des formules longtemps privilégiées comme « source très fiable¹⁷⁸ » : l'adversaire sait en effet que ceci sert de camouflage pour le renseignement technique. Le personnel chargé des communications sur ce renseignement doit être si possible maintenu à l'écart des zones où il risque d'être capturé par l'ennemi. Avant d'être affecté à ces fonctions il a bien sûr été soumis à une enquête de sécurité par le bureau du renseignement de l'armée¹⁷⁹.

Une évolution marquée de l'époque repose dans les contacts de plus en plus étroits entre les services de cryptanalyse de la marine et de l'armée de terre américaine. Contrairement à la GC&CS britannique, il n'existe pas une agence centrale pour le renseignement technique. Cette division pourrait encourager une saine émulation. Mais elle cause surtout une duplication des tâches et des rivalités malsaines. Pourtant la situation s'améliore au cours de la guerre. Comme l'illustre l'analyse des directives de l'armée de terre et de la marine, les normes de sécurité des deux corps de l'armée sont très proches. Ceci est partiellement dû à leur collaboration avec le Royaume-Uni : dans ces échanges, les standards britanniques de sécurité s'imposent généralement. Chaque branche de l'armée collabore séparément avec la GC&CS ce qui contribue en définitive à l'adoption de conventions de sécurité communes à la marine et à l'armée de terre. En janvier 1944, des règles de sécurité pour le renseignement issu des communications concernant la météorologie sont adoptées par les deux corps de l'armée. En février 1944 un accord de portée limitée est conclu entre les deux, et signé par le général George C. Marshall, le chef d'état-major de l'armée de terre, et l'amiral Ernest King, le commandant en chef de la marine américaine. Il gouverne l'échange de renseignements issus des communications. La sécurité reste au cœur des préoccupations. L'agence à l'origine du renseignement conserve le contrôle sur le traitement de ces données.

¹⁷⁸ « *Highly reliable source* », *ibid.*

¹⁷⁹ *Ibid.*

Les règles de septembre 1943, ainsi que celles de janvier 1944 encadrent ces échanges¹⁸⁰. En avril 1944, l'ANCICC (*Army-Navy Communications Intelligence Coordinating Committee*, Comité de coordination du renseignement issu des communications pour l'armée de terre et la marine) est créé. Plus tard cet effort de coopération s'étend à de plus hauts échelons, avec la fondation de l'ANCIB (*Army Navy Communications Intelligence Board*, Commission de l'armée de terre et de la marine pour le renseignement issu des communications)¹⁸¹. En 1944, une harmonisation des noms de code s'observe, avec l'utilisation d'« *Ultra* », « *Pearl* » et « *Thumb* » à l'exclusion de toute autre formule.

La protection du renseignement technique joue aussi un rôle direct dans la vie politique américaine. Le 7 novembre 1944, des élections présidentielles se tiennent aux États-Unis. Contrairement à la coutume, le Président Roosevelt est candidat à un quatrième mandat. Afin d'être réélu, il insiste sur l'importance d'une continuité du gouvernement pour mettre un terme rapide au conflit. Pourtant, la guerre elle-même pourrait lui coûter le soutien populaire si l'opinion publique juge que ses agences de renseignement auraient dû anticiper Pearl Harbor. En particulier, Roosevelt et ses conseillers craignent que le candidat républicain, Thomas E. Dewey, au courant de la cryptanalyse des codes japonais, ne révèle au grand jour les prouesses des agences de renseignement technique pour affaiblir Roosevelt. Il pourrait ainsi mettre en cause les hommes au pouvoir pour espérer remporter l'élection. Le général Marshall en personne lui écrit pour lui demander de taire ce qu'il sait. Suite à ces démarches, faites à l'insu du Président Roosevelt, Dewey ne mentionne plus Pearl Harbor dans sa campagne, car il est conscient de l'impératif que la cryptanalyse des codes japonais demeure secrète¹⁸². Roosevelt est réélu. Des débats sur ce fiasco du renseignement américain auraient pu attirer l'attention des Japonais sur les succès des États-Unis contre leurs codes. Or à l'automne 1944 le déchiffrement des codes japonais est crucial dans l'effort de guerre américain¹⁸³.

Plus généralement, le Congrès débat en mars et avril 1945 d'un projet de loi, S. 805, permettant de sanctionner sévèrement toute révélation sur les systèmes cryptographiques ou

¹⁸⁰ « Joint Army-Navy Agreement for the Exchange of Communication Intelligence », signé de George Marshall et du commandant en chef de la marine américaine Ernest King, 4 février 1944, NACP, Record Group 457, Box 1417.

¹⁸¹ Johnson, Thomas R., *op. cit.*, p. 5-7.

¹⁸² Dulles, Allen W., *op. cit.*, p. 103.

¹⁸³ Fondation George C. Marshall, « 5-235 Memorandum for the President, September 22, 1945 », <http://marshallfoundation.org/library/digital-archive/memorandum-for-the-president-143/>, consulté le 15 juillet 2016.

les efforts et succès cryptanalytiques américains. Les dirigeants américains, en particulier les militaires, souhaitent ainsi se doter d'instruments permettant une répression stricte en cas d'indiscrétions ou de trahison délibérée, à l'image de la Loi sur les secrets officiels britannique. Le Congrès refuse de voter cette loi dont il craint qu'elle n'empêche de faire le jour sur les véritables causes du désastre de Pearl Harbor. Il souhaite permettre une plus grande transparence que le public américain appelle de ses vœux¹⁸⁴.

Entre 1943 et 1945, le renseignement américain remporte des succès indéniables. Tirant des leçons de ce qu'ils apprennent sur les agents doubles britanniques, les Américains commencent eux aussi à convertir les espions ennemis à leur cause. Ils recrutent des agents précieux qui leur livrent des données inestimables pour la conduite de la guerre. L'OSS s'est développé et est devenu une agence secrète qui emploie des agents à travers le monde. Malgré certaines erreurs, il prête une attention toute particulière à la protection des sources. Dans le domaine de la cryptanalyse, les Américains occupent désormais une place de premier plan. De plus, les relations s'améliorent entre les services de l'armée de terre et de la marine, ce qui était indispensable. La réputation d'imprudence et de manque de discrétion des Américains ne semble plus justifiée.

¹⁸⁴ Kahn, David, *How I Discovered World War II's Greatest Spy and Other Stories of Intelligence and Code*, Boca Raton, CRC Press, 2014, p. 325.

III.D. Relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis : l'élève devient le maître (1943-début 1945)

En octobre 1942, la marine de guerre américaine et les Britanniques parviennent à un accord formel mettant en place de façon pérenne leur coopération dans le domaine cryptanalytique. Ce tournant majeur ne résout pourtant pas tous les problèmes. L'une des difficultés majeures est liée à la structure même des agences américaines. Si cet accord concerne tous les corps d'armée britanniques, il n'implique que la marine américaine, et pas l'armée de terre des États-Unis. Les agences de cryptanalyse des deux corps de l'armée américaine sont en effet parfaitement indépendantes, et leurs échanges très limités. L'armée de terre américaine souhaite à son tour pouvoir bénéficier de l'appui des Britanniques qui demeurent des modèles dans ce domaine. Des préoccupations sécuritaires et une lutte d'influence se mêlent pour rendre extrêmement laborieuse la mise en place d'accords entre l'armée de terre américaine et la GC&CS. La coopération des deux pays est nécessaire pour améliorer les performances de leurs services, mais les Britanniques comme les Américains craignent qu'une indiscretion de leurs homologues ne compromette irrévocablement leurs sources.

Hiver 1942-1943 : La visite d'Alan Turing aux États-Unis au cœur des tensions entre la GC&CS et l'armée de terre américaine

À la fin de l'année 1942, Alan Turing, l'un des meilleurs cryptanalystes britanniques, se rend aux États-Unis. Il a joué un rôle déterminant dans l'adaptation de la « Bombe » qu'il a rendue plus performante. Il est également à l'origine des premiers succès contre les codes produits par les versions navales de l'Enigma, réputées incassables, à la fin de l'année 1939. Au milieu de l'année 1941, ses découvertes peuvent être mises à profit afin de lire régulièrement les codes de la marine allemande. Il se voit refuser l'accès aux laboratoires Bell dans le New Jersey où les « Bombes » et les systèmes de cryptographie américains sont fabriqués. Il avait pourtant reçu une invitation de la part d'officiers américains qui n'avaient en réalité pas la légitimité pour la formuler, du fait des différentes organisations dont

relevaient les projets du laboratoire Bell¹⁸⁵. Une demande d'accès pour Turing effectuée quelques mois auparavant avait déjà été refusée¹⁸⁶. Edward Hastings, le représentant de la GC&CS à Washington, rapporte ces péripéties et souligne que Turing pourrait apporter une contribution significative aux projets cryptographiques américains, ajoutant qu'il est naturel que les Britanniques souhaitent obtenir des précisions sur un appareil qui servira probablement à chiffrer les communications entre les deux pays et qui est développé par Bell. Une des raisons des réticences américaines était que la contribution unique de Turing à la cryptanalyse britannique était inconnue de la plupart de ses interlocuteurs américains, du fait de l'impératif de protection du secret. William F. Friedman, éminent cryptanalyste de l'armée de terre américaine, ne découvre qu'en mai 1943 que Turing est à l'origine de la « *Bombe* » britannique¹⁸⁷.

Les plus hautes autorités interviennent pour régler ce contretemps. Le maréchal John Dill, le plus haut représentant de l'armée de terre britannique aux États-Unis, écrit le 2 décembre 1942 au général George C. Marshall, le chef d'état-major de l'armée de terre américaine, pour solliciter l'autorisation que Turing puisse voir le dispositif de brouillage des Américains. Il se porte garant de ce dernier, et ajoute qu'une « complète coopération¹⁸⁸ » semble être la norme dans ce domaine. Le courrier se conclut sur une demande explicite que Turing puisse accéder au laboratoire. On pourrait penser que le caractère très direct de cette lettre préviendrait toute tergiversation de la part des Américains, mais ce ne fut pas le cas. Le 9 décembre 1942, Marshall répond que le projet s'est vu attribuer le rang d' « ultra secret¹⁸⁹ » si bien que « les informations le concernant sont diffusées au plus petit nombre d'officiers possible¹⁹⁰ ». Il ajoute : « on me dit que vos agents du renseignement suivent la même politique et qu'il n'y a pas d'échange d'informations sur ces développements ultra

¹⁸⁵ Document intitulé « Copies of Letters Between the Field Marshal [Dill] and General Marshall, etc. » citant une lettre du 2 décembre 1942 du capitaine E.G. Hastings pour le maréchal [Dill] portant l'en-tête : « American Research and Development of Telephonic Scrambling Device and Research of Unscrambling Telephone Devices » TNA HW 50/13.

¹⁸⁶ Note du 15 janvier 1943 de R. (seule l'initiale est indiquée) au colonel Bullock, NACP, Record Group 457, Box 948.

¹⁸⁷ Gladwin, Lee A., *op. cit.*, p. 137.

¹⁸⁸ « *Full cooperation* », lettre au général G.C. Marshall, Chief of Staff, 2 décembre 1942. Le nom de l'auteur du document n'est pas indiqué, mais la lettre du 9 décembre citée ci-après indique clairement qu'il s'agit du maréchal Sir John Dill. TNA CAB 122/14.

¹⁸⁹ « *Ultra secret* », lettre de G.C. Marshall à Dill, 9 décembre 1942, TNA CAB 122/14.

¹⁹⁰ « *Information concerning it has been restricted to the fewest possible officers* », *ibid.*

secrets¹⁹¹ ». Il lui conseille de s'adresser à la Division du renseignement militaire (« *Military Intelligence Division* »)¹⁹². Dill, après vérification¹⁹³, nie ces accusations :

J'ai été horrifié quand on m'a dit que nous ne vous communiquons pas tous nos développements les plus secrets dans ce domaine et j'ai pris des mesures en conséquence.

On me dit maintenant que nous ne cachons rien à vos représentants dûment certifiés et que nous les tenons même informés des développements projetés¹⁹⁴.

Marshall riposte et dresse la liste des informations que les Américains ne reçoivent pas : certains trafics de l'armée de terre allemande, le trafic clandestin allemand, malgré les promesses britanniques, et « le matériel cryptographique issu des nations slaves » ainsi qu'un « analyseur à grande vitesse¹⁹⁵ ». Des notes de John Tiltman, cryptographe en chef de la GC&CS, adressées à Dill, rejettent chacune de ces accusations, même si elles admettent qu'une coopération plus grande existe entre la GC&CS et la marine américaine¹⁹⁶. Dill répond que ces informations sont fournies aux Américains et attribue les tensions présentes à un malentendu sur les procédures à suivre pour obtenir ces données¹⁹⁷. Une lettre du 2 janvier 1943 de Tiltman résume les dernières avancées des négociations. Il y affirme que la GC&CS informe le ministère de la Guerre américain des procédures et résultats de ses investigations, mais décourage la duplication des efforts de cryptanalyse déjà en cours à Bletchley pour des raisons de sécurité¹⁹⁸.

Les Américains semblent à présent reconnaître que rien ne leur est caché. Pour autant Strong, l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement, dit qu'il ne peut pas accorder l'accès à Turing, parce que la décision n'est plus de son ressort. Le 4 janvier 1943, le colonel Frank Bullock, qui dirige l'agence de cryptanalyse de l'armée de terre américaine, autorise Friedman à donner de nombreuses précisions à Tiltman et Turing

¹⁹¹ « *I am told that this same policy is being followed by your intelligence people and that there is not interchange of information regarding these ultra secret developments* », *ibid.*

¹⁹² « *Such difficulties will be eliminated if requests are made to our Military Intelligence Division, and I have instructed that division to extend him every possibly courtesy* », *ibid.*

¹⁹³ Message du capitaine E.G. Hastings au maréchal Dill, 9 décembre 1942, TNA CAB 122/14.

¹⁹⁴ « *I was horrified when I learnt that we were not giving you all our ultra secret developments in this field and took action accordingly.*

I am now told that we hide nothing from your duly authenticated people and even keep them informed of projected developments », lettre de J.G. Dill au General George Marshall, 15 décembre 1942, TNA CAB 122/14.

¹⁹⁵ « *Cryptographic material derived from Slavic nations* » et « *high speed analyzer* », message de Marshall à Dill, 23 décembre 1942, TNA CAB 122/14.

¹⁹⁶ « *Briefs for Field Marshal by Colonel Tiltman* », 23 décembre 1942, TNA HW 50/13.

¹⁹⁷ Lettre du 26 décembre 1942 de Dill à Marshall, TNA CAB 122/14.

¹⁹⁸ Lettre du colonel J.H. Tiltman au brigadier Dykes, 2 janvier 1943, CAB/122/14.

sur le « projet 68003¹⁹⁹ », c'est-à-dire la « Bombe » de l'armée de terre américaine. Au début du mois de janvier 1943, les reproches britanniques à l'égard de Strong sont cinglants : il est accusé de n'être pas suffisamment informé sur l'avancement de la coopération entre les deux pays et les différents accords conclus et d'être de mauvaise foi. En particulier, certaines informations qu'il réclame pour l'armée sont déjà fournies par les Britanniques²⁰⁰. Une autre raison pourrait expliquer ces lenteurs : une note du 7 janvier 1943 indique que les autorisations d'accès aux équipements permettant des communications secrètes ou de la cryptographie sont individuelles²⁰¹. Malgré le rôle déterminant de Turing à la GC&CS, il faut que son nom, spécifiquement, apparaisse dans les registres. Il ne peut pas entrer simplement en vertu de son rôle de représentant des Britanniques. Le 5 janvier, Dill écrit à Marshall pour lui dire que les accusations que les Britanniques cachaient des choses aux Américains ont été levées, et il sollicite à nouveau l'accès de Turing au dispositif de cryptage américain²⁰². La réponse est à nouveau négative : le 6 janvier, Marshall dit que l'appareil de brouillage téléphonique et le Laboratoire Bell ne relèvent pas seulement du ministère de la Guerre et qu'il ne peut donc pas accorder cette autorisation²⁰³. La suite du document constitue un véritable tournant dans les négociations. Marshall explique que Strong désirait plus d'informations sur les codes allemands, et ajoute :

Il [Strong] m'informe qu'il n'a pas pu les obtenir, mais il est d'accord avec moi pour dire que nous fournir ces informations implique en fait un danger accru. Pour cette raison je pense que vous ne devriez pas nous révéler plus de données détaillées de ce type que vous ne le faites à present. Comme je l'ai déjà dit, le général Strong s'est rallié à cette vue²⁰⁴.

Ce commentaire sera réutilisé *ad nauseam* par les Britanniques pour justifier leurs réticences à partager des informations avec les Américains. Cette concession revient presque, de la part de l'armée de terre américaine, à renoncer à s'attaquer à Enigma et à recevoir du « renseignement spécial » de la part des Britanniques²⁰⁵. Dill répond le 7 janvier en soulignant

¹⁹⁹ « Project 68003 », Mémoire de Frank W. Bullock, Colonel, Signal Corps, pour archivage, envoyé également à William F. Friedman, 4 janvier 1943, NACP, Record Group 457, Box 1283.

²⁰⁰ « Notes for Commander Travis' Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/13.

²⁰¹ Note du 7 janvier 1943, NACP, Record Group 457, Box 948.

²⁰² Lettre du 5 janvier 1943 de Dill à Marshall, TNA CAB 122/14.

²⁰³ Lettre du 6 janvier 1943 de Marshall à Dill, TNA CAB 122/14.

²⁰⁴ « He [Strong] tells me that he has been unable to secure this, but he agrees with me that turning this information over to us does actually involve increased hazard. Therefore my opinion is that your people should not release to us more detailed data of this kind that they do at present. As I said before, General Strong has accepted this view », *ibid.*, TNA CAB 122/14.

²⁰⁵ Smith, Bradley F., *The Ultra-Magic Deals and the Most Secret Special Relationship*, *op. cit.*, p. 140.

qu'il cherche à tout prix à « respecter le principe de franchise et réciprocité complète²⁰⁶ », que les Britanniques acceptent de tout montrer aux Américains sur le sol anglais – l'expression « en Angleterre²⁰⁷ » est soulignée anglais – et qu'un refus persistant en ce qui concerne Turing ne manquerait d'avoir des conséquences sur les relations anglo-américaines. Marshall ordonne à Strong de s'adresser à Henry L. Stimson, le ministre de la Guerre américain, qui après concertation avec le ministre de la Marine, Knox, accorde enfin cet accès à Turing. Bradley Smith affirme que ces péripéties ont suscité l'indignation parmi certains subordonnés de la marine américaine, qui estiment à cette époque, comme lors de la très controversée mission Sinkov en 1940, que la marine américaine donne des informations aux Britanniques sans rien obtenir en échange²⁰⁸.

Le 9 janvier, Joseph T. McNarney, chef d'état-major intérimaire, annonce au général Macready que Turing a maintenant le droit d'accéder au laboratoire, mais que le ministère de la Guerre ne souhaite pas que les Britanniques exploitent ces technologies²⁰⁹. Cette décision est prise très peu de jours avant la Conférence de Casablanca, où Roosevelt et Churchill se sont mis d'accord sur la conduite à adopter pour la poursuite de la guerre. Il était vraisemblablement impératif qu'une issue favorable soit trouvée à cet incident à la veille de ce sommet. Une note du 12 janvier indique qu'il faut ajouter Turing à la liste des personnes autorisées à visiter le projet X 1-61753, à la demande de la branche du renseignement de l'armée de terre, G2. Il semblerait pourtant que son accès ne soit pas complet²¹⁰. Un document du 15 janvier annonce qu'une confirmation écrite de Bullock indiquant que Turing a le droit de visiter le laboratoire est requise. Bullock note à la main « Demandez à Friedman de préparer une telle note pour que je la signe. Il connaît l'histoire, contrairement à moi²¹¹. » Un mémorandum du 22 janvier de Bullock pour l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement souligne l'incohérence de ne pas révéler à Turing le dernier mécanisme de cryptage M-228, qui sera probablement utilisé en Angleterre et qui est de toute façon connu assez largement. Malgré quelques restrictions sur ce qui serait communiqué aux Britanniques, il rappelle la directive qui stipule que « les Britanniques doivent être tenus au

²⁰⁶ « Uphold the principle of complete frankness and reciprocity », lettre du 7 janvier 1943 de Dill à Marshall, 7 janvier 43, TNA CAB 122/14.

²⁰⁷ « In England », *ibid.*

²⁰⁸ Smith, Bradley F., *The Ultra-Magic Deals and the Most Secret Special Relationship*, *op. cit.*, p. 140-141.

²⁰⁹ Lettre de Joseph T. McNarney, Acting Chief of Staff au Lt Col H. N. Macready, 9 janvier 1943, TNA CAB 122/14.

²¹⁰ « Addendum to X-61753 Project – Clearance List Dates January 7, 1943 » 12 janvier 1943, NACP, Record Group 457, Box 948.

²¹¹ « Ask Friedman to prepare such note for my signature. He knows the story and I don't », note du 15 janvier 1943 de R. au colonel Bullock. NARA, Record Group 457 Box 948.

courant de toutes les caractéristiques de ce projet²¹² ». Le 6 février, un compte-rendu d'une réunion de la veille annonce que l'on va révéler à Turing que le M-228 a maintenant la préférence sur le système antérieur pour le chiffrement des messages, lui expliquer les principes qui sous-tendent son fonctionnement, mais qu'il ne sera pas autorisé à observer ou effectuer des tests sur cet appareil²¹³.

Cette visite a entraîné de nombreuses difficultés, les plus hautes autorités ont intercédé pour Turing et pourtant les Américains ont longtemps renâclé à le mettre dans le secret. Ces tergiversations ont failli mener à un véritable incident diplomatique. Elles sont le signe évident des réticences de l'armée de terre américaine à accepter une coopération totale avec les Britanniques. Cependant le fait même que Turing ait finalement pu entrer est la preuve d'une coopération cryptologique avancée, qui s'étend même, de façon assez nouvelle, aux méthodes cryptographiques américaines. Dans les échanges entre les protagonistes s'esquissent les traits de ce qui sera le plus grand facteur de discord : la volonté de l'armée de terre américaine de créer ses propres « *Bombes* », mettant un terme au monopole si cher aux Britanniques. Ces derniers, malgré leurs résistances, ne peuvent que constater la perte de cette exclusivité qui leur permettait de conserver une position dominante par rapport aux Américains et un outil de poids dans les négociations avec eux.

Un autre enjeu de cette visite de Turing aux États-Unis est le secret entourant les méthodes cryptographiques américaines, en l'occurrence la machine M-228 qui doit servir à coder les échanges entre *Bletchley Park* et *Arlington Hall*, le centre de cryptanalyse de l'armée de terre américaine. Les Américains souhaitent naturellement protéger leurs secrets cryptographiques des Britanniques. Cela est d'autant plus marqué qu'ils savent que plus tôt pendant la guerre les Britanniques ont lu leurs communications, comme en témoigne l'aveu de Churchill à Roosevelt le 25 février 1942, déjà mentionné dans le chapitre sur les débuts de la coopération entre les deux pays entre 1940 et 1942. Pour autant, les Britanniques désirent connaître les rouages de cet appareil puisqu'il servira pour échanger les informations très secrètes entre les deux centres de cryptanalyse. La préservation des sources nécessite de s'assurer de la sécurité de ces communications. Turing estime ce système assez sûr, mais moins sûr qu'un masque jetable, système qui offre le degré le plus grand de confidentialité.

²¹² « *The British are to be kept fully cognizant of all features of this project* », mémorandum pour l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement, War Department, intitulé « *Disclosure to British of Keying Means and Mechanisms for Project X-61753* » par Frank W. Bullock, Colonel, Signals Corps, 22 janvier 1943, NACP, Record Group 457, Box 948.

²¹³ Mémorandum sur la Conférence sur le Projet X-61753, pour le colonel W. Preston Corderman, par Earle F. Cook, lieutenant colonel, Signal Corps, 6 février 1943, NACP, Record Group 457, Box 948.

D'autre part les Britanniques utilisant ce système ne pourront cacher leurs échanges aux Américains. Par conséquent, des modifications pour remédier à certains des défauts de cet appareil sont apportées suite à ces commentaires²¹⁴.

Vers l'accord BRUSA de mai 1943

Au début de l'année 1943, les Britanniques manifestent leur agacement quant aux échanges avec les Américains, en particulier l'armée de terre, qu'ils estiment déséquilibrés. Ces derniers demandent plus de coopération de la part de la GC&CS, sans pour autant, selon les Britanniques, montrer leur bonne volonté. Un rapport dressant le bilan depuis l'accord Wenger avec la marine américaine liste sur quatre pages toutes les promesses américaines d'échanges qui n'ont pas été tenues²¹⁵. Cependant, signe évident d'un progrès de leur alliance, de la priorité accordée à la préservation des sources, et de la reconnaissance de l'expérience britannique en termes de sécurité, l'armée de terre des États-Unis envisage de se baser sur les protocoles britanniques pour garantir la pérennité des sources lors de leur diffusion. La marine américaine avait déjà pris de telles mesures²¹⁶. C'est une étape considérable vers une plus grande coopération, pour laquelle une uniformité de ces protocoles est cardinale. Eisenhower lui-même, le commandant américain des armées alliées en Afrique du Nord, affirme veiller rigoureusement à la protection des sources. Sa réponse à Churchill, qui s'enquérât de la sécurité d'*Ultra*, mérite d'être citée dans son intégralité :

A. Je suis convaincu qu'il n'y a pas de danger que le renseignement *Ultra*²¹⁷ ou les données basées sur *Ultra* tombent dans des mains ennemies. Le poste le plus avancé actuellement est à plus de 130 kilomètres du front. Il est interdit de sortir les messages *Ultra* du quartier général.

B. Il existe des mesures pour la destruction dans un très bref délai.

C. Le renseignement qui peut compromettre l'*Ultra* existant n'est pas envoyé en aval du quartier général de l'armée.

D. Je peux vous assurer que nous sommes parfaitement conscients du danger, et sommes constamment sur nos gardes²¹⁸.

²¹⁴ Gladwin, Lee A., *op. cit.*, p.134-137.

²¹⁵ « American Liaison U.S. Navy Department from Holden Agreement (Oct: 1942) to Wenger's Visit to the U.K (July 1943) », TNA HW 50/13.

²¹⁶ « Notes for Commander Travis's Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/13, p. 6.

²¹⁷ Synonyme de « renseignement spécial » ici, et dans bien des cas.

²¹⁸ « A. *I am satisfied that there should be no danger of the Ultra material or materials founded on Ultra falling into enemy hands. Most forward station now is over 60 miles from the Front. Ultra messages are not permitted to leave Headquarters.*

B. Arrangements exist for destruction at short notice.

C. Material which may disclose existing Ultra is not sent forward of Army Headquarters.

D. I can assure you that we fully realise the danger, and are constantly on our guard », dépêche envoyée du S.C.U. d'Algers le 20 février 1943, du général Eisenhower au Premier ministre britannique, TNA HW 1/1393.

Le début de la création de « *Bombes* » par l'armée de terre américaine donne naissance à plusieurs mois de tensions très fortes entre Britanniques et Américains, qui rendront des négociations poussées entre les deux pays indispensables. La création de ces appareils aux États-Unis est à l'origine de l'accord BRUSA de mai 1943 entre l'armée de terre américaine et la GC&CS. Le 5 janvier, le colonel Tiltman, en mission aux États-Unis, rapporte que l'armée a « commencé à utiliser les données que nous leur fournissons, et construit une « *Bombe* » aux Laboratoires Bell²¹⁹ ». Cela renforce la méfiance et l'aigreur des Britanniques, tout comme le refus initial que Turing accède à ces laboratoires. Ceux-ci perçoivent le besoin de parvenir à un accord définitif avec les Américains. Parallèlement, ces derniers ont impérativement besoin de plus d'informations de la part des Britanniques pour poursuivre leurs recherches. William F. Friedman, le directeur de la section de Recherche sur les communications, rédige le 8 février 1943 un mémorandum pour le colonel W. Preston Corderman, qui vient d'être nommé directeur du service de cryptanalyse de l'armée de terre, remplaçant Frank Bullock. Friedman annonce que les machines de l'armée de terre permettant de lire les messages d'Enigma commenceront à être installées le 1^{er} avril 1943²²⁰. Il souligne le besoin primordial des Américains de plus d'informations de la part des Britanniques, notamment du trafic radio de l'Enigma de l'armée de terre et de l'aviation allemandes, ainsi que d'informations résultant de leur expérience de la cryptanalyse des codes de ce pays.

Cependant la GC&CS n'est pas rassurée quant aux mesures de précaution de ses homologues d'outre-Atlantique. Ce message est suivi d'un autre mémorandum, de Corderman cette fois-ci, indiquant au colonel Carter W. Clarke, le directeur de la Branche Spéciale du ministère de la Guerre, que les Américains respectent les consignes britanniques. Il détaille les mesures prises afin de protéger le secret entourant les « *Bombes* » créées par l'armée de terre. Plusieurs aspects entrent en jeu : la présence d'agents de sécurité là où les machines sont fabriquées et assemblées, mais également lors de leur convoi. Dans *Arlington Hall*, elles seront mises de côté et bénéficieront d'une « protection spéciale adéquate ». La plupart des ouvriers impliqués dans la fabrication de parties de la machine ne savent pas à quoi elles servent ni comment elles fonctionnent, du fait d'un grand cloisonnement du travail, et les personnes à qui l'on devait révéler des informations ont été soumises à un contrôle initial. À

²¹⁹ « *Began using the data supplied by us, building a bombe machine at the Bell Laboratories* », « Notes for Commander Travis's Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/13, p. 6.

²²⁰ Mémorandum de William F. Friedman, directeur de la Recherche sur les Communications, pour le colonel Corderman, 8 février 1943, NACP, Record Group 457, Box 1283.

plusieurs reprises, il cite Stevens²²¹, l'officier de liaison britannique, pour confirmer ses dires. Ces documents s'inscrivent dans le cadre de discussions vives entre les deux pays pour mettre en place des accords incluant l'armée de terre américaine. Mais les Britanniques répètent les propos de Marshall en date du 6 janvier qui soulignait le danger d'envoyer des informations aux États-Unis.

Un mémorandum du 10 février 1943 par « C », qui supervise la cryptanalyse britannique, pour les Directeurs du renseignement, rapporte que le renseignement de l'armée américaine a émis le souhait qu'un de ses officiers soit attaché de façon permanente à la GC&CS. « C » évoque la nécessité de trouver un accord qui serait appliqué à tous les échelons afin d'éviter un « désastre²²² » dans trois domaines. La sécurité de cette source est mentionnée en premier lieu, signe de la prépondérance de cette préoccupation. Il mentionne également les tensions politiques ainsi créées, et le danger pour les opérations militaires. Le 17 février 1943, Strong, l'adjoint du chef d'état-major en charge du renseignement, écrit à Marshall, le chef d'état-major de l'armée de terre américaine, et, faisant référence aux échanges qui ont eu lieu entre Marshall et Dill, le représentant britannique, au sujet de la visite de Turing, il reprend les termes de Dill qui évoquait la coopération totale avec les Américains. Il suggère à Marshall d'écrire à Dill pour que les Britanniques accordent le même traitement à l'armée de terre américaine qu'à la marine et les autorisent à lire les communications allemandes. Il justifie ces demandes en évoquant notamment la possibilité que les Japonais aient recours « au même type de machines que celles employées par l'armée et l'aviation allemandes²²³ ».

Le 21 février, le délégué britannique Hastings rapporte à « C » l'avancement des recherches américaines. Selon Strong, les machines seront prêtes dès le mois d'avril. Ce dernier réclame que les Britanniques fournissent toutes les précisions relatives à la solution d'Enigma²²⁴. L'armée de terre américaine jalouse la marine qui bénéficie d'une bien plus grande coopération avec les Britanniques, suite à l'accord Wenger-Travis d'octobre 1942. Les archives britanniques rapportent l'incident suivant : « le 21 février, on nous informa que Strong, sans nous consulter, a envoyé Friedman [le n est barré] au ministère de la Marine

²²¹ Mémorandum de Corderman, colonel au Signal Corps, pour le colonel Clarke, 10 février 1943, NACP, Record Group 457, Box 1283.

²²² « *Disaster* », notes manuscrites pour la section « America » d'un chapitre intitulé « Allies », TNA HW 50/13.

²²³ « *This same type of machine as is employed by the German Army and Air Force* », lettre de février 1943 de Strong pour Marshall, NACP, Record Group 457, Box 1283. 3563-6. On la trouve dans NACP, Record Group 457, Box 1413 avec la date du 17 février.

²²⁴ Notes manuscrites pour la section « America » d'un chapitre intitulé « Allies », TNA HW 50/13.

pour obtenir d'eux certains détails de la « *Bombe* », qui avaient été donnés au ministère de la Marine – Wenger a refusé catégoriquement²²⁵ ». Les Britanniques comprennent qu'il est impératif de parvenir à un accord définitif avec l'armée de terre américaine, comme cela a été fait avec la marine.

Une lettre du 26 février 1943 pour Dill dresse une liste de raisons pour lesquelles le Royaume-Uni s'oppose à ce que l'armée américaine lui fasse concurrence dans la production de « *Bombes* », estimant que sa propre cryptanalyse des codes allemands est suffisante. De plus, les Britanniques déclarent fournir des renseignements à Eisenhower et estiment que l'allégation de Strong selon laquelle les Japonais seraient susceptibles d'adopter Enigma est infondée. Enfin ce document évoque le risque d'erreurs des Américains, et le surplus de travail que ceci engendrait pour les Britanniques qui devraient fournir les messages chiffrés aux Américains qui, pour des raisons géographiques, ne peuvent pas les intercepter eux-mêmes²²⁶.

Les négociations se poursuivent. Les Alliés envisagent que des représentants américains soient sélectionnés pour travailler à Bletchley et choisir le matériel à envoyer aux États-Unis²²⁷. Certaines personnes désignées seraient autorisées à voir tous les messages cryptés. Strong recevrait tous les soirs les éléments importants. Les négociations sont très tendues, et, à la suite d'un malentendu, Strong menace de mettre un terme à toute relation le 12 mars. Le 1^{er} avril, les Britanniques rassurent Strong, qui a peur que cette source se tarisse si *Bletchley Park* venait à être bombardé ou si l'Angleterre était envahie, ajoutant que d'autres sites existent²²⁸. Les Britanniques, en particulier Hastings, formulent à leur tour la menace de rompre toute relation avec les États-Unis, ce qui pousse le lieutenant-colonel Telford Taylor, du renseignement de l'armée de terre américaine, à proposer un mémorandum détaillé pour le colonel Clarke américain en date du 5 avril, détaillant les mesures qu'il estime judicieuses. Taylor juge qu'il ne faut pas prendre au sérieux ces menaces britanniques. Il évoque la menace physique qui pèse sur Bletchley mais également l'insuffisance déjà palpable des

²²⁵ « On February 21st we were informed that General Strong without reference to us, had sent Friedman to Navy Department to obtain from them certain details on the bombe machine, which Navy Department had been given – Wenger flatly refused [La ponctuation et les formulations du texte original sont reproduites comme dans le document original] », « Notes for Commander Travis' Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/13, p. 7.

²²⁶ Notes manuscrites portant comme en-tête « The American Alliance », dont l'auteur et la date ne sont pas précisés, TNA HW 50/13.

²²⁷ *Ibid.*

²²⁸ « Notes for Commander Travis' Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/13, p. 7.

ressources britanniques pour casser les codes allemands, arguments qui sont répétés très fréquemment par les Américains à cette époque. Il invite cependant à la modération, indiquant que dans un premier temps il faut se contenter de « se faire une place dans la cryptanalyse d'Enigma²²⁹ » et non pas prétendre « dupliquer, reproduire²³⁰ » aux États-Unis toutes les opérations menées par les Britanniques. Ce n'est qu'ultérieurement que les Américains pourront se passer de l'aide du Royaume-Uni²³¹.

Une lettre du 12 avril du général de division Strong pour Marshall reprend ces arguments. Il attire l'attention de Marshall sur le besoin impérieux des Américains de recevoir des Britanniques des interceptions radio et d'autres données sur les méthodes de déchiffrement. Cette lettre nous offre un éclairage révélateur sur les motifs de l'inquiétude britannique que les Américains mettent en danger cette source. Les agences britanniques sont en effet bien plus centralisées, avec une hiérarchie très rigoureuse, et un contrôle plus important par les autorités que leurs homologues américaines. Il va jusqu'à dire qu'il trouve que dans une certaine mesure ces craintes sont fondées et mériteraient que l'on prenne des mesures afin de remédier à ces problèmes, et en informe les Britanniques²³². Le Britannique Gordon Welchman, qui a contribué au perfectionnement de la « Bombe », concède quant à lui qu'il est normal que les Américains souhaitent travailler sur Enigma et admet que les Britanniques ont besoin d'aide²³³.

Le 22 avril 1943 la perspective d'un accord semble encore lointaine²³⁴. Strong formule une contre-proposition²³⁵. Les Britanniques rappellent qu'ils ont montré leur machine de cryptage Typex aux Américains, tandis que ceux-ci refusent de révéler certains de leurs systèmes de chiffrement aux Britanniques. Le 23 avril, le Royaume-Uni est informé de l'ultimatum de Strong de mettre un terme à toutes les relations du renseignement de l'armée avec la GC&CS si cette dernière refuse de recevoir une délégation de l'armée de terre et d'autoriser cette branche de l'armée à « exploiter²³⁶ » Enigma. Les Britanniques annoncent

²²⁹ « *Gain a foothold in Enigma* », mémorandum du lieutenant colonel Telford Taylor pour le colonel Clarke, 5 avril 1943, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²³⁰ « *Duplicate* », *ibid.*

²³¹ *Ibid.*

²³² Mémorandum du général de division Strong pour Marshall, 12 avril 1943, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²³³ Budiansky, Stephen, *op. cit.*, p. 65.

²³⁴ Notes manuscrites portant comme en-tête « The American Alliance », dont l'auteur et la date ne sont pas précisés, TNA HW 50/13.

²³⁵ « *Exploit* », notes manuscrites pour la section « America » d'un chapitre intitulé « Allies », TNA HW 50/13.

²³⁶ *Ibid.*

alors accepter l'arrivée de ces trois nouveaux représentants américains²³⁷, dont le célèbre Friedman, qui y séjournent deux mois. Ils jouent un rôle déterminant dans les négociations avec les Britanniques. En particulier, le 14 mai, « C » écrit à Travis, le directeur de la GC&CS, alors aux États-Unis, qu'il pense que Friedman et son collègue MacCormack sont convaincus que dupliquer les efforts contre Enigma aux États-Unis n'est pas pratique²³⁸.

Un accord est finalement conclu en mai 1943 entre la GC&CS et l'armée de terre américaine, désigné sous le terme « BRUSA », condensé des noms des deux pays. Une lettre accompagnant le document estime que cet accord répond aux besoins présents des Américains et leur assure un rôle de premier ordre dans le futur. Cette note en précise la portée : il est consacré à « la production, l'échange et la diffusion de tout le renseignement spécial issu de la cryptanalyse des communications des armées et aviations des pouvoirs de l'Axe, services secrets inclus. Il ne s'étend pas aux trafics civils de l'ennemi, ni aux sources neutres²³⁹ [cette partie du texte est soulignée dans le document des archives]. » Le corps de BRUSA précise que ces questions feront l'objet de négociations ultérieures. Les deux pays parviennent à un consensus le 17 mai. Il est signé par Strong le 23, et ratifié par la GC&CS le 15 juin²⁴⁰.

Le texte stipule que « les États-Unis et les Britanniques s'accordent pour échanger complètement toutes les informations concernant la détection, l'identification et l'interception de signaux émanant des forces militaires et aériennes des puissances de l'Axe, services secrets (Abwehr) compris, et concernant la solution de leurs codes et chiffres²⁴¹ ». Les États-Unis se consacreront principalement aux codes japonais, et les Britanniques principalement aux codes allemands et italiens. Des agents de liaison pourront étudier tous les messages déchiffrés et

²³⁷ « Notes for Commander Travis' Visit to U.S.A. May 1943 », 6 mai 1943, TNA HW 50/13, p. 8.

²³⁸ Note manuscrite intitulée « American Attitude to Liaison Matters », TNA HW 5013.

²³⁹ « *The production, exchange and dissemination of all special intelligence derived by cryptanalysis of the communications of the military and air forces of the Axis powers, including their secret services. It does not cover traffic from non-service enemy or neutral sources* », mémorandum « Agreement between British Government Code and Cipher School and U.S. War Department in regard to certain "Special Intelligence" » pour le chef d'état-major, en date du 10 juin 1943, signé du général Strong, adjoint au chef d'état-major, G-2, de Nelson assistant de l'adjoint du chef d'état-major, et de McNarney, adjoint du chef d'état-major, avec une mention indiquant le consentement du ministre de la Guerre. Certaines signatures sont postérieures au 10 juin, NACP, Record Group 457, Box 943.

²⁴⁰ Notes manuscrites pour la section « America » d'un chapitre intitulé « Allies », TNA HW 50/13.

²⁴¹ « *Both the U.S. and British agree to exchange completely all information concerning the detection, identification and interception of signals from, and the solution of codes and ciphers used by, the Military and Air forces of the Axis powers, including secret services (Abwehr)* », mémorandum « Agreement between British Government Code and Cipher School and U.S. War Department in regard to certain "Special Intelligence" » pour le chef d'état-major, en date du 10 juin 1943, signé du général Strong, adjoint au chef d'état-major, G-2, de Nelson assistant de l'adjoint du chef d'état-major, et de McNarney, adjoint du chef d'état-major, avec une mention indiquant le consentement du ministre de la Guerre. Certaines signatures sont postérieures au 10 juin, NACP, Record Group 457, Box 943. .

transmettre toute information jugée pertinente à leur pays d'origine. Une place toute particulière est accordée à la nécessité de respecter les mêmes règles de sécurité. Le texte de l'accord commence en effet par la mention de cet impératif. Les signataires rappellent qu'un incident sur un site peut compromettre la source partout ailleurs. Une mesure de sécurité classique est ici formulée en toutes lettres : le nombre de personnes informées doit rester le plus petit possible. Seuls les codes les plus sûrs seront utilisés dans le cadre de l'échange de messages de l'Axe déchiffrés ou d'informations cryptanalytiques, codes qui ne doivent pouvoir être lus que par les bénéficiaires de cette source. Toute crainte quant aux codes utilisés par le partenaire lui sera immédiatement communiquée.

La distribution sur le champ de bataille de renseignements issus de la cryptanalyse est particulièrement problématique, car il est indispensable que les commandants en chef reçoivent toutes les informations pertinentes. Des « agents de liaison²⁴² » doivent remédier à ces difficultés. Un autre protocole consiste à ne pas mêler des informations émanant de la cryptanalyse des codes de l'Axe les plus sophistiqués à des données moins sensibles. Si jamais cela devait ce produire, tout serait alors traité comme les informations les plus secrètes. Même pour les codes moins complexes, une couverture est indispensable avant leur transmission ou leur utilisation. Ils peuvent être utilisés de façon tactique, ce qui n'est pas mentionné pour les codes les plus sophistiqués. Enfin il est interdit de diminuer le degré de classification d'une information sans le consentement de l'autre pays. Le Royaume-Uni est présenté comme un modèle et précurseur dans ce domaine : ainsi, sur le champ de bataille, les normes britanniques sont utilisées pour le moment comme référence²⁴³.

Un des deux appendices de l'accord BRUSA est exclusivement consacré à la discorde sur la duplication des efforts contre les machines de cryptographie allemandes. Il commence par l'affirmation que celle-ci « n'est pas nécessaire » et est « irréalisable²⁴⁴ », évoquant à nouveau le risque que ceci pose en termes de sécurité. Les différentes clauses indiquent cependant que les Américains ont obtenu de nombreuses concessions : toutes les informations pertinentes leurs seront communiquées par les voies britanniques existantes, des Américains iront s'attaquer aux codes d'Enigma au Royaume-Uni, mais ils auront également le droit de se

²⁴² « *Liaison officers* », mémorandum « Agreement between British Government Code and Cipher School and U.S. War Department in regard to certain "Special Intelligence" » pour le chef d'état-major, en date du 10 juin 1943, signé du général Strong, adjoint au chef d'état-major, G-2, de Nelson assistant de l'adjoint du chef d'état-major, et de McNarney, adjoint du chef d'état-major, avec une mention indiquant le consentement du ministre de la Guerre. Certaines signatures sont postérieures au 10 juin, NACP, Record Group 457, Box 943.

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ « *Unnecessary* » et « *impracticable* », « Appendix A. Special Provisions Regarding Work on German Machine Ciphers », en annexe au document précédent.

consacrer à cette tâche à Washington. Afin de rassurer les Britanniques, une fois assignés à ces fonctions sur le sol britannique, les envoyés américains « ne seront pas transférés ailleurs, sauf motif très urgent²⁴⁵ ». Les Britanniques veillent toujours à ce que le personnel au contact d'*Ultra* reste sur les sites qui y sont liés jusqu'à la fin de la guerre, afin qu'il n'ébruite pas le secret. Seules des circonstances très exceptionnelles les poussent à autoriser des individus à partir dans d'autres branches. En ce qui concerne son utilisation sur le champ de bataille, les règles sont extrêmement strictes : une unité britannique est affectée auprès des commandants en chef, et son responsable peut fournir à ces derniers des conseils quant à la sécurité de cette source, notamment lors de son utilisation. Si le commandant en chef est américain, ce responsable peut être américain à condition d'avoir suivi une formation à Bletchley. De plus, en cas de divergences d'opinion, c'est le directeur de la GC&CS qui décide ce qui est communiqué à ces haut gradés sur le terrain. On constate à nouveau l'autorité britannique en ce qui concerne la protection d'*Ultra*²⁴⁶.

Le deuxième appendice détaille justement les normes de sécurité britanniques. Une première section définit les termes à employer pour le fruit de la cryptanalyse des différents types de codes et l'analyse du trafic. Il est indiqué qu'il faut brûler cette partie après lecture. Les Britanniques ont un droit de regard sur les moyens utilisés pour communiquer les résultats de la cryptanalyse des codes les plus complexes. Ici, on définit comme « *Ultra* » ces données lorsqu'elles ont été produites au Royaume-Uni. Afin de renforcer les précautions, le commandant en chef lui-même est responsable de leur respect. On évoque les différents scénarios qui pourraient compromettre *Ultra*, et leurs très lourdes répercussions. Seuls les plus haut gradés peuvent bénéficier de ces informations. Les messages ne doivent jamais quitter les quartiers généraux. Dès utilisation, les messages *Ultra* doivent être détruits. On ne peut en garder trace que dans des conditions très spécifiques. En cas de transmission à des grades moins élevés, dans une limite très stricte, l'information ne doit pas pouvoir trahir sa source. L'utilisation d'*Ultra* est possible, mais dans un cadre très défini. Si les données sont utilisées elles ne doivent jamais pouvoir compromettre la source. En particulier, aucune attaque ne peut se baser sur *Ultra* sans reconnaissance terrestre ou aérienne préliminaire permettant d'expliquer l'origine de cette information. Les rédacteurs soulignent que la

²⁴⁵ « *Will not be transferred elsewhere except for very urgent reasons* », *ibid.*

²⁴⁶ *Ibid.*

perspective d'une victoire immédiate ne peut jamais justifier que l'on mette en danger *Ultra*²⁴⁷.

Les assistants de Marshall résument ainsi les termes de l'accord, qui permet selon eux :

l'échange complet de données techniques et de renseignement spécial issu des sources concernées, grâce à des agents de liaison postés à Washington et à Londres, et la diffusion de ce renseignement à tous les commandants sur le terrain grâce à des voies particulières et en se conformant à des directives de sécurité particulières. Des dispositions sont également prises pour que du personnel américain gagne de l'expérience en se consacrant de façon indépendante à la solution de clés en Grande-Bretagne²⁴⁸.

Ralph Erskine, auteur de nombreux articles et ouvrages très rigoureux sur la cryptanalyse britannique pendant la Seconde Guerre mondiale, qualifie cet accord de « véritable partenariat d'égal à égal²⁴⁹ ».

Un commentaire britannique du début du mois de mai 1943 insiste sur le moment charnière que constitue cette époque : « Actuellement [souligné dans l'original] nous sommes capables d'offrir plus aux Américains qu'ils ne peuvent nous offrir - bientôt ce sera l'inverse²⁵⁰. » Le rapport de forces est sur le point de s'inverser. Cet accord constitue un véritable tournant et permet un bien plus grand échange entre les deux pays²⁵¹. Les Britanniques se félicitent en juillet de leurs bonnes relations avec la marine mais également l'armée de terre américaine, ce qui est très rare²⁵².

Cet accord constitue un tournant sans précédent dans la coopération cryptanalytique entre les deux pays. Les Américains et les Britanniques établissent une association poussée mettant en jeu leurs secrets les plus précieux. Une alliance entre égaux voit le jour. En

²⁴⁷ « Appendix B. British Security Regulations for Special Intelligence », 1er mars 1943, en annexe au texte de l'accord.

²⁴⁸ « *Complete interchange of technical data and special intelligence from the sources covered, through liaison officers stationed at Washington and at London, and for dissemination of such intelligence to all field commanders through special channels and subject to special security regulations. Provision is also made for United States personnel to obtain experience by engaging in the independent solution of keys in Great Britain* », « Mémoire d'Entente Agreement between British Government Code and Cipher School and U.S. War Department in regard to certain "Special Intelligence" pour le chef d'état-major », 10 juin 1943, signé par l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement, le général de division George V. Strong, et le colonel O.L. Nelson, assistant du vice-chef d'état-major et approuvé par vice-chef d'état-major Joseph T. McNarney sur ordre du ministre de la Guerre, NACP, Record Group 457, Box 943.

²⁴⁹ « *A true partnership between equals* », Erskine, Ralph, « The Holden Agreement on Naval Sigint: The First BRUSA? », *op. cit.*, p. 192.

²⁵⁰ « *We are in the position now to offer more to the Americans than they can give us – this will soon be the other way round* », *Organisation and Evolution of Japanese Naval Sigint*, Partie 9, « American Liaison » (From the October 1942 agreement – Wenger's visit in July 1943 », p. 15, TNA HW 50/13.

²⁵¹ Lettre du Sergent G.C. Marshall à Eisenhower, 15 mars 1944, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²⁵² Notes manuscrites portant comme en-tête « The American Alliance », dont l'auteur et la date ne sont pas précisés, TNA HW 50/13.

répartissant les tâches et en partageant leurs connaissances les deux pays bénéficient d'un atout de poids. Cet accord annonce une coopération durable qui se poursuit aujourd'hui encore. Ce document est également significatif parce que les normes de sécurité qui encadrent ces échanges se retrouvent presque à l'identique dans toutes les directives ultérieures, et dans l'accord UKUSA de 1946 entre les deux pays.

Cependant ce texte ne résout pas tous les problèmes. En particulier, la peur des Américains que les Britanniques tirent profit de cette association pour lire les codes américains ne se dissipe pas. Pour leur part, les Britanniques ont des inquiétudes quant à l'intérêt des Américains pour les codes de pays demeurant dans la sphère d'influence britannique, l'Irak en particulier²⁵³. Un message de Clarke pour Taylor invite ce dernier à éviter la question des codes de la France Libre - qui fait partie des « Alliés » sur lesquels l'accord ne porte pas - avec les Britanniques et à ne s'engager dans aucune discussion sur cette question sans référer à ses collègues aux États-Unis²⁵⁴. En juin, les Américains essuient un refus des Britanniques lorsqu'ils leur demandent le code égyptien, refus dû à une décision du *Foreign Office* - qui est accusé fréquemment par les Américains de constituer un frein à ces échanges²⁵⁵. Les Américains reprochent aux Britanniques leur impérialisme. Les deux pays se livrent à une lutte d'influence, surtout au Moyen-Orient. Les Britanniques tentent de préserver leur rayonnement mondial à une époque où leur Empire se désagrège rapidement et où les États-Unis prennent l'ascendant sur eux. Par ailleurs, ces querelles soulignent que bien souvent les cryptanalystes s'attaquent aux codes de puissances neutres ou amies, et pas seulement ennemies – l'évocation des codes de la France Libre témoigne de la méfiance des Américains à son égard, à une phase pourtant très avancée de la guerre.

La systématisation des échanges cryptanalytiques suite à BRUSA, et l'établissement de protocoles communs pour utiliser le renseignement spécial en assurant sa préservation

En juillet 1943, le commandant Wenger, qui a donné son nom à l'accord d'octobre 1942 entre le renseignement naval américain et la GC&CS, se rend au Royaume-Uni. Un nouvel accord est conclu avec lui le 12 juillet. Il stipule que « le contact sur les sujets

²⁵³ « Arlington's Liaison with Berkeley Street », extrait du télégramme 4989 du 6 juin 1943, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²⁵⁴ Message de Clarke à Taylor, 26 mai 1943, NACP, Record Group 457, Box 1398.

²⁵⁵ Message de John Seaman, major au Corps des Transmissions (« Signal Corps ») pour le lieutenant colonel Frank B. Rowlett, 21 février 1945, NACP, Record Group 457, Box 991.

européens serait maintenu par des agents de liaison américains à la G.C. & C.S., et le contact sur les sujets japonais par des agents de liaison britanniques à OP-20-G²⁵⁶ ». En juillet les Britanniques commencent à envoyer à OP-20-G des informations sur l'utilisation par les Italiens et les Espagnols de versions d'Enigma²⁵⁷. Les deux pays souhaitent poursuivre les échanges de messages chiffrés. Une nouvelle étape est franchie avec la décision de partager des mémorandums techniques de façon systématique²⁵⁸. Le 12 août, Edward Travis, à la tête de *Bletchley Park*, constate la bonne volonté des Américains qui évoquent la possibilité de leur transmettre tout ce qu'ils ont sur les codes diplomatiques japonais. Or il souligne à quel point ces découvertes sont précieuses pour les Américains, signe d'une nouvelle ère dans les relations entre les deux pays²⁵⁹.

En octobre, dressant un bilan sur le respect par les deux parties de l'accord Wenger de juillet 1943, les Britanniques se disent plus coopératifs que les Américains qu'ils accusent de ne pas tenir leurs promesses. Wenger est tombé malade, et ils estiment que c'est l'une des raisons de la réticence des Américains. Ceux-ci craindraient par ailleurs que les Britanniques cherchent à nouveau à obtenir des informations sur leur machine de chiffrement de très haut niveau appelée « ECM »²⁶⁰.

En novembre, Seaman, de l'armée de terre américaine, se réjouit des échanges existant entre les deux pays sur les codes allemands²⁶¹. La visite de Hinsley, qui représente les cryptanalystes navals britanniques, aux États-Unis en décembre 1943, fournit encore une preuve que les progrès dans les échanges dépendaient des contacts entre les différents protagonistes. Un accord est conclu entre les deux services chargés du renseignement naval pour la division du travail sur les codes japonais²⁶². Les deux pays trouvent également un

²⁵⁶ « *Contact on European subjects should be maintained by U.S. Liaison Officers at G.C. & C.S. and contact on Japanese subjects by British Liaison Officers at OP-20-G* », *History of Liaison with OP-20-G (Washington) as carried out by Representatives of Naval Section, G.C. & C.S.*, TNA HW 8/49, p. 7.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 5.

²⁵⁸ « American Liaison U.S. Navy Department from Holden Agreement (Oct: 1942) to Wenger's Visit to the U.K (July 1943) », TNA HW 50/13, verso de p. 16. Les deux pays souhaitent poursuivre les échanges de messages chiffrés. Une nouvelle étape est franchie avec la décision d'échanger des mémos techniques de façon systématique²⁵⁸.

²⁵⁹ Note manuscrite intitulée « American Attitude to Liaison Matters », TNA HW 5013.

²⁶⁰ « American Liaison U.S. Navy Department from Holden Agreement (Oct: 1942) to Wenger's Visit to the U.K (July 1943) », TNA HW 50/13, p. 35-36.

²⁶¹ Message de John Seaman, major au Corps des Transmissions (« Signal Corps ») pour le lieutenant colonel Frank B. Rowlett, 21 février 1945, NACP, Record Group 991.

²⁶² *History of Liaison with OP-20-G (Washington) as carried out by Representatives of Naval Section, G.C. & C.S.* TNA HW 8/49, p. 7.

terrain d'entente sur les codes allemands le 24 décembre 1943, tout particulièrement sur les codes diplomatiques²⁶³.

En janvier 1944 Hastings écrit à Travis, le directeur de la GC&CS, que bien des malentendus sont dus au fait que Strong a mis plusieurs mois à saisir les différences dans la structure des organisations des deux pays²⁶⁴. Celui-ci, pourtant à l'origine des premiers échanges en 1940, avait acquis une réputation désastreuse auprès des Britanniques. Clayton Bissell lui succède au début de l'année 1944. Cette année est surtout caractérisée par l'établissement de nombreux accords sur la distribution d'*Ultra* – dans le sens large de « renseignement spécial » – aux officiers sur le terrain. En particulier, un accord est conclu le 18 janvier sur les règles de sécurité pour *Ultra* sur le théâtre européen²⁶⁵. Un mémorandum du 8 février révèle que les Britanniques sont le modèle dans l'établissement d'« Unités de liaison spéciale » (« *Special Liaison Units* », SLUs) chargées de fournir le fruit d'*Ultra* aux très hauts gradés sur le champ de bataille. À cette date, même les SLUs qui fournissent les officiers américains sont britanniques (bien qu'elles incluent parfois du personnel américain), ce qui est sur le point d'évoluer. Quoi qu'il en soit, il est souligné que les Britanniques conserveront le contrôle sur ces opérations, en particulier parce que ce sont eux qui définissent les règles de sécurité²⁶⁶. Au cours du mois de mars les négociations entre les deux pays sont au premier plan et permettent de conclure des accords supplémentaires.

Le 15 mars 1944, George C. Marshall écrit à Eisenhower pour lui rappeler les modalités de dissémination d'*Ultra* aux officiers américains sur le terrain. Ici *Ultra* est décrit comme le « renseignement obtenu par la lecture par les Britanniques des communications radio allemandes codées²⁶⁷ ». Le document précise ensuite que ces informations peuvent être produites par le contingent américain en Angleterre. Dans d'autres documents, *Ultra* sert également à désigner le fruit de la cryptanalyse américaine. Marshall demande à Eisenhower de faire de la sécurité d'*Ultra* sa préoccupation personnelle. Il fait référence à un accord de juin 1943 qui définit les conditions de cet échange entre le ministère de la Guerre américain et la Commission du renseignement technique britannique (*Signal Intelligence Board*). Ces

²⁶³ Message de John Seaman, major au Corps des Transmissions (« Signal Corps ») pour le lieutenant colonel Frank B. Rowlett, 21 février 1945, NACP, Record Group 991.

²⁶⁴ Notes manuscrites intitulées « American Attitudes to Liaison Matters », TNA HW 50/13.

²⁶⁵ Notes manuscrites portant comme en-tête « The American Alliance », dont l'auteur et la date ne sont pas précisés, TNA HW 50/13.

²⁶⁶ Lettre du 8 février 1944 pour le colonel Clarke portant sur le sujet « SLU Personnel », portant la signature « A McC. », probablement Alfred MacCormack, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²⁶⁷ « *Intelligence [...] derived by the British from reading German radio communications enciphered [...]* », lettre du général Marshall à Eisenhower, 15 mars 1944, NACP, Record Group 457, Box 1417.

règles sont effectives à compter du 1^{er} avril 1944. Le Directeur-Général de la GC&CS a le contrôle des moyens de communication spéciaux établis pour communiquer ces données aux postes de commandement, qui seront les seuls par lesquels *Ultra* pourra être acheminé. Des officiers américains postés au Royaume-Uni décident quelles informations ils souhaitent communiquer à leurs collègues sur le champ de bataille. Des Unités de liaison spéciale, incluant également du personnel américain, se chargent de « la réception et de la distribution²⁶⁸ » de ce renseignement aux officiers, qui sont aussi sous l'autorité du Directeur-Général de la GC&CS. La liste précise des officiers habilités à recevoir ces informations est très clairement établie, et ils ne peuvent discuter de ce renseignement qu'entre eux. Le personnel américain de ces SLUs est formé à la GC&CS. *Ultra* ne doit pas être utilisé sans une « couverture²⁶⁹ » adéquate garantissant que son usage ne compromet pas la source. Les personnes chargées de la sécurité d'*Ultra* bénéficient de toute l'autorité nécessaire pour accomplir cette tâche.

Un autre document américain du 15 mars définit de façon très détaillée les règles de sécurité qui doivent entourer le renseignement spécial sur les théâtres d'opération d'Europe, d'Afrique du Nord, et du Moyen-Orient. Il reprend de nombreux éléments de l'accord BRUSA de mai et juin 1943. Ces instructions, qui prennent effet le 1^{er} avril 1944, se substituent aux règles d'octobre 1943 intitulées « *Security of Ultra Dexter Intelligence* ». La première moitié de cette directive souligne la nécessité de l'uniformité des protocoles de sécurité américains et britanniques afin d'éviter de compromettre la source pour tous les théâtres d'opération. Seuls les officiers qui sont dans « l'absolue nécessité²⁷⁰ » de bénéficier d'*Ultra* le recevront, selon le principe bien connu du « besoin d'en connaître » (« *need to know* »). L'origine du renseignement doit toujours être dissimulée, et la seule référence possible à la véritable source de ce document est l'utilisation du terme « *Pearl* » ou « *Thumb* », à l'exclusion de toute autre formule, en le chiffrant bien évidemment. Le renseignement issu de la cryptanalyse relève de la classification « Extrêmement secret » (« *Most Secret* ») pour les Britanniques, « Secret » pour les Américains. Il est formellement interdit de réduire ce degré de classification sans le consentement des autorités concernées. Ce texte révèle le progrès des échanges entre les deux pays : « Avec l'accord des chefs d'état-major, il a été convenu que l'organisation du Renseignement Technique britannique et le

²⁶⁸ « *The receipt and distribution* », *ibid.*

²⁶⁹ « *Cover* », *ibid.*

²⁷⁰ « *Absolute need* », « *Security of Special Intelligence within European, North African and Middle East Theaters of Operations* », par le général de division Ulio, 15 mars 1944, NACP, Record Group 457, Box 1417.

Service de Renseignement technique américain en opération sur les théâtres de guerre communs coopéreront et échangeront le résultat de leur Travail sur le Renseignement technique sans réserve [...] ²⁷¹ ». Des Unités de liaison spéciale (« *Special Liaison Units* ») seront déployées sur le terrain pour transmettre ce renseignement aux officiers ²⁷².

Plusieurs annexes sont jointes à ce document très détaillé. La première dresse la liste des officiers habilités à recevoir ce renseignement spécial. L'annexe B rappelle les différents noms de code employés pour les diverses catégories de renseignement et les définit. Le « renseignement spécial », désigné par le nom de code « *Ultra* », est « le renseignement résultant de la solution de codes et chiffres de premier ordre ou de ceux placés dans cette catégorie pour des raisons de sécurité ²⁷³ ». « *Pearl* » est le nom de code du « renseignement résultant de la solution de codes ou chiffres de complexité simple ou moyenne s'ils ne sont pas placés dans la catégorie spéciale mentionnée ci-dessus ²⁷⁴ ». Enfin l'analyse du trafic est désignée par le nom de code « *Thumb* ». Ces deux derniers termes pourront évoluer au besoin. La seconde moitié des instructions insiste sur l'impératif de substituer « *Ultra* » à tous les termes utilisés précédemment pour désigner le « renseignement spécial ». Un long paragraphe est ensuite consacré à un rappel de l'impératif de protéger les sources afin que l'ennemi ne se doute pas qu'elles sont lues, et ne les change. Le paragraphe se conclut sur l'avertissement suivant : « La perte de ces informations aurait un impact monumental sur les opérations sur tous les fronts ²⁷⁵ ». Le document détaille comment l'ennemi pourrait apprendre ces succès cryptanalytiques : par l'interception d'un document ou d'un message, de la bouche d'un prisonnier de guerre, ou par une action alliée sans précaution adéquate. Toutes les personnes recevant *Ultra* doivent être formées aux procédures de sécurité entourant cette source, et signent un formulaire attestant qu'elles ont reçu ces instructions et connaissent les sanctions qui s'appliquent si elles mettent en péril ce secret pendant, ou même après la guerre. Des Unités de liaison spéciale (SLUs) sont chargées de transmettre *Ultra* aux officiers sur le terrain qui sont autorisés à le recevoir. Les SLUs veillent au respect des protocoles de sécurité pour *Ultra*. Une personne ayant connaissance de l'existence d'*Ultra* ne doit pas être transférée

²⁷¹ « *It has been agreed, with the approval of the Chiefs of Staff, that the British Signal Intelligence organisation and the U.S. Signal Intelligence Service operating in a common theatre of war shall cooperate and exchange the results of their Signal Intelligence work without reservation* », *ibid.*

²⁷² *Ibid.*

²⁷³ « *Intelligence resulting from solution of high grade codes and cyphers or of those for security reasons placed in this category* », « Security Instruction "B" », en annexe du document précédent.

²⁷⁴ « *Intelligence resulting from solution of low and medium grade codes and cyphers unless placed in the special category above* », *ibid.*

²⁷⁵ « *The loss of this information would vitally affect operations on all fronts* », *ibid.*

à un poste où elle pourrait être capturée et révéler son existence. Des directives très strictes régissent les communications au sujet d'*Ultra*. L'utilisation d'*Ultra* soulève de nombreux problèmes. Elle ne doit en aucun cas mener l'ennemi à penser que ses codes sont compromis. Le principe cardinal est répété : « Un avantage tactique momentané n'est pas une raison suffisante pour prendre le moindre risque de compromettre la source²⁷⁶. » On ne peut attaquer une cible découverte grâce à *Ultra* sans une reconnaissance aérienne ou terrestre préalable. Les plus grandes précautions s'imposent quand on transmet des renseignements basés sur *Ultra* à des personnes qui ne sont pas autorisées à le recevoir, et quand les ordres peuvent être interceptés par l'ennemi.

Au mois de mars 1944, un symposium dédié aux codes de l'armée de terre japonaise réunit les plus éminents cryptanalystes britanniques et américains. Il permet de dresser un premier bilan sur les échanges qui ont eu lieu entre les deux pays. Le lieutenant-colonel Sinkov, qui avait dirigé la cruciale mission américaine au Royaume-Uni au début de l'année 1941, souligne que cette conférence marque un tournant. Edward W. Travis se rend lui-même à cette conférence, accompagné de nombreux spécialistes. Il évoque brièvement les difficultés des centres britanniques à l'étranger, notamment en termes de matériel et de personnel, et se réjouit de l'aide qui leur a été apportée, très certainement par les Américains, preuve de l'inversion du rapport de forces, bien que les Américains aient presque toujours été les précurseurs sur les codes japonais²⁷⁷. Les différents protagonistes de ce sommet se félicitent de la bonne entente entre les représentants des deux pays qui était favorable à une coopération fructueuse. Corderman, directeur du service de cryptanalyse de l'armée de terre américaine, remercie les Britanniques pour toute l'aide qu'ils ont apportée. Il ajoute qu'ils continueront à contribuer profitablement aux recherches américaines. Il souhaite probablement ainsi nuancer les limitations et difficultés britanniques évoquées par Travis. Il souligne l'importance d'une confiance mutuelle entre les unités des deux pays :

Je souhaite reprendre à mon compte les [...] observations du commandant Travis, en particulier celle au sujet de la confiance réciproque ; parce que sans elle les accords ou les documents que nous préparons ne nous mèneront pas bien loin. Je pense que nous avons fait de grands progrès en ce sens ici, parce que de toute part il semble que l'amitié et la franchise règnent ; j'avais indiqué le premier jour de cette assemblée que c'était ce que nous

²⁷⁶ « *Momentary tactical advantage is not sufficient ground for taking any risk of compromising the source* », *ibid.*

²⁷⁷ Ces propos, comme les autres tenus lors de cette conférence cités ici, sont rapportés dans « *Minutes of the Second Plenary Session* », 24 mars 1944, NARA, Record Group 457, Box 1417.

souhaitions. Je suis sûr que si nous continuons sur cette voie nous accomplirons beaucoup plus dans le futur que dans le passé [...]»²⁷⁸.

L'entente qui règne au mois de mars entre les cryptanalystes pour les codes de l'armée de terre est confirmée par ailleurs. Les Britanniques jugent qu'*Arlington Hall* œuvre en vue de « l'intérêt commun²⁷⁹ » et s'efforce de respecter les accords conclus. Des évolutions s'observent également pour les codes navals : un accord majeur est conclu le 14 mars 1944, dont la teneur permet un échange d'envergure : le « renseignement issu de l'analyse du trafic ou du déchiffrement qui est produit dans les trois unités américaines et les deux unités de renseignement radio [le texte indique « R.I. »] britanniques sera, après élimination des duplications, placé sur un circuit radio commun²⁸⁰ », et ce à compter du 27 juin 1944. Seuls les codes les plus sûrs seront employés dans le cadre de ces échanges²⁸¹.

Un mémorandum d'avril 1944 confirme la prépondérance des Américains en termes de cryptanalyse, tout du moins en ce qui concerne la production de machines permettant de décrypter les codes allemands²⁸². Ce document affirme que dans les six mois menant à avril 1944, environ quarante-cinq pour cent du temps d'utilisation des « *Bombes* » construites pour OP-20-G, l'agence de cryptanalyse navale américaine, a été consacré à des problèmes qui ne concernaient pas les codes navals, et ce à la demande des Britanniques. Les auteurs du rapport, dont le célèbre Wenger, soulignent que ceci prouve la justesse de la décision de construire autant de « *Bombes* », ce que les Britanniques avaient essayé de les dissuader de faire. Ils ajoutent que sous la pression britannique ils ont même ordonné la construction de cinquante machines supplémentaires²⁸³, pour déchiffrer des codes navals mais également de l'armée de terre. Ils écrivent en toutes lettres que cela est « dû au fait que les Britanniques ont

²⁷⁸ « *I want to endorse the [...] particular comments that Commander Travis made, and particularly the one about mutual confidence; because without it we are not going to get very far with any agreements or any documents that we might prepare. I think we have accomplished a great deal along that line here, because on every hand there is apparently a friendliness and a frankness which I indicated on the opening day was our desire. I am sure that if we carry that on we will accomplish a great deal more in the future than we have in the past* », *ibid.*, p. 5.

²⁷⁹ « *The combined interest* », « American Attitude to Liaison Matters », TNA HW 50/13.

²⁸⁰ « *All decrypt and traffic intelligence produced at the three U.S. and two British R.I. units, after elimination of duplicates, was to be placed on to a common radio circuit* », *History of Liaison with OP-20-G (Washington) as carried out by Representatives of Naval Section, G.C. & C.S.* TNA HW 8/49, p. 31-32.

²⁸¹ NSA, « BRUSA », https://www.nsa.gov/public_info/_files/ukusa/brusa_14mar44.pdf, consulté le 30 octobre 2014.

²⁸² « History of the Bombe Project », mémorandum pour le Directeur des Communications navales, par J.N. Wenger, H.T. Engstrom, et R.I. Meader, 24 avril 1944, NACP, Record Group 457, Box 705.

²⁸³ Seules vingt-cinq seront finalement construites, le motif évoqué pour l'annulation de la fin de la commande étant la fin imminente de la guerre. Budiansky, Stephen, *op. cit.*, p. 68.

failli à leur engagement de construire des “ *Bombes* ” à quatre roues²⁸⁴ », et qu’ils n’ont pas construit la quantité promise. « Lors des discussions initiales sur ce projet avec les Britanniques, la marine américaine devait aider G.C. & C.S. sur le problème naval allemand. À l’heure actuelle presque toute la charge de travail sur le problème naval repose sur les “ *Bombes* ” de la marine américaine²⁸⁵. »

Les Britanniques restent pourtant des modèles en ce qui concerne la sécurité des sources, comme le souligne une lettre du même mois : ils inspirent les mesures de sécurité au sein de la Division de renseignement militaire (MID) réorganisée²⁸⁶. Ces règles stipulent ce que précisaient déjà les directives précédentes : *Ultra* (ou toute référence à *Ultra* ou information qui en dérive) doit être transmis par des voies différentes des autres informations et approuvées spécifiquement à ces fins ; la liste des bénéficiaires est très limitée, si bien que dans de nombreux cas les subordonnés des destinataires, malgré leur devoir de les assister, ne sont pas autorisés à lire ces informations. De même ces bénéficiaires doivent signer un document dans lequel ils jurent de préserver le secret autour d’*Ultra*. Aucune note prise par eux ne doit trahir *Ultra*.

En mai 1944, l’attention se tourne vers le manque d’uniformité des mesures visant à assurer la sécurité de l’*Ultra* japonais sur les théâtres d’opérations. L’armée de terre américaine et la Commission du renseignement technique de Londres, décrite comme « représentant les chefs d’état-major britanniques sur toutes les questions liées à *Ultra*²⁸⁷ » insistent sur l’impératif d’une cohérence dans les mesures prises pour préserver *Ultra*. Marshall sollicite l’avis de MacArthur sur ces propositions. Le document attaché à cette note rappelle, comme bien des documents de l’époque, que la moindre imprudence peut compromettre tout *Ultra*. Même si un officier estime adopter un protocole de sécurité fiable, il doit adhérer à des directives très strictes et surtout uniformes, ce qui est le maître mot de cette directive. Une des règles suscite des débats parmi les militaires : « le ministère de la Guerre attachera à chaque quartier-général américain recevant *Ultra* du personnel de sécurité spéciale (« *special security personnel* »), qui, sauf dans le domaine administratif et disciplinaire, sera

²⁸⁴ « *Resulting from British failure to carry through their obligation in building 4-wheel Bombes* », « History of the Bombe Project », mémorandum pour le Directeur des Communications navales, par J.N. Wenger, H.T. Engstrom, et R.I. Meader, 24 avril 1944, NACP, Record Group 457, Box 705.

²⁸⁵ « *In the original discussions of this project with the British, the U.S. Navy was to assist G.C.&C.S. in the German Naval problem. At present practically the entire burden of the naval problem is carried by the U.S. Navy Bombes* », *ibid.*

²⁸⁶ « *Handling of Ultra* », 7 avril 1944, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²⁸⁷ « *Represents the British Chiefs of Staff on all matters relating to Ultra* », lettre du général G.C. Marshall au General MacArthur, 23 mai 1944, NACP, Record Group 457, Box 1417.

sous le contrôle du ministère de la Guerre, et tout ce personnel de sécurité spéciale américain dans chaque théâtre sera sous la supervision immédiate d'un représentant du ministère de la Guerre²⁸⁸ ». Ceci s'applique qu'*Ultra* soit produit dans ce théâtre ou à l'extérieur. MacArthur répond, par le canal spécifique pour discuter d'*Ultra*, qu'il approuve ces mesures de sécurité, dont la plupart sont déjà en force sous ses ordres. Il consent également à l'affectation d'agents chargés spécifiquement de la sécurité d'*Ultra*. Cependant la chaîne de commandement décrite ne le satisfait pas. Il trouve regrettable qu'ils soient sous l'ordre direct de l'adjoint au chef d'état-major, alors qu'ils devraient, selon lui, répondre au commandant sur le terrain²⁸⁹. Le major General Sultan s'oppose également à ce bouleversement des chaînes de commande traditionnelles²⁹⁰. Il reçoit une lettre de Marshall lui disant que ces directives ont été adoptées dans une forme très similaire à l'original, qui ne prend donc pas en compte ses suggestions, ni celles de ses collègues, car elles sont jugées néfastes pour la sécurité d'*Ultra*. Il justifie cette décision en se fondant sur l'expérience qu'ils ont eue de l'utilisation d'*Ultra* sur le champ de bataille²⁹¹.

En juin 1944, une grande réorganisation s'opère au sein de G-2, la branche du renseignement de l'armée de terre américaine. Celle-ci pourrait constituer une menace pour la sécurité du renseignement spécial, mais Bissell, l'adjoint au chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement, garantit qu'il n'en sera rien²⁹². En juillet il est question que l'essentiel de l'effort britannique contre les codes japonais soit effectué à Washington et non plus en Angleterre²⁹³, ce qui fait l'objet de débats houleux car ce sujet cristallise la question du rapport de pouvoir entre les deux pays. Un point déjà évoqué est formalisé de manière très détaillée dans une directive du Conseil suprême interallié (« *Combined Chiefs of Staff* ») du 12 juillet 1944, la question de la capture d'une personne ayant connaissance d'*Ultra*. Afin d'éviter un tel incident, il est interdit aux officiers qui sont au courant de l'existence de cette source de se retrouver dans des situations où ils risqueraient d'être capturés, en particulier de

²⁸⁸ « *The War Department will attach to each U.S. headquarters receiving Ultra, special security personnel who, except for administration and discipline, will be under the control of the War Department, and that all such U.S. special security personnel in each theater will be under the immediate supervision of a representative of the War Department* », *ibid*.

²⁸⁹ Message de MacArthur pour le général Marshall, sans date, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²⁹⁰ Lettre du major General Dan I. Sultan, Adjoint au commandant sur le théâtre de guerre à l'Assistant du chef d'état-major, G2, 18 juin 1944, NACP, Record Group 1417.

²⁹¹ Note de Marshall à Sultan, sans date, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²⁹² Note manuscrite intitulée « *American Attitude to Liaison Matters* », TNA HW 5013.

²⁹³ Notes manuscrites portant comme en-tête « *The American Alliance* », dont l'auteur et la date ne sont pas précisés, TNA HW 50/13.

voler au dessus de territoires sous contrôle ennemi, hors autorisation spécifique et exceptionnelle²⁹⁴.

Le 4 juillet, Bissell adresse un mémorandum au chef d'état-major de l'armée de terre intitulé « Directives de sécurité uniformes pour le Renseignement Spécial dans les théâtres pacifiques et asiatiques ». Il évoque les objections qui ont été soulevées au sujet des agents chargés d'*Ultra* sur le terrain et de l'autorité dont ils relèvent, mais il affirme qu'il est indispensable de se conformer au projet initial, plus propice à protéger *Ultra*. À la différence des codes allemands, les codes japonais sont décryptés dans des sites divers. Pour faciliter leur transmission, il est indispensable que les convoyeurs d'*Ultra* soient sous le contrôle de Washington. L'auteur du rapport précise qu'ils doivent être sous cette autorité pour que les autres fournisseurs d'*Ultra*, la marine américaine et les Britanniques, soient rassurés quant aux protocoles de sécurité qui entourent ces sources. Il rappelle que « ça ne fait qu'un an que le ministère de la Guerre a un accès complet à l'*Ultra* britannique. Ce n'est qu'en février 1944 que la marine [américaine] a accepté un échange complet de l'*Ultra* japonais avec le ministère de la Guerre²⁹⁵ », et que cette dernière montre encore des signes de réticence. Des progrès sont encore nécessaires avec l'armée, et seule cette uniformité des protocoles permettra d'évoluer dans ce sens selon le rédacteur du rapport²⁹⁶.

D'autres directives de juillet 1944²⁹⁷ pour le Pacifique reprennent les points déjà mentionnés, et apportent quelques légères modifications : tout message faisant référence à *Ultra* doit contenir ce nom de code placé dans le corps du texte, vers le début. Mais surtout la structure des entités chargées de la dissémination d'*Ultra* devient plus claire. Des unités mixtes composées d'agents américains et britanniques seront chargées de communiquer *Ultra* aux personnes autorisées sur le champ de bataille où les deux pays sont impliqués. Éventuellement deux entités composées de ressortissants britanniques d'une part, américains d'autres parts, se verront confier cette tâche, mais des précautions seront prises pour éviter la duplication des fonctions. Pour les régions où seuls les États-Unis se battent, des Officiers de sécurité spéciale (*Special Security Officers*) seront chargés de transmettre les messages *Ultra*

²⁹⁴ « Directive of Combined Chiefs of Staff », c'est-à-dire « Directive du Conseil Suprême Interrallié », 12 juillet 1944, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²⁹⁵ « *The War Department obtained full access to British Ultra only a year ago. Only in February 1944 did the Navy agree to a full exchange of Japanese Ultra with the War Department* », appendice à « Uniform Security Regulations for Special Intelligence in Pacific and Asiatic Theaters », pour le « Secretary, General Staff » par le général de division Bissell, sous-chef d'état-major, G-2, 6 juillet 1944, NACP, Record Group 457, Box 1417.

²⁹⁶ *Ibid.*

²⁹⁷ « Security Regulations for Special Intelligence », signées du général de division J.A. Ulio, chef de l'administration de l'armée des États-Unis, juillet 1944, NACP, Record Group 457, Box 1417.

aux officiers américains et de communiquer leurs réponses aux autorités pertinentes, ainsi que de conseiller les détenteurs d'*Ultra*. Leurs homologues pour les troupes britanniques seront désignés : Officiers de liaison spéciale (*Special Liaison Officers*). Enfin la sécurité physique d'*Ultra* sur le champ de bataille est renforcée.

En septembre 1944 le directeur de la GC&CS se rend aux États-Unis à la tête d'une nouvelle délégation²⁹⁸. Ceci permet de parvenir à un nouvel accord au mois d'octobre : la GC&CS se consacrera aux anciens messages japonais non déchiffrés et le circuit BRUSA sera étendu²⁹⁹.

Des règles très strictes sont établies en novembre 1944 pour inclure des informations dérivées d'*Ultra* dans des bulletins destinés à des personnes qui ne sont pas autorisées à le recevoir. Il faut que le contact avec les troupes japonaises ait été assez proche pour laisser penser que les informations provenaient de cette proximité, et que l'information soit ancienne. Il est formellement interdit d'indiquer la nature de la source³⁰⁰. Un rapport de novembre 1944 du colonel H.M. O'Connor, qui représente la GC&CS à Washington, évoque l'évolution des relations avec le renseignement naval américain : « Wenger est très affable en ce moment et dit qu'il est déterminé à faire fonctionner les nouvelles dispositions BRUSA³⁰¹. » Ceci laisse entendre que des difficultés perduraient jusque là. En novembre des problèmes surgissent entre la GC&CS et les services cryptanalytiques de l'armée de terre américaine. Denniston écrit à Fried pour essayer de lever ces soupçons. Le conflit porte sur les codes du Proche-Orient : les Américains accusent les Britanniques d'un manque de coopération à ce sujet, qui est selon Denniston « le seul nuage dans leur liaison³⁰² ». Denniston nie ces accusations, et ajoute que même si cette région est stratégique pour le Royaume-Uni, ils ont communiqué tous les renseignements et données qu'ils possédaient aux Américains. Il est catégorique : « Nous n'avons rien de plus à donner³⁰³ », ajoutant que les Britanniques rencontrent des difficultés sur ces codes, pour des raisons « linguistiques », et non « cryptographiques³⁰⁴ ».

²⁹⁸ Notes manuscrites portant comme en-tête « The American Alliance », dont l'auteur et la date ne sont pas précisés, TNA HW 50/13.

²⁹⁹ *History of Liaison with OP-20-G (Washington) as carried out by Representatives of Naval Section, G.C. & C.S.* TNA HW 8/49, p. 18 et 24.

³⁰⁰ Mémoire du colonel Carter W. Clarke, 2 novembre 1944, NACP, Record Group 457, Box 1417. 3779-80

³⁰¹ « *Wenger is very affable nowadays and says he is determined to make the new BRUSA arrangements work* », « Note manuscrite intitulée « American Attitude to Liaison Matters », TNA HW 50/13.

³⁰² « *The only cloud on our liaison* », lettre de Denniston à Fried, 11 novembre 1944, NACP, Record Group 457, Box 991.

³⁰³ « *We have nothing more to give* », *ibid.*

³⁰⁴ « *Cryptographic not linguistic* », *ibid.*

En novembre 1944, de nouvelles directives sont mises en place pour « Pearl » et « Thumb » dans le Pacifique. Les documents décrivant les directives précédentes doivent être détruits en les brûlant, sans en conserver de trace. Ce protocole garantit bien sûr la sécurité du renseignement technique, mais contribue à rendre la tâche du chercheur ardue. Plusieurs éléments indiquent un relâchement des règles de sécurité : le commandant d'un théâtre peut communiquer ces informations à des échelons plus bas que ce qui est normalement autorisé, à condition que la sécurité physique de ces centres soit garantie.

Même en 1945, la liaison entre les deux pays est encore limitée dans certains domaines. Ainsi, le lieutenant-commandant britannique C.J.B. Chalkney, envoyé aux États-Unis, est attaché à la Section Pacifique du renseignement stratégique (*Pacific Strategic Intelligence Section*), créée en janvier 1945 pour la recherche sur le long terme et chargée de coordonner les efforts de la marine et de l'armée de terre américaines, mais également britanniques. Chalkney constate très vite que les échanges sont loin d'être exhaustifs avec les Britanniques. Pourtant ceux-ci fournissent tout ce qu'ils ont aux Américains³⁰⁵. Les tensions sont également palpables entre les services de renseignement de l'armée de terre du Royaume-Uni et des États-Unis, en particulier en février 1945³⁰⁶. La collaboration entre les cryptanalystes des marines des deux pays s'améliore autour de mai 1945³⁰⁷. Un document d'archive accompagnant un mémorandum sur les mesures entourant le renseignement sur la météorologie désigné « MANX » tiré des communications ennemies daté d'avril 1945 offre une rare occasion d'observer le formulaire que devaient signer les bénéficiaires de MANX, qui est probablement similaire à celui signé par les détenteurs d'autres d'informations cryptanalytiques. Ce document, portant la mention « *Top Secret* », contient la promesse : « je (...) comprends parfaitement l'importance de préserver la sécurité de ces informations et je jure solennellement que ni à présent ni dans le futur je ne discuterai de l'existence ou du contenu de ces informations avec des personnes qui ne sont pas autorisées à les recevoir, et que je ne le ferai que dans la mesure exigée par l'exercice de mes devoirs qui nécessitent que je reçoive cette information. Ainsi Dieu me soit en aide³⁰⁸. » Au début de l'année 1945 la

³⁰⁵ *History of Liaison with OP-20-G (Washington) as carried out by Representatives of Naval Section, G.C. & C.S.* TNA HW 8/49, p. 24-27.

³⁰⁶ Notes manuscrites portant comme en-tête « American Alliance 1945 », dont l'auteur et la date ne sont pas précisés, TNA HW 50/13.

³⁰⁷ Notes portant comme en-tête « American liaisons at the end of the war », dans une pochette portant la mention « Y W/T Network », dont l'auteur et la date ne sont pas précisés, TNA HW 50/13.

³⁰⁸ « I, [grand espace blanc où la personne prenant cet engagement doit indiquer son nom], *having been indoctrinated in MANX, fully understand the importance of maintaining the security of such information and do hereby solemnly swear that I will not now or hereafter discuss the existence or contents of such information with*

défaite allemande est imminente. Les Britanniques doivent envisager la réorientation de leurs activités, concentrées jusque là essentiellement sur les codes allemands³⁰⁹. Bissell déclare à « C » « J'espère que nous pourrons vous rendre les mêmes services dans le domaine japonais que ceux que vous nous avez rendus dans le domaine allemand³¹⁰. » Un récit de la liaison avec OP-20-G conclut : « La guerre finit au moment précis où les préparations, en Angleterre et en Amérique, pour la participation accrue de G.C. &C.S. aux activités de recherche s'achevèrent³¹¹. »

C'est également l'heure du bilan, comme en témoigne une lettre de P.S. Milner-Barry, à la tête du Baraquement 6 qui décryptait les messages de l'armée de terre et de l'aviation allemandes, sur la contribution des Américains au travail de ses unités. Il évoque l'annonce qui lui avait été faite, peu après sa promotion à la tête du Baraquement 6 en septembre 1943, de l'arrivée d'un contingent américain, qu'il avait accueilli avec réserve, jugeant que cette assistance était inutile et lui ferait perdre du temps. Il ajoute qu'avec le recul c'était « l'une des meilleures choses³¹² » qui pouvait advenir au Baraquement 6, et il loue l'engagement des travailleurs américains. Cette lettre reflète également les clichés qui existaient sur les différences entre les deux pays, car il souligne que, malgré les idées préconçues, les Américains ne cherchaient absolument pas à tirer crédit de leurs succès. Le bilan semble complètement positif. Une autre conclusion est que l'armée de terre et la marine américaines auraient pu tirer bénéfice d'une approche commune dans les échanges avec les Britanniques³¹³.

Les négociations entre Britanniques et Américains pour parvenir à une coopération de leurs agences de renseignement, particulièrement dans le domaine de la cryptanalyse, ont été

persons who are not authorized recipients, and will do so then only to the extent demanded by the performance of my duties which necessitate my being a recipient.

So help me God », annexe de la lettre « Regulations for the Dissemination and Use of Communication Intelligence Concerning Weather, 6 avril 1945, signée du général de division J.A. Ulio, chef de l'administration de l'armée des États-Unis, NARA, Record Group 457, Box 1417.

³⁰⁹ *History of Liaison with OP-20-G (Washington) as carried out by Representatives of Naval Section, G.C. &C.S.* TNA HW 8/49, p. 22.

³¹⁰ « *I hope that we will be able to render you the same service in the Japanese field that you have given us in the German field* », note manuscrite intitulée « American Attitude to Liaison Matters », TNA HW 50/13.

³¹¹ « *The war ended just as preparations, both in England and in America, for the increased participation of G.C. &C.S. in research activities had been completed* », *History of Liaison with OP-20-G (Washington) as carried out by Representatives of Naval Section, G.C. &C.S.* TNA HW 8/49, p. 22.

³¹² « *One of the luckiest things* », lettre de P.S. Milner-Barry, à la tête du Baraquement 6 de Bletchley Park, pour le chef du contingent américain 6813 qui y a été envoyé, 10 mai 1945, retranscrite dans « Technical History of the 6813th Signal Security Detachment », 20 octobre 1942, p. 13, NACP, Record Group 457, Box 970.

³¹³ Mémoire non daté pour l'Amiral King, sur le sujet « Activités de renseignement technique » signé du « chef d'état-major », mais sans indication sur celui dont il s'agit, NACP, Record Group 457, Box 1417.

très longues et houleuses. Après un premier accord significatif en octobre 1942 avec la marine américaine, les Britanniques signent « BRUSA » avec l'armée de terre des États-Unis en 1943, longtemps après l'entrée en guerre de ces derniers. De nombreux facteurs expliquent ces délais. Des questions politiques sont en jeu, en particulier la compétition entre une puissance américaine en plein essor et un Empire britannique menacé. De plus, chaque pays craint que ces échanges ne menacent la protection de leurs sources. Des débats très animés ont lieu sur ces sujets. Ici la sécurité du renseignement constitue un véritable frein à sa production, car les inquiétudes des deux puissances retardent leur coopération si profitable pour l'obtention de nouvelles informations. Les Britanniques se méfiaient des Américains qu'ils jugeaient imprudents. Ces derniers sont également réticents à partager leurs dernières découvertes avec les Britanniques. Alors que les Américains avaient initialement impérativement besoin du soutien du Royaume-Uni dans ce domaine où ils étaient novices, ils occupent rapidement une position de premier plan et commencent eux aussi à affirmer qu'ils craignent que cet allié ne se montre pas assez discret. Chaque pays cherche également à obtenir les meilleurs termes pour ces échanges. Une association se met graduellement en place, malgré de fréquentes querelles, et permet des progrès remarquables. Des règles de sécurité très strictes, sur le modèle britannique, sont mises en place de façon durable.

L'inversion du rapport de forces militaire entre les Alliés et l'Axe à partir de 1943 se reflète dans leurs services de renseignement, ce qui accroît encore l'écart entre les deux camps. Cette période est celle d'une professionnalisation des agences britanniques et américaines, encore plus marquée pour ces dernières. De nombreuses règles sont édictées à cette époque afin de protéger leurs sources. Les États-Unis se départent de leur réputation d'imprudence et s'imposent comme des maîtres dans l'art du renseignement. Une coopération poussée se met en place entre les Britanniques et les Américains ; elle accélère leur victoire sur le champ de bataille et préfigure leur coopération d'après-guerre. Les services allemands sont, quant à eux, affectés par des divisions très marquées. La duplicité de nombreux membres de l'*Abwehr* permet de beaux succès au renseignement allié. Ces dissidents allemands sont graduellement évincés au cours d'un processus de nazification, mais les autorités du pays ne peuvent pas s'appuyer sur des services compétents. Peut-être est-ce partiellement dû à une concentration très forte sur les activités de police au détriment du renseignement extérieur.

Épilogue

Au printemps 1945, la défaite allemande est imminente. Les Alliés ont indiqué qu'ils n'accepteraient qu'une reddition inconditionnelle. Le 30 avril, Hitler se suicide. Sa mort marque la fin d'une ère. Le grand-amiral Dönitz, qui avait d'abord été à la tête des sous-marins allemands puis de toute la flotte de guerre de son pays, devient Président du Reich et commandant suprême de l'armée. Les troupes alliées conquièrent tout le pays. L'arrivée de l'Armée Rouge est particulièrement redoutée, et elle s'accompagne de sévices inhumains envers les populations. L'Allemagne capitule les 7 et 9 mai. Les tractations autour de cette capitulation illustrent déjà d'importantes tensions entre les Soviétiques et leurs alliés britanniques et américains. Le sort de la Pologne et l'émergence de zones d'influences de l'Union Soviétique en Europe de l'est constituent de véritables pommes de discorde. Les Alliés s'accordent finalement sur la mise sous contrôle de l'Allemagne par quatre pays différents, dont la France. La Conférence de Potsdam du 17 juillet au 2 août laisse transparaître ces enjeux de l'après-guerre, posant les prémices de la guerre froide. En août, les Américains larguent deux bombes atomiques sur le Japon à Hiroshima et Nagasaki, mettant un terme rapide aux hostilités qui se poursuivent autour du Pacifique.

La fin de la guerre apporte avec elle de nombreuses interrogations. Que vont devenir les agences de renseignement du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Allemagne ? Beaucoup redoutent une contraction des services alliés, semblable à celle de la fin de la Première Guerre mondiale, qui avait été si préjudiciable pour les gouvernements et armées des trois pays. La « relation spéciale » entre les agences de renseignement britanniques et américaines peut-elle se poursuivre dans l'après-guerre, malgré la compétition entre les deux puissances ? Le maintien de la coopération avec les services de renseignement soviétiques, en particulier dans l'optique d'accélérer le processus de « dénazification », est-il envisageable ? La paix et le nouvel ordre mondial qui lui fait suite apportent de nombreuses interrogations et réflexions sur l'avenir de ces agences. Avec la fin imminente du conflit, il pourrait paraître naturel que les belligérants utilisent au maximum leurs renseignements en ne se préoccupant plus de la pérennité de leurs sources, afin d'achever la guerre au plus vite. Il n'en est rien. Partout, la prudence reste de mise. Même une fois les armes déposées, l'origine de leurs renseignements est maintenue secrète. Nous nous demanderons pourquoi, et nous étudierons les mesures prises à cette fin.

Lorsqu'ils comprennent que l'Allemagne va perdre la guerre, de nombreux Allemands qui avaient soutenu le régime nazi s'empressent de le faire oublier. Plus généralement, de

nombreuses agences de renseignement, sachant que le pays va tomber sous la coupe ennemie, détruisent leurs fichiers afin d'effacer toute preuve pouvant incriminer leurs sources - même s'ils ne comptent plus en tirer parti. De nombreux documents avaient déjà été brûlés de façon méthodique, comme en 1944¹.

Le général Reinhard Gehlen, un officier de l'armée allemande en charge d'une unité de renseignement consacrée au front de l'est, *Fremde Heere Ost*, a recours à une stratégie singulière pour préparer son avenir lorsqu'il s'aperçoit que la défaite de son pays est imminente. Il décide de copier toutes les données accumulées au fil des années sur les Soviétiques pour les proposer aux Américains. Il est conscient de l'imminence des tensions entre Est et Ouest et sait que son expérience dans l'espionnage contre l'Union Soviétique constitue un atout que les États-Unis ne peuvent négliger. Gehlen, son équipe, et tous leurs fichiers passent sous le contrôle des Américains. Ainsi, ceux-ci économisent des années de recherche et disposent de bases solides pour étudier l'URSS. Cette coopération naissante est promise à de beaux jours².

Les agences de renseignement du Royaume-Uni et des États-Unis ont apporté une aide sans précédent à la victoire alliée, mais la paix leur porte un coup sévère. En effet, leur utilité immédiate décroît, et leurs dirigeants sont bien conscients que les fonds et le cadre légal exceptionnels dont ils disposent sont voués à disparaître. Les acteurs du renseignement se mobilisent pour éviter que le scénario de l'après Première Guerre mondiale ne se reproduise. Maxwell Knight, à la tête de la section MS du MI5 chargée d'infiltrer des groupes potentiellement subversifs, fait part de son inquiétude à la fin de la guerre. Il dit comprendre que la paix puisse mener à une baisse des moyens alloués aux agences mais il souhaite éviter un retour à la situation de 1939 où, suite au désintérêt de l'État pour le renseignement pendant l'entre-deux-guerres, son service était devenu largement sous-dimensionné³. Les services de cryptanalyse de l'armée américaine, OP-20-G et SSA (le nouveau nom de l'agence de l'armée de terre) connaissent une réduction drastique des effectifs. OP-20-G est l'agence la plus touchée. En 1945, elle ferme dix de ses seize stations d'interception et de radiogoniométrie⁴. Pourtant le contexte mondial est profondément différent de celui de 1918. L'émergence des

¹ De nombreux exemples sont disponibles, par exemple dans NACP, Record Group 242, Microfilm Publication T77, Roll 1524.

² Smith, Richard H., *op. cit.*, p. 219-220.

³ « Report on the Work of M.S.S (Agents) during the War 1939-1945 », par Maxwell Knight, 1945, p. 4-5, TNA KV 4/227.

⁴ Johnson, Thomas R., *op. cit.*, p. 8-10.

armes atomiques et de nouveaux missiles, ainsi que l'évidence croissante des tensions entre Est et Ouest, empêchent un retour à la situation d'avant-guerre.

De nombreux fichiers des archives américaines du printemps et de l'été 1945 montrent qu'une des priorités pour les agences de cryptanalyse du pays est l'évolution de la structure de ces services. La nécessité d'une plus grande centralisation des activités cryptanalytiques est un sujet récurrent. Ce mouvement s'opère à trois échelons : au sein des branches de l'armée, entre celles-ci, et entre Britanniques et Américains.

Les dirigeants de l'armée de terre et de la marine américaines regrettent la duplication des efforts liée aux contacts très limités entre leurs services au début de la guerre. Au fur et à mesure du conflit, les échanges s'intensifient entre eux, mais ces démarches sont très laborieuses. Beaucoup de temps, d'argent et d'efforts sont perdus du fait de cette situation. Qui plus est, cette division peut être préjudiciable pour la protection des sources, en particulier lorsque des normes de sécurité différentes sont adoptées. La fin de la guerre pousse donc la marine et l'armée de terre à coordonner leurs efforts. En mars 1945, l'ANCIB (« *the Army-Navy Communications Intelligence Board* », « la Commission armée de terre/marine pour le renseignement issu des communications ») voit le jour⁵. Cette association encourage par ailleurs les cryptanalystes de l'armée de terre à regrouper leurs activités sur un seul centre, alors qu'une partie d'entre elles étaient disséminées sur les différents théâtres de guerre⁶. Ces bases annexes constituent autant de menaces pour la protection des sources, dans l'éventualité de leur invasion par l'ennemi. Plusieurs unités se consacrent aux mêmes problèmes cryptanalytiques, qu'elles ne sont souvent pas aptes à résoudre du fait de leurs effectifs limités. L'armée de terre estime qu'en centralisant les messages chiffrés pour obtenir un volume de communications important, et en unissant les forces des cryptanalystes, de meilleurs résultats peuvent être obtenus. Le général de division Clayton Bissell, le sous-chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement, émet un avis très tranché, estimant qu'une telle évolution « pourrait sauver des vies lors de la guerre contre le Japon⁷ ».

Une plus grande coopération entre les différentes unités peut, de plus, permettre de

⁵ *Ibid.*, p. 6.

⁶ « Centralized Control of Signal Intelligence Activities for War Against the Japanese », pour le chef d'état-major par le général de division Clayton Bissell, sous-chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement, 1^{er} juin 1945, NACP, Record Group 457, Box 1417.

⁷ « *Could save lives in the war against Japan* », lettre « Centralized Control of Signal Intelligence Units » par le général de division Clayton Bissell, sous-chef d'état-major de l'armée de terre en charge du renseignement, juin 1945, NACP, Record Group 457, Box 1417.

contrebalancer la diminution des effectifs inhérente à l'arrêt des hostilités. Le degré souhaitable de coopération entre les cryptanalystes de l'armée de terre et la marine fait débat. Plusieurs possibilités sont envisageables, en particulier leur fusion en une seule agence, ou une coopération étroite sous une direction commune. Le 21 août 1945, l'ANCIB se réunit pour donner un avis sur ces projets. Il préconise de « combiner les activités d'interception, de cryptographie, et de cryptanalyse de l'armée de terre et de la marine sous une direction commune adaptée⁸ ». Les membres de l'ANCIB entendent par là une seule agence qui serait le résultat de la fusion des unités de l'armée de terre et de la marine. En même temps, ils encouragent la poursuite et l'intensification des échanges avec les Britanniques. Par ailleurs l'ANCIB recommande de limiter les activités cryptanalytiques du FBI. Déjà, en juillet 1942, le commandant en chef de la marine de guerre américaine, Ernest King, et le chef d'état-major de l'armée de terre, George C. Marshall, avaient conseillé à Roosevelt de réduire le nombre d'agences américaines se consacrant à la cryptanalyse. L'OSS, par exemple, ne pouvait se livrer à cette activité, contrairement au FBI qui appartenait à ce cercle très restreint. En 1945, l'ANCIB souhaite que le FBI ne se concentre que sur les codes liés aux activités criminelles sur le sol américain et ses possessions et renouvelle la recommandation de 1942 concernant l'exclusion de l'OSS⁹. De houleux débats font suite à ce rapport de l'ANCIB. Les deux corps d'armée souhaitent une plus grande coopération, mais la fusion potentielle des deux unités fait débat, et n'a finalement pas lieu. Un point fait cependant l'unanimité : le besoin d'adopter des règles de sécurité communes concernant le renseignement technique¹⁰.

Plus généralement, une plus grande coopération entre toutes les agences de renseignement, et pas seulement celles dédiées à la cryptanalyse, semble nécessaire. La mission militaire envoyée à Moscou explique que les Soviétiques se plaignent de recevoir les mêmes demandes d'informations de la part de multiples unités américaines différentes. Ceci exacerbe l'irritation des Soviétiques déjà réticents à partager des données. De la même façon, le volume de renseignements à analyser en Allemagne, en particulier les données industrielles, requiert la mise en place de nouvelles structures plus globales, plus simples, et pas seulement militaires. Les Américains soulignent que les Britanniques ne souffrent pas de telles divisions

⁸ « *Combine Army and Navy intercept, cryptographic and cryptanalytic activities under appropriate joint direction* », mémorandum « Signal Intelligence » pour le général Marshall et l'amiral King, par le président de l'ANCIB, 22 août 1945, NACP, Record Group 457, Box 1417.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Mémorandum de l'amiral King pour le général Marshall, 2 octobre 1945, NACP, Record Group 457, Box 1417.

et peuvent pleinement tirer profit de ces informations¹¹.

Les Américains impliqués dans les services de renseignement sont conscients que la guerre a représenté un tournant pour leurs agences. Elle leur a permis de rattraper leur retard et de se hisser au rang de puissance de premier plan dans ce domaine. En témoigne cette citation rapportant les sentiments d'un contrôleur de l'OSS à la fin de la guerre :

Cependant, ce qui semble actuellement bien plus important que l'expérience du colonel sur le terrain, ce sont les conclusions qu'il en a tirées. Il croit profondément en une organisation du renseignement d'après-guerre qui placerait les États-Unis sur un pied d'égalité avec des experts traditionnels du domaine tels que les Britanniques, les Russes et les Français¹².

En réalité les Américains avaient déjà commencé à rivaliser avec les Britanniques voire à les surpasser dans certains domaines du renseignement, même s'ils sont conscients que ceux-ci disposent encore de capacités uniques qui peuvent leur être utiles. Le 12 septembre 1945, un mémorandum pour le Président Harry Truman évoque la « collaboration fructueuse » entre les deux pays et appelle de ses vœux son maintien « au vu de la situation mondiale inquiétante et de la nécessité de se tenir informé des développements techniques et des potentielles intentions hostiles des armées étrangères¹³ ». Truman encourage ces efforts. L'association avec les Britanniques s'étend à l'opération portant le nom de code « RATTAN », l'interception des communications radio soviétiques¹⁴. Il s'agit là d'un des domaines les plus sensibles du renseignement, puisque les agences américaines et britanniques espionnent l'URSS qui demeure encore, tout du moins officiellement, un pays allié.

De nombreuses mesures sont prises par les Britanniques et les Américains pour camoufler le succès de leurs services de renseignement alors que la guerre touche à sa fin. Comme bien souvent, le secret revêt une importance capitale dans le domaine de la cryptanalyse. Au fur et à mesure de la guerre, les agences des deux pays ont tissé des liens

¹¹ Mémorandum « Need for a Central Intelligence », pour le général Donovan, par le lieutenant-colonel S. Everett Gleason, sur un papier à en-tête du Comité des chefs d'état-major interarmées, 16 mars 1945, NACP, Record Group 226, Microfilm 1642.

¹² « *What seems far more important at the moment than the Colonel's experiences in the field, however, is the conclusion he has drawn from them. He is a firm believer in a post-war intelligence set-up that will place the United States on an equal footing with such past-masters of the game as the British, the Russians and the French* », « Post-War Intelligence », 20 février 1945, « Interview with Returned Men. Book 1 », p. 1, NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

¹³ « *Profitable collaboration* » et « *In view of the disturbed conditions of the world and the necessity of keeping informed of the technical developments and possible hostile intentions of foreign armies* », Stripp, Alan, *op. cit.*, p. 18.

¹⁴ Mémorandum « Signal Intelligence Activities », pour l'amiral King, NACP, Record Group 457, Box 1417.

très étroits qui ont abouti à de nombreux succès contre les codes ennemis. Les renseignements les plus précieux ont été transmis aux dirigeants militaires qui en avaient impérativement besoin, sans égard pour la nationalité américaine ou britannique de ceux-ci. Cette alliance entre les cryptanalystes se traduit directement sur le champ de bataille. Le corollaire est que les secrets des deux pays sont souvent communs, et préserver le silence sur ces succès requiert des mesures des deux côtés de l'Atlantique. Ceci contribue à renforcer les liens entre Britanniques et Américains. Chacun connaît les secrets de son allié, qui risquent d'être éventés si ce partenariat cesse. Cette association est par ailleurs trop fructueuse pour envisager d'y mettre un terme.

Les succès cryptanalytiques britanniques ne sont portés à la connaissance du public que dans les années 1970, ce qui témoigne de l'efficacité des dispositions prises à la fin du conflit, et d'une forte résolution à faire le silence sur ces réussites.

Dès juillet 1945, avec la fin de la guerre en Europe, les Britanniques craignent que le secret entourant le déchiffrement des codes ennemis ne soit éventé. Depuis longtemps, ils ont décidé de continuer à taire leurs succès cryptanalytiques dans l'après-guerre. Les fonds allemands qui ont été saisis sont sources d'inquiétude. En effet, les dirigeants du renseignement britannique craignent que les historiens officiels, chargés de rédiger le récit de la guerre, ne constatent, en comparant les fonds allemands et les décisions militaires alliées, l'influence de la cryptanalyse alliée sur les opérations militaires. Il était par exemple fréquent que, suite au déchiffrement d'un message pour les sous-marins allemand, les Alliés ordonnent de modifier la trajectoire des convois. La comparaison des communications de l'Axe et des mouvements des troupes alliées peut révéler aux chercheurs que les messages étaient souvent lus par les Britanniques et les Américains.

Un rapport du Comité mixte du Renseignement britannique, en date du 20 juillet 1945, estime qu'il est « indésirable et en réalité impossible de faire disparaître les dossiers allemands¹⁵ ». Dans un message pour les représentants militaires britanniques à Washington, seul le terme « irréaliste¹⁶ » est utilisé. Bien que cette éventualité ait finalement été écartée, la destruction des fonds allemands a donc été envisagée sérieusement par les Britanniques. Ces derniers souhaitent peut-être également passer sous silence leurs négociations avec divers émissaires allemands pendant la guerre. Ce rapport explique que leurs inquiétudes sont liées à

¹⁵ « *Undesirable and indeed impossible to suppress the German records* », rapport du Comité mixte du Renseignement intitulé : « *Use of Special Intelligence by Official Historians* », 20 juillet 1945, TNA CAB 79/37.

¹⁶ « *Impractical* », Stafford, David, *op. cit.*, p. 29.

la « sécurité de notre organisation de Renseignement Spécial¹⁷ pendant les années de l'après-guerre¹⁸ ». Un petit nombre de personnes déjà au courant est chargé de rédiger des récits historiques sur certains points importants, incluant des références aux succès cryptanalytiques, qui auront le plus haut niveau de classification et ne seront pas rendus publics. Les historiens officiels quant à eux, qui sont nombreux, ne seront pas mis dans le secret et n'auront pas accès au matériel britannique compromettant¹⁹. Le 31 juillet 1945, les chefs d'état-major approuvent la directive proposée par le Comité mixte du Renseignement, qui est transférée aux sections chargées de la rédaction de l'histoire de la guerre. Aucune référence n'est faite à *Ultra*, l'accent est seulement mis sur la nécessité de garder le secret sur des sources de renseignement dont la nature n'est pas précisée. Le ton est formel :

Il est impératif que le fait que de tels renseignements étaient disponibles ne soit JAMAIS²⁰ divulgué

(a) même si les hostilités européennes ont maintenant cessé.

(b) même après la fin de la guerre en Extrême-Orient²¹.

Les historiens sont invités à ne pas s'arrêter sur des décisions opérationnelles alliées apparemment inexplicables et à s'assurer que les écrits ne compromettent pas le secret des sources. Toutes les publications doivent être soumises à la vérification d'un des Directeurs du Renseignement avant leur parution. Les Britanniques contactent leurs homologues d'outre-Atlantique pour qu'ils prennent des mesures dans le même sens. Ils reçoivent une réponse favorable²². Des mesures strictes sont également prises pour que les officiers dans le secret et les employés des agences de renseignement ne révèlent rien. Winterbotham, chargé de la distribution et de la sécurité d'*Ultra*, dit avoir envoyé aux commandants alliés un message sur l'injonction de Churchill, leur ordonnant de « ne pas divulguer la nature ou la source des informations qu'ils avaient reçu d'[*Ultra*], afin de ne pas nuire aux futures opérations du Service Secret et de ne pas donner de raisons à nos ennemis leur permettant de lui imputer la

¹⁷ En majuscules dans l'original.

¹⁸ « *The security of our Special Intelligence organization during the post-war years* », rapport du Comité mixte du Renseignement intitulé : « Use of Special Intelligence by Official Historians », 20 juillet 1945, TNA CAB 79/37.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ En majuscules dans l'original.

²¹ « *It is imperative that the fact that such intelligence was available should NEVER be disclosed*

(a) *even though European hostilities have now ceased.*

(b) *even after the conclusion of the Far Eastern War* », Stafford, David, *op. cit.*, p. 30.

²² *Ibid.*

responsabilité de leur défaite²³ ». À *Bletchley Park*, une fois la guerre finie, des équipes se consacrent méticuleusement à détruire toute trace révélant la fonction du site. Les documents conservés sont classifiés et demeurent inaccessibles au public pendant des décennies. Les employés sont tenus au secret, même après la fin de la guerre.

La même approche est adoptée aux États-Unis. Le 1^{er} juin 1945, le colonel W. Preston Corderman, qui dirige le renseignement cryptanalytique de l'armée de terre américaine, émet un rappel à l'ordre concernant le secret de ces sources de renseignement. Suite à la fin des hostilités en Europe, il insiste sur l'impératif de dissimuler les succès cryptanalytiques. Il dénonce un certain relâchement quant au secret, qu'il déplore. Sa déclaration est révélatrice des enjeux de l'époque :

1. [...] les restrictions qui concernent la sécurité des activités du centre d'*Arlington Hall* ou de l'Agence de Sécurité des Signaux [la SSA, *Signal Security Agency*] ne peuvent être assouplies maintenant, ou à aucun moment dans le futur.

2. La sécurité future des États-Unis requiert que toutes les personnes, militaires ou civiles, qui ont eu le moindre contact avec les opérations de sécurité des signaux ou de renseignement technique continuent à préserver le secret de ces opérations pendant le reste de la guerre et [l'original est souligné] une fois la paix rétablie avec autant de précautions que par le passé²⁴.

Les employés doivent s'engager par écrit à ne rien révéler sur ces activités²⁵.

Le 6 août 1945, une directive pour les commandants associés au front du Pacifique et de l'Océan Indien rappelle les règles de sécurité concernant « *Pinup* », qui sert à l'époque à désigner l'analyse du trafic radio. Malgré la date très tardive de cette note, les normes qui existaient jusque là pour protéger ce type de sources demeurent en vigueur²⁶.

La protection des sources est évidemment au cœur du secret de l'après-guerre. Mais d'autres considérations entrent en jeu. Taire l'existence de renseignements si utiles permet d'augmenter le prestige des officiers qui semblent avoir gagné des batailles grâce à leur génie

²³ « *Not to divulge the nature of the source or the information they had received from it, in order that there might be neither damage to the future operations of the Secret Service nor any cause for our enemies to blame it for their defeat* », Winterbotham, Frederick W., *op. cit.*, p. 17.

²⁴ « 1. [...] *Restrictions that affect security of the activities of Arlington Hall Station and the Signal Security Agency cannot now, or at any time in the future, be relaxed.*

2. *The future safety of the United States requires that all persons, military or civilian, who have had any contact with signal security and signal intelligence operations continue to maintain secrecy regarding these operations during the remainder of the war and in peace as closely as it has been maintained in the past* », « Maintenance of Security Standards After the End of the European War », par le colonel W. Preston Corderman, *Signal Corps*, 1^{er} juin 1945, NACP, Record Group 457, Box 929.

²⁵ Annexe à la lettre « Maintenance of Security Standards After the End of the European War », par le colonel W. Preston Corderman, *Signal Corps*, 1^{er} juin 1945, NACP, Record Group 457, Box 929.

²⁶ « Security Regulations for PINUP Intelligence », par le général de division Edward F. Witsell, 6 août 1945, NACP, Record Group 457, Box 1417.

militaire, et sans l'appui de ces sources classifiées. Par ailleurs, les Alliés ne souhaitent pas que les vaincus allemands puissent ainsi minimiser les victoires militaires alliées en expliquant que leurs succès étaient dus aux renseignements et non à leurs troupes.

L'association avec les Soviétiques, très précaire, ne survit pas à la fin du conflit. Le SIS britannique avait pourtant, pendant un temps, nourri l'espoir d'une entente favorable au partage des données sur l'Allemagne. Cette illusion est de courte durée²⁷. Après la défaite du Japon, de nombreux soldats américains sont réaffectés à l'écoute des communications soviétiques²⁸.

Par ailleurs, les Britanniques et les Américains tirent profit de la crainte éprouvée par les Allemands face à l'avancée de l'Armée Rouge. Ainsi, devant les réticences d'un prisonnier, nazi convaincu, à leur fournir des informations, un vétéran de l'OSS prétend qu'il va le confier à un de ses collègues « soviétiques », en réalité un Américain déguisé prétendant être russe. L'Allemand révèle immédiatement tout ce qu'il sait²⁹.

De leurs côtés, les Soviétiques ont poursuivi leur espionnage à l'ouest. En septembre 1945, la décision d'Igor Gouzenko de passer à l'ouest fait la lumière sur ces activités. Ce chiffreur à l'ambassade soviétique du Canada révèle l'existence de tout un réseau d'espionnage dans ce pays. Les Britanniques sont avertis très rapidement. Gouzenko démasque la trahison du Dr Alan Nunn May, un chercheur britannique au Canada qui a fait passer aux Soviétiques des détails sur les recherches nucléaires et même des échantillons radioactifs. Le MI5 et le SIS décident de laisser Nunn May revenir au Royaume-Uni sans l'arrêter, afin de découvrir qui sont ses contacts sur le sol britannique. Cette méthode traditionnelle de protection des sources consiste à laisser un agent démasqué en liberté sans qu'il sache qu'il est sous surveillance, afin d'appréhender tout un réseau. Malheureusement, les communications à ce sujet transitent par Philby en tant que directeur de la Section IX du MI6, créée pour enquêter sur l'espionnage communiste et soviétique. Nunn May n'entre pas en contact avec les autres espions soviétiques. Philby a probablement joué un rôle dans cet échec en avertissant ses supérieurs soviétiques que le chercheur avait été démasqué. L'infiltration de cette taupe dans le renseignement britannique compromet les sources de renseignement comme Gouzenko. Ironiquement, Gouzenko lui-même informe les

²⁷ Jeffery, Keith, *op. cit.*, p.566-568.

²⁸ Johnson, Thomas R., *op. cit.* p. 10.

²⁹ « The Captain of Interrogation », p.4, « Interview with Returned Men. Book 1 », NACP, Record Group 226, Entry 161, Box 2.

occidentaux qu'un agent soviétique est infiltré dans le renseignement britannique, mais sans détails suffisants pour déterminer son identité³⁰.

Le printemps et l'été 1945 sont des moments clés de la guerre : les Alliés souhaitent mettre un terme au conflit le plus rapidement possible pour faire cesser les combats et les pertes humaines. Certains relâchements s'observent parfois dans l'utilisation des renseignements afin de parvenir à la victoire rapidement, mais ils restent rares, comme le prouve le fait que les sources soient restées secrètes si longtemps. De multiples enjeux supplémentaires se greffent sur ces questions purement militaires. L'échiquier mondial se redessine en permanence, et toutes les forces en présence souhaitent en tirer profit. C'est également un temps où les services secrets se préparent à l'après-guerre. Ils souhaitent préserver leur influence, et procéder à certaines réorganisations en tirant les leçons de leur expérience. Le maître mot, en particulier pour les services américains, est la centralisation. Celle-ci demeure pourtant balbutiante. Britanniques et Américains sont conscients qu'ils doivent continuer à coopérer même une fois la paix retrouvée. Cela prend tout son sens lorsque l'on considère les frictions avec leur ancien allié soviétique. Celles-ci laissent présager la survenue d'un conflit d'un nouvel ordre qui donnera toute sa place à l'association entre les service de renseignement des deux pays.

³⁰ Jeffery, Keith, *op. cit.*, p. 656-659 et p. 768.

Conclusion

Dans *Le Secret de Pomona Lodge*, Compton MacKenzie, lui-même un vétéran du renseignement, déclare « l'essentiel du Service Secret était justement d'être rigoureusement secret³¹ ». Ce truisme, étroitement lié à mon sujet de thèse, a directement affecté mon travail de recherche.

Le problème de l'accès aux sources et de leur fiabilité se pose à tout chercheur, mais il est exacerbé dans le domaine du renseignement. Afin de mener à bien leurs opérations, de s'assurer autant que possible un flot continu et pérenne d'informations, les agences de renseignement doivent veiller à préserver le secret qui les entoure et en particulier celui de leurs sources. À ces fins, les services rechignent souvent à garder des traces écrites et procèdent régulièrement à des destructions de documents. Des fonds nombreux sont encore classifiés. Par ailleurs, il est possible de se demander si l'accès très laborieux à certains fichiers, comme ceux du FBI, n'est pas une façon détournée de garder le silence sur certaines activités. Les documents rendus publics comportent régulièrement des passages découpés ou recouverts au marqueur noir pour effacer des noms ou des éléments compromettants. Soixante-dix ans après la fin du conflit, peu d'acteurs de l'époque peuvent encore témoigner de leur expérience. Ils étaient généralement très jeunes à l'époque, occupaient souvent des positions subalternes et n'étaient pas nécessairement au fait de tous les arcanes des services de renseignement. L'impératif du secret qui leur a été inculqué, l'ordre « d'oublier de se souvenir », a par ailleurs contribué à jouer sur leurs mémoires. Même si certains acceptent maintenant de relater leur expérience, leurs réponses parfois évasives sont la preuve d'un ancrage profond, chez eux, d'habitudes de discrétion. Par ailleurs, à la fin de la guerre ou des décennies plus tard, certains protagonistes réécrivent l'histoire pour paraître sous un meilleur jour. D'autres cherchent à dissimuler les faits sujets à controverse. Enfin, des enjeux politiques s'ajoutent parfois pour créer un terrain d'étude très complexe pour le chercheur.

Par ailleurs, la fascination populaire pour l'espionnage a donné naissance à des ouvrages à succès, parfois peu rigoureux. Plus généralement, les auteurs qui écrivent sur le sujet reprennent souvent des propos dénués de fondement. Il faut pourtant rappeler à quel point il est difficile de s'assurer de la véracité des faits relatés.

Au cours de cette thèse, il a fallu mettre en regard des sources secondaires très fréquemment contradictoires, s'appuyer sur des archives déclassifiées et des témoignages de

³¹ Mackenzie, Compton, *Le Secret de Pomona Lodge*, trad. S. Ch. de Léo, Paris, Tallandier, 1951, p. 90.

vétérans afin de décrire les méthodes employées par les agences pour protéger leurs sources. Bien souvent ce travail s'est apparenté à une véritable enquête policière. Nous nous sommes par ailleurs efforcés de rendre compréhensibles des documents internes souvent peu clairs portant sur des points très spécifiques. Beaucoup contiennent des mentions illisibles, des sigles dont le sens n'est pas toujours identifiable, des points de détails difficilement intelligibles pour une personne étrangère à ces services. D'autres renvoient à des discussions orales dont il ne reste aucune trace ou à des correspondances antérieures qui n'ont pas été conservées dans les archives.

Les difficultés de l'accès aux archives et la comparaison de trois pays où la collecte et le traitement du renseignement étaient confiés à de multiples agences rendent une analyse exhaustive impossible. Pourtant, l'étude de la protection des sources offre une nouvelle lumière sur les services de renseignement pendant la Seconde Guerre mondiale, sur le conflit, la vie politique de ces pays et leurs relations internationales. Cet impératif de préserver le secret est fréquemment souligné, mais n'a jamais été étudié de façon détaillée. Malgré les contraintes, il est important d'apporter des éléments de réponse sur les procédures adoptées pour préserver les sources. La frustration inhérente aux recherches sur le renseignement ne doit pas détourner de ces sujets. Malgré les contraintes, des fonds très conséquents sont accessibles et fournissent une image précise des pratiques de la Seconde Guerre mondiale. Cette recherche s'appuie sur les photographies de dizaine de milliers de pages d'archives.

Tout au long de ce travail, la comparaison des fonds des trois pays nous a confortés dans notre intuition initiale que mettre en regard leurs pratiques pouvait enrichir cette analyse. La coopération des services de renseignement des États-Unis et du Royaume-Uni était sans précédent, en particulier dans le domaine de la cryptanalyse. Elle perdure après la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à nos jours. Du fait de leur étroite collaboration, les scandales récents concernant les écoutes par la NSA ont eu des retombées au Royaume-Uni. Les fonds des agences allemandes, américaines et britanniques regorgent de données sur leurs homologues des autres pays étudiés. Ceci est particulièrement marqué dans les fichiers sur les agents doubles, mais pas seulement. Par ailleurs il existait une certaine porosité entre les services allemands d'une part, et britanniques et américains d'autre part. De nombreux contacts avaient lieu entre Allemands et Alliés : en particulier, les Allemands cherchaient à sonder les intentions de leurs ennemis sur les termes de paix qui pouvaient leur être proposés. De plus, de nombreux agents au service du Reich faisaient preuve de loyautés douteuses. Cela va plus

loin : un certain nombre d'officiers de l'*Abwehr* ont sciemment laissé leurs agents servir la cause alliée. Chaque pays était le théâtre de profondes divergences d'opinions, ce qui était encore plus marqué en Allemagne. Les rivalités et les antagonismes divisaient les agences de ce pays et les fragilisaient, plus encore que dans les autres nations étudiées.

Lorsque la guerre éclate, le degré de préparation des services de renseignement des trois pays est variable, mais beaucoup d'insuffisances sont évidentes. Aux États-Unis, l'isolationnisme et le souhait de ne pas entrer en guerre sont partiellement responsables du retard du pays dans ce domaine. Ces deux tendances se doublent d'une défiance envers toute organisation secrète et d'un souhait de transparence des organes de l'État. Traditionnellement, les opérations clandestines souffraient d'une mauvaise réputation auprès de la population des États-Unis, et cela s'avère peu compatible avec la mise en place d'agences de renseignement. Certaines agences, comme l'OSS, ne voient le jour que tardivement. Les unités qui existent sont petites, généralement novices, leur coordination est presque inexistante. Le Royaume-Uni bénéficiait d'une plus grande expérience mais, de façon surprenante, ses services de renseignement sont pris par surprise en 1939. Le début des hostilités révèle de grandes insuffisances dans ses préparatifs, et suscite une profonde remise en question de ces agences. Leurs efforts cryptanalytiques sont cependant prometteurs, et leurs premiers pas dans le contrôle d'agents doubles préfigurent le développement pendant la suite de la guerre d'un réseau unique, de très grande envergure, « *Double Cross* ». Dans une certaine mesure, l'Allemagne est mieux préparée. Les restrictions du Traité de Versailles sur les activités de renseignement ont été contournées. Il est vrai que les autorités avaient d'abord renoncé à espionner le Royaume-Uni, comme entre 1935 et 1937, afin de ne pas nuire aux relations diplomatiques avec ce pays. Hitler espérait parvenir à une entente avec les Britanniques permettant d'éviter la guerre entre eux. Toutefois, une fois ces restrictions levées, les Allemands remportent des succès significatifs contre les Britanniques, en particulier la lecture de certains codes de la marine. Ceux-ci culminent dans l'épisode de Venlo, pendant lequel les Allemands capturent deux membres du SIS en se faisant passer pour des représentants de l'opposition allemande au régime nazi. L'incompréhension des services secrets britanniques et leurs incertitudes sur ce qui s'est passé dans les jours qui suivent illustrent la confusion qui règne parfois dans ces agences.

Dans un premier temps, les troupes britanniques font face à une armée allemande qui enchaîne les succès. Les dirigeants militaires ne savent comment endiguer les avancées des

troupes du Reich et ont désespérément besoin de services de renseignement adéquats afin de disposer d'un atout dans les combats. Pourtant, les années 1940-1942 sont le théâtre de profonds remaniements des services de renseignement britanniques et américains dont les failles sont évidentes. Aux États-Unis certaines lacunes commencent à être comblées avec la création du « Coordinateur de l'information » qui devient le célèbre OSS. Pendant cette période, les agences du Royaume-Uni et des États-Unis se professionnalisent. Il faut cependant souligner que malgré certaines lacunes du renseignement britannique, ses représentants apportent toute leur expertise à leurs confrères américains. Ces derniers s'appuient beaucoup sur l'expérience de leurs alliés pour la création ou le perfectionnement de leurs agences. Les débuts de cette coopération sont cependant mouvementés. Les divisions qui affectent l'armée de terre et la marine américaine freinent les progrès américains mais aussi la conclusion d'accord entre les deux pays. De nombreuses tensions sont liées à la protection des sources. Le Royaume-Uni s'inquiète en particulier de la réputation d'imprudence des Américains. Afin d'obtenir des conditions intéressantes lors de ces échanges, il souhaite profiter de sa supériorité dans ce domaine, qui disparaît rapidement. Lorsque l'on connaît les tensions immenses entre Est et Ouest pendant la guerre froide et la bataille que se livrent leurs services secrets, l'association entre Britanniques et Soviétiques dans ce domaine entre 1941 et 1942 est surprenante. L'impératif d'aider un allié improbable afin d'espérer vaincre l'Allemagne pousse les Britanniques à surmonter leur défiance profonde envers l'URSS. Ils prennent néanmoins les plus grandes précautions afin de ne pas compromettre leurs sources lors de ces échanges. Ils ignorent que des taupes soviétiques infiltrées dans leurs rangs révèlent leurs secrets les plus précieux à l'URSS.

Chez les Alliés, deux événements tragiques sont à l'origine de débats entourant la question de la protection des sources. L'un est le bombardement de Coventry en novembre 1940 : il a conduit certains auteurs, en particulier Anthony Cave Brown, à déclarer que les autorités britanniques, informées de l'attaque imminente de la ville, avaient décidé de ne pas donner l'alerte afin de protéger *Ultra*. Bien qu'infondées, ces allégations sont à l'origine d'un mythe bien ancré dans les esprits. Le second est l'attaque contre Pearl Harbor. Lors des investigations qui ont suivi le drame, certains enquêteurs ont déclaré que les protocoles qui régissaient la distribution du renseignement étaient trop stricts, afin de protéger les sources, et que ces règles de sécurité seraient, par conséquent, partiellement responsables de cette débâcle. Il est très difficile d'émettre un avis définitif, mais le manque de coordination entre les agences américaines a probablement contribué à cette tragédie. Les succès allemands sont

variables. Certains sont d'envergure, bien que brefs, comme l'illustre le célèbre Tyler Kent. Comme lui, de nombreux agents allemands auraient pu affaiblir considérablement les services britanniques. Pourtant, à l'instar de Van Koutrik, ils n'ont pas été utilisés à bon escient. Le fait que l'Allemagne n'ait pas su tirer profit de ses agents est la preuve que ses succès sont inégaux pendant la première moitié de la guerre. La fragmentation des unités allemandes nuit à leur efficacité, et un manque de coordination certain est à déplorer. Hitler avait peut-être délibérément cherché à créer cette compétition et ces tensions, se fiant au principe de « diviser pour mieux régner »³². Mais cette stratégie lui porte préjudice. Les loyautés de certains membres des agences sont obscures. Néanmoins les Allemands se distinguent par l'utilisation de certains outils uniques, comme le micropoint, innovation de l'époque permettant à leurs agents de convoier des informations ou des instructions sans se faire appréhender.

À partir de 1943, les Américains bénéficient de services performants qui placent la protection des sources au cœur de leurs préoccupations. Leurs services se professionnalisent, et ils remportent de grands succès qui préfigurent leur position dominante d'après-guerre. En collaboration avec les Britanniques, ils obtiennent des données cryptanalytiques nombreuses et de grande qualité qui jouent un rôle capital dans le déroulement de la guerre. Les Britanniques quant à eux poursuivent avec succès leurs opérations. Il est significatif que certaines circonstances exceptionnelles poussent ces dirigeants, d'habitude si prudents, à envisager de compromettre certains espions, sources de renseignement. Ainsi, pour l'opération *Fortitude* visant à tromper l'ennemi sur la localisation du débarquement de Normandie, ils sont prêts à fournir des informations fausses aux agents doubles qu'ils contrôlent, tout en sachant que ceux-ci ne pourront plus être utilisés ensuite. Finalement, après le Jour J, et malgré leurs mensonges, ces espions n'ont pas perdu la confiance de leurs supérieurs allemands. Les Britanniques observent généralement des procédures de sécurité très strictes, mais il semble que la pérennité de leurs sources doive également à la duplicité de nombreux contrôleurs de l'*Abwehr*. Lors des trois dernières années de la guerre, les divisions des agences allemandes sont à leur paroxysme. Les succès du service de cryptanalyse de la marine de guerre allemande cessent rapidement, la privant de l'un de leurs plus grands atouts. L'*Abwehr* disparaît et ce qui en subsiste passe sous le contrôle du RSHA lorsque Canaris et ses complices sont finalement désavoués. Ceci pourrait témoigner d'un effort de

³² Aldrich, Richard J., « Never-Never Land and Wonderland? British and American Policy on Intelligence Archives », *Contemporary Record*, vol. 8, n° 1, 1994, p. 135.

rationalisation des agences de renseignement, mais est surtout motivé par la revanche des dirigeants nazis.

Au cours de la guerre, les Britanniques conservent une position de meneurs dans le domaine du renseignement. Leur opération « *Double Cross* » est un véritable succès. L'un de ses principaux acteurs, John Masterman, peut ainsi déclarer qu'entre la chute de la France en 1940 et le retour des troupes britanniques en France en 1944, les Britanniques contrôlaient tout le système d'espionnage allemand au Royaume-Uni³³. Il se trompe, mais leurs succès n'en demeurent pas moins stupéfiants. Leur réussite, qu'il faut associer à celle des Américains, dans le champ de la cryptanalyse, annonce leur rôle de premier plan dans ce domaine qu'ils conservent aujourd'hui encore. Le Royaume-Uni sert fréquemment de modèle pour la mise en place de protocoles de protection des sources. Pourtant il souffre de failles dramatiques dans la sélection du personnel qui a accès à des documents confidentiels. Des espions allemands infiltrés dans leurs rangs auraient pu exploiter leur position si leurs contrôleurs les avaient dirigés de façon plus avisée. En revanche, les agents soviétiques infiltrés au cœur du gouvernement et des services secrets britanniques ont constitué une manne pour l'URSS, et ont compromis les sources les plus secrètes du Royaume-Uni. Ceci n'a pas eu d'incidence pendant la guerre car les deux pays deviennent rapidement alliés, mais ces agents clés auraient pu changer le cours de la guerre. Lors de la seconde moitié du conflit, les Américains supplantent les Britanniques dans ce domaine, ce qui fait écho à l'évolution de leurs rapports de forces sur la scène mondiale au fil du siècle. Les services allemands n'ont pour leur part pas su surmonter leurs divisions. Par ailleurs, les dirigeants politiques et militaires du Reich ne sont souvent pas prêts à les écouter. Ils refusent d'entendre ce qui n'est pas conforme à leurs convictions. Ces désaccords reflètent la multiplicité des réactions de la population au régime nazi. L'accent mis par les Alliés sur l'impératif de préserver le secret des sources à la fin du conflit, l'énergie dépensée pour y parvenir sont prodigieux. Ils révèlent que la paix ne met pas un terme aux hostilités.

Malgré les différences culturelles et idéologiques entre le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne, il est frappant de constater que, pour l'essentiel, leurs services souscrivent aux mêmes principes directeurs pour la protection de leurs sources. Ils partagent les mêmes convictions sur les meilleurs moyens de préserver l'origine de leurs renseignements. Il aurait pu en être tout autrement. Les divergences qui s'observent

³³ Masterman, John C., *op. cit.*, p. 6.

concernent plutôt la mise en application de ces mesures, la rigueur avec laquelle les règles sont respectées. Dans ce domaine en revanche, de forts contrastes apparaissent entre les trois pays, au sein de ceux-ci, et selon la période. La protection des sources nécessite de prendre des mesures nombreuses et strictes afin de s'assurer de leur pérennité. Cette préservation du secret est très contraignante, et donne naissance à de véritables dilemmes. La rigueur est de mise à toutes les étapes de la collecte, du traitement, de la transmission et de l'utilisation du renseignement. Le principe cardinal consiste à informer le moins de personnes possible de l'origine de ces informations. Ceci peut heurter des susceptibilités, par exemple lorsque des officiers hauts gradés s'aperçoivent que des faits leur sont cachés. Les Britanniques en particulier insistent fréquemment sur la règle suivante : un militaire ne doit pas être mis dans le secret systématiquement simplement en vertu de son rang. Il ne doit l'être que si ceci est impératif pour le déroulement des opérations. De plus, seules les indications dont il a véritablement besoin doivent lui être communiquées. Il est déconseillé de lui révéler toute l'étendue des opérations. Il ne doit savoir que ce qui est indispensable. Ces deux points sont les piliers du principe du « besoin d'en connaître » (*« need to know »*) : seules les informations absolument nécessaires sont transmises aux personnes qui doivent les recevoir, que ce soit lors de la collecte ou de l'utilisation du renseignement. Une personne est dans le secret si elle en a besoin, et non pas seulement si cela peut l'intéresser ou l'instruire. Ceci s'accompagne naturellement d'un « cloisonnement » des activités. Un nombre minimum de personnes a une image globale du fonctionnement d'un service. Les tâches sont réparties entre plusieurs individus, et chacun ne sait que ce qui le concerne. Cette division du travail peut permettre une plus grande efficacité, mais une trop grande compartimentation peut lui être préjudiciable. Le manque d'une vision d'ensemble entrave souvent les activités de ces services, ce qui est amplifié par la multiplicité des agences se consacrant au renseignement et l'absence fréquente de communication entre elles. Les principes de sécurité et d'efficacité sont souvent antagonistes. En 1947, l'amiral J.H. Godfrey, le directeur du renseignement naval britannique entre 1939 et 1942, émet un avis très sévère sur ces pratiques. Il estime que la culture du secret est trop marquée et porte préjudice aux opérations et même, paradoxalement, à la sécurité des sources. Ses propos méritent d'être cités, parce qu'ils sont en contradiction avec les principes que l'on vient d'évoquer :

La sécurité et la production du Renseignement Spécial [...] étaient menacées et retardées parce que trop peu, et non pas trop, de personnes étaient « dans le secret ». Nous avons débuté la guerre avec une limitation drastique du nombre de personnes « complètement dans le secret ». Ceci semblait convenir à l'époque, mais ceci excluait des gens [...] dont nous

dépendions [...] Ces personnes étaient presque au courant et ont finalement été informées, mais les mettre au parfum plus tôt aurait mené à une meilleure coopération, aurait été un gage de sécurité, et aurait permis *une production plus rapide*³⁴.

Un problème supplémentaire apparaît. Certains employés des agences qui ne sont pas dans le secret, découvrent, lors de leur travail, des éléments qui leur permettent d'émettre leurs propres hypothèses. Comme ils n'ont pas reçu d'ordres formels de ne rien révéler et qu'il ne s'agit que de leurs déductions, ils sont souvent plus prompts à commettre des imprudences en toute bonne foi que s'ils avaient été mis dans le secret. Par ailleurs, leur ignorance de l'importance de ce qu'ils font nuit souvent à leur implication dans leur travail.

Un deuxième point concerne la sécurité « physique » du renseignement issu des sources secrètes. Les sites où le renseignement est produit, analysé, ou reçu en vue d'opérations militaires doivent être protégés, au sein de périmètres sécurisés, notamment par des gardes armés. Il est préférable qu'ils soient à distance des ennemis, ce qui est parfois difficile sur le champ de bataille où les officiers reçoivent ces données afin de préparer leurs offensives. La transmission du renseignement constitue un moment particulièrement sensible. Une attention toute particulière lui est consacrée. Les canaux les plus sûrs, les codes les plus complexes, sont privilégiés, avec souvent le recours à des technologies innovantes.

L'utilisation du renseignement, sans le compromettre, constitue peut-être l'aspect le plus délicat. Elle est à l'origine de vifs débats parmi les autorités. Dans ce domaine, les Allemands font preuve de moins de vigilance, même si la difficulté de l'accès aux sources nécessite de faire preuve de circonspection. Il faut garder à l'esprit que le lien entre renseignement et opérations militaires n'est pas toujours évident : par exemple, les informations sont parfois obtenues trop tardivement pour être exploitées. Dans d'autres cas, les forces militaires disponibles ne suffisent pas pour tirer parti de ces données. Surtout, et c'est ce qui nous intéresse, pour protéger les sources il faut parfois accepter de ne pas utiliser toutes les données dont on dispose. Plusieurs règles doivent régir l'exploitation d'une information. Il est avant tout nécessaire qu'une opération militaire ne permette pas à l'ennemi de découvrir l'origine des renseignements sur laquelle elle se fonde, surtout si la source est

³⁴ [Nos italiques] « *Security and production of Special Intelligence [...] were endangered and delayed by too few people being “in the know” – not by too many. We started the war with the idea of a drastic limitation of the number of the people “fully in the know”. This seemed all right then, but it excluded [...] people [...] on whom we depended [...]. These people were on the edge of knowledge and were eventually brought right inside, but it would have led to better cooperation, security and more rapid production if they had been indoctrinated earlier* », Birch, Frank, *GC&CS Naval Sigint*, Volume IV: The Organisation and Evolution of British Sigint. Part 3 The Use of Sigint, p. 254, TNA HW 43/15.

très secrète. Ainsi, lorsque les données proviennent de la cryptanalyse, il faut par exemple qu'une mission de reconnaissance aérienne ou terrestre soit dépêchée et se fasse apercevoir par l'adversaire avant de passer à l'action. Ceci pose des problèmes : l'élément de surprise si bénéfique lors d'une offensive a été anéanti par l'équipe de reconnaissance. La règle cardinale est la suivante : un avantage momentané, même s'il paraît significatif, ne doit pas compromettre l'obtention durable de renseignement. Pour autant, toutes les opérations visant à connaître les forces et intentions de l'ennemi n'ont aucun sens si ces informations ne sont jamais utilisées.

Deux points supplémentaires posent des dilemmes aux décideurs : dans la gestion d'agents doubles, il est nécessaire qu'un espion fournisse certaines données à son employeur initial afin d'asseoir sa crédibilité. Le choix de ces informations est problématique. Plusieurs pistes sont souvent privilégiées : quelques détails peu importants sont transmis, ou des données utiles mais de façon trop tardive. Il y a cependant toujours un risque que des détails minimes, une fois combinés, constituent un atout de poids pour l'ennemi. Il faut veiller à ne pas faire naître de soupçons chez l'adversaire sur la loyauté de ses espions, s'il constate la pauvreté des réponses qu'il obtient à ses questions. Par ailleurs, surtout vers la fin de la guerre, les agents doubles sont souvent chargés d'induire l'ennemi en erreur sur les forces et intentions d'un pays. La désinformation peut être constatée rapidement sur le terrain et porter au grand jour la duplicité des espions. Il faut comparer les bénéfices potentiels aux risques encourus pour la collecte durable de renseignement, et pour la vie de l'agent lui-même.

La faille la plus évidente de la protection des sources, surtout chez les Allemands et les Britanniques, concerne le recrutement du personnel. Les plus grandes précautions sont nécessaires afin de s'assurer de la loyauté des individus associés au monde du renseignement. Or les enquêtes de sécurité sont souvent insuffisantes. L'infiltration d'agents soviétiques et allemands au Royaume-Uni, et la duplicité d'un bon nombre de membres de l'*Abwehr*, en témoignent. La coercition ou le chantage à l'égard du personnel constituent de vraies menaces pour le service. Mais même sans cela, de nombreux services ont été noyautés par leurs ennemis.

L'étude de la protection des sources des services secrets pendant la Seconde Guerre mondiale offre parfois un aperçu de ce qu'est le monde du renseignement de l'après-guerre. Plusieurs tendances se dégagent. C'est probablement la première fois que le renseignement joue un rôle si grand dans un conflit et dans les relations internationales. Le renseignement

technique occupe une place sans précédent. Cette évolution annonce une tendance de la seconde moitié du XX^{ème} siècle et du début du XXI^{ème} siècle. Le manque de centralisation constitue l'un des principaux obstacles rencontrés par les agences des trois pays pendant la guerre. Des efforts pour y remédier sont effectués entre 1939 et 1945, et surtout après le conflit, mais leurs succès sont limités, au moins dans un premier temps.

La fin de la guerre aurait dû mener à une réforme des agences de renseignement britanniques pour s'adapter à ce nouveau contexte, mais il n'en est rien. Si bien qu'elles ne sont plus adéquates dans ce nouveau contexte et souffrent de désorganisation, au moins jusqu'en 1948. Le scandale Nunn May conduit à ordonner des enquêtes de sécurité plus rigoureuses pour les recrutements sur des postes sensibles³⁵. Certains dirigeants de « *Double Cross* » envisagent de poursuivre l'utilisation de ces agents doubles après la guerre. Par exemple, ils se disent que ZIGZAG pourrait continuer à opérer après la guerre. Mais il n'est pas suffisamment fiable pour cela, et son activité est arrêtée dès 1944³⁶. Par ailleurs, après 1945, beaucoup de projets de créer de nouveaux agents doubles sont formulés. Ils cibleraient notamment l'URSS, l'ancien allié. Dans ce cas spécifique, les Britanniques se font peu d'illusions sur leurs chances de succès³⁷. Les activités de cryptanalyse se poursuivent, mais les pays visés changent, les communications soviétiques reçoivent rapidement une très grande attention de la part de Britanniques. Le terme de « GC&CS » disparaît et est remplacé par « GCHQ », pour « *Government Communications Headquarters* ». « GCHQ » avait parfois servi de nom de code pour l'agence de cryptanalyse pendant la guerre. C'est le nom de cette organisation aujourd'hui encore, qui est une agence de premier plan.

Dans son rapport sur la lutte contre les mouvements subversifs pendant la guerre, évoquant l'espionnage soviétique, Maxwell Knight fait une remarque qui semble prophétique, lorsque le réseau des espions de Cambridge est finalement découvert :

Dans notre traitement du communisme en particulier il faut garder à l'esprit que les Russes sont des maîtres accomplis dans l'art des politiques à long terme, et qu'il n'est pas inhabituel qu'un agent soviétique soit « planté » à un endroit afin d'effectuer un travail qui ne portera probablement pas de fruit avant quelques années³⁸.

³⁵ Aldrich, Richard J., chapitre « Secret intelligence for a post-war world: reshaping the British intelligence community, 1944-1951 », p.15 et 33, in Aldrich, Richard J. (éd.), *British Intelligence, Strategy and the Cold War 1945-1951*, op. cit., 1992.

³⁶ Lettre de D.I. Wilson, 1er août 1944, p. 1, TNA KV 2/460.

³⁷ Andrew, Christopher, *Defend the Realm*, op. cit., p. 318.

³⁸ « *In dealing with Communism in particular, it should be borne in mind that the Russians are past-masters at the art of long-term policy, and that it is not unusual for a Soviet agent to be "planted" in some position in order*

En 1945, malgré une brève alliance avec l'Union Soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale, les relations avec ce pays se dégradent très rapidement. Beaucoup de signes annonciateurs de la guerre froide sont décelables pendant cette période. Le renseignement britannique réoriente vite ses activités afin d'obtenir des informations sur cette puissance. En 1956 deux espions soviétiques fuient la Grande-Bretagne pour l'URSS : Donald Maclean et Guy Burgess. Kim Philby est lui aussi finalement identifié comme l'un des membres de ce « Cercles des espions de Cambridge ». Les Britanniques lui proposent l'immunité contre une confession complète, mais il quitte le pays pour l'URSS en janvier 1963. Ce départ a peut-être arrangé les Britanniques en leur évitant des révélations publiques embarrassantes. Lorsque les agences du Royaume-Uni obtiennent des preuves qu'Anthony Blunt appartient à ce cercle, en janvier 1964, ils envisagent de lui proposer les mêmes conditions qu'à Philby. Ils souhaitent étouffer l'affaire qui les touche à un moment très inopportun³⁹, alors que des scandales secouent les autorités du pays, comme l'affaire Profumo. La découverte de l'infiltration des agences britanniques par les Soviétiques mène à une véritable « chasse aux sorcières ». Des soupçons sont émis contre les plus hauts dirigeants du renseignement. Ces accusations portent notamment contre Liddell, qui devient responsable de la Division B du MI5 pendant la guerre et est ensuite directeur-adjoint du MI5. Liddell était ami avec Burgess. Il quitte son poste en 1953, embarrassé par les révélations sur celui-ci, mais parfaitement innocent. Roger Hollis, qui est à la tête du MI5 entre 1956 et 1965 a lui aussi fait l'objet de suspicions. Ces doutes créent un climat très difficile pour ces services. Il est possible de se demander si les révélations des années 1970 sur les succès britanniques dans le domaine de la cryptanalyse et du contrôle d'agents doubles ne permettent pas de redorer l'image du pays suite à ces déconvenues et dans le contexte difficile de cette décennie. Ceci explique peut être que les parutions de ces ouvrages révélateurs aient été permises.

Les agences de renseignement allemandes sont très fortement affectées par la défaite. Elles sont démantelées, et nombre de leurs dirigeants font face à la justice lors du Procès de Nuremberg. D'autres, qui s'opposaient à l'autorité nazie, bénéficient d'une clémence toute naturelle. Beaucoup d'acteurs des services secrets cherchent à rejoindre le camp allié quand ils constatent que l'effondrement du régime est imminent. Reinhard Gehlen, l'ancien dirigeant de *Fremde Heere Ost*, a offert ses services aux Américains juste avant que son pays ne

to carry out work which will probably not fructify for a matter of years », « Report on the Work of M.S.S (Agents) during the War 1939-1945 », par Maxwell Knight, 1945, p. 4-5, TNA KV 4/227.

³⁹ Carter, Miranda, *op. cit.*, p. 492-498.

capitule. Ses fichiers sur l'URSS constituent une véritable manne pour les Américains. Ceux-ci disposent de données précieuses sur le nouvel ennemi, un atout inespéré. Il réorganise une agence de renseignement allemande, sous contrôle américain dans un premier temps. Elle connaît un essor important. Graduellement, elle s'affranchit de la tutelle américaine pour devenir une organisation indépendante, le *Bundesnachrichtendienst* (BND) de la République Fédérale d'Allemagne, en 1956.

Les agences américaines souffrent de la fin des hostilités, en particulier OP-20-G, l'agence de cryptanalyse de la marine. Celle-ci s'était largement appuyée sur du personnel militaire, davantage que son homologue de l'armée de terre où de nombreux employés étaient des civils, plus à même de poursuivre leur activité à la fin du conflit, comme Abraham Sinkov ou William Friedman. Cette unité de l'armée de terre prend le nom d'ASA en septembre 1945. En 1947, l'armée de l'air américaine devient autonome, et se dote dès 1948 de sa propre agence de cryptanalyse, l'*U.S. Air Force Security Service* (USAFSS). La centralisation souhaitée sur le modèle britannique de GCHQ est bien loin. En décembre 1945, le Département d'État a cependant rejoint l'ANCIB qui est alors devenu le STANCIB. Cet organe visant à assurer la coopération des différentes agences devient l'USCIB en 1945. L'OSS a été démantelé en septembre 1945. Le *Central Intelligence Group*, son successeur, qui devient rapidement la CIA, est invité à devenir membre de cet organe de coopération. Les efforts de centralisation sont encouragés par la conviction que c'est la multiplicité des agences allemandes qui les a empêchées de lire les codes alliés. Par ailleurs l'enquête sur Pearl Harbor de 1946 recommande une telle évolution⁴⁰. Ceci permettrait également de compenser la diminution du personnel qui se livre à ces activités.

Au lendemain de la guerre, plusieurs possibilités s'offrent aux Britanniques et aux Américains concernant l'éventuelle poursuite de leur coopération. L'urgence créée par la guerre a disparu, il est donc envisageable de cesser l'association des services des deux pays. Le fruit du travail des services de renseignement étant par nature extrêmement confidentiel, il est difficile de le partager avec un autre pays. Un repli est donc envisageable. Mais chaque pays sait tellement sur l'autre que couper les liens semble difficile et préjudiciable pour leurs secrets. Surtout, les représentants des deux pays ont constaté les progrès immenses qu'ils ont accomplis en partageant leurs connaissances et leur savoir-faire. Ceci s'étend à de nombreux domaines du renseignement. Remerciant William Stephenson, qui a fait la liaison entre les

⁴⁰ Johnson, Thomas R., *op. cit.*, p. 6-23.

agences britanniques et américaines pendant la Seconde Guerre mondiale, le Président Truman évoque « l'aide inestimable arrivée à point nommé qui a été apportée à l'effort de guerre américain en mettant à la disposition des États-Unis les grandes ressources et l'expérience du Gouvernement britannique dans les domaines du Renseignement et des Opérations spéciales⁴¹ ». Les enjeux de l'après-guerre, et en particulier les tensions croissantes avec l'URSS, les incitent à poursuivre cette coopération avantageuse. Les Américains, malgré leurs progrès, sont conscients de l'aide que les Britanniques peuvent leur apporter. Un accord historique est conclu en 1946, du nom d'UKUSA. Ses termes n'ont été déclassifiés qu'en 2010, preuve de sa nature sensible. Avant cela, les historiens n'étaient même pas sûrs de la date de cet accord. Ce texte veille à assurer la coopération la plus poussée entre les services de renseignement technique des deux pays.

Un appendice entier du document est consacré à la sécurité des sources, preuve de l'importance de cet aspect. Il rappelle, comme de nombreuses directives produites pendant la guerre, l'impératif de préserver le secret :

La valeur du Renseignement Issu des Communications⁴², aussi bien en temps de guerre que de paix, ne peut être surestimée : la préservation de la source de ce renseignement est d'une importance capitale. Il est donc essentiel que la diffusion des informations qui y sont liées ou qui en résultent soit strictement contrôlée et limitée.

L'insistance sur l'impératif de préserver le secret en temps de paix, répétée à plusieurs reprises dans ce document, reflète l'attitude des services de renseignement dans les mois qui suivent la fin du conflit. Le secret sur les sources ne doit pas être éventé. La même rigueur de mise pendant la guerre doit perdurer. Par ailleurs, les autorités indiquent que le silence doit être maintenu sans limite de temps. À cet égard, prévoyant sans doute la publication d'ouvrages révélant certains éléments, les autorités préviennent que ces parutions ne permettent pas aux personnes liées aux activités décrites de relâcher leur vigilance et de témoigner sur le sujet. Seule une autorisation explicite des autorités peut les y autoriser. Cet appendice annonce que toutes les règles concernant le renseignement technique devront être en conformité avec les principes énoncés dans UKUSA. Les différents principes qui sont

⁴¹ « *Timely and invaluable aid to the American war effort in making available to the United States the extensive experience and resources of the British Government in the fields of Intelligence and Special Operations* », les majuscules sont présentes dans la version originale. Hyde, H. Montgomery, *op. cit.*, p. 236.

⁴² « *The value of Communication Intelligence, both in war and in peace, cannot be overestimated: conservation of the source of this intelligence is of supreme importance. It is essential, therefore, that the dissemination accorded all related or resultant information be strictly controlled and limited* », les majuscules sont également présentes dans la version originale, « Appendix A to British-U.S. C.I. Agreement. British-U.S. Communication Intelligence. Security and Dissemination Regulations », 26 février 1946, TNA HW 80/3.

listés sont presque rigoureusement identiques aux différentes directives transmises aux commandants pendant la guerre. Les formulations même de ce texte de 1946 reprennent beaucoup de tournures employées dans ces documents antérieurs.

Seules deux catégories de classification subsistent, alors qu'il en existait davantage pendant la guerre, et leurs noms de code changent. La première est le « Renseignement Spécial », défini comme « le Renseignement Issu des Communications⁴³ qui résulte du décryptage des textes ou du contenu des communications codées⁴⁴ ». À « *Ultra* », nom de code le plus courant pendant la guerre, est substitué « *Cream* ». La classification est « Top Secret ». Des messages non cryptés sont parfois rangés dans cette catégorie, mais pour des motifs spécifiques. La deuxième catégorie est le « Renseignement Issu du Trafic » (« *Traffic Intelligence* ») qui regroupe les informations issues de l'étude des communications radio par tous les autres moyens que leur déchiffrement. Le nom de code est « *Ivory* ». Le texte précise que des degrés supplémentaires de classification peuvent s'avérer nécessaires en cas de guerre.

Les protocoles pour la sécurité des sources comportent de nombreux aspects : la sécurité physique des documents est évoquée en passant, comme une évidence. Les communications doivent transiter en respectant de très grandes précautions de sécurité. Le renseignement issu des communications, sauf les signaux interceptés qui n'ont pas encore été traités, doivent être véhiculés par des canaux qui sont spécifiquement dédiés à ce type de données. La qualité du chiffrement doit être au moins celle de CCM, un système de pointe. Les informations ne doivent être communiquées qu'aux personnes en ayant impérativement besoin, et leur nombre doit demeurer très limité. Ces personnes dans le secret sont averties des règles à respecter, et elles doivent avoir été soumises à une « enquête de sécurité spéciale⁴⁵ », sauf exception – probablement des personnes dont la loyauté est avérée. Les deux pays doivent s'informer du nombre approximatif de personnes dans le secret, et des ministères et agences qui en bénéficient.

Si des individus qui ne font pas partie de ces destinataires privilégiés doivent recevoir des informations opérationnelles spécifiques dérivées de ces sources, le même protocole s'applique que pendant la guerre : aucun élément ne doit révéler leur provenance. Des détails trop précis trahissent généralement qu'il s'agit de renseignement technique. Ils sont donc proscrits. Les termes CREAM ou IVORY ne peuvent être employés dans ces échanges. Faute

⁴³ Ici aussi les majuscules sont présentes dans la version originale.

⁴⁴ « *Special intelligence is that Communication Intelligence which results from the decryption of the texts or substance of encrypted communications* », *ibid.*

⁴⁵ Au pluriel dans le texte original, « *special security enquiries* », *ibid.*

de système du type CCM déjà évoqué, qui est très sophistiqué, les moyens de communication les plus sûrs doivent alors être utilisés. Une nouvelle règle, qui n'était pas présente dans les documents du temps de guerre, apparaît : ce renseignement ne peut être transmis à des individus ou institutions qui risquent de l'utiliser à des fins commerciales. Cette clause témoigne de nouvelles craintes, et de l'essor du renseignement économique, aujourd'hui crucial.

La question de l'utilisation de ce renseignement issu des communications est ensuite abordée. La formule décrivant la ligne directrice reprend les règles en vigueur pendant la guerre, mais un changement est apporté. Le texte était initialement le suivant : « En général, un avantage tactique momentané n'est pas un motif suffisant pour risquer de compromettre une source de renseignement issu des communications. » Le qualificatif « tactique momentané » est barré dans le document, et remplacé par la mention manuscrite « mineur⁴⁶ ». Ainsi, il semble qu'un relâchement s'opère sur ce point. Pendant la guerre, la formule fréquemment utilisée était « tactique momentané ». Il semble que le nombre de cas permettant de risquer ces sources augmente. Pour le reste, les autres règles en vigueur pour l'utilisation des sources sont maintenues. Les opérations ne doivent pas laisser l'ennemi comprendre que leur source ne peut provenir que du renseignement technique. Dans chaque cas, lorsque c'est possible, une mission de reconnaissance ou une autre stratégie doit permettre de cacher l'origine des informations.

Le STANCIB, ou la Commission du renseignement technique de Londres, doivent donner leur aval pour toute règle de sécurité, en veillant à ce que les principes énoncés ci-dessus soient respectés⁴⁷. Communiquer ces renseignements à d'autres pays requiert l'accord des deux pays, sauf pour le Canada qui est un partenaire privilégié dans ce domaine⁴⁸.

Tous les aspects du renseignement, de sa collecte à son utilisation, sont pris en compte dans ces directives. Elles sont le produit direct de l'expérience des services britanniques et américains dans la protection du secret. La rigueur britannique qui a servi de modèle est désormais commune aux deux puissances. Même si cela ne transparaît pas dans ce texte, les États-Unis en sont devenus, de façon générale, l'incarnation la plus parfaite.

⁴⁶ « *In general, momentary tactical advantage is not sufficient ground for risking the compromise of a Communication Intelligence source* » ; le terme « *minor* » est substitué à « *momentary tactical* », *ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ « *British-U.S. Communication Intelligence Agreement* », signé par le colonel Patrick Marr-Johnson représentant le London Signal Intelligence Board et le lieutenant-général Hoyt S. Vandenberg, représentant le STANCIB, 5 mars 1946, TNA HW 80/4.

La déclassification de ce document crucial, soixante-cinq ans après sa rédaction, illustre les difficultés inhérentes à la recherche sur le renseignement. Chaque année, les autorités britanniques rendent publics de nouveaux documents, lorsqu'ils jugent qu'il est désormais acceptable de révéler leur contenu. Elles ne sont soumises à aucune contrainte temporelle, seul l'accord des services secrets conditionne ces déclassifications – si la conjonction politique y est également favorable. Dans les années à venir, de nouveaux fichiers deviendront certainement accessibles. Aux États-Unis, de nouvelles requêtes au titre du *Freedom of Information Act* permettront probablement de nouvelles découvertes. Même si une image assez détaillée de la Seconde Guerre mondiale est maintenant possible, les fonds de cette période recèlent encore de nombreux secrets.

Sources et bibliographie

Archives

États-Unis : fonds américains et allemands

The National Archives and Records Administration, Washington

Record Group 38 : Records of the Office of the Chief of Naval Operations

Entry 2 Boxes 1, 2

Record Group 65 : Records of the Federal Bureau of Investigation [FBI]

Entry 1A – 136 P Box 177

Record Group 165 : Records of the War Department General and Special Staffs

Entry 175 Box 347

Entry 177 Boxes 923, 924

Entry 179 Boxes 647, 661, 662, 663

Record Group 226 : Records of the Office of Strategic Services

Entry A1-210 Box 225

Entry 92 Boxes 48, 49, 104, 192

Entry 123 Boxes 1, 9, 14, 15

Entry 136 Box 143

Entry 161 Boxes 1, 2, 4, 5, 12

Entry 168 Boxes 9 and 10

Entry 210 Boxes 127, 299, 312, 324, 355, 359, 403, 406, 412, 413, 426, 465, 500

Série de microfilms 1642 Bobines 3, 23, 43, 52, 55, 57, 58, 87, 104, 105

Record Group 242 : National Archives Collection of Foreign Records Seized

T 77 : Records of Headquarters, German Armed Forces High Command

Bobines 634, 684, 1417, 1430, 1434, 1442, 1443, 1446, 1450, 1453, 1454, 1499, 1502, 1513, 1524

T 175 : Records of the Reich Leader of the SS and Chief of the German Police

Bobine 59, 454

Record Group 319 : Records of the Army Staff

Entry 128 Box 1

Record Group 457 : Records of the National Security Agency/Central Security Service

Entry A1 9032 Boxes 100, 145, 202, 705, 761, 774, 798, 810, 833, 929, 940, 943, 944, 948, 970, 971, 991, 1004, 1006, 1007, 1026, 1125, 1126, 1127, 1134, 1142, 1277, 1283, 1296, 1341, 1364, 1386, 1398, 1413, 1416, 1417, 1425, 1431

France

Archives du Service Historique de la Défense, Vincennes

GR 3 K 29 : Colonel André Dewavrin

3 P 102 : Deuxième Bureau

7 NN 2229 Dossiers 107, 108

7 NN 2502 Dossier 250

7 NN 2666 Dossiers 14472, 14476, 14512, 14520

7 NN 2685 Dossiers 14020, 14025

7 NN 2701 Dossier 216

Grande-Bretagne

The Imperial War Museum Collections, Londres

12742 04/2/1 : Private Papers of C.J. Fairrie.

4663 81/49/1 : Private Papers of Captain V. Funge-Smith.

The National Archives, Kew, Londres

Séries :

-ADM: Admiralty, Naval Forces, Royal Marines, Coastguard, and related bodies

ADM 1 Admiralty, and Ministry of Defence, Navy Department: Correspondence and Papers

ADM 116 Admiralty: Record Office: Cases

ADM 223 Admiralty: Naval Intelligence Division and Operational Intelligence Centre: Intelligence Reports and Papers

-AIR: Air Ministry, the Royal Air Force, and related bodies

AIR 2 Air Ministry and Ministry of Defence: Registered Files

AIR 20 Air Ministry, and Ministry of Defence: Papers accumulated by the Air Historical Branch

AIR 37 Air Ministry: Allied Expeditionary Air Force, later Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force (Air), and 2nd Tactical Air Force: Registered Files and Reports

AIR 40 Air Ministry, Directorate of Intelligence and related bodies: Intelligence Reports and Papers

-CAB: Cabinet Office

CAB 21 Cabinet Office and predecessors: Registered Files (1916 to 1965)

CAB 27 War Cabinet and Cabinet: Miscellaneous Committees: Records (General Series)

CAB 63 War Cabinet and Cabinet Office: Lord Hankey: Papers

CAB 79 War Cabinet and Cabinet: Chiefs of Staff Committee: Minutes

CAB 93 War Cabinet and Cabinet: Home Defence Committees: Minutes and Papers (HD and other Series)

CAB 111 War Cabinet and Cabinet Office: Allied Supplies Executive: Correspondence and Papers

CAB 116 War Cabinet and Cabinet Office: Departmental Security Officer: Files

CAB 122 War Cabinet and Cabinet Office: British Joint Staff Mission and British Joint Services Mission: Washington Office Records

CAB 127 Cabinet Office: Private Collections of Ministers' and Officials' Papers

CAB 163 War Cabinet, Ministry of Defence, and Cabinet Office: Central Intelligence Machinery: Joint Intelligence Sub-Committee, later Committee: Secretariat: Files

CAB 301 Cabinet Office: Cabinet Secretary's Miscellaneous Papers

-DEFE: Ministry of Defence

DEFE 41 Foreign Office and Ministry of Defence: Scientific and Technical Intelligence Branch and Overseas Liaison Branch: Registered Files

-FO: Foreign Office

FO 366 Foreign Office and Diplomatic Service Administration Office: Chief Clerk's Department and successors: Records

FO 371 Foreign Office: Political Departments: General Correspondence from 1906-1966

FO 954 Foreign Office: Private Office Papers of Sir Anthony Eden, Earl of Avon, Secretary of State for Foreign Affairs

FO 1093 Foreign Office: Permanent Under-Secretary's Department: Registered and Unregistered Papers

-HD: Records created or inherited by the Secret Intelligence Service

HD 5 Polish Military Intelligence: 'Historique du Réseau F2' (Historical Record of Network F2)

-HO: Records created or inherited by the Home Office, Ministry of Home Security, and related bodies

HO 144 Home Office: Registered Papers, Supplementary

-HS : Records of Special Operations Executive

HS 1 Special Operations Executive: Far East: Registered Files

HS 3 Special Operations Executive: Africa and Middle East Group: Registered Files

HS 5 Special Operations Executive: Balkans: Registered Files

HS 6 Special Operations Executive: Western Europe: Registered Files

HS 8 Ministry of Economic Warfare, Special Operations Executive and successors: Headquarters: Records

HS 9 Special Operations Executive: Personnel Files (PF Series)

-HW: Government Communications Headquarters

HW 1 Government Code and Cypher School: Signals Intelligence Passed to the Prime Minister, Messages and Correspondence

HW 2 Government Code and Cypher School: Cheadle Station: War Diaries and Miscellaneous Records

HW 3 Government Code and Cypher School and predecessors: Personal Papers, Unofficial Histories, Foreign Office X Files and Miscellaneous Records

HW 4 Government Code and Cypher School: Far East Combined Bureau, Signals Intelligence Centre in the Far East (HMS Anderson): Records

HW 8 Government Code and Cypher School: Naval Section: Reports, Working Aids and Correspondence

HW 14 Government Code and Cypher School: Directorate: Second World War Policy

Papers

HW 15 Government Code and Cypher School and Government Communications Headquarters: Venona Project: Records

HW 19 Government Code and Cypher School: ISOS Section and ISK Section: Decrypts of German Secret Service (Abwehr and Sicherheitsdienst) Messages (ISOS, ISK and other series)

HW 25 Government Code and Cypher School: Cryptographic Studies

HW 40 Government Code and Cypher School: Security of Allied Cyphers Section: Security Files on Allied World War II Communications

HW 43 Government Code and Cypher School: Histories of British Sigint

HW 47 Government Code and Cypher School: Records Concerning Polish Business and Activities

HW 50 Government Code and Cypher School and Government Communications Headquarters: Records relating to the writing of the history of British signals intelligence in World War II

HW 53 Government Code and Cypher School: Diplomatic Section and Commercial Section: Records

HW 57 Government Code and Cypher School: Liaison with Signals Intelligence Organisations in the United States of America

HW 62 Government Code and Cypher School: Directorate: Communications and Machinery Papers

HW 64 Government Code and Cypher School: Establishment Branch: Records

HW 65 Government Code and Cypher School: Anglo-French Liaison Records

HW 69 Government Code and Cypher School: Sigint Board and predecessors: Correspondence (YB and CY Series)

HW 72 Government Code and Cypher School: Staffing, Recruitment and Conditions of Service Papers

HW 80 Government Communications Headquarters and Predecessor: Records relating to the development of the 1946 'UKUSA' Agreement

- KV: Security Service

KV 2 The Security Service: Personal (PF Series) Files

KV 3 The Security Service: Subject (SF series) Files

KV 4 The Security Service: Policy (Pol F Series) Files

KV 5 The Security Service: Organisation (OF series) Files

KV 6 The Security Service: List (L Series) Files

- PREM : Records of the Prime Minister's Office

PREM 3 Prime Minister's Office: Operational Correspondence and Papers

PREM 8 Prime Minister's Office: Correspondence and Papers, 1945-1951

PREM 15 Prime Minister's Office: Correspondence and Papers, 1970-1974

-WO: War Office, Armed Forces, Judge Advocate General, and related bodies

WO 33 War Office: Reports, Memoranda and Papers (O and A Series)

WO 193 War Office: Directorate of Military Operations and Plans, later Directorate of Military Operations: Files concerning Military Planning, Intelligence and Statistics (Collation Files)

WO 204 War Office: Allied Forces, Mediterranean Theatre: Military Headquarters Papers, Second World War

WO 208 War Office: Directorate of Military Operations and Intelligence, and Directorate of Military Intelligence; Ministry of Defence, Defence Intelligence Staff : Files

WO 212 War Office: Orders of Battle and Organisation Tables

WO 283 War Cabinet: Joint Intelligence Committee, Inter-Services Security Board:

Minutes

WO 287 War Office: Confidential Printed Papers (B Papers)

WO 373 War Office and Ministry of Defence: Military Secretary's Department: Recommendations for Honours and Awards for Gallant and Distinguished Service (Army)

Entretiens avec des vétérans des services de renseignement

Entretien avec Geoffrey Pidgeon à Richmond, Royaume-Uni, 3 juin 2009.

E-mail de Geoffrey Pidgeon daté du 6 juin 2009. Nombreux autres e-mails jusqu'à ce jour.

E-mail de Mavis Batey datés du 29 mai, 30 mai, 16 juillet, 13 septembre, 27 septembre et 6 octobre 2013.

Bibliographie

L'organisation de cette bibliographie selon plusieurs axes thématiques a nécessité de procéder à des choix pour les ouvrages relevant de plusieurs d'entre eux. Nous les avons classés en mettant en avant leur apport principal à cette recherche.

Le Royaume-Uni et le renseignement britannique

Aldrich, Richard J., *GCHQ: The Uncensored Story of Britain's Most Secret Intelligence Agency* [2011], Londres, Harper Press, 2010.

Andrew, Christopher, « Churchill and Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 3, n° 3, p. 181-193, 1988.

Andrew, Christopher, « Cumming, Sir Mansfield George Smith (1859–1923) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/37331>, 2004, consulté le 9 décembre 2014.

Andrew, Christopher, *Defend the Realm: The Authorized History of MI5*, New York, Alfred A. Knopf, 2009.

Andrew, Christopher, *Secret Service: The Making of the British Intelligence Community*, Londres, Heinemann, 1985.

Andrew, Christopher, « Sinclair, Sir Hugh Francis Paget (1873–1939) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/37965>, 2004, consulté le 18 décembre 2014.

Anonyme, « Menzies, Sir Stewart Graham (1890–1968) », révision par. A. O. Blishen, *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/34988>, 2004, consulté le 9 décembre 2014.

Barkas, Geoffrey, *The Camouflage Story*, Londres, Cassell, 1952.

Batey, Mavis, « Dilly Knox—A Reminiscence of this Pioneer Enigma Cryptanalyst », *Cryptologia*, vol. 32, n° 2, p. 104-130, 2008.

Batey, Mavis, *Dilly: The Man Who Broke Enigmas*, Londres, Dialogue, 2009.

Batey, Mavis, *From Bletchley with Love*, Milton Keynes, Bletchley Park Trust, 2008.

BBC4, Épisode de l'émission « What if » avec le Professeur Christopher Andrew, jeudi 24 avril 2003, http://www.bbc.co.uk/radio4/history/whatif/what_if.shtml, consulté en 2009.

Beesly, Patrick, *Very Special Admiral: The Life of J.H. Godfrey*, Londres, Hamilton, 1980.

Beesly, Patrick, *Very Special Intelligence: The Story of the Admiralty's Operational Intelligence Centre, 1939-1945*, Londres, Hamilton, 1977.

Bennett, Gill, *Churchill's Mystery Man: Desmond Morton and the World of Intelligence*, Londres ; New York, Routledge, 2006.

Bennett, Ralph, *Behind the Battle: Intelligence in the War with Germany, 1939-45*, Londres, Sinclair-Stevenson, 1994.

Bennett, Ralph, *Ultra and Mediterranean Strategy*, Londres, Hamish Hamilton, 1989.

Bennett, Ralph, « Ultra and Some Command Decisions », *Journal of Contemporary History*, vol. 16, n° 1, p. 131-151, 1981.

Bennett, Ralph, *Ultra in the West: The Normandy Campaign, 1944-45*, Londres, Hutchinson, 1979.

Benton, Kenneth, « The ISOS Years: Madrid 1941-3 », *Journal of Contemporary History*, vol. 30, n° 3, p. 359-410, 1995.

Best, Antony, *British Intelligence and the Japanese Challenge in Asia, 1914-1941*, Basingstoke/New York, Palgrave Macmillan, 2002.

Best, Antony, « Constructing an Image: British Intelligence and Whitehall's Perception of Japan, 1931-1939 », *Intelligence and National Security*, vol. 11, n° 3, p. 403-423, 1996.

Birch, Frank, *The Official History of British Sigint 1914-1945*, Milton Keynes, Military Press, 2004.

Bletchley Park, « Breaking Enigma », www.bletchleypark.org.uk/content/hist/worldwartwo/enigma.rhtm consulté le 20 juillet 2016.

Bower, Tom, *The Perfect English Spy: Sir Dick White and the Secret War, 1935-90*, Londres, Heinemann, 1995.

Bristow, Desmond, *A Game of Moles: The Deceptions of an MI6 Officer*, Londres, Little, Brown, 1993.

Brown, Anthony C., « C »: *The Secret Life of Sir Stewart Graham Menzies, Spymaster to Winston Churchill*, New York, Macmillan, 1987.

Brown, Anthony C., *La Guerre secrète : le rempart des mensonges*, trad. Yolande Mauvais et Yvonne Dubois, Paris, Pygmalion/Gérard Watelet, 1981.

Bulloch, John, *M.I.5. The Origin and History of the British Counter-espionage Service*, Londres, Arthur Barker, 1963.

Calvocoressi, Peter, *Top Secret Ultra*, New York, Pantheon Books, 1980.

Campbell, John P., « A Retrospective on John Masterman's *The Double-Cross System* », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 18, n° 2, p. 320-353, 2005.

- Clayton, Aileen, *The Enemy is Listening*, Londres, Hutchinson, 1980.
- Colvin, Ian G., *Chief of Intelligence*, Londres, V. Gollancz, 1951.
- Cookridge, Edward H., *Les Secrets de l'Intelligence Service*, trad. M. Axel et Eugène Rocart, Paris/ Bruxelles, Éditions de la Paix, 1950.
- Cooper, Duff, *Operation Heartbreak: A Story*, Londres, Hart-Davis, 1950.
- Curry, John C., *The Security Service 1908-1945: The Official History*, Kew, Public Record Office, 1999.
- Davies, Philip H. J., *MI6 and the Machinery of Spying*, Londres, Frank Cass, 2004.
- Davies, Philip H. J., *The British Secret Services*, Oxford, ABC-Clio, 1996.
- Deacon, Richard, *Histoire des services secrets britanniques*, Paris, Buchet-Chastel, 1976.
- Denniston, Alastair G., « The Government Code and Cypher School Between the Wars », *Intelligence and National Security*, vol. 1, n° 1, p. 48-70, 1986.
- Denniston, Robin, *Churchill's Secret War: Diplomatic Decrypts, the Foreign Office and Turkey, 1942-44*, Stroud, Sutton Publishing/ New York, St. Martin's Press, 1997.
- Denniston, Robin, *Thirty Secret Years: A.G. Denniston's Work in Signals Intelligence, 1914-1944*, Clifton-upon-Teme, Polperro Heritage Press, 2007.
- Dilks, David (éd.), *The Diaries of Sir Alexander Cadogan, O.M., 1938-1945*, Londres, Cassell, 1971.
- Dorril, Stephen, *MI6: Inside the Covert World of Her Majesty's Secret Intelligence Service*, New York, Free Press, 2000.
- Enever, Ted, *Britain's Best Kept Secret: Ultra's Base at Bletchley Park*, Stroud, Sutton, 1994.
- Erskine, Ralph, « Eavesdropping on "Bodden": ISOS v. the Abwehr in the Straits of Gibraltar », *Intelligence and National Security*, vol. 12, n° 3, p. 110-129, 1997.
- Erskine, Ralph, Smith, Michael (dir.), *Action this Day*, Londres, Bantam Press, 2001.
- Evans, N. E., « Air Intelligence and the Coventry Raid », *The RUSI Journal*, vol. 121, n° 3, p. 66-74, 1976.
- Ferris, John, « "Consistent with an Intention": The Far East Combined Bureau and the Outbreak of the Pacific War, 1940-41 », *Intelligence and National Security*, vol. 27, n° 1, p. 5-26, 2012.
- Ferris, John, « From Broadway House to Bletchley Park: The Diary of Captain Malcolm. D. Kennedy, 1934-1946 », *Intelligence and National Security*, vol. 4, n° 3, p. 421-450, 1989.
- Ferris, John, *Intelligence and Strategy: Selected Essays*, Londres, Routledge, 2005.

Ferris, John, « The Road to Bletchley Park: The British Experience with Signals Intelligence, 1892–1945 », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 1, p. 53-84, 2002.

Ferris, John, « Worthy of Some Better Enemy?: The British Estimate of the Imperial Japanese Army, 1919-41, and the Fall of Singapore », *Canadian Journal of History*, vol. 28, n° 2, 1993.

Fitzgerald, Penelope, *The Knox Brothers*, Londres, Macmillan, 1977.

Foot, Michael R. D., *SOE in France, an Account of the Work of the British Special Operations Executive in France 1940-1944*, Londres, H. M. Stationery Office, 1966.

Garliński, Józef, *Intercept : The Enigma War*, Londres, Dent, 1979.

Glees, Anthony, *The Secrets of the Service: British Intelligence and Communist Subversion 1939-51*, Londres, Cape, 1987.

Goodman, Michael S., « Learning to Walk: The Origins of the UK's Joint Intelligence Committee », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 21, n° 1, p. 40-56, 2007.

Goodman, Michael S., *The Official History of the Joint Intelligence Committee. Volume I, From the Approach of World War II to the Suez Crisis*, Londres, Routledge, 2014.

Grey, Christopher, Sturdy, Andrew, « The 1942 Reorganization of the Government Code and Cypher School », *Cryptologia*, vol. 32, n° 4, p. 311-333, 2008.

Hampshire, Edward, Macklin, Graham, Twigge, Stephen R., *British Intelligence: Secrets, Spies and Sources*, Kew, The National Archives, 2008.

Hennessey, Thomas, Thomas, Claire, *Spooks: The Unofficial History of MI5*, Stroud, Amberley, 2009.

Hesketh, Roger F., *Fortitude: The D-Day Deception Campaign*, Londres, StErmin's, 1999.

Hiley, Nicholas, « Kell, Sir Vernon George Waldegrave (1873–1942) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/37625>, 2004, consulté le 18 janvier 2016.

Hill, Marion, *Bletchley Park People: Churchill's Geese That Never Cackled*, Stroud, Sutton, 2004.

Hinsley, Francis H., « The Counterfactual History of No Ultra », *Cryptologia*, vol. 20, n° 4, p. 308-324, 1996.

Hinsley, Francis H., Thomas, E.E., Ransom, C.F.G., Knight, R.C., *British Intelligence in the Second World War: Its influence on Strategy and Operations. Volume 1*, Londres, H. M. Stationery Office, 1979.

Hinsley, Francis H., Thomas, E.E., Ransom, C.F.G., Knight, R.C., *British Intelligence in the Second World War. Volume 2*, Londres, H. M. Stationery Office, 1981.

Hinsley, Francis H., Thomas, E.E., Ransom, C.F.G., Knight, R.C., *British Intelligence in the Second World War. Volume 3 Partie 1*, Londres, H. M. Stationery Office, 1984.

Hinsley, Francis H., Thomas, E.E., Ransom, C.F.G., Knight, R.C., *Volume 3 Partie 2*, Londres, H. M. Stationery Office, 1988.

Hinsley, Francis H., Simkins, C. A. G., *British Intelligence in the Second World War. Volume 4, Security and Counter-intelligence*, Londres, H. M. Stationery Office, 1990.

Hinsley, Francis H., Stripp, Alan (dir.), *Codebreakers: The Inside Story of Bletchley Park*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

Hodges, Andrew, *Alan Turing: The Enigma*, New York, Simon and Schuster, 1983.

Hope, John, « Fascism, the Security Service and the Curious Careers of Maxwell Knight and James McGuirk Hughes », *Lobster*, n° 22, 1991.

Hope, John, « Surveillance or Collusion? Maxwell Knight, MI5 and the British Fascisti », *Intelligence and National Security*, vol. 9, n° 4, p. 651-675, 1994.

Howard, Michael, *British Intelligence in the Second World War. Volume 5, Strategic Deception*, Londres, H. M. Stationery Office, 1990.

Hughes, R. Gerald, Murphy, Philip, Davies, Philip H.J., « The British Secret Intelligence Service, 1909–1949 », *Intelligence and National Security*, vol. 26, n° 5, p. 701-729, 2011.

Jackson, Sophie, *British Interrogation Techniques in the Second World War*, Stroud, History, 2012.

Jeffery, Keith, *MI6: The History of the Secret Intelligence Service, 1909-1949* [2010], Londres, Bloomsbury, 2011.

Jones, Reginald V., *La guerre ultra-secrète*, trad. Philippe Sabathé, Plon, Paris, 1980.

Lander, Stephen, « British Intelligence in the Twentieth Century », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 1, p. 7-20, 2002.

Leasor, James, *War at the Top ... Based on the Experiences of General Sir Leslie Hollis*, Londres, Michael Joseph, 1959.

Lewin, Ronald, *Ultra Goes to War*, Londres, Hutchinson, 1978.

Liddell, Guy M., *The Guy Liddell Diaries: MI5's Director of Counter-espionage in World War II*, Londres/ New York, Routledge, 2005.

Lycett, Andrew, *Ian Fleming*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1995.

MacLachlan, Donald, *Room 39, Naval Intelligence in Action 1939-45*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1968.

Masterman, John C., *On the Chariot Wheel: An Autobiography*, Londres, Oxford University

Press, 1975.

Masters, Anthony, *The Man Who Was M: The Life of Maxwell Knight*, Oxford, Basil Blackwell, 1984.

McGrory, David, *Coventry's Blitz*, Stroud, Amberley, 2015.

Miller, Joan, *One Girl's War: Personal Exploits in MI5's Most Secret Station*, Dingle, Brandon, 1986.

Montagu, Ewen, *Beyond Top Secret U*, Londres, P. Davies, 1977.

Moran, Christopher R., *Classified: Secrecy and the State in Modern Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

Murphy, Robert, « Korda, Sir Alexander (1893–1956) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/34362>, 2004, consulté le 30 août 2015.

Murphy, Sean, *Letting the Side Down: British Traitors of the Second World War*, Stroud, Sutton, 2003.

Nicholls, Joan, *England Needs you: The Story of Beaumanor Y Station, World War Two*, Cheam, JNicholls, 2000.

Page, Gwendoline (éd.), *We Kept the Secret: Now it Can Be Told. Some Memories of Pembroke V Wrens*, Wymondham, G.R. Reeve, 2002.

Pidgeon, Geoffrey, *Edgar Harrison - Soldier, Patriot and Ultra Wireless Operator to Winston Churchill*, Richmond, Arundel Books, 2008.

Pidgeon, Geoffrey, *SCU Newsletter*, n°2-12, 19 juin 2012.

Pidgeon, Geoffrey, *SCU Newsletter*, n°2-13, 5 avril 2013.

Pidgeon, Geoffrey, *SCU Newsletter*, n°1-15, 21 janvier 2015.

Pidgeon, Geoffrey, *The Secret Wireless War*, Londres, UPSO, 2003.

Pincher, Chapman, « The History of the British Security Service », *Intelligence and National Security*, vol. 25, n° 3, p. 402-408, 2010.

Pinto, Oreste, *Chasseur d'espions*, trad. Janine Quet, Paris, Corrêa, 1952.

Pinto, Oreste, *Espions ou amis?*, trad. Françoise Vernan, Paris, Corrêa, 1954.

Read, Anthony, *Colonel Z: The Life and Times of a Master of Spies*, Londres, Hodder and Stoughton, 1984.

Rixon, David, Rixon, Debra, Film « Beyond Bletchley Park », Princes Risborough, Grindelwald, 2002.

Sebag-Montefiore, Hugh, *Enigma: The Battle for the Code*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2000.

Sheffy, Yigal, « British Intelligence and the Middle East, 1900–1918: How Much Do we Know? », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 1, p. 33-52, 2002.

Smith, Michael, *Foley: The Spy Who Saved 10,000 Jews*, Londres, Hodder & Stoughton, 1999.

Smith, Michael, *SIX: A History of Britain's Secret Intelligence Service*, Londres, Dialogue, 2010.

Smith, Michael, *Station X: The Codebreakers of Bletchley Park* [1998], London, Pan Books, 2003.

Smith, Michael, *The Emperor's Codes: Bletchley Park and the Breaking of Japan's Secret Ciphers*, Londres/ New York, Bantam Press, 2000.

Smith, Michael, *The Secrets of Station X: How the Bletchley Park Codebreakers Helped Win the War*, Londres, Biteback, 2011.

Smith, Michael, *The Spying Game: The Secret History of British Espionage*, Londres, Politico's, 2002.

Stafford, David, *Churchill and Secret Service*, Londres, John Murray, 1997.

Stripp, Alan, *Codebreaker in the Far East* [1989], Oxford, Oxford University Press, 1995.

Sugarman, Martin, « Breaking the Codes; Jewish Personnel at Bletchley Park », <http://www.bletchleypark.org.uk/resources/filer.rhtm/595696/breaking+the+codes-+jewish+personnel+at+bletchley+park.pdf>, 2008, consulté le 4 mai 2014.

Syrett, David (éd.), *The Battle of the Atlantic and Signals Intelligence: U-boat Situations and Trends, 1941-1945*, Aldershot, Ashgate, 1998.

Syrett, David (éd.), *The Battle of the Atlantic and Signals Intelligence: U-boat Tracking Papers 1941-1947*, Aldershot, Ashgate, 2002.

Taylor, Frederick, *Coventry: 10 November 1940*, Londres, Bloomsbury, 2015.

Thomas, Rosamund M., *Espionage and Secrecy: The Official Secrets Acts 1911-1989 of the United Kingdom*, Londres/ New York, Routledge, 1991.

Thurlow, Richard C., *The Secret State: British Internal Security in the Twentieth Century*, Oxford, Blackwell, 1994.

Wark, Wesley K., « In Search of a Suitable Japan: British Naval Intelligence in the Pacific Before the Second World War », *Intelligence and National Security*, vol. 1, n° 2, p. 189-211, 1986.

Wark, Wesley K., *The Ultimate Enemy: British Intelligence and Nazi Germany, 1933-1939*,

Ithaca, Cornell University Press, 1985.

Welchman, Gordon, *The Hut Six Story: Breaking the Enigma Codes*, Londres, Allen Lane, 1982.

West, Nigel, « A Skewed Survey of the UK's Intelligence History », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 22, n°4, p. 745-753, 2009.

West, Nigel, *At Her Majesty's Secret Service: The Chiefs of Britain's Intelligence Agency, MI6*, Londres, Greenhill, 2006.

West, Nigel, *GCHQ: The Secret Wireless War, 1900-86*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1986.

West, Nigel, *Historical Dictionary of British Intelligence*, Lanham, The Scarecrow Press, 2005.

West, Nigel, *MASK: MI5's Penetration of the Communist Party of Great Britain*, Londres, Routledge, 2005.

West, Nigel, *MI5: British Security Service Operations 1909-1945*, Londres, Bodley Head, 1981.

West, Nigel, *MI6: British Secret Intelligence Service Operations, 1909-45*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1983.

West, Nigel, *The SIGINT Secrets: The Signals Intelligence War, 1900 to Today : Including the Persecution of Gordon Welchman*, New York, Morrow, 1988.

Wingate, Sir Bart Ronald Evelyn Leslie, *Not in the Limelight*, Londres, Hutchinson, 1959.

Winter, Paul R. J., *British Intelligence, Adolf Hitler and the German High Command, 1939-45*, thèse de doctorat, Cambridge, 2009.

Winterbotham, Frederick W., *Secret and Personal*, Londres, Kimber, 1969.

Winterbotham, Frederick W., *The Ultra Secret* [1974], Londres, Futura, 1975.

Winterbotham, Frederick W., *The Ultra Secret*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1974.

Winton, John, *Ultra at Sea*, Londres, Leo Cooper, 1988.

L'Allemagne et ses services de renseignement

Abshagen, Karl H., *Canaris, Patriot und Weltbürger*, Stuttgart, Union Deutsche Verlagsges, 1950.

Adams, Jefferson, *Historical Dictionary of German Intelligence*, Lanham, The Scarecrow Press, 2009.

Avalon, « Nuremberg Trial Proceedings Volume 2. 30 November 1945 », <http://avalon.law.yale.edu/imt/11-30-45.asp>, consulté le 18 juin 2015.

Bassett, Richard, *Hitler's Spy Chief: The Wilhelm Canaris Mystery*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2005.

Bell, Falko, « “Die Deutsche Spionage ist auf Zack.” German Soldiers Speak about Intelligence Services (1939–1945) », *Journal of Intelligence History*, vol. 12, n° 1, p. 49-59, 2013.

Bonatz, Heinz, *Die deutsche Marine-Funkaufklärung 1914-1945*, Darmstadt, Wehr und Wissen, 1970.

Bonatz, Heinz, *Seekrieg im Äther: die Leistungen der Marine-Funkaufklärung 1939-1945*, Herford, Mittler, 1981.

Bonnet, Yves, *Les Espions d'Hitler*, Rennes, Éd. Ouest-France, 2012.

Boog, Horst, « German Air Intelligence in the Second World War », *Intelligence and National Security*, vol. 5, n° 2, p. 350-424, 1990.

Brissaud, André, *Histoire des services secrets nazi*, Paris, Presses Pocket, 1979.

Broszat, Martin, *L'État hitlérien : l'origine et l'évolution des structures du IIIe Reich*, trad. Patrick Moreau, Paris, Fayard, 1985.

Buchheit, Gert, *Der Deutsche Geheimdienst. Geschichte der Militärischen Abwehr*, Munich, List, 1966.

Cookridge, Edward H., *L'Espion du siècle, Reinhard Gehlen*, trad. Marie Matignon, Paris, Fayard, 1973.

Doerries, Reinhard R., *Hitler's Intelligence Chief: Walter Schellenberg*, New York, Enigma Books, 2009.

Doerries, Reinhard R., *Hitler's Last Chief of Foreign Intelligence: Allied Interrogations of Walter Schellenberg*, Londres Portland, Frank Cass, 2003.

Farago, Ladislav, *La Guerre des grands espions : un jeu de renards*, trad. Jeanine Carlander, Paris, Stock, 1972.

Faulkner, Marcus, « The Kriegsmarine, Signals Intelligence and the Development of the B-Dienst Before the Second World War », *Intelligence and National Security*, vol. 25, n°4, p. 521-546, 2010.

FBI, « The Duquesne Spy Ring », <https://www.fbi.gov/about-us/history/famous-cases/the-duquesne-spy-ring>, consulté le 10 juin 2016.

Gehlen, Reinhard, *Der Dienst: Erinnerungen 1942-1971*, Mayence Wiesbaden, v. Hase und Koehler, 1971.

Gerwarth, Robert, *Reinhard Heydrich. Biographie*, Munich, Siedler, 2011.

Gräßler, Martin J., *Das Ende der deutschen Abwehr: die Zerschlagung des militärischen Geheimdienstes durch die SS*, Munich, GRIN Verlag, 2008.

Hagen, Walter [i.e. Wilhelm Höttl], *Die geheime Front: Organisation, Personen und Aktionen des deutschen Geheimdienstes*, Zürich, Europa-Verl., 1950.

Hans-Otto Behrendt, *Rommels Kenntnis vom Feind im Afrikafeldzug: ein Bericht über die Feindnachrichtenarbeit, insbesondere die Funkaufklärung*, Fribourg, Rombach, 1980.

Herwarth, Johnnie von, *Against Two Evils: Memoirs of a Diplomat-Soldier During the Third Reich*, Londres, Collins, 1981.

Höhne, Heinz, *Canaris: Patriot im Zwielficht*, Munich, C. Bertelsmann, 1976.

Höhne, Heinz, Zolling, Hermann, *The General Was a Spy*, Londres, Pan, 1972.

Hull, Mark M., « The Irish Interlude: German Intelligence in Ireland, 1939-1943 », *The Journal of Military History*, vol. 66, n° 3, p. 695-717, 2002.

Hynd, Alan, *Passport to Treason; the Inside Story of Spies in America*, New York, R. M. McBride & Co., 1943.

Jörgensen, Christer, *Hitler's Espionage Machine: The True Story Behind One of the World's Most Ruthless Spy Networks*, Guilford, CT, Lyons Press, 2004.

Kahn, David, *Hitler's Spies: The Extraordinary Story of German Military Intelligence* [1978], Londres, Arrow Books, 1980.

Kerjean, Éric, *Canaris : le maitre espion de Hitler*, Paris, Perrin, 2012.

Kurowski, Franz, *The Branberger Commandos: Germany's Elite Warrior Spies in World War II*, Mechanicsburg, Stackpole, 2005.

Leverkuehn, Paul, *German Military Intelligence*, trad. R.H. Stevens et Constantine FitzGibbon, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1954.

Liddell Hart, Sir Basil H., *The German Generals Talk*, New York, Morrow, 1948.

Martienssen, Anthony, *Hitler and his Admirals*, Londres, Secker & Warburg, 1948.

Maser, Werner (éd.), *Hitlers Briefe und Notizen. Sein Weltbild in handschriftlichen Dokumenten*, Düsseldorf, Vienne, Econ Verlag, 1973.

Mendelsohn, John, *Covert warfare. 6, German radio intelligence and the Soldatensender*, New York/ Londres, Garland, 1989.

Messenger, David A., Paehler, Katrin (dir.), *A Nazi Past: Recasting German Identity in Postwar Europe*, Lexington, KY, University Press of Kentucky, 2015.

Meyer, Winfried, « “Nachhut”-Gefechte. Die Arbeitsgemeinschaft ehemaliger Abwehr-Angehöriger (AGEA), der Bundesnachrichtendienst und die Geschichtsschreibung über den deutschen militärischen Nachrichtendienst im Zweiten Weltkrieg », *Journal for Intelligence, Propaganda and Security Studies*, vol. 6, p. 56-79, 2012.

Mosley, Leonard, *Le Druide*, Paris, Pygmalion, 1983.

Mueller, Michael, *Canaris: Hitlers Abwehrchef*, Berlin, Propyläen, 2006.

Müller Norbert (éd.), *Das Amt Ausland-Abwehr im Oberkommando der Wehrmacht: eine Dokumentation*, Coblenz, Bundesarchiv, 2007.

Mulligan, Timothy, « The German Navy Evaluates its Cryptographic Security, October 1941 », *Military Affairs*, vol. 49, n° 2, p. 75-79, 1985.

Neitzel, Sönke, *Tapping Hitler's Generals: Transcripts of Secret Conversations, 1942-45*, Barnsley, Frontline Books, 2007.

Paine, Laurant, *The Abwehr: German Military Intelligence in World War Two*, Londres, Hale, 1984.

Peis, Günter, *The Man Who Started the War*, Londres, Odhams Press, 1960.

Peis, Günter, Wighton, Charles, *Hitler's Spies and Saboteurs, Based on the German Secret Service War Diary of General Lahousen*, New York, Holt, 1958.

Ratcliff, Rebecca A., « Searching for Security: The German Investigations into Enigma's Security », *Intelligence and National Security*, vol. 14, n° 1, p. 146-167, 1999.

Reile, Oscar, *L'Abwehr, le contre-espionnage allemand en France*, trad. René Jouan, Paris, Éditions France-Empire, 1970.

Ritter, Nikolaus, *Deckname Dr. Rantzau; die Aufzeichnungen des Nikolaus Ritter, Offizier im Geheimen Nachrichtendienst*, Hambourg, Hoffmann und Campe, 1972.

Schaub, Harry C., « General Lahousen and the Abwehr Resistance », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 19, n° 3, p. 538-558, 2006.

Schellenberg, Walter, *Hitler's Secret Service* [1957], Pyramid, New York, 1962.

Schellenberg, Walter, *Memoiren*, Cologne, Verlag für Politik und Wirtschaft, 1956.

Soltikow, Michael G., *Im Zentrum der Abwehr: meine Jahre bei Admiral Canaris*, Sonderausg., Gütersloh, Prisma-Verlag, 1986.

Stephens, Robin W. G., *Camp 020: MI5 and the Nazi Spies the Official History of MI5's Wartime Interrogation Centre*, Richmond, Public Record Office, 2000.

Thomas, David, « Foreign Armies East and German Military Intelligence in Russia 1941-45 », *Journal of Contemporary History*, vol. 22, n° 2, p. 261-301, 1987.

Trefousse, Hans L., « Failure of German Intelligence in the United States, 1935-1945 », *The Mississippi Valley Historical Review*, vol. 12, n°1, p. 84-100, 1955.

Turrou, Léon G., *Espions nazis aux États-Unis*, trad. Pierre-François Caille, Paris, Les Éditions de France, 1939.

Tyas, Stephen, « Smoke and Mirrors: The German Foreign Intelligence Service's Release of Names of Former Nazi Employees », *Holocaust and Genocide Studies*, vol. 25, n° 2, p. 290-299, 2011.

Waller, John H., « The Double Life of Admiral Canaris », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 9, n° 2, p. 271-289, 1996.

Warlimont, Walter, *Im Hauptquartier der deutschen Wehrmacht 1939-1945. Grundlagen, Formen, Gestalten, etc.*, Frankfurt am Main, Bernard & Graefe, 1962.

Whiting, Charles, *Gehlen: Germany's Master Spy*, New York, Ballantine Books, 1972.

Wighton, Charles, Peis, Günter, *Hitler's Spies and Saboteurs*, New York, Holt, 1958.

Le renseignement américain

Alcorn, Robert H., *No Banners, No Bands. More Tales of the OSS*, New York, D. McKay, 1965.

Alcorn, Robert H., *No Bugles for Spies. Tales of the OSS*, New York, D. McKay, 1962.

Alsop, Stewart, Braden, Thomas, *L'O.S.S., l'Amérique et l'espionnage* [1946], trad. Paule Ravenel, Paris, Fayard, 1964.

Andrew, Christopher, *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*, New York, HarperCollins, 1995.

Angevine, Robert G., « Gentlemen Do Read Each Other's Mail: American Intelligence in the Interwar Era », *Intelligence and National Security*, vol. 7, n°2, p. 1-29, 1992.

Bancroft, Mary, *Autobiography of a Spy*, New York, Morrow, 1983.

Beard, Charles A., *President Roosevelt and the Coming of the War 1941. A Study in Appearances and Realities*, New Haven, Yale University Press, 1948.

Bell, Ernest L., *An Initial View of Ultra as an American Weapon*, Keene, TSU Press, 1977.

Benson, Robert L., *A History of U.S. Communications Intelligence During World War II: Policy and Administration*, Fort Meade, Md., Center for Cryptologic History, National Security Agency, 1997.

Bidwell, Bruce W., *History of the Military Intelligence Division, Department of the Army General Staff: 1775-1941*, Frederick, Md, University Publications of America, 1986.

Blair, Clay, *Silent Victory: The U.S. Submarine War Against Japan*, Philadelphie New York, J. B. Lippincott, 1975.

Boyd, Carl, *Hitler's Japanese Confidant: General Ōshima Hiroshi and Magic Intelligence, 1941-1945*, Lawrence, University Press of Kansas, 1993.

Breitman, Richard, Goda, Norman J.W., Naftali, Timothy, Wolfe, Robert (dir.), *U.S. Intelligence and the Nazis*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

Brown, Anthony C., *The Last Hero: Wild Bill Donovan*, Londres, Joseph, 1982.

Burns, Thomas L, United States, National Security Agency/Central Security Service, & Center for Cryptologic History, *The Origins of the National Security Agency, 1940-1952*, Fort George G. Meade, Md., National Security Agency, Center for Cryptology History, 1990.

Casey, William J., *The Secret War Against Hitler*, Washington, DC, Regnery Gateway ; New York, Kampann, 1988.

Cassidy, William L. (éd.), *History of the Schools & Training Branch Office of Strategic Services*, San Francisco, Kingfisher Press, 1983.

Chalou, George C. (éd.), *The Secrets War: The Office of Strategic Services in World War II*, Washington, National Archives and Records Administration, 1992.

Chambers, John Whiteclay II, « Office of Strategic Services Training During World War II », *Studies in Intelligence*, vol. 54, n°2, 2010, p. 1-28.

Chambers, John Whiteclay II, *OSS Training in the National Parks and Service Abroad in World War II*, Washington D. C, US National Park Service., 2008.

Clark, Ronald W., *The Man Who Broke Purple: The Life of the World's Greatest Cryptologist, Colonel William F. Friedman*, Londres, Weidenfield & Nicolson, 1977.

Clayton, Anthony, *Forearmed: A History of the Intelligence Corps*, Londres, Brassey's, 1993.

Cutler, Richard W., *Counterspy: Memoirs of a Counterintelligence Officer in World War II and the Cold War*, Washington, D.C, Brassey's, 2004.

DeBrosse, Jim, *The Secret in Building 26: The Untold Story of America's Ultra War Against the U-boat Enigma Codes*, New York, Random House, 2004.

Dessants, Betty A., « Ambivalent Allies: OSS' USSR Division, the State Department, and the Bureaucracy of Intelligence Analysis, 1941-1945 », *Intelligence and National Security*, vol. 11, n° 4, p. 722-753, 1996.

Dooley, John F., « 1929-1931: A Transition Period in U.S. Cryptologic History », *Cryptologia*, vol. 37, n°1, p. 84-98, 2013.

Drea, Edward J., *MacArthur's ULTRA: Codebreaking and the War Against Japan, 1942-1945*, Lawrence, University Press of Kansas, 1992.

Dulles, Allen W., *From Hitler's Doorstep: The Wartime Intelligence Reports of Allen Dulles, 1942-1945*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1996.

Erskine, Ralph, « When a Purple Machine Went Missing: How Japan Nearly Discovered America's Greatest Secret », *Intelligence and National Security*, vol. 12, n° 3, p. 185-189, 1997.

Farago, Ladislav, *The Broken Seal, the Story of « Operation Magic » and the Pearl Harbor Disaster*, New York, Random House, 1967.

FBI, « A Brief History », <https://www.fbi.gov/about-us/history/brief-history/brief-history> consulté le 21 juillet 2015.

Friedman, William F., « A Brief History of the Signal Intelligence Service », *Cryptologia*, vol. 15, n° 3, p. 263-272, 1991.

Goren, Dina, « Communication Intelligence and the Freedom of the Press. The Chicago Tribune's Battle of Midway Dispatch and the Breaking of the Japanese Naval Code », *Journal of Contemporary History*, vol. 16, n° 4, p. 663-690, 1981.

Grose, Peter, *Gentleman Spy: The Life of Allen Dulles*, Boston, Houghton Mifflin, 1994.

Holmes, Wilfred J., *Double-Edged Secrets: U.S. Naval Intelligence Operations in the Pacific During World War II*, Annapolis, Naval Institute Press, 1979.

Kahn, David, « Roosevelt, Magic, and Ultra », *Cryptologia*, vol. 16, n° 4, p. 289-319, 1992.

Kahn, David, *The Reader of Gentlemen's Mail: Herbert O. Yardley and the Birth of American Codebreaking*, New Haven/Londres, Yale University Press, 2004.

Kätz, Barry, *Foreign Intelligence: Research and Analysis in the Office of Strategic Services 1942-1945*, Cambridge, Mass; Londres, Harvard University Press, 1989.

Kloman, Erasmus H., *Assignment Algiers: With the OSS in the Mediterranean Theater*, Annapolis, Md, Naval Institute, 2005.

Kreis, John F. (éd.), *Piercing the Fog: Intelligence and Army Air Forces Operations in World War II*, Bolling AFB, Washington, Air Force History and Museums Program, 1996.

Kruh, Louis, « Security of Ultra Dexter and Rabid Intelligence – War Department », *Cryptologia*, vol. 15, n° 4, p. 341-354, 1991.

Kruh, Louis, « Stimson, the Black Chamber, and the “Gentlemen's Mail” Quote », *Cryptologia*, vol. 12, n° 2, p. 65-89, 1988.

Lankford, Nelson D. (éd.), *OSS Against the Reich: The World War II Diaries of Colonel David K.E. Bruce*, Kent, Kent State University Press, 1991.

Lewin, Ronald, *The Other Ultra*, Londres, Hutchinson, 1982.

Mahnken, Thomas G., *Uncovering Ways of War: U.S. Intelligence and Foreign Military*

Innovation, 1918-1941, Ithaca, NY/ Londres, Cornell University Press, 2002.

Marquardt-Bigman, Petra, *Amerikanische Geheimdienstanalysen über Deutschland 1942-1949*, Munich, R. Oldenbourg, 1995.

Mauch, Christof, *The Shadow War Against Hitler: The Covert Operations of America's Wartime Secret Intelligence Service*, New York, Columbia University Press, 2003.

McIntosh, Elizabeth P., *Sisterhood of Spies: The Women of the OSS*, Annapolis, Md, Naval Institute Press, 1998.

Moon, Thomas N., Eigler, Carl F., *The Deadliest Colonel*, New York, Vantage Press, 1975.

Moon, Tom, *This Grim and Savage Game: OSS and the Beginning of U.S. Covert Operations in World War II*, Cambridge, MA, Da Capo Press, 2000.

Obolensky, Serge, *One Man in his Time: The Memoirs of Serge Obolensky*, New York, McDowell, 1958.

O'Donnell, Patrick K., *Operatives, Spies, and Saboteurs: The Unknown Story of the Men and Women of World War II's OSS* [2004], New York, Citadel, 2006.

Parrish, Thomas, *The Ultra Americans: The U.S. Role in Breaking the Nazi Codes*, New York, Stein and Day, 1986.

Persico, Joseph E., *Piercing the Reich: The Penetration of Nazi Germany by American Secret Agents During World War II*, New York, Viking Press, 1979.

Persico, Joseph E., *Roosevelt's Secret War: FDR and World War II Espionage*, New York, Random House, 2001.

Pettee, George S., *The Future of American Secret Intelligence*, Washington, Infantry Journal Press, 1946.

Powell, Lewis F., *ULTRA and the Army Air Forces in World War II: An interview with Associate Justice of the U.S. Supreme Court Lewis F. Powell, Jr.*, (coord. par Diane T. Putney), Washington, Office of Air Force History, US Air Force, 1987.

Rhoer, Edward Van Der, *Deadly Magic: A Personal Account of Communications Intelligence in World War II in the Pacific*, New York, Charles Scribner's Sons, 1978.

Rios-Bordes, Alexandre, « Le secret d'État à l'épreuve. Herbert Yardley et le Chambre noire américaine », *Genèses. Sciences Sociales et Histoire*, n° 68, p. 97-215, 2007.

Rios-Bordes, Alexandre, *Les Précurseurs sombres. L'émergence de l'« État secret » aux États-Unis (1911-1941)*, thèse de doctorat, Paris, 2014.

Ronnie, Art, *Counterfeit Hero: Fritz Duquesne, Adventurer and Spy*, Annapolis, Md, Naval Institute Press, 1995.

Roosevelt, Kermit, *The Overseas Targets: War report of the OSS (Office of Strategic*

Services) volume 2, New York, Walker and Co, 1976.

Rosengarten, Adolph G., Jr., « With Ultra from Omaha Beach to Weimar, Germany-A Personal View », *Military Affairs*, vol. 42, n° 3, p. 127-133, 1978.

Safford, Laurance F., « A Brief History of Communications Intelligence in the United States », mars 1952, SRH-149, rapport déclassifié par la NSA en 2005, <https://fas.org/irp/nsa/safford.pdf>, 22 pages, consulté le 13 août 2014.

Sayle, Edward F., « The Historical Underpinnings of the U.S. Intelligence Community », vol. 1, n° 1, p. 1-27, 1986.

Smith, Bradley F., « The American Road to Central Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 12, n° 1, p. 1-20, 1997.

Smith, Bradley F., *The Shadow Warriors: O.S.S. and the Origins of the C.I.A.*, New York, Basic Books, 1983.

Smith, Richard H., *OSS the Secret History of America's First Central Intelligence Agency* [1972], Guilford, Lyons, 2005.

Spector, Ronald H (éd.), *Listening to the Enemy: Key Documents on the Role of Communications Intelligence in the War with Japan*, Wilmington, Del, Scholarly Resources, 1988.

Turner, Michael A., *Historical Dictionary of United States Intelligence*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005.

United States, Office of Strategic Services Assessment Staff, *Assessment of Men: Selection of Personnel for the Office of Strategic Services*, New York, Rinehart, 1948.

Waller, Douglas C., *Wild Bill Donovan: The Spymaster Who Created the OSS and Modern American espionage*, New York, Free Press, 2010.

Whitehead, Don, *Le F.B.I.*, Paris, Morgan, 1957.

Winks, Robin W., *Cloak and Gown: Scholars in America's Secret War*, Londres, Collins Harvill, 1987.

Winton, John, *Ultra in the Pacific: How Breaking Japanese Codes & Cyphers Affected Naval Operations Against Japan 1941-45*, Londres, Leo Cooper, 1993.

Yardley, Herbert O., *The American Black Chamber*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1931.

Le renseignement français

Albertelli, Sébastien, « Le BCRA, service de renseignement de la France libre », *Revue historique des armées*, n° 247, p. 52-59, 2008.

Albertelli, Sébastien, *Les Services secrets de la France libre: le bras armé du général de Gaulle*, Paris, Nouveau monde éd.; Ministère de la défense, DMPA-DGSE, 2012.

Albertelli, Sébastien, *Les Services secrets du général de Gaulle: le BCRA, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2009.

Baruch, Marc Olivier, Duclert, Vincent (dir.), *Serviteurs de l'État: une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, Éd. la Découverte, 2000.

Bertrand, Gustave, *Enigma ou la plus grande énigme de la guerre 1939-1945*, Paris, Plon, 1972.

Collier, Richard H., *Ten Thousand Eyes*, Londres, Collins, 1958.

Colonel Passy, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Paris, O. Jacob, 2000.

Forcade, Olivier, *La république secrète: histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2008.

Fourcade, Marie-Madeleine, *Marie-Madeleine Fourcade. L'Arche de Noé*, Paris, A. Fayard, 1968.

Garder, Michel, *La Guerre secrète des services spéciaux français, 1935-1945*, Paris, Plon, 1967.

Gillois, André, *Histoire secrète des Français à Londres: de 1940 à 1944*, Paris, Hachette, 1973.

Lacoste, Pierre (éd.), *Le Renseignement à la française*, Paris, Economica, 1998.

Lahaie, Olivier, « Le Renseignement militaire français dans l'Allemagne d'après-guerre (mai 1919-mars 1920): à la recherche d'une nouvelle sécurité », *Revue historique des armées*, n° 256, p. 32-42, 2009.

Laurent, Sébastien, « The Free French Secret Services: Intelligence and the Politics of Republican Legitimacy », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n°4, p. 19-41, 2000.

Ministère de la Défense : Centre d'études scientifiques de défense (éd.), *Approches françaises du renseignement: y-a-t-il une culture nationale? Textes du séminaire de recherche 1995-1996*, Paris, Fondation pour les études de défense, 1997.

Navarre, Henri, *Le Service de renseignements : 1871-1944*, Paris, Plon, 1978.

Navarre, Henri, *Le Temps des vérités*, Paris, Plon, 1979.

Paillole, Paul, *Notre espion chez Hitler*, Paris, Laffont, 1985.

Paillole, Paul, *Services spéciaux : 1935-1945*, Paris, Laffont, 1975.

Paillole, Paul, Minella, Alain-Gilles, *L'homme des services secrets : entretiens avec Alain-*

Gilles Minella, Paris, Julliard, 1995.

Pennetier, Jean-Marc, « The Springtime of French Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 11, n° 4, p. 780-798, 1996.

Perrier, Guy, *Le Colonel Passy et les services secrets de la France libre*, Paris, Hachette littératures, 1999.

Porch, Douglas, *Histoire des Services secrets français, 1 : De l'affaire Dreyfus à la fin de la Seconde Guerre mondiale*, trad. André Montbard, Paris, A. Michel, 1997.

Rivet, Louis, *Carnets du chef des services secrets, 1936-1944*, Paris, Nouveau monde éd, 2010.

Stead, Philip J., *Second Bureau*, Londres, Evans Bros, 1959.

Thomas, Martin, « Signals Intelligence and Vichy France, 1940–44: Intelligence in Defeat », *Intelligence and National Security*, vol. 14, n° 1, p. 176-200, 1999.

Warusfel, Bertrand, *Contre-espionnage et protection du secret : histoire, droit et organisation de la sécurité nationale en France*, Panazol, Lavauzelle, 2000.

Le renseignement soviétique

Andrew, Christopher, Mitrokhine, Vassili N., *The Mitrokhin Archive II: The KGB and the World*, Londres, Allen Lane, 2005.

Andrew, Christopher, Mitrokhine, Vassili N., *The Sword and the Shield: The Mitrokhin Archive and the Secret History of the KGB*, New York, Basic Books, 1999.

Erschine, Ralph, « The Soviets and Naval Enigma: Some Comments », *Intelligence and National Security*, vol. 4, n° 3, p. 503-511, 1989.

Jukes, Geoffrey, « More on the Soviets and Ultra », *Intelligence and National Security*, vol. 4, n° 2, p. 374-384, 1989.

Jukes, Geoffrey, « The Soviets and Ultra », *Intelligence and National Security*, vol. 3, n° 2, p. 233-247, 1988.

Kapera, Zdzisław J., « Summary Report of the State of the Soviet Military Sigint in November 1942 Noticing “ENIGMA” », *Cryptologia*, vol. 35, n°3, p. 247-256, 2011.

Kondraschow, Sergej A., Timmermann, Heiner, Shirai, Hisaya (dir.), *Spionage, Ideologie, Mythos - der Fall Richard Sorge*, Münster, LIT, 2005.

Madeira, Victor, « Moscow's Interwar Infiltration of British Intelligence, 1919-1929 », *The Historical Journal*, vol. 46, n° 4, p. 915-933, 2003.

Milner-Barry, P.S., « The Soviets and Ultra: A Comment on Jukes' Hypothesis », *Intelligence*

and National Security, vol. 3, n° 2, p. 248-250, 1988.

Moorehead, Alan, *Les Espions atomiques, la double vie de Fuchs, Pontecorvo et Nunn May*, Paris, Calmann-Lévy, 1953.

Murphy, David E., *What Stalin Knew: The Enigma of Barbarossa*, New Haven, Yale University Press, 2005.

Peake, Hayden B., « OSS and the Venona Decrypts », *Intelligence and National Security*, vol. 12, n° 3, p. 14-34, 1997.

Pringle, Robert W., *Historical Dictionary of Russian and Soviet Intelligence*, Lanham, Scarecrow Press, 2006.

Sudoplatov, Pavel Anatol'evič, *Missions spéciales*, trad. Marc Saporta, Paris, Éd. du Seuil, 1994.

Thurlow, Richard C., « Soviet Spies and British Counter-Intelligence in the 1930s: Espionage in the Woolwich Arsenal and the Foreign Office Communications Department », *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 4, p. 610-631, 2004.

Vassiliev, Alexander, Weinstein, Allen, *The Haunted Wood: Soviet Espionage in America - the Stalin Era*, New York, Random House, 1999.

Agents doubles

Bletchley Park, « Roll of Honour. John Cairncross », <http://rollofhonour.bletchleypark.org.uk/search/record-detail/1453/>, consulté le 11 mars 2016

Booth, Nicholas, *Zigzag: The Incredible Wartime Exploits of Double Agent Eddie Chapman*, Londres, Portrait, 2007.

Borovik, Genrikh, *The Philby Files: The Secret Life of the Master Spy - KGB Archives Revealed*, Londres, Little, Brown, 1994.

Boyle, Andrew, *Un Climat de trahison*, Paris, J.-C. Lattès, 1980.

Cairncross, John, *The Enigma Spy: An Autobiography*, Londres, Century, 1997.

Campbell, John P., « Some Pieces in the Ostro Puzzle », *Intelligence and National Security*, vol. 11, n° 2, p. 245-263, 1996.

Carré, Mathilde-Lily, *J'ai été la Chatte*, Paris, Morgan, 1959.

Carter, Miranda, *Gentleman espion: les doubles vies d'Anthony Blunt*, trad. Bernard Blanc, Paris, Payot, 2006.

Chapman, Edward, *Free Agent. Being the Further Adventures of Eddie Chapman*, Londres, Allan Wingate, 1955.

Chapman, Edward, *The Eddie Chapman Story*, Londres, A. Wingate, 1953.

Chapman, Edward, *The Real Eddie Chapman story. By Himself*, Londres, Library 33, 1966.

Chapman, John W. M., « Tricycle Recycled: Collaboration Among the Secret Intelligence Services of the Axis States, 1940–41 », *Intelligence and National Security*, vol. 7, n° 3, p. 268-299, 1992.

Clive, Nigel, « Philby, Harold Adrian Russell [Kim] (1912–1988) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/40699>, 2004, consulté le 22 janvier 2016.

Cookridge, Edward H., *The Third Man. The Truth about « Kim » Philby, Double Agent*, Londres, Arthur Barker, 1968.

Costello, John, *Mask of Treachery*, Londres, Collins, 1988.

Costello, John, Tsarev, Oleg, *Deadly Illusions*, Londres, Century, 1993.

Crowdy, Terry, *Deceiving Hitler: Double Cross and Deception in World War II*, Oxford, Osprey, 2008.

Dawidoff, Nicholas, *The Catcher Was a Spy: The Mysterious Life of Moe Berg*, New York, Pantheon, 1994.

Draper, Christopher, *The Mad Major*, Letchworth, Air Review, 1962.

Elliott, Geoffrey, *Gentleman Spymaster: How Lt. Col. Tommy « Tar » Robertson Double-Crossed the Nazis*, Londres, Methuen, 2011.

Garby-Czerniawski, Roman, *The Big Network*, Londres, G. Ronald, 1961.

Harris, Tomás, *Garbo: The Spy Who Saved D-Day*, Richmond, Public Record Office, 2000.

Hayward, James, *Double Agent Snow: The True Story of Arthur Owens, Hitler's Chief Spy in England*, Londres ; New York, Simon & Schuster, 2013.

Hennessy, Peter, Townsend, Kathleen, « The Documentary Spoor of Burgess and Maclean », *Intelligence and National Security*, vol. 2, n° 2, p. 291-301, 1987.

Kerr, Sheila, « Investigating Soviet Espionage and Subversion: The Case of Donald Maclean », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 1, p. 101-116, 2002.

Kerr, Sheila, « Oleg Tsarev's Synthetic KGB Gems », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 14, n° 1, p. 89-116, 2001.

Kerr, Sheila, « Roger Hollis and the Dangers of the Anglo-Soviet Treaty of 1942 », *Intelligence and National Security*, vol. 5, n° 3, p. 148-157, 1990.

Kitson, Michael, « Blunt, Anthony Frederick (1907–1983) », *Oxford Dictionary of National Biography*, <http://www.oxforddnb.com/view/article/30829>, 2004, consulté le 31 juillet 2015.

Levine, Joshua, *Operation Fortitude: The Story of the Spy Operation That Saved D-Day*, Londres, Collins, 2011.

Macintyre, Ben, *Agent Zigzag: The True Wartime Story of Eddie Chapman: Lover, Betrayer, Hero, Spy*, Londres/ New York, Bloomsbury, 2007.

Macintyre, Ben, Conférence « Writer of the month: Hunting for spies in The National Archives », aux archives de Kew, Royaume-Uni, 15 janvier 2013, <http://media.nationalarchives.gov.uk/index.php/hunting-for-spies-in-the-national-archives/> consulté le 18 mars 2013.

Macintyre, Ben, *Double Cross: The True Story of the D-Day Spies*, New York, Crown, 2012.

Masterman, John C., *The Double-Cross System in the War of 1939 to 1945*, New Haven, Yale University Press, 1972.

McKay, Craig G., « MI5 on OSTRO: A New Document from the Archives », *Intelligence and National Security*, vol. 12, n° 3, p. 178-184, 1997.

Miller, Russell, *Codename Tricycle: The True Story of the the Second World War's Most Extraordinary Double Agent*, Londres, Secker & Warburg, 2004.

Modin, Yuri, *My Five Cambridge Friends*, Londres, Headline, 1994.

Moen, Jan, *John Moe, Double Agent*, Edimbourg, Mainstream, 1986.

Müller, Klaus-Jürgen, « A German Perspective on Allied Deception Operations in the Second World War », *Intelligence and National Security*, vol. 2, n° 3, p. 301-326, 1987.

Mure, David, *Master of Deception: Tangled Webs in London and the Middle East*, Londres, Kimber, 1980.

Mure, David, *Practise to Deceive*, Londres, Kimber, 1977.

Newton, Verne W., *The Cambridge Spies: The Untold Story of Maclean, Philby, and Burgess in America*, Madison Books, 1991.

Page, Bruce, Knightley, Phillip, Leitch, David, *The Philby Conspiracy*, Garden City, N.Y, Doubleday, 1968.

Peis, Günter, *So ging Deutschland in die Falle: Anatomie einer Geheimdienst-Operation*, Düsseldorf, Econ-Verl, 1976.

Penrose, Barrie, *Conspiracy of Silence: The Secret Life of Anthony Blunt*, Londres, Grafton, 1986.

Perry, Roland, *Last of the Cold War Spies: The Life of Michael Straight, the Only American in Britain's Cambridge Spy Ring*, New York, Da Capo Press, 2005.

Philby, Kim, *Ma Guerre silencieuse*, trad. Janine Hérissou et Henri Robillot, Paris, Laffont, 1968.

Pincher, Chapman, *Treachery: Betrayals, Blunders, and Cover-ups Six Decades of Espionage Against America and Great Britain*, New York, Random House, 2009.

Popov, Dusko, *Tricycle*, trad. Paule et Raymond Olcina, Paris, Laffont, 1975.

Pujol, Juan, *Garbo*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1985.

Sergueiew, Lily, *Seule face à l'Abwehr*, Paris, Fayard, 1966.

Trevor-Roper, Hugh R., *The Philby Affair. Espionage, Treason, and Secret Services*, Londres, William Kimber, 1968.

Troy, Thomas F., « The British Assault on J. Edgar Hoover: The Tricycle Case », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 3, n° 2, p. 169-209, 1989.

Tsarev, Oleg, West, Nigel, (dir.), *TRIPLEX: Secrets from the Cambridge Spies*, New Haven, Yale University Press, 2009.

West, Nigel, *Molehunt: The Full Story of the Soviet Spy in MI5*, Sevenoaks, Coronet, 1987.

West, Nigel, *Snow: The Double Life of a World War II Spy*, Londres, Biteback, 2011.

West, Nigel, Roberts, Madoc, *Snow. The Double Life of a World War II Spy*, Londres, Biteback, 2011.

West, Nigel, Tsarev, Oleg, *The Crown Jewels: The British Secrets at the Heart of the KGB Archives* [1998], Londres, HarperCollins, 1999.

Wright, Peter, *Spycatcher*, Paris, Laffont, 1987.

Ouvrages portant sur les agences de renseignement de plusieurs pays

Accoce, Pierre, *A Man Called Lucy. 1939-1945*, New York, Coward-McCann, 1967.

Bearse, Ray, *Conspirator: The Untold Story of Churchill, Roosevelt and Tyler Kent, Spy*, Londres, Macmillan, 1991.

Best, Sigismund P., *The Venlo Incident*, Londres, Hutchinson, 1950.

Best, Sigismund P., *The Venlo Incident: A True Story of Double-Dealing, Captivity, and a Murderous Nazi Plot*, Londres, Frontline / New York, Skyhorse, 2009.

Budiansky, Stephen, *Battle of Wits: The Complete Story of Codebreaking in World War II*, New York, Free Press, 2000.

Bull, Stephen, *Secret Agent's Pocket Manual 1939-45*, Londres, Conway, 2009.

Bungert, Heike, Heitmann, Jan, Wala, Michael (dir.), *Secret Intelligence in the Twentieth Century*, Londres, Frank Cass, 2003.

FitzGibbon, Constantine, *Secret Intelligence in the Twentieth Century*, Londres, Hart-Davis MacGibbon, 1976.

Foote, Alexander, *Handbook for Spies*, Londres, Museum Press, 1949.

František Moravec, *Master of Spies; the Memoirs of General Frantisek Moravec.*, Londres, Bodley Head, 1975.

Godson, Roy (éd.), *Comparing Foreign Intelligence: The U.S., U.S.S.R., U.K. and the Third World*, Washington ; Londres, Pergamon-Brassey's, 1988.

Granatstein, J. L., Stafford, David, *Spy Wars: Espionage and Canada from Gouzenko to Glasnost*, Toronto, Key Porter, 1990.

Halpern, Samuel, Peake, Hayden. B (dir.), *In the Name of Intelligence: Essays in Honor of Walter Pforzheimer*, Washington, NIBC Press, 1994.

Höhne, Heinz, *Der Krieg im Dunkeln: Macht und Einfluss des deutschen und russischen Geheimdienstes*, Munich, CBertelsmann, 1985.

Jäckel, Eberhard, Rohwer, Jürgen, *Die Funkaufklärung und ihre Rolle in Zweiten Weltkrieg*, Motorbuch, 1979.

Jeffreys-Jones, Rhodri, *The Story of Western Intelligence: In Spies We Trust*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

Jeffreys-Jones, Rhodri, Lownie, Andrew (dir.), *North American Spies: New Revisionist Essays*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1991.

Johnson, David A., *Betrayal: The True Story of J. Edgar Hoover and the Nazi Saboteurs Captured During WWII*, New York, Hippocrene Books, 2007.

Kahn, David, « Codebreaking in World Wars I and II: The Major Successes and Failures, Their Causes and Their Effects », *The Historical Journal*, vol. 23, n° 3, p. 617-639, 1980.

Kahn, David, *How I Discovered World War II's Greatest Spy and Other Stories of Intelligence and Code*, Boca Raton, CRC Press, 2014.

Kahn, David, « Le Rôle du décryptage et du renseignement dans la stratégie et la tactique des Alliés », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, vol. 28, n° 111, p. 73-85, 1978.

Kahn, David, *Seizing the Enigma: The Race to Break the German U-boat Codes, 1939-1943*, Boston, Houghton Mifflin Co, 1991.

Kahn, David, « The Black Code », *The Quarterly Journal of Military History*, vol. 18, n° 1, 2005.

Kahn, David, *The Codebreakers: The Story of Secret Writing*, Weidenfeld & Nicolson, 1966.

Kahn, David, « The Significance of Codebreaking and Intelligence in Allied Strategy and Tactics », *Cryptologia*, vol. 1, n° 3, p. 209-222, 1977.

Kozaczuk, Wladyslaw, *Enigma: How the German Machine Cipher was Broken, and How it was Read by the Allies in World War*, Londres, Arms and Armour, 1984.

Langhorne, Richard T.B. (éd.), *Diplomacy and Intelligence During the Second World War: Essays in Honour of F.H. Hinsley*, Londres New York Melbourne, Cambridge University Press, 1985.

Laurent, Sébastien (éd.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009.

Leeuw, Karl de, Bergstra, Jan A. (éd.), *The History of Information Security: A Comprehensive Handbook*, Amsterdam, Elsevier, 2007.

Lewin, Ronald, « A Signal-Intelligence War », *Journal of Contemporary History*, vol. 16, n°3, p. 501-512, 1981.

Medlicott Symposium, *Intelligence and International Relations 1900-1945*, Exeter, University of Exeter, 1987.

Mercier-Bernadet, Fabienne (éd.), *1939-1945, la guerre des intelligences*, Panazol, Lavauzelle, 2002.

Miller, Russell, *Behind the Lines: The Oral History of Special Operations in World War II*, Londres, Secker & Warburg, 2002.

Ministère de la Défense : Centre d'études d'histoire de la défense, *Le Renseignement: guerre, technique et politique XIXe-XXe siècles*, Panazol, Lavauzelle, 2007.

Mulligan, Timothy, « Spies, Ciphers and "Zitadelle": Intelligence and the Battle of Kursk, 1943 », *Journal of Contemporary History*, vol. 22, n° 2, p. 235-260, 1987.

Mulligan, Timothy (éd.), *Ultra, Magic, and the Allies*, New York, Garland, 1989.

Norman, Bruce, *Secret Warfare. The Battle of Codes and Ciphers*, Newton Abbot, David and Charles, 1973.

Pearson, Judith L., *The Wolves at the Door: The True Story of America's Greatest Female Spy*, Guilford, The Lyons Press, 2005.

Pröse, Michael, *Chiffriermaschinen und Entzifferungsgeräte im Zweiten Weltkrieg: Technikgeschichte und informatikhistorische Aspekte*, Munich, Meidenbauer, 2006.

Ratcliff, Rebecca A., *Delusions of Intelligence: Enigma, Ultra, and the End of Secure Ciphers*, New York, Cambridge University Press, 2006.

Read, Anthony, Fisher, David, *Operation Lucy: Most Secret Spy Ring of the Second World War*, Londres, Hodder and Stoughton, 1980.

Richards, Pamela S., *Scientific Information in Wartime: The Allied-German Rivalry, 1939-1945*, Westport Londres, Greenwood Press, 1994.

- Schafranek, Hans, Tuchel, Johannes (dir.), *Krieg im Äther*, Vienne, Picus-Verl., 2003.
- Schramm, Wilhelm von, Büchler, Hans, *Geheimdienste im Zweiten Weltkrieg*, Munich, Herbig, 2002.
- Schulz, Gerhard (éd.), *Geheimdienste und Widerstandsbewegungen im Zweiten Weltkrieg*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1982.
- Singer, Kurt, *Spies and Traitors of World War II*, New York, Prentice-Hall, 1945.
- Skillen, Hugh, *Spies of the Airwaves: A History of Y Sections During the Second World War*, Pinner, HSkillen, 1989.
- Spiller, Roger J., « Assessing Ultra », *Military Review*, vol. 59, n° 8, p. 13-24, 1979.
- Stafford, David, *The Silent Game: The Real World of Imaginary Spies*, Harmondsworth, Viking, 1988.
- Strong, Sir Kenneth, *Men of Intelligence, a Study of the Roles and Decisions of Chiefs of Intelligence from World War I to the Present Day*, Londres, Cassell, 1970.
- Tyas, Stephen, « Allied Intelligence Agencies and the Holocaust: Information Acquired from German Prisoners of War », *Holocaust and Genocide Studies*, vol. 22, n° 1, p. 1-24, 2008.
- Waller, John H., *The Unseen War in Europe: Espionage and Conspiracy in the Second World War*, Londres, IBTauris, 1996.
- Weisse, Günther K., *Geheime Nachrichtendienste und Funkaufklärung im Zweiten Weltkrieg: deutsche und alliierte Agentenfunkdienste in Europa 1939-1945*, Graz, Ares, 2009.
- West, Nigel, *Historical Dictionary of International Intelligence*, Lanham, Md, Scarecrow Press, 2006.
- West, Nigel, *Historical Dictionary of World War II Intelligence*, Lanham, Md, Scarecrow Press, 2007.
- Whaley, Barton, *Stratagem: Deception and Surprise in War*, Boston/ Londres, Artech House, 2007.
- Wilson, Emily, *The War in the Dark: The Security Service and the Abwehr 1940-1944*, thèse de doctorat, Cambridge, 2003.
- Winkel, Brian J. (éd.), *The German Enigma Cipher Machine*, Boston, Artech House, 2005.
- Woytak, Richard A., *On the Border of War and Peace: Polish Intelligence and Diplomacy in 1937-1939 and the Origins of the Ultra Secret*, Boulder, *East European Quarterly*, 1979.

Coopérations internationales d'agences de renseignement

Aldrich, Richard J., « British Intelligence and the Anglo-American “Special Relationship” During the Cold War », *Review of International Studies*, vol. 24, n° 3, p. 331-351, 1998.

Aldrich, Richard J., « Conspiracy or Confusion? Churchill, Roosevelt and Pearl Harbor », *Intelligence and National Security*, vol. 7, n° 3, p. 335-346, 1992.

Aldrich, Richard J., *Intelligence and the War Against Japan: Britain, America and the Politics of Secret Service*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

Alexander, Martin S (éd.), *Knowing Your Friends: Intelligence Inside Alliances and Coalitions from 1914 to the Cold War*, Londres, Frank Cass, 1998.

Andrew, Christopher, « The Growth of the Australian Intelligence Community and the Anglo-American Connection », *Intelligence and National Security*, vol. 4, n° 2, p. 213-256, 1989.

Bailey, Roderick, « OSS-SOE Relations, Albania 1943–44 », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n° 2, p. 20-35, 2000.

Ball, Desmond, Richelson, Jeffrey T., *The Ties That Bind: Intelligence Cooperation Between the UKUSA Countries - the United Kingdom, the United States of America, Canada, Australia and New Zealand*, Boston/ Londres, Allen & Unwin, 1985.

Bath, Alan H., *Tracking the Axis Enemy: The Triumph of Anglo-American Naval Intelligence*, Lawrence, University Press of Kansas, 1998.

Beach, Jim, « Origins of the Special Intelligence Relationship? Anglo-American Intelligence Co-operation on the Western Front, 1917-18 », *Intelligence and National Security*, vol. 22, n° 2, p. 229-249, 2007.

Beavan, Colin, *Operation Jedburgh: D-Day and America's First Shadow War*, New York, Viking, 2006.

Bédarida, François, « La rupture franco-britannique de 1940. Le conseil suprême interallié, de l'invasion à la défaite de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 25, p. 37-48, 1990.

Beltjens, François, *Mers el Kébir 3 juillet 1940 : Exécution, ou bataille perdue*, Paris, Godefroy de Bouillon, 2000.

Benson, Robert L., « The Origin of U.S.-British Communications Intelligence Cooperation (1940-41) », *Cryptologic Spectrum*, vol. 7, n° 4, p. 5-8, 1977.

Brown, David, *The Road to Oran: Anglo-French Naval Relations, September 1939-July 1940*, Londres, Cass, 2004.

Brown, Kathryn, « Intelligence and the Decision to Collect it: Churchill's Wartime American Diplomatic Signals Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 10, n° 3, p. 449-467, 1995.

Bryden, John, *Fighting to Lose: How the German Secret Intelligence Service Helped the Allies Win the Second World War*, Toronton, Dundurn, 2014.

Budiansky, Stephen, « The Difficult Beginnings of US-British Codebreaking Cooperation », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n°2, p. 49-73, 2000.

Bungert, Heike, « The OSS and its Cooperation with the Free Germany Committees, 1944–45 », *Intelligence and National Security*, vol. 12, n° 3, p. 130-144, 1997.

Burke, Colin, « Kim Philby, the American Intelligence Community, and OP-20-G: The Fox Built the Hen-House and Took the Keys », *Cryptologia*, vol. 25, n° 1, p. 88-90, 2008.

Calkins, Laura M., « Patrolling the Ether: US–UK Open Source Intelligence Cooperation and the BBC’s Emergence as an Intelligence Agency, 1939–1948 », *Intelligence and National Security*, vol. 26, n° 1, p. 1-22, 2011.

Canuel, Hugues, « French Aspirations and Anglo-Saxon Suspicions: France, Signals Intelligence and the UKUSA Agreement at the Dawn of the Cold War », *Journal of Intelligence History*, vol. 12, n° 1, p. 76-92, 2013.

Charles, Douglas M., « American, British and Canadian Intelligence Links: A Critical Annotated Bibliography », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n° 2, p. 259-269, 2000.

Currier, Prescott, « My “Purple” Trip to England in 1941 », *Cryptologia*, vol. 20, n° 3, p. 193-201, 1996.

Danchev, Alex, « Anglo-Saxon Susceptibilities: The Special Relationship and the World », *Intelligence and National Security*, vol. 25, n° 6, p. 843-855, 2010.

De La Marck, David De Young, « De Gaulle, Colonel Passy and British Intelligence, 1940–42 », *Intelligence and National Security*, vol. 18, n° 1, p. 21-40, 2003.

Deane, John R., *The Strange Alliance, the Story of our Efforts at Wartime Co-operation with Russia*, New York, The Viking Press, 1947.

Doerries, Reinhard R. (éd.), *Diplomaten und Agenten: Nachrichtendienste in der Geschichte der deutsch-amerikanischen Beziehungen*, Heidelberg, Carl Winter, 2001.

Dubicki, Tadeusz, Nałęcz, Daria, Stirling, Tessa (dir.), *Intelligence Co-operation Between Poland and Great Britain During World War II*, Londres, Vallentine Mitchell, 2005.

Erskine, Ralph, « Churchill and the Start of the Ultra-Magic Deals », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 10, n° 1, p. 57-74, 1997.

Erskine, Ralph, « The Holden Agreement on Naval Sigint: The First BRUSA? », *Intelligence and National Security*, vol. 14, n° 2, p. 187-197, 1999.

Erskine, Ralph, « The Poles Reveal their Secrets: Alastair Denniston’s Account of the July 1939 Meeting at Pyry », *Cryptologia*, vol. 30, n° 4, p. 294-305, 2006.

Erskine, Ralph, « The 1944 Naval BRUSA Agreement and its Aftermath », *Cryptologia*, vol. 30, n° 1, p. 1-22, 2006.

Erskine, Ralph, « What Did the Sinkov Mission Receive from Bletchley Park? », *Cryptologia*,

vol. 24, n° 2, p. 97-109, 2000.

Erskine, Ralph, « William Friedman's Bletchley Park Diary: A Different View », *Intelligence and National Security*, vol. 22, n° 3, p. 367-379, 2007.

Fenby, Jonathan, *Alliance: The Inside Story of How Roosevelt, Stalin and Churchill Won one War and Began Another*, Londres, Simon & Schuster, 2006.

Garliński, Józef, *Poland, SOE and the Allies*, trad. Paul Stevenson, Londres, George Allen and Unwin, 1969.

Gladwin, Lee A., « Alan Turing's Visit to Dayton », *Cryptologia*, vol. 25, n° 1, p. 11-17, 2001.

Gladwin, Lee A., « Cautious Collaborators: The Struggle for Anglo-American Cryptanalytic Co-operation 1940-43 », *Intelligence and National Security*, vol. 14, n° 1, p. 119-145, 1999.

Haslam, Jonathan, « Stalin's Fear of a Separate Peace, 1942 », *Intelligence and National Security*, vol. 8, n°4, 1993, p. 97-99.

Heideking, Jürgen, Mauch, Christof (dir.), *American Intelligence and the German Resistance to Hitler: A Documentary History*, Boulder, Westview Press, 1996.

Hodgson, Lynn-Philip, *Inside Camp X*, Port Perry, Blake, 1999.

Hyde, H. Montgomery, *Secret Intelligence Agent*, Londres, Constable, 1982.

Hyde, H. Montgomery, *Room 3603. The Incredible True Story of Secret Intelligence Operations During World War II [1962]*, New York, Lyons, 2001.

Irwin, Will, *The Jedburghs: The Secret History of the Allied Special Forces, France 1944*, New York, PublicAffairs ; Londres, 2005.

Jakub, Jay, *Spies and Saboteurs: Anglo-American Collaboration and Rivalry in Human Intelligence Collection and Special Operations, 1940-45*, Londres, Macmillan, 1999.

Jeffreys-Jones, Rhodri, « The End of an Exclusive Special Intelligence Relationship: British-American Intelligence Co-operation Before, During and After the 1960s », *Intelligence and National Security*, vol. 27, n° 5, p. 707-721, 2012.

Jeffreys-Jones, Rhodri, « The Role of British Intelligence in the Mythologies Underpinning the OSS and Early CIA », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n° 2, p. 5-19, 2000.

Jeffreys-Jones, Rhodri, Stafford, David, *American-British-Canadian Intelligence Relations, 1939-2000*, Londres, Frank Cass, 2000.

Jeffreys-Jones, Rhodri, Stafford, David, « Introduction », *Intelligence and National Security*, 2000, vol. 15, n° 2, p. 1-4.

Jenner, C. J., « Turning the Hinge of Fate: Good Source and the UK-U.S. Intelligence Alliance, 1940-1942 », *Diplomatic History*, vol. 32, n° 2, p. 165-205, 2008.

Kapera, Zdzisław J., *In the Shadow of Pont du Gard: The Polish Enigma in Vichy France (June 1940 to November 1942)*, Cracovie, The Enigma Press, 2011.

Kersaudy, François, *De Gaulle et Churchill*, Paris, Plon, 1982.

Kersaudy, François, *De Gaulle et Roosevelt : le duel au sommet*, Paris, Perrin, 2004.

Krieger, Wolfgang, « German–American Intelligence Relations, 1945–1956: New Evidence on the Origins of the BND », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 22, n° 1, p. 28-43, 2011.

Kruh, Louis, « British-American Cryptanalytic Cooperation and an Unprecedented Admission by Winston Churchill », *Cryptologia*, vol. 13, n° 2, p. 123-134, 1989.

Kruh, Louis, « Why Was Safford Pessimistic About Breaking the German Enigma Cipher Machine in 1942? », *Cryptologia*, vol. 14, n° 3, p. 253-257, 1990.

Lefebvre, Stéphane, « The Difficulties and Dilemmas of International Intelligence Cooperation », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, vol. 16, n° 4, p. 527-542, 2003.

Leutze, James R., *Bargaining for Supremacy: Anglo-American Naval Collaboration, 1937-1941*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1977.

Mackinnon, Colin, « William Friedman's Bletchley park Diary: A New Source for the History of Anglo-American Intelligence Cooperation », *Intelligence and National Security*, vol. 20, n° 4, p. 654-669, 2005.

Macpherson, Nelson, *American Intelligence in War-Time London: The Story of the OSS*, Londres, Frank Cass, 2003.

May, Ernest R. (éd.), *Knowing One's Enemies: Intelligence Assessment before the Two World Wars*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

McMahon, Paul, « Covert Operations and Official Collaboration: British Intelligence's Dual Approach to Ireland During World War II », *Intelligence and National Security*, vol. 18, n° 1, p. 41-64, 2003.

Murphy, Christopher J., *Security and Special Operations: SOE and MI5 During the Second World War*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006.

Naftali, Timothy J., « Intrepid's Last Deception: Documenting the Career of Sir William Stephenson », *Intelligence and National Security*, vol. 8, n° 3, p. 72-99, 1993.

National Security Agency, « BRUSA », https://www.nsa.gov/public_info/_files/ukusa/brusa_14mar44.pdf, consulté le 30 octobre 2014.

National Security Agency, « Declassified UKUSA Signals Intelligence Agreement Documents Available », https://www.nsa.gov/public_info/press_room/2010/ukusa.shtml, consulté le 6 novembre 2014.

National Security Agency, « UKUSA », https://www.nsa.gov/public_info/press_room /2010

/ukusa.shtml, consulté le 3 août 2014.

O'Halpin, Eunan (éd.), *M15 and Ireland, 1939-1945: The Official History*, Dublin, Irish Academic Press, 2003.

O'Halpin, Eunan, « Small States and Big Secrets: Understanding Sigint Cooperation between Unequal Powers during the Second World War », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 3, p. 1-16, 2002.

O'Sullivan, Dónal, *Dealing with the Devil: Anglo-Soviet Intelligence Cooperation During the Second World War*, New York, Peter Lang, 2010.

Parsons, Michael, « The Special Relationship 1945-1990: Myth or Reality? », *Études anglaises*, Tome 55, n° 4, p. 456-471, 2002.

Reynolds, David, « A "Special Relationship"? America, Britain and the International Order Since the Second World War », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, vol. 62, n° 1, p. 1-20, 1985.

Richardson, Stewart, *The Secret History of World War II: The Ultra-Secret Wartime Letters and Cables of Roosevelt, Stalin, and Churchill.*, New York, Richardson & Steirman, 1986.

Robertson, Kenneth G. (éd.), *British and American Approaches to Intelligence*, Basingstoke, Macmillan, 1987.

Roosevelt, Franklin D., Churchill, Winston, *Roosevelt and Churchill: Their Secret Wartime Correspondence*, Londres, Barrie and Jenkins, 1975.

Ruffner, Kevin C. (éd), Central Intelligence Agency: Center for the Study of Intelligence et Directorate of Operations, *Forging an Intelligence Partnership: CIA and the Origins of the BND, 1945-49: a Documentary History*, Washington, DC., CIA: Center for the Study of Intelligence et Directorate of Operations, 1999.

Sims, John C., « The Brusa Agreement of May 17, 1943 », *Cryptologia*, vol. 21, n° 1, p. 30-38, 1997.

Smith, Bradley F., *Sharing Secrets with Stalin: How the Allies Traded Intelligence, 1941-1945*, Lawrence, University Press of Kansas, 1996.

Smith, Bradley F., *The Ultra Magic Deals and the Most Special Relationship, 1940-1946* [1992], Presidio Press, Novato, 1994.

Soybel, Phyllis L., *A Necessary Relationship: The Development of Anglo-American Cooperation in Naval Intelligence*, Westport, Conn/ Londres, Praeger, 2005.

Stafford, David, *Camp X*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1986.

Stafford, David, « "Intrepid": Myth and Reality », *Journal of Contemporary History*, vol. 22, n° 2, p. 303-317, 1987.

Stafford, David, « Roosevelt, Churchill and Anglo-American Intelligence: The Strange Case

of Juan March », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n° 2, p. 36-48, 2000.

Stephenson, William, *British Security Coordination: The Secret History of British intelligence in the Americas, 1940-45*, Londres, St. Ermin's Press, 1998.

Stephenson, William, *Nom de code Intrepid*, trad. Jean Paré, Paris, Éditions l'Étincelle, 1979.

Strong, Sir Kenneth, *Intelligence at the Top. The Recollections of an Intelligence Officer*, Londres, Cassell, 1968.

Troy, Thomas F., *Wild Bill and Intrepid: Donovan, Stephenson, and the origin of the CIA*, New Haven/ Londres, Yale University Press, 1996.

Van Reijn, Joop, « Intelligence and Strategic Culture: Essays on American and British Praxis since the Second World War », *Intelligence and National Security*, 2011, vol. 26, n° 4, p. 441-444.

Walsh, James I., *The International Politics of Intelligence Sharing*, New York/ Chichester, Columbia University Press, 2010.

Warner, Geoffrey, « Anglo–American Relations and the Cold War in 1950 », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 22, n° 1, p. 44-60, 2011.

Wegener, Jens, *Die Organisation Gehlen und die USA: deutsch-amerikanische Geheimdienstbeziehungen, 1945 - 1949*, Berlin, Lit, 2008.

West, Nigel, « “Venona”: The British Dimension », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 1, p. 117-134, 2002.

Woods, Randall B., *A Changing of the Guard: Anglo-American Relations, 1941-1946*, Chapel Hill/ Londres, University of North Carolina Press, 1990.

La controverse sur Pearl Harbor

Bratzel, John F., Rout, Leslie B. Jr., « Pearl Harbor, Microdots, and J. Edgar Hoover », *The American Historical Review*, vol. 87, n° 5, p. 1342-1351, 1982.

Budiansky, Stephen, « Closing the Book on Pearl Harbor », *Cryptologia*, vol. 24, n° 2, p. 119-130, 2000.

Clausen, Henry C., *Pearl Harbor: Final Judgement*, New York, Crown, 1992.

Dillon, Katherine V., Goldstein, Donald M., (éd.), *The Pearl Harbour Papers: Inside the Japanese Plans*, Washington, Brassey's, 1993.

Fondation George C. Marshall, « 5-235 Memorandum for the President, September 22, 1945 », <http://marshallfoundation.org/library/digital-archive/memorandum-for-the-president-143/>, consulté le 15 juillet 2016.

Herde, Peter, *Pearl Harbor aus unbekannter revisionistischer Sicht. Neue Materialien über den nachrichtendienstlichen Hintergrund des japanischen Angriffs vom 7. Dezember 1941*, Munich ; Fribourg, Alber, 1984.

Herde, Peter, *Pearl Harbor 7 Dezember 1941: der Ausbruch des Kreges zwischen Japan und den Vereinigten Staaten und die Ausweitung des europäischen Krieges zum Zweiten Weltkrieg.*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1980.

Kaiser, David, « Conspiracy or Cock-up? Pearl Harbor Revisited », *Intelligence and National Security*, vol. 9, n° 2, p. 354-372, 1994.

Layton, Edwin T., « *And I Was There* »: *Pearl Harbor and Midway--Breaking the Secrets*, New York, Morrow, 1985.

Nave, Eric, Rusbridger, James, *Trahison à Pearl Harbor : comment Churchill entraîna Roosevelt dans la Seconde Guerre mondiale*, trad. Hubert Tézenas, Paris, Pygmalion, 1992.

Prange, Gordon W., *At Dawn We Slept: The Untold Story of Pearl Harbor*, New York, McGraw-Hill, 1981.

Sissons, D. C. S., « More on Pearl Harbor », *Intelligence and National Security*, vol. 9, n° 2, p. 373-379, 1994.

Tucker, Dundas P., « Rhapsody in Purple a New History of Pearl Harbor - I », *Cryptologia*, vol. 6, n° 3, p. 193-228, 1982

Tucker, Dundas P., « Rhapsody in Purple: A New History of Pearl Harbor Part Two of Two », *Cryptologia*, vol. 6, n° 4, p. 346-367, 1982.

United States, Department of Defense, *The « Magic » Background of Pearl Harbor*, Washington, Department of Defense, 1978.

United States Congress, *Report of proceedings, hearing[s] held before Joint Committee on the Investigation of the Pearl Harbor Attack, S. Con. Res. 27*, Washington, Ward & Paul, official reporters, 1945.

Wohlstetter, Roberta, « *Pearl Harbor* » *n'était pas possible*, trad. Michel Zéraffa, Paris, Stock, 1964.

De la guerre froide à nos jours

Aid, Matthew M., Wiebes, Cees, (dir.), *Secrets of Signals Intelligence During the Cold War and Beyond*, Londres, Frank Cass, 2001.

Aldrich, Richard J. (éd.), *British Intelligence, Strategy and the Cold War 1945-1951*, Londres/ New York, Routledge, 1992.

Aldrich, Richard J. (éd.), *Espionage, Security, and Intelligence in Britain, 1945-1970*, Manchester, Manchester University Press, 1998.

Aldrich, Richard J., *The Hidden Hand: Britain, America and Cold War Secret Intelligence*, Londres, John Murray, 2001.

Aldrich, Richard J., Hopkins, Michael F., (dir.), *Intelligence, Defence, and Diplomacy: British Policy in the Post-War World*, Londres, Frank Cass, 1994.

Andrew, Christopher, « Intelligence and International Relations in the Early Cold War », *Review of International Studies*, vol. 24, n° 3, p. 321-330, 1998.

Andrew, Christopher, Jeffreys-Jones, Rhodri (dir.), *Eternal Vigilance ? : 50 Years of the CIA*, Londres, Frank Cass, 1997.

Arboit, Gérard, *Le National Security Act*, <http://www.cf2r.org/fr/notes-historiques/le-national-security-act.php>, consulté le 4 avril 2014.

Bamford, James, *Body of Secrets: How America's NSA and Britain's GCHQ Eavesdrop on the World*, Londres, Century, 2001.

Bamford, James, *The Puzzle Palace: A Report on America's Most Secret Agency*, Boston, Houghton Mifflin, 1982.

Childs, David, Popplewell, Richard J., *The Stasi: The East German Intelligence and Security Service*, Basingstoke Londres, Macmillan, 1996.

CIA, « History of the CIA », <https://www.cia.gov/about-cia/history-of-the-cia>, consulté le 16 mai 2016.

Cline, Ray S., *Secrets, Spies and Scholars: Blueprint of the Essential CIA*, Washington, Acropolis, 1976.

Cline, Ray S., *The CIA under Reagan Bush and Casey: The Evolution of the Agency from Roosevelt to Reagan*, Washington, Acropolis, 1981.

Cradock, Sir Percy, *Know Your Enemy: How the Joint Intelligence Committee Saw the World*, Londres, JMurray, 2002.

Daninos, Franck, *CIA: une histoire politique 1947-2007*, Paris, Tallandier, 2007.

Darling, Arthur B., *The Central Intelligence Agency: An Instrument of Government, to 1950*, State College, Pennsylvania State University Press, 1990.

Delmas, Jean, Kessler, Jean (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Bruxelles/Paris, Complexe, 1999.

Durandin, Catherine, *La CIA en guerre*, Paris, Grancher, 2003.

Dylan, Huw, *The Joint Intelligence Bureau: Economic, Topographic, and Scientific Intelligence for Britain's Cold War, 1946-1964*, thèse de doctorat, Aberystwyth University, sous la direction de Len Scott et Paul Maddrell, 2010.

Dylan, Huw, « The Joint Intelligence Bureau: (Not So) Secret Intelligence for the Post-War

World », *Intelligence and National Security*, vol. 27, n° 1, p. 27-45, 2012.

Eichner, Klaus, *Headquarters Germany: die USA-Geheimdienste in Deutschland*, Berlin, Edition Ost, 1997.

Elie, Jerome, « Intelligence and the Cold War », *SAIS Review of International Affairs*, vol. 24, n° 1, p. 173-177, 2004.

Felfe, Heinz, *Im Dienst des Gegners: 10 Jahre Moskaus Mann im BND*, Hambourg, Rasch und Röhring, 1986.

Friis, Thomas W., Macrakis, Kristie, Müller-Enbergs, Helmut (dir.), *East German Foreign Intelligence: Myth, Reality and Controversy*, Milton Park, Abingdon New York, Routledge, 2010.

Gaddis, John L., « Intelligence, Espionage, and Cold War Origins », *Diplomatic History*, vol. 13, n° 2, p. 191-212, 1989.

Gazur, Edward P., *Secret Assignment: The FBI's KGB General*, Londres, St Ermin's, 2001.

Geraghty, Tony, *Beyond the Frontline: The Untold Exploits of Britain's Most Daring Cold War Spy Mission*, Londres, HarperCollins, 1996.

Gieseke, Jens, *Mielke-Konzern: die Geschichte der Stasi 1945-1990*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 2001.

Gill, Peter, « Reasserting Control: Recent Changes in the Oversight of the UK Intelligence Community », *Intelligence and National Security*, vol. 11, n° 2, p. 313-331, 1996.

Gustafson, Kristian, « Strategic Horizons: Futures Forecasting and the British Intelligence Community », *Intelligence and National Security*, vol. 25, n° 5, p. 589-610, 2010.

Hennessy, Peter, Brownfeld, Gail, « Britain's Cold War Security Purge: The Origins of Positive Vetting », *The Historical Journal*, vol. 25, n° 04, p. 965-974, 1982.

Hoyt, Stephen V., « Cold War Pioneers in Combined Intelligence and Analysis », *Intelligence and National Security*, vol. 23, n° 4, p. 463-487, 2008.

Immerman, Richard H., Theoharis, Athan G. (dir.), *The Central Intelligence Agency: Security under Scrutiny*, Westport, Conn/ Londres, Greenwood, 2006.

Jenssen, Lars C., Riste, Olav (dir.), *Intelligence in the Cold War: Organisation, Role, International Cooperation*, Oslo, Norwegian Institute for Defence Studies, 2001.

Johnson, Thomas R, *American Cryptology During the Cold War, 1945-1989*, Fort Meade, National Security Agency, Center for Cryptologic History, 1995.

Kirkpatrick, Lyman B., *The Real CIA*, New York, Macmillan/ Londres, Collier-Macmillan, 1968.

Krieger, Wolfgang, Weber, Jürgen, *Spionage für den Frieden?: Nachrichtendienste in*

Deutschland während des Kalten Krieges, Munich, Olzog, 1997.

Le Voguer, Gildas, *Le Renseignement américain, entre secret et transparence 1947-2013*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

Macpherson, Nelson, « CIA Origins as Viewed from Within », *Intelligence and National Security*, vol. 10, n° 2, p. 353-359, 1995.

Maddrell, Paul, *Spying on Science: Western Intelligence in Divided Germany, 1945-1961*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

McKnight, David, *Espionage and the Roots of the Cold War: The Conspiratorial Heritage*, Londres, Frank Cass, 2002.

Meier, Richard, *Geheimdienst ohne Maske*, Bergisch Gladbach, Lübbe, 1992.

Melton, H. Keith, Wallace, Robert, *Spycraft: The Secret History of the CIA's Spytechs from Communism to Al-Qaeda*, New York/ Londres, Dutton, 2008.

Montague, Ludwell L., *General Walter Bedell Smith as Director of Central Intelligence: October 1950-February 1953*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1992.

Mueller, Michael, Müller, Peter F., *Gegen Freund und Feind: der BND, geheime Politik und schmutzige Geschäfte*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 2002.

Parrish, Michael E., « Soviet Espionage and the Cold War », *Diplomatic History*, vol. 25, n° 1, p. 105-120, 2001.

Ramos, Raphaël, *De l'OSS à la CIA : la centralisation du renseignement américain au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à travers l'expérience du Central intelligence group*, Montpellier, Université Paul-Valéry-Montpellier III, UMR 5609 CNRS États, sociétés, idéologies, défense (ESID), 2006.

Rancourt, Denis, *C.I.A.. Les services secrets américains*, Montréal, Stanké, 1978.

Ransom, Harry H., *Central Intelligence and National Security*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1958.

Reese, Mary E., *General Reinhard Gehlen: The CIA Connection*, Fairfax, George Mason University Press, 1990.

Richelson, Jeffrey T., *The U.S. Intelligence Community*, Cambridge, Mass, Ballinger PubCo, 1985.

Rudgers, David F., *Creating the Secret State: The Origins of the Central Intelligence Agency, 1943-1947*, Lawrence, University Press of Kansas, 2000.

Shipley, Peter, *Hostile Action: The KGB and Secret Soviet Operations in Britain.*, Londres, Pinter Publications, 1989.

Smith, Michael, *New Cloak, Old Dagger: How Britain's Spies Came in from the Cold*,

Londres, Gollancz, 1996.

Steury, Donald P. (éd.), *On the Front Lines of the Cold War: Documents on the Intelligence War in Berlin, 1946 to 1961*, Washington, CIA History Staff, Center for the Study of Intelligence, 1999.

Stuart, Douglas T., *Creating the National Security State: A History of the Law that Transformed America*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

Valero, Larry A, « The American Joint Intelligence Committee and Estimates of the Soviet Union, 1945-1947 », <https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/csi-studies/studies/summer00/art06.html>, 2007, consulté le 28 mai 2016.

Warner, Michael (éd.), *The CIA under Harry Truman*, Washington, Central Intelligence Agency, 1994.

Westerfield, H Bradford (éd.), *Inside CIA's Private World: Declassified Articles from the Agency's Internal Journal, 1955-1992*, New Haven/ Londres, Yale University Press, 1995.

West, Nigel, *A Matter of Trust: MI5 1945-72*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1982.

West, Nigel, *Historical Dictionary of Cold War Counterintelligence*, Lanham, Md, Scarecrow Press, 2007.

West, Nigel, *The Friends: Britain's Post-War Secret Intelligence Operations*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1988.

Réflexions générales sur le renseignement

Andrew, Christopher, « Whitehall, Washington and the Intelligence Services », *International Affairs*, vol. 53, n° 3, p. 390-404, 1977.

Andrew, Christopher, Dilks, David (dir.), *The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century*, Londres, Macmillan, 1984.

Arboit, Gérard, *Au cœur des services secrets: idées reçues sur le renseignement*, Paris, le Cavalier bleu éd, 2012.

Baud, Jacques, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Paris, Lavauzelle, 1997.

Brunet, Jean-Paul, *Dictionnaire du renseignement et de l'espionnage : français-anglais*, Paris, La Maison du dictionnaire, 2000.

Davies, Philip H. J., *Intelligence and Government in Britain and the United States: A Comparative Perspective*, Santa Barbara, Calif, Praeger, 2012.

Dearth, Douglas H., Goodden, Royal T., *Strategic Intelligence: Theory and Application*, 2nd ed., Carlisle Barracks, PA/ Washington, D.C, United States Army War College, Center for

Strategic Leadership ; Defense Intelligence Agency, Joint Military Intelligence Training Center, 1995.

Dewerpe, Alain, *Espion: une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, 1994.

Dulles, Allen W., *La Technique du renseignement*, trad. Roland Garrane, Paris, Laffont, 1964.

Forcade, Olivier, Frémeaux, Jacques, Soutou, Georges-Henri (dir.), *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, actes du colloque international tenu aux Ecoles de Saint Cyr Coëtquidan, organisé par le Centre de recherche de Saint Cyr Coëtquidan, le centre d'histoire des relations internationales et de l'Europe au XXe siècle, le centre de l'Islam contemporain les 3 et 4 juin 1998, Paris, Economica, 2000.

Forcade, Olivier, Laurent, Sébastien, *Secrets d'État: pouvoirs et renseignement dans le monde contemporain*, Paris, A. Colin, 2005.

Gill, Peter, Marrin, Stephen, Phythian, Mark (dir.), *Intelligence Theory: Key Questions and Debates*, Londres, Routledge, 2009.

Handel, Michael I. (éd.), *Leaders and Intelligence*, Londres, Frank Cass, 1989.

Herman, Michael, *Intelligence Power in Peace and War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

Hilsman, Roger, *Strategic Intelligence and National Decisions*, Glencoe, Ill, Free Press, 1956.

Hindley, Meredith, « Teaching Intelligence Project », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n° 1, p. 191-218, 2000.

Høffding, Simon, Vrist Rønn, Kira, « The Epistemic Status of Intelligence: An Epistemological Contribution to the Understanding of Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 28, n° 5, p. 694-716, 2013.

Johnson, Loch K. (éd.), *Handbook of Intelligence Studies*, Londres, Routledge, 2007.

Jones, Reginald V., *Reflections on Intelligence*, Londres, Heinemann, 1989.

Kent, Sherman, *Strategic Intelligence for American World Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1949.

Kovacs, Amos, « Using Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 12, n° 4, p. 145-164, 1997.

Krieger, Wolfgang (éd.), *Geheimdienste in der Weltgeschichte: Spionage und verdeckte Aktionen von der Antike bis zur Gegenwart*, Munich, C.H. Beck, 2003.

Krieger, Wolfgang, *Services secrets : une histoire, des pharaons à la CIA*, trad. Tilman Chazal et Prune Le Bourdon, Paris, CNRS éd, 2010.

Lowenthal, Mark M., *Intelligence: From Secrets to Policy*, Washington, Congressional Quarterly Press, 2002, p. 8

Macrakis, Kristie, *Prisoners, Lovers and Spies: The Story of Invisible Ink from Herodotus to al-Qaeda*, New Haven, Yale University Press, 2014.

Omand, David, *Securing the State*, Londres, Hurst, 2010.

Ransom, Harry H., *The Intelligence Establishment*, Cambridge Mass/ Londres, Harvard University Press, 1970.

Rathmell, Andrew, « Towards Postmodern Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 3, p. 87-104, 2002.

Sandow-Quirk, Mary, « A Failure of Intelligence », *Prometheus*, vol. 20, n° 2, p. 131-142, 2002.

Svendsen, Adam D.M., « Connecting Intelligence and Theory: Intelligence Liaison and International Relations », *Intelligence and National Security*, vol. 24, n° 5, p. 700-729, 2009.

Wark, Wesley K., « Introduction: "Learning to Live with Intelligence" », *Intelligence and National Security*, vol. 18, n° 4, p. 1-14, 2003.

Warner, Michael, « Wanted: A Definition of Intelligence », *Studies in Intelligence*, p. 1-22, 2007.

Ouvrages historiographiques sur le renseignement

Aid, Matthew M., « Declassification in Reverse: The Pentagon and the U.S. Intelligence Community's Secret Historical Document Reclassification Program », <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB179/>, 2006, consulté le 25 novembre 2012.

Aldrich, Richard J., « "Grow Your Own": Cold War Intelligence and History Supermarkets », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 1, p. 135-152, 2002.

Aldrich, Richard J., « Never-Never Land and Wonderland? British and American Policy on Intelligence Archives », *Contemporary Record*, vol. 8, n° 1, p. 133-152, 1994.

Aldrich, Richard J., « Policing the Past: Official History, Secrecy and British Intelligence since 1945 », *The English Historical Review*, vol. 119, n° 483, p. 922-953, 2004.

Aldrich, Richard J., « The Waldegrave Initiative and Secret Service Archives: New Materials and New Policies », *Intelligence and National Security*, vol. 10, n° 1, p. 192-197, 1995.

Aldrich, Richard J. Andrew, Christopher, Wark, Wesley K., *Secret Intelligence: A Reader*, Londres, Routledge, 2009.

Andrew, Christopher, « Codebreaking and Signals Intelligence », *Intelligence and National*

Security, vol. 1, n° 1, p. 1-5, 1986.

Andrews, Patricia M., « Changing Attitudes in Government to Record Closures », *Journal of the Society of Archivists*, vol. 19, n° 1, p. 17-24, 1998.

Arboit, Gérard, *Histoire du renseignement: l'accès aux sources*, <http://www.cf2r.org/fr/notes-historiques/histoire-du-renseignement-acces-aux-sources.php>, consulté le 4 avril 2014.

Bennett, Gill, « Declassification and Release Policies of the UK's Intelligence Agencies », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 1, p. 21-32, 2002.

Bennett, Ralph, « World War II Intelligence: The Last 10 Years' Work Reviewed », *Defense Analysis*, vol. 3, n° 2, p. 103-117, 1987.

Blackstock, Paul W., Schaf, Frank L., *Intelligence, Espionage, Counterespionage, and Covert Operations: A Guide to Information Sources*, Détroit, Gale Research, 1978.

Breakspear, Alan, « A New Definition of Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 28, n° 5, p. 678-693, 2013.

Budiansky, Stephen, « What's the Use of Cryptologic History? », *Intelligence and National Security*, vol. 25, n° 6, p. 767-777, 2010.

Calder, James D. (éd.), *Intelligence, Espionage and Related Topics: An Annotated Bibliography of Serial Journal and Magazine Scholarship, 1844-1998*, Westport/ Londres, Greenwood Press, 1999.

Cohen, Edmund, « The CIA and the Declassification of History », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 12, n° 3, p. 338-345, 1999.

Constantinides, George C., *Intelligence and Espionage: An Analytical Bibliography*, Boulder, Colo, Westview Press, 1983.

Deutsch, Harold C., « The Historical Impact of Revealing the Ultra Secret », *Parameters*, vol. 7, n° 3, p. 16-32, 1977.

DeVore, Ronald M., *Spies and All that... Intelligence Agencies and Operations: A Bibliography*, Los Angeles, Center for the Study of Armament and Disarmament California State University, 1977.

Drea, Edward J., « Ultra and the American War Against Japan: A Note on Sources », *Intelligence and National Security*, vol. 3, n° 1, p. 195-204, 1988.

Dylan, Huw, Alexander, Martin S., « Intelligence and National Security: A Century of British Intelligence », *Intelligence and National Security*, vol. 27, n° 1, p. 1-4, 2012.

Eckert, Astrid M., *Kampf um die Akten : die Westalliierten und die Rückgabe von deutschem Archivgut nach dem Zweiten Weltkrieg*, Stuttgart, Steiner, 2004.

Ferris, John, « Coming in from the Cold War: The Historiography of American Intelligence, 1945-1990 », *Diplomatic History*, vol. 19, n° 1, p. 87-115, 1995.

Galland, Joseph S., *An Historical and Analytical Bibliography of the Literature of Cryptology*, Evanston, Northwestern University, 1945.

Garthoff, Raymond L., « Foreign Intelligence and the Historiography of the Cold War », *Journal of Cold War Studies*, vol. 6, n° 2, p. 21-56, 2004.

Georgetown University, Library, *Scholar's Guide to Intelligence Literature: Bibliography of the Russell J. Bowen Collection in the Joseph Mark Lauinger Memorial Library, Georgetown University*, Cline, Marjorie W., Christiansen, Carla E., Fontaine., Judith M. (coord.), Frederick, University Publications of America, 1983.

Gunzenhäuser, Max, *Geschichte des geheimen Nachrichtendienstes, Spionage, Sabotage und Abwehr, Literaturbericht und Bibliographie*, Francfort-sur-le-Main, Bernard und Graefe, 1968.

Hoare, Oliver, « Introduction », *Intelligence and National Security*, vol. 17, n° 1, p. 1-5, 2002.

Hughes, R. Gerald, Jackson, Peter, Scott, Leonard V., *Exploring Intelligence Archives: Enquiries into the Secret State*, Londres, Routledge, 2006.

Jackson, Peter, Scott, Len, « The Study of Intelligence in Theory and Practice », *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 2, p. 139-169, 2004.

Kahn, David, « Intelligence Studies on the Continent », *Intelligence and National Security*, vol. 23, n°2, p. 249-275, 2008.

Kahn, David, « The International Conference on Ultra », *Military Affairs*, vol. 43, n°2, p. 97-98, 1979.

Kahn, David, « World War II History: The Biggest Hole », *Military Affairs*, vol. 39, n° 2, p. 74-76, 1975.

Krieger, Wolfgang, « German Intelligence History: A Field in Search of Scholars », *Intelligence and National Security*, vol. 19, n° 2, p. 185-198, 2004.

Laurent, Sébastien (éd.), *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Le travail de l'historien et de l'archiviste sur les archives sensibles*, Paris, Éditions du CNRS, 2003.

Loewenthal, Jean-François, « Le renseignement via les “ sources ouvertes ” (OSINT) : une nouvelle discipline ? », <http://www.cf2r.org/fr/cyber-reus/le-renseignement-via-les-sources-ouvertes-osint-une-nouvelle-discip.php>, 2008, consulté le 10 mars 2015.

Ministère de la Défense : Centre d'études d'histoire de la défense, « *Il n'est point de secrets que le temps ne révèle* » : études sur l'histoire du renseignement, Panazol, Lavauzelle, 1998.

National Archives, États-Unis, « Collection of Foreign Records Seized (RG 242) », <http://www.archives.gov/research/holocaust/finding-aid/military/rg-242.html>, consulté le 4 août 2015.

Parlement britannique, Comptes-rendus des débats parlementaires, [http://www. publications. parliament.uk/pa/cm199798/cmhansrd/vo980212/text/80212w10.htm#80212w10.html_spnew8](http://www.publications.parliament.uk/pa/cm199798/cmhansrd/vo980212/text/80212w10.htm#80212w10.html_spnew8), consulté le 11 juin 2013.

Peake, Hayden B., *The Reader's Guide to Intelligence Periodicals*, Washington, NIBC Press, 1992.

Pincher, Chapman, *A Web of Deception: The Spycatcher Affair*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1987.

Public Record Office, *Top Secret: An Interim Guide to Recent Releases of Intelligence Records at the Public Record Office*, Atherton, Louise (coord.), Londres, Public Records Office, 1993.

Reynolds, David, « The Ultra Secret and Churchill's War Memoirs », *Intelligence and National Security*, vol. 20, n° 2, p. 209-224, 2005.

Robertson, Kenneth G., *Public Secrets: A Study in the Development of Government Secrecy*, Londres, Macmillan, 1982.

Scott, Len, « Sources and Methods in the Study of Intelligence: A British View », *Intelligence and National Security*, vol. 22, n° 2, p. 185-205, 2007.

Sexton, Donal J., *Signals Intelligence in World War II: A Research Guide*, Westport, Conn, Greenwood Press, 1996.

Shulsky, Abram N., *Silent Warfare: Understanding the World of Intelligence*, Washington, Brassey's, 1991.

Smith, Myron J., *The Secret Wars: A Guide to Sources in English*, Santa Barbara, Calif/ Oxford, ABC-Clio, 1980.

Stafford, David, « "Ultra" and the British Official Histories: A Documentary Note », *Military Affairs*, vol. 42, n° 1, p. 29-31, 1978.

Thurlow, Richard C., « The Charm Offensive: The "Coming Out" of MI5 », *Intelligence and National Security*, vol. 15, n° 1, p. 183-190, 2000.

Troy, Thomas F., « The "Correct" Definition of Intelligence », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, vol. 5, n° 4, p. 433-454, 1991.

Vincent, David, *The Culture of Secrecy: Britain, 1832-1998*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

Wark, Wesley K., « In Never-Never Land? The British Archives on Intelligence », *The Historical Journal*, vol. 35, n° 01, p. 195-203, 1992.

Warner, Michael, « Documenting the History of Intelligence History », *Intelligence and National Security*, vol. 24, n° 3, p. 458-463, 2009.

Watt, D. Cameron, « Intelligence and the Historian: A Comment on John Gaddis's

“Intelligence, Espionage, and Cold War Origins” », *Diplomatic History*, vol. 14, n° 2, p. 199-204, 1990.

Watt, D. Cameron, « Intelligence Studies: The Emergence of the British school », *Intelligence and National Security*, vol. 3, n° 2, p. 338-341, 1988.

Wolfe, Robert (éd.), *Captured German and Related Records: A National Archives Conference*, Athens, Ohio University Press, 1974.

Histoire de la Seconde Guerre mondiale et du XX^{ème} siècle

BBC, « HMS Royal Oak Torpedoed », <http://www.bbc.co.uk/history/ww2peopleswar/timeline/factfiles/nonflash/a1144900.shtml>, consulté le 9 décembre 2014.

Black, Jeremy, *The Politics of World War Two*, Londres, Social Affairs Unit, 2009.

Boveri, Margret, *Der Verrat im 20 Jahrhundert*, Hambourg, Rowohlt, 1956.

Callahan, Raymond, *The Worst Disaster: The Fall of Singapore*, Newark, University of Delaware Press, 1977.

Delmas, Général Jean, *La Seconde Guerre mondiale. Déroulement et enjeux*, Paris, Hachette Livre, 2008.

DuBois, Daniel M., Zeiler, Thomas W., (dir.), *A Companion to World War II*, Hoboken, Wiley-Blackwell, 2013.

Farrell, Brian P., *The Defence and Fall of Singapore 1940-42*, Stroud, Tempus, 2005.

Fleming, Peter, *Invasion 1940, an Account of the German Preparations and the British Counter-Measures*, Londres, R. Hart-Davis, 1957.

Hayward, James, *Myths & Legends of the First World War*, Stroud, Sutton, 2002.

Kaspi, André, Piétri, Nicole, Schor, Ralph, *Chronologie commentée de la Deuxième Guerre mondiale* [1990], Paris, Perrin, 2010.

Lord, Walter, *Midway, l'incroyable victoire, 4 juin 1942*, trad. Michel Carrière, Paris, Laffont, 1969.

Louis, William Roger (dir.), *Adventures with Britannia*, Oxford, 1994

Mahl, Thomas E., *Desperate Deception: British Covert Operations in the United States, 1939-44*, Washington, Brassey's, 1998.

Marshall, George Catlett, Henry Harley Arnold, & Ernest Joseph King, *The War Reports of George C. Marshall*, Philadelphie/ New York, J. B. Lippincott, 1947.

Robertson, Charles L., *When Roosevelt Planned to Govern France*, Amherst, University of

Massachusetts Press, 2011.

Root, Waverley L., *The Secret History of the War*, New York, C. Schribner's Sons, 1945.

Woodward, Sir E. Llewellyn, *British Foreign Policy in the Second World War. History of the Second World War*, Londres, H. M. Stationery Office, 1962.

Fiction

Greene, Graham, *Our Man in Havana, an Entertainment*, Londres, Heinemann, 1958.

Kipling, Rudyard, *Kim*, Londres, Macmillan, 1901.

Kipling, Rudyard, *Traffics and Discoveries*, Londres, Macmillan, 1904.

Mackenzie, Compton, *Le Secret de Pomona Lodge*, trad. S. Ch. de Léo, Paris, Tallandier, 1951.

Index

Abwehr, 9, 11, 14, 31, 53, 74, 89, 91, 94, 95, 96, 99,
 100, 101, 106, 131, 153, 165, 168, 169, 170,
 173, 175, 176, 177, 178, 179, 262, 267, 273,
 274, 275, 277, 278, 279, 280, 283, 327, 344, 346
 Akin, Spencer B., 197
 ANCIB (*Army Navy Communications Intelligence
 Board*), 9, 296, 332, 333, 353
 ANCICC (*Army-Navy Communications Intelligence
 Coordinating Committee*), 9, 296
 Andrew, Christopher, 19, 20, 29, 52, 53, 63, 64, 68,
 69, 72, 74, 129, 144, 145, 155, 162, 163, 181,
 255, 257, 258, 259, 261, 262, 263, 264, 351
Anthropoid, 178
 Arlington Hall, 9, 319, 337
 ARTIST, 262, 278, 279, 280
 B1a, 9, 133
 BALLOON, 136
 Baraquement 3 (*Hut 3*), 9, 157, 205, 237, 246
 Baraquement 4 (*Hut 4*), 9, 248
 Baraquement 6 (*Hut 6*), 9, 152, 205, 325
 Baraquement 8 (*Hut 8*), 9, 147
 Barbarossa, 19, 37, 125, 230, 232, 233, 234, 240,
 266
 Batey, Mavis, 75, 130, 148, 150, 176
 BCRA (, 10
*B-Dienst (Beobachtungs-Dienst, Service
 d'observation)*, 9, 97, 179, 269, 270, 281
 Bell (*Laboratoires*), 298, 301, 305
 Bertrand, Gustave, 28, 62, 218, 220, 221, 222, 223,
 224, 225, 227, 248
 Best, Sigismund Payne, 26, 67, 71, 74, 76, 77, 96
 Bevan, John H., 260
 Birch, Frank, 45, 61, 146, 155, 234, 236, 249, 250,
 252, 253, 254, 255, 349
 Bissell, Clayton, 14, 315, 321, 322, 325, 332
 BRONX, 263

Brown, Anthony Cave, 77, 160, 176, 222, 345
 BRUSA, 10, 25, 292, 304, 305, 309, 310, 316, 319,
 323, 326
 BRUTUS (Roman Czerniawski), 255, 277, 278, 279
 Bureau 40 (*Room 40*), 10, 44
 Bureau du Chiffre (*Cipher Bureau*), 10, 110, 112,
 113, 114, 115, 116, 117, 118, 195
 Burgess, Guy, 69, 162, 264, 352
 Cadix, 221, 225
 Cadogan, Alexander, 19, 73, 76, 200
 Cairncross, John, 237, 247
 Canaris, Wilhelm, 9, 14, 27, 31, 91, 94, 95, 96, 165,
 174, 176, 178, 179, 275, 278, 279, 280, 283, 346
 Castle, William R., 114
 Catapult (*Opération*), 222
 CCM, 10, 356
 CELERY, 177
 Chamberlain, Neville, 19, 64, 66, 72, 76, 126
 CHARLIE, 80, 85, 86, 87, 130, 133
Chiffrierabteilung, 96
 Churchill, Winston, 44, 55, 76, 126, 129, 150, 155,
 157, 161, 173, 181, 183, 199, 202, 203, 205,
 209, 213, 226, 231, 235, 236, 245, 256, 258,
 259, 262, 302, 303, 304, 336
 CIA, 26, 35, 107, 184, 188, 353
 Cicéron, 283
 Ciężki, Maksymilian, 226
 Clarke, Carter W, 14, 15, 203, 305, 306, 307, 308,
 313, 315, 323
 Cohen, Kenneth, 35, 227
 COI (*Coordinator of Information, Coordinateur de
 l'information*), 10, 14, 184, 186, 187, 188, 189,
 193, 345
 Comité des chefs d'état-major interarmées (JCS,
Joint Chiefs of Staff), 11, 185, 334

Comité mixte du renseignement (JIC, *Joint Intelligence Committee*), 11, 192

Comité vingt (*Twenty Committee*), 10, 80, 133, 135, 140, 141, 143, 259, 260, 262

Commission du renseignement technique de Londres (*London Signals Intelligence Board/ London Sigint Board*, LSIB), 10, 249, 252, 320, 356

Conseil suprême interallié (CCS, Combined Chiefs of Staff), 10, 321

Corderman, W. Preston, 14, 202, 203, 303, 305, 306, 318, 337

Corral, 294

Coventry (bombardement de), 160, 161, 345

Cowgill, Felix, 134, 140

Cream, 11, 355

Cumming, Mansfield, 43, 68, 129

Currier, Prescott, 202, 204, 205, 206, 207

Curry, John, 19, 46, 55, 56, 58, 64, 105, 127, 128, 129, 130, 166, 167, 168, 169, 171, 173

Dakar, 222, 227

Dansey, Claude,, 12, 55, 67, 71, 74, 75, 250

Deman, Ralph H. Van, 110

Denniston, Alexander Guthrie, 15, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 61, 62, 152, 205, 206, 207, 209, 220, 223, 323

Dewavrin, André,, 217, 226, 227, 228

Dexter, 294, 316

Dill, John, 15, 299, 300, 301, 302, 306, 307

Donovan, William J., 10, 12, 14, 184, 186, 190, 209, 292, 334

Double Cross, 11, 78, 131, 133, 174, 177, 180, 255, 256, 258, 259, 262, 279, 344, 347, 351

Dunderdale, Wilfred, 60, 220, 222, 223, 227

ECM, 11, 314

Enigma, 9, 11, 20, 22, 28, 60, 62, 93, 105, 145, 146, 152, 153, 158, 162, 176, 197, 203, 204, 205, 206, 207, 209, 211, 214, 215, 219, 221, 224, 225, 236, 237, 255, 270, 271, 301, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 314

Fabyan, George, 110

Farago, Ladislav, 26, 89, 170

FBI (*Federal Bureau of Investigation*), 11, 26, 30, 112, 118, 119, 140, 174, 185, 186, 212, 284, 333, 342

FHO (*Fremde Heere Ost*), 11, 14, 180, 331, 352

Fisher, David, 55, 236

Fortitude, 11, 78, 257, 262, 264, 266, 280, 346

Friedman, William F., 15, 110, 111, 115, 116, 117, 118, 183, 197, 202, 299, 300, 301, 302, 305, 309, 353

Frutos, Juan, 284

G-2, 11, 199, 213

GARBO, 257, 258, 261, 262, 278

GC&CS (*Government Code and Cypher School*, École gouvernementale du code et du chiffre), 10, 11, 15, 34, 45, 46, 47, 48, 50, 51, 61, 68, 130, 137, 147, 152, 155, 179, 199, 204, 205, 206, 210, 213, 215, 218, 219, 220, 228, 234, 236, 245, 247, 249, 250, 252, 253, 254, 255, 292, 295, 298, 299, 300, 301, 304, 305, 306, 308, 309, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 319, 320, 323, 324, 325, 349, 351

GCHQ (*Government Communications Headquarters*, Siège gouvernemental des communications), 11, 351, 353

Gehlen, Reinhard, 11, 14, 31, 38, 180, 331, 352

Gempp, Friedrich, 94

Gestapo (Geheime Staatspolizei), 11, 73, 77, 98, 100, 153, 166, 168, 224, 262, 272, 275, 279

GIRAFFE, 138

Gisevius, Hans Bernd, 283

Gleiwitz, 92, 96

Godfrey, John H., 201, 207, 233, 348

Grey, Nigel de, 45, 60, 145, 153, 159, 160, 218,
 246, 251
 Griebel, Ignatz T., 98, 100
 GW, 80
 Halifax, 72, 76
 Hankey, Maurice, 55, 58, 68, 72, 127, 128, 129, 130
 Harris, Tomás, 189, 258, 260, 262, 278
 Hastings, Edward, 15, 209, 249, 299, 300, 306, 307,
 315
 Heydrich, Reinhard, 14, 27, 95, 96, 98, 178, 280
 Himmler, Heinrich, 71, 77, 95, 96, 274
 Hinchley-Cooke, William Edward, 51, 52, 54, 57,
 102, 103, 104, 105
 Hinsley, F. Harry, 22, 29, 43, 51, 63, 89, 94, 95, 106,
 145, 159, 231, 232, 236, 314
 Hitler, Adolf, 19, 41, 69, 75, 76, 77, 89, 90, 91, 93,
 94, 95, 97, 98, 99, 100, 101, 106, 168, 176, 178,
 230, 266, 268, 280, 283, 330, 344, 346
 Holden (accord Holden, aussi appelé accord
 Wenger-Travis), 11, 213, 214, 215, 292, 304,
 306, 314
 Hooper, William John, 181
 Hoover, Edgar, 11, 112, 113, 119, 140, 141
 Howard, Michael, 32, 33, 151
 ISK (*Illicit Service Knox*), 11, 251
 ISOS (*Illicit Service Oliver Strachey*), 11, 164, 176,
 245, 251, 256, 279
 Ivory, 355
 Jeffery, Keith, 29, 44, 55, 56, 60, 63, 72, 74, 75, 76,
 77, 80, 164, 223, 230, 233, 238, 272, 338, 339
 Jones, Reginald, 161
 Kahn, David, 89, 91, 93, 94, 95, 97, 98, 99, 100,
 101, 106, 111, 115, 116, 118, 120, 168, 183,
 239, 268, 297
 Kammler (pseudonyme), 279
 Kell, Vernon, 15, 43, 129
 Kelly, Joseph, 57, 58

King, Ernest, 185, 193, 229, 293, 295, 296, 325,
 333, 334
 Klop, Dirk, 72
 Knight, Maxwell, 331, 351, 352
 Knox, Dilly, 11, 45, 61, 62, 75, 152, 176
 Knox, Frank, 302
 Kolbe, Fritz (, 283
 Korda, Alexander, 55
 Korn, 161
 Koutrik, Folkert van, 75, 181, 346
Kriegsmarine, 11
 Krivitsky, Walter, 163
 Kruh, Louis, 108, 110, 113, 114, 115, 120
 Kullback, Solomon, 111
 Mac Farlane, Nelson, 233, 234
 MacComarck, Alfred, 15
 Maclean, Donald, 69, 264, 352
Magic, 12, 109, 118, 183, 190, 191, 199, 202, 203,
 204, 229, 301, 302
 Marriott, John H., 84, 135, 144, 145
 Marshall, George C., 15, 107, 185, 190, 198, 212,
 213, 295, 296, 299, 300, 301, 302, 306, 308,
 312, 315, 320, 321, 333
 Masque jetable (*one-time pad*), 253, 289, 303
 Masterman, John C., 15, 32, 80, 85, 89, 133, 139,
 140, 141, 180, 256, 257, 261, 262, 263, 276,
 278, 279, 347
 Mauborgne, J. O., 15, 199
 Menace (Opération), 222
 Menzies, Stewart, 15, 60, 62, 63, 68, 72, 73, 75,
 157, 199, 201, 205, 212, 233, 235, 251
 Mers el-Kébir, 222
 METEOR, 276
 Metox, 271
 MI 1 b, 12, 44
 MI5, 9, 12, 13, 15, 19, 25, 29, 32, 33, 34, 43, 46, 48,
 49, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 63, 64, 68, 69,

71, 72, 74, 77, 78, 79, 81, 85, 87, 88, 94, 102, 118, 126, 127, 128, 129, 130, 132, 144, 148, 149, 162, 169, 175, 177, 181, 247, 251, 256, 257, 263, 275, 331, 338, 352

MI6 voir, 12, 13, 25, 33, 34, 54, 55, 67, 74, 79, 80, 88, 132, 140, 156, 187, 250, 251

MI-8, 10, 12, 110, 120

Miles, Sherman, 198, 199

Mure, David, 177

Naujocks, Alfred, 96

NETTLE, 278

Nicolai, Walter, 94, 99

NKVD, 12, 69, 164

NSA, 107, 113, 196, 319, 343

OKW (*Oberkommando de la Wehrmacht*, l'état-major de la *Wehrmacht*), 9, 12, 27, 95, 96

OP-20-G, 12, 15, 111, 120, 204, 314, 319, 323, 324, 325, 331

Organisation Z/ Réseau Z, 12, 55, 67

OSS (*Office of Strategic Services*, Bureau des services stratégiques), 10, 12, 26, 30, 35, 183, 184, 186, 188, 189, 190, 191, 193, 282, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 297, 333, 334, 338, 353

OVERLORD, 12, 259, 264, 266

Owens, Arthur, 51, 54, 81

Paillolle, Paul, 60

Palluth, Antoni, 225

PC Bruno, 219

Pearl, 142, 183, 187, 192, 248, 249, 296, 316, 317, 324

Pearl Harbor, 20, 26, 30, 35, 37, 125, 140, 142, 182, 183, 185, 187, 190, 191, 192, 193, 195, 204, 210, 215, 266, 282, 296, 297, 345, 353

Pers Z, 12, 97

Petrie, David, 15, 129, 251, 263

Philby, (Harold A.E.), 15, 29, 69, 163, 164, 237, 263, 264, 338, 352

Pidgeon, Geoffrey, 92, 147, 153, 157, 220

Pinup, 337

Projet 68003, 301

Projet X 1-61753, 302, 303

Rabid, 294

RAINBOW, 138

RATTAN, 334

Read, Anthony, 55, 107, 236

Reile, Oscar, 277, 279

Ritter, Nikolaus, 84, 100, 101, 177

Rivet, Louis, 60, 217, 220, 225

Robertson, Thomas Argyll, 81, 82, 135, 138, 222, 259, 260

Roosevelt, Franklin Delano, 109, 111, 118, 120, 181, 182, 183, 184, 185, 212, 222, 296, 302, 303, 333

Rosen, Leo, 206, 207

Rotschild, Victor, 162

Rowlett, Frank, 111, 313, 314, 315

RSHA (*Reichssicherheitshauptamt*, Service central de sécurité du Reich), 12, 14, 27, 31, 72, 93, 98, 165, 267, 274, 277, 280, 281, 346

RTU-11, 187, 188

Rumrich, Guenther Gustav, 98, 100

Safford, Laurance F., 15, 197, 202, 203, 206, 207

Schellenberg, Walter, 14, 31, 72, 93, 277, 280

Sebold, William G., 100, 172, 174

Secret Service Bureau, 12

Service de recherche (*Forschungsamt*), 13, 97, 189

Sicherheitsdienst (SD), 11, 13, 14, 90, 95, 96, 165, 168, 178, 272, 274

Sinclair, Hugh, 16, 55, 56, 63, 67, 68, 69, 75

Sinkov, Abraham, 15

SIS (agence américaine)/SSA/SSB/ASA, 13, 15, 67, 68, 69, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 110, 111, 115, 118,

120, 128, 129, 132, 155, 156, 163, 170, 183,
197, 202, 209

SIS (agence britannique) (*Secret Intelligence Service*), 10, 12, 13, 15, 16, 25, 32, 34, 43, 55,
56, 60, 62, 63, 67, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76,
77, 111, 118, 120, 128, 129, 132, 155, 156, 157,
163, 164, 170, 172, 185, 199, 205, 220, 225,
226, 227, 245, 282, 291, 338, 344

SKOOT, 134, 135, 136, 137, 138, 284

SLU (*Special Liaison Unit*), 12, 13, 249, 252, 315

Smith, Bradley F., 202, 204, 231, 302

Smith, Michael., 20

SNOW, 51, 52, 53, 54, 57, 64, 78, 80, 81, 82, 83, 84,
86, 87, 89, 102, 103, 104, 105, 130, 133, 144,
173

SOE (*Special Operations Executive*), 13, 187, 227,
251, 291

SSU (*Special Signals Unit*), 13, 157

STANCIB, 353, 356

Stephenson, William, 184, 353

Stimson, Henry L., 108, 110, 112, 113, 114, 120,
195, 302

Strachey, Oliver, 11, 176

Strong, George V., 14, 15, 197, 198, 203, 213, 300,
301, 302, 306, 307, 308, 309, 310, 312, 315
Super, 294

Swinton, Lord Philip (Cunliffe-Lister), 129

Taylor, Telford, 15, 161, 307, 308, 313

Thilo Schmidt, Hans, 226

Thumb, 248, 249, 296, 316, 317, 324

Tiltman, John, 199, 207, 210, 224, 300, 305

Torch (Opération), 13, 225

Traité de Versailles, 26, 36, 42, 89, 91, 93, 94, 106,
108, 344

Traité naval germano-britannique, 93, 97

Travis, Edward, 11, 15, 16, 202, 205, 210, 211, 213,
214, 215, 234, 236, 246, 301, 304, 305, 307,
309, 314, 315, 318

TREASURE, 255, 257

TRICYCLE, 134, 136, 140, 142, 143, 262, 276, 278,
279, 284

Truman, Harry, 334, 354

Tsarev, Oleg, 70, 163, 237, 238, 263

Typex, 13, 158, 271, 308

U.S. Air Force Security Service (USAFSS), 353

UKUSA, 11, 13, 196, 214, 313

Ultra, 12, 13, 16, 22, 28, 109, 110, 111, 118, 120,
145, 146, 147, 153, 155, 156, 158, 159, 160,
161, 183, 190, 193, 202, 204, 229, 232, 235,
236, 237, 238, 239, 245, 249, 251, 252, 254,
256, 294, 296, 304, 311, 315, 316, 317, 320,
322, 323, 355

USCIB, 353

Venlo, 13, 67, 71, 72, 75, 76, 88, 93, 96, 122, 126

Vivian, Valentine, 163

Volkov, Konstantin Dmitrievich, 264

W Board (*Wireless Board*), 13, 260

Weeks, Robert, 204, 206, 207

Wehrmacht, 12, 13, 95, 96

Wenger, Joseph, 11, 15, 114, 115, 206, 209, 210,
211, 213, 214, 292, 304, 306, 312, 313, 314,
319, 320, 323

West, Nigel, 51, 54, 55, 62, 63, 70, 81, 89, 163, 237,
238, 256, 263

Whaddon, 75, 147, 153, 157

White, Dick, 74

William, Garland H., 187

Windy Ridge, 157

Winterbotham, Frederick W., 16, 28, 71, 155, 156,
157, 158, 159, 160, 232, 336, 337

Wohlstetter, Roberta, 30

Zimmermann (télégramme), 36, 45, 110

Table des matières

Sommaire	7
Glossaire.....	9
Noms des principaux protagonistes de la protection du renseignement	14
Introduction	18
Première partie. Les services de renseignement et la transition à une période de guerre.	
La protection des sources jusqu'à la fin de l'année 1939.	40
I.A. Des services britanniques très réputés qui n'ont pas su se préparer a la guerre	42
Genèse des agences de renseignement britanniques	43
La protection des sources britanniques avant 1939 – le recrutement du personnel	46
SNOW, précurseur du réseau d'agents doubles britanniques	51
La protection des sources britanniques avant 1939 – l'impératif de discrétion	54
Coopération avec les services de renseignement français dans l'entre-deux-guerres.....	59
Évaluation des services britanniques à la veille de la guerre	62
I.B. Des services britanniques que la guerre force à se réorganiser.....	66
Failles dans la structure même des services de renseignement.....	67
La débâcle du renseignement britannique à Venlo	71
Genèse d'une source de renseignement prolifique : l'établissement du réseau <i>Double Cross</i>	78
I.C. Débats sur le succès des agences allemandes affectées par la défaite de 1918.....	89
Contexte historique	91
Origine des agences de renseignement allemandes.....	94
Le renseignement d'origine humaine	98
I.D. Renseignement et neutralité : le retard chronique des services de renseignement américains longtemps négligés.....	107
La formation des agences de renseignement américaines.....	109
Failles du renseignement américain	112

Deuxième partie. 1940-fin 1942 : Adaptation au contexte de guerre et tractations sur les termes d'éventuelles coopérations.	124
II.A. Le Royaume-Uni, modèle pour la protection des sources ?	126
Réorganisation structurelle.....	126
La structuration d'un réseau organisé d'agents doubles	130
Protéger <i>Ultra</i> : le secret au prix de sacrifices militaires et humains.....	145
Infiltration par les espions soviétiques	162
II.B. Controverse sur le degré de sécurité des sources allemandes de 1940 à 1942	165
Le recrutement des espions allemands	166
Quelles formations pour les espions allemands ?.....	170
Protocoles de sécurité.....	171
Failles du HUMINT allemand.....	173
L'énigme Canaris	176
II.C. Une gestion imprudente des sources par les Américains.....	182
Refontes organisationnelles : vers un cadre administratif mieux défini	184
La protection des sources dans un service d'espionnage néophyte	186
Pearl Harbor et la protection des sources cryptanalytiques.....	190
II.D. Partage des sources britanniques avec les Américains et inquiétude pour leur sécurité – l'exemple des sources cryptanalytiques	195
Les premiers jalons d'une collaboration avancée : « Perfide Albion » ? (été 1940-fin 1941).....	196
Prémices d'une coopération	196
La mission Sinkov (début 1941) au cœur d'un houleux débat historiographique	202
Juin 1941-automne 1942 : évolution du rapport de forces entre les deux pays	208
2 octobre 1942 : Accord Wenger-Travis, aussi appelé Holden, entre la marine américaine et la GC&CS.....	213
II.E. La coopération avec les Français, entre nécessité et menace	216
Les contacts franco-britanniques jusqu'en juin 1940.....	218
Le moment charnière de juin 1940.....	219
Reprise de la coopération dans un contexte tendu	221
Conséquences de l'occupation de la zone libre.....	225
Autres formes de coopération	226

II.F. Vers un échange de renseignements avec les Soviétiques après l’opération Barbarossa?	230
L’énigme de Barbarossa.....	232
Les enjeux de la coopération britannico-soviétique pour la protection des sources Britanniques	232
Le cas épineux d’ <i>Ultra</i>	235
Perspective russe sur la coopération anglo-soviétique.....	237
 Troisième partie. 1943-début 1945 : Consécration de l’expertise des agences de renseignement britanniques et américaines, aux dépens de l’Allemagne.	242
III.A. Le Royaume-Uni en 1943-1945 : Offensive et protection des sources.....	244
La protection des activités cryptanalytiques sur le sol britannique.....	245
<i>Ultra</i> sur le champ de bataille	249
Pérennité du réseau <i>Double Cross</i>	255
L’équilibre entre collecte de renseignements et désinformation.....	259
Infiltration soviétique dans les agences britanniques	263
III.B. La débâcle du renseignement allemand.....	266
Le déclin de la cryptanalyse allemande.....	267
Protocoles de sécurité pour le renseignement humain	271
La duplicité des contrôleurs allemands	276
La fin de l’ <i>Abwehr</i>	280
III.C. Des services américains désormais chevronnés	282
Succès du renseignement humain américain.....	283
Énonciation de règles strictes pour encadrer les activités de l’OSS	285
Uniformisation de la sécurité du renseignement cryptanalytique	292
III.D. Relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis : l’élève devient le maître (1943-début 1945).....	298
Hiver 1942-1943 : La visite d’Alan Turing aux États-Unis au cœur des tensions entre la GC&CS et l’armée de terre américaine.....	298
Vers l’accord BRUSA de mai 1943	304
La systématisation des échanges cryptanalytiques suite à BRUSA, et l’établissement de protocoles communs pour utiliser le renseignement spécial en assurant sa préservation	313

Épilogue	329
Conclusion.....	341
Sources et bibliographie	359
Index.....	410
Table des matières	418

Résumé

Cette thèse est consacrée à l'étude de la protection des sources de renseignement britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale, en enrichissant cette analyse grâce à des éléments de comparaison avec les pratiques privilégiées aux États-Unis et en Allemagne. Dans ces trois pays, des approches très différentes sont adoptées afin de s'assurer de la durabilité des sources et de pouvoir continuer à exploiter ces données précieuses, témoignant d'appréhensions variées de l'impératif de préserver ces sources et de politiques diverses à l'égard du choix complexe entre utilisation d'un renseignement et préservation de son origine, entre exploitation à court terme et bienfaits sur une échéance plus longue dans un contexte de guerre. En s'appuyant sur de nombreux documents d'archives civils et militaires des trois pays, cette étude présente leurs attitudes divergentes et permet de faire la lumière sur les véritables performances des services de renseignement des trois pays. Il est nécessaire de s'interroger sur le bien-fondé de la réputation de secret qui semble caractériser les agences britanniques, par opposition à leurs homologues américains, et sur le véritable succès des services allemands dans un pays marqué par de profondes divisions.

Cette recherche détaille la coopération équivoque entre le Royaume-Uni et les États-Unis, qui a posé quelques-uns des premiers jalons de la « *special relationship* », la « relation spéciale » entre les deux pays, toute d'ambiguïté. Cette association est le théâtre de l'inversion du rapport de forces des deux puissances dans ce domaine comme dans bien d'autres. De plus, l'analyse des échanges des agences britanniques avec leurs homologues français et soviétiques permet d'adopter une nouvelle perspective dans l'étude de leurs relations internationales et de ces alliances complexes aux contours fluctuants.

The Protection of British, American and German Intelligence during the Second World War

Abstract

This thesis investigates the protection of British intelligence sources during World War Two, and includes a comparison with American and German practices. In these three countries, intelligence officers adopted very different approaches to preserve these sources and to ensure that the latter could be used in the long term. Each country had a different perception of the balance between the immediate use of intelligence and the protection of its sources, between the short-term benefits and long-term preservation of these assets in the context of the war. Drawing on a vast amount of archival material, both civilian and military, this research presents these three countries' various approaches and uses this analysis to reflect on their concrete achievements. This study interrogates the preconceived ideas about these countries' intelligence practices, in particular the reputation of secrecy of the British agencies, as opposed to the lack of discretion of their American counterparts. Moreover, this thesis emphasises the particular situation of German secret services in a very divided country.

The ambiguous cooperation between Britain and the United States during the Second World War helped pave the way for their « *special relationship* ». During the war, the balance of power between the two nations shifted dramatically, in the intelligence field as in many others. Moreover, the analysis of the exchanges between the British intelligence officers and their French and Soviet colleagues opens new research avenues in the study of their international relations and on these complex and fluctuating alliances.

Langues et littératures étrangères

Mots-clés : renseignement, sources, protection, sécurité, secret, relations internationales.

Keywords: intelligence, sources, protection, security, secrecy, international relations.

Centre Interdisciplinaire de Recherche sur les Langues Et la Pensée (CIRLEP) EA 4299
Campus Croix Rouge. Bâtiment 13 Recherche. 57 Rue Pierre Taittinger. 51096 Reims Cedex